

Assemblée nationale du Québec

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

2e Législature

1871-1875

Texte établi par Marcel Hamelin

**Québec
Journal des Débats
1976**

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières.....	III
Bibliographie.....	IV
Introduction.....	V
Session 1871.....	Cahier no 1
Session 1872.....	Cahier no 2
Session 1873-1874.....	Cahier no 3
Session 1874-1875.....	Cahier no 4

BIBLIOGRAPHIE

Les titres réunis ici ont servi à reconstituer les débats de l'Assemblée législative du Québec au cours de la 2e Législature, soit pour les sessions de 1871, 1872, 1873-1874 et 1874-1875. Compte tenu de la nature particulière d'une telle reconstitution, cette bibliographie devient un appareil de références complet.

Journaux de l'Assemblée législative de la Province de Québec,
Vol. V: 1871, Vol. VI: 1872, Vol. VII: 1873-1874, Vol. VIII: 1874-1875

Journaux de base:

L'Événement (1871-1875)
Le Journal de Québec (1871-1875)
The Quebec Morning Chronicle (1871-1875)

Journaux complémentaires:

Le Bien Public (1874-1875)
Canadian Illustrated News (1871-1875)
Le Canadien (1871-1875)
Le Courrier du Canada (1871-1875)
L'Echo de Beauharnois (1873-1875)
L'Echo de la Session (1871)
The Gazette (1871-1875)
La Gazette de Sorel (1871-1873)
Le Journal des Trois-Rivières (1871-1875)
La Minerve (1871-1875)
The Montreal Herald and Daily Commercial Gazette (1871-1875)
La Nation (1871-1872)
Le National (1872-1875)
Le Nouveau Monde (1871-1875)
L'Opinion Publique (1871-1875)
Le Pionnier de Sherbrooke (1871-1875)
The Quebec Daily Mercury (1871-1873)
The Quebec Gazette (1871-1874)
L'Union des Cantons de l'Est (1871-1875)
The Stanstead Journal (1871-1875)

Brochures:

Speech on the Budget by the Hon. J.G. Robertson, Treasurer of the Province of Quebec, delivered in the Legislative Assembly, Quebec, 24th November, 1871. (Reported for Morning Chronicle). Quebec, Printed by J.J. Foote, 1871. 46 p.

Speech on the Budget by the Hon. J.G. Robertson, Treasurer of the Province of Quebec, delivered in the Legislative Assembly, Quebec, 29th November, 1872. (Reported for Morning Chronicle). Quebec, Printed by J.J. Foote, 1872. 35 p.

Discours sur le budget prononcé par l'honorable J.G. Robertson, Trésorier de la Province de Québec, à l'Assemblée législative, le 13 janvier 1874. (Traduit de l'Anglais). Québec, Imprimerie du "Canadien", 1874. 62 p.

Discours sur le budget prononcé à l'Assemblée législative, le 2 février 1875, par l'honorable J.G. Robertson, Trésorier de la Province de Québec. Québec, Des Presses à Vapeur du "Canadien", 1875. 36 p.

ABRÉVIATIONS

am.: amendement
dd.: dépôt de document
m.: motion
ptn: pétition
q.: question

INTRODUCTION

Cet ouvrage constitue le deuxième volume de la collection des débats de l'Assemblée législative du Québec tels qu'ils ont été reconstitués sous la direction de l'historien Marcel Hamelin. Les lecteurs y trouveront la version la plus exhaustive possible des débats parlementaires des quatre sessions composant la deuxième Législature québécoise, soit de 1871 à 1874-75.

Grâce à une recherche patiente et méticuleuse effectuée principalement dans les journaux, M. Hamelin et ses assistants ont réussi à établir le texte des débats de cette période. Compte tenu de la nature des sources, la version obtenue ne revêt pas de caractère officiel mais se révèle le fruit d'une reconstitution historique qui retransmet l'écho le plus fidèle possible des voix qui ont retenti dans l'enceinte du parlement québécois à cette époque passée. Afin de connaître l'esprit qui a présidé à la réalisation de cette oeuvre, de même que les objectifs poursuivis, la méthode et les sources utilisées, nous invitons les lecteurs à consulter l'introduction présentée dans le premier tome de cette collection par l'initiateur de projet, le professeur Marcel Hamelin.

L'élaboration de cet instrument de travail a donc été assurée, dans sa partie maîtresse, par monsieur Hamelin qui a dirigé toutes les activités de reconstitution proprement dite. Quant à l'indexation des quatre sessions et à la révision finale de l'ouvrage, elles ont été accomplies par le service de Reconstitution des débats de la Bibliothèque de la Législature en collaboration avec le Journal des débats de l'Assemblée nationale. Ces deux services sont d'ailleurs déjà au travail en vue de permettre la publication prochaine du troisième volume qui réunira les débats de la troisième Législature (1875-1877-78) et qui constituera l'avant-dernière étape de la première phase de ce vaste projet.

Grâce à ces patients labeurs, il est possible aujourd'hui d'offrir aux parlementaires, aux chercheurs et au public en général, un outil essentiel à une connaissance accrue de la vie parlementaire et de l'histoire du Québec.

Christiane Deniers

Christiane Deniers
Responsable

Service de Reconstitution des débats

Assemblée nationale du Québec

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

2e Législature, 1re Session

1871

Texte établi par Marcel Hamelin

**Québec
Journal des Débats
1976**

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières.	III
Députés de l'Assemblée législative.	IV
Membres du Conseil exécutif.	VII
Table des séances.	VIII
Débats.	1
Index	
Index des participants.	241
Index des sujets.	257

Députés

Bachand, Pierre
 Beaubien, Louis
 Bellerose, Joseph-Hyacinthe
 Bellingham, Sydney Robert
 Blanchet, Joseph-Goderic
 Brigham, Josiah Sandford
 Cartier, Sir George-Etienne
 Cassidy, Francis
 Cauchon, Joseph-Edouard
 Chapleau, Joseph-Adolphe
 Chauveau, Pierre-Joseph-Olivier
 Daigle, Joseph
 David, Ferdinand
 De Beaujeu, Saveuse
 Dorion, Joseph-Adolphe
 Dugas, Firmin
 Eddy, Butler Ezra
 Esinhart, Andrew
 Fortin, Pierre
 Fournier, Téléspore
 Gagnon, Adolphe
 Gendron, Pierre-Samuel
 Gérin, Elzéar
 Gill, Charles
 Gosselin, Louis-Honoré
 Hearn, John
 Holton, Luther H.
 Houde, Moïse
 Irvine, George
 Joly, Henri-Gustave
 Laberge, Edouard
 Lafontaine, Laurent-David
 Laframboise, Maurice
 Lalonde, Emery
 Langevin, Hector-Louis
 Larochelle, Louis-Napoléon
 LaRocque, Gédéon
 LaRue, Praxède
 Laurier, Wilfrid
 Lavallée, Vincent-Paul
 LeCavalier, Narcisse Maximilien
 Locke, Thomas
 Lynch, William Warren
 Mailloux, Elie
 Malhiot, Henri-Gédéon
 Marchand, Félix-Gabriel
 Méthot, François-Xavier-Ovide
 Molleur, Louis
 Ouimet, Gédéon
 Pelletier, Onésime
 Peltier, Onulphe
 Picard, Jacques
 Poupore, John
 Pozer, Christian Henry
 Rhéaume, Jacques-Philippe
 Robert, Victor
 Robertson, Joseph Gibb
 Robitaille, Théodore
 Roy, Charles-François
 Sanders, Thomas
 Sawyer, William
 Sylvestre, Louis
 Tremblay, Pierre-Alexis
 Trudel, François-Xavier-Anselme
 Verreault, Pamphile-Gaspard

Circonscriptions

Saint-Hyacinthe
 Hochelaga
 Laval
 Argenteuil
 Lévis
 Missisquoi
 Beauharnois
 Montréal-Ouest
 Montmorency
 Terrebonne
 Québec-Comté
 Verchères
 Montréal-Est
 Soulanges
 Richelieu
 Montcalm
 Ottawa
 Laprairie
 Gaspé
 Montmagny
 Charlevoix
 Bagot
 Saint-Maurice
 Yamaska
 Rimouski
 Québec-Ouest
 Montréal-Centre
 Maskinongé
 Mégantic
 Lotbinière
 Châteauguay
 Napierville
 Shefford
 Vaudreuil
 Québec-Centre
 Dorchester
 Chambly
 Portneuf
 Drummond-Arthabaska
 Joliette
 Jacques-Cartier
 Stanstead
 Brome
 Témiscouata
 Trois-Rivières
 Saint-Jean
 Nicolet
 Iberville
 Deux-Montagnes
 Bellechasse
 L'Assomption
 Richmond-Wolfe
 Pontiac
 Beauce
 Québec-Est
 Rouville
 Sherbrooke
 Bonaventure
 Kamouraska
 Huntingdon
 Compton
 Berthier
 Chicoutimi-Saguenay
 Champlain
 L'Islet

Circonscriptions

Argenteuil
Bagot
Beauce
Beauharnois
Bellechasse
Berthier
Bonaventure
Brome
Chambly
Champlain
Charlevoix
Châteauguay
Chicoutimi-Saguenay
Compton
Deux-Montagnes
Dorchester
Drummond-Arthabaska
Gaspé
Hochelaga
Huntingdon
Iberville
Jacques-Cartier
Joliette
Kamouraska
L'Assomption
L'Islet
Laprairie
Laval
Lévis
Lotbinière
Maskinongé
Mégantic
Missisquoi
Montcalm
Montmagny
Montmorency
Montréal-Centre
Montréal-Est
Montréal-Ouest
Napierville
Nicolet
Ottawa
Pontiac
Portneuf
Québec-Centre
Québec-Comté
Québec-Est
Québec-Ouest
Richelieu
Richmond-Wolfe
Rimouski
Rouville
Saint-Hyacinthe
Saint-Jean
Saint-Maurice
Shefford
Sherbrooke
Soulanges
Stanstead
Témiscouata
Terrebonne
Trois-Rivières
Vaudreuil
Verchères
Yamaska

Députés

Bellingham, Sydney Robert
Gendron, Pierre-Samuel
Pozer, Christian Henry
Cartier, Sir George-Etienne
Pelletier, Onésime
Sylvestre, Louis
Robitaille, Théodore
Lynch, William Warren
LaRocque, Gédéon
Trudel, François-Xavier-Anselme
Gagnon, Adolphe
Laberge, Edouard
Tremblay, Pierre-Alexis
Sawyer, William
Ouimet, Gédéon
Larochelle, Louis-Napoléon
Laurier, Wilfrid
Fortin, Pierre
Beaubien, Louis
Sanders, Thomas
Molleur, Louis
LeCavalier, Narcisse-Maximilien
Lavallée, Vincent-Paul
Roy, Charles-François
Peltier, Onulphe
Verreault, Pamphile-Gaspard
Esinhart, Andrew
Bellerose, Joseph-Hyacinthe
Blanchet, Joseph-Goderic
Joly, Henri-Gustave
Houde, Moïse
Irvine, George
Brigham, Josiah Sandford
Dugas, Firmin
Fournier, Télesphore
Cauchon, Joseph-Edouard
Holton, Luther Hamilton
David, Ferdinand
Cassidy, Francis
Lafontaine, Laurent-David
Méthot, F.-X.-Ovide
Eddy, Ezra Butler
Poupore, John
LaRue, Praxède
Langevin, Hector-Louis
Chauveau, Pierre-Joseph-Olivier
Rhéaume, Jacques-Philippe
Hearn, John
Dorion, Joseph-Adolphe
Picard, Jacques
Gosselin, Louis-Honoré
Robert, Victor
Bachand, Pierre
Marchand, Félix-Gabriel
Gérin, Elzéar
Laframboise, Maurice
Robertson, Joseph Gibb
De Beaujeu, Saveuse
Locke, Thomas
Mailloux, Elie
Chapleau, Joseph-Adolphe
Malhiot, Henri-Gédéon
Lalonde, Emery
Daigle, Joseph
Gill, Charles

L'HONORABLE NARCISSE-FORTUNAT BELLEAU**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec****Membres du Conseil exécutif**

L'honorable Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, premier ministre, secrétaire, registraire et ministre de l'Instruction publique

L'honorable Gédéon Ouimet, procureur général

L'honorable Joseph-Octave Beaubien, commissaire des Terres de la couronne

L'honorable Charles-Eugène Boucher de Boucherville, président du Conseil législatif

L'honorable George Irvine, solliciteur général

L'honorable Louis Archambault, commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics

L'honorable Joseph Gibb Robertson, trésorier

Séance du 7 novembre 1871. . . . .	.1
Séance du 8 novembre 1871. . . . .	.2
Séance du 9 novembre 1871. . . . .	.5
Séance du 10 novembre 1871. . . . .	.13
Séance du 13 novembre 1871. . . . .	.16
Séance du 14 novembre 1871. . . . .	.26
Séance du 15 novembre 1871. . . . .	.30
Séance du 17 novembre 1871. . . . .	.41
Séance du 20 novembre 1871. . . . .	.45
Séance du 21 novembre 1871. . . . .	.48
Séance du 22 novembre 1871. . . . .	.54
Séance du 23 novembre 1871. . . . .	.75
Séance du 24 novembre 1871. . . . .	.81
Séance du 27 novembre 1871. . . . .	.104
Séance du 28 novembre 1871. . . . .	.106
Séance du 29 novembre 1871. . . . .	.113
Séance du 30 novembre 1871. . . . .	.119
Séance du 1er décembre 1871. . . . .	.127
Séance du 4 décembre 1871. . . . .	.139
Séance du 5 décembre 1871. . . . .	.143
Séance du 6 décembre 1871. . . . .	.151
Séance du 7 décembre 1871. . . . .	.162
Séance du 9 décembre 1871. . . . .	.172
Séance du 11 décembre 1871. . . . .	.176
Séance du 12 décembre 1871. . . . .	.179
Séance du 13 décembre 1871. . . . .	.184
Séance du 14 décembre 1871. . . . .	.189
Séance du 15 décembre 1871. . . . .	.193
Séance du 16 décembre 1871. . . . .	.202
Séance du 18 décembre 1871. . . . .	.206
Séance du 19 décembre 1871. . . . .	.212
Séance du 20 décembre 1871. . . . .	.215
Séance du 21 décembre 1871. . . . .	.225
Séance du 22 décembre 1871. . . . .	.232
Séance du 23 décembre 1871. . . . .	.238

Séance du 7 novembre 1871

A la première session du second Parlement de la Législature de la province de Québec, commencée et tenue en la cité de Québec, le septième jour de novembre, dans la trente-cinquième année du règne de Notre Souveraine Dame Victoria, reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze;

Lequel jour, étant le premier de la réunion de cette Législature pour la dépêche des affaires, en conformité d'une proclamation de Son Excellence l'honorable Sir Narcisse-Fortunat Belleau, lieutenant-gouverneur de la province de Québec, George Manly Muir, Etienne Simard et Thomas McCord, écuyers, commissaires nommés en vertu d'un *Dedimus potestatem* pour administrer le serment aux membres de l'Assemblée législative, se sont rendus, à midi, dans la salle destinée aux séances de l'Assemblée, où George Manly Muir, écuyer, greffier de l'Assemblée législative, s'est trouvé, conformément à son devoir, et Louis-Honoré Huot, écuyer, greffier de la couronne en chancellerie, ayant remis audit M. Muir un rôle, accompagné d'un certificat contenant une liste des noms des membres dont il a été fait rapport, et comme devant servir dans cette Législature provinciale, les commissaires ont administré le serment aux députés qui se sont présentés, ce qui étant fait, et les députés ayant signé le rôle contenant le serment, ils ont pris leurs sièges dans l'Assemblée.

Message du lieutenant-gouverneur:

Un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme, huissier de la verge noire.

Messieurs,

Son Excellence le lieutenant-gouverneur désire la présence immédiate des membres de cette honorable Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, les membres se sont rendus auprès de Son Excellence, dans la salle des séances du Conseil législatif, où étant,

L'honorable Orateur du Conseil législatif a dit:

Honorables messieurs et messieurs de l'Assemblée législative, Son Excellence le lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature provinciale, avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi; mais demain, à trois heures de l'après-midi, Son Excellence expliquera les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature.

Les députés reviennent à la Chambre.

Election de l'Orateur:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose à la Chambre pour son Orateur, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), l'honorable Joseph-Goderic Blanchet.

Il fait en peu de mots quelques remarques sur la manière dont M. Blanchet s'est acquitté de ses hautes fonctions pendant le dernier Parlement et recommande tout particulièrement à l'Assemblée de lui confier encore ce poste.

Il dit que personne n'est mieux préparé pour occuper cette fonction. Son expérience, son jugement, ses connaissances et ses qualités de gentilhomme en font un candidat éminemment qualifié pour le poste d'Orateur.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Parle élogieusement du député de Lévis (M. J.-G. Blanchet).

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait des remarques dans le même sens.

LE Chambre ayant alors demandé que la question "Que l'honorable Joseph-Goderic Blanchet prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur", soit mise aux voix; elle est, en conséquence, mise aux voix par le greffier, et il est résolu, nemine contradicente, que l'honorable Joseph-Goderic Blanchet prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur.

L'ORATEUR: Remercie la Chambre.

Il espère que la bonne harmonie qui a toujours existé entre l'Orateur et les députés continuera.

Il s'engage à remplir avec dévouement et impartialité les devoirs que lui impose cette charge et proteste de son respect inaltérable pour les règlements de l'Assemblée et les pratiques parlementaires.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Au nom de l'Opposition, exprime sa haute satisfaction du choix fait par l'Assemblée.

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que cette Chambre s'ajourne maintenant, jusqu'à demain à trois heures P.M.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à trois heures et demie.

Séance du 8 novembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Jacques-Philippe Rhéaume, écuyer, représentant du district électoral de Québec-Est, et Adolphe Gagnon, écuyer, représentant du district électoral de Charlevoix, ayant préalablement prêté serment, conformément à la loi, et souscrit devant les commissaires le rôle qui le contient, prennent leurs sièges dans la Chambre.

Message du lieutenant-gouverneur:

Un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme, huissier de la verge noire.

M. L'Orateur,

Son Excellence le lieutenant-gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Au Conseil législatif:

L'Orateur de l'Assemblée législative: Qu'il plaise à Votre Excellence, l'Assemblée législative m'a élu comme son Orateur, bien que je ne sois que peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont ainsi assignés.

Si dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive en aucun temps de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée et non à l'Assemblée dont je suis le serviteur, et qui, par mon ministère, réclame, pour être en état de mieux remplir ses devoirs envers sa souveraine et son pays, tous ses droits et privilèges incontestables, spécialement ceux de la liberté de la parole dans ses débats, le libre accès auprès de la personne de Votre Excellence en tout temps convenable, et, de la part de Votre Excellence, l'interprétation la plus favorable de ses délibérations.

L'Orateur du Conseil législatif: M. l'Orateur, j'ai ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur de vous déclarer qu'elle se confie pleinement dans le devoir et l'attachement de l'Assemblée législative envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté, et ne doutant point que ses délibérations soient conduites avec sagesse, modération et prudence, elle accorde et, en toutes occasions, elle reconnaîtra et permettra l'exercice de ses privilèges constitutionnels.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée aura un prompt accès auprès de Son Excellence en toutes les occasions convenables, et qu'elle interprétera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations, ainsi que vos paroles et vos actions.

Le lieutenant-gouverneur:

Honorables messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue au moment où vous vous réunissez pour

commencer les travaux du second Parlement de cette province.

Les quatre années qui se sont écoulées depuis l'ouverture du premier Parlement ont démontré d'une manière évidente combien les habitants de cette province désirent profiter des avantages que leur offre notre nouvelle constitution pour développer les ressources de cette partie du pays. Notre législature, sous ce nouveau régime, a pu disposer de ses revenus en faveur des entreprises qui lui ont paru les plus propres à accroître la prospérité de cette province.

La législation qui a été faite dans les diverses sessions du dernier Parlement en faveur de l'établissement de sociétés de colonisation et pour l'encouragement de différentes lignes de chemins à lisses de bois et de chemins de fer, promet de donner une puissante impulsion à notre commerce, à notre agriculture et à notre industrie.

Quelle qu'ait été la divergence de vues, naturelle dans un pays constitutionnel, sur beaucoup de points, il m'a paru que l'opinion publique s'était prononcée avec assez d'unanimité en faveur de ces mesures pour que vous n'hésitez point à continuer la politique suivie par vos prédécesseurs et à l'étendre dans la proportion de nos ressources financières.

La législation et les règlements pour la vente et la coupe des bois ont produit une augmentation considérable dans cette partie de nos revenus, augmentation qui nous a permis de pousser avec vigueur les travaux de nos chemins de colonisation dans toutes les parties de la province.

Mon gouvernement a nommé dernièrement plusieurs agents d'immigration tant en Europe que sur divers points du pays, et nous avons déjà lieu de nous féliciter du résultat de leurs efforts et de celui des autres mesures que nous avons adoptées pour mieux faire connaître les ressources de cette province, sa topographie et l'importance de ses terres incultes aux habitants des pays européens et à nos compatriotes.

Ce sujet de l'immigration étant dans les attributions du gouvernement fédéral et des gouvernements locaux a présenté dans l'origine quelques difficultés. J'ai cru devoir provoquer une première conférence qui a été suivie de plusieurs autres. Dans la dernière de ces réunions, les six provinces composant aujourd'hui la Confédération se trouvaient représentées. J'ai tout lieu d'espérer que la meilleure entente régnera entre le gouvernement fédéral et les gouvernements locaux qui se partageront dans la mesure de leurs ressources et de leur commun intérêt la tâche de pourvoir à cet important objet.

Cette province, qui possédait un code civil et un code de procédure civile, a reçu de la législation du dernier Parlement un code municipal qui vient d'être mis en opération, et je suis certain que nos populations s'empresseront de

profiter des moyens qu'il met à leur disposition pour les améliorations locales.

Les lois concernant l'administration de la justice, quoique donnant en général d'excellents résultats, me paraissent susceptibles de quelques améliorations et des mesures vous seront soumises à cet égard.

J'ai transmis à Son Excellence le gouverneur général, selon votre désir, votre adresse conjointe au sujet de la prétendue sentence arbitrale rendue par deux des arbitres nommés en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord pour le partage des dettes et propriétés du Haut et du Bas-Canada. Le gouvernement fédéral n'a pas mis en force cette prétendue sentence, et quelle que soit la nature des démarches qui pourront être faites à cet égard, j'ai assez de confiance dans l'esprit d'équité qui règne dans notre Confédération et dans l'appréciation que l'on y fera de l'importance de cette province pour croire que justice nous sera rendue.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics vous seront présentés et les subsides ordinaires vous seront demandés pour les différentes branches du service public et pour les importants objets de l'instruction publique, de la bienfaisance publique, de l'agriculture et de la colonisation. Mon gouvernement s'est efforcé de réduire les dépenses à ce qui a paru strictement nécessaire, et je ne doute pas que vous n'apportiez vous-mêmes une sage économie dans l'emploi des deniers de la province. Vous serez heureux d'apprendre que malgré les dépenses considérables qui ont été faites depuis quatre ans pour les travaux publics, pour l'établissement des écoles de réforme et d'industrie, pour le développement de l'instruction publique, pour la construction et l'amélioration des cours de justice et des prisons, pour tous les nombreux objets que la constitution a laissés à la charge du gouvernement local, il reste cependant une somme considérable au crédit de cette province.

Honorables messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative.

Je ne doute pas que vous ne vous appliquiez à l'accomplissement de vos importants devoirs avec zèle, avec sagesse et avec ce dévouement à Notre Très Gracieuse Souveraine la reine qui a toujours distingué le peuple de ce pays, et, qu'avec l'aide de la divine Providence, vos travaux ne procurent à cette province un accroissement de bonheur et de prospérité.

Retour des députés à l'Assemblée législative.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'administration des serments d'office.

Accordé.

Discours du trône

L'ORATEUR: Fait rapport que lorsque cet-

te Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Excellence de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a eu une copie, qu'il lit à la Chambre.

Réponse au discours du trône

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), que le discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, aux deux Chambres de la Législature provinciale, soit pris en considération demain.

M. L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que l'Opposition est disposée à s'occuper de l'adresse immédiatement, comme c'est la coutume en Angleterre, afin de gagner du temps. Il y a de grandes difficultés pour commencer les premières affaires de la session. Un tel début, surtout pour les comités, prend beaucoup de temps et est loin de présenter tous les avantages. Sans vouloir incriminer en rien les honorables gentilshommes du parti opposé, qui ont coutume d'ajourner le débat de l'adresse au deuxième jour de la session, il veut simplement dire que l'Opposition est prête à accepter le débat de suite et que, en vue d'épargner le plus possible le temps des affaires publiques, il espère que, à l'avenir, le débat de l'adresse aura lieu le premier jour de la session.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement ne savait pas si l'Opposition était prête à répondre au discours du trône. L'ayant su, il se serait fait un plaisir d'accommoder l'opposition.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et qu'il en ordonne l'impression; et que nul autre que celui qu'il désignera ne se permette de les imprimer.

Adopté.

Il est résolu qu'il soit nommé des comités spéciaux permanents de cette Chambre pour la présente session, pour les objets suivants:

1. les privilèges et élections; 2. les ordres permanents; 3. les chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et les compagnies de mines et manufacturières; 4. les divers bills privés; 5. les lois expirantes; 6. les dépenses contingentes; 7. les impressions; 8. les comptes publics; 9. l'agriculture, l'immigration et la colonisation; lesquels dits comités auront respectivement pouvoir de s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre; et de faire rapport, de temps à autre, de leurs

observations et opinions sur ceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records, 1° Il est résolu que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats qui s'en suivront; et si deux députés sont élus pour le même collège électoral, ils devront s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

2° Que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procédera avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui auront pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

3° Que l'offre d'argent, ou tout autre avantage, à un membre de l'Assemblée législative, dans le but de faciliter l'adoption d'une mesure quelconque qui dépendra du Parlement de la province de Québec, ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Composition des comités permanents

Il est résolu qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence possible, les listes des députés qui devront composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

Il est ordonné que l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable M. Langevin, C.B., l'honorable M. Holton, M. Bellerose, M. Bellingham, M. Joly, M. Bachand, M. Brigham et M. Fortin composent ledit comité.

Impressions des documents parlementaires

L'ORATEUR: Transmet à la Chambre la lettre suivante :

Chambre de comité

Ottawa, 22 mars 1871.

G. M. Muir, Ecuyer,
Greffier, Assemblée législative, Québec.

Monsieur, Je prends la liberté de vous adresser une résolution adoptée par le comité conjoint des deux Chambres sur les impressions du Parlement de la Puissance, en vous priant d'attirer l'attention des autorités compétentes sur ce sujet.

Résolu, Que le greffier de cette Chambre soit

chargé de correspondre, avec ceux qu'il appartient dans les Législatures locales, et d'attirer leur attention sur le fait que les membres de ces Législatures reçoivent tous les documents du gouvernement de la Puissance, et de les prier de vouloir bien, en retour, adresser les documents de leur province respective au Sénat et à la Chambre des communes.

(Attesté).

Henry Hartney,

Greffier du comité conjoint
des deux Chambres sur les impressions.

Rapport du bibliothécaire

L'Orateur transmet à la Chambre le rapport suivant: Le conservateur de la bibliothèque de la Législature de Québec, par son présent rapport, expose humblement:

Qu'il a cru devoir donner, comme par le passé, un soin tout spécial à l'achat des statuts, journaux et autres documents parlementaires indispensables à l'honorable Chambre, bien que déjà, votre bibliothèque possède une collection assez complète de ces ouvrages. Ces publications, en effet, se font de plus en plus rares, et la plus grande vigilance ne peut empêcher un certain nombre de ces livres, consultés à chaque instant pendant les sessions, de sortir pour ne plus reparaitre.

Dans son désir de voir votre bibliothèque s'enrichir promptement, le bibliothécaire avait, les années précédentes, fait des commandes de livres un peu considérables, vu la modicité des octrois accordés, et votre bibliothèque, à la fin du dernier Parlement, se trouvait endettée de quelques centaines de piastres; mais depuis la dernière session, les arrérages ont été payés et les achats et les dépenses diverses de cette année n'atteignent pas tout à fait la somme d'argent octroyée en dernier lieu.

Le malheureux état de Paris n'a pas permis à votre agent, M. Bossange, d'apporter à l'exécution de vos ordres la diligence accoutumée, et je n'ai reçu qu'à peu près la moitié des livres que je l'ai prié de m'expédier.

J'ai préparé avec la plus grande attention un catalogue, par ordre de matières et alphabétique à la fois, des livres de la bibliothèque, suivant la recommandation faite par le sous-comité de la bibliothèque dans son dernier rapport à l'honorable comité conjoint.

Pamphile LeMay,
C.B.L.

La Chambre s'ajourne à quatre heures.

Séance du 9 novembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Joly, la pétition de l'asile des dames protestantes de Québec.

Par M. Brigham, la pétition de J. W. Eaton, maire, et autres, du village de Philipsburg, comté de Missisquoi.

Par M. Cassidy, la pétition de l'asile des orphelins catholiques romains de Montréal et la pétition des soeurs de la Charité, directrices de l'Hôpital Général de Montréal.

Par M. Bachand, la pétition de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe.

Par M. Gérin, la pétition du révérend J.-H. Dorion et autres, de la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche.

Par M. Gill, la pétition de J.-F. Sincennes et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Holton, la pétition de l'honorable James Ferrier et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Pozer, la pétition du révérend F. Catellier et autres, de la paroisse de Saint-George, comté de Beauce.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition de l'asile du Bon Pasteur de Québec.

Par M. Fournier, la pétition de François Gingras, épiciier, et de François-Xavier Déry, ferblantier, tous deux de la cité de Québec, électeurs, dont les noms sont dûment inscrits sur la liste électorale pour la division électorale de Québec-Centre, et qualifiés à voter à la dernière élection d'un membre pour représenter ladite division dans l'Assemblée législative de Québec.

Réponse au discours du trône

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Je propose, appuyé par le représentant de Brome (M. W.W. Lynch), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la Législature provinciale, et aussi pour remercier Son Excellence pour la bienvenue qu'il nous offre au moment où nous nous réunissons pour commencer les travaux du second Parlement de cette province, et de plus pour assurer Son Excellence,

2. Que nous constatons avec plaisir que les quatre années qui se sont écoulées depuis l'ouverture du premier Parlement ont démontré d'une manière évidente combien les habitants de cette province ont su profiter des avantages que leur offrait notre nouvelle constitution pour développer les ressources du pays, et que,

sous le nouveau régime, la Législature a pu disposer de ses revenus en faveur des entreprises qui lui ont paru les plus propres à accroître la prospérité de cette province.

3. Que nous sommes heureux d'apprendre que la législation qui a été faite, dans les diverses sessions du dernier Parlement, en faveur de l'établissement de sociétés de colonisation et pour l'encouragement de différentes lignes de chemins à lisses de bois et de chemins de fer, promet de donner une puissante impulsion à notre commerce, à notre agriculture et à notre industrie.

4. Que, quelle qu'ait été la divergence de vues, naturelle dans un pays constitutionnel, sur beaucoup de points, il nous a paru que l'opinion publique s'est prononcée avec assez d'unanimité en faveur de ces mesures pour que nous n'hésitions pas à continuer la politique suivie par nos prédécesseurs, et à l'étendre dans la proportion de nos ressources financières.

5. Qu'il nous fait plaisir d'apprendre que la législation et les règlements pour la vente et la coupe des bois ont produit une augmentation considérable dans cette partie de nos revenus, augmentation qui a permis de pousser avec vigueur les travaux de nos chemins de colonisation dans toutes les parties de la province.

6. Que nous apprenons avec satisfaction que le gouvernement a nommé dernièrement plusieurs agents d'immigration, tant en Europe que sur divers points du pays, et qu'il y a lieu de se féliciter du résultat de leurs efforts et de celui des autres mesures qui ont été adoptées pour mieux faire connaître les ressources de cette province, sa topographie et l'importance de ses terres incultes aux habitants des pays européens, et à nos compatriotes.

7. Que ce sujet de l'immigration, étant dans les attributions du gouvernement fédéral et des gouvernements locaux, a dû présenter dans l'origine quelques difficultés, mais que nous apprenons avec plaisir qu'il a été tenu à ce sujet une première conférence suivie de plusieurs autres, que, dans la dernière de ces réunions, les six provinces, composant aujourd'hui la Confédération, se trouvaient représentées, et qu'il y a lieu d'espérer que la meilleure entente règnera entre le gouvernement fédéral et les gouvernements locaux qui se partageront dans la mesure de leurs ressources et de leur commun intérêt, la tâche de pourvoir à cet important objet.

8. Que cette province, qui possédait un code civil et un code de procédure civile, a reçu de la Législature du dernier Parlement un code municipal, qui vient d'être mis en opération, et que nous espérons que nos populations s'empres seront de profiter des moyens qu'il met à leur disposition pour les améliorations locales.

9. Que les lois concernant l'administration de la justice, quoique donnant en général d'excellents résultats, paraissant susceptibles de quelques améliorations, nous donnerons toute notre attention aux mesures qui seront soumises à cet égard.

10. Que nous remercions Son Excellence le lieutenant-gouverneur d'avoir transmis à Son Excellence le gouverneur général notre adresse conjointe au sujet de la prétendue sentence arbitrale rendue par deux des arbitres nommés en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, pour le partage des dettes et propriétés du Haut et du Bas-Canada. Nous apprenons avec plaisir que le gouvernement fédéral n'a pas mis en force cette prétendue sentence arbitrale, et que quelle que soit la nature des démarches qui pourront être faites à cet égard, Votre Excellence a assez de confiance dans l'esprit d'équité qui règne dans notre confédération, et dans l'appréciation que l'on y fera de l'importance de cette province, pour croire que justice nous sera rendue.

11. Que nous apporterons toute notre attention aux comptes publics qui nous seront soumis, et aux subsides qui nous seront demandés pour les différentes branches du service public, et pour les importants objets de l'instruction publique, de la bienfaisance publique, de l'agriculture et de la colonisation, et que nous apprenons avec plaisir que le gouvernement s'est efforcé de réduire les dépenses à ce qui a paru strictement nécessaire, et que nous apporterons nous-mêmes une sage économie dans l'emploi des deniers de la province. Que nous sommes heureux d'apprendre que, malgré les dépenses considérables qui ont été faites depuis quatre ans pour les travaux publics, pour l'établissement des écoles de réforme et d'industrie, pour le développement de l'instruction publique, pour la construction et l'amélioration des cours de justice et des prisons, pour tous les nombreux objets que la constitution a laissés à la charge du gouvernement local, il reste cependant une somme considérable au crédit de cette province.

12. Que nous assurons Son Excellence, que nous nous appliquerons à l'accomplissement de nos devoirs avec ce zèle et avec ce dévouement à Notre Très Gracieuse Souveraine la reine, qui a toujours distingué le peuple de ce pays, et que nous espérons qu'avec l'aide de la divine Providence, nos travaux procureront à cette province un accroissement de bonheur et de prospérité.

En proposant l'adresse en réponse au discours du trône, je suis heureux de pouvoir concourir dans les vues exprimées dans ce discours sur l'heureux effet que la législation des quatre dernières années a eu sur cette province.

Au premier Parlement incombait la tâche d'organiser les divers départements publics et de mettre en application l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, en autant qu'il s'appliquait à cette province, et personne, je crois, ne niera qu'elle a été accomplie d'une manière satisfaisante.

Les lois adoptées pour favoriser l'agriculture et la colonisation, les sommes considérables dépensées pour promouvoir ces deux grands intérêts qui sont les principales sources de notre

richesse publique et desquels dépend notre prospérité future, ont eu surtout les plus heureux résultats. L'agriculture a pris une impulsion nouvelle; de nombreuses sociétés de colonisation se sont formées et contribuent puissamment à l'établissement de nos terres incultes et à diminuer l'émigration.

Les octrois généreux accordés aux chemins à lisses ont stimulé l'esprit d'entreprise de notre population. De toutes parts on a vu surgir des compagnies dont le but est de construire des chemins importants qui relieront aux grands marchés de notre continent des parties de cette province qui en ont été relativement isolées jusqu'à ce jour. Plusieurs de ces compagnies ont déjà commencé leurs travaux.

Il est facile de prévoir quelle influence salutaire ces faits auront sur le développement de nos ressources agricoles, minières et forestières; quelle influence ils auront sur la prospérité générale du pays.

Ce résultat sera dû en grande partie à la politique libérale, éclairée et progressive du gouvernement sur cette matière.

Les efforts qui ont été faits par le gouvernement pour faire connaître les ressources de cette province à l'étranger et y attirer une bonne classe d'émigrants sont, je crois, tout à fait dignes d'éloges et seront couronnés de succès.

L'expérience prouve que malgré tout ce qu'on peut faire pour retenir au pays nos compatriotes, un grand nombre d'entre eux continuent toujours à émigrer aux États-Unis. Chaque homme que nous perdons ainsi diminue notre richesse, affaiblit notre influence et amoindrit notre position dans la Confédération canadienne. D'un autre côté chaque émigrant qui se fixe au milieu de nous y apporte son contingent de travail, d'intelligence et d'industrie, et ajoute de cette manière à la richesse générale et à l'importance politique de cette province dans la Confédération. Nous devons donc applaudir aux efforts que le gouvernement a fait dans cette direction.

Le code municipal est une oeuvre dont le pays doit se féliciter; c'est une oeuvre durable qui aura les plus heureux effets sur les destinées du pays.

Du bon fonctionnement de nos institutions municipales dépend en grande partie le bonheur du peuple; elles contribuent puissamment à son éducation politique, à le former pour le gouvernement responsable. Elles sont le boulevard de nos libertés, et de leur bon fonctionnement dépendent la stabilité et l'efficacité de nos institutions politiques. Tout ceux qui ont pris part à la rédaction et à l'adoption de ce code, et spécialement le gouvernement qui en a pris l'initiative peuvent donc à bon droit se féliciter d'avoir rendu un service signalé au pays.

Quant au partage de la dette, le pays a applaudi à la fermeté du gouvernement de Québec sur cette question, et il a toute confiance qu'il résistera d'une manière efficace à toute

tentative de nous infliger une injustice, à laquelle, en tous cas, le peuple de cette province ne se soumettra certainement pas. La Chambre actuelle ne manquera pas, j'en suis convaincu, de supporter vigoureusement la politique du ministère sur cette question.

Le pays doit se féliciter, qu'après les sommes considérables qui ont été dépensées pour le bien de la province, l'administration des finances ait été telle qu'il reste une assez forte balance à notre crédit.

Enfin, Monsieur l'Orateur, je crois que nous avons raison de nous réjouir de l'essai qui a été fait de notre nouvelle constitution. Notre union avec les autres provinces a excité en nous la détermination de maintenir notre position dans la Confédération canadienne, et en même temps, un ardent désir de voir grandir et se développer cette nouvelle Puissance. J'ai l'espoir, M. l'Orateur, que la vieille province de Québec saura maintenir dans la Confédération le rang et la position que sa situation géographique, son histoire, et le patriotisme et l'intelligence de ses habitants lui méritent.

M. W. W. LYNCH (Brome): Seconded the motion, reviewing briefly the history of the four years which had elapsed since Confederation, and approving of the policy of the Government in the past. In the matter of Arbitration he believed that the action of the Government was fully endorsed by the country. The immigration policy of the past Government he highly recommended. Its results were to be seen in the number of foreigners who were now to be found scattered all over our Province, aiding us in the development of the vast resources of our country. A spirit of enterprise had been developed which was transforming our villages into towns, and our towns into cities. Where there had been quietness and stagnation there was now the hum of busy trade, the surest indication of progress. Through the railway policy of the Government the "Iron Horse" was now carrying civilization and improvement to places once wild and deserted.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le discours du trône est d'ordinaire une esquisse officielle de ce que le cabinet se propose de faire; cette année, c'est une simple relation et une pure glorification de ce qu'il a fait dans les quatre dernières années. Ce retour sur le passé n'est intéressant que parce qu'on y trouve l'indice de la résolution qui paraît bien arrêtée dans l'esprit des ministres de continuer à gaspiller le peu de surplus qui nous reste en caisse. Pas de mesures et un peu plus de dépenses: voilà le résumé de la harangue officielle. Mais alors pourquoi a-t-on réuni la Chambre? Était-ce bien la peine de la convoquer pour lui dire qu'il ne restait rien à faire et que tout avait été fait par l'ancienne Chambre?

Ce célèbre document est imprimé sur trois pages. Sur la quatrième se trouve un blanc; c'est

là sans doute que devraient se trouver les raisons qui ont engagé le ministère à nous appeler ici.

On se félicite de la législation des années passées, on aurait fait mieux d'en constater les résultats. Jusqu'à ce qu'on nous les démontre, nous pourrions croire qu'ils n'existent pas. On parle beaucoup d'immigration, mais où est-elle? qui l'a vue? Je me rappelle que les journaux ont annoncé l'arrivée d'un Belge et ajouté que quatre autres ne viendraient pas. Puis on nous dit qu'il y a eu une conférence à Outaouais sur l'émigration. Voilà tout.

Quant à la politique du gouvernement sur les chemins de fer, il s'en attribue tout le mérite. Cependant, c'est un fait que c'est la Chambre qui l'a forcé de l'adopter. Son seul mérite a été de ne pas résister. Le discours du trône de 1869 ne les annonçait nullement, et c'est lorsqu'il a vu toutes les demandes de chartes d'incorporation de compagnies de chemin de fer qu'il s'est décidé à présenter une loi sur les chemins de fer et les chemins à lisses de bois.

Le gouvernement paraît rejeter la responsabilité du code municipal et en vouloir gratifier la Chambre. Cependant, à la session de 1870, le gouvernement a dit qu'il ferait modifier les lois municipales. Aujourd'hui qu'il voit les défauts du code il n'en veut plus, mais chacun verra qu'au moins la responsabilité doit lui retomber sur les épaules.

C'est la servilité du gouvernement de Québec envers le gouvernement fédéral qui a empêché le règlement de la dette entre Ontario et Québec. Oui, c'est sa servilité, car autrement, il aurait accepté le compromis qu'un membre de l'Opposition avait présenté à Ottawa.

Il (M. Joly) s'efforce de prouver que, dans l'affaire de l'arbitrage, le gouvernement de Québec a montré sa soumission au cabinet fédéral, qu'il lui a demandé d'intervenir pour nommer un arbitre à la place de M. Gray, et ensuite qu'il a dit que ce dernier n'avait pas le droit de s'immiscer dans cette question.

Si nous ne savons pas mieux nous servir des droits que nous donne l'acte de 1867, nous ne méritons pas d'avoir un gouvernement local. Voyez Ontario, il ne craint pas d'affronter ceux auxquels nos ministres sont si soumis.

Quant à ce qui regarde les finances, je dois dire que je suis heureux de voir en Chambre un homme (M. Holton) qui aidera le trésorier à débrouiller les comptes.

Depuis quatre ans un mystère financier plane sur nous. M. Robertson, après M. Dunkin, n'a pu y rien comprendre, et à toutes les questions a simplement répondu à la façon écossaise: "Je sais ce qu'il faut dire et ce qu'il faut cacher". Mais cela ne suffit pas au pays dont la curiosité est piquée, qui trouve l'intrigue trop obscure et qui voudrait voir la fin du roman. M. Holton sera, à ce point de vue, d'un grand secours pour le cabinet. Il l'aidera à se reconnaître dans tous ces chiffres et à trouver le mot de l'énigme. Jusqu'ici une seule chose est certaine, c'est que

les deux dernières années nous avons épuisé le surplus amassé dans les premières.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Je ne trouve rien dans le discours du trône qui indique que le gouvernement propose des projets précis et, par conséquent, le pays n'a rien à attendre du ministère pendant cette session.

Il regrette que le gouvernement ne promette pas de mesures et espère qu'il reviendra sur cette décision. Tout est loin d'être fait et ce qui a été fait laisse beaucoup à désirer. Il ne pense pas qu'on a eu raison de glorifier ce qu'a fait l'ancienne Chambre, et tout ce qu'il peut dire c'est que l'opinion publique attend beaucoup plus de celle-ci! Il se prononce en faveur d'une loi électorale et d'une bonne mesure pour l'empierrement des chemins.

L'industrie souffre, et bien que la législation douanière soit sous le contrôle du parlement fédéral, il ne doute pas que l'on pourrait faire beaucoup ici en sa faveur.

Il ne veut pas juger le gouvernement sur le discours qu'il a mis dans la bouche de Son Excellence, et il attendra avec confiance, espérant que sa législation méritera l'appui de toute la Chambre.

Il conclut en disant qu'il n'est pas venu à la Chambre juger les discours du ministère, mais bien ses actes prochains.

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Les moteurs de l'adresse ont fait de la situation du pays le tableau le plus attrayant. Ils se sont complu à étaler sous nos yeux, ce qu'ils ont pompeusement appelé nos richesses, notre prospérité, notre bonheur. Le Canada est un vrai pays de Cocagne, tout y est pour le mieux dans le meilleur des mondes, et nous n'avons qu'à rendre grâce à la Providence et au ministère.

Ce tableau est-il bien l'expression de la vérité? Je ne saurais accepter cette manière de voir.

Pour quiconque a étudié la situation du pays ailleurs que sur le papier, et du fond de son cabinet, pour quiconque a pu voir de près notre agriculture routinière, notre commerce vacillant et craintif, notre industrie étiolée, la brillante description des moteurs de l'adresse n'est qu'un vain mirage, ce n'est pas la réalité.

S'il ne s'agissait que du côté purement politique et social de la situation, j'accepterais sans réserve tout ce qui a été dit par les moteurs de l'adresse.

Sous le pur point de vue politique et social, notre situation, grâce au principe fondamental de notre constitution, au principe du gouvernement libre et représentatif, est excellente; c'est grâce à ce principe que les éléments disparates qui constituent notre population ont pu se réunir pour former un tout compact et homogène, tout en laissant à chacun de ces éléments, son caractère propre et son autonomie. Certes! c'est un fait dont nous pouvons être justement fiers, et nous le devons au principe fondamental

de notre constitution, que tant de races différentes, tant de croyances opposées aient pu se concentrer sur ce petit coin de terre et que notre constitution se soit trouvée assez large pour que toutes aient pu s'y mouvoir à l'aise, sans se gêner, sans se heurter, pour que chacune ait pu parler sa langue, pratiquer sa religion, conserver ses moeurs, pour que toutes enfin aient pu avoir une égale part de liberté et de soleil.

Moi-même, j'ai l'honneur ici de représenter une circonscription où sont groupées toutes les nuances de race et de religion, et je suis heureux de pouvoir constater et constater hautement cet heureux état de choses.

Mais il y a un autre côté à la situation, il y a le côté économique, et celui-là me paraît sombre, très sombre.

On nous dit que nous sommes riches et prospères. Le sommes-nous vraiment? Interrogez toutes les classes de la société, le négociant, le banquier, le marchand, l'homme des professions libérales, l'agriculteur, le simple artisan, et partout sans exception, vous constaterez une gêne, un malaise indicible, un état de souffrance et de langueur dénotant qu'il y a mal quelque part.

On dirait que ce pays est placé sous une immense machine pneumatique et qu'il fait de vains efforts, s'agite et se tord inutilement pour faire arriver jusqu'à ses poumons quelques parcelles d'un air de plus en plus raréfié.

Voilà la vérité! Voilà la véritable situation. Aveugle qui ne la voit pas! Coupable qui la voyant ne le dit pas!

Cependant, on nous répète sans cesse que nous avons des mines, du bois, des ressources de toutes sortes, que nous sommes riches enfin. Monsieur, il y a richesse et richesse. Tantale était riche. Il avait toujours devant lui une table abondamment, somptueusement, plantureusement servie. Le malheur est qu'avec tout cela, il se mourait éternellement de faim.

Nous aussi, comme à Tantale, il nous semble qu'une main infernale nous retire nos richesses quand nous voulons y toucher.

Monsieur, celui qui dans le désert trouva un sac de poudre d'or était un homme riche. Mais quelque temps après, lui aussi il se mourait de faim sur son trésor, se disant sans doute avec amertume qu'un simple morceau de pain l'eût sauvé.

Nous aussi nous nous éteignons sur nos trésors, et chaque année le flot va toujours grossissant de ceux qui abandonnent nos richesses et s'en vont aux Etats-Unis, chercher le morceau de pain qui les sauvera.

Encore une fois, telle est la véritable situation. A Dieu ne plaise que je veuille en rendre le ministère uniquement responsable. Les causes de cet état de choses sont multiples et toutes ne sont pas sous son contrôle. Mais ce que je reprocherais au ministère, c'est ou de ne pas voir la situation, ou s'il la voit, de n'oser pas l'aborder.

J'ai été désappointé hier en entendant le discours du trône. Son Excellence nous avait fait l'honneur de nous convoquer pour la dépêche des affaires, nous arrivons, nous écoutons avec un pieux recueillement, et la seule affaire que Son Excellence nous donne à dépêcher, c'est... quoi? de féliciter le gouvernement sur les heureux travaux du dernier Parlement. Puis? puis, c'est là tout. Pas une mesure proposée, pas une réforme suggérée. Oui, je le répète, j'ai été cruellement désappointé. Je m'attendais que le ministère avait étudié la situation et qu'il nous indiquerait à la fois la cause du mal et le remède. La principale cause du mal dont nous souffrons, c'est que jusqu'ici la production de ce pays n'a pas égalé la consommation. Le ministère pouvait d'autant mieux l'avouer qu'il n'est pas seul à en porter la responsabilité; cette responsabilité pèse sur la nation entière.

C'est un fait humiliant à avouer qu'après trois siècles d'existence ce pays ne peut pas encore se suffire à lui-même et que quand la nature lui a prodigué tous les dons pour en faire un pays industriel, il soit encore obligé de se fournir sur les marchés étrangers.

Monsieur, il y a déjà bien des années le grand patriote que nous venons de perdre, l'honorable L.-J. Papineau, cherchant un remède à nos maux d'alors, résumait sa politique à ce sujet dans ce simple précepte: il ne faut rien acheter de la métropole. Je suis d'opinion que cette politique s'impose à nous aujourd'hui avec autant de force qu'à l'époque même où elle était formulée.

C'est pour nous, nous surtout Canadiens d'origine française, un devoir de créer une industrie nationale. Nous sommes environnés d'une race forte et vigoureuse d'une activité dévorante et qui a pris l'univers entier pour champ de travail.

Je suis jaloux, Monsieur, en tant que Canadien français, de nous voir éternellement devancés par nos compatriotes d'origine étrangère. Nous sommes obligés d'avouer que jusqu'ici, nous avons été laissés bien en arrière. Nous pouvons l'avouer et l'avouer sans honte, parce que le fait s'explique par des raisons purement politiques qui n'accusent chez nous aucune infériorité. Après la Conquête, les Canadiens, jaloux de conserver intact leur héritage national, se concentrèrent en eux-mêmes, sans conserver avec le dehors aucune relation. La conséquence immédiate fut qu'ils restèrent étrangers à tous les projets qui s'accomplissaient tous les jours à l'étranger, qu'ils demeuraient fatalement dans le cercle de leurs vieilles idées et de leurs vieilles théories. D'un autre côté, les nouveaux colons arrivaient du pays le plus développé en fait de commerce et d'industrie qui fût sous le soleil. Ils apportaient avec eux la civilisation de leur patrie, ils se retrempeaient sans cesse, par un courant continu d'immigration, qui ajoutait sans cesse non seulement à leur nombre, mais à leurs connaissances et à leurs idées.

Nous pouvons avouer sans honte que nous avons été devancés par de tels hommes dans de telles circonstances. Mais les temps sont changés, et le temps est venu d'entrer en lice avec eux. Nos pères jadis ont été ennemis; ils se sont fait pendant des siècles, des guerres sanglantes. Nous, tous enfants réunis sous le même drapeau, nous n'avons plus d'autres combats que ceux d'une généreuse émulation pour nous vaincre mutuellement dans le commerce, dans l'industrie, dans les sciences et les arts de la paix.

J'ai déjà dit que le gouvernement de la province de Québec n'était pas seul à porter la responsabilité de la stagnation de notre industrie. C'est assez dire qu'il ne peut pas la créer ni la développer seul, mais il peut y contribuer puissamment par le genre d'immigration qu'il introduira dans le pays. Jusqu'ici il me semble que le gouvernement de Québec a fait fausse route. Le gouvernement s'est attaché à recruter exclusivement une immigration agricole. Ses efforts n'aboutiront à rien. La population agricole de ce pays ne sera jamais augmentée par aucun élément étranger. Nous avons un climat trop rude et des terres d'une exploitation trop coûteuse et difficile. L'enfant du sol ne sera pas arrêté par ces obstacles, mais l'étranger ne fera que traverser notre territoire et il ira se fixer dans les grasses prairies de l'Ouest. Du reste partout où nos agents mettent les pieds, ils sont devancés par les agents américains, les livres américains, les brochures américaines et surtout le prestige américain.

Nous pouvons néanmoins, je pense, introduire ici une immigration industrielle. Je n'entends pas parler des simples ouvriers, mais des maîtres ouvriers et des petits bourgeois qui peuplent toutes les villes d'Europe. La raison qui les décidera à venir ici placer leur travail et leurs capitaux, c'est que nous pouvons produire à 25 par cent meilleur marché que sur n'importe quelle partie du continent américain. Ce qu'il nous faut, ce sont les maîtres-mineurs du pays de Galles et du nord de l'Angleterre, les mécaniciens de l'Alsace, les tisserands flamands, les ouvriers allemands de toutes sortes.

Une telle immigration, il me semble, donnerait à notre industrie une impulsion extraordinaire.

Outre cette question qui est d'ordre purement économique, il y a des réformes d'ordre politique dont nous attendions le signalement dans le discours du trône. Au nombre de ces réformes, il y en a deux que l'opinion réclame impérieusement depuis longtemps sur la loi des élections et sur l'éducation.

Notre loi d'élection est déplorablement en arrière de celle des autres provinces et même de la Puissance. Notre loi à nous conduit à de funestes abus et à l'intervention directe du gouvernement dans l'exercice du suffrage populaire. Aux dernières élections, le gouvernement a pu tout d'abord faire émaner les brefs pour ceux des comtés dont il se croyait sûr. Il a pu ensuite, grâce à cette tactique, se porter en

force au secours de ceux de ses amis qu'il croyait exposés. Cette conduite est abusive. Si nous sommes un peuple libre, il faut que le suffrage du peuple s'exerce librement, et que la libre expression de la volonté populaire sorte de l'urne électorale.

Je ne parlerai qu'incidemment de la question de l'éducation. Sur ce point, nous avons depuis longtemps attendu et nous attendons encore l'action du premier ministre.

Lorsque l'honorable premier ministre a pris les rênes du pouvoir en 1867, il y avait déjà douze ans qu'il était surintendant de l'éducation et il arrivait d'un voyage d'Europe où il avait été étudier les différents systèmes d'éducation du vieux continent. Nous espérions qu'à son retour, il ferait passer dans la législation, ses observations et ses connaissances, fruits de son expérience. Cependant depuis quatre ans, comme soeur Anne du haut de sa tour, nous regardons, mais nous ne voyons rien venir.

On me dira peut-être: A quoi bon ces réformes? La richesse publique en sera-t-elle augmentée? La prospérité du pays en sera-t-elle le moins augmentée? Monsieur, dans un état libre tout se lie et tout s'enchaîne; la législation, le commerce, l'industrie, les arts, les sciences, les lettres sont les membres d'un même corps, le corps social. Quand l'un des membres souffre, tout le corps s'en ressent; quand il y a un abus quelque part, tout le corps social en est plus ou moins paralysé; quand il y a quelque part quelque chose à faire qui n'est pas fait, l'ordre naturel normal en est troublé.

C'est parce que l'Angleterre a bien compris ce principe qu'elle est devenue si grande. Jamais chez elle aucune question n'a languie. Sitôt qu'un abus était signalé, une réforme demandée, de suite le gouvernement qui était au pouvoir, quel qu'il fût, whig ou tory, prenait la chose en mains; il prenait l'initiative de la question et elle n'était abandonnée que lorsque l'abus avait été détruit et la réforme accomplie.

Nous, au contraire, nous ne savons que nous flatter, nous, nos préjugés et notre amour propre. Jamais nous n'aurons le courage d'avouer que nous ne sommes pas parfaits, qu'il y a chez-nous quelque chose à faire.

Je reconnais, Monsieur, qu'il peut y avoir au fond de cette conduite une pensée ou plutôt un excès d'amour patriotique. Mais ce n'est pas là un patriotisme de bon aloi et ce n'est pas le mien. Mon patriotisme à moi consistera plutôt à dire à mon pays de dures vérités qui contribueront à le réveiller de sa léthargie et à le faire entrer enfin dans la voie du véritable progrès et de la véritable prospérité.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il est de mon devoir de remercier MM. Mailhot et Lynch d'avoir si bien répondu au discours du trône.

Je suis heureux de retrouver le représentant de Lotbinière à son poste comme chef de l'Opposition, armé de cet élégant persiflage

qu'il manie si bien et n'oubliant jamais dans ses attaques cette courtoisie qui le distingue.

Le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) a demandé pourquoi nous l'avons fait venir? Un peu pour le plaisir de le voir, de le rencontrer et d'entendre son persiflage élégant. Il est vrai que le discours du trône n'annonce pas de mesures nouvelles. Puisque l'opposition est si exigeante et qu'elle comprend si bien les besoins du pays, pourquoi n'a-t-elle pas présenté de mesures nouvelles pendant les quatre dernières années. N'avait-elle pas son initiative? Elle a donc avoué que le gouvernement avait rempli son devoir.

A l'ouverture de cette seconde Législature, le gouvernement devait résumer et remettre sous les yeux du pays ce qu'avait fait la première. L'oeuvre de celle-ci avait été de compléter, pour ainsi dire, les mesures nécessaires au fonctionnement du nouveau système. La tâche réservée à la présente Chambre est différente, et avant de l'entreprendre, le devoir du gouvernement était de se familiariser avec l'esprit qui l'anime et de se préparer ainsi à l'oeuvre qui occupera les prochaines sessions.

Le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) a mis dans son discours un mot que je n'aime pas à y voir. Parlant d'arbitrage il nous a accusés de servilité envers le gouvernement fédéral. Mais en quoi, qu'il le montre; j'aime à croire que c'est une expression qui lui est échappée. Est-ce parce que le gouvernement fédéral ne nous a pas obéi? Est-ce que nous pouvons imposer notre volonté à tout le Canada? l'opposition ne pourrait-elle pas faire le même reproche au gouvernement d'Ontario?

En ce cas, le gouvernement d'Ontario est aussi servile que le nôtre, car il n'a pas réussi non plus dans toutes ses tentatives, et en ce moment il est encore sous le coup du plus terrible échec. Le gouvernement fédéral persiste à ne pas reconnaître la décision des arbitres qui lui est si favorable. Ce qui n'empêche pas le cabinet d'Ontario de rester en bons termes avec le cabinet d'Ottawa. Pourquoi le gouvernement de Québec se montrerait-il plus violent et intraitable contre le gouvernement d'Ottawa, dont l'action prudente protège notre cause?

Le prétexte de l'accusation de servilité, c'est qu'il y a entente et harmonie entre le cabinet d'Ottawa et celui de Québec. Mais peut-il, doit-il en être autrement, lorsque c'est le même parti qui gouverne ici et là-bas?

Nous avons pris une position ferme. Nous avons pris une attitude décidée sur cette question. Nous avons fait comprendre que nous ne nous soumettrions jamais à une sentence arbitrale injuste, ou à tout autre injustice de ce genre.

Le député de Lotbinière (M. Joly) parle de ce qui s'est passé, à Outaouais, mais j'ai présenté une proposition pour opérer un règlement, et elle a été déclarée hors d'ordre. Je ne vois pas de servilité dans cette affaire, mais seulement un devoir difficile à remplir.

Il nous a dit avec le même persiflage, qu'il est venu un Belge et que d'autres n'étaient pas venus. Le fait est qu'il est venu beaucoup d'immigrés mais qu'ils ne sont pas restés. L'immigration ne se fait pas en une seule année. Il vaut mieux qu'elle vienne par degré. Il vaut mieux qu'elle nous arrive par petits groupes, que nous traiterons bien. Ils feront venir leurs amis, l'immigration appelle l'immigration.

C'est ainsi que nos compatriotes des Etats-Unis attirent leurs amis auprès d'eux.

Nous avons nommé des agents locaux, M. Bell à Montréal, et M. Thom à Québec, et nous considérons que leurs travaux ont été couronnés de succès.

Le gouvernement a fait imprimer un grand nombre de brochures faisant voir aux immigrants les avantages que le pays leur offre.

Il a aussi fait publier une excellente carte qui, ainsi que les brochures, ont été distribuées en Canada et en Europe.

Les résultats ne sont pas très grands, mais très encourageants. Nos agents en Europe ont bien travaillé: 4,500 étrangers se sont établis dans le pays et nous avons fait revenir 100 familles des Etats-Unis. Nous avons, au moyen de brochures, répandu des renseignements sur la province, et nous pouvons être satisfaits des conséquences de notre politique.

Un député m'a prié de faire profiter la province des connaissances que j'ai dû acquérir en Europe sur l'instruction publique. Je dois lui dire que là-bas comme ici, les systèmes d'instruction ont beaucoup de détracteurs et d'admirateurs, et que le nôtre vaut ceux des autres contrées. Eu égard aux difficultés contre lesquelles nous avons lutté, nous sommes très avancés. Je me suis efforcé de donner à notre système une direction pratique au moyen des écoles normales. Les académies commerciales qui se forment partout, les écoles d'agriculture que nous avons encouragées tendent à opérer un grand changement parmi nous, et feront faire des progrès au pays.

Le député d'Arthabaska, (M. W. Laurier), prétend que nous n'avons passé aucune loi relativement à l'éducation. Oublie-t-il que nous avons réussi à donner une loi qui a éloigné tout danger de querelle et de dissentiment entre catholiques et protestants, à la satisfaction de tous?

Je dirai que notre système d'éducation fonctionne aussi bien que celui de tout autre pays que je connaisse. Le gouvernement a voulu rendre l'éducation pratique, et a fait tout en son pouvoir pour faire progresser l'éducation commerciale.

Je déclare de nouveau que le gouvernement ne se soumettra pas à une décision injuste dans l'affaire de l'arbitrage.

Les assertions du député de Drummond-Arthabaska (M. W. Laurier), relativement au manque de manufactures doivent aussi être niées: il suffit de jeter les yeux autour de nous pour s'assurer que notre industrie progresse de jour en jour.

Il est ordonné que chaque paragraphe de ladite motion soit mis aux voix. Les neuf premiers paragraphes sont lus et adoptés.

La dixième clause est lue.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande s'il est vrai que les gouvernements d'Ottawa et de Québec se sont entendus pour soumettre un *factum* au Conseil privé de Sa Majesté.

L'HONORABLE P.J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'il n'y aurait pas de *factum*, et qu'il s'agissait uniquement à la conférence de Montréal, de l'admission qu'une copie des registres de la commission d'arbitrage jusqu'à la résignation du juge Day était correcte, ce à quoi le ministère ne pouvait se refuser.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Thinks the question so important as one that it should be repeated in English. First the Premier had said that no power could force the Province of Quebec to submit to the iniquitous award. Now he (Mr. Holton) had it on pretty good authority that the Governments of Quebec and Ontario had met in Montreal to decide upon the points to be submitted to the Privy Council. There was very considerable importance attached to this matter, and it should be explained whether any action had been taken thereon by the Government of Quebec.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said he thought his Honorable friend would not object to his offering the desired information. The House was well aware of the unfortunate position in which the Arbitration has placed it, and the House had itself said that it could not submit to the unjust and iniquitous award of the arbitrators. It was also pretty well known that the power of acting upon the award lay with the Dominion Government. When the award was made they, the Quebec Government, had protested against its being acted upon. The Dominion Government said they would take no action in the matter, but would appeal to the Privy Council, and suggested that either the two provinces should submit a case, or in the event of disagreement one province alone should submit a case. The Government of Quebec should they allow the Ontario Government to submit their case alone, would be recreant to the trust reposed in them by the people. So far, no definite action had been taken. A conference had, it was true, taken place at Montreal, but the only matter then brought under consideration — was whether the minutes of the Arbitration should be taken as a record of their proceedings, and even this was as yet undecided. It was quite clear that before any case was submitted there must be some record to work upon, and for his part, he did not see how they could, in fairness, refuse to admit that this transcript was a record. This was all the action which had been taken except that

the Government had secured the services of one of the ablest and most eminent lawyers in England to urge their claims before the Privy Council, in the event of a case being submitted.

M. L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Returned thanks for the explanation, which very conclusively disposed of the bold and determined declaration of the Premier that he could not under any circumstances submit. The Hon. Solicitor General had admitted that the Government of Quebec were going to be consenting parties to the appeal. He was not at present prepared to say that he disapproved of such a course. What he would say, however, was that it was mere bravado on the part of the Honourable Premier to make the statement that under no circumstances would he submit to the award of the arbitrators. Clearly, the Hon. Premier must contemplate the possibility of the confirmation of the award by the Privy Council; and so, by becoming a party to the appeal, he must be prepared to accept the judgement of that body, however unfortunate it might be for the Province of Quebec.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): On disait que le représentant de Montréal-Centre (M. Holton) avait promis d'aider le gouvernement de Québec; il vient de prouver comment il sait tenir sa parole, en cherchant à lui susciter des embarras, et cela en s'efforçant de travestir la pensée du premier ministre.

Durant son élection, il a dit que s'il était élu il ferait tout en son pouvoir pour aider le gouvernement à protéger les droits de cette province; mais aujourd'hui, les paroles de M. Holton ne s'accordent guère avec ce qu'il a dit à son élection.

En quoi la déclaration que la cause serait portée devant le Conseil privé par Ontario et que nous nous défendrions, peut-elle être un coup fatal porté aux paroles du premier ministre?

Cela veut dire que nous serons heureux d'avoir une décision favorable, qui nous fera échapper à une lutte. Il sera toujours temps de résister si elle est injuste. Pour ma part, je ne me soumettrai jamais à une injustice.

J'ai travaillé autant que qui que ce soit à l'oeuvre de la Confédération, et à la faire accepter, et nous pouvons la briser. Je crois, comme les membres de mon parti, en la Confédération que nous avons aidé à ériger, et lui voulons une longue existence. Cependant, plutôt que de nous soumettre à une iniquité, nous briserons la Confédération, et je sais que c'est là la manière de voir de toute la province.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Said that the Premier had in the course of his remarks, used the word conciliation, and in this matter it would be better to adhere to terms of this sort, for the question was a very grave one. It had

been also said that if the decision of the Privy Council went against this Province they would not submit to it. This was an expression of very grave importance, and implied that a man who made laws was prepared to break them. It would be better for them to lose something if they must, and to settle the matter by mutual conciliation. Suppose the decision were to go against them? Then, two governments would be in trouble. The Dominion Government would be forced to act upon the award, the Quebec Government would refuse to be bound by it. This course, if pursued, must lead to rebellion. There must be a breaking of the law by the Government of Quebec, as the decisions of the Privy Council must be considered as law. These were very extreme measures. It were far better to arrive at some conciliatory arrangement of the affair. The thing was done every day in our Courts of Justice. He had not been a very ardent admirer of Confederation at its inception, but now that it had been accomplished, he felt bound to abide by it, and to support it. He called upon the Ministry, in view of their zeal for their country and their patriotism, to act in a conciliatory part. He would not blame the Premier for what he had said, he would merely tell him he had a very dangerous task to perform. He counselled prudence, and advised him, before submitting a factum to the Privy Council, to try and arrive at an amicable settlement. He felt that the people of Ontario would meet him half-way in this matter.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Said that the words which he had used were in the spirit and in almost the same language of the memorial adopted by the House at its last session. There were two points in this question — a legal and a political one. He did not pretend to say that they would contest the decision of the Privy Council if it were against them; this however had only to do with the legal question. Now no one could deny that this Province had political rights, and he affirmed that in no part of Her Majesty's Dominions had these political rights been denied to any Province. There was the case of a smaller Province, which a short time ago had gone almost to the verge of rebellion ere those rights were recognized, but they were righted in the end. Would any one dare then to assert that this great and important Province would be forced to accept an award so iniquitous and monstrous?

Les clauses dix à douze sont lues et adoptées. L'adresse est adoptée.

Composition des comités permanents

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Fait rapport que le comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des députés devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre a

préparé des listes de députés, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit:

1. Privilèges et élections: — L'honorable Sir Geo.-E. Cartier, l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, et l'honorable M. le procureur général Ouimet, et MM. Bachand, Bellerose, Bellingham, Cassidy, Chapleau, Fortin, Fournier, Joly, Lynch et Poupore.

2. Ordres permanents: — L'honorable M. le solliciteur général Irvine et l'honorable M. Laframboise, et MM. David, de Beaujeu, Dorion, Esinhart, Gagnon, Gendron, Houde, Lafontaine, Laberge, Marchand, Méthot, Pelletier (Bellechasse) et Verreault.

3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, corporations de mines ou manufacturières: — L'honorable Sir Geo.-E. Cartier, l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable M. Langevin, C.B., l'honorable M. Holton, l'honorable M. Laframboise, et MM. Bachand, Beaubien, Bellingham, Brigham, Cassidy, Chapleau, Eddy, Fortin, Gérin, Gill, Joly, Laurier, Lavallée, Malhiot, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Peltier (L'Assomption), Pozer, Roy, Sawyer et Tremblay.

4. Divers bills privés: L'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Langevin, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Holton, l'honorable M. Laframboise et MM. Bachand, Beaubien, Bellerose, Bellingham, Cassidy, David, Fortin, Gendron, Hearn, Joly, Laurier, Malhiot, Marchand, Rhéaume et Robitaille.

5. Lois expirantes: L'honorable M. Laframboise et l'honorable M. le procureur général Ouimet, et MM. Daigle, Dorion, Hearn, Laberge, Lalonde, LaRue, LeCavalier, Pozer, Robert et Robitaille.

6. Dépenses contingentes: L'honorable M. Chauveau et l'honorable M. Robertson et MM. Bachand, Bellerose, Brigham, Chapleau, de Beaujeu, Dugas, Eddy, Fournier, LaRue, LeCavalier, Locke, Mailloux, Picard, Sanders et Trudel.

7. Impressions: L'honorable M. Langevin, C.B., et l'honorable M. Robertson, et MM. Bellingham, Fortin, Gendron, Joly et Marchand.

8. Comptes publics: L'honorable M. Holton, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. Robertson et MM. Beaubien, Bellerose, Fortin, Gendron, Joly, Lafontaine, Lynch, Mailloux, Molleur, Picard Poupore, Pozer, Robitaille, Roy et Verreault.

9. Agriculture, immigration et colonisation: L'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chauveau et l'honorable M. Robertson, et MM. Beaubien, Dorion, Dugas, Eddy, Fortin, Fournier, Gendron, Gosselin, Hearn, Houde, Laberge, LaRocque, Larochelle, LaRue, Lavallée, Mailloux, Marchand, Picard, Robitaille, Roy, Sawyer, Sylvestre, Tremblay et Trudel.

La Chambre s'ajourne à cinq heures et demie.

Séance du 10 novembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie-

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition de George G. Smith, de Saint-Albans, Etat de Vermont, Etats-Unis d'Amérique, conseil en loi; deux pétitions des soeurs de l'asile de la Providence de la cité de Montréal, et la pétition des soeurs marianites de Sainte-Croix, Montréal.

Par M. Bachand, la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Saint-Hyacinthe et autres.

Par M. Esinhart, la pétition des soeurs de l'asile de la Providence de Laprairie, comté de Laprairie.

Par M. Rhéaume, la pétition de Joseph Lachance et autres, de la cité de Québec.

Par M. Eddy, la pétition des dames directrices de l'orphelinat Saint-Joseph, de la cité d'Ottawa.

Par M. de Beaujeu, la pétition de l'asile de la Providence de Saint-Ignace, du Côteau-du-Lac.

Par l'honorable M. Holton, la pétition de la Société d'histoire naturelle, de la cité de Montréal.

Par M. Fournier, la pétition de François-Benjamin Godin, de la ville de Joliette, dans le district électoral de Joliette, autrement dit la division électorale de Joliette, autrement dit le comté de Joliette, dans la province de Québec, dans la Puissance du Canada, écuyer, avocat.

Par M. Brigham, la pétition de John Robinson Hamilton, de la ville de New-Carlisle, dans le comté de Bonaventure, marchand, Bélonie Leblanc dit Bourquette, du township de New-Richmond, dans le comté susdit, cultivateur et négociant, et Norman McLeod Carswell, du township de Maria, dans le comté susdit, marchand.

Interpellations :

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que les heures d'ouverture de la bibliothèque ne sont pas assez nombreuses pour accommoder les députés.

Avis de motions:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Donne avis qu'il présentera mardi prochain un bill relativement aux dispenses de publication de mariage en ce qui concerne les protestants.

Il dit que d'après le présent système l'argent provenant des licences accordées pour les mariages protestants entre dans le trésor de la Puissance.

Le but de sa motion est que cet argent soit employé pour l'éducation supérieure protes-

tante. Ce fonds peut être utilisé avec avantage dans ce but.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Cette mesure est bonne et juste. L'argent provient de protestants, et il convient qu'il leur en revienne quelque avantage. On ne peut leur donner de meilleur avantage que de faire avancer leur éducation universitaire.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): S'oppose à ce que le gouvernement donne les explications sur un simple avis de motion comme étant irrégulier, contraire à toute pratique parlementaire et injuste envers l'opposition, puisque comme il n'y a rien devant le fauteuil elle n'a pas le droit de réponse.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que ses explications sont toutes en faveur de l'opposition, puisqu'il n'a fait qu'énoncer le contenu des résolutions sans commentaires, de manière à mettre l'opposition au fait de leur contenu.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Telle a été la pratique constante pendant le premier Parlement.

Nous avons, l'an dernier, donné des explications très à bonne heure, à la demande de l'opposition.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Malgré le plaisir que nous avons d'entendre les messieurs du gouvernement, dans l'intérêt de l'ordre, il vaut mieux que cette pratique soit discontinuée.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dans les précédentes sessions, l'opposition a, il est vrai, demandé des explications à une première lecture; mais jamais sur un avis de motion.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Corroboie cette assertion.

Composition des comités permanents

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson) que le rapport du comité spécial, nommé pour préparer et rapporter les listes des députés devant composer les comités spéciaux permanents, ordonnés par cette Chambre, soit amendé comme suit: ajoutez les noms de l'honorable M. Holton et M. Rhéaume, au comité permanent des privilèges et élections; ajoutez le nom de M. Chapleau au comité permanent des bills privés, et ajoutez le nom de M. Trudel au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et corporations de mines ou manufacturières; retranchez le nom de M. Gendron, du comité permanent des impressions et y ajoutez le nom de M. Gérin.

Le rapport amendé est adopté.

Il est résolu qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif, priant leurs honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et pour informer leurs honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir: l'honorable M. Langevin, C.B., l'honorable M. Robertson, M. Fortin, M. Gérin, M. Joly, M. Bellingham et M. Marchand, agiront comme membres dudit comité.

Il est résolu qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Beaubien, M. Marchand, M. Laurier, M. Trudel et M. Lynch, pour aider M. l'orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement, en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

Rapport de l'auditeur

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant gouverneur, — Etat des opinions légales, rapports de conseil et mandats spéciaux, préparé par l'auditeur, tel que requis par la clause 47, 31 Vict., chap. 9, lequel est lu comme suit:

ETAT des Opinions légales, rapports de Conseil et mandats spéciaux, sous l'autorité de la clause 47, 31 Victoria, chap. 9, préparé par l'Auditeur, en conformité d'icelle

Service	Détails	Opinions légales	Rapports de Conseil			Mandats spéciaux		
			No.	Date	Montant			
Incendie au Saguenay Do Incendies sur l'Ottawa Instruction Publique	Secours aux victimes du dernier incendie	Aucune	173	19 juillet 1870	\$10,000.00	1	\$10,000.00	\$10,000.00
	Pour payer le transport des effets envoyés	Aucune	289	16 novembre	400.00	8	400.00	400.00
	Montant accordé aux comités pour recueillir et distribuer des secours aux victimes	Aucune	214	31 août	3,000.00	5	3,000.00	3,000.00
	Ecoles normales pour rencontrer les paiements de l'année fiscale expirée le 30 juin 1870	Aucune	178	19 juillet	3,590.00	4	3,590.00	3,590.00
Do Institutions de Charité	Education Supérieure: pour bourses des Protestant High Schools et de l'école catholique des sourds-muets	Aucune	60	1871 13 mars	3,088.00	13	3,088.00	3,088.00
	Octroi pour 1870-1871, à l'Asile de la Providence, Ste-Elizabeth, comité de Joliette, omis dans les estimés	Aucune	246	1870 8 octobre	200.00	6	200.00	200.00
Do Travaux et Edifices Publics	Ecoles d'Industrie: pour couvrir les dépenses, l'appropriation étant épuisée	Off. en loi de la Couron.	61	1871 14 mars	3,000.00	12	3,000.00	2,830.30
	Prison de réforme de St. Vincent-de-Paul: balance non dépensée au 30 juin 1870, mais due pour ouvrage fait et matériaux livrés, et dont le prix est exigible maintenant	Aucune	256	1870 14 octobre	2,098.57	7	2,098.57	2,098.57
Do Colonisation	Nouvelle prison de Québec: pour permettre de continuer les travaux sans interruption dans un but d'économie, l'appropriation n'étant disponible qu'après le 30 juin 1871	Aucune	83	1871 22 avril	2,000.00	14	2,000.00	1,839.81
	Chemin à lisses de colonisation: montant requis en sus de l'appropriation pour payer la compagnie du chemin à lisses de Gosford en argent comptant au lieu de la payer par débentures	Aucune	27	28 janvier	3,171.20	9	3,171.20	3,171.20
Police	Montant requis en sus de l'appropriation pour la police spéciale, sous la 33e Victoria, chap. 24	Off. en loi de la Couron.	62	14 mars	16,000.00	11	16,000.00	12,941.44
	Montant appartenant à l'année fiscale expirée le 30 juin 1871, et pour lequel un vote de la Législature est requis				\$46,547.77		\$46,547.77	\$43,159.32
								\$43,159.32

Département du Trésor, 9 novembre 1871

Gaspard Drolet,
Auditeur, P.Q.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande au trésorier quand il pourra mettre devant la Chambre les comptes publics. Il croit que normalement ce document devrait être déjà entre les mains des députés.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Le rapport est maintenant entre les mains des imprimeurs et sera probablement distribué dans trois ou quatre jours.

Il ajoute que ça lui faisait plaisir de voir dans l'enceinte de la Chambre un homme qui, comme l'avaient dit ses collègues, hier, dans les débats, possède une habilité spéciale pour tirer les comptes au clair.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que puisque l'année fiscale finit le 30 juin, les comptes publics devraient être soumis le premier jour de la session.

Les députés ont besoin de connaître ces comptes vu que ça leur sert de guide pour les octrois qu'ils doivent voter dans l'année suivante.

Il aimerait aussi que le rapport des terres de la couronne, qui est très important, soit soumis prochainement, de même que le rapport de l'instruction publique.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que le rapport des terres de la couronne est entre les mains des imprimeurs et qu'il sera aussi distribué dans quelques jours.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le rapport de l'instruction publique ne pourra être publié avant quelque temps, attendu qu'il exige de nombreuses statistiques qu'il est très difficile de se procurer.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que le dernier rapport a coûté \$6,000 et il est presque inutile, parce qu'il est trop volumineux.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Critique aussi le volume excessif de ce rapport.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Se plaint aussi du volume excessif de ce rapport.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que pour rendre ce rapport utile à la consultation, il faut y insérer tous les renseignements statistiques, et comme ces renseignements viennent de sources variées, il est impossible de les avoir au commencement de la session.

La Chambre s'ajourne à quatre heures.

Séance du 13 novembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Lafontaine, la pétition du révérend T.-E. Dagenais et autres, de la paroisse de Saint-Edouard, comté de Napierville

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition des soeurs de la Miséricorde pour la régie de l'hospice de la Maternité, de la cité de Montréal.

Par M. Picard, la pétition de U. Bonneville et autres, du township de Wolfstown, dans le comté de Wolfe, et du township d'Irlande, dans le comté de Mégantic.

Par M. Tremblay, la pétition du révérend Ths-Pantaléon Bégin et autres, de la paroisse de Saint-Dominique-de-Jonquière, et la pétition du révérend J.-Bte. Vallée et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme-du-Lac-Saint-Jean, toutes deux du comté de Chicoutimi.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De J. W. Eaton, maire, et autres, du village de Philipsburg, comté de Missisquoi, demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer de Philipsburg à Sorel.

De J.-F. Sincennes et autres, de la cité de Montréal et autres lieux; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel"

De l'honorable James Ferrier et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Dominion Homestead Building Society".

De Joseph Lachance et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société bienveillante des cordonniers de Québec".

De George G. Smith, de Saint-Albans, Etat de Vermont, Etats-Unis d'Amérique, conseil en loi; demandant l'adoption d'un acte l'autorisant à pratiquer comme avocat, dans et pour la province de Québec.

Des soeurs de la Charité directrices de l'Hôpital Général, Montréal, de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe, de l'asile des dames protestantes, de Québec, de l'asile de la Providence, de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, des soeurs de l'asile de la Providence, Montréal, et de la Société d'histoire naturelle, de la cité de Montréal; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Des soeurs de l'asile de la Providence, de la cité de Montréal; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'asile Saint-Vincent-de-Paul soit continuée et augmentée.

Du révérendissime évêque catholique ro-

main, de Saint-Hyacinthe, et autres; demandant de l'aide pour "l'ouvroir Sainte-Geneviève" de Saint-Hyacinthe.

Des soeurs marianites de Sainte-Croix, de la cité de Montréal; demandant une allocation annuelle.

De l'asile des Orphelins catholiques romains, Montréal, de l'asile du Bon Pasteur, de Québec, du révérend J.-H. Dorion et autres, de la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, des dames directrices de l'orphelinat Saint-Joseph, de la cité d'Ottawa, et des soeurs de l'asile de la Providence, de Laprairie, comté de Laprairie; demandant respectivement de l'aide.

Du révérend F. Catellier et autres, de la paroisse de Saint-Georges, comté de Beauce; demandant de l'aide pour construire un pont sur la Rivière Famine, dans le comté de Beauce.

De François Gingras, épicier, et François-Xavier Déry, ferblantier, tous deux de la cité de Québec, et électeurs dont les noms sont dûment inscrits sur la liste électorale de la division électorale de Québec-Centre, et qualifiés à voter à la dernière élection d'un membre pour représenter ladite division dans l'Assemblée législative de Québec, alléguant:

Qu'à la dernière élection, qui eut lieu, le neuvième jour de juin dernier, dans la division électorale de Québec-Centre, pour l'élection d'un député pour représenter ladite division dans l'Assemblée législative de la province de Québec, Jean-Baptiste-Célestin Hébert, écuyer, notaire, fut choisi par le gouvernement exécutif de cette province, pour remplir la charge d'officier rapporteur dans et pour ladite division électorale de Québec-Centre.

Qu'aux jour, lieu et heure fixés par la proclamation dudit officier rapporteur, savoir: à midi, le neuf juin dernier, en face du palais législatif de cette province, dans la cité de Québec, un grand nombre d'électeurs dûment inscrits sur la liste électorale de la susdite division alors en force, et qualifiés à voter à ladite élection, se réunirent, conformément à la susdite proclamation, pour y procéder à l'élection d'un membre pour représenter ladite division électorale, sous la présidence et direction dudit Jean-Baptiste-Célestin Hébert, officier rapporteur, dûment commissionné à cet effet.

Qu'aux jour, lieu et heure, ci-dessus indiqués, après l'arrivée au husting de l'honorable Hector-Louis Langevin, alors candidat à ladite élection et maintenant le député siégeant pour la susdite division électorale, ledit officier rapporteur, étant alors lui-même sur le husting et prêt à commencer les procédés de ladite élection, reçut une proposition par écrit présentée par et de la part de Pierre Baillargeon, écuyer, médecin, l'honorable François Eventurel, Olivier Côté, marchand, Charles-Joseph-Louis Lafrance, instituteur; secondée par Pierre-Célestin Déry, sellier, François-Xavier Déry, ferblantier, Honoré Mailloux, menuisier, Jean-Baptiste Martel, pharmacien, demandant la mise en nomination de Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier, de

la cité de Québec, écuyer, avocat, comme l'un des candidats à ladite élection.

Que ledit officier rapporteur, après avoir reçu la susdite proposition et en avoir pris communication, la passa à l'honorable Hector-Louis Langevin, alors et là présent comme candidat à ladite élection, lequel, après en avoir pris, aussi, communication, la remit audit officier rapporteur.

Que tous les sus-nommés, proposeurs et secondeurs de la susdite proposition, étaient alors et sont encore des voteurs dûment inscrits sur la liste électorale alors en force, et dûment qualifiés à voter à ladite dernière élection d'un député pour représenter ladite division électorale de Québec-Centre dans l'Assemblée législative de la province de Québec.

Que ledit officier rapporteur, procédant à ladite élection, ayant requis, suivant la loi, les électeurs là et alors présents de nommer la personne qu'ils désiraient choisir à ladite élection pour les représenter dans l'Assemblée législative de cette province, lesdits électeurs là et alors présents, étant divisés sur le choix de la personne qui devait les représenter, demandèrent, les uns, l'honorable Hector-Louis Langevin! Langevin! par leurs avis répétés de Langevin! les autres demandèrent de la même manière et par leurs avis répétés de, Pelletier! Pelletier! Poll! Poll! Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier, de Québec, écuyer, avocat, et membre des Communes pour le comté de Kamouraska, pour les représenter comme membre de cette Chambre pour ladite division électorale de Québec-Centre.

Que ledit officier rapporteur, tant par la résolution susdite, placée entre ses mains, que par les demandes réitérées de "Langevin" et de "Pelletier" Poll! faites à hautes et intelligibles voix, a bien compris que les électeurs alors et là présents étaient divisés d'opinion et voulaient obtenir un poll dans le but d'enregistrer leurs votes pour leur candidat respectif, laquelle demande, ledit officier rapporteur a refusé et négligé d'accorder.

Qu'en agissant ainsi, en sa dite qualité d'officier rapporteur, ledit Jean-Baptiste Célestin Hébert voulait favoriser l'élection de l'honorable Hector-Louis Langevin, au détriment de celle dudit Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier et au mépris des droits et des intérêts des électeurs favorables à l'élection de ce dernier.

Qu'un poll ayant été demandé, il était du devoir dudit officier rapporteur de l'accorder, mais que ledit officier rapporteur, dans le but de s'attirer les faveurs de l'honorable Hector-Louis Langevin, et dans un but de lucre et de gain, a volontairement et par esprit de partialité, illégalement et injustement refusé ladite demande; et, à part cet injuste refus, privé lesdits requérants et tous les autres électeurs dûment qualifiés de ladite division, favorables à l'élection dudit Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier, du droit d'obtenir un poll.

Que vos requérants prient Votre Honorable

Chambre de vouloir sommer ledit Jean-Baptiste Célestin Hébert, de comparaître à la barre de la Chambre pour alors et là rendre compte de sa conduite comme officier rapporteur, lors de ladite dernière élection de la division électorale de Québec-Centre, et répondre aux allégués de la présente pétition que vos pétitionnaires prouveront quand ils en seront requis par Votre Honorable Chambre.

De François-Benjamin Godin, de la ville de Joliette, dans le district électoral de Joliette, autrement appelé la division électorale de Joliette, autrement appelé le comté de Joliette, dans la province de Québec, Puissance du Canada, écuyer, avocat, alléguant:

Que votre pétitionnaire a été candidat à la dernière élection d'un député pour servir dans ladite Assemblée législative de Québec, durant la Législature actuelle de ladite province de Québec, pour ledit district électoral de Joliette et que votre pétitionnaire prétend avoir eu et qu'il a eu droit d'être rapporté élu, à ladite dernière élection pour servir comme député pour ledit district électoral de Joliette, dans ladite Assemblée législative de Québec, durant la présente Législature de ladite province de Québec.

Que votre pétitionnaire n'a jamais accepté, ni n'a jamais rempli, ni ne remplit actuellement aucun office, commission, emploi, permanent ou temporaire, par nomination de la couronne, dans la Puissance du Canada, auquel aucun salaire annuel, ou aucun honoraire, ou aucune allocation, ou émolument ou profit d'aucun genre, ou montant quelconque accordé par la couronne a été ou est attaché; que votre pétitionnaire n'a jamais été et n'est pas actuellement un membre du Conseil législatif de la province de Québec.

Que votre pétitionnaire n'a jamais eu ou possédé, entrepris ou exécuté et qu'actuellement il n'a, possède, entreprend ou exécute, directement ou indirectement, seul ou avec aucun autre, par lui-même ou par l'intermédiaire d'aucun fidéi-commissaire ou d'un tiers, aucun contrat avec Sa Majesté ou avec aucun officier ou département publics, en ce qui concerne le service public de ladite province de Québec, ou en vertu duquel aucune somme des deniers publics de ladite province de Québec, a été ou doit être payée, pour aucun service, ouvrage, matière ou chose.

Que votre pétitionnaire n'a jamais été et n'est pas actuellement disqualifié en loi, d'aucune manière, pour être élu membre de ladite Assemblée législative de Québec.

Que ladite dernière élection a eu lieu sous l'autorité et en vertu d'un bref d'élection pour ledit district électoral de Joliette, portant la date du vingt-neuvième jour de mai dernier, adressé à Charles-Gaspard Beaudoin, écuyer, officier rapporteur à ladite élection.

Que sous l'autorité dudit bref d'élection, la nomination des candidats à ladite élection eût lieu, dans ladite ville de Joliette, dans ledit

district électoral de Joliette, le neuvième jour de juin dernier; et que votre pétitionnaire et Vincent-Paul Lavallée, de la paroisse de Saint-Félix de Valois, dans ledit district électoral de Joliette, écuyer, médecin et chirurgien, furent séparément nommés par les électeurs là et alors présents pour représenter lesdits électeurs dans ladite Assemblée législative de Québec, conformément audit bref d'élection et que ledit Vincent-Paul Lavallée et votre pétitionnaire, ont été les seuls candidats à ladite élection.

Qu'à ladite élection et avant qu'un poll ait été demandé ou accordé, à la nomination, votre pétitionnaire, verbalement, d'abord, et ensuite, par écrit, requit du dit Vincent-Paul Lavallée (parlant et s'adressant audit Vincent-Paul Lavallée, personnellement, là et alors) qu'il eût à faire, dans le délai voulu par les statuts faits et passés à cet effet, la déclaration de qualification foncière exigée par la loi pour permettre audit Vincent-Paul Lavallée d'être élu à telle élection.

Que votre pétitionnaire ne fut requis de faire aucune déclaration de qualification foncière, ni par ledit Vincent-Paul Lavallée, ni par aucun électeur, ni par ledit officier rapporteur, ni par aucune autre personne, en aucun temps durant ladite élection.

Que subséquemment savoir: audit jour de la nomination, un poll fut demandé à l'officier rapporteur et accordé par ledit officier rapporteur à ladite élection, et tel poll fut ensuite tenu à ladite élection les seizième et dix-septième jours de juin dernier, dans les paroisses et places de poll suivantes, composant ledit district électoral de Joliette, savoir: Saint-Paul, Saint-Thomas, Saint-Ambroise, Bienheureux-Alphonse-de-Rodriguez, Sainte-Mélanie, Sainte-Béatrix, Saint-Félix, Saint-Jean-de-Matha, Sainte-Elizabeth et Saint-Charles-Borromée, y compris ladite ville de Joliette.

Que, en aucun temps depuis l'émission dudit bref d'élection et en aucun temps durant ladite élection, ni depuis ce temps, ledit Vincent-Paul Lavallée n'a eu la possession, légalement et équitablement et n'a actuellement la possession, légalement et équitablement, à son propre usage et profit de terres et de propriétés tenues en franc et commun socage, ou n'a été en possession ou possesseur pour son propre usage et profit d'aucunes terres ou propriétés, tenues en fief ou en rôtur, ni dans la province de Québec, ni dans cette partie de la Puissance du Canada, constituant la ci-devant province du Canada, de la valeur de cinq cents livres d'argent sterling de la Grande-Bretagne, en sus de toutes rentes, charges, hypothèques et servitudes y attachées et dues et payables sur icelles ou les affectant: et que, en conséquence, le dit Vincent-Paul Lavallée n'était pas éligible à ladite élection comme membre de ladite Assemblée législative de Québec, pour ledit district électoral de Joliette, et était complètement inéligible et impropre à être élu comme membre dudit district électoral, par raison qu'il, ledit Vincent-Paul Lavallée n'était pas, au temps de

ladite élection, dûment qualifié par la possession de propriétés foncières, à telle valeur que la loi exigeait et exige pour le qualifier pour être élu et pour le rendre, lui ledit Vincent-Paul Lavallée, éligible comme membre de l'Assemblée législative de Québec, pour ledit district électoral de Joliette.

Que dans le but d'informer les électeurs dudit district électoral de Joliette, du défaut de qualification foncière dudit Vincent-Paul Lavallée, votre pétitionnaire, son comité et ses agents ont pris tous les moyens convenables pour publier ce fait; et que votre pétitionnaire, son comité et ses agents ont fait imprimer, publier et distribuer au nombre de deux mille copies en langue française et en langue anglaise parmi les électeurs dudit district électoral de Joliette, avant l'ouverture du poll, à ladite élection, un avis imprimé, signé par votre pétitionnaire en la manière et la teneur suivantes:

Notice

To the electors of and for the county of Joliette:

"You and each of you, are hereby required to take notice that Vincent Paul Lavallée, of the parish of St. Felix de Valois, in the county of Joliette, esquire, physician and surgeon, and one of the candidates at the present election for said county, does not possess the property qualification required by law, to enable him to be elected, or to sit or vote as member for the said county, in the Legislative Assembly for the Province of Québec, and further, take notice that your vote shall be lost and thrown away, if you should vote, at this election, for the said Vincent Paul Lavallée".

(Signed.)
F. B. Godin,
Candidate.

Avis

Aux électeurs du comté de Joliette

"Vous et chacun de vous, êtes par ces présentes avertis et notifiés, que Vincent-Paul Lavallée, de la paroisse de Saint-Félix-de-Valois, dans le comté de Joliette, écuyer, médecin et chirurgien, un des candidats à la présente élection pour ledit comté, ne possède pas la qualification foncière exigée par la loi, pour lui permettre d'être élu, ou de siéger ou de voter comme membre pour ledit comté dans l'Assemblée législative de la province de Québec, et soyez, vous et chacun de vous, de plus, avertis et notifiés que tout vote donné par vous, ou aucun de vous, à cette élection, en faveur dudit Vincent-Paul Lavallée, sera nul, perdu et non venu".

(Signé.)
F. B. Godin,
Candidat.

Qu'aussitôt que le poll a été ouvert et avant qu'aucun vote n'eût été entré dans le livre de poll, à ladite élection, ledit avis imprimé ci-dessus décrit fut affiché dans des endroits apparents en dedans et au dehors des maisons de poll pour les différentes paroisses et différentes places de poll ci-dessus nommées comme composant ledit district électoral de Joliette; et que ledit avis imprimé fut là et alors lu et expliqué à haute et intelligible voix par votre pétitionnaire et par ses agents, amis et hommes de comité, dans les deux langues susdites, à tous les électeurs alors présents à chacune des maisons de poll susdites; et que, à chacune desdites maisons de poll, durant les deux dits jours de poll, une copie imprimée dudit avis, dans les deux langues susdites, et signée par votre pétitionnaire comme susdit, a été offerte, présentée, passée, donnée et délivrée à chacun des électeurs du susdit district électoral de Joliette et expliquée à chacun desdits électeurs, au fur et à mesure que chacun d'eux se présentait pour voter et avant qu'il eût voté à ladite élection et que tous lesdits électeurs dudit district électoral de Joliette furent individuellement avertis et informés que ledit Vincent-Paul Lavallée ne possédait pas les propriétés foncières requises par la loi pour lui permettre d'être élu comme membre de ladite Assemblée législative de Québec, à ladite élection ou pour siéger ou voter dans ladite Assemblée législative de Québec, et furent aussi avertis et informés, individuellement, que ledit Vincent-Paul Lavallée était disqualifié et que tous les votes enregistrés en faveur dudit Vincent-Paul Lavallée, à ladite élection seraient perdus et mis de côté.

Que tous les électeurs dudit district électoral de Joliette, à ladite élection, ont été informés et savaient parfaitement, avant de voter, que ledit Vincent-Paul Lavallée était ainsi disqualifié et que tous les votes enregistrés à ladite élection en faveur dudit Vincent-Paul Lavallée seraient perdus et mis de côté.

Qu'à ladite élection, quatre cent cinquante-six électeurs ont entré leurs votes dans les livres de poll en faveur de votre pétitionnaire, savoir: à la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Saint-Charles-Borromée, soixante-cinq; à la maison de poll dans et pour ladite paroisse de Saint-Paul, cent vingt-sept; à la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Saint-Thomas, trente-cinq; à la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Sainte-Elizabeth, quatre-vingt-huit; à la maison de poll dans et pour ladite paroisse de Saint-Félix, trois; à la maison de poll dans et pour ladite paroisse de Sainte-Mélanie, vingt-sept; à la maison de poll dans et pour ladite paroisse de Saint-Ambroise, cinquante-sept; à la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Saint-Alphonse, vingt-sept; à la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Saint-Jean-de-Matha, dix-huit, et à la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Saint-Béatrix, neuf.

Qu'à ladite élection, mil soixante et huit électeurs dudit district électoral de Joliette et

aucun autre, sachant bien et étant informés comme susdit, que ledit Vincent-Paul Lavallée était disqualifié comme susdit et n'était pas éligible comme membre de ladite Assemblée législative de Québec, ont voté volontairement en faveur dudit Vincent-Paul Lavallée, savoir: dans la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Saint-Charles-Borromée, cent soixante-huit; à la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Saint-Paul, vingt et un; dans la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Saint-Thomas, cinquante-quatre; à la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Sainte-Elizabeth, cent douze; à la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Saint-Félix, trois cent dix-sept; à la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Sainte-Mélanie, soixante; à la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Saint-Ambroise, soixante et six; à la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Saint-Alphonse, quatre-vingt-un; à la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Saint-Jean-de-Matha, cent quarante-neuf; et à la maison de poll, dans et pour ladite paroisse de Sainte-Béatrix, quarante.

Que votre pétitionnaire est incapable de vous donner les noms des électeurs qui ont ainsi voté en faveur de votre pétitionnaire, et les noms des électeurs qui ont ainsi voté en faveur dudit Vincent-Paul Lavallée, parce que Louis-Honoré Huot, de ladite cité de Québec, écuyer, greffier de la couronne en chancellerie pour cette province, et le gardien des livres de poll qui ont servi à ladite élection, et du rapport dudit officier rapporteur, a distinctement refusé, et refuse encore distinctement, de communiquer lesdits livres de poll à votre pétitionnaire, ou de permettre à votre pétitionnaire d'examiner lesdits livres de poll.

Que tous les votes ainsi entrés dans les livres de poll en faveur de votre pétitionnaire, à ladite élection, étaient des votes bons et valables, et furent comptés en faveur de votre pétitionnaire par l'officier rapporteur, à ladite élection.

Que tous les votes ainsi entrés dans les livres de poll en faveur dudit Vincent-Paul Lavallée, à ladite élection, étaient et sont illégaux, nuls et de nul effet et mis de côté, et n'auraient pas dû être comptés par ledit officier rapporteur en faveur dudit Vincent-Paul Lavallée, à ladite élection.

Qu'en conséquence de tout ce que dessus, votre pétitionnaire a eu la majorité des votes légaux entrés dans les livres de poll, à ladite élection, et que votre pétitionnaire a été, au temps de ladite élection, et continuellement depuis ce temps, et est maintenant dûment possesseur et en possession pour son propre usage et bénéfice de terres et propriétés tenues en rôtûre dans ladite province de Québec, dans cette partie de ladite province de Québec, dans cette partie de ladite Puissance du Canada, constituant ci-devant la province du Canada, de la valeur de cinq cents livres sterling, argent de la Grande-Bretagne, en sus de toutes rentes,

hypothèques, charges et servitudes imposées sur icelles, ou dues et payables à même icelles, ou les affectant; et que les titres de possession de votre pétitionnaire ne sont ni collusoires et collorés, et qu'il n'est pas devenu possesseur desdites terres et propriétés ou d'aucune partie d'icelles, dans le but de qualifier votre dit pétitionnaire, ou de lui permettre d'être rapporté élu comme membre de l'Assemblée législative de Québec; et que votre pétitionnaire ayant été dûment qualifié et étant, en ce qui concerne la propriété, éligible à ladite élection, pour servir dans l'Assemblée législative de Québec, aurait dû être rapporté et déclaré élu par ledit officier rapporteur à ladite élection.

Que ledit officier rapporteur a rapporté ledit Vincent-Paul Lavallée, élu à ladite élection, comme membre pour servir dans l'Assemblée législative de Québec, pour ledit district électoral de Joliette, et que ladite élection et ledit rapport dudit Vincent-Paul Lavallée étaient et sont illégaux, nuls et de nul effet.

Que le seizième jour de juin dernier, ledit Vincent-Paul Lavallée, signa, fit, certifia et délivra en présence de et au dit officier rapporteur une déclaration écrite, alléguant qu'il, ledit Vincent-Paul Lavallée, possédait la qualification foncière requise par la loi pour permettre audit Vincent-Paul Lavallée d'être élu à ladite élection, et ayant pour but de donner une description des terres et propriétés, sur lesquelles ledit Vincent-Paul Lavallée prétendait être qualifié conformément à la loi, pour être ainsi élu.

Que ladite prétendue déclaration de qualification dudit Vincent-Paul Lavallée, est le seul document de ce genre ainsi délivré par ledit Vincent-Paul Lavallée audit officier rapporteur, soit spontanément, soit en réponse à la demande qui était faite par votre pétitionnaire audit Vincent-Paul Lavallée, au sujet de la déclaration de qualification foncière dudit Vincent-Paul Lavallée comme susdit.

Que ladite prétendue déclaration de qualification foncière ainsi délivrée par ledit Vincent-Paul Lavallée audit officier rapporteur est illégale, nulle et de nul effet, et n'est nullement conforme à la loi, en ce qui concerne telle déclaration; que telle prétendue déclaration de qualification foncière ne répond pas tel que requis par la loi aux particularités d'une telle qualification et ne donne pas une description correcte des terres et propriétés sur lesquelles ledit Vincent-Paul Lavallée prétend être qualifié, et ne donne aucune information exacte et claire concernant la situation, position, étendue ou limites de telles terres et propriétés, et dans la description, rien n'indique la situation précise, la position, l'étendue et les limites de telles terres et propriétés et ne fait pas savoir que telles terres et propriétés sont situées dans les limites de ladite province de Québec.

Que ledit Vincent-Paul Lavallée ayant ainsi manqué de se conformer à la demande qui lui était ainsi faite personnellement par votre péti-

tionnaire, au sujet de la qualification foncière dudit Vincent-Paul Lavallée, était et est inéligible et incapable d'être élu comme membre pour ledit district électoral de Joliette, à ladite élection, et l'élection et le rapport d'élection dudit Vincent-Paul Lavallée, étaient et sont entièrement illégaux, nuls et de nul effet, et que votre pétitionnaire aurait dû être déclaré élu et rapporté élu comme membre pour ledit district électoral de Joliette, à ladite élection, au lieu et place dudit Vincent-Paul Lavallée.

Et ledit pétitionnaire établira, prouvera et maintiendra la vérité de toutes ces allégations, quand et de la manière qu'il en sera requis.

C'est pourquoi votre dit pétitionnaire vous prie humblement de vouloir bien prendre la présente pétition en votre favorable considération et de déclarer que ledit Vincent-Paul Lavallée, n'a pas été dûment élu ou rapporté élu à ladite dernière élection, pour servir comme membre dans ladite Assemblée législative de Québec pour ledit district électoral de Joliette et n'aurait pas dû être rapporté élu pour ledit comté, mais que le pétitionnaire a été dûment élu, comme tel membre, et aurait dû être rapporté élu pour servir dans ladite Assemblée législative de Québec, durant la présente Législature de ladite province de Québec, pour ledit district électoral de Joliette; et qu'il vous plaise, en outre, d'ordonner et de commander que le rapport dudit Vincent-Paul Lavallée, ainsi fait par ledit officier rapporteur soit amendé en effaçant le nom dudit Vincent-Paul Lavallée, et en y insérant le nom de votre pétitionnaire au lieu et place dudit Vincent-Paul Lavallée, ou qu'il vous plaise de déclarer que ladite dernière élection, pour ledit district électoral de Joliette, a été complètement illégale, nulle et de nul effet, en autant que l'élection et le rapport d'élection dudit Vincent-Paul Lavallée sont concernés et qu'il vous plaise de donner tel autre ordre, et de donner à votre pétitionnaire telle assistance que vous jugerez convenable, et suivant que la nature et le mérite de la cause pourront les justifier.

De John Robinson Hamilton, de la ville de New-Carlisle, dans le comté de Bonaventure, marchand, — Bélonie Leblanc dit Bourquette, du township de New-Richmond, dans ledit comté, cultivateur et négociant, et Norman McLeod Carswell, du township de Maria, dans le comté susdit, marchand, alléguant:

Que vos pétitionnaires, et tous et chacun d'eux, avaient droit de voter et ont voté à la dernière élection d'un député pour le comté de Bonaventure, pour servir dans le Parlement actuel de la province de Québec.

Qu'à ladite dernière élection d'un député pour servir dans le Parlement pour ledit comté de Bonaventure, dans le mois de juillet de l'année mil huit cent soixante et onze, Théodore Robitaille, du township de Cox, dans ledit comté de Bonaventure, écuyer, médecin et chirurgien, et Clarence Hamilton, de la ville de New-Carlisle, dans ledit comté, écuyer, mar-

chand, étaient candidats pour représenter ledit comté dans ledit Parlement.

Que ledit Clarence Hamilton était un candidat dûment qualifié pour représenter ledit comté dans l'Assemblée législative pour la province de Québec.

Qu'un poll ayant été demandé, il a été tenu par l'officier rapporteur pour ledit comté les sixième et septième jours de juillet de l'année mil huit cent soixante et onze.

Que ledit Théodore Robitaille a été déclaré, par ledit officier rapporteur, avoir eu la majorité des votes à ladite élection et avoir été dûment élu, et a été rapporté comme député dûment élu pour servir dans le Parlement actuel, pour ledit comté de Bonaventure.

Qu'avant, à, et durant ladite élection, ledit Théodore Robitaille, par lui-même et par ses agents, amis et cabaleurs, s'est rendu coupable de divers actes de corruption et de subornation dans le but de corrompre et de gagner, et a de fait, par ses agents, cabaleurs et amis, et par plusieurs autres personnes employées par lui, au moyen de dons, présents, argent, récompenses, et au moyen de promesses, et de conventions et de garanties de dons d'argent, d'emplois et de récompenses, et au moyen de menaces, d'intimidations, d'influences indues et autres menées corruptrices illégales, actes et moyens, corrompu et gagné diverses personnes ayant ou prétendant avoir droit de voter à ladite élection de manière à les faire voter en faveur de lui, ledit Théodore Robitaille, ou de les empêcher de donner leurs votes en faveur du dit Clarence Hamilton.

Que ledit Théodore Robitaille, par lesdites menées corruptrices et illégales s'est rendu complètement incapable et inéligible pour servir dans ce Parlement actuel pour ledit comté de Bonaventure, et lesdits élections et rapports dudit Théodore Robitaille étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, en outre, qu'après la vérification du bref pour tenir ladite élection, et qu'avant et à et durant ladite élection, ledit Théodore Robitaille, par lui-même et ses agents, amis et partisans, par divers voies et moyens de sa part ou à sa charge, directement et indirectement, a donné, offert et accordé à des personnes ayant droit de voter à ladite élection, de l'argent, de la nourriture, des repas et des provisions, et de fait, donné des présents, dons, récompenses et repas à et pour des personnes ayant droit de voter dans et à ladite élection, et à et pour l'usage, bénéfice et avantage, emploi, profit et bien-être de telles personnes, afin que lui, ledit Théodore Robitaille, fut élu pour servir dans le Parlement actuel pour ledit comté.

Qu'à raison desdites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, ledit Théodore Robitaille était et est entièrement incapable et inéligible pour servir dans le Parlement actuel pour ledit comté, et lesdits

élection et rapport étaient et sont nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment de plus, qu'après la vérification du bref pour tenir ladite élection et avant, à et durant ladite élection, une corruption et une subornation grossières, étendues et systématiques, ouvertes et notoires ont été pratiquées et exécutées par diverses personnes amies, soutiens et partisans du dit Théodore Robitaille, et que lesdits élection et rapport dudit Théodore Robitaille ont été obtenus au moyen de telles subornation et corruption.

Qu'à raison desdites menées corruptrices et illégales, lesdits élection et rapport dudit Théodore Robitaille étaient et sont nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, qu'après la vérification du bref pour tenir ladite élection et avant, à et durant ladite élection, la fraude, l'intimidation et la contrainte, par les agents, amis et cabaleurs et par d'autres personnes de la part dudit Théodore Robitaille, ont été exercées sur diverses personnes ayant droit de voter à ladite élection, et en conséquence, nombre de personnes qui, sans de telles menées illégales, auraient voté en faveur dudit Clarence Hamilton, ont été engagées et forcées à voter en faveur dudit Théodore Robitaille et divers autres voteurs dûment qualifiés, qui auraient voté en faveur dudit Clarence Hamilton, ont été forcés de s'abstenir de voter.

Qu'à raison des prémisses, lesdits élection et rapport dudit Théodore Robitaille, sont entièrement nuls.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, qu'après la vérification du bref pour tenir ladite élection, et avant, à et durant ladite élection, ledit Théodore Robitaille, directement et indirectement, par lui-même ou par d'autres, ses agents, amis et partisans, de sa part, a donné, prêté et convenu de donner et prêter, et a offert et promis de fournir, et de fait promis et s'est efforcé de fournir de l'argent et de valables considérations à et pour divers voteurs, et à et pour diverses personnes, de la part de tels voteurs, et à et pour diverses autres personnes, dans le but d'engager lesdits voteurs à voter pour lui, ledit Théodore Robitaille, ou de les empêcher de voter pour ledit Clarence Hamilton.

Et vos pétitionnaires affirment, qu'à raison desdites dernières menées corruptrices et illégales, ledit Théodore Robitaille s'est rendu coupable et est coupable de subornation, et que lui, ledit Théodore Robitaille, a été et est complètement incapable et inéligible pour servir dans le Parlement actuel pour ledit comté de Bonaventure, et lesdits élection et rapport dudit Théodore Robitaille, étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, qu'avant, à et durant ladite élection, ledit Théodore Robitaille, directement et indirectement, par lui-même et par d'autres, ses agents,

amis et partisans de sa part a donné et procuré et a convenu de donner et de procurer, et a offert, promis et a, de fait, promis de procurer et s'est efforcé de procurer divers offices, places et emplois à et pour divers voteurs, et à et pour diverses personnes, de la part de divers voteurs, et à et pour diverses autres personnes, dans le but d'engager les voteurs à voter pour lui, ledit Théodore Robitaille, et à et pour diverses autres personnes, dans le but de les engager à s'abstenir de voter pour ledit Clarence Hamilton.

Et vos pétitionnaires affirment qu'à raison desdites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, ledit Théodore Robitaille s'est rendu coupable et est coupable de subornation, et que lui, ledit Théodore Robitaille, a été et est entièrement incapable et inéligible pour servir dans le Parlement actuel pour ledit comté de Bonaventure, et lesdits élection et rapport dudit Théodore Robitaille étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, qu'avant, à et durant ladite élection, ledit Théodore Robitaille, directement et indirectement, par lui-même et par d'autres, ses agents, amis et partisans, de sa part, a promis à un nommé William Mc Pherson, et a promis de lui procurer et s'est efforcé de lui procurer un certain office, place et emploi, savoir: l'office de commis aux douanes et de visiteur dans les douanes de Sa Majesté, à et pour une certaine personne, savoir: à et pour un nommé McPherson, du township Port-Daniel, dans le comté susdit, dans le but d'engager un certain voteur, savoir: ledit William McPherson, le père dudit McPherson en dernier lieu nommé et du township Port-Daniel susdit, cultivateur, à voter à ladite élection pour ledit Théodore Robitaille, et que ledit William McPherson a voté, pour ces considérations, en faveur dudit Théodore Robitaille.

Et vos pétitionnaires affirment qu'à raison desdites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, ledit Théodore Robitaille s'est rendu coupable et est coupable de subornation et que lui, ledit Théodore Robitaille, était et est complètement incapable et inéligible pour servir dans le Parlement actuel pour ledit comté de Bonaventure, et lesdits élection et rapport dudit Théodore Robitaille ont été et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, que ledit Théodore Robitaille, avant, à et durant ladite élection, directement et indirectement, par lui-même et par d'autres, ses agents, amis et partisans et autres de sa part, a fait divers dons, prêts, offres, promesses, a fait avoir et a convenu de procurer, à et pour divers voteurs, et à et pour diverses autres personnes de la part de divers voteurs, et à et pour diverses autres personnes, dans le but d'engager lesdits voteurs et personnes à obtenir et à s'efforcer d'obtenir le rapport dudit Théodore Robitaille, pour servir dans le Parlement et dans le but de s'efforcer d'obtenir les votes de divers voteurs à

ladite élection pour lui ledit Théodore Robitaille.

Et vos pétitionnaires affirment qu'à raison desdites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, ledit Théodore Robitaille s'est rendu coupable et est coupable de subornation, et que lui, ledit Théodore Robitaille, a été et est complètement incapable et inéligible pour servir dans le Parlement actuel pour ledit comté de Bonaventure, et lesdits élection et rapport dudit Théodore Robitaille ont été et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, qu'avant, à et durant ladite élection, ledit Théodore Robitaille, par lui-même et par l'entremise de William Dolbel, Henry De Veuille, Frederick De Veuille, un nommé Alexandre Antoine Maltais, Louis Robitaille et autres, ses amis, agents et partisans et autres, a donné et fait donner divers sommes d'argent, dons, prêts, présents et récompenses, marchandises, biens et effets à et pour l'usage de diverses autres personnes, avec l'intention d'employer cet argent pour subornation, à ladite élection, et a sciemment payé et fait payer diverses sommes d'argent à telles personnes en dernier lieu mentionnées en quittance et remboursement de diverses sommes d'argent dépensées en subornation à l'élection susdite.

Et vos pétitionnaires affirment qu'à raison desdites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, ledit Théodore Robitaille s'est rendu coupable et est coupable de subornation et qu'il, ledit Théodore Robitaille, a été et est complètement incapable et inéligible pour servir dans le Parlement actuel pour ledit comté de Bonaventure, et lesdits élection et rapport dudit Théodore Robitaille ont été et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, que ledit Théodore Robitaille, directement par lui-même, et indirectement par d'autres, ses agents, amis et partisans et autres, par ledit Théodore Robitaille, dûment autorisés à cette fin, a loué et promis de payer et a payé pour divers chevaux, attelages, voitures et autres véhicules pour transporter les électeurs au poll et les en ramener, à ladite élection, près du poll, au poll et à partir du poll.

Et vos pétitionnaires affirment qu'à raison desdites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, ledit Théodore Robitaille a été et est entièrement incapable et inéligible pour servir dans le Parlement actuel pour ledit comté de Bonaventure, et lesdits élection et rapport dudit Théodore Robitaille ont été et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment qu'avant, à et durant ladite élection, divers agents amis et partisans dudit Théodore Robitaille dûment autorisés, savoir: l'honorable Hector-Louis Langevin, Thomas Glover, écuyer, Timothy Hibbard Dunn, écuyer, William Home, écuyer, tous de Québec, et François-Xavier Berlinguette, de Campbelltown, dans la province du Nouveau-

Brunswick, agissant comme constructeur de chemins de fer en divers endroits du Nouveau-Brunswick, associé sous le nom de Berlinguette & Co., a corrompivement, de la part dudit Théodore Robitaille, transporté et fait transporter, sans frais, aux polls et partant du poll à ladite élection, et aux et de près des polls à ladite élection, divers électeurs dans le but de les engager à voter pour ledit Théodore Robitaille et de prévenir et d'empêcher divers autres électeurs de voter pour ledit Clarence Hamilton, et ont, de fait, reçu de et de la part dudit Théodore Robitaille, diverses sommes d'argent dans le but de les employer à la subornation et à la corruption susdites.

Et vos pétitionnaires affirment de plus qu'à raison desdites menées illégales et corruptrices en dernier lieu mentionnées, ledit Théodore Robitaille a été et est complètement incapable et inéligible pour servir dans le Parlement actuel pour ledit comté de Bonaventure et lesdits élection et rapport dudit Théodore Robitaille ont été et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, qu'avant, à et durant ladite élection divers agents, amis et partisans dudit Théodore Robitaille, dûment autorisés, savoir: l'honorable Hector-Louis Langevin, Thomas Glover, écuyer, Timothy Hibbard Dunn, écuyer, et William Home, écuyer, tous de Québec, et François-Xavier Berlinguette, de Campbelltown, dans la province du Nouveau-Brunswick, ont, par corruption, de la part dudit Théodore Robitaille, transporté et fait transporter, sans frais, aux polls et à partir des polls, à ladite élection, et aux polls et à partir d'auprès desdits polls, divers électeurs dans le but de les engager à voter pour ledit Théodore Robitaille, et de prévenir et empêcher certains autres électeurs de voter pour ledit Clarence Hamilton, et ont, de fait, reçu de et de la part dudit Théodore Robitaille, diverses sommes d'argent, dans le but de les employer à telles subornation et corruption susdites.

En conséquence, vos pétitionnaires prient humblement votre honorable Chambre, de vouloir bien prendre la présente pétition en sa considération et de déclarer lesdits élection et rapport dudit Théodore Robitaille, entièrement nuls et de nul effet, et de donner à vos pétitionnaires telle autre et plus ample assistance que la Chambre jugera convenable.

Message du lieutenant-gouverneur:

N.-F. Belleau, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le rapport de l'imprimeur de la reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de

chaque session restant, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus, pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du gouvernement,

Québec, 13 novembre 1871.

A Son Excellence, Sir Narcisse-Fortunat Belleau, chevalier, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Qu'il plaise à Votre Excellence:

En conformité du statut 31 Victoria, chapitre six, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence le rapport suivant au sujet de l'impression, la reliure, la vente et la distribution des statuts de la Législature de cette province, pour la deuxième session de 1870, et des balances en mains des années 1868, 1869 et de la première session de 1870.

Suivant un ordre en conseil, quatre mille cinq cents exemplaires français des statuts ont été imprimés, et trois mille cinq cents anglais.

Les cédules A, B, C et D indiquent respectivement la distribution, les dépôts et ventes pour les années 1868, 1869 et ceux de la première,

de la deuxième session 1870; et la cédule E fait voir les dépenses faites pour l'impression et la reliure de ceux de la dernière session.

En déduisant de ces dépenses les sommes d'argent reçues pour l'impression des bills privés, devenus actes de la Législature, la balance est le coût total des statuts.

Le montant payé pour le transport, ne pouvant être ajouté aux prix desdits statuts, est mentionné séparément.

L'augmentation du coût des statuts de la dernière session est due, en grande partie, à ce qu'ils sont beaucoup plus considérables que ceux de la précédente.

Il n'a pas été en mon pouvoir d'empêcher le retard apporté à la distribution des statuts de cette année; les volumes reliés de la version française m'ont été remis dans le courant de mai et ceux de la version anglaise en juin et juillet dernier.

Le tout très respectueusement soumis.

C.-F. LANGLOIS,
Imprimeur de la reine.

Bureau de l'imprimeur de la reine,
Québec, 7 novembre 1871.

CEDULE A.

Statuts de 1868	F.	A.	F.	A.
Balance en mains suivant dernier rapport	906	858		
Statuts renvoyés au bureau	34	1	940	859
Distribution	35	33		
Ventes		4		
Quantité en mains	905	822	940	859

CEDULE B.

Statuts de 1869	F.	A.	F.	A.
Balance en mains suivant dernier rapport	855	737		
Statuts renvoyés au bureau	89	87	944	824
Distribution	45	45		
Ventes	2	3		
Quantité en mains	897	776	944	824

CEDULE C.

Statuts de 1870, (1ère session)	F.	A.	F.	A.
Balance en mains suivant dernier rapport	1152	1059		
Statuts renvoyés au bureau	31	60	1183	1119
Distribution	107	51		
Ventes	3	4		
Dépôts	10	35		
Quantité en mains	1063	1029	1183	1119

CEDULE D

Statuts de 1870, (2e session)	F.	A.	F.	A.
Quantité imprimée suivant ordre en conseil			4500	3500
	F.	A.		
Distribution générale	3300	2293		
Statuts renvoyés au bureau	64	52	3236	2241
Distribution spéciale			59	48
Ventes			1	10
Dépôts			25	24
Quantité en mains			1179	1177
			4500	3500

CEDULE E

Payé à A. Côté, pour l'impression et la reliure de 4500 statuts français de 1870, (2e session)	\$3048.37	
Payé à J.J. Foote, pour l'impression et la reliure de 3500 statuts anglais de 1870 (2e session)	\$2053.19	\$5101.56
A déduire:		
Reçu pour l'impression des bills privés, comme actes de la Législature	\$ 227.37	\$4874.19
Payé pour la distribution et les frais de port	\$ 772.91	

C.F. LANGLOIS, I.R.

Réponse du lieutenant-gouverneur

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-comté): Fait rapport à la Chambre que, s'étant rendu auprès de Son Excellence avec l'adresse de cette Chambre, en date de jeudi dernier, Son Excellence a bien voulu la recevoir très gracieusement et y faire la réponse suivante:

A Messieurs de l'Assemblée législative,
J'ai reçu avec satisfaction l'adresse que vous avez votée en réponse au discours d'ouverture. Votre diligence m'est une garantie que vous remplirez vos devoirs de la session avec une attention et ce zèle que requièrent les intérêts du peuple de cette province.

Introduction de bills:

M. T. FOURNIER (Montmagny): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant les salaires des orateurs du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec et l'indemnité accordée aux membres de ces deux Chambres.

Accordé.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la province de Québec.

Accordé.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour pourvoir à l'établissement de bureaux de dépôt et de consignation dans cette province.

Accordé.

Rapports des compagnies de chemin de fer

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose qu'instruction soit donnée au greffier d'écrire aux directeurs de toutes les compagnies de chemin de fer détenant une charte et ayant reçu de l'aide en terres ou en argent, de faire des rapports de l'état de leurs affaires à la Chambre.

Il remarque que certaines compagnies publient leurs états tandis que d'autres ne le font pas. Il souligne que c'est notamment le cas du chemin de fer de la colonisation du Nord; et il regrette l'absence du député d'Hochelaga qui en est un des directeurs. Il désire savoir quel est le montant souscrit par les directeurs. Sir Hugh Allan, M. Penny du Herald, M. Mulholland et d'autres éminents citoyens de Montréal ont été récemment nommés directeurs, et il ne pense pas que ceux-ci aient été des actionnaires importants dans cette compagnie. Il désire être éclairé sur ces questions.

Attirant l'attention du gouvernement sur le fait de la différence entre les informations demandées et celles obtenues, des compagnies incorporées, il demande qu'il soit fait un amendement à cette loi suivant la requête faite par l'honorable député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau).

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Suggère que la motion soit remise en attendant le retour du député de Hochelaga (M. L.-J. Beaubien).

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Dit qu'il serait très heureux de recevoir les explications du député de Hochelaga (M. L.-J. Beaubien) viva voce, et veut bien remettre sa

proposition à plus tard. Tout ce qu'il désire, ce sont les renseignements.

La Chambre s'ajourne à quatre heures.

Séance du 14 novembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Sawyer, — la pétition de Narcisse Rosa et autres, de la paroisse de Saint-Romain de Winslow, comté de Compton.

Par l'honorable Sir George-E. Cartier, Baronet, — la pétition de Donald Ross et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Picard, — la pétition d'Eusèbe Brodeur et autres, du township de Stratford, comté de Wolfe.

Par M. Tremblay, — la pétition de J.-Bte Parent et autres, du township de Roberval, comté de Chicoutimi.

Par l'honorable M. Holton, — la pétition de l'asile des Orphelins protestants de Montréal, — et la pétition de "The Protestant Infants Home", de Montréal.

Par l'honorable M. Robertson, — la pétition du conseil de ville, de la ville de Sherbrooke.

Par M. Roy, — la pétition des soeurs de la Charité de l'hospice de Sainte-Anne-Lapocatière, comté de Kamouraska.

Par M. Marchand, — la pétition des dames religieuses de la salle d'asile de la ville de Saint-Jean, et la pétition des dames religieuses de l'hôpital de la ville de Saint-Jean.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, — la pétition de l'asile des dames protestantes de Québec.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation. Voici ce rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

Comité permanent de l'agriculture
l'immigration et la colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que M. Lalonde, M. Méthot, M. Peltier (L'Assomption) et M. Robert,

soient ajoutés au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

M. L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Fait remarquer que les comités permanents ont été formés pour toute la durée de la session; il trouve par conséquent déplorable de voir le gouvernement recommander des changements à ce moment-ci.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il ne demande pas au nom du gouvernement que des députés soient ajoutés au comité, mais il le fait plutôt au nom du comité dont il est le président. Il ajoute que les membres du comité sont surchargés de travail et qu'ils ont besoin d'aide.

Adopté.

Documents:

Il est ordonné que le rapport de l'imprimeur de la reine, présenté à la Chambre hier, soit renvoyé au comité conjoint des impressions de la Législature.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant les dépôts judiciaires et autres.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Se dit heureux de constater que le procureur général (l'honorable G. Oumet) s'occupe d'une affaire aussi importante pour laquelle il avait songé à demander une législation. Il se dit content d'avoir été aussi habilement devancé. Il demande quelques explications sur le bill.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que par ce bill il est proposé qu'il soit fondé un bureau de dépôts judiciaires comprenant toutes les ventes forcées au-dessus de \$100. Dans ce nouveau bureau seront déposés tous les deniers obtenus par cette voie, ainsi que toutes les sommes des plaideurs. Cette même loi en projet pourvoit à ce que la partie débitrice fasse ses dépôts d'argent dans le même bureau. Pour toute preuve que lesdits dépôts auront été effectués, la signature du trésorier sera suffisante. Il borne là ses explications, disant qu'à cette étape le bill ne tolère pas d'explications plus détaillées.

M. L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said the measure was undoubtedly one of very great importance, and the want of which had been felt so long back as 1864, when everything of the kind was introduced by the then Attorney-General of Lower Canada, Mr. Dorion. He regretted that the Honorable Attorney General did not provide for the payment of interest, and he thought it unjust to keep the money of litigants locked up for a long time without allowing them to benefit of the interest which would accrue from such money if properly invested. He felt that the Government might make a profit from this source if interest were paid even beyond the expenses of working the department.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Beauharnois): Le député de Montréal-Centre (M. Holton) a une excellente mémoire, et il nous dit que l'on a présenté, en 1864, sous le gouvernement Dorion, une mesure identique à celle du procureur général. Mais il y avait une autre disposition qui pourvoyait à l'augmentation du salaire de deux shérifs. La Chambre ne voulut pas sanctionner cette dernière clause, et c'est ce qui a fait tomber le bill. Le code civil contient une disposition en vertu de laquelle un plaideur a le droit de faire déposer son argent entre les mains d'un séquestre et en retirer des intérêts, lorsque ces deniers devraient rester longtemps inutiles. Mon honorable ami n'est pas avocat et ne connaît pas la loi; sans cela, il n'aurait pas dit qu'il n'y avait pas de remèdes.

M. L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that he had not spoken of the measure of 1864 with a view to stirring up party-feeling and old controversies, although he was quite able and willing to enter the arena with Sir George whenever he wished.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Beauharnois): So am I.

M. L. H. HOLTON (Montréal-Centre): He did not wish, he would not like to recall the conduct of the Honorable member for Beauharnois, who had called upon the Ontario majority to throw out the measure. He would explain that the Sheriffs alluded to by Sir George, whose increase of salary were complained of, were those of Montreal and Quebec, which would have been raised from \$600 to \$900 per annum, no excessive sum, when the emoluments they would have been stripped of were considered. The emoluments which these officials derived from their offices would have been poorly compensated for by the addition of \$300 a year to their pay.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Beauharnois): Dit qu'il est surpris de la conduite de l'honorable député de Montréal-Centre qui a été élu comme étant d'un parti nouveau; il pense que ce député devait suivre une politique d'opposition tandis qu'il parle comme lui.

Il continue en disant que la cause pour laquelle cette mesure a été rejetée en 1864 est que l'on devait augmenter seulement les salaires de deux shérifs et non de tous ceux du pays.

Il dit qu'il ne désire pas soulever les passions de parti, mais il a l'impression que d'autres le font quand une pétition est présentée contre un député de son côté de la Chambre.

Le bill est introduit.

Subsides

L'HONORABLE J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que la Chambre procède à prendre en considé-

ration le discours de son Excellence le lieutenant-gouverneur aux deux Chambres du Parlement.

Et motion étant faite, que des subsides soient accordés à Sa Majesté ;

Il est résolu, que cette Chambre se forme en comité, vendredi prochain, pour prendre ladite motion en considération.

Il est ordonné que cette partie du discours de Son Excellence, qui a rapport aux subsides, soit renvoyée audit comité.

Licences de mariage

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité, pour considérer certaines résolutions proposées relativement aux licences de mariage.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Thought that as the motion involved a question of revenue, a preliminary notice should have been made; but as there was little business before the House, he would waive that objection. He said the object was a most commendable one.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): What is the object?

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): I believe the object is to encourage Protestant Superior Education.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Thought that it was for the purpose of encouraging matrimony. (Laughter).

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Certainly thought that that would be a most worthy object too. He wished to learn from the Solicitor-General whether he had been in communication with the Federal Government on the subject of jurisdiction, as to the amount of revenue to be derived from this source, and as to whether the Government has ascertained the feelings of the great Protestant bodies of the country on the subject.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Was happy to give the fullest possible explanation. He took it that the measure met the approval of the House. As to the question of authority, the power of regulating all matters connected with the solemnization of marriage was given by the Dominion Act, and he could not possibly conceive any clashing of authority in this direction. As the measure would not come into force before July, 1872, it could not by any means affect the finances. There would not be any difficulty regarding the officers acting as issuers of marriage licenses. They would be merely changed from Dominion to Provincial officials. As to the opinion of the

great Protestant bodies on the matter, the Government had not sought any information but he had himself been at considerable pains to ascertain the feeling, and he believed that they highly approved of the proposed change in the application of the proceeds. The amount expected to be derived from this source was between \$3,000 and \$4,000 annually.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Asked why the tax on matrimony was increased. Now, we wanted to promote early marriages, especially among the agricultural classes and here we were going to put on a bigger tax. He believed that the sooner the fee for the license was lowered to a dollar the better, for then people would pair off without the dread of that eight dollars before them. He thought they had colleges and schools to turn out advocates and doctors and lawyers enough, without drawing on the marriage license fees for additional educational support. Bring down the fees, and turn out more armers and mechanics. (Great laughter).

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Informe alors la Chambre que son Excellence le lieutenant-gouverneur a été informé du sujet de ces résolutions et les recommande à la considération de cette Chambre.

Il est résolu, que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

En comité:

1. Qu'en autant qu'il s'agit de célébration de mariages faite par des ministres de l'évangile protestants, toutes les licences de mariages seront accordées par le bureau du Secrétaire provincial, sous le seing et sceau du lieutenant-gouverneur, qui, pour les fins de ces licences, sera l'autorité compétente, en vertu de l'article 59 du code civil.

2. Quant à ce qui regarde la célébration de mariages par les ministres protestants susdits, nulle autre licence de mariage, accordée d'aucune autre manière ou de la part d'aucune autre autorité, ne sera nécessaire.

3. Que les licences ainsi accordées seront fournies par les personnes que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera pour cette fin, à tous ceux qui en feront la demande, et qui donneront le cautionnement nécessaire.

4. Que la personne chargée d'accorder telles licences recevra pour chacune d'elles, de la personne qui en fera la demande, la somme de huit piastres, sur lesquelles elle retiendra la somme de deux piastres pour elle-même, et paiera six piastres au trésorier de la province, au temps que ledit trésorier fixera.

5. Que les sommes ainsi payées au trésorier, seront remises annuellement par lui, en telle manière et en tel temps qu'elles devront être distribuées aux institutions protestantes d'édu-

cation supérieure, par le ministre de l'Instruction publique, sous l'autorité du lieutenant-gouverneur en conseil, en sus et de la même manière que toutes autres sommes ou octrois accordés par la loi pour les fins de l'éducation supérieure protestante en cette province.

6. Que les dispositions des résolutions précédentes viendront en force le premier de juillet prochain, et pas avant.

Le comité rapporte ces résolutions à la Chambre.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que le rapport du comité soit reçu.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit que le fonds devant servir à l'éducation supérieure des protestants sert présentement à payer l'intérêt de certaines obligations. Le promoteur du bill, sans prévenir le gouvernement du Dominion, va maintenant couper cette source de revenu présentement affectée au paiement de l'intérêt sur une dette dont le Dominion est responsable. Il croit que le projet n'a pas été suffisamment étudié.

Le rapport est adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill concernant les licences de mariage.

Accordé.

Interpellations:

Casernes des jésuites

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si le gouvernement a l'intention d'acquérir les "casernes" des jésuites.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-comté): Répond que le gouvernement prendra la chose en considération.

Aide aux chemins de fer

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant d'Ottawa (M. Eddy), que le greffier de cette Chambre reçoive instruction d'écrire aux directeurs des diverses compagnies de chemins de fer incorporées, qui ont reçu de l'aide en terres ou en argent, de faire rapport à cette Chambre des affaires des dites compagnies, depuis la date de leur acte d'incorporation.

M. L.J. BEAUBIEN (Hochelaga): Dit qu'il est parfaitement au fait des motifs qui font agir ainsi le député d'Argenteuil. Depuis que je suis dans cette entreprise, je me suis éloigné de toutes les discussions qui pourraient lui nuire, parce que je veux la construction du chemin, je veux qu'il réussisse. Le député d'Argenteuil parle de ce chemin de fer comme d'un engin électoral; il ne dira pas au contraire que moi je désire

que ce projet réussisse pour le bien-être de tout le pays et de la ville de Montréal en particulier. Je demanderai au député qu'il soit animé d'un esprit plus patriotique, de ne pas venir mettre des obstacles à l'entreprise pour la faire dérailler. Il y a bien des manières de faire opposition à une entreprise; il y a celle de l'appuyer d'une main et de l'autre de lui susciter toutes sortes d'embarras. C'est ce qu'a fait le député d'Argenteuil; que l'on parcourt la file du journal qu'il rédige, on en aura la preuve. Le député demande tantôt une chose, tantôt une autre; au commencement d'un article il est en faveur de l'entreprise et à la fin il se prononce contre, dans son journal il écrit en faveur de la jauge de 4 pieds 8 pouces, et aujourd'hui, en Chambre, il s'extasie sur les avantages de la voie étroite.

Encore une fois on est venu près de réunir la compagnie à la Canada Central; on avait fait des arrangements en vue du passage de la rivière à Grenville. Mais le gouvernement s'en est mêlé. A la demande du député d'Argenteuil, il a refusé de concéder des terres à une compagnie dont le chemin de fer passe par l'Ontario. La compagnie décida donc par la suite d'entreprendre la construction du chemin de fer de la rive nord. Il accuse le député d'Argenteuil d'avoir rédigé des articles dans son journal (the Montreal Daily News) où ce dernier se montrait favorable à la construction d'un chemin de fer sur la rive sud après que la compagnie se fût engagée à construire le sien sur la rive nord.

Il soutient que si la compagnie n'a pas amorcé ses opérations, si elle n'a pas obtenu un subside de un million de dollars de la ville de Montréal, c'est que fidèle et loyale à la province de Québec, elle s'est engagée à construire son chemin de fer sur la rive nord. Il veut répondre aux remarques du député d'Argenteuil qui, par rancune, s'est opposé au chemin de fer de la rive nord de toutes ses forces.

Parlant des administrateurs de la compagnie, il constate que Sir Hugh Allan et d'autres ont fourni plus que le capital requis par la loi, ce qui représente plus que ce que le député d'Argenteuil se serait permis d'investir lorsqu'il était sociétaire de la Montreal and Bytown Company.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): M. l'Orateur, je regrette qu'une pareille discussion ait lieu. Elle est intempestive, futile, inutile et préjudiciable à l'entreprise. Je ne crois pas sérieux l'auteur de la proposition. Que le député d'Argenteuil laisse faire le gouvernement dans cette question. Pourquoi n'a-t-il parlé que d'une compagnie, la Compagnie du chemin de colonisation du Nord? Parce que cette compagnie est pour lui l'objet d'un ancien ressentiment. Le député veut saper par la base une compagnie encore dans l'enfance. M. l'Orateur, tant que l'honorable président actuel de la compagnie existera en cette qualité, on peut être sûr que le député d'Argenteuil travaillera contre l'entreprise. C'est par voies détournées qu'il procède; il

prétexte le bien public, mais suscite une foule d'embarras à la compagnie; c'est pourquoi l'entreprise de chemin n'est pas plus avancée que l'an dernier. Est-ce que l'on va maintenant s'occuper des changements qui peuvent arriver dans les bureaux de direction de dix à douze compagnies de chemin de fer? C'est impossible. Je demande que la Chambre apprécie le débat à sa juste valeur. La motion est futile, inutile et n'est qu'une manoeuvre du député d'Argenteuil pour blesser le député d'Hochelaga qui, lui, a à coeur le succès d'une entreprise d'un intérêt aussi capital pour la province.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Prend de nouveau la parole.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Prend à nouveau la parole.

La motion est adoptée.

Immigration

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Shefford (M. M. Laframboise), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copies de toutes correspondances entre les gouvernements de la Puissance et de la province de Québec, depuis le premier décembre dernier, relativement à l'immigration; aussi, copies de tous ordres en conseil sur le même sujet, et copies de décisions prises lors de la dernière conférence, tenue au sujet de l'immigration, dont parle le discours du trône de la présente session; et aussi, les noms des officiers ou agents d'immigration, ainsi qu'un état des sommes payées à chacun d'eux.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement s'engage à le faire.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 15 novembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures-

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Holton, la pétition de la faculté médicale de l'université de "Bishop's College".

Par M. Lafontaine, la pétition de Jacques Catudal et autres, de la paroisse de Saint-Cyprien, comté de Napierville.

Par M. Laurier, la pétition de O. Salois et autres, de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, comté de Drummond.

Par l'honorable Sir George-E. Cartier, Baronet, la pétition du révérend D. Charland, de la paroisse de Saint-Clément-de-Beauharnois, comté de Beauharnois.

Par M. Picard, la pétition du révérend Chs Bellemare et autres, des paroisses de Saint-Gabriel-de-Stratford et Saint-Olivier-de-Garthby.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend T.-E. Dagenais et autres, de la paroisse de Saint-Edouard, comté de Napierville; demandant de l'aide pour l'empierrement des chemins.

De U. Bonneville et autres, du township de Wolfstown, dans le comté de Wolfe, et du township d'Ireland, dans le comté de Mégantic; demandant de l'aide pour un chemin.

Des soeurs de la Miséricorde pour la régie de l'hospice de la Maternité, de la cité de Montréal; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du révérend Thomas-Pantaléon Bégin et autres, de la paroisse de Saint-Dominique-de-Jonquières, et du révérend J.-B. Vallée et autres, de Saint-Jérôme-du-Lac-Saint-Jean, tous du comté de Chicoutimi; demandant respectivement la remise d'une partie des intérêts et rentes dûs au gouvernement sur les terres de leur localité, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

Rapport de comités:

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a élu son président et a résolu de recommander à cette honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici ce rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a élu son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies de mines ou manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf membres.

Adopté.

Message du Conseil législatif:

M. l'Orateur,

Le Conseil législatif informe cette Chambre

qu'il a nommé un comité, composé des honorables messieurs Archambeault, Dionne, Hale, Le-Maire, de Léry, Rodier, Ross, et Starnes, pour aider son honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil législatif s'y trouvent concernés, et pour agir au nom de leur Chambre comme membres d'un comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Cautionnements des fonctionnaires

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur; Etat renfermant la liste des employés publics du gouvernement de la province de Québec, qui ont donné des cautionnements ou obligations, ou garanties, entre le 3 novembre 1870 et le 14 novembre 1871, en vertu de l'acte 32 Vie, chapitre 9, intitulé: "Acte relatif aux cautionnements des officiers de la province de Québec".

ETAT des cautionnements donnés par des officiers publics au gouvernement de la province de Québec, entre le 3 novembre 1870 et le 14 novembre 1871, en vertu de la 32ème Victoria, chap. 9, sect. 17.

Nom	Emploi	Résidence	Noms des cautions	Résidence	Montant de caution- nement	Description de le cautionnement
Austin, H.C.	Notaire public	Québec	H.C. Austin	Québec	\$1,000	Actions de la Banque de Qué- bec - transmises au trésor
Barwis, Ths. S. et Thérout, Bazile do	Protonotaire Greffier de la cour de circuit	Arthabaska do	Citizens Insurance Co do	Montréal do	2,000 1,000	Garantie do
Cowan, Peter	Sheriff, district de Bedford	Nelsonville	Peter Cowan	Nelsonville	4,000	Hypothécaire
Chevalier, Jules	Régistrateur, comté de Richelieu	Sorel	Pierre Rémi Chevalier	Sorel	4,000	do
Dufresne, Joseph	Sheriff, district d'Iberville	Montréal	Citizens Insurance Co	Montréal	4,000	Garantie
Griffith, John	Collecteur du revenu de l'intérieur	Sherbrooke	James Griffith	Sherbrooke	1,200	Hypothécaire
Hannault, Louis	Sheriff, district de Beauharnois	Beauharnois	Louis Hannault	Beauharnois	4,000	do
Komp, Owen B.	Agent des Terres de la Couronne	Granby	Citizens Insurance Co	Montréal	4,000	Garantie
Mathieu, Michel	Sheriff, district de Richelieu	Sorel	Joseph Mathieu et	Sorel	4,000	Hypothécaire
Nutting, Vespasien	Greffier de la cour de circuit,	Waterloo	Philippe Mathieu	Ste-Victoire	1,000	do
Rinfret, Elie	comté de Shefford	Saint-Stanislas	Gardner G. Stevens et	Waterloo	4,000	do
Rimer, Walter	Régistrateur, comté de Champlain	Havelock	Benj. Mason Martin	Township de Stukely	4,000	do
Shurtliff, Otis	Régistrateur comté de Pontiac	Coaticook	Elie Rinfret	Saint-Stanislas	4,000	do
Somerville, Andrew	Régistrateur, division de Coaticook	Huntingdon	George A. Purvis et	Portage du Fort	4,000	do
Grenier, A.E.	Clerc de la cour de circuit, comté de Stanstead	Do	Dougal F. McLaren	Township de Clarendon	4,000	Garantie
	Régistrateur, comté de Huntingdon	Do	Citizens Insurance Co	Montréal	1,000	do
	Coroner-conjoint, district de Kamouraska	Paroisse de l'Île Verte	Andrew Somerville	Huntingdon	4,000	Hypothécaire
			Charles Bertrand, M.P.	Saint-Jean-Baptiste	200	do

Département du Trésor,
Québec, 14 novembre 1871

GASPARD DROLET,
Auditeur, P.Q.

JOSEPH ELLIOT,
Assistant-trésorier, P.Q.

Sergent d'armes

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Attire l'attention de la Chambre sur le changement survenu au sujet du sergent d'armes, et demande des renseignements dans ce cas.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Lors de la dissolution du dernier Parlement, le sergent d'armes s'est mis en antagonisme avec les employés de la Chambre, et M. le greffier m'a informé que M. Garneau était venu en conflit avec le chef des messagers et intervenait dans le bureau du comptable, et que M. Garneau paraissait avoir perdu tout contrôle sur lui-même. En face de ces faits, j'ai cru, avec mon collègue M. Irvine, que je devais conseiller au lieutenant-gouverneur de le suspendre de ses fonctions. À la veille de l'ouverture des Chambres, nous lui avons demandé la masse et il a refusé de la donner. À la suite de ce fait, nous avons nommé un nouveau sergent d'armes, après avoir destitué M. Garneau. Depuis, M. Garneau s'est adressé au gouvernement pour lui demander de prendre sa position en considération. Le gouvernement s'occupe de cette affaire.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Cette question pourrait être de nouveau soumise à la Chambre.

Arbitrage

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (M. L.H. Holton), que la Chambre se forme immédiatement en comité, pour considérer les résolutions suivantes:

1. Qu'il est grandement à désirer que le différend qui existe actuellement entre les provinces d'Ontario et de Québec, au sujet du partage et de la répartition des dettes, crédits, obligations, propriétés, et de l'actif du Haut-Canada et du Bas-Canada, soit promptement et permanentement réglé.
2. Que le résultat d'un appel au Conseil privé de Sa Majesté ne serait pas de régler ce différend d'une manière prompte ni permanente, puisque dans le cas même où la sentence serait rendue en faveur de la province de Québec, elle aurait simplement pour effet d'annuler toutes les procédures faites pendant les quatre dernières années, et d'obliger les parties à tout recommencer.
3. Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté, la priant de vouloir bien recommander que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, soit amendé, de manière à autoriser le Parlement fédéral à prendre la dette de la ci-devant province du Canada en entier à la charge de la Puissance, comme si elle l'eût été dès l'origine, avec compensation aux provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse, pour la part que ces provinces auraient à payer dans le surplus de cette dette.

Quand je regarde la motion faite par l'honorable premier ministre à la dernière session du

Parlement fédéral ainsi que l'adresse votée à la dernière réunion de la Législature, je suis véritablement étonné de rencontrer des députés de cette Chambre opposés aux résolutions maintenant soumises. Toujours, j'ai cru que le gouvernement, convaincu de la justesse des vues exprimées par les résolutions, n'était pas disposé à en appeler au Conseil privé. J'ai cru aussi que le gouvernement profiterait de la convocation de la Législature pour présenter des résolutions analogues.

L'opinion exprimée à Ottawa par l'honorable premier ministre et ses collègues diffère de celle qu'il a formulée ici l'autre jour. L'honorable ministre s'est alors formellement opposé à ce que l'affaire soit soumise à la décision du Conseil privé, et d'après sa réponse à l'interpellation l'autre jour, il est bien difficile de dire que le gouvernement soit en faveur d'un appel au Conseil privé. De deux choses l'une: ou l'on veut en appeler à ce tribunal ou bien l'on ne veut pas. Dans l'affirmative, il est encore temps, si le procédé est nuisible aux intérêts de cette province, de donner aux membres de cette Chambre l'occasion d'exprimer leur opinion sur la question lorsque même le factum n'est pas encore préparé. D'ailleurs, c'est le devoir du ministère, qui a adopté cette mesure sans consulter la Chambre, d'agir ainsi. Le ministère ne peut alléguer l'absence et l'éloignement des députés; la Chambre est en session, il peut profiter de cette circonstance.

Maintenant, si le règlement de la question doit être entièrement remis au Parlement fédéral, comme le ministère et la Chambre le veulent, je suis en faveur de ce moyen. Il est de la plus haute importance que les difficultés soient réglées promptement et définitivement. Or, si l'on prend la dernière voie, on est sûr de pouvoir obtenir une solution rapide et définitive de la question. Mais si l'on s'adresse au Conseil privé, on obtiendra le résultat contraire. Ce tribunal annulera toutes les procédures suivies jusqu'ici, demandera que les réclamations aient d'autres bases que celles qu'elles ont, protestera contre la division dans la commission des arbitres, et ce sera là tout. Il faudra alors prendre de nouvelles procédures, négocier, discuter pendant quatre autres années et en arriver probablement au même point où nous en sommes. Qui sait si la province d'Ontario ne se mettrait pas en tête de faire des réclamations pour son compte, en dépit d'une décision qui nous serait favorable? Alors au bout de quatre années il faudrait encore en attendre quatre autres pour avoir la décision de l'affaire en litige. On voit d'ici toutes les pertes et les ennuis que cela causerait à la province. Quelque forts que nous soyons dans la conviction de nos droits, il ne faut pas compter fermement sur une décision favorable à notre cause. En soumettant notre affaire au Conseil privé, c'est au tribunal judiciaire le plus compétent que nous avons affaire; il sera peut-être obligé de rendre contre nous une décision légale sans s'occuper de l'équité de nos réclamations.

La province de Québec a pour elle le bénéfice du doute devant le Parlement fédéral, et tant que la question demeurera en suspens, elle pourra prétendre au droit de la discuter.

Si nous ne réussissons pas à obtenir justice, il ne faut pas, ainsi que le disait l'honorable député de Montmorency (M. Cauchon) il y a déjà quelques séances, briser la Confédération! Ce serait absurde. Il n'est pas probable d'ailleurs que l'honorable député s'excite à ce point. Tant qu'il aura au Sénat le siège présidentiel, il n'est pas présumable qu'il se porte à des violences de cette nature.

Je résumerai la position que j'assume en cette circonstance et la raison qui m'a induit à présenter les résolutions au sujet de l'arbitrage. La raison est toute provinciale. Le gouvernement doit s'assurer de l'opinion des députés sur la question et ne peut vraiment avoir de meilleure occasion que celle-ci.

Avant de terminer j'ajouterai que quand même la question de l'arbitrage serait renvoyée au Conseil privé, ce tribunal ne pourrait que rendre une décision de forme, annulant toutes les procédures prises jusqu'ici, et qu'il faudrait toujours en revenir au Parlement fédéral; aurions-nous pour nous un jugement favorable? Le Parlement se réunira dans deux ou trois mois; nous pourrions profiter de cette circonstance. Si la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick ont pu faire valoir auprès du Parlement fédéral des réclamations dont on pouvait très facilement contester l'équité, il est à espérer que la province de Québec réussira d'autant mieux à obtenir un jugement favorable que l'équité de ses réclamations est parfaitement reconnue.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande comment l'on obtiendra une décision du Parlement fédéral et du Parlement impérial, d'ici deux mois et quel rapport il y a entre les résolutions se rapportant entièrement au Parlement impérial et au Parlement fédéral.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Les deux Parlements devant prochainement se réunir et le Parlement impérial siégeant plus longtemps que le Parlement fédéral, je crois qu'il ne peut y avoir aucune difficulté sur cette matière.

Il est absurde de dire qu'il faut démembrer la Confédération plus vite que le temps qu'on accorde pour régler l'arbitrage.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Maintient ce qu'il a dit.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que la petite province de Nouvelle-Ecosse a plus de chance de recevoir justice du gouvernement fédéral que la province de Québec.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): L'honorable député qui se pavane à la tête de l'opposition n'a pas hésité sur une

question aussi sérieuse de faire une digression pour m'attaquer. Il devrait se rappeler que c'est son devoir de rester dans les limites de la question. Il n'y avait pourtant aucune provocation de ma part. J'ai expliqué l'autre jour la position que je croyais devoir prendre vis-à-vis de la question capitale de l'arbitrage; je n'ai pas prétendu, comme le dit l'honorable député, poser en pourfendeur, en démolisseur du régime actuel. Non, j'ai déclaré seulement que si la décision qui sera rendue ne nous donne pas justice, notre position ne sera plus tenable dans la Confédération et qu'il en faudra sortir, et je dis qu'il n'y a pas un député dans cette Chambre qui voudra de propos délibéré accepter pareille décision; mais avant d'en arriver là, il faudra par tous les moyens possibles en arriver à un arrangement satisfaisant. Je dirai aussi que le gouvernement a été malheureux dans le choix de son arbitre; après la position difficile qui lui a été faite par la décision arbitrale, le gouvernement provincial n'avait plus qu'à en référer au Conseil privé.

Il coûte moins cher de régler ces problèmes par la conciliation que par des procès. Mais l'Ontario concèdera-t-il quelque chose? A présent, l'appel est fait par le gouvernement fédéral et non par le gouvernement local. Au parlement impérial, on répondra au gouvernement fédéral que le Conseil privé est saisi de la question; celui-ci ne peut que décider si le gouvernement fédéral doit donner suite ou non à la sentence arbitrale favorable à l'Ontario.

L'honorable député a eu la complaisance de parler de mon indépendance. Je sais parfaitement que le député de Lotbinière est assez riche pour vivre indépendant de tous les gouvernements du monde et faire de l'opposition en amateur. Je ne suis pas possesseur d'une immense fortune, mais j'occupe une position qui me permet d'être indépendant du gouvernement et de travailler au bien-être et au bonheur de mon pays. L'attitude que j'ai prise servira plus à la Confédération que celle adoptée par mon antagoniste qui n'a émis que des phrases sur la question soumise à la Chambre.

Avant de pressurer le gouvernement fédéral, il faut épuiser tous les autres recours. Il faut accorder le plus grand respect à la loi, au tribunal et au juge; mais si le tribunal rend une décision injuste, s'il ruine un peuple, faut-il tout endurer et se laisser faire? Nous ne demandons que justice. Si la loi joue contre nous, alors il faut en appeler pour faire respecter nos justes droits.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que le député de Montmorency (l'honorable J.-E. Cauchon) a mal interprété ce qu'il a dit.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Dit que le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) parle si mal le français qu'il ferait mieux de ne pas parler du tout.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Que-

bec-Comté): Demande au député de Montréal-Centre (M. Holton) s'il veut prendre la parole maintenant?

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Non, tant qu'on n'aura pas répondu au discours.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): L'honorable député de Lotbinière a exprimé sa surprise de voir que les résolutions qu'il propose ne l'ont pas été par moi. Il serait bien plus surpris peut-être si le gouvernement les laissait passer. C'est probablement pour essayer ses forces que l'opposition a présenté ces résolutions. L'honorable député semble avoir basé son argumentation sur tout ce qui s'est passé à Ottawa. Nous disions que si le gouvernement voulait du système des compensations ou des compromis, nous étions prêts à agir en ce sens. L'honorable député a pris pour départ de sa résolution un amendement que j'ai déjà présenté à Ottawa; je l'avais fait pour savoir si le gouvernement fédéral était prêt à adopter un système de compensation et si les autres provinces consentiraient à une telle solution. Mais le gouvernement fédéral ne voulait rien faire avant d'obtenir la décision du Conseil privé sur la position du Québec. Pour défendre ses prétentions, l'Ontario doit aller plaider devant le Conseil privé où le Québec devra aller se défendre lui aussi: telle était la position du gouvernement fédéral.

Que propose en somme l'honorable député? De renverser la Confédération à la suggestion d'une seule province. Pense-t-il aussi que le gouvernement impérial consentirait sans requête de la part du fédéral, d'amender et de changer la constitution à la demande d'une seule province, lorsque pareille requête faite par la Nouvelle-Ecosse a été rejetée. La proposition de l'honorable député est pour le moins absurde. Mais peut-être est-elle faite pour essayer les forces de l'opposition?

J'ai dit que je me rendais responsable du vote de mes collègues parce que si j'avais été en Chambre j'aurais voté comme eux. Quelle est la position? Le gouvernement fédéral a déclaré qu'il ne voulait pas entrer dans le système de compensation à présent et la Chambre n'a pas cru avec moi qu'il fallait le renverser parce qu'il ne voulait pas régler cette question de suite. On parle de l'appel du gouvernement local de Québec au Conseil privé. Mais ce n'est pas nous qui en appelons; c'est la province d'Ontario qui a pris l'initiative et nous ne pouvons que nous défendre. Le député de Lotbinière paraît croire que nous serons condamnés devant ce tribunal. Mais, l'an dernier, notre cause lui paraissait tellement juste, qu'il croyait que nous devions triompher devant tout juge impartial. Que veut-il donc? Parce que nous n'avons pas obtenu ce que nous demandions à Ottawa il désire que nous allions demander à Sa Majesté la modification du pacte fédéral, sans que les autres provinces soient consultées.

Avec tout leur zèle, les députés de l'opposi-

tion paraissent, dans cette affaire, se soucier beaucoup plus des intérêts d'Ontario et du Parlement fédéral que des nôtres.

Lorsque tantôt j'ai interrompu l'honorable député pour lui dire que je prenais la responsabilité des votes des députés dans les Communes au sujet de l'arbitrage, je savais bien que le procédé n'était pas constitutionnel. Ayant été forcé de m'absenter lors du vote pris sur la question l'an dernier, je n'ai pas profité de cette occasion pour soustraire au public l'expression de mon opinion. C'est pour cela que, il y a quelques instants, je voulais remplir mon devoir, en déclarant que j'endossais la politique de mes collègues en cette circonstance. L'honorable député croit que le gouvernement, par la politique qu'il veut suivre, perdra la cause de la province de Québec. Il n'y a rien qui dise cela. L'argumentation du député est entièrement basée sur des hypothèses. Dans toute cette discussion il me paraît, ainsi que ses partisans, plutôt préoccupé de ne pas froisser le Haut-Canada pour qui il manifeste une bienveillance extraordinaire. L'honorable député de Montmorency a dit que plutôt que de tolérer une injustice, il faudrait briser la Confédération. Le gouvernement ne peut aller aussi loin dans l'expression de son opinion, mais il est d'avis que dans le cas d'une sentence blessante, froissant les intérêts de la province, la Confédération courra un grand danger.

L'honorable député d'en face verra donc que la politique qu'il préconise est complètement absurde. Le véritable but de sa proposition est de mesurer les forces de l'opposition, et le résultat le décevra sûrement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Croit que l'attitude prise par le ministère sur la question est toute de conciliation. D'un autre côté, les propositions du député de Lotbinière ne tendent qu'à faciliter au ministère le règlement de la question. Mais comme le gouvernement semble vouloir absolument que cette question soit une question de confiance, ce sera sur lui que retombera toute la responsabilité. Nous sommes précisément arrivés à la phase du procès où nous pouvons en venir à un arrangement satisfaisant avec la partie adverse. Si nous tardons encore, il ne sera peut-être plus temps. Si la province d'Ontario est mise dans le libre exercice de ses droits par une décision légale, elle agira à sa guise, maintiendra ses prétentions. S'il arrivait que jugement était rendu en notre faveur, la province d'Ontario, comme l'a fait remarquer l'honorable député de Lotbinière, pourra de son côté réclamer, et le règlement définitif de la question sera probablement reculé encore de quatre années. Le mode de règlement tel que proposé dans les résolutions du député de Lotbinière semble être le plus convenable.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): M. l'Orateur, comme dans quelques instants, nous

autres députés débutant dans l'arène parlementaire nous serons appelés comme les anciens à voter sur la question, il est nécessaire de définir un peu la position que nous devons prendre à ce sujet. Je regretterais sincèrement que de misérables querelles de partis vinssent à prédominer dans la discussion, que l'on fit prévaloir dans cette question des intérêts de partis. Je regretterais que la province de Québec se trouvât partagée en deux camps sur un sujet aussi capital. Voici comment je comprends la question. L'Acte de l'Amérique britannique du Nord a décidé après avoir opéré la répartition de la dette publique que le surplus d'une certaine somme serait partagé entre les provinces de Québec et d'Ontario et que le règlement de la question serait soumis à un arbitre. Dans le même acte se trouvait une autre disposition importante, celle qui fixait la position financière de la Nouvelle-Ecosse. En dépit d'une clause désavantageuse à son adresse, cette province est parvenue par des moyens constitutionnels à obtenir de meilleurs termes. Cette province n'a qu'à suivre cette ligne de conduite. Les moyens violents ne sont point de mise; recourir à la révolution serait peu sage. Le Conseil privé auquel nous nous adresserions ferait la sourde oreille à nos réclamations.

Le gouvernement de Québec dit que la sentence lui a été peu favorable, qu'il n'y pouvait rien; le gouvernement fédéral chargé d'exécuter la sentence ne peut rien décider et conseille aux provinces de porter la cause devant le Conseil privé. La province de Québec n'en fait rien, c'est Ontario qui prend l'initiative et en appelle au Conseil privé. Le gouvernement de Québec a jugé qu'il était de l'intérêt de notre province d'être représenté devant ce tribunal. Il est dans la position d'un plaideur qui, déclinant la compétence d'un tribunal chargé de prononcer sur sa cause, lui dit: je vais plaider malgré moi ma cause de façon à vous convaincre que j'ai droit, quitte ensuite à contester votre compétence.

Il me semble que nous ne courons pas un grand risque en n'acceptant pas la résolution de l'opposition.

Il ne faut pas légiférer sur une question en litige. Ce qu'il faut, c'est éviter ces discussions qui finissent par devenir acrimonieuses, préjudiciables à la cause que l'on veut défendre, et par semer la division dans une assemblée délibérante sur le point de s'entendre à l'unanimité.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Déclare qu'il se refuse à faire de la question une question de parti. Les résolutions proposées par le député de Lotbinière sont sages et dignes de l'appui de la Chambre. En conséquence il leur donne entièrement son approbation.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit que si la province de Québec veut avoir des compensations, toutes les autres provinces voudront en avoir, et l'on verra alors le trésor

fédéral baisser rapidement. Il croit que le système proposé par le gouvernement est le meilleur; il s'agit d'abord de faire tomber la sentence arbitrale rendue, et ensuite d'avoir un compromis avec la province d'Ontario. On aurait peut-être alors la chance d'avoir une sentence arbitrale en notre faveur. Il serait aussi inutile de s'adresser au Parlement fédéral. Si l'on s'adressait immédiatement à ce Parlement, cet acte-là serait une reconnaissance de la validité et de la justice de la sentence arbitrale. Que l'on s'adresse d'abord au Parlement impérial. Si la province n'a qu'une réponse défavorable, il sera toujours facile de s'adresser aux autorités fédérales.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Reprend les idées du député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau).

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Veut prendre la parole, mais l'orateur rappelle à la Chambre qu'il est maintenant six heures.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance
à sept heures et demie.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Rose to reply for the Opposition. He said in rising to address the House in the midst of a French debate, he felt more embarrassed than was his wont, but a sense of duty compelled him to speak. He would not attack the ministry nor recall the defects of past legislation; he was ready to give the ministry credit for all the good which they had accomplished, but in return he should ask credit for his side of the House, for honesty of purpose, and directness of action.

If the two sides could not agree on all points, there was a possibility of their coming together near enough to arrive at a definite ground-work of action on this important matter. What was wanted in a matter of this kind was something like unanimity. The people looked for it and they should work together so as to arrive at that end. The Honourable Premier had said that they could not constrain the Ottawa Government, but they could. The great constraining power was public opinion, and they, as the representatives of public opinion commanded enough of that power to obtain justice. He did not propose any of the revolutionary proceedings to be adopted by his hon. friend the member for Montmorency; he should like to see the House work like sensible and reasonable men in the matter. Let them have their minds made up as to a sensible course of action and the thing was done. The Honourable Premier had said that he could see nothing practical in the plan proposed by Mr. Joly. He (Mr. Holton) would show that the plan was peculiarly practical. What Mr. Joly proposed was not a mere form of words, but that this House should go into committee to discuss certain propositions which were before the House. If that form was not proper it might be changed. The second proposition was that an address be presented to Her Majesty asking for certain things, which could not be very well reviewed as a question of form. The House in Committee was not to be required to go into the merits of the case. Better see their way in Committee than wait for a decision which might give them only, in return for their labor, another four years of work. But the pith and marrow of the resolutions were contained in the third which simply asked for legislation to have the debt which existed before the Confederation thrown on the Confederation; to put it upon the shoulders of its original contractors, and indemnify the Provinces of New Brunswick and Nova Scotia for the share of the interest which would fall upon them. If this simple and just plan of the solution of the difficulty was the one which we must latterly come to, it was better to say so now. He implored the House, the Government and its supporters, not to take the matter up in a party

spirit, and negative the motion on party grounds. Let the House in Committee take up the propositions and if they were susceptible of improvement, let them be improved in any reasonable manner; form was immaterial. In any way work for a solution of the difficulty, but let no negation be given unless a substitute, a better substitute for the plan of Mr. Joly was ready to be brought before the House. Unless the opposite side was prepared to show that the propositions were radically wrong, and that a better plan was in preparation, he maintained that the motion should not be voted down. He should support the Government in any measure which seemed to him to be, in the settlement of this matter, calculated for the benefit of the country.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Agreed fully with the opening remarks of his hon. friend on the opposite side. The House showed in this matter the greatest want of unanimity of feeling. If we came before the Dominion Parliament we must present an unanimous front. It was very true that the question had been discussed with the greatest warmth in the House, and indignant speeches had been plentiful. Coming down to the hard plane of common sense, and looking at these propositions, they changed their nature under review; they were not only propositions, they were censures. They were direct censures upon the Government for not adopting a course of action which the Opposition considered should have been taken. If he thought the propositions just on their merits and conclusions he would not object on any mere question of form. But he wished them to be just and reasonable before the House should be asked to take them into consideration. It might be asked, first, was the course the proper one to take under the circumstances, considering the third proposition, for the first two were merely preambles, and were self-evident? This third proposition which was spoken of as being the one which contained an equitable and proper course of action advocated something which it would be impossible to carry out. It proposed that an humble address be presented to Her Majesty praying Her Majesty to recommend that the British North American Act be so amended that the Federal Government may assume the debt of the late Province of Canada as if it had been so from the first, with compensation to Nova Scotia and New Brunswick, for their share of the debt. He was not prepared to say that such a result as was arrived at from the amendment of the act, if it were amended, would give the relief so much desired. Of course the debt would be distributed over a large field, but when the injustice of the proposition was considered, its condemnation appeared upon its face. When it was remembered that one Province came into Confederation with a surplus, and another with

a heavy debt, it did not appear very honourable to split the debit, and charge one half of it upon the people who were actually ahead in their accounts. Did any one assume that the Dominion had power to take the burden of the debt upon its shoulders. We might follow the example of Nova Scotia who had received relief from her burdens. But let similar relief be granted us, and it is done at the expense of Ontario. We would be seeking to inflict upon the people of that Province what they would consider a wrong. In this question there was something which had been forgotten; there was the division of property and assets to be considered so that in a matter which was purely Provincial, the Dominion Government in taking part could only play an interloping part, which it had no right to do, anymore than in ordinary local matters. We had to look as to whether there was any necessity for asking for Imperial legislation even in that matter. He did not think that we needed any.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that if the honorable gentleman would show that the thing to be done was not the thing to be decided, show what was wrong about the proposition and go to the merits of the question there would be an opportunity of getting through sooner. Let us petition one or other Parliament and arrive at some definite conclusion.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that the honorable gentleman opposite had upheld one proposition for consideration, and now he submitted another. They had been asked to obtain Imperial legislation to obtain an amendment to the British North America Act, which was a most objectionable request, and one which he hoped would be negative; a request which was most unjust, and which they could not hope to push in any event with the slightest chance of success. The fact was that in the discussion heretofore the members had been resolute by keeping away from the point. He did not care to go over the history of the Arbitration again, but just now they had to take the case as it stood. The Dominion Government, as the executors of the award of the Arbitrators said that they had a judgment to execute, but, hearing our protest of an unjust and iniquitous award, they had declined to act until they had ascertained the opinion of the highest judicial tribunal. They had taken the only course which was open to them in the difficulty, and had said: before we make any decision we shall await a decision from the Privy Council on the legal rights of Ontario to the award of the arbitrators, and Quebec may look out for her own defence in the matter. But it would be unfair to go before the Privy Council fully prepared not to abide by an unfavorable decision. The question of the legality and validity of the award must come

up. But if the award was decided as illegal, and we fell back into our position of four years ago, and a new arbitration was set agoing with a precisely similar result, what then? They had constitutional means of redress and if one government would not give them redress, they could obtain it from another, which they could help to make. He did not consider that Imperial legislation was necessary; it would look as if we asked for that legislation in order to justify an untenable position. He questioned the right of members to criticize the acts of members who held seats in the Dominion Parliament. They were only responsible for their votes in the Local House when they sat here their constituents alone might question. Their acts elsewhere.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Thought that the endeavor to induce the House to negative the motion was asking the House to refrain from passing an opinion on the matter. He thought that the House should have an opportunity to express its opinion on that third resolution. The House should be allowed to tell what it wanted, and should not be asked to negative a proposal for consideration, which the motion simply was.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that the Government did not care to have the resolution amended. They would bring in a substantial resolution of their own sometime or other.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre a tort de dire que nous ne présentons ces résolutions que dans le but d'essayer les forces de l'opposition. Si c'était vrai, l'opposition ne pourrait jamais présenter de mesures justes. Les résolutions présentées sont très importantes pour le pays, et la motion doit être prise en considération. Le premier ministre à la dernière session à Ottawa a présenté ce que nous proposons. Les résolutions sont raisonnables et convenables. L'opposition a été claire; elle s'efforce sérieusement de nous soustraire à un odieux fardeau. Il étale un grand nombre de statistiques pour montrer ce que le gouvernement fédéral a reçu des provinces au moment de la Confédération et faire voir que la proposition visant à faire porter la dette par le Dominion est juste.

Il affirme que toute dette publique contractée avant la Confédération devrait être portée à la charge du Dominion. Le gouvernement fédéral a absorbé les revenus provinciaux; il devrait être responsable des dettes publiques.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Dit que la proposition est une question indirecte de non-confiance. La prise en charge de la dette par le Dominion, par contre, serait une grande injustice pour l'Ontario, et il (M. Malhiot) ne sera pas partie à un vote aussi injuste.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Ceux qui siègent sur les bancs ministériels se sont imaginés que le vote impliquait une question de non-confiance et de censure. Rien n'est plus faux. L'opposition fait tout pour sortir le pays de ce marasme; c'est en tout cas leur but. Ils n'ont pas voulu faire un vote de non-confiance. Il regrette que le ministère pense ainsi. L'opposition recherche ce qu'elle croit juste, et voudrait que le vent souffle d'un autre côté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Il ne peut concourir dans des propositions qui n'arrangent rien, et il n'y voit qu'une motion de blâme. Il passe en revue toute l'histoire de l'arbitrage.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Dit que plus il écoute les discours, plus il devient convaincu que la position du chef de l'opposition n'est pas tenable.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Le chef de l'opposition et le sous-chef de l'opposition ne s'entendent guère. La Chambre a compris que les résolutions du député de Lotbinière comportaient un vote de non-confiance ou du moins de censure. Ses propositions sont les conséquences des paroles qu'il a prononcées au commencement de la session, lorsqu'il nous disait qu'il croyait qu'on allait sacrifier les intérêts de la province. Le représentant de Montréal-Centre (M. Holton), lui, vient nous demander de modifier ces résolutions et ne paraît pas y tenir. Si ces propositions sont présentées pour sauvegarder les intérêts de la province, elles sont maladroites, parce que vous attaquez une résolution du gouvernement fédéral: parce que vous venez affaiblir la position du premier ministre qui a déclaré, le premier, en termes plus forts que ceux de ces résolutions, que jamais la province n'accepterait la sentence arbitrale; parce que vous MM. de l'opposition, vous avez adopté une adresse à la fin de la dernière session en pleine contradiction avec les présentes résolutions.

Pourquoi M. Holton veut-il modifier les résolutions? On dirait qu'il sent leur inutilité et qu'il veut sauver la position de ses amis et effectuer un compromis avec le gouvernement. Mais il le repoussera, il n'ira pas affaiblir sa position et il laissera seul l'opposition assumer la responsabilité de cette maladresse. Si ces résolutions sont une manoeuvre de parti, c'est pour le moins regrettable; je ne veux pas la qualifier autrement et l'opinion publique la jugera sévèrement.

J'ai toute confiance dans la justice du Parlement impérial mais nous avons déjà porté notre cause devant lui. En 1841, nous avons protesté contre l'Union. Des hommes d'Etat anglais, Lord Gosford, lord Ellenborough, disaient à cette époque que l'Union était un vol commis au préjudice du Bas-Canada. Malgré cela, ce Parlement a prononcé contre nous et

alors nous étions riches et Ontario plus pauvre et endetté, et aujourd'hui nous sommes moins riches qu'Ontario.

On prétend que nos représentants ont mal soutenu notre cause dans le Parlement fédéral, mais si on envisage bien la position, on se convaincra que nos ministres fédéraux ont joué un grand rôle, car ils ont entraîné 21 députés d'Ontario à déclarer qu'il fallait rendre justice au Bas-Canada c'a été là un beau triomphe.

On a trouvé trop sévères les paroles de l'honorable député de Montmorency (M. Cauchon). Cependant, elles n'étaient que le résumé de l'adresse que nous avons adoptée l'an dernier, elles ne sont que l'expression de l'opinion du Bas-Canada.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Fait un long discours, abordant tous les arguments avancés pendant la soirée. Il rappellé au député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand) que les choses ont changé depuis le temps où le premier ministre a présenté son amendement.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Repudiated the statement that the Opposition desired to make political capital out of the motion before the House. He ridiculed the Government for the manner in which they gave his side of the House credit for sinister motives.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Said the length of the debate, and the generalship, if he might use that word, practiced by Honorable gentlemen on either side of the House to secure the closing word, established that the question involved in the motion before the House was no everyday one, but was truly, of great moment and concern, not alone to the Province of Quebec but to the whole Dominion. As he understood it the adoption of the motion to go into committee would be equivalent to a censure on the occupants of the treasury benches for their policy on the Arbitration business. He regretted that he had not been in the House when the Honorable member for Montreal Centre had spoken. He had however learned that that Honorable gentleman did not impute the least blame to the Government for its course on the question. The inference in his mind to be drawn from that fact was that no blame was merited, and for that reason he could not support the motion. There was, however, another which of itself was sufficient to secure for it his opposition — it was that its adoption was not calculated to benefit Quebec. Those who knew him would not, he was sure, charge him with any desire to defend the Government from deserved censure, but he trusted that he would never be a party to condemning when condemnation was not deserved or a party to supporting a proposition, the adoption of which, in his judgment, would not advance the interest of the country, one of whose representatives he had the honor of being.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): S'étonne de l'attitude des ministériels. Mais ils ont toujours cette même attitude négative quand l'opposition présente une motion. Ils doivent souffrir d'une bien grande insécurité pour crier "loup" à tout propos. La question a été longuement débattue, et il n'a rien à ajouter à ce qui a été dit.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, Esinhart, Fournier, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, LaRocque, Laurier, Marchand, Mollé, Pelletier (Bellechasse), Pozer, Robert, Sylvestre et Tremblay, 19,

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Cartier, Cauchon, Chapleau, Chauveau, David, de Beaujeu, Dorion, Dugas, Eddy, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Gill, Gosselin, Hearn, Houde, Irvine (sol. gén.), Lalonde, Langevin, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Mailloux, Malhiot, Méthot, Ouimet (proc. gén.), Peltier (L'Assomption), Picard, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Roy, Sanders, Sawyer, Trudel et Verreault, 43.

Ainsi, elle est résolue négativement.

Termes de la couronne

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Propose,

appuyé par le député de Maskinongé (M.M. Houde), que soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant l'étendue des terres du domaine public aujourd'hui sous licence pour le commerce de bois, une liste des licences en possession de chaque marchand de bois, et les noms de ces marchands, ainsi que la prime payée au gouvernement pour chaque licence, cet état devant indiquer l'étendue de terre comprise dans chaque licence.

SIR G.-E. CARTIER (Beauharnois): Dit quelques mots.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Prend la parole.

Adopté.

Ajournement

M. W.W. LYNCH (Brome): Rappelle que demain est jour d'action de grâce dans la communauté protestante. Il suggère au premier ministre de respecter ce jour d'action de grâce dans sa motion d'ajournement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant de Montréal-Centre (M. Holton), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à vendredi prochain, à 3 heures, P.M.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à minuit.

Séance du 17 novembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Institution protestante
pour les sourds-muets
et les aveugles de Montréal

M. l'orateur met devant la Chambre, Etat des affaires de l'Institution protestante pour les sourds-muets et les aveugles, Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1871. (Documents de la session, no 6)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition de Bruno Quintal, cultivateur, de la paroisse de Saint-Valérien-de-Milton, comté de Shefford.

Par M. Robert, la pétition de l'hospice Sainte-Croix, de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville.

Par M. Trudel, la pétition de A.-N. Dostaler et autres, de la paroisse de Saint-Narcisse, comté de Champlain.

Par M. Esinhart, la pétition de révérend J. Gravel et autres, du village de Laprairie.

Par M. Larochelle, la pétition du révérend P. Kelly et autres, de la paroisse de Saint-Joseph, comté de Beauce, et du township de Framp-ton, comté de Dorchester.

Par M. Brigham, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi.

Par M. Cassidy, la pétition de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, et la pétition de la Compagnie manufacturière et hydraulique de Chambly.

Par M. David, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal.

Par M. Bachand, la pétition de la Société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition du révérend B. Granjon et autres de la paroisse Saint-Joseph, Montréal.

Par l'honorable M. Holton, la pétition de la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal.

Par l'honorable M. Langevin, C. B., la pétition du très révérend Thomas-Etienne Hamel, V.G., et autres, de la cité de Québec.

Par M. Chapleau, la pétition du révérend F.-X. Laberge et autres, des townships de Kilkeny, Wexford et Abercrombie, dans les comtés de Montcalm et Terrebonne, et la pétition de J.-B. Villemure et autres, de la paroisse de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Donald Ross et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Trafalgar Institute".

De l'asile des Dames protestantes, Québec; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

Du conseil de ville de la ville de Sherbrooke; demandant la passation d'un acte pour donner force de loi à une souscription de \$1,000, pour venir en aide aux incendiés de Chicago.

De l'asile des Orphelins protestants, Montréal, des dames religieuses de l'hôpital de la ville de Saint-Jean, des dames religieuses de la salle d'asile de la ville de Saint-Jean, et de la faculté médicale de l'université de Bishop's College, Montréal; demandant respectivement de l'aide.

De The Protestant Infants' Home of Montreal; demandant une allocation annuelle.

Des soeurs de la Charité de l'hospice de Sainte-Anne-Lapocatière, comté de Kamouraska; demandant de l'aide pour compléter la construction de leur hospice et une allocation annuelle.

Du révérend D. Charland, de la paroisse de Saint-Clément-de-Beauharnois, comté de Beauharnois; demandant que la subvention accordée à l'hôpital de Saint-Joseph-de-Beauharnois, soit continuée et augmentée.

De J.-B. Parent et autres, du township de Roberval, comté de Chicoutimi; demandant la remise d'une partie des intérêts et rentes dûs au gouvernement sur les terres de leur localité, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

Du révérend Chs. Bellemare et autres, des paroisses de Saint-Gabriel-de-Stratford et de Saint-Olivier-de-Garthby; demandant la remise de ce qu'ils doivent au gouvernement.

De O. Salois et autres, de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, comté de Drummond; demandant une aide annuelle égale à la somme qu'ils sont obligés de payer pour la construction du chemin de fer de Drummond et Arthabaska.

De Jacques Catudal et autres, de la paroisse de Saint-Cyprien, comté de Napierville; demandant de l'aide pour l'empierrement des chemins.

De Narcisse Rosa et autres, de la paroisse de Saint-Romain-de-Winslow, comté de Compton, et de Eusèbe Brodeur et autres, du township de Stratford, comté de Wolfe; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Rapport de comités:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de J.-F. Sincennes et autres de la cité de Montréal,

demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et trouve que les avis requis ont été donnés, excepté pour cette partie de la pétition par laquelle on demande d'être autorisé à continuer ledit chemin de fer depuis un point, vis-à-vis la cité de Montréal, jusqu'à la ligne Provinciale, qui n'apparaît pas dans les avis; cependant, votre comité, vu la grande utilité publique de l'entreprise, a convenu de recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51e règle, pour cette partie de la pétition.

Votre comité a aussi examiné les pétitions suivantes, et a trouvé les avis suffisants:

1. La pétition de l'honorable James Ferrier et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Dominion Homestead Building Society".

2. La pétition de Joseph Lachance et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société bienveillante des cordonniers de Québec".

Introduction de bills:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les lois de chasse en cette province.

Accordé.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chap. 76 des statuts refondus du Canada, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie, et l'étude de Anatomie.

Accordé.

Aide aux incendiés de Chicago

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour légaliser une souscription de \$1,000.00 pour venir en aide aux incendiés de Chicago.

Il explique que lors d'une des plus grandes assemblées jamais tenues à Sherbrooke, la population approuva le vote du conseil, pour une si bonne cause, on ne doit pas s'opposer au bill.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Espère que ce bill, auquel il n'a aucune objection, ne sera pas tenu pour un précédent; à l'avenir des conseils pourraient vouloir recourir à la législation pour sanctionner des votes de toute autre nature, et qu'on pourrait difficilement leur refuser.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit qu'il est du même avis, mais il doute que le gouvernement ait le droit de l'introduire comme un bill public. Il est d'une nature publique et pour qu'il devienne loi, il faut la suppression du règlement 51 de la Chambre. Comme le disait M. Bellingham, le gouvernement devrait

introduire un bill général qui permette aux municipalités de souscrire dans ces circonstances-là sans avoir besoin de la ratification du Parlement.

Je suggère qu'un bill privé soit présenté, en suspendant les règlements de la Chambre, pour ne pas créer de précédent.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Est d'accord pour présenter le bill selon la manière suggérée par le député de Montréal-Centre (M. L.H. Holton).

Le bill est introduit.

Règlements de la Chambre

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Would beg to call the attention of the Honorable Premier to the fact that a change in the mode of procedure with regard to the introduction of private bills was greatly to be desired. The old system was preferable. The House, in adopting the system in vogue in Ottawa, endeavoured to assimilate its mode of procedure with that which obtained in the English Commons; but there the session was so long in comparison with ours that it was possible to make the system work. In Ottawa there was little private bill legislation; here the work was mainly composed of such bills, and the difficulty was that they could not be introduced before being reported on and at the second reading; and such delay was entailed as rendered the work very harassing toward the close of the session. He would not ask the Honorable Premier to commit himself to any course now, but requested that he would take the subject into consideration between that day and Monday next.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Croit avoir anticipé les désirs de son honorable collègue. Il proposera ces jours-ci à la Chambre la nomination d'un comité spécial pour réviser les règles de la Chambre. Ce comité donnera une attention spéciale à la proposition de l'honorable député.

Sergent d'armes

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le gouvernement a-t-il l'intention de soumettre à la Chambre des renseignements relativement à la démission de M. Garneau? Comme cette question nous paraît toucher aux privilèges de la Chambre, je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Centre (M. Holton), que le comité des privilèges soit chargé de s'enquérir des causes de la destitution de M. Garneau.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Fait remarquer que la question peut être envisagée sous deux aspects; elle comprend une question de justice et une question de privilège. Tout en croyant que le

fonctionnaire en question, en conservant l'attitude qu'il a prise, est resté parfaitement dans l'ordre, il n'a aucune objection à ce que l'affaire soit, pour enquête, renvoyée au comité des privilèges et élections.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Ne discutera pas de la conduite de M. Garneau, ou si sa suspension est juste ou non, mais de la question de l'autorité; il est d'avis que la seule et constitutionnelle méthode de le suspendre, c'est par un vote de la Chambre, dont il est le serviteur.

Il pense qu'une question de suspension en est une de privilège et qu'elle devrait être renvoyée au comité des privilèges.

D'après les déclarations du premier ministre lui-même, je crois que les ministres, en conseillant au gouverneur de destituer M. Garneau, ont enfreint les privilèges de la Chambre dont M. Garneau était un des employés. Sans vouloir faire des reproches au gouvernement, je crois qu'il convient que le comité dont nous avons parlé soit chargé de faire un rapport.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Comme le gouvernement a déclaré que M. Garneau a demandé d'être réintégré dans ses fonctions, et que sa demande est prise en considération, il serait à propos d'attendre la réponse des ministres.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Ce que nous demandons n'affecte nullement la position de M. Garneau. Nous voulons simplement nous occuper d'abord des privilèges de la Chambre.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Ne peut pas se prononcer en faveur d'une motion qui donne à un comité le pouvoir d'examiner la conduite du gouvernement. La motion est, par assentiment général, reportée à lundi.

Comité des impressions

Message du Conseil législatif:

M. l'Orateur,

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé un comité, composé des honorables Messieurs Beaubien, Beaudry, Ferrier, Hale, Dostaler, Thibaudeau et Wood, pour agir au nom du Conseil législatif, avec le comité de l'Assemblée législative, comme membres d'un comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions, tel que demandé par l'Assemblée législative par son message.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération la motion

"Que des subsides soient accordés à Sa Majesté".

Adopté.

En comité:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé une résolution.

Licences de mariage

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), la deuxième lecture du bill concernant les licences de mariage.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said there were one or two points about that bill on which he would like to make a few remarks. The first was the increase which was provided in the price of the licence. Eight dollars was a high rate, he could not conceive why any addition should be made to the old rate of six dollars. Then, he thought that two dollars to the issuer of the licence was too high a fee. One dollar ought to be quite sufficient. But the most important point was one concerning which the bill did not make any provision. It was this. The minister who solemnized a marriage under a licence granted in conformity with the Act, was made responsible for any irregularity in the position of the parties united in matrimony, so that in the event of any legal difficulty arising, the minister who had performed the ceremony was the man who had to bear the burden. Now it was impossible for a minister, when parties, duly prepared with a licence, presented themselves for marriage, to refuse to perform that ceremony, and it was equally impossible for him to ascertain the relations of the parties so presenting themselves. He thought that the Act should be so amended as to get over this difficulty, and after hasty consideration, he must admit, he thought the best way was to appoint an officer whose duty it should be to ascertain, when licences were applied for, whether there was any legal impediment between parties making application.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): This bill had not been brought forward within due deliberation. The charge of eight dollars was not excessive. When a man arrived at that period of life when he must need take to himself a spouse, he did not much, and could not much, consider eight dollars. Then when we came to consider the benefit which would accrue from the additional revenue, and saw the application of the proceeds, any visionary

inconvenience was quickly disposed of. It had been said that the additional fee would bear upon the poorer classes. It must be considered that this fee for licences need not be paid at all; the ceremony of marriage was free and open to all on the publication of banns. The publication of such banns necessarily entailed a delay, but those who could afford time to wait, need not indulge in the luxury of a licence. As to the fee to the issuing officer, he thought that it was not too large. There had never been any complaint of exorbitant charge, which he could say from experience, having acted as issuer of marriage licences himself. With regard to the third and most important objection of Mr. Holton, he had taken up the matter already, and would introduce an amendment to the bill which would cover the ground taken by that gentleman, and make the licence really a licence. As to the appointment of officers who would act as investigators, he thought there was really no necessity for such appointment.

M. M. LAFRAMBOISE (Shefford): Fait remarquer que l'honorable solliciteur général n'a pas dit la raison pour laquelle il introduisait cette augmentation dans le prix des licences de mariage. Cette mesure aura certainement un effet fâcheux dans la classe pauvre; elle taxe directement le mariage et fait de la licence un luxe que seuls les riches pourront se payer. Pour moi, cela ne me regarde pas, je ne suis pas de ceux que cette loi puisse atteindre. Mais les pauvres gens qui ont besoin de faire tant d'économies pour se marier, reculeront devant la somme que l'on exigera d'eux pour leur permettre de s'épouser. Cette loi privera beaucoup d'entre eux du plaisir de publier.

Je demande donc que cette mesure soit inscrite sur division seulement.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mardi prochain.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Dit qu'il aura autre chose à ajouter quand le bill sera présenté en comité.

Octrois aux écoles communes

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Demande au gouvernement s'il a l'intention d'augmenter l'octroi pour les écoles communes en cette province.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il est difficile de donner à cette question une réponse définitive avant de connaître les résultats du recensement. En plusieurs endroits, des mouvements importants de population se sont produits, et nous n'avons pas encore réparti les octrois. Cependant, le gouvernement a l'intention d'augmenter cet octroi de \$15,000 à \$20,000.

Election de Québec-Centre

M. T. FOURNIER (Montmagny): La requête que j'ai présentée a pour objet de faire traduire à la barre de cette Chambre l'officier rapporteur dans l'élection de Québec; je propose donc, appuyé par le représentant de Shefford (M. M. Laframboise), que cette pétition de J. Gingras et autres, se plaignant de la conduite illégale et partielle de M. Hébert, soit prise en considération, mercredi prochain, et que le sergent d'armes reçoive instruction de faire comparaître M. Hébert à la barre de cette Chambre.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Il serait plus raisonnable, avant de faire comparaître M. Hébert à la barre de la Chambre, de prouver que sa conduite a été illégale. Or, rien dans la pétition ne dit que ses livres sont inexacts et elle ne se plaint que de faits antérieurs à l'élection. Il serait donc plus prudent de référer cette requête au comité des privilèges et élections où aura lieu l'enquête. C'est ce que l'on devrait faire en justice pour M. Hébert. M. Fournier devrait accepter ma proposition et si le comité décide qu'il est coupable, alors il sera temps de le traduire devant nous pour lui demander compte de sa conduite. Si le représentant de Montmagny (M. Fournier) n'accepte pas ma proposition, je proposerai son renvoi.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that on matters of this kind divisions should be avoided. What was wanted was the maintenance of the privileges of the House and purity of elections. He would suggest to the Honorable gentleman who brought up the petition, that he allow it to be referred to the committee as suggested by the Honorable Attorney General. Certainly there were precedents to favor the petition; but the preponderance of precedents were the other way.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Je n'ai pas d'objection à accepter la proposition. Mais, en agissant ainsi, je n'ai fait que suivre le procédé adopté par le député de Montmorency qui lors de son élection dans le comté de Montmorency il y a quatre ans a traduit l'officier rapporteur à la barre de la Chambre. La requête à ce sujet ne portait que le seul nom du député de Montmorency.

Je propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. T. Laframboise), que la pétition de François Gingras, épiciier, et de François-Xavier Déry, ferblantier, tous deux de la cité de Québec, électeurs dont les noms sont dûment inscrits sur la liste électorale de la division de Québec-Centre, et qualifiés à voter à la dernière élection d'un membre pour représenter ladite division électorale dans l'Assemblée législative de Québec, demandant que Jean-Baptiste-Célestin Hébert, écuyer, notaire, de la cité de

Québec, soit sommé de comparaître à la barre de la Chambre, pour là et alors rendre compte de sa conduite comme officier rapporteur, à l'occasion de la dernière élection pour la division électorale de Québec-Centre, soit renvoyée au comité permanent des privilèges et élections. Adopté.

Amélioration des chemins municipaux

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose qu'un comité soit nommé pour s'enquérir des moyens propres à promouvoir l'amélioration des chemins municipaux.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande que la proposition soit remise à lundi, ce qui est adopté.

Demande de documents:

Vente de la poudre

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé constatant le nombre de licences pour vendre de la poudre, émanées depuis l'adoption de l'acte 34 Vict., chap. 2, intitulé: "Acte pour refondre et amender la loi relative aux licences, et aux droits et obligations des personnes tenues d'en être munies", le nom des personnes qui ont pris ces licences et le montant payé par chacune d'elles, ainsi que copie des instructions données par le gouvernement aux officiers chargés de percevoir le paiement de ces licences: de même, que copie de tous règlements faits par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions dudit acte, pour la réception, le transport, l'emménagement et la livraison de la poudre, et les pénalités infligées pour toutes infractions aux dispositions dudit acte.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond que le gouvernement considère s'il serait à propos de diminuer le prix de la licence pour la vente de la poudre à canon. Quelques députés disent que dans plusieurs parties de la campagne, ceux qui vendaient la poudre n'avaient pas les moyens de donner \$25 pour la licence, et que la vente ne leur rapportait qu'environ \$4 par année.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Dit que dans les comtés représentés par les députés conservateurs, on vend de la poudre sans licence, tandis que dans ceux représentés par l'opposition les marchands refusent de prendre la licence parce qu'ils la trouvent trop élevée, et ne vendent pas sans cela, parce qu'ils craignent d'être poursuivis par le gouvernement.

La proposition est adoptée.

Composition des comités

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que M. Larochelle soit ajouté au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que le nom de M. Lafontaine y soit également ajouté: La motion amendée est adoptée.

Rapport des dernières élections

M. N. LECAVALIER (Jacques-Cartier): Propose que le greffier de la couronne en Chancellerie prépare un rapport indiquant le nombre de votes enregistrés pour chaque candidat dans la dernière élection de la province de Québec, dans chaque division électorale, township, cité, ville ou paroisse où un poll a été tenu; le nombre de votes enregistrés dans chaque division, et le nombre d'électeurs entrés sur les listes électorales, et la population de chaque division d'après le recensement.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, en amendement, que les mots "bons et mauvais" avant le mot "votes", soient insérés dans la motion.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuie la suggestion du député de Québec-Est.

La proposition est adoptée, telle qu'amendée.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Arrérages sur les terres

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, la requête des francs-tenanciers du comté de Montmagny demandant la remise des arrérages qu'ils doivent au gouvernement sur le prix de leurs terres; et demandant aussi des octrois gratuits de terre pour faciliter le développement de la colonisation dans ce comté.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à cinq heures et demie.

Séance du 20 novembre 1871

Sous la présidence

de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quart.

M. l'Orateur met devant la Chambre, Etats des affaires des institutions suivantes pour l'année 1871: de la Société charitable des dames catholiques romaines de Québec, de

l'hôpital Saint-Joseph de Chambly, de l'hôpital Saint-Joseph de Beauharnois, de l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, et de l'asile Nazareth, Montréal. (Documents de la session, no 6.)

Aussi, Rapport de la Compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford, le 22 octobre 1871, conformément à un ordre de la Chambre du 14 courant. (Documents de la session, no 8.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Gendron, la pétition de Félix Gauthier et autres, de la paroisse de Saint-Simon, la pétition de F. X. Cadieux et autres de la paroisse de Saint-Simon, et la pétition de Ant. Casavant et autres, de la paroisse de Saint-Dominique.

Par M. Méthot, la pétition du révérend L. H. Richard et autres, de la paroisse de Saint-Wenceslas, township d'Aston.

Par M. Tremblay, la pétition du révérend P. A. Beaudet et autres, du township de Bagot, comté de Chicoutimi.

Par M. Gérin, la pétition de Téléphore-Eusèbe Normand, de la paroisse de Sainte-Marie Magdeleine, connue sous le nom de Cap de la Magdeleine, dans le district électoral de Champlain, notaire public.

Par M. LaRocque, la pétition du révérend A. Thibault et autres, de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly.

Par M. Brigham, la pétition du révérend Thomas Kelly et autres, du village de Philipsburg, et la pétition de A.S. Walbridge et autres.

Par l'honorable M. Holton, la pétition de la faculté de médecine de l'université McGill, Montréal.

Par M. Lavallée, la pétition de l'hospice de la ville de Joliette.

Par M. Cassidy, la pétition de l'Association de la salle Saint-Patrice, Montréal.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de l'asile des Orphelines protestantes, Québec, et la pétition de l'asile des Orphelins de Québec, en rapport avec l'Eglise d'Angleterre.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition de l'asile Nazareth, la pétition de l'asile rue Bonaventure, la pétition de l'Institution des aveugles, asile Nazareth, et la pétition de l'asile Saint-Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum, toutes de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition de Pierre Beaulieu et autres, de la paroisse de Saint-Ambroise, comté de Québec.

Par M. Chapleau, la pétition de Simon-Xavier Cimon, de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, dans le comté de Charlevoix, dans le district de Saguenay, cultivateur, et la pétition du révérend A. Labelle et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne.

Par M. Marchand, la pétition de Joseph-

Michel Robillard, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Anne du bout de l'Isle, dans le district électoral de Jacques-Cartier, dans la province de Québec, dans la Puissance du Canada.

Par M. Beaubien, la pétition des soeurs de l'asile de la Providence, Montréal.

Par M. Marchand, la pétition de Joseph-Marc Boucher et Louis-Marie Caron, tous deux de la paroisse de l'Islet, dans le district électoral de l'Islet, comprenant la division électoral de l'Islet, autrement dit le comté de l'Islet, cultivateurs.

Par M. Chapleau, la pétition de Louis-Joseph-Elzéar Desjardins, de la paroisse du Cap Saint-Ignace, dans le comté de Montmagny, écuyer, médecin.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du très révérend Thomas-Etienne Hamel, V. G., et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Oeuvre du patronage de Québec".

De la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi; demandant la passation d'un acte pour prolonger le temps pour la construction et accomplissement du "Missisquoi Junction Railway" et pour d'autres pouvoirs.

De la Compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly; demandant la passation d'un acte pour prolonger la durée de la charte de ladite compagnie.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal, et de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De la Société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe; demandant la passation d'un acte pour corriger certaines erreurs de traduction dans la version anglaise de la 34ème Victoria, chap. 46.

De A.-N. Dostaler et autres, de la paroisse de Saint-Narcisse, comté de Champlain; demandant que l'article 556 du code de procédure civile soit amendé de manière à exempter de la saisie certains instruments aratoires et certains animaux.

Du révérend F.-X. Laberge et autres, des townships de Kilkenny, Wexford et Abercrombie, comtés de Montcalm et Terrebonne; demandant que la paroisse de Saint-Hippolyte soit annexée au comté de Terrebonne.

De la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal; demandant de l'aide.

Du révérend B. Granjon et autres, de la paroisse de Saint-Joseph de Montréal; demandant de l'aide pour l'asile Bethléem.

De l'hospice de Sainte-Croix, de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, comté de Rouville; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Du révérend J. Gravel et autres, du village de Laprairie; demandant de l'aide pour une école.

De Bruno Quintal, cultivateur, de la paroisse

de Saint-Valérien-de-Milton comté de Shefford; demandant de l'aide pour construire un pont sur la Rivière Noire.

Du révérend P. Kelly et autres, de la paroisse de Saint-Joseph, comté de Beauce, et du township de Frampton, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

De J.-B. Villemure et autres, de la paroisse de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne; demandant de l'aide pour des chemins dans ladite paroisse.

Comptes publics

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, Comptes publics de la province de Québec pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1871. (Documents de la session, no 1.)

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que les comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1871, soient renvoyés au comité permanent des comptes publics.

Adopté.

Interpellations:

Taxe sur les sucreries

M. C. H. POZER (Beauce): Demande au gouvernement s'il a l'intention d'abolir la taxe sur les sucreries.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Telle n'est pas l'intention du gouvernement pour le moment.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Mines de charbon et pêcheries de Gaspé

M. T. ROBITAILLE (Bonaventure): Propose, appuyé par M. P. Fortin (Gaspé), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre les requêtes signées par Théodore Robitaille et autres, ainsi que toutes autres requêtes ou papiers concernant le rachat par le gouvernement, des terres de la Compagnie pour l'exploitation des mines de charbon et des pêcheries de Gaspé.

Adopté.

Règles de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), qu'il soit nommé un comité spécial de neuf membres, pour aider M. l'orateur à préparer les

règles, règlements et ordres permanents pour la régie de cette Chambre, faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

En faisant cette motion il fera remarquer aux honorables députés de Lotbinière et de Montréal-Centre que le comité pourra faire une révision des règles de la Chambre concernant les devoirs des fonctionnaires publics, et définir les devoirs des différents employés de la Chambre. Il serait à propos d'attendre le rapport de ce comité avant de s'occuper de l'affaire du sergent d'armes.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Asked if the Committee would consider such measures as should come into effect during the present session. In that event he would be perfectly satisfied.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le comité agira sûrement selon les vœux du député de Montréal-Centre (M. L.H. Holton).

La proposition est adoptée. Il est ordonné que l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Holton, M. Joly, M. Bellerose, M. Bachand, M. Gendron et M. Brigham composent ledit comité.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Fonds d'emprunt municipal

M. P.BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Shefford (M. M. Laframboise), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un rapport spécifiant quelles municipalités dans la province de Québec ont emprunté sur le crédit du fonds consolidé d'emprunt municipal du Bas-Canada; les montants ainsi empruntés par chaque municipalité, la date de chaque emprunt, et la balance due par chaque municipalité sur les intérêts et le capital, jusqu'au 30 juin dernier.

Adopté.

Amélioration des chemins

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, appuyé par le député de Napierville (M. L.-D. Lafontaine), qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. Molleur, de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Cauchon, M. Bachand, M. Beaubien, M. Chapleau, M. Daigle, M. de Beaujeu, M. Esinhart, M. Fortin, M. Gendron, M. Laberge, M. Lafontaine, M. LaRocque, M. Lynch, M. Méthot, M. Robert et M. Trudel, pour s'enquérir des moyens les plus propres à promouvoir l'amélioration des chemins publics

en cette province, d'en faire rapport de temps à autre à cette Chambre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.
Adopté.

Introduction de bills:

M. J. P. RHEAUME (Québec-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la société bienveillante des cordonniers de Québec.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne à trois heures et cinquante.

Séance du 21 novembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier a reçu du registraire de la cour Supérieure de la Colombie Britannique, un volume contenant les lois de cette colonie, et aussi que le greffier a reçu la lettre suivante de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de Missisquoi et de la Rivière Noire, en réponse à la lettre du greffier contenant une copie de l'ordre de la Chambre du 14 novembre courant.

North Stukely, 17 novembre 1871.

G. M. Muir, Ecuyer,
Greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

Cher monsieur,

En réponse à votre lettre du 14 du courant, me priant de faire un rapport au nom de la compagnie du chemin à lisses de Missisquoi et de la Rivière Noire, comme ayant reçu l'aide du gouvernement.

Je dois vous dire que la compagnie dont je fais partie n'a pas reçu, à ma connaissance, de subside du gouvernement ni en terres, ni autrement, quoique j'en aie fait la demande. En conséquence la compagnie ne se croit pas tenue de faire aucun rapport.

J'ai l'honneur d'être,

Cher monsieur,

Votre obéissant serviteur,

M.-A. Bessette,
Vice-président de la Compagnie
du chemin à lisses de Missisquoi
et de la Rivière Noire.

M. l'orateur met devant la Chambre, Etat des affaires de l'hospice de Saint-Joseph de la Maternité, Québec, et Rapport de l'Union Saint-Joseph de la ville de Lévis, tous deux pour l'année 1871. (Documents de la session, no 6.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Cassidy, la pétition de l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal.

Par M. Robert, la pétition du révérend Thomas Johnson et autres; et la pétition de François-Xavier Ménard et autres, toutes deux de la paroisse de Saint-Paul d'Abbottsford, comté de Rouville; et la pétition des soeurs de la Présentation de Marie, du diocèse de Saint-Hyacinthe, Sainte-Marie de Monnoir.

Par M. Gendron, la pétition du révérend L.M. Archambault et autres, de la paroisse de Saint-Hugues.

Par M. Brigham, la pétition de John Yule et autres, du comté de Chambly.

Par M. Picard, la pétition de W. Ritchie et autres, notaires, du district de Saint-François.

Par M. Gill, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

Par l'honorable M. Holton, la pétition de l'hospice de la Maternité de l'université, Montréal.

Rapport de comités :

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

Voici ce rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé un sous-comité, pour l'examen des livres, comptes, pièces justificatives, etc., etc., du comptable.

Que ledit sous-comité a fait rapport à votre comité du résultat de son examen.

Que votre comité approuve ledit rapport, et demande à votre honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

Votre comité a aussi l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre la résolution suivante, et la prie de vouloir bien l'adopter.

Résolu, que le rapport du sous-comité ci-annexé, marqué A, auquel a été soumis l'état des livres, comptes et dépenses de cette Chambre, pour la période comprise entre le 1er de novembre 1870 et le 31 d'octobre 1871, soit adopté.

A.

Le sous-comité, nommé par le comité général des dépenses contingentes de la Chambre pour examiner les livres, les recettes et les dépenses de la Chambre d'assemblée, et en faire rapport, a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné les comptes et les pièces justificatives de Laurent Simoneau, le comptable de l'Assemblée législative, pour la période de temps écoulée du 2 novembre 1870 au 1er de novembre courant, et a trouvé les livres tenus dans un ordre excellent, et les pièces justificatives des dépenses, certifiées et mises en ordre d'une manière convenable.

Nous croyons que le comptable a bien rempli ses devoirs, et à la satisfaction de ses officiers supérieurs.

Le sous-comité a l'honneur de soumettre le résumé suivant des recettes et des dépenses:

Balance — Argent entre les mains du comptable au 1er novembre 1870	\$ 2,633.22
Payé par mandats du département du Trésor.	82,800.00
	<u>\$85,433.22</u>
Dépenses — Indemnité aux députés et frais de route, salaires, impressions, papeterie et dépenses contingentes	\$81,632.71

Remis au département du Trésor,

30 juin 1871. 1,378.93

Montant entre les mains du trésorier,

1er novembre 1871. 2,421.58

\$85,433.22

Montant total déboursé pour l'année

écoulée depuis le 1er novembre

1869 jusqu'au 31 octobre 1870 \$93,149.64

Dépenses de l'année dernière . . 81,632.71

\$11,516.93

On peut voir ainsi que les dépenses de l'Assemblée législative, pour l'année expirée, sont de \$11,516.93 moins élevées que celles de l'année précédente. La question de savoir s'il serait possible de réduire davantage les dépenses, sans nuire à l'accomplissement efficace des devoirs de la Législature et de ses employés, mérite considération.

Le sous-comité recommande que la pratique de l'économie dans les dépenses de la Chambre et que l'observation des règles antérieurement adoptées au sujet des demandes d'effets requis, ainsi que l'examen des comptes tel que recommandé, soient suivis comme par le passé.

Le tout respectueusement soumis.

J.G. Robertson,
Jos.-H. Bellerose,
P. Bachand.

Chambre du comité,
Assemblée législative,
13 novembre 1871.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition du conseil de ville de la ville de Sherbrooke, demandant l'adoption d'un acte pour légaliser une souscription de \$1,000. pour venir en aide aux incendiés de Chicago, et trouve que, quoiqu'aucun avis n'ait été donné, les contribuables, qui sont les seules parties intéressées, ont été suffisamment notifiés, par une assemblée publique qui a été convoquée et tenue à cet effet dans l'hôtel de ville de Sherbrooke, c'est pourquoi votre comité recommande respectueusement à votre honorable Chambre la suspension de la 51e règle.

Votre comité a aussi examiné les pétitions du très révérend Thomas-Etienne Hamel et autres, de la cité de Québec, demandant à être incorporés sous le nom de l'Oeuvre du patronage de Québec, de l'asile des dames protestantes, de la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte, et de Donald Ross et autres, de la cité de Montréal, demandant à être incorporés sous le nom de "The Trafalgar Institute", et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas.

Quant à la pétition de la Société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'un acte pour rectifier certaines erreurs de traduction dans la version anglaise de la 34e Victoria, chapitre 46, votre comité trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger d'avis.

Quant à la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal, demandant des amendements aux divers actes d'incorporation de ladite cité, votre comité trouve que les avis qui ont été donnés sont suffisants.

Votre comité a de plus examiné la pétition de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, demandant des amendements à sa charte.

Votre comité trouve que les avis n'ont pas été donnés; mais votre comité considérant la grande utilité publique de la mesure en contemplation, et le fait que toutes les parties intéressées, qui ont comparu devant votre comité, n'ont fait aucune objection, votre comité désire aussi dans ce cas recommander la suspension de la 51e règle.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "The Trafalgar Institute," pour instruire et former les jeunes filles de moyenne et de haute condition.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Travaux de la Chambre

Interpellations:

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Would beg to call the attention of the Government to the lack of accommodation for the members of the House in Committee. It had formerly been the privilege of Committees to have Committee rooms on the north wing of the building as well as the southern, but now they were restricted to the south wing and the accommodation afforded was altogether too limited. Of course he had no right to tell the Government what to do, but he thought that the Board of Works might be conferred with, and some attempt made to afford extra rooms for the numerous Committees of the House.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Admet que l'Hôtel du gouvernement est trop petit et ajoute que le gouvernement par souci d'économie n'a pas jugé à propos de faire des changements. Il trouve cependant que la remarque est pertinente et promet de s'occuper de la chose.

Introduction de bills:

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Demande

la suspension de la 51e règle et la permission d'introduire un bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer à passagers, de la cité de Montréal.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

M. C. GILL (Yamaska): Demande la suspension de la 51e règle et la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

M. H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "L'Oeuvre du patronage de Québec".

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau la loi concernant les magistrats de district en cette province.

Accordé.

Demande la permission d'introduire un bill pour amender certains articles du code de procédure civile et pour pourvoir à la nomination d'un juge de district à Montréal.

Accordé.

Subsides

Le comité des subsides fait rapport à la Chambre.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que ledit rapport soit adopté et que la Chambre se forme en comité général des subsides vendredi prochain.

Adopté.

Licences de mariage

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant les licences de mariage.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que depuis la deuxième lecture du bill, il s'est entretenu avec d'éminentes personnalités de l'Eglise anglicane sur les changements proposés. Il est étonné de la force de leur opposition; elles ne désirent aucunement que le bill du député de Mégantic (l'honorable G. Irvine) soit adopté.

Bien qu'il n'ait pas eu l'occasion de converser avec des personnalités de d'autres confes-

sions protestantes de la province, il est convaincu que l'opposition manifestée et l'antipathie du Synode à l'endroit du bill devraient inciter le député de Mégantic à soumettre son bill à un comité spécial et non à un comité de toute la Chambre pour être étudié.

Un comité spécial obtiendrait des informations du clergé de toutes les confessions religieuses.

Par ailleurs, il a en main une copie du journal du Synode diocésain. On y traite longuement de la question des permis de mariages, et ce d'une manière fort habile; le Synode provincial sera saisi de ce problème.

Il répète qu'un comité spécial devrait étudier ce bill, et il est convaincu que le député de Mégantic ne s'y objectera pas, puisqu'il donnerait ainsi bien meilleure satisfaction aux protestants de la province.

Il espère que le député de Mégantic ainsi que le parti adverse ne croiront pas de sa part à des remarques partisans.

La mesure est trop importante pour qu'on y introduise des considérations de parti.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Was very sure that the Honorable friend opposite was entirely free from party-spirit when he made his remarks. It would very much surprise him were any bill whatever introduced which did not meet with the opposition of some parties, but at the same time he was very sure that very few of the Anglican Communion really objected to his measure. It was true some were of opinion that he should have waited for the action of the Synod on the question. What he had waited in vain to hear was some reasonable objection to the bill; as yet none had been made. The present state of things had been long considered unfair by Protestants, but no decided agitation for improvement had really taken place until he had, in the Synod given notice of a motion for legislation. He had given that notice, but had never followed the matter up consequently there was no vote, and no opposition to it could be made. No action had been taken by the Provincial Synod which had adjourned and would not meet again for three years. It was unreasonable to expect that the other Protestant bodies of the country would be willing to wait for three years until the Provincial Synod had distinctly pronounced itself, or even then to consent to be governed by the deliverances of the Episcopal Church. He could not consent to the discharge of the Order of the Day. In Committee of the Whole he should propose such amendments to the Bill as would cover the ground taken the other day by the Honorable Member for Montreal Centre, concerning the appointment of issuers and the exemption of clergymen for responsibility for the relations of parties joined in matrimony under licences.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il n'a demandé qu'une courte information. Il n'a pas

lu tout le rapport du Synode; il a tout simplement voulu faire comprendre que la proposition du député de Mégantic n'a pas été présentée au Synode parce que l'opposition manifestée contre le bill a empêché qu'on trouve quelqu'un pour l'appuyer.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that as the Honorable member for Lotbinière had the Journal of the Synod before him, he might, on perusal, see that he (Mr. Irvine) had made no such motion. He had intended to make a motion, but had not done so. There was therefore no vote, either way.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Did not think the answer was entirely as satisfactory as it might be. In a measure like the one proposed, intended to apply to a portion of the community, it was desirable that the wishes of that portion should be as fully met as possible. They wished to obtain relief from what they considered as an oppressive tax upon them, and now that it was proposed to relieve them, the manner in which the improvement was to be effected should not take the form of the imposition of another burden, just as oppression, but gilded with philanthropic professions. He could not believe that the measure proposed by Mr. Irvine was one acceptable to the great body of Protestants, and he thought the provision for the application of the proceeds towards Protestant superior education was a left-handed insult. If the education of Protestants was to be effected, let the funds voted yearly towards the spread of education among the people be used; let not the Protestants be taxed directly for that which they have an undeniable right to. He thought that there was much wisdom in the suggestion of Mr. Joly, and trusted the Solicitor-General would act upon it. The opinion of prominent Protestants of all denominations should certainly be asked before the House ventured to legislate on so important a matter.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Répète les remarques du député d'Argenteuil.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Did not see that this discussion would be productive of much good. He hoped that there was no well grounded opposition to his bill, and asked the hon. member for Lotbinière to bring forward any reasonable objection which he might have.

M. L. H. HOLTON (Montréal-Centre): As to the merits of the bill, sided with the hon. Solicitor-General, but he thought that the course suggested by Mr. Joly was a practical one and one which would not to any great extent delay the passage of the bill.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Could say that the bill was not objectionable to the great body of Protestants

in the Province. He had been aware of the intention of the Hon. Solicitor General to bring in the measure, and had taken a good deal of trouble in ascertaining the opinions of Protestant clergymen of all denominations, and he had found them unanimous in their approval of the change proposed by Mr. Irvine.

M. T. LOCKE (Stanstead): Said that the subject matter had been fully discussed in the Montreal Diocesan Synod, and the sentiments expressed were almost identical with the terms of the Hon. Solicitor General's bill. In the Eastern Townships, the Protestant people fully approved of the proposed change. He thought that the bill should come before a Committee of the Whole; he saw no reason for its reference to a Select Committee.

M. W. SAWYER (Compton): Fully endorsed what had fallen from the lips of the hon. member for Stanstead. He was positive that the opposition to the bill was very far from being so great as to warrant the appointment of a sort of committee of investigation. He himself was decidedly in favor of it.

La Chambre se forme en comité.

En Comité:

Les deux premières clauses sont adoptées.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): With reference to the third clause, objected to the fee allowed to the issuer of the licence. Two dollars was altogether out of the way. One should be sufficient. He urged the Solicitor General to amend the bill in this direction, and also to provide for the appointment of issuing officers, named distinctly by law, but not such as should be named at will by the Lieutenant-Governor as was proposed, justices of the Peace, for instance, might act.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that he had such an amendment to propose, but he thought that most officials had enough to do without the imposition of the additional duty of issuing marriage licenses. As to fees, he should amend the clause by providing that the issuer should retain from the charge of \$8 such sum, not exceeding \$2, as he should find sufficient to cover his expenses.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Remarked that at present the issuers of licences were Dominion officials, and he considered that it would be an unfair and discreditable action to take their occupation away. He did not think, in fact, that they could be so cavalierly dealt with.

M. W.W. LYNCH (Brome): Considered that some bond should be exacted from the issuers

of licences for the proper performance of their duties.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that if bonds were exacted from the issuer no one would be found willing to act in that capacity, as the remuneration derived from the sale of licenses was very small.

La troisième clause est adoptée telle qu'amendée.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): For the 6th clause, proposed to substitute one section providing that no clergyman performing the ceremony of Holy Matrimony under license should be held responsible for any legal impediment existing between the parties so married, provided always that he be unaware of any irregularity at the time of performing the ceremony.

Le comité fait rapport avec amendements. Il est ordonné que ces amendements soient pris en considération demain.

Fonds d'emprunt municipal

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Présente, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 20 de novembre 1871, demandant un rapport spécifiant quelles municipalités, dans la province de Québec, ont emprunté sur le crédit du fonds consolidé d'emprunt municipal du Bas-Canada, les montants ainsi empruntés par chaque municipalité, la date de chaque emprunt, et la balance due par chaque municipalité sur les intérêts et le capital, jusqu'au 30 juin dernier. (Documents de la session, no 9.)

Indemnité des députés

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le député de Montmagny (M. T. Fournier) ne soumet-il pas aujourd'hui son bill concernant l'indemnité des députés?

M. T. FOURNIER (Montmagny): Je le remets à la semaine prochaine, à la demande de quelques-uns de mes amis.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement est prêt à discuter cette mesure.

Pratique de la médecine

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose la deuxième lecture du bill pour amender le chapitre 76 des Statuts refondus du Canada, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie, et l'étude de l'anatomie.

He explained the simple provision of the bill, that the bodies of persons found dead and publicly exposed, or of those who, immediately

before their death, had, during thirty days, been supported in and by any public institution, receiving pecuniary aid from the Provincial Government, shall be delivered over to the professors of schools of médecine for the purpose of affording subjects for dissection for students of anatomy. The study of medicine was a most important one. Of its most important branches, the study of anatomy could not be prosecuted without the dissection of the human body, and at present there was much difficulty in obtaining subjects for the schools. Students were exposed to great dangers in the acquirement of their profession and they were obliged to obtain subjects by hook or crook. The provisions of the existing law were insufficient, hence his introduction of a measure of amendment.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Said that the proposed measure was a grave one. He should like to know from the Hon. Member whether he had been requested to bring this measure by the directors of any of the recognized schools of médecine; and whether he was positive that there was any pressing lack of subjects for the dissecting rooms. He must consider the sacredness with which the dead body of a relative was held by most people; the disgrace which people considered attaching to a family, the remains of one of whose departed members had been given over to "the doctors". He thought the proposed amendment was too sweeping. Why should relatives not be allowed a reasonable time in which to claim the body.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Said the necessity was a hard one, but it existed. That there was a great lack of subjects he could state with certainty, and he had a letter from a prominent professor stating that the want was very deeply felt. In fact the body snatching cases which we heard of lately were necessitated by this want. Body snatching was a dangerous operation, as he could state from experience, having been twice shot at while engaged in carrying off a corpse. Students had a hard enough time of it without being driven to body snatching in order to perfect themselves in their studies, and the Legislature should make such provision for them as lay in its power.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Said that it was not wise for Mr. Lafontaine to confess to having been engaged in body snatching, for he imposed upon the law officers of the Crown the painful duty of indicting him for the offence. Mr. Oumet did not believe that any direct necessity for the legislation asked for by his Hon. friend

opposite existed. A very heartless measure was proposed. The body of any one, who should be reduced to the painful necessity of dying in hospital, or in the sick-ward of a public institution, who had laid ill for thirty days, was to be carted off to the dissecting room immediately. The relatives were to have no right to claim the body and have the last ceremonies of the church performed. The measure was altogether too sweeping in its simple provision. He thought a Select Committee should take it in hand and divest it of some of its unattractiveness and see, indeed, if there was any need of its being made law at all. He thought that the system now obtained in Europe and the United States of using fac-similes of the human body might be tried here with success, and the necessity of dissecting the bodies of the dead done away with. He thought the provisions of the statutes were amply sufficient for all the purposes of the Schools.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Si l'honorable ministre (M. Oumet) est malade un jour, je ne lui souhaite pas de tomber entre les mains d'un médecin qui n'ait étudié la médecine que sur des modèles. Il sera bien mal traité.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Avant de me rendre à l'école de médecine de Montréal, j'ai étudié sur des modèles et je me suis aperçu que je n'apprenais que très peu de choses.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Said the Honorable Ministers had asked if there was a lack of subjects. He could answer that there was a very decided want felt, and the market price had gone up to a great extent. The Legislature should encourage the study of medicine as much as possible, and in this branch of anatomy the schools needed all possible aid. There were some three hundred students in Montreal, where the want was felt in the highest degree, and he held that some more adequate provision should be made for them.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Was surprised that the Honorable gentlemen should come before the House for legislation which the schools had not asked for. He had been informed by a learned professor that an abundance of subjects were to be had from the United States at a lower rate than at home. He thought the amendments too sweeping, and held that a committee should enquire into the matter.

La deuxième lecture du bill est remise à plus tard.

La Chambre s'ajourne à cinq heures.

Séance du 22 novembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et vingt.

Aide aux chemins de fer

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier a reçu la lettre suivante de la Compagnie du chemin de fer des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, en réponse à la lettre du greffier, contenant copie de l'ordre de la Chambre, du 14 novembre courant.

Drummondville, 21 novembre 1871.

A.G.M. Muir, écuyer,
Greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 15 courant, qui contient un ordre de l'Assemblée législative, en vertu duquel les directeurs des différentes compagnies de chemin de fer incorporées qui ont reçu de l'aide, soit par un octroi de terres, ou soit par un octroi d'argent, sont requis de faire rapport à l'Assemblée législative de l'état des affaires desdites compagnies, depuis l'époque de leurs incorporations.

En réponse, je dois vous dire que, comme le chemin de fer des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska n'est pas encore en opération, et n'a pas encore reçu d'octroi de terres ou d'argent du gouvernement, je suis d'avis que cet ordre ne s'applique pas à ladite compagnie.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

E.G. Hemming,
Président de la Cie du chemin de fer de
R.D.A.

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que son warrant, pour la nomination des membres du comité général des élections, est sur la table. Et ledit warrant est comme suit :

Conformément à la trente et unième section du chapitre sept des statuts refondus de la ci-devant province du Canada, intitulé: "Acte concernant les élections parlementaires contestées".

Je nomme Pierre Bachand, écuyer, député du district électoral de Saint-Hyacinthe; Sydney Bellingham, écuyer, député du district électoral d'Argenteuil; Francis Cassidy, écuyer, député du district électoral de Montréal-Ouest; Joseph-Hyacinthe Bellerose, écuyer, député du

district électoral de Laval; Pierre Fortin, écuyer, député du district électoral de Gaspé, et Charles-François Roy, écuyer, député du district électoral de Kamouraska, pour être membres du comité général des élections pour la présente session.

Donné sous mon seing, ce vingt-deuxième jour de novembre mil huit cent soixante et onze.

J.-G. Blanchet.
Orateur.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Holton, la pétition de la Société bienveillante des dames de Montréal.

Par M. Lynch, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de Missisquoi et de la Rivière Noire.

Par M. Esinhart, la pétition de J.-B. Varin et autres, de la paroisse de Laprairie; la pétition de A. Pinsonneault, M. P. et autres, de la paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur; la pétition du révérend P.-T. Hurteau, et autres, de la paroisse de Saint-Constant; et la pétition de Jos. Normand in et autres, de la paroisse de Saint-Philippe, toutes dans le comté de Laprairie.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition de l'honorable Gédéon Ouimet et autres, de la cité de Montréal, et la pétition du révérend V. Rousselot et autres, le curé et les marguilliers de la Fabrique de Notre-Dame de Montréal.

Par M. Pozer, la pétition du révérend Charles Hallé et autres, des townships d'Aylmer, Gayhurst et Spaulding.

Par M. Joly, la pétition de H.-G. Joly et autres, de la cité de Québec.

Par M. Marchand, la pétition de James Bissett et autres, de la ville de Saint-Jean.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Félix Gauthier et autres, de F.-X. Cadieux et autres, tous de la paroisse de Saint-Simon, de Ant. Casavant et autres, de la paroisse de Saint-Dominique, du révérend Thomas Kelly et autres, du village de Philipsburg, et de A. S. Walbridge et autres; demandant respectivement un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer de la Baie de Missisquoi jusqu'aux eaux du Saint-Laurent.

De l'Association de la salle d'asile Saint-Patrice, Montréal; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

De l'Institution des aveugles, asile Nazareth, Montréal; demandant de l'aide.

De l'asile des Orphelines protestantes, de l'asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre, tous de la cité de Québec, de la faculté médicale de l'université McGill, Montréal, et de l'hospice de la ville de Joliette; demandant respective-

ment que leur allocation annuelle soit continuée.

De l'asile, rue Bonaventure, de l'asile Nazareth, et de l'asile de Saint-Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum, tous de la cité de Montréal; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Des soeurs de l'asile de la Providence, Montréal; demandant de l'aide pour la salle d'asile du Sacré-Coeur de ladite cité.

Du révérend A. Thibault et autres, de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly; demandant de l'aide pour l'hôpital Saint-Joseph de Chambly.

Du révérend P. H. Beaudet et autres, du township de Bagot, comté de Chicoutimi; demandant la remise d'une partie des intérêts et rentes dues au gouvernement sur les terres de leur localité, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

Du révérend L.H. Richard et autres, de la paroisse de Saint-Wenceslas, township d'Aston; demandant de l'aide pour construire un pont sur la rivière Bécancour.

De Pierre Beaulieu et autres, de la paroisse de Saint-Ambroise, comté de Québec; demandant de l'aide pour un chemin dans ladite paroisse.

Du révérend A. Labelle et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne; demandant de l'aide pour terminer les chemins appelés Chemin Morin, Chemin de Saint-Hippolyte et les Mille Isles; pour ouvrir un chemin à travers les townships de Howard et Montcalm, et pour achever les arpentages des townships d'Howard et Wolfe.

De Téléphore-Eusèbe Normand, notaire public, de la paroisse de Sainte-Marie-Magdeleine, dite Cap-de-la-Magdeleine, dans le district électoral de Champlain, alléguant:

Que votre pétitionnaire avait droit de voter et a voté à la dernière élection d'un membre pour le district électoral (comté) de Champlain, pour servir en Parlement, pour la province de Québec.

Que, à ladite dernière élection d'un membre pour servir dans le présent parlement pour ledit district électoral (comté) de Champlain, dans le mois de juin, mil huit cent soixante et onze, un nommé François-Xavier-Anselme Trudel, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, écuyer, et Robert Trudel, de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, dans le comté de Champlain, notaire public, et Téléphore-Eusèbe Normand, de la paroisse de Sainte-Marie-Magdeleine, appelée Cap-de-la-Magdeleine, dans ledit district électoral (comté) de Champlain, notaire public, étaient candidats pour représenter ledit district électoral dans le présent Parlement.

Que ledit Téléphore-Eusèbe Normand était candidat dûment qualifié à représenter ledit district électoral (comté) de Champlain, dans l'Assemblée législative pour la province de Québec.

Qu'un poll ayant été demandé, fut accordé par l'officier rapporteur pour ledit district électoral, pour le vingtième et vingt et unième jour de juin, mil huit cent soixante et onze.

Que ledit François-Xavier-Anselme Trudel, fut, par ledit officier rapporteur, déclaré avoir eu la majorité des votes à ladite élection, et avoir été dûment élu et a été rapporté comme membre dûment élu pour servir dans le présent Parlement pour ledit district électoral (comté) de Champlain.

Que, avant et durant ladite élection, ledit François-Xavier-Anselme Trudel, par lui-même et par ses agents, amis et cabaleurs, s'est rendu coupable de divers actes de subornation et de corruption, pour corrompre et engager à voter, et de fait, par ses agents, ses cabaleurs et ses amis, et par plusieurs autres personnes employées à son service, par des dons, présents, argent, récompenses et par promesses et conventions et cautionnements pour argent, emplois et récompenses, et par menaces, intimidation, influence induite et autres menées corruptrices et illégales, par actes et moyens, a corrompu et engagé diverses personnes ayant, ou prétendant avoir droit de voter à ladite élection, à donner leurs votes en sa faveur, lui, ledit François-Xavier-Anselme Trudel, ou à s'abstenir de donner leurs votes en faveur dudit Téléphore-Eusèbe Normand.

Que ledit François-Xavier-Anselme Trudel, en raison de ces menées corruptrices et illégales, était et est entièrement incapable d'être élu et inéligible pour servir dans le présent Parlement, pour le district électoral (comté) de Champlain; et que ladite élection et ledit rapport d'élection dudit François-Xavier-Anselme Trudel, étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, que, après l'émanation et la vérification du bref pour tenir ladite élection, et avant, et lors et durant ladite élection, ledit François-Xavier-Anselme Trudel, par lui-même et par ses agents, ses amis et ses partisans, par divers voies et moyens, de sa part ou à ses frais, directement et indirectement, a fait des présents, et a procuré aux personnes ayant droit de voter durant et à ladite élection, de l'argent, de la viande, des boissons, des rafraîchissements et des provisions; et a fait des présents, des dons, et a accordé des récompenses, et procuré des rafraîchissements aux et pour les personnes ayant droit de voter durant et à ladite élection, et à et pour l'usage, l'avantage et le bénéfice; l'emploi, le profit et l'avancement de telles personnes, afin que ledit François-Xavier-Anselme Trudel fût élu pour servir dans le présent Parlement, pour ledit district électoral (comté) de Champlain.

Qu'en raison desdites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, ledit François-Xavier-Anselme Trudel était et est entièrement incapable d'être élu, et inéligible pour servir dans le présent Parlement, pour ledit district électoral (comté) de Champlain; et que ladite élection et ledit rapport d'élection.

étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'après l'émanation et la vérification du bref pour tenir ladite élection, et avant, lors et durant ladite élection, une subornation et une corruption grossières, considérables et systématiques, ouvertes et notoires furent pratiquées et mises en oeuvre par diverses personnes, étant les amis, les supporteurs et partisans dudit François-Xavier-Anselme Trudel, et que ladite élection et ledit rapport d'élection dudit François-Xavier-Anselme Trudel ont été obtenus au moyen de telles subornation et corruption.

Qu'en raison desdites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, ladite élection et ledit rapport d'élection dudit François-Xavier-Anselme Trudel étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'après l'émanation et la vérification du bref pour tenir ladite élection, et avant, lors et durant ladite élection, la fraude, l'intimidation et la contrainte furent employées par les amis, les agents et les cabaleurs, et par diverses personnes de la part dudit François-Xavier-Anselme Trudel, sur diverses personnes ayant droit de voter à ladite élection, au moyen desquelles plusieurs personnes qui, sans ces menées corruptrices et illégales, auraient voté en faveur dudit Télesphore-Eusèbe Normand, furent engagées et forcées de voter en faveur dudit François-Xavier-Anselme Trudel, et que diverses autres personnes dûment qualifiées à voter qui, autrement auraient voté en faveur dudit Télesphore-Eusèbe Normand, furent forcées de s'abstenir de voter.

Qu'en raison des prémisses énoncées ci-dessus, ladite élection et ledit rapport d'élection dudit François-Xavier-Anselme Trudel sont entièrement nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'après l'émanation et la vérification du bref pour tenir ladite élection, et qu'avant, lors et durant ladite élection, ledit François-Xavier-Anselme Trudel, directement ou indirectement, par lui-même et par d'autres, ses agents, ses amis et ses partisans, pour son propre compte, a prêté et est convenu de donner et prêter, et de fait, a offert et promis de procurer et a promis et s'est efforcé de procurer de l'argent, et des considérations valables, à et pour diverses personnes, en faveur de tels voteurs, et à et en faveur de diverses autres personnes pour porter tels voteurs à voter pour lui, ledit François-Xavier-Anselme Trudel, ou pour les empêcher de voter pour ledit Télesphore-Eusèbe Normand.

Et votre pétitionnaire affirme qu'en raison desdites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, ledit François-Xavier-Anselme Trudel était et est coupable de subornation, et que ledit François-Xavier-Anselme Trudel était et est entièrement incapable d'être élu, et inéligible pour servir dans ce présent Parlement pour ledit district électoral (comté)

de Champlain, et que ladite élection et ledit rapport d'élection dudit François-Xavier-Anselme Trudel sont nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'avant, lors et durant ladite élection, ledit François-Xavier-Anselme Trudel a, directement et indirectement, par lui-même et par d'autres, ses agents, amis et partisans, de sa part, donné, procuré, et est convenu de donner et de procurer, et a offert, promis, et a promis de procurer et s'est efforcé de procurer divers emplois, places et situations, à et pour divers voteurs, et à et pour diverses personnes en faveur de divers voteurs et à et pour diverses autres personnes, afin d'induire tels voteurs à voter pour lui, ledit François-Xavier-Anselme Trudel, et à et pour diverses autres personnes, afin de les induire à ne pas voter pour ledit Télesphore-Eusèbe Normand.

Et votre pétitionnaire affirme, qu'en raison des dites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, ledit François-Xavier-Anselme Trudel était et est coupable de subornation, et est entièrement incapable d'être élu, et inéligible pour servir dans ce présent Parlement, pour ledit district électoral (comté) de Champlain, et que ladite élection et ledit rapport d'élection du dit François-Xavier-Anselme Trudel étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, que ledit François-Xavier-Anselme Trudel, avant, lors et durant ladite élection, a fait, directement et indirectement, par lui-même et par d'autres, ses agents, amis et partisans et autres, à son avantage, divers présents, prêts, offres, promesses, et a procuré et est convenu de procurer, à et pour divers voteurs, et à et pour diverses autres personnes en faveur de divers voteurs, et à et pour diverses autres personnes pour induire tels voteurs et telles personnes à gagner et à s'efforcer de gagner le retour du dit François-Xavier-Anselme Trudel pour servir en Parlement, et pour s'efforcer d'obtenir les votes de divers voteurs à ladite élection pour lui, ledit François-Xavier-Anselme Trudel.

Et votre pétitionnaire affirme qu'en raison des dites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, ledit François-Xavier-Anselme Trudel était et est coupable de subornation, et que ledit François-Xavier-Anselme Trudel était et est entièrement incapable d'être élu, et inéligible pour servir dans le présent Parlement pour ledit district électoral (comté) de Champlain, et que ladite élection et ledit rapport d'élection du dit François-Xavier-Anselme Trudel étaient et sont nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, que ledit François-Xavier-Anselme Trudel, a, directement par lui-même, et indirectement par d'autres, ses agents, amis et partisans, et autres personnes dûment autorisées par ledit François-Xavier-Anselme Trudel, loué et promis de payer, et de fait, a payé pour divers chevaux,

attelages, calèches et autres voitures pour transporter les électeurs aux, ou près du poll ou des polls et en revenir, lors de ladite élection.

Et votre pétitionnaire affirme, qu'en raison des dites menées illégales et corruptrices, ledit François-Xavier-Anselme Trudel était et est entièrement incapable d'être élu et inéligible pour servir dans le présent Parlement pour ledit district électoral (comté) de Champlain, et que ladite élection et ledit rapport d'élection du dit François-Xavier-Anselme Trudel, étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

C'est pourquoi votre pétitionnaire prie humblement que votre Honorable Chambre veuille prendre les énoncés ci-dessus en considération, et déclarer ladite élection et ledit rapport d'élection du dit François-Xavier-Anselme Trudel, nuls et de nul effet, et accorder à votre pétitionnaire telle autre et plus ample assistance que, dans sa sagesse, la Chambre jugera convenable.

De Simon-Xavier Cimon, de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, dans le comté de Charlevoix, dans le district du Saguenay, cultivateur, alléguant:

Que votre pétitionnaire était, et est maintenant électeur qualifié à voter, et qu'il avait droit de voter à la dernière élection d'un membre pour le district électoral (comté) de Charlevoix, pour servir dans le présent Parlement pour la province de Québec.

Qu'à ladite élection d'un membre pour servir dans le présent Parlement, pour ledit district électoral (comté) de Charlevoix, dans le mois de juin, mil huit cent soixante-et-onze, Adolphe Gagnon, marchand, de la paroisse de la Baie-Saint-Paul, dans ledit district électoral (comté) de Charlevoix, et Léon-Charles Clément, notaire public, de la paroisse des Eboulements, dans ledit district électoral (comté) de Charlevoix, étaient candidats pour représenter ledit district (comté) de Charlevoix, dans ledit Parlement.

Qu'un poll ayant été demandé, fut accordé par l'officier rapporteur pour ledit district électoral (comté) de Charlevoix, pour les vingt-septième et vingt-huitième jours de juin, mille huit cent soixante et onze.

Que ledit Adolphe Gagnon fut déclaré, par ledit officier rapporteur, comme ayant été légalement élu, et fut rapporté comme membre duement élu pour servir dans le présent Parlement, pour ledit district électoral (comté) de Charlevoix.

Que, avant et pendant ladite élection, ledit Adolphe Gagnon, par lui-même, et au moyen de ses agents, s'est rendu coupable de divers actes et menées corruptrices et de subornation, pour induire et corrompre, et a, par ses agents, ses employés et ses amis, fait des dons, des présents, en argent, en récompenses, et par promesses et engagements et garantie pour don en argent, emplois et récompenses, et par menaces, intimidation, influences indues, et par d'autres menées illégales et corruptrices, commis des actes et employé des moyens tendant à corrom-

pre, et à induire diverses personnes ayant droit de voter à ladite élection, à donner leur vote en sa faveur, lui, ledit Adolphe Gagnon, ou à les empêcher de donner leur vote en faveur dudit Léon-Charles Clément.

Que ledit Adolphe Gagnon, au moyen de menées illégales et corruptrices, était et est entièrement inéligible et incapable de servir dans ce présent Parlement, pour ledit district (comté) électoral de Charlevoix, et que ladite élection et ledit rapport d'élection dudit Adolphe Gagnon étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et que votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'après l'émission du bref pour tenir ladite élection, et avant et durant ladite élection, ledit Adolphe Gagnon a, par lui-même et par ses agents, ses amis et ses partisans, par divers moyens employés de sa part, ou à ses dépens, directement ou indirectement, fait présenter et parvenir aux personnes ayant droit de voter durant et à ladite élection, de l'argent, de la viande, des boissons, des rafraichissements et des provisions, et a fait des présents, des dons, des récompenses et a donné des rafraichissements, en faveur des personnes ou aux personnes ayant droit de voter pendant et à ladite élection, et pour l'usage, le bénéfice, l'avantage et l'emploi, le profit, et l'avancement de telles personnes, afin que ledit Adolphe Gagnon fût élu pour servir dans le présent Parlement, dudit district électoral (comté) de Charlevoix.

Qu'au moyen desdites menées corruptrices et illégales, ledit Adolphe Gagnon était et est entièrement devenu incapable d'être élu et inéligible, pour servir dans ce présent Parlement, pour le district électoral (comté) de Charlevoix, et que ladite élection et ledit rapport d'élection étaient et sont nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, que, après l'issue du bref pour tenir ladite élection et avant, lors, et durant ladite élection une subornation et une corruption grossière, étendue et systématique, ouverte et notoire, furent pratiquées et exercées sur diverses personnes, amis, supporteurs et partisans dudit Adolphe Gagnon, et que ladite élection, et ledit retour d'élection, dudit Adolphe Gagnon, ont été obtenus au moyen de telles subornation et corruption.

Qu'à raison des pratiques illégales et corruptrices en dernier lieu mentionnées, ladite élection, et ledit retour d'élection, dudit Adolphe Gagnon étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'après la vérification du bref pour tenir ladite élection, et avant et durant ladite élection, la fraude, l'intimidation et la contrainte furent employées par les agents, les amis et les cabaleurs et par d'autres personnes en faveur dudit Adolphe Gagnon, sur diverses personnes ayant droit de voter à ladite élection, au moyen desquelles plusieurs personnes qui, sans ces menées corruptrices et illégales, auraient voté

en faveur dudit Léon-Charles Clément, et qui ont été induites et forcées à voter en faveur dudit Adolphe Gagnon, et que diverses personnes dûment qualifiées à voter, qui auraient voté autrement en faveur dudit Léon-Charles Clément, furent forcées de s'abstenir de voter.

Qu'en vertu de ce qui est mentionné ci-dessus, ladite élection et ledit retour d'élection dudit Adolphe Gagnon sont entièrement nuls.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'après l'émission du bref pour tenir ladite élection et avant, durant et après ladite élection, ledit Adolphe Gagnon directement et indirectement, lui-même et par d'autres, par ses agents, ses amis et ses partisans, pour son propre bénéfice, a donné, prêté et est convenu de donner et prêter et d'offrir, et a promis de procurer, et de fait, a promis et s'est efforcé de procurer de l'argent, et des considérations valables, à et en faveur de divers voteurs, et à et en faveur de diverses personnes en faveur de tels voteurs, et à et pour diverses autres personnes pour induire tels voteurs à voter pour lui, ledit Adolphe Gagnon, ou pour les empêcher de voter pour ledit Léon-Charles Clément.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'au moyen des susdites menées corruptrices et illégales susdites, en dernier lieu mentionnées, ledit Adolphe Gagnon était et est coupable de subornation, et que lui, ledit Adolphe Gagnon, était et est entièrement incapable d'être élu, et inéligible pour servir dans ce présent Parlement pour ledit district électoral (comté) de Charlevoix, et que ladite élection et ledit retour d'élection dudit Adolphe Gagnon, étaient et sont nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, que ledit Adolphe Gagnon a, avant et durant ladite élection, directement et indirectement, par lui-même et par d'autres, ses agents, ses amis et ses partisans, et par d'autres personnes de sa part, fait dons, présents, prêts, offres, promesses, a fait avoir et s'est engagé à et en faveur de divers voteurs, et à et en faveur de diverses autres personnes, pour induire tels voteurs et telles personnes à obtenir et à s'efforcer d'obtenir le retour dudit Adolphe Gagnon pour servir dans le parlement, et à s'efforcer de gagner les votes des divers voteurs de ladite élection, pour lui, ledit Adolphe Gagnon.

Et votre pétitionnaire affirme qu'en raison desdites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, ledit Adolphe Gagnon était, et est coupable de subornation, et que lui, ledit Adolphe Gagnon, était et est entièrement incapable d'être élu et inéligible pour servir dans le présent Parlement pour ledit district électoral (comté) de Charlevoix, et que ladite élection et ledit retour d'élection dudit Adolphe Gagnon, étaient et sont nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, que ledit Adolphe Gagnon a, directement, par lui-même, et indirectement par d'autres, ses agents, ses amis et ses partisans, et autres personnes autorisées à ce faire, par ledit Adolphe Gagnon,

loué, et promis de payer, et de fait, a loué, et promis de payer, et a payé pour divers chevaux, attelages, calèches et autres voitures pour transporter les électeurs au ou près du poll, et en revenir.

Et votre pétitionnaire affirme, qu'en raison desdites menées, corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, ledit Adolphe Gagnon était et est entièrement incapable d'être élu, et inéligible pour servir dans le présent Parlement, pour le district électoral (comté) de Charlevoix, et que ladite élection et ledit retour d'élection dudit Adolphe Gagnon étaient et sont nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme que, avant et durant ladite élection, plusieurs agents, des amis et des partisans dûment autorisés à transporter, sans dépenses, aux ou près des polls, et en revenir, divers électeurs, pour les induire à voter pour ledit Adolphe Gagnon, et pour prévenir et empêcher divers autres électeurs de voter pour ledit Léon-Charles Clément, ont reçu dudit Adolphe Gagnon diverses sommes d'argent pour être répandues, par eux, en telles subornation et corruption susdites.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'en raison desdites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, ledit Adolphe Gagnon était et est entièrement incapable d'être élu, et inéligible pour servir dans le présent Parlement pour le district électoral (comté) de Charlevoix, et que ladite élection et ledit retour d'élection dudit Adolphe Gagnon étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et c'est pourquoi, votre pétitionnaire prie, humblement, que votre honorable Chambre veuille prendre les exposés ci-dessus en considération, et déclarer l'élection et le retour d'élection dudit Adolphe Gagnon nuls et de nul effet, et accorder à votre pétitionnaire telle autre assistance que votre honorable Chambre, dans sa sagesse, jugera convenable.

De Joseph-Marc Boucher et Louis-Marie Caron, tous deux de la paroisse de l'Islet, dans le district électoral de l'Islet, autrement appelé le comté de l'Islet, tous deux cultivateurs, alléguant:

Qu'en vertu d'un bref d'élection, portant la date du vingt-neuvième jour de mai dernier, et adressé à Thadée Michaud, de Saint-Jean, écuyer, agissant comme officier rapporteur, une élection a eu lieu pour le choix d'un membre devant servir durant la présente Législature de la province de Québec, dans ladite Assemblée législative de Québec, pour ledit district électoral de l'Islet.

Que durant tout le temps de ladite élection, lesdits pétitionnaires avaient droit de vote à ladite élection et que lesdits pétitionnaires étaient, là et alors, de l'âge complet de vingt et un ans et sujets de Sa Majesté, de naissance et n'étaient pas disqualifiés, à raison d'aucune chose contenue dans les trois premières sections du chapitre six des statuts refondus du Canada, ou dans l'Acte de l'Amérique britannique 1867.

à voter à ladite élection; et que lesdits pétitionnaires n'étaient pas autrement empêchés ou disqualifiés à voter à ladite élection, et que les noms de vos pétitionnaires étaient là et alors, et longtemps avant ladite élection, et pouvaient être vus, entrés, enregistrés et inscrits sur le dernier rôle d'évaluation alors révisé, corrigé et en force dans et pour ladite paroisse de l'Islet, dans le district électoral de l'Islet (et ne se trouvaient dans aucune cité ou ville ayant le droit d'envoyer un membre à ladite Assemblée législative de Québec), comme propriétaires de biens fonds entièrement situés dans les limites dudit district électoral de l'Islet, et de valeur réelle et évaluée de deux cents piastres, cours actuel de cette province, et que vos pétitionnaires étaient à l'époque de la préparation dudit rôle d'évaluation, et ont été continuellement depuis ce temps, et sont encore actuellement, chacun respectivement propriétaires desdits biens fonds individuellement et non comme associés ou par indivis.

Qu'en vertu dudit bref d'élection, la nomination de candidats, à et pour ladite élection, a été faite par ledit officier rapporteur le vingt-deuxième jour de juin dernier, dans la paroisse de Saint-Jean, dans ledit district électoral de l'Islet, et qu'à ladite élection, durant ladite nomination, les seuls candidats choisis, désignés et nommés par les électeurs là et alors présents, étaient et sont Pamphile-Gaspard Verreau, de Saint-Jean susdit, notaire, et l'honorable Luc Letellier, de la Rivière Ouelle, écuyer, notaire, ledit honorable Luc Letellier étant surnommé de Saint-Just, et qu'un poll pour prendre et enregistrer les votes à ladite élection a été là et alors demandé audit officier rapporteur par les deux candidats respectivement, et par divers électeurs dûment qualifiés à voter à ladite élection, là et alors présents et là et alors agissant de la part de chacun des deux candidats, et que ledit officier rapporteur, là et alors a accordé ledit poll et fixa la date de la tenue desdits polls au trentième jour de juin dernier et au premier jour de juillet dernier, dans et pour les différentes places de poll dudit district électoral de l'Islet, et que tel poll a été tenu le trentième jour de juin dernier et le premier jour de juillet dernier, dans le district électoral de l'Islet.

Que votre pétitionnaire vota alors, à ladite élection et que votre pétitionnaire ne remplissait pas la charge d'officier rapporteur ni de député officier rapporteur ni de clerc de poll de ladite élection, ni la charge de conseil, agent procureur commis d'aucun desdits candidats à ladite élection, et qu'il n'a reçu ni ne s'attendait à recevoir d'aucune personne quelconque pour agir en telle capacité que susdit, aucune somme d'argent, honoraire, charge, place ou emploi, ou aucune promesse, gage ou garantie quelconque, d'aucune somme d'argent, honoraire, charge, place ou emploi quelconque.

Qu'en aucun temps, durant ladite élection, votre pétitionnaire n'a rempli ni tenu aucune

des charges suivantes, nommément celles de juge en chef ou juge de la cour du Banc de la Reine pour la province de Québec susdite, et de la cour du Banc de la Reine et des plaids communs dans la province d'Ontario, dans cette Puissance, ou juge de la cour de Vice-Amirauté, dans ladite province de Québec, ou juge d'aucune cour d'Escheats, ou juge de Comté ou de Circuit, ou commissaire de Banqueroutes, ou recorder d'aucune ville, ou officier de douanes, ou greffier de la paix, ou registraire, shérif ou député shérif, ou greffier de la couronne, ou député greffier de la couronne, ou agent pour la vente des terres de la couronne, ou d'aucun officier employé à la perception des droits payables à Sa Majesté de la nature des droits d'accise, ni de chancelier, ni de vice-chancelier de ladite province d'Ontario, et que ledit pétitionnaire n'a pas, depuis cette date, tenu et rempli, ni qu'il tient et remplit maintenant aucune des charges mentionnées dans ce paragraphe.

Qu'en votant ainsi à ladite élection, vos pétitionnaires non influencés par aucun motif ou considération de corruption, et que, en aucun temps avant, durant et après ladite élection, votre pétitionnaire n'a loué à aucun des deux candidats ou à aucun agent d'aucun d'eux, aucun cheval, voiture ou autre véhicule, dans le but de transporter aucun électeur ou électeurs, à ou d'aucune place de poll à ladite élection.

Que votre pétitionnaire, durant tout le temps de ladite élection et continuellement depuis cette date, a été et est encore en pleine possession de ses droits et états civils.

Qu'une bonne et valable liste de voteur pour ladite paroisse de l'Islet, dans ledit district électoral de l'Islet, dûment faite par ordre alphabétique d'après le rôle de cotisation et d'évaluation, alors en force pour la paroisse en dernier lieu mentionnée et dûment affichée, par écrit, de la manière requise par la loi, dans le bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité, de la paroisse en dernier lieu mentionnée, et dûment attestée et certifiée par le serment du dit secrétaire-trésorier, de la manière requise par la loi, et dûment déposée parmi les archives de la municipalité de ladite paroisse en dernier lieu mentionnée, et dûment révisée et corrigée par autorité du conseil municipal de la municipalité, de la paroisse en dernier lieu mentionnée, et contre laquelle il n'y a eu aucune réclamation, et subséquemment affichée de nouveau dans le bureau dudit secrétaire-trésorier, en la manière voulue par la loi, et a été ainsi faite et exécutée en duplicata, et que dans moins de quinze jours à dater de l'achèvement de ladite liste électorale pour la paroisse en dernier lieu mentionnée, et plus d'un mois de calendrier avant la date dudit bref d'élection, ledit secrétaire-trésorier de la municipalité en dernier lieu mentionnée, avait délivré au registraire dudit district électoral de l'Islet, un duplicata de ladite liste électorale pour ladite paroisse en dernier lieu mentionnée,

certifiée et attestée de la manière voulue par la loi, pour la liste électorale originale conservée par ledit secrétaire-trésorier, duquel dépôt de la liste électorale en duplicata chez ledit registraire, il y a un certificat dudit registraire, sur ladite copie de ladite liste électorale dont s'est servi le député officier rapporteur à et pour la votation à ladite élection, à et pour ladite paroisse en dernier lieu mentionnée, et que les noms de vos pétitionnaires apparaissent enregistrés, entrés et inscrits sur ledit original, sur ledit duplicata et sur ladite copie de ladite liste électorale et que votre pétitionnaire a ainsi voté à ladite élection d'après cette dite liste électorale.

Qu'à ladite élection, il a été enregistré (polled) pour ledit honorable Luc Letellier, écuyer, cinq cent vingt six votes de personnes dûment qualifiées à voter à ladite élection, qui ont été évaluées et cotisées de la manière voulue par la loi, et dont les noms ont été inscrits de la manière voulue par la loi sur une liste électorale bonne et valable pour ledit district électoral de l'Islet, et alors la dernière en force dans ledit district électoral de l'Islet, et que sur les livres de poll employés à ladite élection, furent enregistrés, entrés et inscrits comme ayant voté pour ledit Pamphile-Gaspard Verreau, les noms de deux cent trente neuf personnes, qui, au temps de ladite élection, n'avaient aucun droit de voter à ladite élection.

Que desdits deux cent trente neuf personnes qui ont ainsi voté sans droit ou titre pour ledit Pamphile-Gaspard Verreau, les personnes suivantes, au nombre de cent quatre, ont ainsi illégalement voté pour ledit Pamphile-Gaspard Verreau, à la place du poll tenu dans et pour ladite paroisse de Saint-Jean, autrement appelée Saint-Jean-Port-Joly, dans ledit district électoral de l'Islet, et leurs votes ont été calculés et comptés par ledit officier rapporteur pour ledit Pamphile-Gaspard Verreau, savoir: Louis Bélanger, Benjamin Bélanger, père, Louis Claude Bélanger, Pierroche Germain Bélanger, Abraham Bourgault, Louis Bélanger, Honoré Bélanger, Patrick Barnwell, Frédéric Caron, Fabien Colin, Germain Chouinard, Alexandre Caron, Joseph Caron, Désiré Chrisman, Narcisse Chouinard, François St. Denis Caron, fils, Joseph Cloutier, Joseph Rémi Couillard, Severin Daniel, Paul Daniel, Félix Daniel, Michel Duval, Paschal Dupont, François Duval, Joseph (fils de Pierre) Dutremble, Nicolas Daniel, Calixte Desprès, George Dionne, Louis Marie Fournier, François Fournier (fils de Joseph), François Fournier, Joseph Gagnon, Régis alias Registre Gagnon, Olivier Gourdeau, Joseph Gagnon, Pierre Jean, Narcisse Jean, Marcel Lefebvre, Eloi Leblanc, Narcisse Lavallée, Lucien Legros, Prudent Laprise, Hubert Morin, Henri Morin, Narcisse Meville, Pierre Moreau, Xavier Ouellet, Nazaire Ouellet, Gaspard Pelletier, Célestin Perreault, Michel Poitras, Cyprien Poitras, Désiré Raymond, Elise Raymond, Louis Tremblay, Louis Toussaint, Olivier Toussaint, Marcel Vaillan-

court, Louis Anctil, Sifroid Bélanger, Eugène Gamache, Hubert Hébert, Rémi Ouellet, Sinaï Caron, Edouard Caron, Adolphe Caouette, bourgeois (rentier), Abraham Caron, bourgeois (rentier), François alias Lamère Caron, bourgeois (rentier), Dominique Caron, bourgeois (rentier), Joseph Caron, Joseph-Marie Caron, Elzéar Chouinard, J.-B.-Michel Dubé, Louis Petitgas, Duval, Joseph Desrosiers, Eugène Dubé, Charles Duval, Servule Dumas, Louis Fournier, Narcisse Fortier, fils, Calixte Dubé, Raphaël Dubé, François-Charles Fortin, bourgeois (rentier), B. Jean Jean, William Leblanc, Clément Leclerc, Anicet Lord, père, bourgeois (rentier), Onézime Moreau, Michel Moreau, bourgeois (rentier), Alexis Ouellet, bourgeois (rentier), Louis Pelletier, bourgeois (rentier), Damase Poitras, Arthur Poitras, J.-B. Baby Thibault, bourgeois (rentier), Benjamin Chouinard, Joseph Gagnon, Honoré Gagnon, Damase Moineau, David Toussaint, Séverin Thibault et Jacob Toussaint; et que des cent quatre personnes sus-nommées, toutes celles dont la profession n'est pas indiquée sont cultivateurs.

Que, lorsque les rôles d'évaluation et de cotisation de ladite paroisse de Saint-Jean eurent été faits et parfaits, complétés et déposés, et que la prétendue liste des voteurs dont s'est servi le député officier rapporteur à ladite élection, pour ladite paroisse de Saint-Jean, eut été faite, préparée et compilée, et basée comme il est prétendu sur lesdits rôle d'évaluation et de cotisation, aucune desdites cent quatre personnes sus-nommées, qui ont ainsi illégalement voté pour ledit Pamphile-Gaspard Verreau, à ladite élection, n'était propriétaire, occupant ou locataire, et aucun n'avait son nom inscrit sur lesdits rôles d'évaluation et de cotisation, comme propriétaire, locataire ou occupant d'aucune propriété immobilière dans les limites de ladite paroisse de Saint-Jean de la valeur, ou de la valeur taxée, de deux cents piastres et plus, argent courant de cette province, ou de la valeur annuelle, ou de la valeur annuelle et taxée de vingt piastres et plus, argent dit cours, et qu'aucune desdites cent quatre personnes, n'avait à l'époque de ladite élection, son nom inscrit comme propriétaire, locataire ou occupant, sur aucun rôle légal et valide d'évaluation ou de cotisation, pour ladite paroisse de Saint-Jean, ni sur aucune liste de voteurs, valide et légale, préparée par ordre alphabétique, d'après un rôle valide et légal d'évaluation ou de cotisation, pour ladite paroisse de Saint-Jean, ni sur aucune liste de voteurs valide et légal pour ladite paroisse de Saint-Jean, attestée ou certifiée par serment du secrétaire-trésorier de la municipalité de ladite paroisse de Saint-Jean, ni affichée comme la loi le requiert, ou déposée dans les archives de ladite municipalité de ladite paroisse mentionnée en dernier lieu, par ledit secrétaire-trésorier, ni révisée ou corrigée par aucune autorité compétente ou par l'opération de la loi, ni dressée en duplicata, l'original étant gardé par ledit secrétaire-trésorier nommé en

dernier lieu, ni de laquelle un certificat attesté par ledit secrétaire-trésorier en dernier lieu mentionné, dans la forme requise par la loi, et n'a pas été déposée, par ledit secrétaire-trésorier en dernier lieu nommé, chez ledit registrateur, dans les quinze jours qui ont suivi sa préparation, et un mois au moins avant l'émanation du bref de ladite élection.

Que la prétendue liste de voteurs, dont une copie a servi au député officier rapporteur à ladite élection pour ladite paroisse de Saint-Jean, était et est illégale, nulle et de nul effet, et, n'était et n'est pas revêtue d'aucune des formalités requises par la loi, pour la rendre valide et efficace, ou pour que ladite liste de voteurs en dernier lieu mentionnée, ou ladite copie en dernier lieu mentionnée, pût servir à ladite élection.

Que, pour la même raison, des deux cent trente-neuf personnes qui ont ainsi voté sans droit et sans titre à ladite élection pour ledit Pamphile-Gaspard Verreau, les personnes dont les noms suivent au nombre de cent trente-cinq ont aussi illégalement voté pour ledit Pamphile-Gaspard Verreau, au lieu où se tenait le poll pour la localité appelée la paroisse de Saint-Aubert, dans ledit district électoral de l'Islet, et cependant leurs votes furent enregistrés et comptés en faveur dudit Pamphile-Gaspard Verreau, savoir: Valentin Ancil, Joseph Ancil, Gatien Ayot, Benjamin Bélanger, Gaspard Bourgault, Guillaume Bourgault, Louis-Claude Bélanger, Prosper Bernier, Bénoni Bernier, Prudent Bernier, François Bélanger, Charles Bélanger, Frédéric Bélanger, Pierre Bélanger, Benjamin Bélanger (fils de B-Pierre Bélanger), Germain Bélanger, Pierre Blanchet, Joseph Bernier, Stanislas Caron, Edouard Caron, Cyprien Caron, Frédéric Caron, marchand et commerçant, Frédéric Caron, artisan, Jacob Chouinard, Fabien Caron, Frédéric Caron, marchand et commerçant, Isaac-Pierre Caron, Abraham Caron, père, Thadée Caron, Onésime Chrétien, Adolphe Caouette, Ignace Caron, François Caron, William Caron, Benjamin Caron, Edouard Chouinard, Frédéric Caron alias Moreau, Antoine Caron, Joseph Caron, Cyprien Caron, Philippe Caron, Noël Caron, Joseph Caron, Frédéric Caron, marin, navigateur, Grégoire Caron, marchand et commerçant, Henri Chouinard, journalier, Eugène Chouinard, fils, A.-B.-Cyprien Caouette, Dominique Caron, Joseph Caron alias Petithomme, Barthélémi Caouette, Louis Côté, Arthur Caouette, Narcisse Daigle, Isaïe Déchêne, Joseph Dubé, Joseph Dupont, Jacob Duval, Gédéon Duval, Joseph DuTrémblés, Jacob Desrosiers, François Déchêne, Charles Duval, fils, Amable Duval, Cyreas Dubé, Jean Fortin, Vénérend Fortin, Louis-Marie Fournier, Narcisse Fradette, Gaspard Fournier, Octave Fradette, Chrysostôme Fortin, Michel Fournier, Servule Fournier, Marc Fortin, Hypolite Fortin, Octave Fortin, Cyréas Fournier, Rémi Fournier, Paul Fournier, Lucien Francoeur, Joseph Goudreault, Joseph Goudreault, Louis Gamache,

père, Jean-Baptiste Jean, Fonjamy, Désiré Joncas, Cyprien Jean, Joseph Jean, François Jean, agent, Pierre Leblanc, père, Alfred Labbé, Louis-Marie Lord, Pierre Lacroix, Germain Leblanc, Cyprien Leblanc, Pierre Labbé, Joseph Lapierre, Prudent Morin, Louis Mignard, Zéphirin Morin, Cléophas Méthot, Israël Ouellet, Philippe Pelletier, Severin Pelletier, Joseph Pelletier, Edouard Pellerin, Jean-Baptiste Pellerin, fils, Jean Paradis, François Raymond, Onézine Robichaud, Germain St. Pierre, Antoine St. Pierre, forgeron, Basile St. Pierre, Jean-Baptiste Sénéchal, Octave Tremblay, Edouard Thibault, François-Hilaire Chouinard, Pierre Caron, père, François Fournier, Sifroy Fortin, Dominique Gagnon, Augustin Jean, Charles Leclerc, Clément Leclerc, Joseph Pelletier alias Bourguignon, Jean-Baptiste Pelletier, Cyprien Pelletier, Jean-Baptiste Pelletier, père, et Amable Tremblay; et que, sur les cent trente-cinq personnes ci-dessus nommées en dernier lieu, toutes celles, auxquelles aucune profession n'est assignée, sont cultivateurs par état.

Que quand les rôles d'évaluation et de cotisation pour ladite paroisse de Saint-Aubert furent faits et exécutés, complétés et déposés, et quand la prétendue liste de voteurs dont s'est servi le député officier rapporteur à ladite élection pour ladite paroisse de Saint-Aubert, fut faite, préparée et complétée, et paraît avoir été basée sur lesdits rôles d'évaluation et de cotisation en dernier lieu mentionnés, aucune des dites cent trente-six personnes nommées en dernier lieu, comme ayant voté ainsi illégalement pour ledit Pamphile-Gaspard Verreau, à ladite élection, n'était propriétaire, occupant ou locataire ou occupant, d'aucune propriété foncière, en dedans des limites de ladite paroisse de Saint-Aubert, de la valeur, ou de la valeur cotisée, de deux cents piastres et au-dessus, argent courant de cette province, ou de la valeur annuelle, ou du montant annuel cotisé de vingt piastres et au-delà, argent du cours susdit; et qu'aucune des dites cent trente-six personnes nommées en dernier lieu, au temps de ladite élection, n'avait son nom inscrit comme tel propriétaire, locataire ou occupant sur aucun rôle valide et légal d'évaluation et de cotisation, pour la dite paroisse de Saint-Aubert, ou sur aucune liste légale et valide de voteurs, préparée par ordre alphabétique d'après aucun rôle légal et valide d'évaluation ou de cotisation, pour ladite paroisse de Saint-Aubert, ou sur aucune liste légale ou valide de voteurs, pour ladite paroisse de Saint-Aubert, attestée ou certifiée sous serment par le secrétaire-trésorier en dernier lieu mentionné, affichée ou déposée parmi les archives de ladite municipalité de ladite paroisse en dernier lieu mentionnée, par le dit secrétaire-trésorier tel que la loi requiert, ou révisée ou corrigée par aucune autorité compétente ou par l'opération de la loi, ou faite en duplicata, ledit secrétaire-trésorier en dernier lieu mentionné, ayant retenu l'original, ou dont un duplicata, certifié et attesté par ledit secré-

taire-trésorier en dernier lieu nommé, dans les formes requises par la loi, n'avait été déposée par ledit quinze jours qui ont suivi sa préparation et au moins un mois avant la date du bref d'élection.

Que la prétendue liste des voteurs, dont une copie a servi au député officier rapporteur à ladite élection, pour ladite paroisse de Saint-Aubert, était et est illégale, nulle et de nul effet, et n'était pas et n'est pas revêtue des formalités requises par la loi, pour la rendre valide et efficace, ou pour que ladite liste des voteurs en dernier lieu mentionnée, ou ladite copie en dernier lieu mentionnée pût servir à ladite élection.

Qu'en calculant et comptant lesdits deux cent trente-neuf votes illégaux et nuls et de nul effet, donnés en faveur du dit Pamphile-Gaspard Verreau, lui, ledit officier rapporteur, pour ledit district électoral de l'Islet, a trouvé et donné au dit Pamphile-Gaspard Verreau, une majorité apparente de votes à ladite élection en faveur du dit Pamphile-Gaspard Verreau, et contre ledit honorable Luc Letellier; et ledit officier rapporteur a été illégalement et fausement induit à proclamer, déclarer et rapporter ledit Pamphile-Gaspard Verreau comme étant, et ayant été dûment élu à ladite élection comme membre pour siéger à l'Assemblée législative de Québec, durant le présent Parlement, pour ledit district électoral de l'Islet; tandis que de fait et véritablement les deux cent trente-neuf personnes dont les noms se trouvent ainsi illégalement dans lesdits livres de poll, et qui ont aussi illégalement voté à ladite élection, devraient être jugées et déclarées n'avoir eu aucun droit à voter à ladite élection; et ledit honorable Luc Letellier, surnommé de Saint-Just, avait la majorité des votes légaux à ladite élection et aurait dû être proclamé et déclaré dûment élu, et aurait dû être rapporté élu par ledit officier rapporteur, comme membre pour représenter ledit district électoral de l'Islet, dans ladite Assemblée législative de Québec, pendant le présent Parlement.

Que ledit retour d'élection dudit Pamphile-Gaspard Verreau est illégal, nul et sans effet.

Que ledit honorable Luc Letellier, surnommé de Saint-Just, durant tout le temps de ladite élection était, et depuis cette époque a toujours été et est encore qualifié sous le rapport de la qualification foncière requise par les statuts impériaux, et par les statuts de la ci-devant province du Canada, à siéger, à voter, à être élu et rapporté élu, et n'était pas disqualifié par aucune loi de siéger, voter et être rapporté élu comme membre pour représenter ledit district électoral de l'Islet, dans ladite Assemblée législative de Québec, durant le présent Parlement; et que ledit jour de nomination aucune demande légale ou valide a été faite audit honorable Luc Letellier surnommé de Saint-Just, pour une déclaration de sa qualification foncière en vertu desdits statuts.

Ce que votre pétitionnaire certifiera, prou-

vera et maintiendra quand, et de la manière que vous ordonnerez.

A ces causes votre pétitionnaire demande humblement que lesdites deux cent trente-neuf personnes sus-nommées, comme ayant illégalement voté comme susdit, soient déclarées et jugées n'avoir eu aucun droit de voter à ladite élection, et que ledit rapport, du dit officier rapporteur, sur l'élection dudit Pamphile-Gaspard Verreau, comme membre pour représenter ledit district électoral de l'Islet, dans ladite Assemblée législative, soit déclaré illégal, nul, et sans effet, et soit amendé en retranchant dudit rapport le nom dudit Pamphile-Gaspard Verreau, et que ledit honorable Luc Letellier, surnommé de Saint-Just, soit déclaré avoir été dûment élu à ladite élection pour représenter ledit district électoral de l'Islet; et que ledit rapport dudit officier rapporteur soit amendé de nouveau, en insérant dans ledit rapport le nom dudit honorable Luc Letellier, surnommé de Saint-Just, au lieu et et à la place dudit Pamphile-Gaspard Verreau, comme membre pour représenter ledit district électoral de l'Islet, dans ladite Assemblée législative, et ledit pétitionnaire demande, de plus, que vous lui accordiez sur ces prémisses telle assistance que vous jugerez à propos, et selon que la nature et les mérites de la cause le rendront nécessaire.

Et étant proposé que les pétitions soient reçues,

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande que la pétition contre M. LeCavalier dans le comté de Jacques-Cartier soit remise à vendredi, pour des raisons qu'il explique.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande de la même faveur pour la pétition contre l'élection de M. Fournier dans Montmagny.

La réception de ces pétitions est remise à vendredi.

Rapport de comités:

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest) : J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements, qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer la Société bienveillante des cordonniers de Québec; - et bill pour incorporer "The Trafalgar Institute," pour instruire et former les jeunes filles de moyenne et de haute condition.

Introduction de bills:

M. L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "The Dominion Homestead Building Society."

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant les élections parlementaires contestées, et pour pourvoir plus efficacement aux moyens de prévenir les menées corruptrices aux élections des membres de l'Assemblée législative de Québec.

Le but de ce bill est de mettre un terme à la corruption qui se pratique dans l'élection des députés à cette Chambre. De toute évidence, cette loi est nécessaire et c'est parce que le gouvernement ne propose aucun amendement en ce sens qu'il (M. Fournier) propose ce bill.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Asked whether the Government intended to allow all important legislation to be taken out of its hands. Here was a measure of the most important kind, calculated to change one of the most important of existing laws, brought forward by a member of the Opposition.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Il est difficile de dire ce que nous ferons, attendu que nous ne connaissons pas la mesure du représentant de Montmagny (M. Fournier).

Le bill est présenté.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à un bill pour permettre à la Corporation de la ville de Sherbrooke de rendre valable une certaine contribution faite dans le but de venir en aide aux victimes de l'incendie de Chicago.

Adopté.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire ledit **bill**.

Accordé. Le **bill** est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Colonisation

M. J.-A. DORION (Richelieu): Propose, appuyé par le député d'Hochelaga (M. L.-J. Beaubien), qu'il soit donné instruction au comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation de s'enquérir s'il ne serait pas opportun d'amender les lois actuelles et d'y introduire certaines autres dispositions, à l'effet suivant :

Il sera organisé un département de la Colonisation, lequel sera placé sous le contrôle de l'honorable ministre du département de l'Agriculture et des Travaux publics.

Ce département sera administré par un directeur général nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le but des travaux de ce département sera d'aider à activer l'établissement des terres publiques, de diriger vers la forêt les émigrés des autres pays; et de repatrier ceux des habitants

du Canada qui ont émigré à l'étranger, afin de promouvoir par là la colonisation de la province de Québec.

La province sera divisée en cinq grandes circonscriptions renfermant des agences locales de colonisation qui seront au service et sous le contrôle des départements des Terres et de l'Agriculture pour les fins respectives de ces deux ministères, et elles seront ainsi désignées:

Saguenay. - Agence de Saint-Charles, de Saint-Maurice et de L'Assomption.

Ottawa. - Agence Soulanges, de la Petite Nation et de la Gatineau.

Cantons de l'Est. - Agence de Magog, de Saint-François, d'Arthabaska et de la Chaudière.

Bas du Saint-Laurent. - Agence de Montmagny, de Grandville et de Rimouski.

Gaspésie. - Agence du Bassin de Gaspé, de Sainte-Anne-des-Monts et de Bonaventure.

Outre les agents d'immigration et de colonisation actuellement placés dans les diverses parties de la province, il sera nommé un ou plusieurs agents de rapatriement, par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont la mission sera de visiter les centres les plus peuplés des Etats-Unis où se trouvent établis les Canadiens, afin d'engager ceux qui le voudront à rentrer au pays natal.

Les chemins seront sous le contrôle du département de la Colonisation, et les conducteurs des travaux devront faire rapport sur toute proposition qui pourrait émaner du département touchant la nature du sol, les progrès de la colonisation et autres choses se rattachant à la colonisation.

L'importante question que mes résolutions rappellent à votre pensée est une de celles qui intéressent l'avenir de notre province et qui préoccupent tous ceux qui ont ses intérêts à coeur.

Elle se rattache à ce qui peut contribuer le plus à notre prospérité individuelle comme province et également à notre influence dans la Confédération. Je l'ai étudiée longtemps, j'en ai causé avec mes amis, des hommes désintéressés et connaissant les besoins du pays. Le plan que je soumetts à la Chambre, fruit de mes études pendant plusieurs années, a été discuté, et je crois que si l'on créait le département que je désire voir exister, nous pourrions constater avant longtemps d'heureux résultats.

Nous verrions l'esprit public se réveiller en faveur de l'agriculture, et nos concitoyens comprendre que s'ils savaient tirer parti de la fécondité de nos terres, ils jouiraient d'une richesse et d'une aisance digne d'envie; nous verrions nos jeunes gens se diriger vers nos terres incultes et la forêt tomberait pour faire place à des établissements prospères.

Inutile d'ajouter qu'avec ce surcroît de population, conséquence naturelle du retour de nos compatriotes que nous devrions attirer parmi nous, en leur offrant des billets gratuits pour revenir au pays, et des concessions de terres

gratuites, le commerce recevrait une impulsion nouvelle. Il me semble qu'il est de la plus haute importance de rapatrier nos compatriotes qui pourraient, plus facilement que les émigrés européens, s'établir sur nos terres nouvelles, car le climat leur convient; il n'a pas de rigueur pour eux, et le défrichement des terres, de nature à épouvanter un étranger, est parfaitement familier au plus grand nombre.

Si, comme je le demande, un département de la Colonisation était organisé et placé sous la direction d'un homme habile, connaissant à fond les ressources du pays, il y aurait moyen de tirer parti de nos lois actuelles et de leurs dispositions libérales qui n'ont pas produit tout le bien qu'on en attendait, parce qu'il manque un rouage quelque part pour les faire fonctionner avantageusement.

Pourquoi les sociétés de colonisation ne marchent-elles pas plus rapidement vers leur but? C'est parce que nous manquons de système, d'un centre d'action énergique pour les diriger. Suivant mon plan, les agents de colonisation seraient en rapports constants avec ce département, lui ferait parvenir des renseignements sur les différentes parties du pays et recevraient, de leur côté, des instructions du département.

Les trente-six ou quarante sociétés de colonisation agiraient de concert avec ce département et les agents dont je viens de parler leur seraient d'une grande utilité, en leur indiquant les terres où il serait avantageux d'établir les colons. On voit de suite l'importance d'une base d'action commune, afin que les efforts de ceux qui s'intéressent au pays, soient dirigés vers un but commun; l'avancement de notre province au triple point de vue de l'agriculture, de l'augmentation et de la prospérité.

Quant aux systèmes ou projets que quelques personnes voudraient faire accepter par le gouvernement d'accorder des primes ou faire des avances pour chaque acre de terre défriché par les colons, c'est tout bonnement une utopie. Ces idées sont très patriotiques, mais elles ne sauraient être acceptées par un gouvernement qui soit quelque peu imbu des vraies notions de l'économie politique. Laissons à l'énergie privée le soin d'accroître son bonheur et son bien-être, et au gouvernement les grandes mesures qui doivent concourir à l'avancement des intérêts généraux.

Les terres sont à 30 cents l'acre, et à 5 ans de crédit, n'allons pas les payer \$1 l'acre; parce que le crédit sera de dix années!

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Cette motion comportant avec elle une augmentation des dépenses publiques et l'établissement d'un nouveau département, ne peut pour le moment être acceptée par le cabinet. Mais, si la Chambre le veut bien, elle pourra être référée au comité d'agriculture et d'immigration. Je demanderai cependant à l'honorable député de laisser sa motion de côté. J'admets l'excellence de ses résolutions et je

suis sûr qu'elles ne sont dictées que par le patriotisme le plus sincère. Mais pour le moment les ressources du gouvernement ne lui permettent pas semblables dépenses, et il ne peut d'ailleurs compliquer davantage les rouages administratifs. Je suis heureux de dire que petit à petit il se forme un département dans le même genre que celui préconisé par le député de Richelieu (M. J.-A. Dorion), et qu'il sera complet quand les moyens du pays le permettront.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne sais pas si l'honorable premier ministre s'aperçoit de la responsabilité qu'il prend en recommandant à la Chambre d'adopter une motion qu'il ne veut pas recevoir pour le moment, pour la raison qu'elle demande un vote d'argent. Ce serait établir un précédent bien grave. Je conseillerai à l'honorable député de renvoyer sa motion à demain, afin de permettre au gouvernement de prendre en considération la responsabilité qu'il semble vouloir s'arroger.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je crois que le député de Richelieu (M. J.-A. Dorion), consentira à présenter lui-même ces résolutions au comité. Il y a du bon dans les remarques du représentant de Lotbinière (M. Joly), et si M. Dorion voulait remettre ces résolutions à demain, nous pourrions aviser à ce qu'il faudrait faire.

M. J.-A. DORION (Richelieu): Je n'ai nulle objection à accepter la proposition du premier ministre. Si j'ai proposé mes résolutions en Chambre, ce n'est qu'afin d'attirer davantage l'attention de la Chambre sur leur importance.

La proposition est remise à plus tard.

Terres de la couronne

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Napierville (M. L.-D. Lafontaine), qu'une requête soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur le priant de faire mettre devant la Chambre un état des terres publiques mises à part depuis le 1er juillet 1867, dans le but d'en employer le produit à l'augmentation du fonds des écoles communes.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'un état de cette nature n'existe pas. Comme l'honorable député s'adresse au ministre de l'Instruction publique, il doit répondre qu'il est préférable de donner de l'argent aux écoles plutôt que le produit des terres dont la vente ne rapporte que des prix minimes et dont on pourrait plus tard demander les arrérages au gouvernement. L'honorable député ayant obtenu l'information qu'il désire pourrait retirer sa motion.

La proposition est retirée.

Indemnités des membres du Parlement

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G.

Marchand) la deuxième lecture du bill pour amender les lois concernant les salaires des orateurs du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec, et l'indemnité accordée aux membres de ces deux Chambres:

M. l'Orateur, j'offre mes sincères remerciements à l'honorable premier ministre pour avoir menacé ma motion d'être rayée de l'ordre du jour si je ne procédais pas aujourd'hui. Si j'ai retardé à la soumettre, c'est que je voulais donner aux députés le temps nécessaire pour se consulter avec leurs commettants. D'ailleurs, le gouvernement procède d'ordinaire avec tant de lenteur que je ne conçois pas comment il veut voir de ce côté de la Chambre tant de célérité. Le gouvernement assemble les Chambres sans avoir aucune mesure à leur soumettre, et tout le monde sait que les mesures ministérielles ne sont rien autre chose que le fruit de conversations privées. Je crois que l'amélioration que je demande l'est aussi par tout le pays, et je la soumets uniquement parce que je la crois juste. Nous ne connaissons nullement l'état de nos finances et le Trésor de la province ne saurait nous dire l'état exact de notre position financière. Tant que l'acte d'union existera, nous aurons à payer l'intérêt de notre dette, à moins que le gouvernement fédéral ne nous la remette.

L'examen des comptes de la Chambre par le comité des contingents montre que \$11,000 ont été dépensés cette année de plus que l'année précédente.

Les améliorations demandées par l'agriculture sont immenses, et nos ressources ne nous permettent pas de donner tout le développement voulu. Il y a un moyen d'y arriver: le retranchement. Cette question a été trop souvent l'objet d'une discussion sérieuse pour que je la commente aujourd'hui longuement.

On m'a accusé quelque part, M. l'Orateur, de démagogie en proposant cette mesure. La position que je prends en ce moment est pourtant identiquement la même que celle de M. Chauveau et de M. Dunkin, qui ont proposé en 1868 à la Chambre, il n'y a pas longtemps, de fixer les salaires des orateurs et des députés au montant proposé par mon bill.

Il n'y a pas lieu néanmoins de s'étonner de cette conduite de M. Chauveau, puisque le premier ministre nous a familiarisé si souvent avec ses volte-face notamment sur la question de l'arbitrage. Ces messieurs n'ont pas été accusés de démagogie bien que leur proposition fût absolument la même que celle que j'ai l'honneur de soumettre à la considération de cette Chambre.

La question, je le sais, est des plus délicate puisqu'elle touche à l'intérêt individuel de chaque député et à la vôtre, M. l'Orateur.

L'indemnité n'est pas une compensation pour les députés et elle n'a pour but que de défrayer leurs dépenses seulement, et non de les rémunérer. Il convient que ceux qui rendent service au public le fassent gratuitement.

Autrefois les services des députés étaient gratuits. On exige, M. l'Orateur, que les grands et petits jurés de nos cours de justice servent gratuitement et on ne paie que leurs frais de voyage.

Les témoins de la couronne viennent passer plusieurs jours à Québec, sans recevoir d'indemnité et on ne paie que leurs déboursés. Quand on agit ainsi à l'endroit des personnes pauvres, je ne vois pas pourquoi les députés seraient ainsi grassement indemnisés. N'avons-nous pas, M. l'Orateur, l'exemple donné par la riche province d'Ontario? Elle nous dépasse grandement en population et en richesses. Eh bien, les orateurs et leurs députés ne reçoivent que le montant proposé par ma mesure. Est-ce que les services rendus là-bas sont inférieurs aux nôtres? L'orateur de notre Conseil législatif reçoit avec son indemnité parlementaire son salaire comme ministre. C'est la première fois que l'on voit un ministre sans portefeuille, comme M. DeBoucherville, recevoir les mêmes émoluments que ses collègues. Quels que soient les services rendus par celui qui occupe le fauteuil de cette Chambre, il serait encore suffisamment rémunéré par le montant que j'alloue.

Les sessions ne devraient durer qu'un mois et à ce compte les députés recevraient \$15 par jour; si elle durait 45 jours, l'indemnité serait de \$10. C'est encore joli. Ontario, la riche province, ne donne que \$450 à ses députés. Est-ce parce que nous sommes plus pauvres que nous devons recevoir plus. Quant à ce qui vous regarde, M. l'Orateur, nous voulons vous donner \$1,000, plus votre indemnité de \$450, ce qui donnerait une somme de \$40 pour une session de 30 jours, au lieu de \$2,600 que vous recevez aujourd'hui, c'est-à-dire \$80 par jour pour une session de 30 jours.

Lors des dernières élections générales, toute la discussion a roulé sur les améliorations à être faites en fait d'économie. La position que nous avons prise devant nos commettants, nous devons la prendre en cette Chambre. Tout le monde se plaint à bon droit des nombreuses sinécures qui existent et du grand nombre d'employés qui n'ont rien à faire, mais avant de les diminuer, de les congédier, ne vaut-il pas mieux pour les députés de commencer à donner l'exemple? On se trompe étrangement de l'autre côté de la Chambre si l'on pense que c'est là une question de parti, car je n'ai en vue que l'intérêt du pays.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Avant d'aller plus loin je dirai à l'honorable député qui a fait allusion aux mesures du gouvernement que si l'opposition arrivait un jour au pouvoir, elle ne ferait pas de miracles à en juger par la molesse et la lenteur avec lesquelles elle pousse ses mesures. D'ailleurs, ces mesures, quelles sont-elles...

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Toujours les mêmes...

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Ce sont toujours les mêmes. Dans tout le magnifique discours de l'honorable député, on n'y voit qu'une seule chose: les efforts qu'il a fait pour prouver qu'il ne veut pas faire de la démagogie. "Qui s'excuse s'accuse", dit le proverbe. M'est avis que ce proverbe ne peut avoir de meilleure application qu'en cette circonstance. L'honorable député m'accuse de volte-face; il en cite une qui aurait eu lieu à Ottawa au sujet de l'arbitrage; l'honorable député aura toujours le soin de ne pas compter les nombreuses volte-face de l'opposition, et je lui dirai que si vraiment j'ai été coupable d'une évolution du genre qu'il cite, je l'ai été avec toute la Chambre.

Une bonne partie de son discours a été consacrée à repousser un reproche que nous ne lui avons pas fait. Qui l'a traité de démagogue? Il me rappelle ce romain qui défendait Hercule et auquel on répondait, mais personne ne l'attaquait. M. Fournier sait que souvent qui s'excuse s'accuse.

Si nous avons augmenté l'indemnité, c'est pour nous rendre au désir des députés qui croyaient avoir droit à une indemnité aussi considérable que celle que touchent les députés d'Ottawa. Il n'y a pas eu volte-face sur cette question. Nous avons laissé à la Chambre la liberté de se donner une indemnité, après lui avoir fait connaître l'état des finances de la province. Il me semble que M. Fournier aurait quelque chose de mieux à faire que de louer la mesquinerie d'Ontario, en ce qui regarde le salaire de l'orateur, aux dépens de sa province. Je me rappelle que l'on a accueilli par un immense éclat de rire la proposition d'un député, un M. Guigues, qui alors qu'on proposait d'élever le salaire du messenger en chef de la Chambre de \$800 à \$900, se leva et proposa, d'une façon spirituelle, d'élever ce salaire à \$1,000, afin que sur ce point le messenger en chef des Communes à Ottawa fut sur un pied d'égalité avec l'orateur de l'Assemblée législative d'Ontario.

L'honorable député nous dit qu'il fallait commencer par donner l'exemple de l'économie, afin d'avoir raison de faire des économies ailleurs en jetant sur le pavé et dans la ruine des employés qu'il prétend occuper des sinécures. Je ne dirai que ceci: c'est que je ne crois pas que les membres de cette Chambre se retrancheront une parcelle de leur indemnité, pour se donner le prétexte et le plaisir de faire la ruine de quelques employés.

Tous nos employés sont payés pour travailler et nous ne songeons pas à les ruiner. C'est une raison qui tombe d'elle-même avec les autres que M. Fournier a essayé de faire valoir.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Les paroles du premier ministre illustrent bien le vieux proverbe qui dit: "qui s'excuse s'accuse".

J'aborderai immédiatement la question en faisant remarquer à cette Chambre qu'en 1867 le programme du gouvernement était de fixer

l'indemnité parlementaire à \$450. Dans les résolutions de l'honorable M. Dunkin à ce sujet, il y avait ces mots: "l'indemnité parlementaire sera fixée à ce chiffre." Je me rappelle qu'alors je demandai que l'on biffât ces mots. Il paraît qu'ils y sont restés. Comme l'indemnité est très arbitraire, il est nécessaire de prendre un point de comparaison. Nous en avons un à proximité: la province d'Ontario. L'honorable premier ministre s'y objecte. Est-ce parce qu'Ontario est de beaucoup plus riche que nous et qu'elle n'a qu'une langue pour ses délibérations, qu'elle apporte les règles de la plus sévère économie dans son administration? Je suis bien d'avis, M. l'Orateur, que toutes nos dépenses devraient être calquées sur celles de cette province. Sommes-nous donc bien riches pour que nous continuions à faire autant de dépenses?

L'honorable premier ministre nous parle de la mesquinerie de la province d'Ontario à propos de l'indemnité parlementaire.

Il est bien sûr, en abordant le sujet sous ce point de vue, de remuer quelque chose sinon dans le coeur du moins dans les poches d'un grand nombre des députés de cette Chambre.

Je n'ai qu'à féliciter l'honorable député de Montmagny d'avoir présenté de pareilles résolutions. Quand on voit un député proposer une économie de ce genre-là et qu'il n'agit que sous la dictée du plus pur désintéressement, il me semble que la mesure qu'il propose ne devrait souffrir aucune opposition. Pour moi, je m'empresse de lui donner une chaude adhésion.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Je n'ai pas eu l'avantage de participer aux débats antérieurs sur cette question. Je ne veux pas non plus discuter la valeur et la justesse des proverbes qui ont été énoncés. La seule question à considérer est celle de savoir si les salaires des députés et des orateurs des deux Chambres doivent être réduits ou non. Je ne suis pas en faveur d'une mesure qui en diminuerait le chiffre. Comme le député de Lotbinière, je dirai qu'il est bien difficile de fixer le chiffre de l'indemnité parlementaire; la chose est arbitraire.

Je ne m'appliquerai pas à discuter la question de diminuer ou d'augmenter cette indemnité de quelques centins. J'inviterai quelques députés à proposer que l'indemnité soit maintenue, parce qu'elle n'est pas trop élevée ou qu'elle soit retranchée tout à fait. La question au lieu d'être discutée publiquement devrait être renvoyée à un comité. Je suis donc forcé de voter contre le bill de l'honorable député de Montmagny. Mais en même temps j'approuve ses remarques patriotiques et désintéressées.

M. l'Orateur, un député qui a été maintes et maintes fois attaqué dans les journaux, ne doit pas ignorer ces attaques. Le seul terrain où il peut se défendre et se justifier est la Chambre et il a le droit d'user de ce privilège.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Appuie les opinions de M. Cassidy. Il est vrai

que d'abord il a voté en faveur d'une augmentation de l'indemnité, à une session antérieure, mais cette année il modifie son opinion dans le sens de celle du député de Montréal-Ouest.

Il suggère que cette question soit étudiée par un comité spécial.

M. A. ESINHART (Laprairie): Après tout ce qui a été dit sur la question, il ne me reste guère rien à ajouter. J'ai entendu dire l'autre jour à l'honorable premier ministre que M. Blanchet était le right man in the right place. Puisque l'honorable premier ministre fait un pareil éloge de l'orateur M. Blanchet, il croit alors qu'il mérite bien le salaire qui lui est donné. Je crois donc qu'il est plus sage de maintenir l'indemnité parlementaire telle qu'elle est, et en ma qualité de député indépendant, je voterai contre les résolutions de M. Fournier.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Est d'avis que l'indemnité parlementaire doit être maintenue, mais, que si la Chambre décide de l'abolir, qu'on supprime du coup la loi qui exige une qualification de chaque député.

Il pense qu'il ne serait pas juste de changer le salaire de l'orateur parce que lorsqu'il est entré en fonctions son salaire avait été fixé par la loi.

Il dit que le prix des choses nécessaires à la vie ayant beaucoup augmenté, il n'était que juste d'accorder aux députés une rémunération proportionnée à leurs services.

Dernièrement à Montréal, il a vu un homme qui recevait \$3 par jour pour battre du fer; or si cet ouvrier a droit à \$3 par jour pour battre du fer, les députés du Parlement doivent avoir droit à \$6 par jour pour s'entretenir à faire des lois.

M. F. DAVID (Montréal-Est): M. l'Orateur, je ne suis pas en faveur de la réduction de l'indemnité. Je ne suis pas assez riche pour la sacrifier et faire ébrécher gratuitement mon honorabilité par les comptes rendus et les articles de la presse. Loin de vouloir la diminuer, si j'étais appelé à voter en faveur d'une augmentation de l'indemnité, je voterais immédiatement.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il y a six mois il y a eu des élections, et qu'il a eu le malheur d'assister à plusieurs. Il n'a jamais vu l'opinion publique se manifester contre l'indemnité parlementaire. Il ne voit pas pourquoi l'on n'attendrait pas encore cinq à six mois pour savoir à quoi s'en tenir sur l'opinion publique à ce sujet. Il est bien pénible de s'occuper de cette question. Dans l'ancienne Chambre du Bas-Canada, les députés n'étaient pas payés. Seul le président de la Chambre recevait \$1,000 de salaire. Plus tard lorsque les subsides ont été refusés au gouvernement, exception a été faite en faveur de l'orateur de la Chambre. L'honorable M. Papineau, le président de la Chambre d'alors, appuya la mesure qui retranchait les

subsides au gouvernement, mais demanda ou accepta bien et dûment le salaire qui lui avait été alloué jusque-là, consacrant ainsi le principe que le président de la Chambre doit recevoir une indemnité élevée.

Je suis obligé de reconnaître la justesse de la comparaison de l'honorable premier ministre il y a quelques instants, lorsqu'il a mis en regard la libéralité du gouvernement de Québec et la mesquinerie de celui d'Ontario. L'honorable député qui voudrait retrancher le salaire du président de cette Chambre, ne sait-il pas que sa proposition tend à rabaisser les services de cet officier? Supprimer ce salaire serait porter une grave atteinte à la dignité de cette Chambre.

M. M. LAFRAMBOISE (Shefford): Proteste contre les accusations portées par le représentant de Terrebonne contre l'une des gloires nationales du pays. Il dit que l'honorable M. Papineau n'a pas demandé le salaire en question lorsqu'il était orateur de l'ancienne Chambre du Bas-Canada. Quant à la question d'économie comparée de l'honorable Premier ministre et son historiette parlementaire, elles ne prouvent rien, rien qu'une chose: c'est qu'Ontario est économe et qu'Ottawa gaspille notre argent. Il concourt dans l'opinion exprimée par le député de Montréal-Ouest, que l'on maintienne l'indemnité à son chiffre ou qu'on la supprime. L'indemnité parlementaire actuelle n'est pas trop élevée, elle est tout à fait minime. L'honorable premier ministre taxe de mesquinerie la province d'Ontario, mais ce n'est pas une mesquinerie d'économiser l'argent d'autrui; c'est un devoir public.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): On m'a reproché d'avoir voulu ternir l'éclat d'une de nos gloires nationales. Je repousse ce reproche et je dis aussi qu'il n'y a eu de tache dans cet incident que le regard et les paroles de celui qui m'a attaqué. Je ne me rappelle pas avoir dit que cet homme avait demandé son salaire, mais je puis dire qu'il l'a reçu et accepté avec plaisir. J'ajouterai que beaucoup de députés de l'opposition, après avoir parlé contre l'indemnité autrefois, l'ont acceptée de grand cœur.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Prétend qu'il est bien pénible de voir que les messagers ont plus que les députés. Il est en faveur d'une diminution de salaire. Il est bien disposé, lui, à se retrancher quelque chose en faveur des maîtres et maîtresses d'école qui remplissent une tâche ardue et ne gagnent que 24, 27 et 37. Il désirerait que tous les députés en fissent autant.

La Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Daigle, de Beaujeu, Dorion, Fournier, Gendron, Gérin, Hearn, Holton, Joly, Laberge, LaFontaine, Laframboise, LaRocque,

Laitue, Laurier, LeCavalier, Mailoux, Marchand, Méthot, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Pozer, Robert, Roy, Sanders, Sylvestre et Verreault, 28.

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bel-
lingham, Brigham, Cartier, Cassidy,
Cauchon, Chapleau, Chauveau, Da-
vid, Dugas, Eddy, Esinhart, Fortin,
Gill, Gosselin, Houde, Irvine (solli-
citeur général), Lalonde, Langevin,
Laroche, Lavallée, Locke, Lynch,
Malhiot, Ouimet (procureur gé-
néral), Peltier (L'Assomption), Picard,
Poupore, Rhéaume, Robertson, Ro-
bitaille, Sawyer, Tremblay et Tru-
del, 35.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

Ajournement

M. L. H. HOLTON (Montréal-Centre):
Moved that as the next order would occasion a
long debate, it be considered six o'clock.
Adopté.

La Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Pro-
pose, appuyé par le député de Montmagny (M.
T. Fournier), la deuxième lecture du bill pour
établir des dispositions spéciales à l'égard de la
Législature de Québec.

Ce bill prévoit qu'après la présente session,
un membre de la Chambre des communes ou du
Sénat ne pourra siéger au Conseil législatif ou
dans l'Assemblée législative de Québec.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-
bec-Comté): Il me semble avoir entendu tout ça
avant.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le fon-
dement de la Confédération est la représenta-
tion adéquate du peuple et un homme qui
représente dans deux Parlements la même ou
deux circonscriptions différentes, ne représente
personne adéquatement.

L'indépendance du Parlement provincial ne
peut pas exister avec le double mandat. L'indé-
pendance du mandataire est essentielle à son
mandat. Or, un homme qui a des devoirs à
remplir à Ottawa différents de ceux qu'il a à
remplir à Québec, n'a d'indépendance ni à
Québec ni à Ottawa.

Le député représente le pays tout entier et
non pas seulement son comté. A Ottawa, il
représente les intérêts de toute la Puissance,
intérêts qu'il peut être appelé à combattre à
Québec où il ne représente que la province de
Québec.

Le peuple est contre le double mandat. La
preuve en est qu'il a envoyé dans cette Chambre
50 simple mandataires contre 15 double manda-
taires. En maintenant le double mandat vous
placez la majorité sous la domination de la
minorité.

Personne ne peut nier qu'il existe une espèce
de solidarité entre le gouvernement local et le
gouvernement fédéral dans le cas où des ministres
de ce dernier gouvernement siègent, en vertu du
double mandat, dans la Chambre locale. Nous
en avons la preuve dans la récente discussion sur
l'arbitrage.

Les intérêts de la province peuvent différer
des intérêts de la Puissance. En vertu du double
mandat, un député se trouve placé dans l'obliga-
tion de mal servir, de trahir jusqu'à un certain
point, soit les intérêts de la province, soit ceux
de la Puissance.

Il est prouvé par les faits qu'avec le double
mandat le gouvernement central exerce une
influence indue sur le gouvernement local. Les
égards touchants de nos ministres envers les
ministres fédéraux et ceux qui les appuient à
Ottawa, sont une preuve frappante de ce que
j'avance.

Le silence que les ministres fédéraux ont été
obligés de garder sur l'importante question de
l'arbitrage, prouve que la position qui leur est
faite par le double mandat est fautive et illogi-
que. Ils ne pouvaient prendre part à ce débat
sans mentir à leurs déterminations comme
ministres fédéraux ou trahir ce qu'ils appellent
les secrets d'Etat.

Ces ministres proposaient à Ottawa des
résolutions qu'ils venaient ensuite combattre
dans cette Chambre...

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-
bec-Comté): Non! Non!

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le dé-
puté fédéral, qui doit s'occuper des intérêts
généraux, ne peut pas donner un vote honnête
sur une question d'intérêt spéciale ou provincia-
le. Entre les intérêts contraires des deux assem-
blées, il peut difficilement choisir une conduite
pour servir ses deux maîtres. Pour de simples
raisons de logique les double-mandataires n'ont
pas le droit d'occuper les deux sièges qu'ils ont.
Un ministre fédéral siégeant en cette Chambre
n'est pas un représentant libre. Simple député
dans cette Chambre, il est inspiré par ses devoirs
supérieurs de ministre à Ottawa. Il y a des
exemples où des ministres fédéraux ont dû
rendre compte, à Ottawa, de leur conduite dans
cette Chambre: ainsi le député de Québec-Est
qui vota dans cette Chambre pour le bill des
magistrats de district, dût s'expliquer à Ottawa
et se plier devant ses maîtres. En plus, les
ministres qui ont des portefeuilles dans les deux
Chambres sont surchargés, courent d'un bout à
l'autre du pays, négligent leur devoir provincial
pour le fédéral, et, quand ils travaillent ici, ne le
font que bien imparfaitement. Nous avons vu
ces ministres s'absenter pour des périodes pro-

longées, et négliger leur devoir. Il est temps de remédier à cet état de chose anormal, où des députés et des ministres mènent une vie double. Elus pour représenter un comté, ils doivent se consacrer entièrement à leur circonscription dans une Chambre seulement. Les retards et les inconvénients ont assez duré, et il faut améliorer cet état de chose. Le bill prévoit des améliorations.

Le seul argument des partisans du double mandat est qu'en l'abolissant on porterait atteinte aux libertés populaires. Mais ce sont les hommes qui emploient cet argument qui sont surtout ceux qui se montrent pour ainsi dire empressés à restreindre sous mille autres rapports ce qu'ils appellent, quand cela leur est utile, les libertés populaires. Le fait est que cet argument n'est pas sérieux; il est contraire à l'esprit de notre droit constitutionnel. Cela ressort clairement des principes posés par tous les auteurs.

Le double mandat a été aboli par presque tous les Etats de la république américaine; et pourtant quel peuple est plus jaloux de ses droits?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): La question est tellement vieille que j'ai peu de courage pour réfuter de nouveau les longs arguments de l'honorable député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand). C'est au moins la neuvième fois qu'il reprend cette discussion sur la double représentation.

C'est toujours la même chanson, et plus personne ne l'écoute parce qu'elle manque de sincérité. La meilleure réfutation des arguments contre le double mandat est la présence de membres fédéraux de l'autre côté de la Chambre, surtout celui que la Providence a délégué pour les aider.

L'opposition a moins belle grâce que par le passé à attaquer le double mandat, car elle l'a combattu pendant les sessions précédentes et, après les élections, elle nous revient avec un plus grand nombre de double-mandataires dans ses rangs. Qui obligeait M. Joly, M. Fournier, M. Holton à se laisser imposer le double mandat qu'ils trouvent si préjudiciable aux intérêts du pays? Eux qui voient des contradictions partout, n'en aperçoivent-ils pas une entre leurs paroles et leurs actes?

Pourquoi sont-ils ici? Ils avouent donc que leurs électeurs, qui doivent voir parmi eux plusieurs hommes capables de les représenter, pensent quelquefois qu'il est de leur intérêt d'être représentés par le même homme ici et à Outaouais? C'est là un argument tiré de leur position. Si telle est l'opinion de certains comtés, pourquoi ne pas les laisser agir à leur aise. Nous n'avons jamais voté à Ottawa contre les opinions que nous avons maintenues ici à Québec. Je défie le député de Saint-Jean de prouver son avancé. Nous ne nous sommes jamais contredits sur la question d'arbitrage: notre position a été la même à Ottawa et à Québec.

Si les conséquences du double mandat sont si funestes aux yeux des députés de l'opposition, pourquoi ceux d'entre eux qui sont double-mandataires ne résignent-ils un de leurs mandats? C'est là une grande preuve d'un manque de sincérité parlementaire de la part de l'opposition.

Les ministres fédéraux double-mandataires n'ont jamais voté à Ottawa contre les intérêts qu'ils étaient tenus de défendre comme députés de la province de Québec.

L'abolition du double mandat est une restriction du suffrage populaire; cela est incontestable. Le double mandat a ses inconvénients, mais son abolition en aurait de plus grands.

Qu'est-ce que le comté de Lotbinière, par exemple, gagnerait à envoyer deux députés, un à Ottawa et l'autre à Québec, au lieu d'envoyer l'honorable chef de l'opposition aux deux Chambres?

L'honorable député de Saint-Jean est entouré de double-mandataires; il est pour ainsi dire incrusté dans le double mandat. Les meilleurs hommes locaux sont aussi les meilleurs hommes fédéraux, et personne ne peut prouver qu'un double mandat enlève la qualité de leurs actions. L'honorable député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand) nous ferait croire que les double-mandataires sont des marionnettes dont dispose le gouvernement. La carence d'hommes capables d'action au Parlement rend absurdes ces arguments. Ce désir de limiter nos hommes publics provoquera des réactions dangereuses. Ils permettront aux députés fédéraux de siéger pour quatre autres années avant de les expulser. C'est une restriction du suffrage, dont on n'avait pas encore vu le pareil dans cette Chambre. Il faudra dire aux circonscriptions qu'elles ne peuvent élire leur meilleur homme aux deux Chambres. Le suffrage ne doit pas être restreint, et les meilleurs hommes doivent être placés sur la scène politique.

Je propose donc, appuyé par le député de Deux-Montagnes (L'honorable G. Ouimet), sous forme d'amendement à la question, que le mot "maintenant" soit effacé et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin d'icelle.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that he had not intended to speak on the matter, but the repeated reference to himself, through the remark of his friend Mr. Joly, in the debate on the address, brought him to his feet. He would not complain of the Premier calling him a providential man. We were all providential men. There were some men sent into the world by Providence to fill high positions — and benefit their race. There were others who were placed in high positions — to punish a people for their sins, and in that sense the Premier is also a providential man. He would refer to the manner in which Mr. Chauveau had tried to wriggle out of the charge of inconsistency on the Arbitration question. He had introduced in the Ottawa Parliament a

motion similar to the proposition of Mr. Joly which he had voted down the other day.

This motion was ruled out of order, as the Ministry should have taken the initiative, but when he (Mr. Holton) proposed a modification, which would have been in order, Mr. Chauveau declined to act. As to his position in the Local House, if the Honourable Premier would introduce a motion for the immediate abolition of the Double Mandat, he would be the first to support him, and most of the Opposition side of the House would back his vote. Here we had again trotted out the old story of the restriction of the suffrage, and liberal principles were talked of. We might have had a little new light on the matter, but as the Honourable Premier dealt only in heads of arguments we did not get any. The Honourable Premier might recollect when, in the time of Louis Lafontaine, the Independence of Parliament Bill was passed. Did a Liberal Parliament then shrink from clearing the House of a lot of officials who held seats there and drew their daily pay from the public chest? Did they then think of the interests of particular counties? No, they considered the benefit of the country, and acted accordingly.

The question now was not as to the interests of certain counties, but as to whether it was for the interest of the country that the Double Mandat should exist. That question the Government did not meet; they shirked it as they did in Ottawa. They did not and would not explain the right of ministers to sit in the Local House. He regarded the presence of ministers in the House as a most crying evil. The working of our present complicated system, which was modified from that of the United States should be made to depend upon the independence of Parliaments as in the United States, where the State and Federal Governments are distinct. The cry about the lack of men fitted for public duty was a vain one. There were men to be found in every parish in the country fitted to take seats in Parliament, men who could be providential in more senses than one. Honourable Mr. Holton referred to the present anomalous position of federal Ministers in the Local House are placed by virtue of the vetoing power of the Governor-General, and asked whether this state of things should not be remedied. He spoke also of the disabilities under which certain members of the Local House laboured.

Under the British system, every member must be prepared to enter into the Councils of the Crown if his services were required. He must at all times be ready to take a position in the Administration. Here, able and influential men were deprived of the right to become Privy Councillors. The double portfolio must logically result from the dual representation, and the effect was injurious to the Province. Now he had said enough for the consideration of the gentlemen of the other side, but he would not have spoken had he not been taunted by the Premier.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUCHEAU (Québec-Comté): Said that he was surprised that jocular remarks had been taken up ill-naturedly. He had reason to complain himself, as he had been termed one sent by Providence to punish a people for their sins, he had heard that Federal Ministers had no right to sit in the seats of the Provincial Ministry, but they had been elected to their seats, and they sat under their leadership. It was well for the Honourable member to talk about consistency when he, sitting by the side of his leader, after having, with a vote of non confidence, tried to entrap the House, manifested a disposition to give him the go by, and take the charge of the party into his own hands, and to fail to back the hands of his party.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je regrette d'avoir donné à l'honorable premier ministre l'occasion d'employer contre le député de Montréal-Centre, qu'il a essayé de tourner en ridicule, une expression que je maintiens être juste. Je proteste aussi contre le titre de chef de l'opposition dont me décore à tout propos l'honorable premier ministre. L'opposition n'a pas de chef officiel, et j'espère que l'honorable premier ministre cessera de me donner ce titre qui est blessant pour moi et blessant pour mes amis.

Le député de Montréal-Centre (M. H. Holton) est un ami politique, ce qui n'implique pas que nous soyons d'accord sur toutes les questions. Les membres de l'opposition n'ont rien en commun, hors leur dévotion à l'intérêt du pays; ils ne sont pas liés comme les ministres appelés au Conseil de Son Excellence par le premier ministre, lesquels doivent se mettre d'accord les uns les autres ou quitter le gouvernement. Il n'est pas facile de répondre au premier ministre qui parle en proverbes. Le vote du premier ministre à propos des douanes sur le charbon, le sel et la farine, souligne les dangers du double mandat; bien que désavantageux pour la province de Québec, le premier ministre a été obligé de donner son appui pour ne pas nuire au gouvernement d'Ottawa. La question est ancienne; la première fois qu'elle s'est posée, le premier ministre a dit "d'attendre". Il s'est répété la deuxième et troisième fois de même. A la dernière session, le ministère a répondu: "plus tard"; tout ce qu'ils ont fait c'est d'en faire une question de confiance, comme ils le feront à cette session. L'honorable premier ministre donne pour raison de ses votes à Ottawa la crainte qu'il avait de participer à des votes de non-confiance. Mais il a été envoyé à Ottawa pour prendre les intérêts de la province, même au risque de participer à des votes de non-confiance. L'honorable premier ministre n'est pas ministre fédéral; il n'est tout au plus que le lieutenant du gouvernement fédéral ici. Pourquoi donc a-t-il tant peur de voter non-confiance à Ottawa?

Le grand argument du gouvernement, c'est de dire que la question est prématurément

soulevée. Mais nous savons ce que vaut cet argument en face de la position prise par le ministère dans le dernier Parlement.

Avec le double mandat, notre système actuel ne vaut guère mieux qu'une union législative.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Felt not a little embarrassed in taking part at the discussion of a matter which had been almost sucked dry. He would answer the arguments of Mr. Holton, who had gone over almost all the ground which could be taken by the Opposition. Still, he could not see why the Government should be called upon to defend a position which the Opposition had laid down for them. The principle of maintenance is that there shall be no restriction of the right of franchise which is not necessary to the public interest. The law imposed certain necessary restrictions upon the voter. This bill proposed restriction, and it was for the Opposition to show that there was any absolute necessity for this measure. The country does not demand it; it has expressed its approval of dual representation by electing a large number of members for both Houses. Again, the question has been several times brought up, in this House and the House of Commons, with a constantly decreasing number of voters for it. If the country did not desire the double mandat we would have a more decided expression of public opinion upon it. It was to prevent constituencies from possessing this right, that the Opposition wished to pass the law. The objection to the presence of Ministers in the House is not based on logical premises. It is said that they cannot refuse to become constitutional advisers of the Crown, being members of this House, and Dominion Ministers at the same time. This is not logical, as we have no right to assume that they would refuse, and, if the public interest required it, give up one or other office. As to members of the Local House coming under the influence of the Government when they went to the Commons, there was no strength in the argument, because they are not more exposed to influence than any one else, and are independent members. Mr. Joly had spoken of a legislative union. He was a little wild in his remarks that way, but he was also arguing on unfounded premises. To resume, it came to this, that there should be as slight restriction of the suffrage as possible, that the country did not desire the abolition of dual representation, that the present system works well, and that the measure should be thrown out.

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Explique que tout en étant opposé au double mandat en principe, il ne croit pas devoir l'abolir formellement par une loi. Il y a des cas où il peut être bon d'y avoir recours, comme par exemple celui où un candidat à mauvais principes ne pourrait être vaincu que par un candidat ayant déjà un mandat.

M. R. S. DeBEAUJEU (Soulanges): Veut avoir le temps de consulter ses électeurs avant de voter en faveur de l'abolition du double mandat.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Regrette que le gouvernement fasse une question ministérielle de cette question du double mandat. Quoique sympathique aux hommes qui forment le ministère il ne peut transiger avec ses principes et soutenir ce qu'il a combattu, ce qu'il a promis de combattre.

Le double mandat est condamné par notre constitution fédérale elle-même. Pourquoi deux ministères, pourquoi des élections différentes, si les mêmes hommes peuvent remplir tous les postes? Pourquoi deux départements des Travaux publics? Pourquoi des élections, cette année, et des élections, l'année prochaine? Non, le double mandat est une grave anomalie et c'est à nous de purger la Chambre de cette anomalie. Le district de Trois-Rivières, du reste, s'est prononcé ouvertement, unanimement contre le double mandat. Il n'y a pas un candidat qui aurait pu se faire élire dans le district en soutenant le double mandat. Les engagements pris devant les électeurs sont des engagements solennels, qu'il ne faut répudier ni devant le ministère, ni devant l'opposition.

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): La ligne de conduite adoptée par le gouvernement sur la question à l'ordre du jour, justifie pleinement le reproche que je lui adressais naguère de n'oser pas aborder franchement la situation du pays.

Si je réitère aujourd'hui ce reproche, ce n'est pas que je sois mu par aucun sentiment d'hostilité contre le gouvernement, ce n'est pas non plus que je veuille lui faire une opposition systématique et déloyale; non, mais je ne saurais pas, je ne puis pas oublier que je forme ici partie du jury populaire et que sur chaque question qui se présente, j'ai à rendre un verdict consciencieux sans acception de personne ou de parti.

Si je réitère aujourd'hui ce reproche, c'est qu'il m'est impossible d'être satisfait de la politique du gouvernement en cette occasion, et je crois qu'il sera également impossible à quiconque voudra se placer au-dessus des mesquines considérations de parti, d'être satisfait de cette politique de réticences et d'attermoiements qui élude les questions, sans les résoudre.

Ce que j'attendais du gouvernement, monsieur, ce que j'avais le droit d'attendre du gouvernement, ce n'était pas qu'il partageât mon opinion, c'était qu'il eût une opinion sur la question, et il n'en a pas. L'honorable premier ministre nous a dit que c'est aujourd'hui la neuvième fois qu'il a à discuter cette question tant ici qu'à Ottawa. C'est vrai, et cependant jusqu'ici et pas même encore aujourd'hui, nous ne savons ce que le gouvernement pense du principe posé par le bill de l'honorable député

de Saint-Jean. Monsieur, je déclare de nouveau que nous avons droit d'attendre autre chose de la part du gouvernement.

Voici qu'une question de droit constitutionnel de la plus haute importance, question qui se trouve intimement liée à l'organisation et au fonctionnement de notre système politique, est présentée pour recevoir une solution. On demande au gouvernement de déclarer si le principe mis en cause par le bill dont il s'agit, est juste, et alors de l'adopter, ou de déclarer si ce principe est faux, et alors de le rejeter, et que fait le gouvernement? Ni l'un ni l'autre. Le gouvernement se lave les mains de la question; il la livre au peuple.

La seule raison donnée par l'honorable premier ministre pour ne pas voter le bill, c'est que ce serait là empiéter sur la liberté électorale du peuple.

Monsieur, tant de condescendance pour Sa Majesté le peuple a lieu de m'étonner de la part d'un gouvernement conservateur, qui a toujours fait si grand bruit de ses principes conservateurs et les a toujours fait sonner si haut dans la presse et sur les hustings.

Ce n'est guère, à mon sens, un principe conservateur que de laisser l'application des plus délicates questions de droit constitutionnel éternellement ouverte aux fluctuations, aux ondulations, aux caprices de l'opinion. Ce n'est non plus un principe libéral; je crois plutôt que c'est un principe subversif, gros de mécomptes et de dangers dont on n'a peut-être pas calculé toute la portée.

Certes, il est beau d'affirmer, de proclamer, de défendre les droits, les prérogatives du peuple. Sur ce terrain, je ne céderai jamais le pas à qui que ce soit. Il n'est personne dans cette Chambre, qui ait un plus profond respect que moi, pour les droits et les prérogatives du peuple; il n'est personne qui en surveille d'un oeil plus jaloux, l'intact dépôt.

Cependant, je ne reconnais pas au nombre de ces droits et de ces prérogatives la faculté de mettre sans cesse en cause les principes qui sont la conséquence logique et naturelle de notre constitution. Ces principes sont inviolables et sacrés, ils doivent être à l'abri des orages de la vie politique de chaque jour.

La liberté du peuple n'est pas illimitée, c'est une vérité triviale; la liberté du peuple a pour borne naturelle, le droit de la société.

Si l'homme était un être parfait, si la notion du juste et de l'injuste était toujours tellement claire, tellement lumineuse, que toute altération chez lui fut impossible, alors, monsieur, je dirais: laissons au peuple une liberté absolue; laissons-lui choisir lui-même dans chaque cas isolé, ces principes qui devront guider sa conduite; dans cette circonstance enfin, laissons-lui la liberté d'élire ses représentants comme il voudra, sans apporter aucune restriction à son choix.

Mais s'il en était ainsi, si telle était l'heureuse condition de l'humanité, alors nous n'aurions plus besoin ni de constitution ni de lois.

Car pourquoi avons-nous une constitution?

Pourquoi avons-nous des lois? C'est précisément pour déterminer les principes que doit suivre le peuple dans l'exercice de ses droits, c'est plus encore pour fixer l'étendue des droits de la société.

Quand un peuple s'impose une constitution, il fait le sacrifice d'une partie de sa liberté, sacrifice généreux par lequel chacun abandonne une partie de ce qui lui appartient individuellement pour le profit et la sécurité de tous.

Quand un peuple s'impose une constitution, il trace lui-même le cercle qu'il assigne à sa liberté; il se dit en quelque sorte: cet espace m'appartient; ici, je puis parler, penser, agir, je ne dois de compte à personne, de mes paroles, de mes pensées, de mes actes, qu'à ma conscience et à Dieu, mais vis-à-vis de la société ici commencera son domaine et finira le mien et je n'irai pas plus loin.

Cependant, comme toutes les oeuvres humaines, les constitutions ne sont pas parfaites. A mesure qu'elles fonctionnent, il s'y révèle des horizons nouveaux que l'on n'avait pas d'abord aperçus; il s'y découvre des abus que l'on n'avait pas soupçonnés. C'est alors le devoir du législateur d'intervenir et d'étendre ou de retenir le cercle de la liberté du peuple, suivant les besoins et les circonstances.

Aujourd'hui, le député de Saint-Jean signale comme un de ces abus, le droit d'éligibilité à cette Chambre des membres de la Législature fédérale. Il prétend que ce droit d'éligibilité est une contradiction flagrante, une anomalie avec le principe même de notre constitution, avec le principe fédératif; il prétend que de cette anomalie, de cette contradiction, il peut surgir des complications graves, des dangers réels qu'il faut prévenir pour ne pas avoir plus tard à les supprimer.

Le ministère au contraire semble se faire un scrupule de toucher, même de l'épaisseur d'un cheveu, à ce qu'il appelle complaisamment, la liberté du peuple.

Le ministère oublie qu'il est des principes d'éternelle vérité et d'immuable justice, qu'il ne peut jamais être permis à un peuple de violer impunément; il oublie qu'il est des principes moins saillants, moins évidents peut-être, mais tout aussi certains, qui sont la conséquence logique de la forme adoptée de gouvernement, qui doivent lui être également sacrés; il oublie enfin que la liberté d'élection doit être nécessairement limitée sur certains points, et qu'il ne peut pas être permis à un peuple de choisir ses mandataires parmi toutes les classes de citoyen. A l'heure qu'il est, il existe plusieurs classes de citoyens, qui sont, de par la loi, inéligibles, pour n'en citer qu'une seule, les juges. Le ministère prétendra-t-il qu'il serait libre au peuple, s'il lui en prenait la fantaisie, d'envoyer un juge prendre rang dans cette Chambre? Non; c'est un principe admis chez tous les peuples civilisés, que celui qui est chargé d'administrer la justice, la calme et sereine justice, ne doit pas être mêlé aux tourments de la vie politique.

Le député de Saint-Jean affirme comme

principe également certain, que l'entrée de cette Chambre doit être interdite aux membres de la législature fédérale, comme elle l'est aux juges. Voilà, monsieur, la question à décider. Il ne suffit pas d'y répondre par des moyens dilatoires comme fait le gouvernement. Si demain, un député se levait pour proposer l'éligibilité des juges, que ferait le gouvernement? Dirait-il comme aujourd'hui: nous ne voulons pas toucher à la liberté du peuple? Je pousserai plus loin l'hypothèse.

Il y a, aujourd'hui, aux Etats-Unis, nombre de publicistes qui réclament pour le beau sexe en général, ce qu'ils appellent les privilèges et que j'appellerai moi, les fardeaux du sexe... du sexe... eh bien du sexe laid; qui réclament pour elles non seulement le droit de suffrage, mais même le droit d'éligibilité, le droit non seulement d'envoyer des députés au Parlement, mais même d'y aller siéger elles-mêmes. Monsieur, nous sommes colonie de l'Angleterre et nous sommes voisins des Etats-Unis, il n'en faut pas tant pour qu'il soit probable que tôt ou tard, ces théories d'émancipation féminine apparaîtront un jour dans notre population. Si alors quelque député poussé par un excès de radicalisme ou de galanterie (les extrêmes se touchent) se lève pour proposer d'ouvrir aux femmes les portes de cette Chambre, je n'entends pas les portes des galeries mais les portes mêmes de la Législature de Québec, que fera le gouvernement alors, s'il est encore au pouvoir? Dirait-il comme aujourd'hui: "Nous ne voulons pas toucher à la liberté du peuple"? Dirait-il: "Si le peuple veut nous envoyer des collègues féminins, nous les acceptons."

Monsieur, les sentiments chevaleresques des ministres me sont connus, mais leurs principes conservateurs me sont aussi connus. Or, entre leurs sentiments et leurs principes, qui l'emportera? Il n'est pas besoin de réponse. Le ministère n'hésiterait pas à limiter sur ce point, cette liberté du peuple, pour laquelle il affiche aujourd'hui un si grand, si grand respect. Eh bien! cette attitude que le ministère prendrait dans cette circonstance, qu'il la prenne aujourd'hui. Si le principe posé par le bill est juste, qu'il le dise et qu'il l'accepte; s'il est faux, qu'il le dise et qu'il le rejette, mais qu'il ne vienne pas, au nom de la liberté, essayer d'échapper à la situation. Monsieur, je suis un ami de la liberté, mais la liberté pour moi ne signifie pas la licence. Le peuple libre n'est pas celui qui n'a ni lois, ni freins; le peuple libre est celui chez qui toutes les attributions, tous les droits des membres de l'Etat sont clairement définis et déterminés, et chez qui il n'y a pas empiètement d'un pouvoir sur l'autre. Voilà la véritable liberté.

Encore une fois, le principe posé par le bill de l'honorable député de Saint-Jean est-il juste, ou ne l'est-il pas. Je n'hésite pas à dire que ce qu'on est convenu d'appeler la double représentation, le double mandat, est tout à fait

incompatible avec le principe de notre constitution, avec le principe fédératif.

Une confédération est un faisceau d'Etats qui ont ensemble des intérêts communs, mais qui néanmoins vis-à-vis les uns des autres ont des intérêts locaux, distincts et séparés.

Pour tous leurs intérêts et leurs besoins communs, les Etats ont une Législature commune, la Législature fédérale; pour tous leurs intérêts locaux, ils ont chacun une Législature locale et séparée.

Dans le domaine respectif de leurs attributions, les Législatures, tant locales que fédérales, sont souveraines et indépendantes les unes des autres.

Or, pour que le système fédératif ne soit pas un vain mot, pour qu'il produise les résultats qu'il est appelé à produire, il faut que les Législatures soient indépendantes les unes des autres, non pas seulement de droit, mais de fait; il faut surtout que la Législature locale soit complètement à l'abri de tout le contrôle de la Législature fédérale. Si de près ou de loin, la Législature fédérale exerce le moindre contrôle sur la Législature locale, alors ce n'est plus en réalité l'union fédérative que vous avez, vous avez l'union législative sous la forme fédérative; si vous ouvrez les portes de cette Chambre aux membres de la Législature fédérale, vous admettez par le fait même le contrôle de cette Chambre par la Législature fédérale et alors, comme je l'ai dit, vous détruisez l'union fédérative dont, à la vérité, vous retenez bien la forme, mais dont vous n'avez plus la substance. La chose du reste s'explique facilement.

Par le fait même que nous sommes un Etat indépendant faisant partie d'un autre Etat indépendant, nous aurons avec cet Etat des rapports et des relations d'affaires. Monsieur, telle est la condition des choses humaines, que partout où il y aura relations d'affaires il y aura également froissements et complications d'intérêts. Nous n'échapperons pas à la loi commune. Un jour viendra où le gouvernement de Québec aura avec le gouvernement fédéral de ces froissements, de ces complications d'intérêts. Naturellement, la Législature fédérale se rangera du côté du gouvernement fédéral, et la Législature locale du côté du gouvernement local. Si, dans ces circonstances, vous ouvrez les portes de cette Chambre aux membres de la Législature fédérale, n'introduisez-vous pas par le seul fait dans cette Chambre, un élément nécessairement hostile à la province de Québec et qui devra nécessairement prendre parti contre lui. Pense-t-on qu'en entrant ici, ils laisseront sur le seuil leurs intérêts et leurs sentiments? Pense-t-on qu'après avoir plaidé à Ottawa, la cause d'Ottawa, ils plaideront à Québec, la cause de Québec? Pense-t-on qu'ils brûleront ici ce qu'ils adoraient à Ottawa, et qu'ils adoreront ici ce qu'ils brûlaient à Ottawa? Erreur, erreur! les députés fédéraux restent députés fédéraux, s'il est vrai que nul ne peut servir deux maîtres à la fois: ils plaideront à Québec contre Québec la

cause d'Ottawa, et ils appuieront leurs arguments de tout le poids de leur influence. Et alors, Monsieur, quel sera le sort de Québec? Le sort de Québec sera le sort du pot de terre qui, un jour, s'avisa de voyager de compagnie avec le pot de fer, Québec sera broyé.

Monsieur, ce que je dis là n'est pas une pure hypothèse, je prétends appuyer mon dire de l'autorité d'un homme que le ministère ne désavouera pas, mais que je regrette de ne pas voir ici, puisque j'ai à citer ses paroles, de l'autorité de l'honorable député de Montmorency à Québec et président du Sénat à Ottawa.

Pas plus tard que dans le débat sur l'arbitrage, l'honorable député de Montmorency disait, si je me rappelle bien ses paroles, en défendant la conduite de l'honorable premier ministre que le même député peut avoir des devoirs à Québec, et en avoir d'autres à Ottawa, sur la même question. Monsieur, ces paroles sont d'une rigoureuse vérité, et en ce moment-ci, la question n'est-elle pas jugée? Comment, nous allons exposer le même homme à parler et agir en pleine contradiction avec lui-même, suivant qu'il siégera à Québec ou à Ottawa.

J'irai plus loin encore, et je démontrerai, par cette même question de l'arbitrage, les conséquences désastreuses que pourrait produire pour nous le double mandat.

Le débat sur l'arbitrage, monsieur, a constaté ce fait, que des deux côtés de la Chambre, on s'accorde à regarder la décision des arbitres provinciaux comme une criante iniquité et qu'il faut à tout prix sortir de la position qui nous est faite par cette décision. Là où on ne s'accorde plus, c'est seulement sur les moyens à prendre pour sortir de cette position. Heureusement pour nous que le gouvernement fédéral a suspendu l'exécution de la sentence. J'imagine, monsieur, que ce n'est pas sans peine et sans hésitation que le gouvernement fédéral s'est décidé à adopter cette ligne de conduite. Je supposerai (ce qui du reste était tout à fait possible) que le gouvernement fédéral, soit qu'il eût craint en agissant autrement de mettre la Confédération en danger, soit pour toute autre raison, eût choisi de mettre la sentence à exécution, il y aurait eu un immense cri d'indignation par toute la province de Québec. Je ne doute pas que de suite le gouvernement de Québec aurait cherché des moyens pour nous soustraire à l'inique sentence. Je suis convaincu que de suite, il aurait convoqué les Chambres pour leur soumettre quelque projet à cette fin. Monsieur, je vois ici deux membres du gouvernement fédéral. Qu'auraient-ils fait alors? Auraient-ils désavoué ce qu'ils auraient décidé à Ottawa? Auraient-ils dit à Québec, n'exécutez pas la sentence, après avoir dit à Ottawa: exécutez-la. Hélas, monsieur, il est certain qu'ils n'auraient pas pu faire autrement que d'être conséquents avec eux-mêmes; ils n'auraient pas pu ne pas tenir le même langage ici qu'à Ottawa et ce qu'ils nous auraient dit ici, c'eût été en résumé et sans ambage: soumettez-vous, soumettez-vous à l'injustice. Et pense-t-on

que c'eût été là de vaines paroles? Monsieur, chacun en pensera ce qu'il voudra, mais ma conviction intime à moi, c'est que leur influence aurait été toute puissante, que les intérêts de Québec auraient été impitoyablement sacrifiés pour sauver la position des ministres fédéraux.

Ce n'est pas tout, monsieur, l'honorable député de Lotbinière affirmait naguère dans le débat sur l'adresse que, si lors de l'union des colonies britanniques de cette partie du continent, on n'adopta pas la forme législative, c'était à cause de la situation particulière et des intérêts exceptionnels de Québec. Ces paroles n'ont pas été relevées et elles ne pourraient l'être. C'est un fait historique, que la forme fédérative n'a été adoptée qu'afin de conserver à Québec cette position exceptionnelle et unique qu'elle occupe sur le continent américain. Monsieur, cette position, je suis jaloux de la conserver intacte, et je dis avec le poète:

"Mon verre n'est pas grand, mais je bois dans mon verre."

Avec le simple mandat, j'ai la garantie que les droits et les privilèges de Québec seront conservés et respectés et que sa position lui sera maintenue; avec le double mandat, ces droits et privilèges me paraissent dans un danger perpétuel.

Enfin, monsieur, je dirai toute ma pensée. Avec le simple mandat, Québec est Québec; avec le double mandat, ce n'est plus qu'un appendice d'Ottawa.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): N'a encore entendu aucune raison péremptoire d'abolir le double mandat et avant de voter pareille mesure, il attendra qu'on lui ait démontré qu'elle est absolument nécessaire.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Dit qu'il a vaincu dans les élections un double-mandataire et il n'a pas envie de faire repentir ses électeurs de la confiance qu'ils lui ont témoignée. Son comté est conservateur mais indépendant; il a voté pour lui afin de protester contre le double mandat; à son tour il votera contre le double mandat afin de montrer à ses électeurs qu'il sera toujours en Chambre l'interprète de leurs opinions et qu'il ne fera rien pour les contrarier.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il ne doute pas que M. LaRocque représente un comté conservateur; il le sait. Mais il faut avouer qu'on ne le dirait pas à la façon dont s'est conduit l'honorable député depuis le commencement de la session.

M. P.-A. TREMBLAY (Cnicutimi-Saguenay): Déclare qu'il votera pour la seconde lecture du bill afin d'avoir l'occasion de proposer en comité un amendement décrétant que la mesure s'appliquera seulement aux ministres fédéraux.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Cartier, Cauchon, Chauveau, de Beaujeu, Dorion, Dugas, Eddy, Fortin, Gendron, Gill, Gosselin, Houde, Irvine (solliciteur général), Lalonde, Langevin, Laval-lée, LeCavalier, Locke, Lynch, Malhiot, Méthot, Ouimet (procureur général), Pelletier (L'Assomption), Picard, Poupore, Robertson, Robitaille, Sawyer, Trudel et Verreault, -34.

Contre: MM. Bachand, Cassidy, Chapleau, Daigle, David, Esinhart, Fournier, Gérin, Hearn, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Larochelle, LaRocque, LaRue, Laurier, Mailloux, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse,) Pozer, Rhéaume, Robert, Roy, Sanders, Sylvestre et Tremblay; - 29.

Ainsi la proposition est résolue dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix;

Il est ordonné que le bill soit lu une seconde fois de ce jour en six mois.

La Chambre s'ajourne à minuit et quart.

Séance du 23 novembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et trente.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Locke, - la pétition de Ralph Merry et autres, du township de Magog, comté de Stanstead.

Par M. Eddy, - la pétition de E.B. Eddy et autres.

Par M. Dorion, - la pétition du révérend J.Z. Dumontier et autres, de la paroisse de Saint-Aimé, et la pétition de Pierre Commeau et autres, de la paroisse de Saint-Ours, toutes deux du comté de Richelieu.

Par M. Méthot, - la pétition de Joseph Beauchêne et autres, du township de Sainte-Marie-de-Blandford.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, - la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Saint-Hyacinthe.

Par M. Tremblay, - la pétition du révérend A. Pelletier et autres, de la paroisse de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, comté de Chicoutimi.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues?

Du révérend Thomas Johnson et autres, - de François-Xavier Ménard et autres, tous de la paroisse de Saint-Paul d'Abbottsford comté de Rouville, - du révérend L. M. Archambeault et autres, de la paroisse de Saint-Hugues, - et de John Yule et autres, du comté de Chambly; demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer, de la Baie de Missisquoi jusqu'aux eaux du Saint-Laurent.

De la compagnie du chemin de fer des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

De W. Ritchie et autres, notaires, du district de Saint-François; demandant des amendements à l'acte concernant la profession de notariat.

De l'hospice de la Maternité de l'université, Montréal; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De la maison de Refuge, Sainte-Brigitte, Montréal; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Des soeurs de la Présentation de Marie, du diocèse de Saint-Hyacinthe, Sainte-Marie-de-Monnoir; demandant de l'aide pour le couvent de Sainte-Marie-de-Monnoir.

Amélioration des chemins publics

M. L. MOLLEUR (Iberville): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des meilleurs moyens de pourvoir à l'amélioration des chemins publics en cette province. Voici le rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept membres.
Adopté.

Introduction de bills:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'article 2260 du code civil de la province de Québec, relatif à la prescription.
Accordé.

Interpellations :

Nombre de juges de la cour Supérieure

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'amender le code de procédure civile, de manière à augmenter le nombre des juges de la cour Supérieure et à ce qu'il y ait au moins un juge résident dans chacun des districts de la province.

L'HONORABLE G. OUOMET (Deux-Montagnes): Répond qu'une mesure récemment adoptée par le gouvernement doit porter à 20 le nombre des juges de la cour Supérieure de Montréal, le nombre de ces juges est en ce moment de 19. L'intention du gouvernement cependant est de ne faire, pour le moment, aucun changement dans le personnel de la cour Supérieure.

Rapport sur l'éducation

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande quand le gouvernement présentera son rapport sur l'éducation.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le rapport est déjà chez l'imprimeur et sera disponible dans quelques jours.

Agriculture

M. P. LaRUE (Portneuf): Propose, appuyé par le député de Bagot (M. P.-S. Gendron), qu'il soit donné instruction au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation, de s'enquérir des moyens les plus propres à aider et faire progresser la classe agricole dans la province de Québec; et à cet effet on suggère le système suivant:

Préambule

L'organisation actuelle est maintenue, sauf un seul point qui touche aux fermes les mieux tenues, dans quelques comtés où il n'y a pas de sociétés d'agriculture ou dans lesquels les sociétés d'agriculture n'ont pu établir de concours, faute de concurrents. Pour rencontrer les be-

soins de la masse des cultivateurs, de ceux qui ont le plus besoin d'être éclairés sur les défauts de leur culture, on propose de subdiviser le concours unique maintenant autorisé pour chaque comté en concours sectionnels. Ces concours sectionnels auront lieu entre les cultivateurs de trois paroisses, en excluant de ces concours les hommes de profession et autres qui ne font de l'agriculture qu'en amateurs; à cet effet, un commissaire sera nommé, chargé de donner des lectures et de mettre en opération le système suivant:

1. Trois paroisses réunies par groupes formeront des sous-régions pour concours.

2. Il sera formé, dans chacune de ces sous-régions, un conseil agricole, élu et choisi par et parmi les commissaires; chaque commissaire élira un représentant ou conseiller agricole, ce qui portera le nombre de ces conseillers agricoles, pour chaque sous-région, à trois, un de chaque paroisse.

3. Le commissaire sera de droit président de chacun de ces conseils agricoles; chacun de ces conseils élira un vice-président, qui remplacera le commissaire président en l'absence de ce dernier.

4. Chaque conseil élira un de ses membres comme secrétaire-trésorier.

5. Tous les cultivateurs de chaque sous-région auront le droit de tirer au sort pour les concours. Seront exclus des concours tous ceux qui exerceront quelque profession autre que celle d'agriculteur ou qui occuperont quelque poste salarié du gouvernement. Les conseillers seront aussi exclus durant le temps qu'ils rempliront cette charge.

6. La concurrence sera ouverte à tous les cultivateurs de la sous-région avant d'être admis au tirage; chaque cultivateur devra déposer entre les mains du secrétaire-trésorier la somme d'une piastre.

7. Les conseils agricoles devront publier un programme renfermant toutes les conditions dans lesquelles les améliorations voulues devront être faites.

8. Il y aura neuf prix pour chaque sous-région, un premier prix..... un deuxième \$..... un troisième \$.....

9. Ces prix seront distribués après chaque troisième année de concours et d'après le jugement porté par le conseil, aidé du commissaire ou du conseil seul. L'octroi ordinaire aux sociétés d'agriculture suffira dans tous les cas pour défrayer les dépenses.

10. Ces prix seront accordés, non d'après le rendement de chaque lopin, mais d'après la plus ou moins grande perfection du travail exécuté, c'est-à-dire, labours, hersages, égouttement etc., etc., etc.

11. Le conseil devra visiter les lopins en concours au moins une fois par année, ce lopin contenant pas moins d'un arpent.

12. A chacune de ces visites, le conseil donnera à chacun des concurrents une des notes suivantes: très bien, bien, assez bien, médiocre-

ment, mal; et les prix seront accordés à la plus grande somme de bonnes notes.

13. Pour chacune des réunions, chaque conseiller sera payé à raison d'une piastre.

14. Durant chaque année de concours, les concurrents devront améliorer un nouveau lopin d'un arpent, de sorte qu'après les trois années de concours, chaque concurrent aura au moins trois arpents en voie d'amélioration.

J'ose me flatter que la Chambre recevra mes propositions, car elles ont trait à une question vitale. L'agriculture est une question depuis longtemps discutée mais qui ne peut pas être épuisée.

C'est sur l'agriculture que repose la prospérité des peuples; l'industrie et le commerce ne peuvent que lui servir de complément. Il n'est malheureusement que trop vrai que nos compatriotes ne tirent pas tout le parti possible de leur terre à cause de leur manque de connaissances de la culture améliorée. Il est vrai que nous avons des écoles d'agriculture, le Conseil agricole qui travaillent à l'avancement de l'agriculture, mais leurs efforts n'atteignent qu'une certaine classe et c'est celle-là que je veux secourir et je crois que si elle ne vient pas à nous, nous devons aller la trouver.

On sait que l'agriculture est entièrement négligée en certains endroits. A la Chambre incombe la tâche de la faire sortir de l'ornière. Cependant on peut dire: est-ce que l'on n'a pas le conseil d'Agriculture, des sociétés d'agricultures, des écoles-modèles, etc.? Il est raisonnable de convenir que toutes ces corporations agricoles ont des effets magnifiques là où elles existent mais les cultivateurs ne peuvent tous profiter des avantages offerts par le conseil d'Agriculture, les sociétés d'agriculture et autres corporations; c'est cette classe de cultivateurs qui doit particulièrement intéresser la Chambre. Eloignée qu'elle est par l'étendue du territoire, les difficultés du terrain et les communications des sources où elle pourrait puiser les connaissances nécessaires pour améliorer la culture, elle a besoin d'une législation qui modifie sa position. Il y a des comtés où l'agriculture existe peu ou n'existe pas. Il en est d'autres où elle marche lentement; dans d'autres comtés il a été impossible d'appliquer les règlements du conseil d'Agriculture ou d'établir les sociétés d'agriculture. Parmi ces derniers il y en a qui sont composés de dix à douze paroisses.

Plusieurs députés doivent se rappeler que dans des sessions antérieures j'ai eu l'honneur d'attirer leur attention sur les mesures que je propose et qu'ils les ont trouvées excellentes.

Mais on leur a fait l'objection que ce sont les dépenses additionnelles qu'elles entraînaient et les fonds suffisants pour encourir pareilles dépenses qui manquaient. Je ne tiens pas au système que je propose. Si quelque député peut en soumettre un plus avantageux encore, je serai satisfait. C'est notre devoir à tous d'améliorer autant que possible les lois relatives à l'agriculture. Avant de reprendre mon siège, je

demandrai à la Chambre de renvoyer, après les avoir considérées, mes résolutions au comité d'agriculture.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le député de Portneuf (M. P. LaRue) devrait soumettre ses idées au conseil de l'Agriculture, à titre de membre d'une société agricole.

Il y a dans les résolutions de M. LaRue une foule d'excellentes choses, mais elles ne sont pas dans l'ordre, en ce qui regarde l'augmentation d'un surcroît de dépenses. Je suggérerai à M. LaRue de remettre à demain ses résolutions.

J'appuierais ce projet, s'il était refait, car je crois qu'il demande à être amendé.

M. P. LaRUE (Portneuf): Je crois que l'honorable premier ministre a oublié que dans les résolutions il est dit que l'octroi ordinaire aux sociétés d'agriculture suffira pour le bon fonctionnement du système que je propose, si le gouvernement provincial n'est pas en état de faire de nouveaux frais en faveur de l'agriculture.

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Comme agriculteur, je crois devoir faire quelques remarques sur les propositions de M. LaRue.

J'approuve les résolutions du député de Portneuf en faveur de la classe agricole, mais je suis contre l'une d'elles qui demande l'exclusion des concours agricoles de tous les hommes de professions libérales, exerçant l'agriculture en amateurs et dont les expériences peuvent bénéficier immensément aux comtés qu'ils habitent.

Je crois que les sociétés d'agriculture ne fonctionnent pas bien et n'offrent pas d'avantages aux paroisses centrales du comté, en sorte que le nombre de concurrents est fort restreint et tout au plus égal au nombre de prix offerts. Je suis d'avis qu'il vaudrait mieux, comme le demande M. LaRue, faire concourir trois paroisses au lieu de tout le comté. Je termine en notant que le conseil d'Agriculture a fort entravé les intérêts de l'agriculture et que le système actuel pêche par plus d'un côté.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je n'ai pas l'intention de combattre le projet de M. LaRue, quoiqu'il soit en contradiction avec les résolutions adoptées par le conseil agricole, car je veux laisser le champ libre à l'initiative individuelle et ne veux pas agir comme un éteignoir.

Je n'ai aucune objection à ce que la mesure soit renvoyée au comité d'agriculture et d'immigration, mais demande qu'alors le conseil d'Agriculture soit entendu devant le comité. Il proteste contre l'avancé du député de Nicolet contre ce conseil.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Je félicite M. LaRue de fournir l'occasion de nous occuper de cette question importante, et de voir quels

seraient les meilleurs moyens de promouvoir les intérêts de l'agriculture.

Je suis heureux de dire que notre agriculture a fait des progrès marqués, progrès auxquels les sociétés d'agriculture n'ont pas été étrangères; cependant il me semble que notre système est encore susceptible de perfectionnements.

Il est d'avis, ainsi que plusieurs des députés, que le système actuel d'agriculture laisse beaucoup à désirer. Cependant il est heureux de reconnaître les progrès rapides de l'agriculture depuis quelques années malgré les imperfections du système. Ce n'est pas au système que revient l'honneur de ces progrès rapides. L'instruction agricole qui s'est perfectionnée a eu des résultats inappréciables, loin d'être négligée comme on a bien voulu le dire, elle a répandu par toutes les campagnes les lumières de la science et fait perdre un immense terrain à la vieille routine. Beaucoup comprennent maintenant que l'agriculture améliorée relève non seulement la fortune individuelle, mais aussi celle de tout le pays.

Nous n'en sommes plus au temps où l'agriculture était méprisée, regardée comme un vil métier, même par ceux qui l'exerçaient; nous n'en sommes plus au temps où elle manquait des secours et du capital et de la science. Les écoles et les sociétés d'agriculture abondent de tous côtés et le capital s'est mis généreusement à leur service. Il lui importe aussi que les grandes artères de communication et de colonisation s'ouvrent afin que l'industrie puisse y faire passer ses produits. L'industrie agricole et l'industrie manufacturière, voilà deux auxiliaires indivisibles et qui sont les sources de la prospérité du pays. "Agriculture et industrie", voilà quelle devrait être la devise du peuple canadien. Il est vrai de convenir que ces deux industries ont eu leurs mauvais jours, mais l'initiative privée fait acte de virilité, l'ouvrier s'agite, se remue; c'est pourquoi aujourd'hui elles sont entrées dans la voie du progrès et de la prospérité.

M. V. ROBERT (Rouville): Je trouve injuste d'exclure les gens instruits des concours, car ce sont les hommes instruits qui ont fait faire des progrès à l'agriculture.

Où en serions-nous, dans mon comté, sans le colonel Campbell? M. Joly n'a-t-il pas rendu des services, dans son comté, aux cultivateurs? Je crois que ces résolutions sont inutiles et qu'il vaut mieux laisser agir le conseil Agricole, lui donner le temps de nous faire connaître ses projets. Je crois que M. LaRue est un grand patriote, et bien disposé à l'égard de l'agriculture, et qu'il a l'air aussi cultivateur que médecin, mais qu'il est plus médecin que cultivateur.

M. P. LaRUE (Portneuf): Fait remarquer que M. Robert ne semble pas avoir compris ses résolutions.

M. M. HOUDE (Maskinongé): Trouve le plan de M. LaRue impraticable.

Les résolutions sont adoptées et renvoyées au comité d'agriculture.

Dépenses contingentes

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. H.-G. Malhiot), que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

Adopté.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Cautionnement des officiers de la province

M. E. LABERGE (Châteauguay): Propose qu'une adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, demandant la mise en vigueur de l'acte relatif aux cautionnements des officiers de la province de Québec.

Il dit que dans bien des cas, les garanties données n'ont aucune valeur et que les clauses de l'acte sont si mal appliquées qu'elles sont inopérantes.

Il a vu des propriétés données en caution, qui sont grevées d'hypothèques bien au-dessus de leur valeur, de sorte qu'elles échappent à la rigueur de la loi.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Quand il était à Ottawa, il y a un an, il a essayé d'obtenir les garanties originales, mais sans succès. Il possède cependant les listes de celles qui ont été données. Il dit que sans être aussi bien informé pour tous les anciens fonctionnaires, il peut affirmer que les garanties sont parfaitement suffisantes, pour les officiers nommés depuis son entrée au ministère. Il a envoyé un ordre à tous régistres et protonotaires leur demandant de lui fournir toutes les informations possibles sur toutes les garanties de leur district. Quelques-uns de ces fonctionnaires ont déjà envoyé un rapport très complet, d'autres ne l'ont pas fait. Le gouvernement fera tout ce qui sera nécessaire pour s'informer entièrement sur ce sujet, si un député connaît quelques cas dont la garantie ne soit pas satisfaisante, il nous le signalera et nous nous empresserons de le régulariser.

M. L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Inquired regarding the soundness of the bonds of the Registrars.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said that he had obtained information as to their cases also from parties likely to be well informed, and he had been satisfied with the information so gathered.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Cite à ce sujet le fait qu'à la mort du shérif de Saint-Jean, le député shérif l'a remplacé sans donner de cautionnement. Quelques mois après, dans un moment qui n'était pas très éloigné des

élections, le député shérif a été officiellement nommé au shérifat sans toutefois donner ce cautionnement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que l'officier en question a donné le cautionnement légal.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Dit qu'en présentant son bill, il a seulement cherché à obtenir que la propriété donnée en cautionnement ne soit pas déjà hypothéquée.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): La loi exige pour l'avantage du pays qu'aussitôt après le décès d'un shérif, il doit en être immédiatement nommé un autre. Comment se fait-il donc que le gouvernement ait attendu si longtemps pour remplacer le shérif en question?

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le gouvernement n'était pas prêt, la circonstance n'était pas favorable et d'ailleurs il y avait l'embarras du choix.

Je conseille au député de Châteauguay de renvoyer sa motion devant le comité où il exposera toutes ses raisons.

La proposition est retirée.

Société bienveillante des cordonniers de Québec

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Société bienveillante des cordonniers de Québec.

Adopté.

The Trafalgar Institute

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer "The Trafalgar Institute" pour instruire et former les jeunes filles de moyenne et de haute condition.

Adopté.

Licences de mariage

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, appuyé par le député de Deux-Montagnes (l'honorable G. Oumet), que le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill concernant les licences de mariage soit maintenant reçu.

M. L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député de Shefford (M. M. Laframboise), sous forme d'amendement, que tous les mots après "le", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de la Chambre pour l'amender de telle manière que le coût de l'émission d'une licence de mariage n'excède pas une piastre", soient mis à la place.

La somme d'un dollar pour une licence est plus que suffisante, et le parrain du bill a admis que seule l'habitude pouvait justifier l'existence de ces frais.

Il est en faveur de cette clause du bill qui approprie le fonds des licences de mariages au fonds de l'éducation supérieure protestante, mais seulement si le moteur admet que les licences peuvent être émises par un officier déjà nommé.

Il fait allusion au jeune et intelligent avocat qui émet ces licences à Montréal, et qui peut facilement gagner sa vie sans émettre de licences de mariages.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Répond qu'il aurait pu croire que son honorable ami serait satisfait de ce qui a déjà été fait en réduisant les émoluments des officiers qui émettront les licences sans aller jusqu'à ce qui est proposé maintenant.

Il ne croit pas que l'on doive renvoyer les officiers qui ont déjà émis ces licences depuis plusieurs années.

SIR G.-E. CARTIER (Beauharnois): Pense que le solliciteur général (l'honorable G. Irvine) a bien agi en ne changeant pas la situation de ceux qui émettent actuellement ces licences.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Une telle proposition serait alors regardée comme un droit et les fonds destinés à l'éducation supérieure des protestants seront obligés de supporter des jeunes gens pour le reste de leur vie.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour: MM. Bachand, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, LaRocque, Marchand, Molleur, Pozer et Robert, 11.

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Cartier, Cauchon, Chauveau, Daigle, deBeaujeu, Dorion, Dugas, Eddy, Esinhart, Fortin, Gendron, Gill, Gosselin, Hearn, Houde, Irvine, (solliciteur général), Lalonde, Langevin, Larochelle, LaRue, Laurier, Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Mailloux, Malhiot, Méthot, Oumet, (procureur général), Peltier (L'Assomption), Pelletier (Bellechasse), Picard, Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Roy, Sawyer, Sylvestre, Tremblay, Trudel et Verreault, 44.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député de Shefford (M. M. Laframboise), sous forme d'amendement, que tous les mots après "le", jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour l'amender de telle manière que les licences de mariages soient accordées par les protonotaires, les greffiers de la couronne, ou autres officiers publics", soient mis à la place.

He had made a proposition of this kind before, which he Honorable Solicitor General had promised to meet, but had not fully met. He had made a sort of amendment as to exemption from responsibility of ministers of the Gospel, but he had not met the question of issuers, he did not move his amendments on party grounds, but he wished to record his opinions on the matter.

SIR G.-E. CARTIER (Beauharnois): S'oppose à la motion sous prétexte que les mariages par licences étaient généralement célébrés entre les protestants, l'officier émettant la licence doit être un protestant et il espère que tous les députés catholiques pour cette raison voteront contre la motion du député de Montréal-Centre. Il donne comme exemple les protonotaires de Québec et de Trois-Rivières qui sont catholiques.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Was surprised to hear Sir George appeal to the religious feelings of the members. A man of his experience and learning should know better. He held that public officers were trustworthy enough to perform their duties without being influenced by any distinctions of creed.

SIR G.-E. CARTIER (Beauharnois): Répond que les officiers publics catholiques ne peuvent pas rendre justice à leurs concitoyens protestants.

M. L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Rejette l'idée qu'on ne peut se fier aux fonctionnaires publics catholiques.

Il est peiné de voir que M. Cartier en appelle aux préjugés religieux des députés pour empêcher que son bill ne passe; surtout quand les devoirs ne sont que judiciaires, comme dans ce cas, on ne peut soulever une question de nationalité ou de religion.

Le savant baronet s'est encore servi d'arguments illogiques en voulant proposer que les officiers publics ne remplissent pas une fonction qu'il a donnée à un lieutenant-gouverneur catholique qui signe chaque licence. Il n'ajoutera plus rien sur ce sujet mais laissera la motion entre les mains de l'orateur.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said that so far as the country parts were concerned, the amendment would not work. In the district of St. Francis, if the

amendment were passed, parties would have to come seventy-five miles for a marriage licence, that is, if a Prothonotary or Clerk of the Peace was appointed issuer. As it was, the clergymen acted as issuers of licences, and the system worked well.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il envisage le sujet tout à fait selon le même point de vue que le député de Montréal-Centre.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu:

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose un amendement pour que le prix soit maintenu à six dollars. Après discussion, l'amendement est rejeté.

Et la question étant de nouveau mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu:

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, appuyé par le député de Compton, (M. W. Sawyer), sous forme d'amendement, que tous les mots après "le", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "bill soit maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant après le mot "cautionnement", dans la troisième clause, les mots "par deux cautions francs-tenanciers," soient mis à la place.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit qu'il n'a pas d'objection à présenter contre cet amendement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,

Il est ordonné que le bill soit de nouveau maintenant renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant après le mot "cautionnement", dans la troisième clause, les mots "par deux cautions francs-tenanciers".

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que la Chambre se forme en ledit comité.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a fait un nouvel amendement, lequel est lu et adopté.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre s'ajourne à six heures et quinze.

Séance du 24 novembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures-

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Holton, la pétition de Edouard Atwater et autres, les syndics et les membres de l'Eglise presbytérienne américaine de Montréal.

Par M. Larochelle, la pétition de Ninyas-Ignace Blais et autres, de la paroisse de Sainte-Claire, la pétition du révérend F.-X. Méthot et autres, de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, la pétition du révérend P. Kelly et autres, de la paroisse de Saint-Edouard-de-Frampton, et la pétition de John Marrow et autres, du township de Cranbourne, toutes du comté de Dorchester.

Par M. Sawyer, la pétition de la Compagnie du chemin de fer international de Saint-François et Mégantic.

Par M. Laberge, la pétition du révérend E. H. Blyth et autres, de la paroisse de Sainte-Martine, comté de Châteauguay.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition de l'hospice de Youville, de la paroisse de Saint-Benoit.

Par M. Brigham, la pétition du dispensaire de Yamaska.

Par M. Roy, la pétition d'Amable Bernier et autres, de la paroisse de Saint-Onésime.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De l'honorable Gédéon Ouimet et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Institut canadien-français".

De H.-G. Joly et autres, de la cité de Québec; demandant la passation d'un acte pour amender la charte du chemin à lisses de Québec à Gosford.

De James Bissett et autres, de la ville de Saint-Jean; demandant la passation d'un acte pour la construction d'un chemin de fer, à partir de la Baie Missisquoi jusqu'à la rive du Saint-Laurent, en passant par Saint-Jean et Chambly, de cette dernière place à la ville de Sorel.

Du révérend V. Rousselot et autres, le curé et les marguilliers de la Fabrique de Notre-Dame de Montréal; demandant la passation d'un acte pour amender l'acte 32ème, Victoria, chapitre 72, concernant l'agrandissement du cimetière de Notre-Dame-des-Neiges, ainsi que l'acte 33ème Victoria, chapitre 52, intitulé: "Acte pour amender l'acte 32ème Victoria, chapitre 72, concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges", et pour autres fins.

De la Compagnie du chemin de fer de la

vallée de la Rivière Noire et Missisquoi demandant de l'aide.

De la Société bienveillante des dames de Montréal; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du révérend Charles Hallé et autres, des townships d'Aylmer, Gayhurst et Spaulding; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de Gayhurst.

De J.-B. Varin et autres de la paroisse de Laprairie, de A. Pinsonneault et autres, de la paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur, du révérend P.-T. Hurteau et autres, de la paroisse de Saint-Constant, et de Joseph Normandin et autres, de la paroisse de Saint-Philippe, toutes du comté de Laprairie; demandant respectivement de l'aide pour l'empierrement des chemins.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (M. L. H. Holton), que la pétition de Joseph-Michel Robillard, cultivateur de la paroisse de Sainte-Anne-du-Bout-de-l'Isle, dans le district électoral de Jacques-Cartier, dans la province de Québec dans la Puissance du Canada, soit maintenant reçue et lue.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose sous forme d'amendement, appuyé par le député de Trois-Rivières (M. H.-G. Malhiot), que tous les mots après "Canada", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "ne soit pas maintenant reçue, en autant que cette pétition n'est pas une pétition d'élection;" 1. Parce qu'elle se plaint de l'illégalité de l'élection de Louis-Napoléon LeCavalier, tandis qu'aucune telle personne n'a été élue pour le district électoral de Jacques-Cartier, et ne siège comme tel en cette Chambre. 2. Parce qu'il n'appert pas dans cette pétition qu'elle ait rapport à la dernière élection générale pour l'élection des membres de cette Assemblée, et par conséquent que cette pétition n'est pas une pétition **d'élection dont** cette Chambre ait droit de s'occuper" soient mis à la place. J'ai déjà dit que je m'opposais à cette pétition, et je propose qu'elle ne soit pas reçue par cette Chambre parce qu'elle n'est pas suivant le statut, et qu'elle prétend qu'un siège en cette Chambre a été usurpé par Louis-Napoléon LeCavalier; ce qui n'existe pas, car, d'après le retour de l'officier-rapporteur à cette Chambre, cette pétition a rapport à un individu que nous ne connaissons pas.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Evoque le règlement. Il s'agit de savoir si la pétition va être renvoyée au comité d'élections ou à un comité spécial. D'après ce qu'il voit, l'honorable député de Terrebonne est à discuter la forme de la pétition. Il y a une règle de la Chambre qui dit qu'une pétition doit être endossée d'un certificat de l'orateur attestant que les cautionnements ont été dûment donnés. Il y en a aussi une autre qui décrète que toute pétition de cette nature doit être renvoyée au comité des

élections. C'est le tribunal légitime auquel elle doit être soumise. C'est aussi une règle de la Chambre, que pour la forme comme pour le fond toute pétition doit être adressée au comité des élections. Mais la question d'ordre qu'il élève est celle qui a trait au certificat de l'orateur, attestant réception des cautionnements, que doit porter la pétition.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Cette question ne doit pas se poser et l'objection porte à faux. Je ne discute ni la forme ni le fond, mais bien l'irrégularité de cette pétition d'élection qui n'en est pas une, parce qu'elle s'adresse à un député qui n'existe pas et qu'elle n'a pas de date.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait remarquer que le certificat de l'orateur apposé à la pétition nullifie le fait amené contre la pétition.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Ce certificat dit le jour où on l'a présentée et non le jour où on l'a faite.

L'ORATEUR: Décide que, comme l'objection contient une exception en loi, il ne peut pas la décider, et c'est une question qui doit être décidée par la Chambre.

Et l'amendement étant mis de nouveau aux voix.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je maintiens donc que la Chambre ne peut s'occuper d'une pétition protestant contre la validité de l'élection d'un député qui n'existe pas, et ne portant pas de date. S'il n'y avait encore que l'absence de la date, je conviendrais que la chose serait insuffisante pour motiver une accusation. Mais si au moins l'on mentionnait de quelle élection et de quel rapport d'élection l'on veut parler. Il n'existe rien de semblable dans la pétition. Tant qu'aux dates auxquelles la pétition a été rédigée et présentée, elles s'y trouvent et peuvent suppléer au certificat de l'orateur. N'ayant pas de date d'élection elle pourrait se rapporter à l'élection de 1867. Ces élections ne nous regardent nullement, M. l'Orateur; depuis ce temps-là nos droits et privilèges comme députés ont expiré, nous les avons repris avec un nouveau Parlement. La pétition ne dit pas même que c'est à la dernière élection que l'on veut rapporter la pétition. Mais on me dira il y a le 21, le 22 et le 23 juin dernier de mentionnés. Oui, mais de quel mois de juin dernier? Lorsque l'on veut payer un billet ou signer un papier qui dit: A trois, six ou douze mois de cette date, je promets de payer, etc., il faut bien que le billet soit daté.

Il est donc impossible que la Chambre s'occupe d'une pétition aussi irrégulière; si elle s'en arroe le droit, elle outrepassse ses privilèges et manque à ses devoirs.

C'est donc une pétition illégale, nulle, et ce n'est pas une pétition dont nous avons droit de

nous occuper. Je dirai de plus que tout est fait à plaisir pour la faire rejeter par la Chambre car le cautionnement parle de M. Narcisse LeCavalier, et dans la requête il ne s'agit que de Louis-Napoléon LeCavalier. Voilà encore une contradiction, et je puis dire qu'il n'y a pas de cautionnement pour l'élection, ce qui est fatal à la pétition.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Thought that while the speech of that Honorable Member was an excellent one for the Committee on Elections, it was entirely out of place on the floor of the House. He said that the House could not, according to recognized Parliamentary practice, take up this question, which should be argued by lawyers before the Committee. He regretted the decision of the Speaker in putting a legal question before the House. If Parliamentary Law was not retained in its rigidity there was little chance of the minority in the House coming out with ordinary justice. Whether this petition was in form or not, it was not one which the House was called upon to decide.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que les débats soient ajournés jusqu'à mardi prochain.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Objected. He thought as the Speaker had decided that the House could deal with it, and as the left were ready to go on, it might be finally dealt with.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Thought that seeing the very great importance of the question, and as weighty legal points had to be decided, the debate should be adjourned until he should have time to consult with the Hon. Attorney-General. If the gentlemen of the other side insisted, however, the Government was perfectly prepared to go on.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Croit que cela retarderait la décision de cette question importante et que ce serait mieux de discuter immédiatement la question.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Trouve drôle que l'honorable député veuille faire trancher si carrément la question par le président de la Chambre. Il est d'opinion que la discussion soit renvoyée à mardi, vu l'importance du sujet.

Les débats sont ajournés jusqu'à mardi prochain.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition de la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, demandant la passation d'un acte pour prolonger le temps pour la construction et accomplissement dudit chemin, et pour d'autres pouvoirs, et trouve que les avis ont été donnés.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la Compagnie hydraulique et manufacturière de Chambly, demandant la passation d'un acte pour prolonger le temps de sa charte, et trouve que nul avis n'a été donné.

Quant à la pétition de George G. Smith, de Saint-Albans, États-Unis, demandant la passation d'un acte l'autorisant à pratiquer comme avocat dans la province de Québec, il trouve que tous les intéressés sont bien informés de la demande.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer "L'Oeuvre du patronage de Québec", et y a fait divers amendements, qu'il soumet à votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes ayant rapport à la Corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Comité général des élections

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Montréal-Centre (M. Holton), propose que la Chambre désapprouve le mandat de l'honorable orateur, nommant Pierre Bachand, écuyer, député du district électoral de Saint-Hyacinthe; Sydney Bellingham, écuyer, député du district électoral d'Argenteuil; Francis Cassidy, écuyer, député du district électoral de Montréal-Ouest; Joseph-Hyacinthe Bellerose, écuyer, député du district électoral de Laval; Pierre Fortin, écuyer, député du district électoral de Gaspé; et Charles-François Roy, écuyer, député du district électoral de Kamouraska, pour être membres du comité général des élections pour la présente session, et déposé sur la table de cette Chambre, le vingt-deuxième jour du présent mois.

Il se plaint que la minorité ou l'opposition dans la Chambre ne soit pas suffisamment représentée dans le comité des élections. Ce n'est pas à un point de vue personnel qu'il se place pour soulever cette question. C'est une question de justice et de principe qu'il élève.

Il a été coutume, dans l'établissement du comité d'élections, et la pratique en est générale dans tous les Parlements comportant deux

partis, de nommer un nombre égal de chaque parti. On ne respecte pas cette coutume maintenant et il prie le premier ministre de le noter.

Il regrette d'être obligé de faire une motion désapprouvant le mandat de l'orateur. Il jette sur le premier ministre et le cabinet la responsabilité de cet acte. Il cite des précédents arrivés en 1857, 58, 64. En 1864, l'honorable M. Wallbridge, l'orateur d'alors, a montré la plus grande libéralité dans une circonstance absolument analogue. Cependant, l'esprit de parti alors était de beaucoup plus ardent qu'à présent. Mais c'était un principe d'équité et de justice qui était en jeu et on n'a pas hésité à le faire valoir.

L'ORATEUR: Lit la proposition du député de Lotbinière (M. H.-G. Joly).

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Approuve la modération des termes employés par l'honorable préopinant; mais il est fâché de ne pouvoir consentir à sa suggestion. L'orateur, chargé d'organiser le comité, s'est acquitté de sa tâche à la satisfaction de tout le monde.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Explained the English system, which we endeavored to follow, and the system in vogue at Ottawa. He thought that justice had not been done his side of the House. In not bringing up the motion of disapproval of the warrant, they wished to strengthen the hands of the Ministry, for so surely that the country learned that impartiality had not been observed, so soon would confidence begin to decline. Now it was proposed to allow the Speaker, with the permission of the House, to disapprove of his own warrant, and make the necessary change.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that the practice spoken of had been obtained in former and the Dominion Parliaments, but as there was no organized Opposition at the commencement of the Session, the best had been done in the way of striking committees that was possible. He did not think that any change was needed, or that there was any fear of a want of duty on the part of the Committee.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Quoted from former proceedings of Parliament to strengthen his position, and hoped that the Opposition would not be driven to make the motion.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Did not think that the ground taken by the gentlemen of the Opposition side had been fully sustained by their arguments. It was not a pleasant thing to make the Speaker censure his own act.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Prend la parole...

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Beauharnois): Soulève un point d'ordre, le représentant de Montréal-Centre a déjà parlé sur la question.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Went on to show that there was no ground for the Opposition to stand upon in this matter.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que pareil acte de censure à l'égard du président n'a pas encore été fait et qu'il était réservé à l'honorable président de l'Assemblée législative, M. Blanchet, d'avoir l'injure d'une semblable motion. Certainement, si je savais que le comité auquel il est proposé de renvoyer la question ne reviendrait pas en Chambre avec un rapport satisfaisant, je ne m'opposerais pas à la motion.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans la négative.

Dépôts judiciaires

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député Mégantic (l'honorable G. Irvine), que mardi prochain, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les dépôts judiciaires et autres.

Adopté.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Remet à M. l'orateur un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

N.-F. Belleau,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative un estimé des sommes requises pour la province pour les douze mois finissant le 30 juin 1873, et en conformité des dispositions de la 54e clause de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord 1867, il recommande ces estimés à l'Assemblée législative. (Documents de la session, no 14).

Hôtel du gouvernement,
Québec, 24 novembre 1871.

Il est ordonné que ledit message, ainsi que les estimés qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

A six heures, l'Assemblée interrompt ses travaux.

Reprise de la séance
à sept heures et demie.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

Mr. Speaker — In making the motion that you should leave the Chair, and the House go into Committee to consider the Supply to be granted Her Majesty for the fiscal year beginning the 1st of July next, it is due to the

House and country, that some explanations be given as to our receipts and expenditures for the past fiscal year, ending the 30th June last. Under our system of Constitutional Government, it belongs to this branch of the Legislature to grant or withhold the supplies necessary for carrying on the public business of the country in the various departments, and as this House is responsible to the people for its act, Hon. Members have a right to understand fully our financial position, and to pronounce thereon; to examine into the manner the former appropriations have been disposed of; as also to examine into the probable income derivable from the various sources of revenue at the command of the government.

I shall, Mr. Speaker, endeavor to give the House the fullest information in my power on these points, trusting the members of this House will, as heretofore, give me their patient attention and extend to me that courtesy and consideration which have always been given to every member of this House while addressing his colleagues. I am quite aware of the difficulty of making a financial statement interesting. There is no room for fancy or imagination to play. Nothing but plain, dry matters of fact to be dealt with, and did I rely on my ability to make my remarks interesting to Hon. Members I am aware I should only miserably fail. At the same time as it devolves on me to give such information and explanations as the House requires, I shall do so in the best way I can, trusting that in connection with the printed documents in the hands of hon. members, such information may be given as will enable them to arrive at a true knowledge of the state of our affairs. I would at the outset wish to guard hon. members from supposing that the Public Accounts of the Province, submitted from year to year, are to be taken as showing the real standing of our Provincial affairs — that is, that the sources of revenue from which our receipts are credited from year to year and the items of expenditure shown in our published statements are either our only circulable sources of revenue, which the Province can command or the only objects to which the Province may be called upon hereafter to disburse money.

The Public Accounts therefore are merely statements of moneys received and moneys paid out by the Government, and do not show either our resources or liabilities. Happily for us, our resources or Revenue are more ample than those from which we have hitherto received our cash receipts, and the principal object for which we will have to pay out money. Over and above those highly important objects, which have already been sided and assisted from the public purse — will be for payment of interest upon our share of the surplus debt of the late Province of Canada over the 62 1/2 millions of dollars assumed by the Dominion Government. As the Province

advances in population and wealth, as our natural resources are developed — as our means of communication are perfected, our sources of Revenue will increase and our ability to aid still further in developing assisting enterprises likely to benefit the Province.

In the meantime, may I be allowed to allude shortly to our position as respects the pending Arbitration between Ontario and Quebec. I am well aware that this question was fully and ably discussed at last session of the House, and also the other day during this session, but the importance of the subject is such, that I think it is desirable for the House and the Country. I cannot admit even for a moment, or for the sake of argument that the pretended award given by the two Arbitrators is worth anything either in favour of Ontario or against Quebec, nor worth to Ontario what it is rumored she had to pay, before the so-called award would be signed.

It will be in the recollection of many of the members of this House, the action which was taken by the Government, and fully endorsed by the Legislature, in protesting against any validity being given by the Dominion Government to the pretended award, as rendered by two arbitrators, only, when this Province was unrepresented on the Board or before the arbitrators. The action of the Dominion Government was anxiously looked for by our people. That Government has the payment of the subsidies to the respective Local Governments to make, under the B.N.A. act of '67: inasmuch as the interest on the surplus debt of the late Province of Canada, over the 62 1/2 million dollars assigned by that Act to the Dominion Government, has to be paid by the provinces of Ontario and Quebec, or retained by the Dominion Government out of their respective subsidies. It was no wonder, considering the issue at stake, that we, in this Province, were anxious to know what validity, if any, would be given by the Dominion Government to a judgement rendered so much at variance with what we believed to be equitable and just.

The Dominion Government did what I am bound to say I fully expected, insofar as paying no attention to the award was concerned, that is that no calculation should be made in paying the subsidies to the Provinces of Ontario and Quebec respectively, upon the proportion of the surplus debt assigned to each Province by the award. The Dominion Government treated the award as no just award, and acted as if it had not been rendered. Without expressing in set terms, as I was in hopes would have been done, that the proceedings of the two Arbitrators, the one appointed by the Dominion Government and the one appointed by the Government of Ontario, after the withdrawal of the Arbitrator appointed by the Quebec Government, were utterly null and void. However, so far as

practical purposes were concerned, the Dominion Government treated the award as worthless, and possibly with the view of getting out of rather a tight place, or of shifting off some measure of responsibility upon others.

It was suggested that the two Provinces might agree on a joint case to be submitted to the Committee of the Privy Council in England — the highest tribunal in the British dominions — for its opinion thereon; or if this were not done, either Province might appeal to the Privy Council for an opinion on the question submitted. Such opinion, when obtained, to be a guide for the Dominion Government in its future action in the premises. Now I must confess personally to having strong objections against appealing to the English Privy Council upon the Arbitration matter. I am of opinion the whole question might, and should have been settled on this side of the water where a better knowledge exists of the whole facts of the case.

In relation to the former position of the Provinces of L. Canada and L. Canada at the time of the Union in 1841, of the whole current of legislation during the Union, and where the pretensions of the two Provinces could be better understood, appreciated and adjudicated upon them by a tribunal in another country, however, he insisted upon going before the Privy Council in England, lest it might be supposed or urged against us hereafter that we had fears of the justice of our cause and of the result before the English Privy Council, and lest our non-action and non-consent and silence might be construed into an admission of the award or a waiver of our protest against it.

The Government agreed, so far as to acknowledge the record of proceedings had before the Arbitrators as kept by the Dominion Arbitrator, while Quebec was represented before them, to be substantially correct. Of course, after Quebec withdrew from the Arbitration we could say nothing about the records. The Minutes, I must say, were kept imperfectly, not signed by the party keeping them, no evidence reduced to writing, and the original book of Minutes handed over to the Treasurer of Ontario. The Government has agreed thus far, in order that the record of proceedings, such as it is, might be made up for the Privy Council.

The Government has had prepared, in order to protect the rights of the Province, and now nearly ready for printing, a statement of our prétentions, respecting the illegality of the proceedings of the two Arbitrators, of our rights as a Province, respecting the division of the surplus debt and assets, with documents and legal opinions in support of what we believe to be our joint and equitable claims, to be laid, if need be, before the Privy Council in answer to the case of Ontario.

Hon. members may rest assured everything will be done to present the claims of Quebec in

their true light before the Privy Council in England, and no pains spared to obtain justice. It would be useless for us to endeavor to induce the Dominion Government to assume the surplus debt of Canada and make compensation to the other Provinces, before in the first place, having the pretended award declared as I have confidence will be done by the Privy Council, null and void. Then, when matters are placed back as they were at the time of the withdrawal of our arbitration, we can, failing an amicable arrangement between the two Provinces, bring the matter before the Dominion Government and Legislature, with some chance of success. I need not, Mr. Speaker, allude at much greater length to this subject.

The Blue Book issued at last session of the House, if carefully read by Members, will aid them in forming an opinion as to how matters were conducted by the Government. For the information of such Hon. Members who were not present at last session, as showing the iniquity of the so-called award, I may say that notwithstanding, Upper Canada came into the Union with Lower Canada in 1841, with a debt of nearly six millions of dollars as proved by her own public accounts and Lower Canada at that time (in '41) had not a single dollar of debt, but had upwards of \$300,000 in cash in the Treasury, and equal assets to Upper Canada. The award rendered, I was going to say, by the two Arbitrators for Ontario, gave only about \$500,000 more of the surplus debt for Ontario to pay than to Quebec, and awarded of assets to Ontario three dollars in value to one dollar given to this Province.

They ignored the fact that Upper Canada in '41 was bankrupt, while Lower Canada was prosperous, and not only that, but the fact which I would direct the attention of Hon. Members that the debt due by Upper Canada in 1841, the time of the Union with Lower Canada, is still unpaid, and forms part of the surplus debt at this day over the 62 1/2 millions assumed by the Dominion Government. If Upper Canada had come into the Union with Lower Canada in 1841 without any debt, as we did, there would have been only some 4 1/2 millions of surplus debt to be divided between Ontario and Quebec, instead of some 10 1/2 millions of dollars, as the account now stands. Again, one other point with reference to the printed documents alluded to, will prove the Hon. Mr. Justice Day, the Arbitrator appointed by Quebec, did not resign his office, as some have pretended, because he differed in opinion with the other Arbitrators, but because they persisted in pronouncing a preliminary

judgment, which, if adhered to, bound them to a course of action before the whole case was submitted to them which could not, in the nature of things, leave them in a position to do justice, or which if departed from, placed them in the unenviable position of violating their own judgment.

This latter alternative they adopted, and in every case in favour of Ontario and against Quebec. They said this memorable award actually gives to Ontario a lesser share of the surplus debt to pay, than her factum laid before the arbitrators said she ought to pay, consequently placing upon Quebec a larger amount than ever Ontario said this Province should bear. But this is not all. Ontario had awarded to her a larger share of the assets than she pretended belonged to her, thus taking off from Quebec assets which Ontario said belonged to us. It is hardly to be wondered at that Ontario should wish such an award to be confirmed. Mr. Speaker, I have no fears of being called upon to submit to the decision of the Privy Council in England, confirming the award. No disinterested tribunal can sanction such gross and manifest injustice to this Province, entailing lasting injury of this important part of the Dominion.

I boldly say that this Province is second to none other in its loyalty and submission to constituted authority, whether human or Divine, and second to no other Province in the Dominion in its efforts to promote the prosperity and advancement of our common country. Quebec, as a unit on this question, cannot be ignored, or fail to obtain her just rights. And, however much we may differ on minor questions, with affecting our Province, let us act with unanimity on this vital question; with one heart and voice, let us assert our determination to obtain a just and equitable decision of the question at issue between us and Ontario and I have no fear as to the result. I now proceed Mr. Speaker, more particularly to my statements concerning the receipts and expenditure of the part fiscal year ending the 30th June last. I may remark that the estimated receipts of that period were included with the estimated receipts of the previous six months, owing to the plan adopted by my predecessor in office. I may say, however, that the estimated receipts were fully borne out by the actual receipts and the estimated expenditure more than the actual expenditure. I come first, therefore, to the receipts and expenditure of the fiscal year ending 30th June last, (traduction):

Je vais parler maintenant des recettes pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1871.

Gouvernement fédéral

Subside fédéral	\$790,000.00
(Retenu par le gouvernement fédéral sur le subside de l'année)	\$169,252.80

Département des Terres de la couronne

Recettes générales	\$ 61,272.76
Bois et forêts	406,480.57
Domaine de la couronne — Seigneurie de Lauzon — Dépot sur la collection de bois et terre, etc	40,278.23
	<u>\$508,031.56</u>

Fonds spéciaux

Terres du clergé (fonds des municipalités)	\$ 6,783.64
Biens des Jésuites (fonds et revenu de l'éducation supérieure)	22,217.51
	<u>\$ 29,001.15</u>

Billets payables

Payé depuis le 30 juin 1870	14,235.91
Retenu total des terres de la couronne	\$551,260.62
Pour billets payables inclus dans cet item non encore échus	15,852.66
	<u>\$535,414.96</u>

Ce qui donne un surplus de recettes sur l'année précédente dans le département des Terres de la couronne de \$33,910.23.

On a parlé dans un certain public de l'oppression du département des Terres de la couronne envers les pauvres colons en leur faisant payer le prix des terres qu'ils avaient achetées du gouvernement. Ce qui est dû pourtant sur des terres vendues pour fins de colonisation du département des Terres de la couronne s'élève à la somme considérable de \$626,769.39 et le revenu provenant de cette source pour l'année écoulée a atteint seulement la somme de \$66,360.17, environ 10 5/8 pour cent, et je ne pense pas qu'on puisse prouver un seul cas où le gouvernement ait agi oppressivement à l'égard des colons vivant sur leurs terres. A mesure que les chemins de colonisation et les voies ferrées se construiront, ces colons seront plus en état de payer et je crois avec raison que cette source de revenu ne fera qu'augmenter graduellement.

Honoraires judiciaires

Timbres	\$ 73,927.95	
Perceptions sur les poursuites civiles dans nos cours	\$ 8,598.05	
		\$ 82,526.60

Fonds de bâisses et de jury

Timbres	\$ 7,966.46	
Perception	14,424.84	
		\$ 22,391.30

Taxes de la cour

Timbres	\$ 7,058.58	
Perception	3,695.92	
		\$ 20,754.50

Montréal	\$ 19,203.15
Aylmer	816.53
Kamouraska	719.81
Bonaventure	15.01
	\$ 20,754.50

Timbres non distribués

Loi	\$ 6,338.46	
Enregistrement	3,202.99	
		9,541.45
		\$135,214.05

A être trouvé dans l'état no 2 des recettes, savoir:

Timbres judiciaires	\$ 99,648.74
Timbres d'enregistrement	8,845.70
Frais légaux des timbres non compris	8,598.85
Fonds de bâisses et de jury	14,424.84
Palais de justice de Montréal	3,695.92
	\$135,214.05

Licences

Revenu des auberges, encans, licences de marchands ambulants \$100,964.91

Je suis maintenant heureux de dire qu'en vertu de notre acte de licence, le revenu provenant des licences sera probablement un peu augmenté durant l'année courante. Lorsque nous avons cessé de donner les licences d'auberges aux épiciers de Montréal et Québec, je m'attendais à une diminution de revenu, et j'espérais que le crime diminuerait en conséquence et que l'administration judiciaire serait moins dispendieuse. De plus, je considérais que le revenu ne devait pas être notre seul objet en vue lorsque la morale et la paix parmi notre population étaient en jeu.

EducationEcoles normales:

McGill	\$ 2,282.34	
Jacques-Cartier	2,432.10	
Laval	2,039.37	
		\$ 6,753.81

Fonds des instituteurs en retraite

Contribution des instituteurs	\$ 626.09
Fonds de bâtisse des écoles normales	800.00
Journal de l'Instruction publique	419.14
	<hr/>
	\$ 8,629.04

Travaux publics

Nouvelle prison de Kent Pasture	\$ 60.00
---	----------

Revenu casuel

Recettes des effets volés, amendes des greffiers de paix, copies des documents officiels, etc	\$ 1,008.70
Maison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul	3,996.66
Asile des aliénés de Saint-Jean	865.00
Fonds d'emprunt municipal	15,865.75
Emprunt du feu de Québec	5,865.30
Gazette officielle	18,185.11
Cette somme ne comprend pas les impressions faites par le gouvernement durant l'année qui, à des taux réduits, s'élèveraient à \$3,172.42, lesquelles, si le gouvernement les payait directement, seraient de	21,557.53
Les \$18,185.11 sont en conséquence des recettes payées comptant, toutes les recettes étant versées dans le Trésor et toutes les dépenses payées par lui. Les recettes payées comptant sont de \$11,075.68 en sus des dépenses et comprennent ce que le gouvernement aurait eu à payer, si la Gazette eut été publiée par d'autres personnes	14,247.90
Impression des lois	12.00

Intérêts

Sur les dépôts spéciaux	26,383.49
Sur les billets recevables	41.78
	<hr/>
	\$ 26,425.27

Administration de la justice

Shérif de Montréal — Maison de correction	\$ 3,250.63
Do. — Corporation, pour la garde de la prison	2,400.00
Do. — Vieux meubles vendus	15.00
	<hr/>
	\$ 5,665.63

Asile des aliénés de Beauport

Reçu des marins anglais, repayé par le percepteur des douanes	\$ 41.25
---	----------

Refondu en crédits

Ecoles communes	\$ 447.66
Livres de prix	101.39
Education agricole	148.45
Instituteurs en retraite	31.00
Police spéciale. 33 Vict. ch. 24, par commissaire	63.35
Société de colonisation, l'Islet	150.00
Chemins et ponts, par J.-D.-E. Lionais	40.69
Conseil législatif	139.90
Assemblée législative	1,378.93
Contingents des départements	1,244.09
	<hr/>
	\$ 3,750.48
Recettes totales pour l'année	1,651,287.09
En main le 31 juin 1870	667,243.49
	<hr/>
	\$2,318,530.58

Sommaire des recettes

Gouvernement de la Puissance	\$ 790,000.00
Département des Terres de la couronne	535,391.48
Fonds d'honoraires judiciaires, fonds de bâties et du jury, estampilles et taxe des palais de justice	135,214.05
Licences de divers genres	100,964.91
De toutes les autres sources:	
Education, revenu éventuel, fonds d'emprunts municipaux, maison de réforme, Gazette officielle, intérêt sur l'emprunt de l'incendie de Québec	89,716.65
Recettes totales pour l'année	\$1,651,287.09

Education

Les dépenses s'élèvent à \$ 234,013.41

Education supérieure	\$ 74,088.00
Ecoles communes	124,339.03
Ecoles dans les pauvres municipalités	7,735.00
Ecoles normales	43,590.90
Salaires des inspecteurs d'écoles	19,061.38
Livres pour prix	2,500.00
Journal de l'Education	2,400.00
Fonds des instituteurs en retraite	4,700.00
	\$278,413.41

Institutions littéraires et scientifiques

Divers — A Montréal & Québec	3,600.00
Divers — Chambre des arts et manufactures	2,000.00
Total de l'éducation	\$284,013.41

Agriculture

Divers — Sociétés d'agriculture, avec le pourcentage accordé par la loi au conseil d'Agriculture	\$ 46,553.00
Chambre d'Agriculture	8,000.00
Education agricole, en rapport avec les écoles normales	615.90
Octrois aux collèges d'agriculture de Sainte-Anne, l'Assomption et Compton, (\$1,000 chacun)	2,400.00
Montants dus payés à Sainte-Anne, l'Assomption depuis 1867	2,180.00
Total pour les frais d'agriculture	\$ 59,748.00

Immigration \$ 19,481.94
Le montant a été dépensé principalement pour les salaires des agents en Europe et à Québec, pour l'impression et la diffusion des renseignements en Europe sur les ressources et les productions de la province. On peut prévoir les résultats qui en découleront par le flot d'immigrants qui arriveront le printemps prochain. Nous devons faire de grands efforts pour rivaliser avec les provinces sœurs. Nous espérons recevoir du gouvernement de la Puissance un montant additionnel à nos propres crédits à cet effet.

Fins de colonisation	\$ 221,652.35
Sociétés (dont 30 sont subventionnées)	\$ 7,594.75
Chemins — 1ère classe	124,347.40
2me classe	17,587.10
3me classe	11,951.35
Sainte-Anne-des-Monts (spécial)	10,000.00
Cartes et Etats	2,000.00
Chemins de fer - Québec et Gosford	48,171.20
	\$221,662.30

Ce qui fait pour les dépenses de l'agriculture, de la colonisation et de l'immigration durant l'année dernière un montant de \$300,983.03.

Chemin Gosford. - Nous étions obligés de donner des débetures ou de l'argent à la compagnie. Les bons auraient porté 6 par cent d'intérêt et le fonds d'amortissement 2 p. cent, pour faire face aux bons échus. Le gouvernement ne reçoit que 4 à 5 par cent d'intérêt sur les dépôts dans les banques. Nous avons de l'argent déposé à cet intérêt et payer 6 par cent d'intérêt et 2 par cent de fonds d'amortissement me semblait une mauvaise politique. C'est pourquoi j'ai recommandé au gouvernement de payer les \$48,121.20 au comptant, montant capitalisé des \$150 par mille payables durant 20 ans en vertu de la loi. On a ainsi considérablement épargné à la province. La compagnie du chemin de fer aurait probablement préféré les bons du gouvernement pour lesquels il aurait été payé une prime, mais j'ai cru que les intérêts de la province seraient mieux protégés en payant de suite et ne faisant aucune injustice à la compagnie de chemin de fer. On devra se rappeler du paiement de ce montant en examinant le montant en caisse à la clôture de l'année fiscale.

Travaux publics et bâtisses

Loyers, assurances, réparations	\$ 25,230.07
Inspections et arpentage	1,884.10
Maison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul	3,098.57
Palais de justice de Montréal	941.77
Pont de Batiscan	6,500.00
Loyers, palais de justice et prisons,	
Assurances et réparations	8,735.77
Palais de justice et prison d'Aylmer	8,146.56
Prison de Montréal	7,519.81
Palais de justice et prison du comté de Bonaventure	2,775.48
Palais de justice et prison de Gaspé	2,590.09
Nouvelle prison de Québec	16,189.81
Nouvelle prison de Sherbrooke	3,004.63

Murs de prisons

Palais de justice et prisons dans les nouveaux districts:

Arthabaska	\$ 3,564.88
Joliette	4,500.97
Montmagny	4,647.52
Richelieu	4,792.22
Bedford	2,232.90
Iberville	2,162.08
Rimouski	3,010.27
Saint-Hyacinthe	3,212.37
Terrebonne	3,369.00
	<hr/>
	\$ 31,492.21

Total des travaux et bâtisses publics	\$ 119,008.87
Pont Dorchester — Placement dans la Compagnie de	
barrières de la rive nord Québec	15,000.00
Charité	172,193.09
Asile des aliénés de Beauport	
(coût moyen de 770 patients à \$145 chacun	\$105,458.00
Asile des aliénés de Saint-Jean	
(disons 75 patients à environ \$266 chacun)	20,000.00
Hôpital de Marine de Québec	4,300.00
Charité diverses, hôpitaux et asiles	35,970.00
Maison de réforme	2,434.79
Industrie do	4,330.30
	<hr/>
	\$172,193.09

Dépenses du département des Terres de la couronne	\$ 93,401.17
Pour service d'enregistrement	\$ 16,202.70
Arpentage	24,000.00
Dépenses générales, agences, etc.	53,598.57
	<hr/>
	\$43,701.17

Gazette officielle de Québec	\$ 7,109.43
Fonds de municipalités	494.00
Arbitrage en vertu de l'acte constitutionnel	2,598.65
Dépenses diverses	9,613.44
Aide aux incendies du Saguenay	10,400.00
Aide aux incendies d'Ottawa	3,000.00
Licences, timbres, etc.	2,116.45
Dépenses totales du Trésor par mandat pour l'année	1,618,997.30
A ajouter: Payé par les officiers du revenu, au moyen de perceptions sur les licences et aux municipalités en vertu de la loi	\$ 15,227.48
Fonds de bâtisses et de jury payé par les shérifs	\$ 7,254.31
	\$ 22,401.74
	\$1,641,479.04
A ajouter aussi: Payé sur des mandats non payés	33,639.92
	1,675,118.96
Moins sur les mandats non perçus	15,624.71
	1,559,495.25
Ainsi les recettes totales durant l'année en y comprenant le montant dans le Trésor, en juin 1870 sont de	2,318,530.58
Déduction des dépenses totales durant l'année	1,650,496.25
En caisse dans le Trésor au 30 juin 1871	\$ 659,035.83
Disposé comme suit:	
Dépôt spécial à intérêt dans la Banque de Montréal	350,000.00
Dépôt spécial à intérêt dans la Banque de l'Union	200,000.00
Dépôt ordinaire de la Banque de Montréal	109,035.33
	\$ 650,035.28

On remarquera que ce montant est moindre seulement de \$6,208.16 dans le Trésor, au 30 juin 1870 et on se rappellera que nous avons payé à la Compagnie du chemin de Québec et Gosford, \$48,171.20 et placé \$15,000 à intérêt sur le pont Dorchester et payé \$83,639.92 sur les opérations de l'année précédente. Si ces montants que l'on peut ranger en quelque sorte parmi les paiements extraordinaires étaient ajoutés à la balance actuelle dans le Trésor, le montant aurait dépassé celui de l'an dernier de \$72,979.25

Nos dépenses principales peuvent être classées sous les chefs suivants:

Législation	\$ 12,892.93
Gouvernement civil	128,643.25
Administration de la justice, licences, et éducation	313,278.00
Agriculture, colonisation et immigration	281,013.00
Travaux publics et bâtisses de charités	310,953.00
Hôpitaux, asile des aliénés	119,098.85
Dépenses des terres de la couronne, agences, commission, etc.,	172,193.00
Divers autres items, y compris les donations aux incendies du Saguenay et de l'Ottawa	31,731.09
Placement dans le pont Dorchester	15,000.00
	\$1,618,997.30

On doit ajouter: payer pour service extérieur, licences d'auberges, par les shérifs sur les fonds de bâtisses et jury	22,481.74
Mandats non perçus payés en 1869-70	33,639.92
	\$2,675,118.96

Moins sur mandats non perçus	15,623.75
Dépenses totales pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1871	1,659,195.23

Jusqu'ici, M. l'Orateur, j'ai traité des recettes et dépenses actuelles de la dernière année fiscale. Les honorables députés trouveront dans les comptes publics les détails des affaires de l'an dernier, coordonnés de façon à les faire aisément comprendre.

Je vais maintenant continuer en soumettant à l'Assemblée le montant évalué des recettes et celui des dépenses pour l'année fiscale finissant le 1er juillet prochain. Ce travail a été préparé avec le plus grand soin, les dépenses et recettes sont basées sur l'expérience des quatre dernières années. J'espère que la Chambre les trouvera raisonnables et exactes. Je n'ai pas comme quelques-uns, M. l'Orateur, le talent de donner une couleur de rose à mes rapports financiers. Je préfère beaucoup de donner l'estimation des recettes au-dessous plutôt qu'au-dessus, certain dans ces circonstances d'avoir nos recettes au-dessus de l'estimation. Il est beaucoup plus agréable, pour un trésorier, de trouver ses revenus au-dessus de ses prévisions que de les voir dans le sens opposé. Je crois qu'il en est de même pour l'Assemblée et pour le pays.

Il y a un fait très remarquable, c'est que le trésorier trouve toujours un grand nombre de personnes désireuses d'aider le ministère dans les dépenses qu'ils proposent comme devant sauver matériellement le pays et sans lesquelles la constitution est en grand danger. Bien rarement au contraire ces mêmes personnes proposent les moyens d'augmenter les revenus devant sauver la constitution du danger et le pays de la ruine en l'assistant pour augmenter les recettes de la trésorerie de temps en temps.

Cependant il en est ainsi; et j'espère que les honorables députés de cette Chambre seront zélés et dévoués pour accorder les ressources au Trésor comme d'autres sont à les prodiguer.

Parmi toutes les pétitions à cette Assemblée, il n'y en a pas une proposant d'augmenter les ressources du Trésor mais bien le contraire.

Le premier item de recettes inscrit est du gouvernement de la Puissance, \$800,000. L'allocation annuelle de la Puissance à cette province suivant la population fixée par le recensement de 1861 s'élève à \$950,252.80. Cette estimation permet au gouvernement de la Puissance de retenir en compte d'intérêts \$159,252.80, en outre des intérêts sur certains fonds déposés entre les mains de la Puissance, qui nous appartiennent d'une manière incontestable. J'ai fait le calcul de ce qui nous serait payé par la Puissance en comparant avec ce qui a été payé précédemment pour les quatre dernières années, compris le montant payé et reçu pour notre compte par la Puissance; et par ce que le gouvernement charge d'intérêts sur fonds déposés à la Puissance appartenant à la province de Québec.

Cet état a été préparé pour l'année fiscale prochaine tout entière, et montre une balance avantageuse en notre faveur sur le partage des intérêts dus au gouvernement de la Puissance, quelle que soit la partie du surplus de la dette que cette province doive éventuellement assumer. Il m'est impossible dès à présent de dire ce qu'elle pourra être; mais je puis affirmer sans hésitation, que si une forte partie du surplus de la dette nous est assignée, nous n'avons aucune raison de nous décourager.

Nous avons toute possibilité de payer les intérêts chaque année sans faire aucune brèche sérieuse sur les fonds du Trésor.

Ces calculs sont basés sur une recette de \$800,000 par an du gouvernement de la Puissance pour le présent et l'année fiscale prochaine. J'arrive maintenant à l'estimation des recettes du

Département des Terres de la couronne

Ces chiffres sont donnés d'après une estimation soignée

faite par les officiers de ce département, lesquels, je n'en doute pas, s'élèveront pleinement à	\$ 515,001.00
Pour timbres judiciaires et d'enregistrement, fonds d'honoraires judiciaires, fonds de bâtisse et de jury, taxes pour palais de justice, etc., etc.,	135,000.00
Licences du revenu de l'intérieur de divers genres	110,000.00

Je vois que l'estimation faite l'an dernier pour les recettes de l'année courante ne serait probablement pas tout à fait réalisée. La différence provient du retrait des licences aux épiciers de Montréal et Québec.

Du revenu de l'éducation y compris les écoles normales	\$ 10,000.00
Revenu casuel	1,260.00
Maison de réforme: Saint-Vincent-de-Paul, asile des aliénés de Saint-Jean, maison de correction, Montréal	9,860.00
Fonds d'emprunt municipal	50,000.00
Emprunt du feu de Québec	5,000.00
Gazette officielle	18,000.00
Honoraires sur les bills privés et impression	2,000.00
Intérêt sur dépôts et billets payables	25,000.00
Police spéciale	28,500.00

Ce qui fait que l'estimation du revenu s'élèvera à \$1,709,621.00

J'arrive maintenant, M. l'Orateur, à l'estimation des dépenses pour l'année fiscale entre le 30 juin 1872 jusqu'au 30 juin 1873. Les honorables députés se rappelleront qu'en appropriant des sommes respectives pour les différents services mentionnés dans les estimés, il ne s'en suit pas nécessairement que les montants votés seront tous dépensés; mais je préfère demander assez pour couvrir les dépenses probables, aimant mieux avoir un léger surplus d'appropriations que de faire voter des crédits spéciaux pour couvrir le déficit dans les appropriations. Toute somme appropriée qu'il n'est pas nécessaire de dépenser est retenue dans le Trésor et effacée du crédit spécial à la fin de l'année fiscale. De cette façon, la Chambre connaît parfaitement l'appropriation faite durant l'année pour tout service particulier, et en premier lieu, j'aborde:

1.- La législation

Conseil législatif, frais de voyage par mille	
salaires et contingents.	\$ 37,751.00
Assemblée législative pour services du même genre	93,600.00
Dépenses d'élections	2,000.00
Bibliothèque parlementaire	5,000.00
Greffier de la couronne en chancellerie, salaires et contingents	1,000.00
Impression, reliure et distribution des lois	5,000.00
Greffier en loi, salaire et contingents.	3,445.00
Ce qui fait un total pour la législation de	<u>\$147,796.00</u>

II.- Gouvernement civil

Salaires des officiers et contingents	\$132,325.00
---	--------------

Les items de cette estimation ont été imprimés en détail et soumis à la Chambre, indiquant les salaires de tous les employés dans les départements.

III.- Administration de la justice

Police: couvrant les appropriations par statut,	
et y compris la police spéciale	\$ 44,000.00
Maison de réforme, Saint-Vincent-de-Paul, entretien	33,000.00
Inspection des prisons	3,600.00

Ce qui fait un total de dépenses proposées	
pour l'administration de la justice	<u>\$373,838.00</u>

Je dirai au sujet de ces items que l'on fait souvent des plaintes concernant le coût de ce service en cette province, comparativement à Ontario et certaines parties des Etats-Unis. On devrait cependant se rappeler qu'une grande partie de ce qui est payé dans cette province à même le Trésor public est dans la province d'Ontario et des Etats-Unis payé par la taxation locale par les conseils municipaux et autres corps. Et aussitôt que les municipalités seront prêtes à assumer le paiement d'une partie des dépenses de l'administration de la justice, à même les fonds locaux, cette portion de nos dépenses pourra être réduite. Jusque là, je ne vois pas comment l'on peut opérer de réduction, seulement en autant que les vieux mourront, ou résigneront, ou abandonneront autrement la charge, les nouveaux titulaires recevraient lorsqu'il sera possible des honoraires d'office, tel que réglé par la loi au lieu de recevoir des salaires comme ci-devant:

IV.- L'item suivant est celui de l'éducation pour payer les crédits statutaires

Education supérieure	\$ 71,000.00
Ecoles communes	145,000.00
Ecoles dans les municipalités pauvres	8,000.00
Ecoles normales	42,500.00
Salaires des inspecteurs d'écoles	20,500.00
Livres pour prix	2,500.00
Journaux de l'éducation	2,400.00
Instituteurs en retraite	5,100.00
Ecoles supérieures, Montréal et Québec	2,470.00
Compensation aux instituteurs Cr, pour crédits aux écoles supérieures	4,940.00
Total de l'éducation	<u>\$304,410.00</u>
Institutions littéraires, scientifiques, Montréal et Québec	3,800.00
Arts et manufactures	3,000.00
	<u>\$311,210.00</u>

En ce qui concerne l'item pour les arts et manufactures, il a été augmenté l'an dernier de \$1,000 comme l'on se proposait d'ouvrir des écoles dans les principales cités et villes de la province, si l'on donnait de l'encouragement sous forme de secours locaux. J'ai une grande confiance dans l'éducation de notre population, nos mécaniciens principalement, élevée à un niveau plus haut, afin de les rendre capables de comprendre et faire des dessins de plans et devis du département spécial de l'industrie, auquel ils désirent se livrer. Ceux qui se sont chargés de ce crédit opèrent bien et devraient être encouragés par les secours publics et privés.

Je prétends, M. l'Orateur, qu'il est du devoir de l'Etat, en autant que possible, d'aider à l'éducation des enfants des citoyens du pays. Si nous voulons marcher avec le progrès de l'époque où nous vivons, nous devons instruire notre population, je dirais presque forcer les parents et les gardiens de notre jeunesse à se prévaloir des facilités offertes pour instruire la génération qui pousse. Et l'on remarquera qu'en ce qui regarde les écoles communes, l'octroi demandé est plus considérable que d'ordinaire. Il est à espérer que des efforts seront faits pour que le revenu provenant des sources locales pour le support de nos écoles communes augmente.

V.- Agriculture, immigration et colonisation

Dépenses statutaires des sociétés d'agricultures	\$ 50,000.00
Conseil d'Agriculture	4,000.00
(Ce montant est moindre qu'auparavant, vu que le conseil ne compte pas sur une dépense aussi forte que par le passé).	
Sociétés d'agriculture, 2 françaises et une anglaise.	2,400.00
Total pour l'agriculture.	\$ 56,000.00
Immigration	20,000.00

Colonisation

Dépenses statutaires des sociétés de colonisation	15,000.00
Chemins 1ère classe	90,000.00
2ème classe	23,000.00
3ème classe	10,000.00
Crédits statutaires des chemins de fer	15,000.00
Chemins de Sainte-Anne-des-Monts, de la rivière au Renard, de la Côte du golfe.	4,000.00
Total des dépenses pour la colonisation, l'agriculture et l'immigration.	\$233,400.00

La somme pour les chemins de colonisation a été beaucoup déduite à cause des demandes pour les chemins de fer de colonisation. Nous ne nous attendons pas à faire face aux demandes pour le subside accordé à ces chemins de fer; mais j'ai pourvu à l'intérêt sur ce que l'on s'attend à payer. Nous avons l'intention d'émettre des débetures si cela est nécessaire - et placer ou non ces débetures entre les mains des diverses compagnies de chemin de fer - mais le gouvernement a l'intention de payer au comptant ou par débetures aussitôt que les compagnies de chemins de fer se seront conformées à la loi.

Travaux et bâtisses publics

Loyers, assurances et réparations.	\$ 32,680.00
(Cet item est un peu plus considérable que celui de l'an dernier, les bâtisses ayant eu besoin de réparations)	
Inspection et arpentages.	4,000.00
Dépenses des départements publics pour améliorations.	50,000.00
(Ce montant a été voté de nouveau, mais il ne sera pas dépensé durant l'année courante)	
Bureau du registraire de Montréal pour acheter ou bâtir.	8,000.00
(Les crédits suivants peuvent être mis à la charge du fonds de bâtisse et de jury de chaque district)	
Loyers des palais de justice et prisons, assurances et réparations.	13,920.05
Prison de Montréal (pour les femmes) pour ériger de nouvelles bâtisses Ceci est un second vote.	40,000.00
Prison de Montréal — pour augmenter la hauteur des murs environnants, construire une maison de garde.	5,000.00
Pour compléter le palais de justice et la prison de Bonaventure.	4,500.00
Gaspé do do do.	4,500.00

Il est possible que ces deux derniers montants soient requis avant le premier de juillet. Dans ce cas, je propose qu'un mandat spécial soit émis pour couvrir ces crédits et qu'au commencement de la prochaine année fiscale, qu'ils soient biffés. Ces montants seulement seront dépensés.

Pour élargir le palais de justice de Québec (un loyer)	\$ 7,000.00
Pour clôturer le terrain du palais de justice de Québec.	300.00
Pour ériger une salle pour la bibliothèque des avocats dans le palais de justice de Sherbrooke.	1,200.00
Pour ériger une aile au palais de justice des Trois-Rivières.	1,700.00
Palais de justice et prisons; nouveaux districts (loyer).	6,000.00
Total des travaux et bâtisses publics.	\$178,800.00

Ces dépenses sont moindres de \$50,000. au crédit de l'an dernier et j'espère qu'elles seront réduites graduellement d'année en année, vu que la plupart des palais de justice et prisons sont maintenant érigés dans tous les districts. L'item suivant, qui est très important, est comme suit:

VII- Charités

Asile des aliénés de Beauport.	\$114,000.00
Asile des aliénés de Saint-Jean.	22,000.00
Hôpital de Marine, Québec.	1,000.00
Charités diverses, octrois aux hôpitaux et asiles.	7,870.00
Maisons de réforme.	5,940.00
Ecoles industrielles.	5,400.00
Total.	\$191,210.00

Il est impossible d'accorder de l'aide à toutes les institutions qui en sollicitent. La plupart de celles qui sont inscrites sur le budget recevaient de l'assistance de l'ancienne Législature du Canada. Il est possible qu'une révision de la liste soit faite de manière qu'on répartisse les crédits un peu différemment; mais tant qu'on suivra la pratique d'accorder de l'aide à ces institutions, je ne vois pas comment on peut la discontinuer.

VIII.- Services divers

Gazette officielle de Québec.	\$ 7,000.00
Arbitrage en vertu de l'acte constitutionnel.	5,003.00
Divers.	20,000.00
	\$ 32,600.00

IX.- Perception, administration et autres dépenses

Fond des municipalités.	\$ 3,000.00
Service d'enregistrement par le département des Terres de la couronne.	18,202.00
Arpentages.	24,000.00
Dépenses générales par le département des Terres de la couronne y compris les biens des Jésuites, les terres du clergé, le domaine de la couronne, la seigneurie de Lauzon et les bois et forêts.	50,100.00
Timbres et licences.	3,000.00
	\$ 98,802.00

Making the proposed expenditure for fiscal year,
ending June 30th, 1873, amount to \$1,699,481.00

To cover Special Warrants for expenditure already made for fiscal year
ending June 30th, 1871, (see Public Accounts, 1871, P. 86) \$ 43,159.00

It will be in the recollection of many Hon. Members, that on previous occasions, when presenting the Estimates, I stated that I believed my estimated receipts would be less than the actual receipts and the actual expenditure less than the appropriations.

Such have been the facts of the case, and I shall be much disappointed, if the same results are not found at the close of the present and next fiscal years respectively.

I estimate the balance in the Treasury, June 30th, 1873, at \$700,000.

Mr. Speaker, if the House is not already wearied with my remarks, I shall advert for a short time to our position, as a Dominion and as a Province. A retrospect occasionally of the events which have transpired in our country, may teach us lessons for the future. Looking at what has been accomplished within the past few years — may stimulate to further efforts in a certain direction — or teach us to avoid certain other courses; and, although, I do not intend to lecture the House as to its duty, or to indulge in criticism, particularly on past events, at the same time, with the permission of the House, I hope not to weary Hon. Members too much in glancing backwards on the history of our country for the past few years, and forward, on what appears to me, this country may become.

Any one acquainted with the state of political parties in Canada, a short time previous to Confederation, well knows that things, in our political atmosphere, did not look very promising. Party spirit ran so high and parties were so equally divided, that it was difficult for any Government to stand any great length of time, any government might be easily overturned by the union of a small number of individuals, and things assumed such an aspect that, to avert some crisis of a serious nature, a change in the constitution seemed absolutely necessary. Amongst other solutions of our difficulties, a Confederation of the Provinces was proposed, and after several combinations of political parties, which I need not advert to, and conferences between delegates from Canada, New Brunswick, and Nova Scotia, the present form, or nearly so, of a Union of these Provinces, was adopted, and finally came into operation on the first of July, 1867, under the constitution and provisions of the British North American Act of 1867, passed by the Imperial Parliament. I need hardly say that great differences of opinion existed amongst our public men as to the measure of Confederation itself and to its effects on the country.

To the credit of many of our public men, be it said, that while they opposed the Union, before it was accomplished, still when Confederation became a fixed fact, they took hold and endeavoured to make it a success, a line of conduct creditable to them as public men, and advantageous to the country. Let us look for a moment at what has been the result

so far of the Confederation since it was accomplished, as I have said, 1st July, '67. At that time the old Province of Canada was divided after a union of some 26 years (between Upper and Lower Canada) into two Provinces, Quebec and Ontario.

These, with the Provinces of New Brunswick and Nova Scotia, formed in July, '67, the Dominion of Canada, while each province was made distinct for certain purposes, and endowed with certain powers and privileges, as defined in the Confederation Act.

It cannot be denied, I think that the new system of Government has had the effect of advancing the prosperity of the Provinces respectively. That they are in a better position to-day, financially, commercially and socially, than before the Union. And that in these Provinces there is every protection to life and property that formerly existed or exists in any country in the world, and that to the fullest extent civil and religious liberty are enjoyed.

The facilities which the construction of the several lines of railway now in progress or in contemplation, with the removal of duties on articles imported from one Province to the other, will promote interchange of products between the several Provinces, which did not exist heretofore, and which without Confederation, would not probably have been brought at out for many years to come. The numerous steamers and other vessels which, within the past few years have been employed in commercial operations between these Provinces, formerly almost like foreign countries to each other, have proved and will prove mutually advantageous to them all.

The improvement of the navigation of the St. Lawrence, by the erection of light-houses and the placing of buoys, to assist the mariner in reaching and coming into port from the Ocean, the deepening of the Channel above the tide waters of the Atlantic, will give still further impetus to commercial transactions between the different Provinces and foreign countries. The enlargement of our magnificent canals, and the construction of like works, in addition to what has been done will attract to the St. Lawrence the immense trade of the Western States as being the cheapest and shortest route to Europe, and will attract foreign commerce to our shores. The incorporation of the Province of Manitoba and its surrounding territory, with the vast tracts of agricultural land, equal to any on this continent. The magnificent lakes and rivers which intersect that country in every direction will afford means of communication from one section to the other, than which no better can be found in any country.

The opening of that part of the Dominion by roads, railways and water communication, will attract settlers and probably induce such of our own people as will migrate westward, to enter the Manitoba territory, who otherwise would have probably gone to the United States.

where, too many by far, for the good of our Province, have gone heretofore. In Manitoba a system of Government has been adopted, and is now in good working order, similar in most respects to that in operation in the other Provinces. British Columbia, also, our next western sister, has within the present year been admitted into the Confederation, on terms satisfactory to her people, and the liberal treatment by the Dominion Government and Legislature.

As to the material aid granted for carrying on the Government of that Province, and the development of the vast resources of that extensive and important region, they cannot fail to produce the happiest results. There, also, a Government has been organized on a similar basis to our own, is in good working order, and we shall soon see representatives from the Atlantic coast, sitting side by side with representatives from the Pacific along with the representatives from Central Canada, in the Dominion Parliament, consulting together and legislating, we hope, in such a way as will lay the foundation of a free, enlightened system of Government which will last for ages and hand down to posterity the names of those instrumental in forming this great Confederation, to be cherished for centuries to come by a happy and grateful people.

The construction of a railway to the Pacific, a continuation of our railways already built or in course of construction, will give a vast impetus to the prosperity of the whole Dominion, and will tend to bind the Provinces closer and closer together. It is not saying too much to say that the Union of these Provinces and territories into one Confederation, has given us a status and standing among the nations of the earth, without which the several Provinces could never have attained. This has also been accomplished not by war and bloodshed, not at the expense of life and treasure, but has been all quietly brought about by the efforts of a free, enlightened people exercising their rights enjoyed under a free system of Government, with the consent of all interested in the change, and forms a happy contrast, with the former mode of establishing governments and nations by the power of the sword and at awful sacrifice of life and property.

The union, therefore, of our Provinces may justly be called a success so far. Our future success, as a nation, will depend, doubtless, upon the people of the Dominion themselves and how they exercise those rights they possess under our Constitution. If wise counsels prevail, if the true interests of the Dominion are looked to be guarded, and promoted by wise legislation, if the resources of the country are sought for and properly developed by judicious assistance from the Government in aid of private enterprise, if party spirit does not run so high as to make our public men seek the triumphs of party, and

their own aggrandizement, above the true interests of the Dominion, then we may rationally look for and expect the establishment of a free, enlightened system of Government which will prove highly beneficial to our own people, prove an example to other countries, and leave the inhabitants of this Dominion to wish for no better position than that which they enjoy under their own government, and under the protection of the paternal government of Old England.

The healthy competition which will naturally exist between the several Provinces, each to develop the particular resources of their own locality, by the introduction of foreign capital and foreign labor, will have a tendency to promote, not only the growth of the respective Provinces but will build up the whole Dominion, in material prosperity. The variety of soil, climate, of mineral wealth of almost every kind, within the Dominion, cannot fail in a few years, to induce a large immigration to our country, of just that kind which we need the most. What our Province lacks, another province can supply. If Quebec cannot compete with the Western Provinces in the growth of breadstuffs, she can supply them with manufactures in exchange for these. If one Province needs fuel and the products of the ocean, the Maritime Provinces can supply these in exchange for agricultural products and iron, without more particular enumerating of the different products of each Province. Now, what has Quebec as a Province, done towards building up her own prosperity and that of the Dominion: Large sums of money have been spent during the last four years, in the promotion of several important objects, the most prominent of which have been for Agriculture and Colonization purposes. I had prepared a statement of the sums spent on the principal objects of importance for the past four years, but I will not trouble the House further with figures to-night, but will mention only the amount paid out for Agriculture, Colonization, Administration of Justice, and Charities, as \$3,765,656.04, out of \$5,731,796.49.

In addition to those large amounts actually spent, and I believe in most cases to the best advantage, with the full approval and consent of the Legislature, and for Agricultural and Colonization purposes far in excess of what was spent in this Province under the late Government of Canada. I may, Mr. Speaker, allude also to a few other points. The important aid given towards opening up various parts of the Province by means of railways has stimulated private enterprise to that degree, that we have various lines of railway in progress of construction, in almost every section of the Province. These, when completed, will prove highly advantageous to the country, and will, I doubt not, prove good investments, if not directly in cash returns to the Public Treasury,

still in the stimulus given to private pursuits of every description, by furnishing cheap and rapid conveyance for agricultural products and manufactures and will return us a hundred fold indemnity for the expenditure made.

It is, I think, quite clear that without aid given from the public chest, and from our Crown Lands Reserves, we should have seen

very few Railway enterprises begun in our Province, and perhaps, not one. It may not, Mr. Speaker, be unprofitable for us to look for a moment at what the position of Quebec will be, when the contemplated railways, towards the construction of which assistance has been promised by the Legislature either in cash subsidies or land grants, will be completed.

Summary of disbursements for four years,
ending June 30th, 1871, by the Quebec Government:

Legislation	\$ 518,520.67
Civil Government	485,768.72
Administration of Justice, including Police, Reformatory St. Vincent de Paul and Prison Inspection	1,300,511.78
Education, including Literary and Scientific Institutions, Arts and Manufactures	1,113,106.79
Agriculture	212,464.09
Colonization Societies, Roads and Railways	521,565.95
Immigration	25,540.06
Public Works and Buildings	365,261.48
Charities, Lunatic Asylums, Hospitals, Reformatory and Industrial Schools	618,107.45
Crown Lands Department, general expenditure	224,729.34
Surveys	83,568.05
Registration (Cadastrés)	44,575.72
Licenses and Stamps, Commissions paid to Municipalities, paid by Sheriffs on Building and Jury Fund from collections made by them	107,914.96
Miscellaneous, comprising aid to Labrador settlers, aid to Saguenay and Ottawa sufferers by fire, Official Gazette, Arbitration expenses, removal from Ottawa to Quebec, Montréal, &C,	109,263.43

Total expenditure for four years for all services \$5,730,796.49

The administration of Justice, Education, Agriculture

Colonization and Charities cost \$3,765,656.06

To begin at our own doors, I feel quite safe in saying that the Quebec and Gosford Railway would not have been built, without assistance from the Public Treasury. I fancy the President and Directors of that Company, found it hard to work enough to accomplish what they did even with the Government aid, and would not have undertaken the work without such aid. A block of Crown Lands was sold to the Company at a reduced price, in order to induce the citizens of this city to assist in building the road, so that firewood might be obtained at lower rates than otherwise, if not at present, certainly in a few years hence. The expectation of the Company that the Government would, on completion of the Railway, advance either debentures or cash, enabled the Directors to borrow money to carry on the undertaking.

This expectation of the Company was fully met by the Government, as the public accounts show. This Railway, some 26 miles in length, will I hope, in a few years be extended to Lake St. John, thus opening up a large tract of valuable settling lands, now almost inaccessible by land communication, and while encouraging settlement, will tend to build up the city of

Quebec, consequent upon having a well settled thriving back country. Then we have the project of a Railway already secured, and take it nearly 300 miles in a westerly direction from this city, so soon as local jealousies are allayed and conflicting local interest reconciled. I refer to the North Shore Railway from Quebec to Montreal, including the branch to the Grand Piles, and the Montreal Northern Colonization Railway from Montreal to Aylmer.

The grant of about 3 1/4 millions of acres of land from the public domain with the local aid afforded by the cities of Quebec and Montreal and the municipalities along the line of road, will, without doubt, secure sufficient capital to ensure at an early day, the building of a railway from this city to Aylmer, and I hope before long a continuation of that line to Deep River then to connect with and form part of the great Northern Pacific Railway through British Territory in its entire length.

This line of road will open up the country north of the River St. Lawrence from this city to Montreal, and from thence north of Ottawa River, before long, I hope, as far west as Deep River, and will prove a source of wealth to these

regions, assisting not only in our important lumber operations, but in developing the vast mineral wealth with which the country north of the Ottawa abounds. Then again, commencing on the Southerly Shore of the St. Lawrence at River du Loup en bas, we find not only the Intercolonial Railway fast approaching completion, built by Dominion funds, of which this Province will have to contribute its full share. But we find the Province of New Brunswick, anxious to possess more direct communication with our Province and those west of us than the Intercolonial will afford asking assistance from Quebec to supplement what they have given towards the completion of the Quebec and New Brunswick Railway, from the New Brunswick line to River du Loup, through this Province.

This assistance our Legislature at last session granted to the extent asked for, viz:- a grant of 10,000 acres of land per mile for some 60 or 70 miles, through which the road will pass in this Province. The Government, however, in order that the land thus granted, should not keep back the settlement of that part of the country, stipulated that one-half, at least of the land, should be located with settlers within ten years from the opening of the road. This line or road, which I am happy to hear, is in fair prospect of being speedily built, will open up a large tract of fair settling lands, in this Province, and enable commercial operations to be carried on with much greater facility, between us and our neighbors in New Brunswick, than formerly existed by the St. Lawrence, or via the United States routes.

Then, to come a little nearer home, I refer, Mr. Speaker, to a proposed railway, of which you have heard before, and in which I am aware you feel a deep interest, and towards the completion of which you have largely contributed. I mean "The Lévis and Kennebec Railway". To encourage the building of this line of railway, some seventy to eighty miles, south from Lévis to the Province line. The Government and Legislature promised aid to the extent of that given to the Quebec and Gosford Railway viz, \$150 a year for 20 years for each mile of road built, and equipped and kept running during that period, or a capitalization of that subsidy on completion of the road either in cash or Government debentures, which amounts to about \$1,700 per mile.

The confidence entertained by the Company of this engagement being carried out in good faith by the Government, enables them to borrow money to carry on the work, and hope to see before long the completion of the whole line, which will open up a magnificent agricultural country through its entire length, and several important townships of Government lands. Already some 40 miles of this road are graded and ready for the rails. If the citizens of ancient Quebec do not bestir themselves, a

Sister City "South Quebec" will be competing for the trade of the country opened up by this railway.

Then following up the St. Lawrence at Sorel, we find another railway, making rapid progress towards completion, assisted in like manner by a similar subsidy, to that granted the Lévis and Kennebec Railway. This line or road, of which I am pleased to say, from 40 to 50 miles have been built during the past summer, runs nearly south from Sorel and is called "The Richelieu, Drummond and Arthabaska Counties Railway". This road after reaching Drummondville, is intended to branch off westerly and to cross the G.T. Railway at or near Acton, thence through part of Shefford County by Waterloo and Knowlton, and connecting at or near the latter place with the South Eastern Counties Junction Railway, built last summer. I hope also to see another branch in continuation of this road, to Arthabaska and Richmond to connect with the Grand Trunk. This will depend on what local assistance may be obtained from municipalities along the proposed line of road.

Already business operations have been begun along this line or road, which, without this railway, would not have been thought of. If the whole line, as proposed, is built, it will be from one hundred and forty to one hundred and fifty miles long. Possibly, should these proposed branches not be constructed at an early day, a portion of the subsidy promised may, by consent of parties interested and by legislation, be directed and appropriated towards aiding in the construction of an important line or road which will be before the Legislature this Session.

Then, passing more into the interior from the St. Lawrence, we have the Sherbrooke, Eastern Townships and Kennebec Railway, commencing at Sherbrooke and running north-easterly, following the valley of the St. Francis river to connect with the Lévis and Kennebec Railway in the country of Beauce. This road is partly graded for a short distance, and will, I hope, soon be sufficiently advanced to entitle it to the usual subsidy from the Government, accorded to this road in common with the other lines mentioned.

This road will open, for some 70 to 80 miles a good agricultural country abounding with good water powers which the completion of the road will tend to utilize and develop. Then again we have the St. Francis and International Railway Company, chartered by the Dominion Legislature, running from Sherbrooke by the Grand Trunk line for a few miles, thence running entirely through the County of Compton, to connect at the Province Line with an American Railway, and forming the most direct route from Montreal to the Maritime Provinces. This Railway if built as it should be in the most direct possible line from the Grand Trunk at or near Sherbrooke, and connecting at the Line

with an American Railway, cannot fail of attracting to it a large share of passenger and goods traffic, between Montreal and places west thereof, and the cities St. John and Halifax, owing to the large saving in distance over the International Railway and United States Railways.

In connection also with the American railways connecting with the Grand Trunk at Sherbrooke, the route by the proposed International Railway will be the shortest, between Halifax and New York. This road, if suitably located, will also open up in this Province a valuable tract of Crown Lands, which will thus be brought within the reach of settlers; and I hope soon, to see this important link of railway, between Montreal and the Maritime Provinces, completed.

This road is also entitled to a cash subsidy from the Government, or a grant of land in lieu thereof, should the company prefer the lands to the money. Legislation in this sense will probably be introduced this session by the Government. Let anyone, Mr. Speaker, trace on the map of our Province, the various lines of railway referred to, entitled to Provincial aid, and with this aid there is little doubt, but in a few years all will be built, and then let him say, if he can, that the Government and Legislature of Quebec have not shown a laudable desire to advance the prosperity of the Province by encouragement to private enterprise and to develop the resources of the Province and advance its settlement.

For my own part, Mr. Speaker, I feel proud, as a member of this Legislature and of the Government of doing what little I could do to promote these important objects. The taunts and scorn heretofore heaped upon the people of this Province as being unprogressive, of being backward in promotion of public enterprises have, I think, in the action of the Quebec Legislature, been shown to be false and unmerited.

Having done and promised so much already, great prudence will be required hereafter, not to embarrass the Province by promises of more cash in the way of subsidies, than our finances will permit, or of land, so as to interfere with our revenues from this source. What has been done has been in the true interests of the Province and of the Dominion, and so soon as aid can safely be granted in furtherance of these and like enterprises, I shall at all times be only too glad to do so to the utmost of my power. In order to derive that advantage which we ought as a Province from our past and future expenditure, we need to exert ourselves to attract immigrants to settle in the Province.

We need a large influx of population, for we, in common with the Eastern States of the American Union, have lost the services and industry of many valuable citizens, by emigration to the Western States. Efforts should be made to induce such of our people as are in the

United States to return to this country again, and efforts also should be made to encourage immigration from various parts of Europe to settle on our wild lands, or to develop our mineral deposits or engage in manufacturing pursuits. What has built up the American Union to its present high position? Perhaps more than any other one thing it has been the encouragement given by the Government of that country, and the private enterprise and zeal of the citizens in fostering and encouraging the introduction of foreigners to their shores.

The United States people will know and appreciate the importance of affording aid to the industrious laboring population of Europe in coming to this country. If we would not fall behind our sister Provinces we must not fail in this regard, we must use every legitimate means in our power to aid and encourage the introduction of capital and men from European countries. I care not particularly from what part, but the more of an industrious, sober, hard-working class of people, accustomed to agricultural, dairy, or manufacturing pursuits, we can get the better. For a many years no special effort was made to introduce immigration to Lower Canada. What little was done by the late Government of Canada benefitted mostly Canada West. Steamship and railway companies were interested in having passengers go as far West as possible, so that, for several years, but few remained here.

This subject is under the control of the Dominion as well as the Local Governments, and we were a little too much disposed to let things take their course, in fact to help the Dominion Government in doing nothing. The grant for this purpose for the two years after Confederation, was trifling in the extreme. The votes of the last two years of this House have been more respectable, and more commensurate with the importance of the object. The principal expenditure has been made last year and the results, as favourable as could reasonably be expected, I have no doubt, but the circulation in Europe of valuable information respecting the capabilities and resources of our Province will give good results as soon as the information given is diffused more generally among the people. Already there have been settled in the Province through the efforts of our agents since two years, some 4,500 persons from various parts of Europe, and at least 100 families of our own people have come back from the Eastern States to remain here permanently.

These results may not be large but as a beginning, after the long sleep of our people on this question are not to be despised. The Dominion Government, I am happy to say, intend to grant aid to the several Provinces, to supplement what the respective Provinces may do themselves. The Dominion Government also undertakes to erect suitable buildings at Quebec and Montreal for the reception of the immigrants on their arrival.

These buildings are, I understand, under contract, and will, I hope, answer the purpose intended. I have every hope the new Minister of the Agricultural and Immigration Departments at Ottawa, will gladly co-operate with the Local Governments in devising, and setting in operation those agencies likely to produce satisfactory results. He has, heretofore been active in this regard, and I have no fear but he will fully give himself to this important part of his official duties.

Were it possible for a Legislature to afford pecuniary aid to assist in establishing manufactures of various kinds, aid to develop our mineral resources, and I do not say but that some means may be devised to do this before long, it would doubtless do much to keep our people in the country, and to induce the establishment of various works of industry, which would ultimately prove valuable to the Province and attract foreign capital to come among us. Government cannot aid every important enterprise, in the country, but only such as men of capital and enterprise will embark in, and as are general in their nature and results, and this has already been done as far as could have been expected, and so far with good results. We must not in fostering Railway schemes overlook and forget the necessity of opening up common roads into our wild lands.

Attending to this, in connection with Colonization Societies, and working harmoniously with these will do much towards assisting poor settlers in making themselves homes. Looking then at what Quebec had done and the efforts of the other Provinces in the same direction as ourselves. Looking at what progress has been made by the Dominion with its revenue, the past year, of nineteen millions of dollars, there is certainly cause for hope as to our future. True, we, in Quebec, have less income than Ontario, less cash in our Treasury from year to year, but I venture to say that in proportion to our means, we have done more to advance the interest of the Dominion by the expenditure made and promised to be made in our Province than by any other of the Provinces.

Mr. Speaker, I feel better satisfied with our expenditure in promoting education amongst our people, in aid of agricultural and colonization railway purposes, than if these worthy, I may say indispensably necessary objects had been neglected and I could show a balance in the Treasury four-fold of what it is today. Time forbids, Mr. Speaker, my entering into the consideration of many other important subjects. I have, probably, said little that was new to any of the members of this House, and that little, very imperfectly said. I have conveyed, probably, little information worth remembering.

I have only desired to present in a concise form the state of our finances, accompanied with such remarks as seemed to me appropriate to the occasion, and I have to thank Honorable Members for their kind attention to what I have said. We are, by the force of circumstances Mr.

Speaker, in this Dominion fast drifting into the great responsibilities consequent upon our assuming a position as a member of the family of nations. One hundred years ago, England was striving by force of arms to compel the American Colonies to remain subject to the British Crown.

To-day England, through the mistaken policy, as I view it, of the statesmen at the head of her affairs, has gone to the other extreme, and so far from endeavoring to coerce us into submission to Imperial authority, is taking steps to make us feel more and more the necessity of exercising self-government, and more and more to look to our own protection. Had the policy of the British Government of to-day been to cast adrift, and extend to territory containing a population equal to that of the original 13 States of the American Union, at the time of the Revolutionary War, nearly a century ago, I must say the course pursued would have resembled, in some degree, what has been the policy adopted, and in progress of being followed for some time past.

Her language may be construed thus: In times of peace, you must look to your own internal government, and hereafter be prepared to do your share for self-protection, against whoever may assail you. Should any other nation attempt to interfere with your liberties or territory, England then will intervene for your assistance and protection. In the mean time you must gradually prepare yourselves for acting, more as an ally of England that wholly dependant on her. For upwards of a hundred years past, there was to be found, by day and night — in summer and winter — in our streets and in various parts of the Citadel of this city, the British sentinel keeping guard over us, pacing up and down in the discharge of his duty — to-day he is removed to give place to the sentinel provided from amongst our own people by the Dominion Government.

The gun which daily boomed from our citadel, giving notice to our people of the passage of time, and that Old England was at hand, ready to fight in our behalf, is no longer charged and lighted by the British soldiers, and the associations which have gathered crowds as by the citadel signal from time to time, are for the moment rudely broken and scattered to the winds.

The troops in our city, heretofore not only ready to act in our defence, but to assist from time to time, on all occasions of joy and festivity, when their presence could amuse or instruct our citizens and especially ready to assist when life and property were at stake in consequence of the numerous conflagrations by fire which from time to time have visited this city under the command of superior authorities, have bidden us farewell, leaving behind them only kind recollections of the intercourse, had between the military and our people, and the colours of some of the regiments in one of our cathedrals, for safe keeping

and as mementos of the British soldier stationed in our country. But are we, therefore, to be downhearted and discouraged as to our future position and prospects? Are we to fancy that England, because of this action, the short sighted policy of her statesmen in withdrawing her troops, cares nothing about us and is regardless as to our future? By no means, I have full faith in the British people that should occasion arise for our needing assistance against any foreign foe, the entire nation would, as one man, leap to our assistance and pour out as freely as water their treasure and blood in our defence.

We see no likelihood of our ever needing such assistance, but if we should, I feel confident it would cheerfully be rendered by England to-day, or years hence, as ever before. A new era in the history of nations has dawned upon the world, by the reference of matters in dispute between two of the greatest nations of the earth, to a joint commission for settlement by mutual concessions and compromise, rather than as heretofore by an appeal to arms for redress of real or fancied grievances, and I do not, therefore, fear the least interference with our affairs by our American cousins south of the line forty five.

I think to open a fair comparison of the state of things in Canada, with the most enlightened nations in the world. We will find that as respects wise, prudent Legislation, the administration of justice, the piety of our Judges and Legislators and public men generally, the efforts made to advance the country in education of all kinds, in the liberty and purity of the press — in its efforts to diffuse information throughout the Dominion and the world; in the freedom of all religious denominations to worship God, according to the dictate of conscience; in the exercise of the election franchise, in every department of life, public, social and private, we, in this Dominion, need not much fear comparison, with any people under heaven.

We are still a young people and improvement in many respects, will doubtless follow, as time advances and our circumstances and those around us change. If we learn from history — our own and that of others — what to avoid and what to promote, what to shun and what to foster and encourage, all the better for our country and those who come after us. In the meantime we have each our duty to perform, whether as private individuals, or as holding public positions and entrusted with great responsibilities by our fellow citizens. Let these duties be faithfully performed in our various stations and relations of life with the aid of Divine Providence, we have nothing to fear as to our future position and prospects.

En comité:

M. L.H. Holton (Montréal-Centre): Wished

to define his position in the House, when, with great reluctance, he consented to become a candidate for the great constituency which he had the honor of representing. He plainly told his constituents the stand which he would take. He did not come to the House to wage a War against the Government, nor did he come as the champion of a party. If some of the old partizan fire did blaze out, it was because he was driven to his own defence, having been several times assailed when quietly sitting in his place. He, however, could not, as he told his supporters, entirely cast off his antecedents if he would, nor would he if he could. He did not come to the House as the antagonist of the Honorable Treasurer, he did not covet his responsible position, but he came to help in the exercising of a proper surveillance over the acts of the Government, of which the Honorable Treasurer was a member.

If that Government was overthrown by an adverse vote on public measures, it should be their misfortune, not his fault. He was not bound to be a party to all votes direct or indirect of want of confidence or censure, but the action of the Government and the measures they introduced required comment, as did all measures, and at all time, he would be ready to do his duty. The path which he had traced out for himself, he had followed, and he thought that all would allow him credit for that. His public duties he fully understood, and he came to the House an independent man, bound by nothing else than his own rules for guidance, which he had explained. The Treasurer had spoken of only referring to a few items, he (Mr. Holton) would only refer to a few reserving comments upon others until they came up in their regular order in Committee. He would venture, however, to begin with the salary of the Secretary of the Lieutenant-Governor and Aide-de-Camp. Was there such an office, or did the one person perform the duties of both and draw the two salaries?

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Objected that he had not as yet arrived at the items for Civil Government.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Excused himself.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Qu'une somme n'excédant pas trente-sept mille sept cent cinquante et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'indemnité des membres et leur allowance pour frais de route, et pour les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande comment il se fait que le montant prévu pour le Conseil législatif soit plus élevé que l'an dernier.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said that he had included the salary of the Speaker, which had before been drawn from another appropriation.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-treize mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'indemnité des membres et leur allouance pour frais de route, et les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Croit que le montant prévu pour la bibliothèque est élevé.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Explained that a number of books which had been bought had to be paid for.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du greffier de la couronne en chancellerie, savoir: salaire, la somme de \$600; dépenses contingentes, la somme de \$400, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes du bureau du greffier en loi, savoir: salaire du bureau, la somme de \$2,600; dépenses contingentes, comprenant un commis surnuméraire et un messenger, la somme de \$845, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu mardi prochain.

Le comité demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 27 novembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Ecole de médecine et de chirurgie
de Montréal

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre — Etat des affaires de l'école de médecine et de chirurgie de Montréal, faculté Victoria, pour l'année 1871. (Documents de la session, no 6.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet — la pétition des dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur de Montréal.

Par M. Sylvestre — la pétition du conseil de ville de la ville de Berthier.

Par M. Beaubien — la pétition de J.-H. Doré et autres, des villages de Delisle, Saint-Augustin et Saint-Henri, dans la paroisse de Montréal.

Par M. Brigham — la pétition de Alfred K. Russell et autres — et la pétition de William Donohue et autres, du township de Farnham-Ouest.

Par M. Dorion — la pétition de Pierre D'Orvilliers et autres, de la paroisse de Saint-Aimé.

Par l'honorable M. Chauveau — la pétition du révérend Frs. Boucher et autres de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine — la pétition de W.J. Ward et autres, du township d'Ireland, comté de Mégantic — et la pétition du Synode du diocèse de Montréal.

Par M. Cassidy — la pétition de la Société d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de Montréal et de Saint-Hyacinthe — la pétition de l'école de médecine et de chirurgie de la cité de Montréal — et la pétition de l'asile des Orphelins protestants de la cité de Montréal.

Par M. Tremblay — la pétition du révérend W. Barabé et autres, des townships de Harvey et Tremblay — la pétition de C. Hébert et autres, des townships Labarre, Méry, Caron, Signai et Alma — et la pétition de Frd. Gauthier et autres, du township de Laterrière, toutes du comté de Chicoutimi.

Par M. Peltier (L'Assomption) — la pétition de l'hospice de Notre-Dame de L'Assomption.

Par l'honorable M. Cauchon — la pétition des révérends pères Pierre Point, supérieur et autres prêtres et religieux de l'ordre de Jésus, résidant à Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De E.B. Eddy et autres, demandant un acte

d'incorporation sous le nom de "Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la vallée de Gatineau."

De Ralph Merry et autres, du township de Magog, comté de Stanstead; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie de chemin de fer de Waterloo et Magog."

Du révérendissime évêque catholique romain de Saint-Hyacinthe; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Collège de Sorel."

Du dispensaire d'Yamaska; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De Joseph Beauchêne et autres, du township de Sainte-Marie-de-Blandford; demandant que leur paroisse soit érigée en une municipalité.

De Amable Bernier et autres, de la paroisse de Saint-Onésime; demandant des amendements à la loi concernant les jurés.

De Edward Atwater et autres, les syndics et les membres de l'Eglise presbytérienne américaine de Montréal; demandant à être placés sur le même pied que les autres dénominations religieuses protestantes, en ce qui concerne la tenue des registres de baptêmes, mariages et sépultures, et pour autres fins.

De la Compagnie du chemin de fer international de Saint-François et Mégantic; demandant la passation d'un acte lui donnant le droit d'accepter un certain octroi de terre au lieu du subside en argent auquel elle a droit par l'acte pour l'encouragement des chemins à lisses de colonisation.

Du révérend A. Pelletier et autres, de la paroisse de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie, comté de Chicoutimi; demandant le remise d'une partie des intérêts et rentes dûs au gouvernement sur les terres de leur localité, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

De l'hospice Youville, de la paroisse de Saint-Benoît; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De Ninyas-Ignace Blais et autres, de la paroisse de Sainte-Claire, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour un pont.

Du révérend F.-X. Méthot et autres, de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de Cranbourne.

Du révérend P. Kelly et autres, de la paroisse de Saint-Edward-de-Frampton, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de Frampton.

De John Marrow et autres, du township de Cranbourne, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

Du révérend J.-Z. Dumontier et autres, de la paroisse de Saint-Aimé — et de Pierre Commeau et autres, de la paroisse de Saint-Ours, toutes du comté de Richelieu — et du révérend E.H. Blyth et autres, de la paroisse de Sainte-Martine, comté de Châteauguay; demandant respectivement de l'aide pour l'empierrement des chemins.

Règles de la Chambre

HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité nommé pour aider M. l'orateur à préparer les règles, règlements et ordres permanents pour la régie de cette Chambre. Voici le rapport :

Votre comité a l'honneur de faire les recommandations suivantes:

Que la 49^{ème} règle soit amendée en insérant le mot "deux" à la place du mot "trois", dans la seconde ligne; le mot "trois", au lieu du mot "quatre" dans la quatrième ligne; et le mot "quatre" au lieu du mot "six" dans la sixième ligne.

Que la 51^{ème} règle soit amendée en insérant les mots "trente jours" au lieu des mots "deux mois".

Que les paragraphes ajoutés à la fin de la 52^{ème} règle soient retranchés.

Que la 56^{ème} règle se lise comme suit: "Tous les bills privés sont introduits sur pétition et peuvent être présentés par une motion à cet effet, après qu'il a été fait un rapport favorable sur la pétition par le comité des ordres permanents."

Que le mot "première" dans la 58^{ème} règle, soit remplacé par le mot "seconde".

Que le mot "première", dans la 59^{ème} règle, soit aussi remplacé par le mot "seconde".

Que le mot "dix" dans la 60^{ème} règle soit remplacé par le mot "sept".

Que les mots "lorsqu'il y en aura plus de trois", soient ajoutés à la fin de la 80^{ème} règle.

Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la 107^{ème} règle: "sujet aux ordres qu'il peut recevoir de temps à autre de M. l'orateur ou de la Chambre, et dans l'absence de l'orateur, du greffier de la Chambre, et dans l'absence du greffier, de l'assistant-greffier."

M. G. Verreault (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de la Compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford, demandant des amendements à sa charte, et trouve que les avis requis ont été donnés.

Votre comité a aussi examiné la pétition de l'honorable Gédéon Ouimet et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Institut canadien-français," et trouve qu'elle est de nature à ne pas exiger d'avis.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte vingt-deux Victoria, chapi-

tre 125, intitulé: "Acte pour incorporer l'asile des dames protestantes de Québec."

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Société bienveillante des
cordonniers de Québec

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Société bienveillante des cordonniers de Québec.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

The Trafalgar Institute

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer "The Trafalgar Institute," pour instruire et former les jeunes filles de moyenne et de haute condition. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Oeuvre du patronage de Québec

M. H. LANGEVIN (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'Oeuvre du patronage de Québec.

Adopté.

Loi de la chasse

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau les lois de chasse en cette province.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. Marchand, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le procureur général Ouimet, M. Bellingham, M. Beaubien, M. Tremblay, M. Verreault, M. Fortin, M. Gill, M. Gérin, M. Eddy et M. Rhéaume, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

La Chambre s'ajourne à quatre heures.

Séance du 28 novembre 1871

Sous la présidence

de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Comité général des élections

Pierre Bachand, Joseph-Hyacinthe Bellerose, Francis Cassidy, Pierre Fortin, Sydney Bellingham, Charles-François Roy, écuyers, étant les six membres nommés par M. l'Orateur pour servir dans le comité général des élections, prêtent séparément serment.

Elections contestées

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre qu'en conformité de la 39e clause de l'acte de la ci-devant province du Canada, concernant les élections parlementaires contestées, il fixe à demain, à deux heures après-midi, dans la Chambre du comité des élections contestées, la première réunion du comité général des élections.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Gendron — la pétition d'Antoine Fard et autres, du rang appelé Sainte-Julie, dans la paroisse de Saint-Hugues — et la pétition de P.E. Roy et autres, de la paroisse de Saint-Pie.

Par l'honorable M. Langevin, C.B. — la pétition de George Benson Hall et autres, de la cité de Québec.

Par M. Dugas — la pétition de D. Thérien et autres, du township de Kilkenny, comté de Montcalm.

Par M. Beaubien — la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres.

Par M. Hearn — la pétition de William Fahey, étudiant en droit de la cité de Montréal — et la pétition de l'Association de l'Asile Sainte-Brigitte de la cité de Québec.

Introduction de bills:

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 78 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Accordé.

Réponses du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: -Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 20 novembre 1871, demandant la pétition de Théodore Robitaille et autres, avec les autres pétitions et documents concernant le rachat, par le gouvernement, des terres de la Compagnie des pêcheries et des mines de charbon de Gaspé. (Documents de la session, no 10.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 18 novembre 1871, demandant un état détaillé constatant le nombre de licences, pour vendre de la poudre, émanées depuis la

passation de l'acte 34 Vict., chap. 2, intitulé: "Acte pour refondre et amender la loi relative aux licences, et aux droits et obligations des personnes tenues d'en être munies", le nom des personnes qui ont pris ces licences et le montant payé par chacune d'elles, ainsi que copie des instructions données par le gouvernement aux officiers chargés de percevoir le paiement de ces licences; de même que copie de tous règlements faits par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions dudit acte, pour la réception, le transport, l'emmagasinage et la livraison de la poudre, et les pénalités infligées pour toutes infractions aux dispositions dudit acte. (Documents de la session, no 11.)

Elections contestées

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, vendredi dernier, à la question: — Que la pétition de Joseph-Michel Robillard, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Anne-du-Bout-de-l'Isle dans le district électoral de Jacques-Cartier, dans la province de Québec, dans la Puissance du Canada, soit maintenant lue et reçue; lequel amendement était que tous les mots après "Canada" soient retranchés et que les mots "ne soit pas maintenant reçue en autant que cette pétition n'est pas une pétition d'élection. 1. Parce qu'elle se plaint de l'illégalité de l'élection de Louis-Napoléon LeCavalier, tandis qu'aucune telle personne n'a été élue pour le district électoral de Jacques-Cartier, et ne siège comme tel en cette Chambre. 2. Parce qu'il n'appert pas dans cette pétition, qu'elle ait rapport à la dernière élection générale pour l'élection des membres de cette Assemblée, et par conséquent que cette pétition n'est pas une pétition d'élection dont cette Chambre ait droit de s'occuper," soient mis à la place.

M. L'ORATEUR: Cite plusieurs autorités pour appuyer sa décision antérieure, savoir qu'il n'a pas à se prononcer sur des points de loi. Il préfère ne rien décider à propos de l'amendement.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je ne veux pas recommencer le débat, je me contenterai d'exposer les raisons qui m'ont engagé à demander que la pétition ne soit pas reçue et qui se résument à peu près comme suit:

1° Parce qu'elle se plaint de l'illégalité de l'élection de Louis-Napoléon LeCavalier, tandis qu'aucune telle personne n'a été élue pour le district électoral de Jacques-Cartier, et ne siège pas comme tel en cette Chambre;

2° Parce qu'il n'appert pas dans cette pétition qu'elle ait rapport à la dernière élection générale pour l'élection des membres de cette Assemblée, et par conséquent que cette pétition n'est pas une pétition d'élection dont cette Chambre ait droit de s'occuper.

J'ai cru comprendre que la principale objection que l'on m'a faite a été celle-ci; qu'il n'est pas d'usage parlementaire anglais que la Cham-

bre discute les pétitions d'élections et que, comme la loi a pourvu à la formation des comités d'élections, c'est par eux que doivent être examinées les pétitions d'élections. Suivant M. Joly, ce sont donc les comités d'élections qui doivent juger cette pétition. Mais il ne remarque pas là que c'est lorsque les pétitions ont été reçues par la Chambre, qu'elles sont envoyées au comité et que cette dernière conserve son droit de discuter si une pétition doit être reçue.

Je trouve étrange que lorsque nous appuyons sur des précédents de la Chambre des communes en Angleterre, on nous dise qu'ils n'ont pas d'application, ainsi que le fait d'ordinaire l'opposition. Mais aujourd'hui les rôles sont changés; elle demande tout le respect possible pour les précédents. Mais, comme l'édit lord Mansfield, il faut que ces précédents soient constants et non interrompus. Au-dessus d'eux se trouvent la loi, nos règlements et le gros bon sens. Lord Mansfield dit: "The law of England would be a strange science indeed if it were decided upon precedents only. Precedents serve to illustrate principles and to give them a fixed certainty, but the law of England which is exclusive of positive law by statute, depends upon principles".

Les droits et les devoirs de cette Assemblée ne sont pas les mêmes que ceux de la Chambre des communes d'Angleterre. Nos propres règlements doivent nous guider, et quand nous croyons agir selon le droit et la justice, nous ne devons pas hésiter à créer les précédents qui orienteront les actions futures de l'Assemblée. Il est inexact de dire qu'il n'y a pas de précédents contraires. A plusieurs reprises, en Angleterre, des comités ont décidé de ne pas recevoir certaines objections qui leur étaient faites, parce que "it was the duty of the House to decide upon apparent irregularities of an election petitions, and that its reception by the House prevented the action of the Committee." - ("Peckwell Election Cases", p. 289, 90, 94, 99 and 300. - Cookburn and Rowe, Elect, cases p. 336, and subsequently). A la page 188 des "Commons' Precedents" de Hatsell, il est dit que la Chambre reçoit et décide des objections à la présentation d'une pétition contre une élection. De nombreuses décisions confirment cela. Le cas qui nous occupe est bien délicat, car c'est au comité des élections qu'il revient de juger des implications légales des informalités habituelles et de ses mérites. Je proteste contre l'esprit de parti dans la discussion de pétitions contestant des élections; mais aucune influence politique ne peut jouer, je pense, pour empêcher une décision juste quant à la légalité de cette pétition, ou sur l'existence de cette pétition car la loi dit qu'une pétition "complaining of an undue election or return of a member of the House to which the petition is presented" est une pétition d'élection. S'il y a plainte, elle doit être portée contre un des députés de cette Chambre, dont la liste nominative a été inscrite par le greffier de la couronne

en chancellerie au début de la session. Cette liste ne contient pas le nom de Louis-Napoléon LeCavalier. La pétition ne s'applique donc contre personne, et comment, dans l'hypothèse du droit de la Chambre à s'occuper de cette pétition, donner contre Louis-Napoléon LeCavalier un ordre qui s'appliquerait ensuite contre Narcisse-Maximilien LeCavalier, député de Jacques-Cartier. La pétition doit être amendée, et ne peut l'être que par le pétitionnaire. Ne pouvant s'appliquer à personne, la pétition est plus qu'irrégulière, elle est nulle et non avenue, et la Chambre ne peut pas la recevoir.

Et maintenant, la deuxième raison de l'amendement que je propose est l'absence de date soit au bas, soit dans le texte lui-même. On me dira que la date de présentation de la pétition est aussi celle de la pétition. Cela vaudrait si le pétitionnaire avait été devant l'orateur quand elle a été présentée; mais l'auteur de la pétition ne s'est jamais présenté devant l'orateur et la reconnaissance n'a pas été faite devant lui. Ne pourrait-on pas tromper la bonne foi d'un député ou de l'orateur en envoyant une pétition ou rien ne dit qu'elle a rapport à la dernière élection de cette Chambre. A première vue, il n'appert pas que cette pétition relève de la juridiction de cette Chambre, qui ne doit pas, alors, la recevoir.

Pour ces raisons, je demande l'appui de la Chambre en faveur de l'amendement proposé.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande de quelle est l'opinion des officiers en loi de la couronne sur cette question.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Enumère les points importants de la question. Avant de faire une motion d'amendement à l'amendement proposé par le député de Terrebonne il explique qu'en vertu de l'ancienne loi, régissant les franchises électorales de la province, l'officier rapporteur doit se présenter au jour fixé d'avance, devant les électeurs réunis de tel ou tel collège électoral. Là, devant l'assemblée, il reçoit les noms et prénoms du ou des candidats régulièrement donnés. C'est là où l'on peut dire que l'élection commence véritablement. Ces noms doivent être inscrits de suite sur le livre de votation, et cela régulièrement afin que chaque électeur soit à même de distinguer son candidat et voter pour lui; c'est là le privilège de chacun d'eux. Cette cérémonie faite, la votation a lieu. A un jour fixé, l'officier rapporteur revient en présence des électeurs; c'est le jour de la proclamation, suivant l'ancienne loi. Alors il proclame élu celui qui réunit le plus grand nombre de suffrages.

Sous le régime actuel, la loi électorale a été modifiée; elle a pris une forme plus expéditive et moins dispendieuse.

L'officier rapporteur, au lieu de venir devant le peuple proclamer l'élu, doit remettre à celui-ci l'indentu, c'est-à-dire un certificat légal

des relevés des votes à l'élection. Le greffier de la couronne en chancellerie fait son rapport et le remet au greffier de la Chambre.

Nous avons ici ce rapport ou cette liste des députés élus. Dans le cas présent, le nom de la personne qui a réuni le plus de suffrages dans le comté Jacques-Cartier est M. Narcisse-M. LeCavalier contre son adversaire M. J.-M. Robillard.

La Chambre a donc en mains la preuve que cette personne a été dûment élu dans le district électoral susdit.

Elle ne peut en reconnaître d'autre tant qu'elle n'aura pas en mains des preuves irrécusables contre le député siégeant en cette enceinte comme représentant du comté Jacques-Cartier. Elle ne peut connaître le nommé Louis-Napoléon LeCavalier contre qui la pétition est dirigée et qui n'existe pas pour elle comme député. En bonne logique, il est difficile pour elle de sortir de cette position. Il est d'opinion que la Chambre ne peut renvoyer au comité des élections une pétition qu'elle sait irrégulière. Elle doit examiner avant si la pétition est une pétition d'élection. Le comité, lui, doit juger de son mérite.

Il propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), sous forme d'amendement à l'amendement, que les mots "ne soit pas maintenant reçue en autant que ladite pétition n'est pas une pétition d'élection. 1. Parce qu'elle se plaint de l'illégalité de l'élection de Louis-Napoléon LeCavalier, tandis qu'aucune telle personne n'a été élue pour le district électoral de Jacques-Cartier, et ne siège comme tel en cette Chambre. 2. Parce qu'il n'appert pas dans cette pétition, qu'icelle ait rapport à la dernière élection générale pour l'élection des membres de cette Assemblée, et par conséquent que cette pétition n'est pas une pétition d'élection dont cette Chambre ait droit de s'occuper", soient retranchés et que les mots, "tandis que la Chambre admet, que tout ce qui concerne les pétitions d'élection, soit quant à la forme ou à la substance, est de la juridiction du comité spécial d'élection, choisi conformément à la loi, cette Chambre ne peut cependant pas recevoir aucune pétition ni procéder sur aucune pétition, prétendue être une pétition d'élection, dont la teneur n'est point conforme à la première section du chapitre sept des statuts refondus du Canada; et en autant que la pétition de Joseph-M. Robillard, maintenant devant la Chambre, se plaint de l'illégalité de l'élection et du rapport d'élection de Louis-Napoléon LeCavalier, y mentionné, comme étant membre siégeant de cette Chambre pour le district électoral de Jacques-Cartier, et qu'il n'y a aucune personne de ce nom, membre de cette Chambre, représentant ledit district ni aucun autre; que ladite pétition ne se plaint pas de l'illégalité ni du retour d'aucun membre de cette Chambre, et ne contient sous aucun rapport les allégués substantiels d'une pétition d'élection; qu'en conséquence, ladite pétition ne soit pas reçue, et qu'aucune délibération

ultérieure ne soit prise sur icelle", soient mis à la place.

M.S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Had hoped that the Hon. Attorney-General would have set forth some precedent in our own legislation, where a petition had been thrown out by the House on the ground of informality. He would have been glad if the Attorney-General had explained whether in his opinion, the sitting Member could recover from Mr. Robillard, the petitioner, the amount of expenses which had been caused by the suit, in the event of the petition not being granted. Mr Robillard had given evidence of his good faith in the matter by depositing the security. The Attorney-General had not spoken, as he might, of the question of the tyranny of majorities, which the Election Law was intended to prevent. As to the present case, he had not examined its merits, but he thought that it demanded all the attention which could be given it.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that he had arrived at a determination to support the motion after very considerable thought and much difficult research. He wished it to be distinctly understood that he did not admit that the House had in any way to deal with the petition, either on grounds of merit or form. He would be sorry to see parties defrauded of their claim on a question of form to be heard before the proper tribunal. If he should consent to the establishment of such a precedent in our Legislature, he would be a party to the dragging of the country into a position similar to that of England before the passing of the "Grenville Law". But while the law took the trial of election petitions out of their hands, it gave them the right to refuse certain petitions. The statute defined very clearly what the nature of the petition received by the House must be, and it also stated the informalities which should necessitate their rejection of the petition. If the law was so distinctly laid down that no case similar to the one before the House had ever arisen, he thought that the House would surely not refuse to throw out the petition on the ground of lack of precedent. He cited the case of an election petition rejected by the House of Commons at Ottawa because it had not been endorsed by the Speaker to show that election petitions had been thrown out by Parliament. The ground he maintained, was that the House, if the petition appeared on its face to be a petition d'élection, was bound to take cognizance of it and send it for trial to a committee. If it did not appear to be a petition d'élection, the House was bound to reject it. He argued that this petition was not an election petition, of the nature defined by act of Parliament, because it did not contest the election of any actual Member of the House.

With regard to recognizances, as they were not given in favor of any sitting Member, they would be of no value. For these reasons he would support the amendment, but he would not, for a moment, think of this as establishing of a precedent for throwing out petitions on the ground of errors in form.

La Chambre interrompt ses travaux à cinq heures et quarante-cinq.

Reprise de la séance
à sept heures et trente.

Elections contestées

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): La Chambre n'a pas de juridiction en cette matière, et les membres du gouvernement n'ont pas affaibli la position prise par l'opposition. Il est en droit de prétendre que la chambre ne peut pas s'occuper de cette question ni au mérite ni à la forme. Il prétend que le fonds et la forme des pétitions contre les élections doivent être laissés à la décision du Comité des élections.

Il s'étonne des contradictions qui existent entre les prétentions du solliciteur général et du procureur général. Le précédent que l'on veut établir est excessivement dangereux, parce qu'il tend à introduire l'esprit de parti dans la décision de questions qui ont toujours été considérées ici comme en Angleterre, comme trop délicates pour être laissées à la décision de la Chambre. L'esprit de notre droit constitutionnel est évidemment de ne pas risquer une question de justice dans une Chambre où les besoins de parti font souvent taire les droits de la justice.

Le gouvernement a reconnu que la Chambre n'est pas le tribunal de telles causes et veut la protection des droits de tout citoyen, dont les plaintes et les preuves contre des élections illégales doivent être entendues par toute la Chambre en comité. Des accusations de la plus grande gravité ont été portées contre le député de Jacques-Cartier et contre l'Officier rapporteur. Le gouvernement, par ses arguments, démontre qu'il est prêt à outrepasser les lois et les règlements parlementaires, pour rejeter une pétition dangereuse pour un de ses appuis. En vertu de quoi? On donne deux raisons: l'erreur possible d'écriture du nom de celui dont on se plaint de l'élection, et l'omission d'une date. Ces vices de forme ne suffisent pas à empêcher le renvoi de la pétition à un comité. Pour accomplir le grand devoir d'élection honnête, il faut éviter l'ergoterie et rendre justice selon la loi. Les critiques de la pétition ne suffisent pas à la rendre nulle. Dès que les pétitionnaires auront présenté à l'orateur les garanties nécessaires, la Chambre ne pourra plus s'occuper de leur pétition. Les pétitionnaires ont fait preuve de bonne foi, et on ne doit pas rejeter leur demande.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Soutient que la Chambre possède parfaitement le droit de juger les pétitions d'élection comme elle a ce droit pour toutes les pétitions qui concernent les élections ou non. La question est la suivante: est-ce une pétition d'élection. Elle ne concerne pas l'élection puisqu'il ne s'agit d'aucun député à cette Assemblée et qu'elle ne conteste rien de particulier sur les élections du comté Jacques-Cartier. Comme la pétition est en ce moment, elle peut aussi bien s'appliquer aux élections d'il y a quatre ans qui ont été contestées.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): L'honorable solliciteur général a, suivant moi, parfaitement expliqué la loi sur la question qui nous occupe. Il a dit quels étaient les principes sur cette matière; mais là où je me sépare de lui c'est sur l'application qu'il fait au cas présent des principes qu'il a si clairement expliqués. Il est ridicule de prétendre, comme le font plusieurs députés, qu'il n'y a dans la pétition dont nous nous occupons qu'un morceau de papier sur lequel on a jeté quelques taches d'encre; il y a certainement une véritable pétition qui peut avoir quelques défauts de forme, mais il y a pétition. Eh bien! supposons qu'il y ait certain défaut de forme, n'est-ce pas au comité qu'il appartient de le décider? Si les principes posés par le solliciteur général sont vrais, cette question est certainement du ressort du comité. En effet, il nous a dit que les questions de forme et de fond devaient être laissées au jugement du comité.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Prétend que les idées que le député des Trois-Rivières a émises sur le droit constitutionnel sont pour le moins singulières. Aussi il croit de son devoir de protester contre de pareilles idées. Le député des Trois-Rivières prétend en définitive qu'il y a juridiction concurrente du comité et de la Chambre; ce qui est, vraiment, un peu étrange. M. Marchand cite May pour prouver qu'il y a pétition contrairement aux prétentions des députés de Terrebonne et des Trois-Rivières.

Je maintiens, dit-il, malgré les recherches historiques du procureur général, que nous devrions renvoyer au comité la pétition contre l'élection du député de Jacques-Cartier.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Il me semble que la question a été déplacée par l'opposition qui considère la pétition comme si elle avait été reçue par la Chambre. La pétition n'est pas reçue, au contraire, et nous pouvons juger si elle a de la valeur. On a beau tourner la pétition en tout sens, on ne peut arriver à la faire tomber sur un membre de la Chambre. Du reste, pourquoi envoyer cette requête devant le comité, qui ne pourrait s'empêcher de la rejeter. Tout le monde sait que c'est la seule conviction à laquelle il puisse arriver.

On dit que la Chambre ne peut s'occuper des pétitions d'élections, mais pourquoi les présente-t-on à la Chambre? Il me semble qu'il y a aussi une question de privilège dans cette affaire, et que le pétitionnaire traite bien lestement la Chambre, puisqu'après avoir lutté contre M. LeCavalier pendant longtemps, il ne prend pas la peine de donner son nom et de rédiger sa requête convenablement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): M. Joly nous a accusé de vouloir faire une question de parti de cette affaire, mais la Chambre sait que c'est du côté de l'opposition que sont venus les récriminations. Le fait que M. Joly a fait remarquer que M. Ouimet et M. Irvine ne s'étaient pas entendus, montre que nous l'avons envisagé avec calme. Du reste, M. Joly ne sait-il pas que les plus savants juges arrivent aux mêmes conclusions en s'appuyant sur des motifs différents.

Il s'agit de savoir s'il est dangereux ou non de ne pas renvoyer cette question devant le comité; je maintiens que c'est là toute la question. Eh bien! Je ne crois pas que cela soit dangereux. Ce n'est ni une question de forme ni une question de fond; il n'y a ni fond, ni forme, il n'y a aucune pétition dans le sens que le veut le statut.

En envoyant cette pétition au comité des privilèges et élections, nous demandons une chose que le comité ne pourra accorder, car le comité ne pourra expulser de la Chambre un homme qui n'y est pas. Mais on dit que le cautionnement établit la date de la pétition; cela ne peut pas être, car le cautionnement se rapporte à une nullité absolue.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Thought that in cases of this kind, common sense and common justice should form the basis of argument and action. He would ask if it was common sense to receive a petition against the return of a man who did not sit in the House, or common justice if the petition were received to proceed against Mr. LeCavalier for misdemeanors which actually are not imputed to him.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je ne dirai que quelques mots. Je citerai la section 94ième en réponse aux remarques du député de Lotbinière. Il y a, tout le monde l'admet, certains cas où la Chambre peut rejeter une pétition d'élection. Je maintiens que c'est un de ces cas qui se présente maintenant à nous.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that there was no proof M. LeCavalier did not sit in the House. To prove such a fact, the poll books and election returns would have to be brought before the House. As to the common sense and justice view of the affair, we had to consider that an attempt was being made on a mere legal quibble to prevent any investigation

into what appeared, from the allegations of the petition, to be a gross piece of corruption. He charged the Government with having made this a party question, their denials of any party motive the contrary notwithstanding. He characterised the arguments of the Government as election clap-trap. The logical sequence of the conduct advocated by the motion and amendment would be the passage, by a similar party vote, of a motion to expel any Member obnoxious to the Government. He trusted that the House would not establish so dangerous a precedent as was contemplated.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Invoque le règlement pour rappeler à l'ordre le député de Montréal-Centre (M. L.H. Holton), qui ne peut revenir sur une question déjà décidée par l'orateur.

M. L'ORATEUR: Déclare que le député de Montréal-Centre (M. L.H. Holton), ne peut revenir sur cette question.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Repousse énergiquement l'accusation lancée contre le ministère par le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton) de faire une question de parti de la question débattue. Il répète en anglais les arguments qu'il a précédemment donnés en français.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit quelques mots en anglais en réponse au premier ministre.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Explique en quelques mots les raisons du vote qu'il donnera en faveur de la pétition.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Reproche au député de Montmorency (l'honorable J.-E. Cauchon), de vouloir donner sans cesse des leçons à la Chambre et de ne pas s'apercevoir qu'il en avait besoin lui-même.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Dit que les certificats d'élection qui sont devant l'Assemblée et qui sont sa propriété, sont une preuve suffisante qu'il n'y a personne dans l'Assemblée qui soit nommé dans la pétition.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Nie que le gouvernement ait abordé la question avec un esprit partisan. Et l'amendement proposé à l'amendement ci-dessus étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bellerose, Brigham, Cauchon, Chapleau, Chauveau, David, de Beaujeu, Dorion, Dugas, Eddy, Esinhart, Fortin, Gagnon, Gendron, Gosselin, Houde, Irvine (solliciteur

général), Lalonde, Langevin, Laroche, LaRocque, LaRue, Lavallée, Locke, Mailloux, Malhiot, Méthot, Ouimet (procureur général), Peltier (L'Assomption), Pelletier (Bellechasse), Picard, Rhéaume, Robert, Robertson, Robitaille, Roy, Sawyer, Sylvestre, Tremblay, Trudel et Verreault, 41.

Contre: MM. Bachand, Cassidy, D'Aigle, Gill, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Laurier, Lynch, Marchand, Molleur et Sanders, 14.

Ainsi il est résolu dans l'affirmative.

Et l'amendement à la question principale, tel qu'amendé, étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Il est résolu que tandis que la Chambre admet, que tout ce qui concerne les pétitions d'élection, soit quant à la forme ou à la substance, est de la juridiction du comité spécial d'élection, choisi conformément à la loi, cette Chambre ne peut cependant pas recevoir aucune pétition ni procéder sur aucune pétition, prétendue être une pétition d'élection, dont la teneur n'est point conforme à la première section du chapitre sept des statuts refondus du Canada; et en autant que la pétition de Joseph-M. Robillard, maintenant devant la Chambre, se plaint de l'illégalité de l'élection et du rapport d'élection de Louis-Napoléon LeCavalier, y mentionné, comme étant membre siégeant de cette Chambre pour le district électoral de Jacques-Cartier, et qu'il n'y a aucune personne de ce nom membre de cette Chambre représentant ledit district ni aucun autre; que ladite pétition ne se plaint pas de l'illégalité ni du retour d'aucun membre de cette Chambre, et ne contient sous aucun rapport les allégués substantiels d'une pétition d'élection; qu'en conséquence, ladite pétition ne soit pas reçue, et qu'aucune délibération ultérieure ne soit prise sur icelle.

Election de Montmagny

Il est ordonné que la pétition de Louis-Joseph-Elzéar Desjardins, de la paroisse du Cap-Saint-Ignace, dans le comté de Montmagny, écuyer, médecin, présentée le 20 novembre courant, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition est reçue et lue, alléguant:

Que votre requérant réside depuis au-delà de cinq ans dans ledit comté de Montmagny. Que lors de la dernière élection d'un membre pour la division électorale de Montmagny, pour représenter ladite division dans le Parlement, votre requérant était l'un des électeurs portés sur la liste électorale de ladite paroisse du Cap-Saint-Ignace, en ladite division électorale de Montmagny, et qu'il était dûment qualifié à voter en ladite paroisse pour l'élection d'un membre

pour représenter ledit comté de Montmagny, dans ce présent Parlement, et que, de fait, votre requérant a voté à ladite élection.

Qu'à ladite élection, Télesphore Fournier, de la cite de Québec, écuyer, avocat, et conseil de la reine, et Joseph-Guillaume Bossé, de la cité de Québec, écuyer, avocat, étaient candidats.

Que ledit Joseph-Guillaume Bossé était dûment qualifié, tel que voulu par la loi, comme tel candidat.

Qu'un poll ayant été demandé, icelui a été tenu pour ladite élection les cinquième et sixième jours de juillet mil huit cent soixante et onze.

Que ledit Télesphore Fournier a été, par l'officier rapporteur de ladite division électorale de Montmagny, déclaré avoir obtenu la majorité des votes à ladite élection et être élu membre de cette Assemblée pour la division électorale de Montmagny, et que ledit Télesphore Fournier siège maintenant comme tel.

Que, cependant, lors de l'émanation du writ pour ladite élection, comme aussi le jour de la nomination, et aux jours de votation, ledit Télesphore Fournier n'était pas qualifié comme candidat à ladite élection.

Qu'à chacune desdites époques, de même qu'en tout temps avant et depuis, ledit Télesphore Fournier n'a pas été et n'était pas en possession et ne possédait pas comme franc-alleu, en loi ou en équité, à son propre usage et avantage, des terres ou tenements tenus en franc et commun soccage, et qu'il n'était pas en bonne saisine et possession à son propre usage et avantage de terres ou tenements tenus en fief ou en roture dans la province de Québec, de la valeur de cinq cents livres, argent sterling de la Grande-Bretagne, en sus de toutes rentes, charges, mort-gages et dettes hypothécaires qui peuvent être attachées, dues et payables sur telles terres ou auxquelles elles peuvent être affectées.

Que, de plus, ledit Télesphore Fournier n'a obtenu ladite majorité apparente des voix, dans ladite division électorale, que par violences, menaces et intimidation, qu'un grand nombre des électeurs, disposés à voter pour ledit Joseph-Guillaume Bossé, ont été, pendant les jours de poll susdits, empêchés, par violence, menaces et intimidation, de s'approcher des polls et d'y donner leurs votes; que le nombre desdits électeurs qui n'ont pu ainsi donner leurs votes est et était plus que suffisant pour assurer la majorité des voix audit Joseph-Guillaume Bossé, et que de ce fait, ce dernier aurait obtenu la majorité des voix à ladite élection, si les violences, menaces et intimidation susdites n'avaient été employées.

Pourquoi votre requérant supplie humblement votre honorable Assemblée de prendre les présentes en considération, déclarer ladite élection et le retour dudit Télesphore Fournier

absolument et entièrement nuls et de nul effet, accorder à votre requérant tel autre remède et faire autrement droit à sa requête, suivant que cette Assemblée le jugera à propos.

Société bienveillante des cordonniers de Québec

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la Société bienveillante des cordonniers de Québec.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Trafalgar Institute

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer "The Trafalgar Institute", pour instruire et former les jeunes filles de moyenne et de haute condition.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Oeuvre du patronage de Québec

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer "l'Oeuvre du patronage de Québec." Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Fait rapport que le comité des subsides a passé plusieurs résolutions. Les résolutions sont lues une deuxième fois.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté, (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que les mesures qui sont entre les mains des membres du gouvernement soient placées sur les ordres du jour immédiatement après les mesures qui sont entre les mains des autres membres, tous les jours, pendant le reste de la session, les jours du gouvernement exceptés.

Adopté.

La séance s'ajourne à dix heures et quarante-cinq.

Séance du 29 novembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et demie.

Dépôt et lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues:

Des révérends pères Pierre Point, supérieur, et autres prêtres et religieux de la Compagnie de Jésus, demeurant à Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Missionnaires de Notre-Dame S.J.," pour les fins de l'enseignement et autres.

De Alfred K. Russell et autres, de William Donahue et autres, du township de Farnham-Ouest, et de Pierre D'Orvilliers et autres, de la paroisse de Saint-Aimé; demandant respectivement la passation d'un acte pour la construction d'un chemin de fer de la Baie Missisquoi jusqu'aux eaux du Saint-Laurent.

Du conseil de ville de la ville de Berthier, de l'association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de Montréal et de Saint-Hyacinthe, et de l'asile des Orphelins protestants de la cité de Montréal; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De W.J. Ward et autres, du township d'Ireland, comté de Mégantic; demandant que certains rangs dudit township soient détachés de la municipalité d'Ireland, et constitués en une municipalité séparée sous le nom de "Municipalité du township d'Ireland-Nord."

De J.H. Doré et autres, des villages Delisle, Saint-Augustin et Saint-Henri, dans la paroisse de Montréal; demandant que les conclusions de la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal, ne deviennent pas loi, du moins en ce qui concerne l'annexion à ladite cité des villages sus-mentionnés, sans avoir au préalable consulté et obtenu l'assentiment des deux tiers des intéressés.

Du Synode du diocèse de Montréal; demandant la passation d'un acte leur donnant le pouvoir de diviser certaines paroisses, et pour autres fins.

Des dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur de Montréal, de l'école de médecine et de chirurgie de la cité de Montréal, et de l'hospice de l'Assomption; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du révérend Frs. Boucher et autres, de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette; demandant de l'aide pour un chemin dans ladite paroisse.

Du révérend W. Barabé et autres, des townships de Harvey et Tremblay, de C. Hébert et autres, des townships de Labarre, Méry, Caron, Signai et Alma, et de Ferd. Gauthier et autres, du township de Laterrière, toutes du comté de Chicoutimi; demandant respective-

ment la remise d'une partie des intérêts et rentes dus au gouvernement sur les terres de leur localité, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition d'Edward Atwater et autres, les syndics et les membres de l'Eglise presbytérienne américaine de Montréal; demandant à être placés sur le même pied que les autres dénominations religieuses protestantes en ce qui concerne la tenue des registres de baptêmes, mariages et sépultures et pour autres fins, et trouve qu'elle est de la nature de celles qui n'exigent pas de publication d'avis.

Votre comité a aussi examiné la pétition de Ralph Merry et autres, du township de Magog; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie de chemin de fer de Waterloo et Magog", et trouve que les avis requis ont été donnés.

Interpellations:

Fonction publique

M. T. FOURNIER (Montmagny): Demande si, depuis la transmission à l'Assemblée législative (le 27 janvier 1870) du premier rapport de la Commission du service civil, les suggestions ou quelques-unes des suggestions contenues dans ce rapport ont été adoptées, soit par la réduction du nombre de ses employés ou l'augmentation de quelques salaires?

Si, depuis ce rapport, il a été fait quelques économies dans le montant des salaires des départements du service civil, votés par la Législature lors de la première session en 1867 et 1868?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il y a eu augmentation et diminution, selon le cas; il n'y a pas eu diminution là où l'efficacité en aurait souffert. Il y a eu diminution de \$1,200 dans le bureau du lieutenant-gouverneur, de \$1,735 au Conseil exécutif, de \$900 au bureau du registraire et augmentation de \$800 au bureau des conseillers juridiques. Il y a eu augmentation des dépenses courantes au département des Terres de la couronne. Dans la dernière année, le cadastre a coûté \$16,400, mais ce travail sera complété d'ici quelques années. Il y a eu augmentation de \$1,200 aux travaux publics, de \$200 au secrétariat provincial et de \$100 à l'éducation. Dans l'ensemble, la dépense a subi une diminution de \$9,760. contre une augmentation de \$2,350. ce qui fait une diminution réelle de \$7,410.

Le cadastre a causé un excédent énorme de dépense et a causé une forte augmentation des salaires, mais ce ne peut être classé parmi les dépenses régulières.

Rapport de comités:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Que le 22 novembre courant, il s'est réuni pour prendre en considération la pétition de François Gingras et de François-Xavier Déry, demandant que Jean-Baptiste-Célestin Hébert, écuyer notaire, de la cité de Québec, soit sommé de comparaître à la barre de la Chambre, pour là et alors rendre compte de sa conduite comme officier-rapporteur à l'occasion de la dernière élection pour la division électorale de Québec-Centre, qui lui a été renvoyée par votre honorable Chambre.

Qu'à des séances subséquentes de votre comité, plusieurs témoins ont été entendus au sujet des allégués mentionnés dans la dite pétition.

Que votre comité, à sa dernière réunion, a décidé d'entendre devant lui, au sujet de ladite pétition, l'honorable Alexandre-René Chaussegros de Léry, et l'honorable Thomas McGreevy, deux des honorables membres du Conseil législatif.

Pourquoi votre comité prie votre honorable Chambre de vouloir bien faire les démarches requises auprès de l'honorable Conseil législatif, pour que permission soit donnée auxdits honorables Alexandre-René Chaussegros de Léry et l'honorable Thomas McGreevy, de comparaître devant votre comité pour rendre témoignage relativement à ladite pétition.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif, demandant à leurs honneurs de vouloir bien permettre à l'honorable Alexandre-René Chaussegros de Léry, et à l'honorable Thomas McGreevy, deux des membres de cet honorable Conseil, de comparaître et rendre témoignage devant le comité permanent des privilèges et élections, relativement à la pétition de François Gingras et François-Xavier Déry, demandant que Jean-Baptiste-Célestin Hébert, écuyer, notaire, demeurant en la cité de Québec, soit sommé de comparaître à la barre de cette Chambre, pour alors et là rendre compte de sa conduite comme officier-rapporteur lors de la dernière élection pour la division électorale de Québec-Centre.

Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

Règlements de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Propose que cette Chambre concourt dans le premier rapport dudit comité spécial nommé pour aider M. l'orateur à préparer les règles, règlements et ordres permanents pour la régie de cette Chambre.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): M. l'Orateur, avant l'adoption de ce rapport, je désire déclarer que je voterai en faveur de son adoption excepté sur la question qui regarde le sergent d'armes, M. Garneau. Si j'ai bien compris, le sergent d'armes se trouvera à relever et du greffier et du sous-greffier. Que ledit officier soit soumis aux instructions du greffier, je ne vois pas de matière à protestation; mais qu'il le soit au sous-greffier, je trouve, M. l'Orateur, que c'est placer l'officier en question dans une position humiliante.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Fait remarquer que la question a été examinée sous tous les aspects dans le comité, et que l'assistant-greffier remplaçant le greffier en l'absence de ce dernier, naturellement il en a les privilèges et les droits et conséquemment le sergent d'armes doit relever de lui.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Annonce alors que le gouvernement, ayant l'assurance que pareilles difficultés ne se renouvelleraient plus entre les officiers de cette Chambre, a réintégré l'ex-sergent d'armes, M. Garneau, dans ses fonctions. (Applaudissements des deux côtés de la Chambre.)

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Institut canadien-français de Montréal.

Accordé.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour le soulagement de "The American Presbyterian Society of Montreal", et pour d'autres fins.

Accordé.

M. T. LOCKE (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de Waterloo et Magog.

Accordé.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill pour corriger certaines erreurs de traduction dans la version anglaise du chapitre 46, de la 34e Victoria, concernant la Société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe.

Accordé.

Elections contestées

M. P. FORTIN (Gaspé): Fait rapport que le comité général des élections, en conformité de la 48e clause de l'acte concernant les élections parlementaires contestées a choisi, sur la liste alphabétique des députés qui lui a été renvoyée, les six députés suivants pour composer la liste des présidents qui doivent servir comme présidents de comités d'élection pour la présente session.

Jacques-Philippe Rhéaume, écuyer, Félix-G. Marchand, écuyer, William Warren Lynch, écuyer, Joseph-Adolphe Chapleau, écuyer, Henri-Gustave Joly, écuyer, Charles Gill, écuyer.

M. P. FORTIN (Gaspé): Fait rapport aussi que le comité général des élections, en conformité de la 49e clause de l'acte concernant les élections parlementaires contestées, a partagé les députés restant sur la liste alphabétique en trois listes marquées respectivement A.B.C., chacune contenant un égal nombre de noms.

Sur ce, le greffier a tiré au sort, à la table, l'ordre desdites listes, et a désigné chacune d'elles par un numéro indiquant l'ordre dans lequel elles ont été respectivement tirées comme suit: Liste B, No 1; A, No 2; C, No 3.

Il est ordonné que ces listes soient imprimées.

Dépenses contingentes

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a soumis à un sous-comité les rapports des officiers supérieurs de la Chambre, qui en a fait rapport.

Que votre comité a approuvé ledit rapport, et demande qu'il soit adopté par votre honorable Chambre.

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre la résolution suivante et demande qu'elle soit adoptée.

Résolu que le rapport du sous-comité, ci-annexé et marqué "A", auquel a été soumis les rapports des officiers supérieurs de la Chambre, soit adopté.

A

Le sous comité nommé pour examiner les rapports des officiers supérieurs de la Chambre a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné les rapports de G. M. Muir, écuyer, greffier de cette Chambre, — de E. Simard, écuyer, assistant-greffier, — de C.-F. Langlois, écuyer, greffier en chef des bureaux, — de Pierre Chenet, écuyer, maître de poste, — de E. Simard, écuyer, président du bureau des auditeurs, — de M. O. Robitaille, messenger en chef.

Qu'il croit devoir attirer l'attention de votre comité sur les graves inconvénients qui résultent de l'exiguité et du nombre beaucoup trop limité des chambres de comités.

Au sujet de l'augmentation des salaires de certains employés de cette Chambre, dont il est fait mention dans le rapport du greffier, votre sous-comité est d'opinion de soumettre la décision de cette question à votre comité.

Quant à la question de la démission du sergent d'armes de cette Chambre, votre sous-comité n'a pas à en faire rapport, vu qu'un autre comité de cette Chambre est chargé d'en faire l'examen.

Votre sous-comité approuve les motifs qui ont engagé M. le greffier de cette Chambre à augmenter le tirage des journaux français et anglais de la dernière session, savoir: de 150 copies pour la version française et de 50 copies pour la version anglaise.

Votre sous-comité s'est assuré que l'achat de la papeterie, pour cette année, a été fait avec autant d'économie que pour les années passées.

J. S. Brigham,
E. B. Eddy,
P. LaRue,
F.-X.-A. Trudel.

Chambre du comité,
Assemblée législative,
Québec, 24 novembre 1871.

Pratique de la médecine

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose, appuyé par le député de Châteauguay (M. E. Laberge), la deuxième lecture du bill (No 22), pour amender le chap. 76 des statuts refondus du Canada concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie et l'étude de l'anatomie.

M. l'Orateur, je n'ai pas envie d'argumenter de nouveau sur ce bill.

L'amendement proposé pourvoit à ce que les cadavres des personnes trouvées mortes et exposées publiquement, ou de celles qui, immédiatement avant leur décès, étaient à la charge de quelque institution publique subventionnée par le gouvernement provincial, seront livrés aux personnes désignées ci-après, à moins qu'ils ne soient réclamés dans le temps ordinaire pour inhumation, par des parents, pas plus éloignés qu'au second degré de parenté. Mon but n'est pas de protéger simplement les étudiants en médecine, mais la société elle-même, et de supprimer du coup les faits révoltants qui ont eu lieu dans les cimetières de Sorel, Saint-Hyacinthe, Laprairie, etc.

J'ai, depuis la première lecture du bill, reçu des renseignements qui convaincront la Chambre de la nécessité de légiférer. J'ai reçu des lettres du Dr. Hingston, de la faculté de médecine du collège Bishop, du Dr. T.W. Campbell de l'université McGill et du Dr. Thibault.

Il lit la lettre du Dr. Hingston déclarant l'ancienne loi défectueuse et qu'un amendement est nécessaire; assez de sujets peuvent être obtenus des hôpitaux, mais il faut en obtenir une permission que la loi ne leur permet pas de donner. Le vol des cadavres ne se fait pas par ceux qui étudient, mais pour le gain, car la pénurie de sujets rend le risque profitable. La dissection du corps humain est le seul moyen d'étudier l'anatomie. Devant un énoncé aussi clair, on ne peut s'objecter au bill.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Rappelle ce qu'il a dit au sujet des cadavres artificiels. Il déclare que ses paroles en cette occasion ont été rapportées sous la dictée de la mauvaise foi par plus d'un journal. Il a dit qu'il était opposé au principe du bill, qui veut qu'une personne malade depuis trente jours dans un hôpital et expirant après cette période, soit envoyée aux salles de dissection des collèges de médecine, malgré les réclamations des parents, des amis. Il proteste contre un pareil principe qui blesse des préjugés qui doivent être respectés. Il dit que si l'honorable député de Napierville persiste à demander la seconde lecture de son bill, il se verra obligé de proposer son renvoi à six mois.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que tout en respectant les intentions philanthropiques du député de Napierville, il reconnaît au bill des inconvénients évidents. Il demande au député de ne pas insister pour le moment sur la deuxième lecture de son projet de loi, et de consentir plutôt à le renvoyer devant un comité d'où il reviendra élaboré et parfait. Le principe du bill est bon et mérite d'être pris en considération par le comité parce qu'il s'agit d'une question qui a déjà été le but d'une législation spéciale mais dont les médecins les plus distingués reconnaissent l'insuffisance.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Lorsqu'un député vient proposer à la Chambre un projet de loi de cette nature, ce n'est assurément pas dans son intérêt qu'il travaille, mais bien dans celui du public. Mais tout en voulant être utile au public, est-ce que l'honorable député n'introduirait pas des inconvénients fâcheux dans son projet de loi? A ce sujet, l'honorable procureur général a émis des idées parfaitement justes que je partage. Mais la science doit-elle être entravée dans sa marche progressive? Non, il faut tâcher de trouver quelque moyen de venir aux secours des étudiants en médecine, qui, pour pouvoir étudier, sont obligés à des expéditions nocturnes pour commettre des déprédations dans le cimetière et s'exposent au coups de fusil, ce qui est fort indigeste. Il s'est produit des faits de ce genre; j'en connais une douzaine. Tout en approuvant le principe du bill, je proposerai qu'il soit renvoyé au comité.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Répond

aux objections du député des Deux-Montagnes (l'honorable G. Oumet).

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Fait quelques remarques...
Le bill est retiré.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.
Adopté.

En comité:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Trouve drôle que, sur la question de l'arbitrage, l'honorable trésorier ait dit qu'il était opposé à l'appel au Conseil privé. Dans tout cela, la question qui complique le plus la situation est celle de savoir ce que la province de Québec aura à payer. Jusqu'ici, nous n'avons pu obtenir aucune explication sur la position de la province de Québec vis-à-vis la Puissance et sur les réclamations financières de la Puissance.

Je remarque que selon les mots employés par le trésorier, il semble qu'il a une forte antipathie pour porter la question de l'arbitrage en Angleterre, et qu'il pense qu'il serait mieux que l'arrangement fût fait de ce côté de l'Atlantique.

J'aimerais connaître quelle satisfaction aurait la province de Québec à sacrifier ses intérêts afin d'aider la Puissance. Je ne puis comprendre pour quelle raison la province d'Ontario nous force à l'appel. Cette question est des plus compliquées et toute la difficulté est dans les intérêts de la dette pour cinq ans.

J'admets qu'il est impossible de faire un état exact, mais je crois qu'un état approximatif peut facilement être fait.

L'honorable député critique les calculs de l'honorable trésorier en disant qu'il y a deux ans il a essayé de faire des calculs sur l'exposé financier tel que donné par M. Robertson; mais qu'il lui a été tout à fait impossible d'en arriver à un résultat quelconque. Il s'y est perdu complètement.

Il proteste contre le prêt de \$15,000. à la Commission des chemins à barrières pour la construction du pont Dorchester. C'est un précédent extrêmement dangereux. Le gouvernement ne devrait pas prêter à une compagnie dont la solvabilité n'est pas parfaitement établie.

L'honorable député, après avoir dit quelques mots sur la division d'opinions qui existe dans le cabinet au sujet de l'arbitrage, termine ses remarques par une critique générale du budget.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que dans le calcul des intérêts dûs à et par la province, il y a une belle balance en notre faveur.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande à connaître la base de ces calculs.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Regrette que comme son prédécesseur, le trésorier ait fait son état financier aussi long et lui conseille quelques réductions; il fait quelques remarques sur la population dont l'augmentation ne lui paraît pas assez élevée.

Il est surpris au sujet de l'excédent extraordinaire qui se trouve dans les comptes publics en faveur de la province. Puis il parle au long de la politique des chemins de fer du gouvernement qu'il approuve. A ce sujet, il est d'opinion que les octrois gratuits de terres de la couronne sont préjudiciables aux intérêts du pays.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Constate que s'il est vrai que les Canadiens émigrent aux Etats-Unis, il est également certain que dans ce moment beaucoup de familles reviennent dans leur pays et cela doit être regardé comme un commencement de bon augure.

La valeur de nos bois augmente chaque année et vient augmenter nos revenus.

Il est heureux de voir que l'honorable député de Montréal-Centre (M. E. Carter) approuve la politique du gouvernement relativement aux chemins de fer. Si ce dernier a pris l'initiative, c'est qu'il a reçu un appui chaleureux de la part de la Chambre. Cette politique est la source de la prospérité du pays. En facilitant les communications, elle quadruplera les transactions commerciales, arrêtera le cours désolant de l'émigration, fera rester les gens au pays où il y aura de l'ouvrage et de l'argent à gagner.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Constate que MM. Holton et Joly ont changé de rôles ce soir. L'un a quitté son persiflage élégant pour s'occuper sérieusement des finances du pays, tandis que l'autre a cru devoir adopter les armes favorites de son voisin, le député de Lotbinière, l'ironie et le persiflage. Il me semble que l'honorable député de Montréal-Centre nous traite bien dédaigneusement.

A Ottawa, il est homme de finances; à Québec, il jette un coup d'oeil, à la dérobee, sur le budget provincial. Pour les Communes, il réserve ses grands aperçus financiers; ici il effleure d'un regard, d'un mot, l'exposé financier qu'il a devant lui. La province de Québec est bien modeste, mais elle est loin de mériter d'être traitée aussi cavalièrement. Sans tenir compte des remarques ironiques de l'honorable député, je dirai que la position financière de la province est très acceptable. Il est vrai que nous ne pouvons nous livrer à des dépenses extravagantes, mais il faut convenir que la situation est excellente.

L'honorable député de Lotbinière parle de la division existant dans le ministère au sujet de la question de l'arbitrage. Cela ne veut rien dire. Il

semble que l'honorable député est plus occupé de signaler ce fait que de critiquer la politique générale du pays. Il nous reproche de n'avoir pas voulu nous entendre, avec la province d'Ontario, au sujet de l'arbitrage. Mais au contraire, nous l'aurions bien voulu mais Ontario a refusé. On nous dit: pourquoi la province d'Ontario va-t-elle en appel devant le Conseil privé? parce qu'elle a par devers elle un jugement qui n'a pas encore reçu son exécution.

Quant au prêt fait à la Compagnie des chemins à barrières, c'est un placement sûr. La compagnie a depuis payé avec une régularité mathématique ses 5 p.c. d'intérêt sur la somme.

Je remarquerai en passant que la ville de Québec doit encore \$20,000 pour la police provinciale.

L'honorable M. Holton, ce grand financier, nous dit que les intérêts sur les affaires municipales sont un capital. J'avoue que la science financière avait beaucoup de secrets et de mystères pour moi; mais je ne lui connaissais pas encore un côté aussi mystérieux; cette théorie nouvelle me plonge dans un dédale dont je n'espère pas atteindre l'issue. C'est la première fois que je vois que l'intérêt est un capital.

A six heures, la séance est levée.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): En réponse à M. Holton sur la question soulevée l'autre jour au sujet du salaire du secrétaire privé et aide-de-camp du lieutenant-gouverneur, il explique que le salaire est payé à une seule personne qui remplit les deux offices. Il dit aussi que des circulaires sont prêtes pour inviter chaque municipalité à payer sa part dans les fonds en question.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Le député d'Argenteuil (M.S.R. Bellingham) pourra sans doute attaquer dans son journal la division que je représente, mais au moins je puis ici lui répondre. Les électeurs que je représente sont les plus intéressés dans cette questions des débentures, et c'est mon devoir de défendre leurs intérêts. L'honorable député est bien sincère et bien exigeant à l'égard de Saint-Roch et de Saint-Sauveur. Pourtant, il devrait connaître la position de ces deux divisions qui ont été éprouvées de toutes sortes de malheurs depuis 20 ans. Le gouvernement aurait tort d'employer la sévérité pour le paiement des débentures que demande le député d'Argenteuil (M.S.R. Bellingham), car la position de ceux contre qui cette sévérité serait exercée n'est pas brillante. Deux incendies depuis la création de ces débentures ont dévasté Saint-Roch et Saint-Sauveur; pour comble de malheur, l'ouvrage a cessé, l'industrie qui nous a manqué jusqu'à ce jour a diminué la valeur des propriétés. Et si le gouvernement voulait exiger de suite le paie-

ment des débetures, il serait obligé de faire vendre nos propriétés et de nous ruiner. Mais je ne crois pas que le gouvernement se porte à cette sévérité; au contraire, j'ai confiance en sa justice. J'espère que cette question des débetures sera bientôt réglée de la manière la plus satisfaisante pour nous et le gouvernement. Ainsi, j'espère que le député d'Argenteuil (M.S.R. Bellingham) mettra fin à ses exigences à notre égard.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose qu'une somme n'excédant pas cent trente-deux mille trois cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des divers départements du gouvernement civil, savoir: bureau du lieutenant-gouverneur, la somme de \$2,800.00; département du Conseil exécutif, la somme de \$3,265.00; département du secrétaire, la somme de \$10,850.; département du registraire, la somme de \$2,900; département des officiers en loi de la couronne, la somme de \$9,500.00; département du trésor, la somme de \$16,250.00; département des Terres de la couronne, la somme de \$31,060.00; département de l'Agriculture et des Travaux publics, la somme de \$15,250.00; dépenses contingentes, la somme de \$29,500.00; pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Quand je compare ces estimés avec le rapport des dépenses de l'année dernière, je crois qu'il y a eu une augmentation d'employés ou de salaires, car les dépenses du trésor l'année dernière se montaient à \$14,000. et pour l'année prochaine on demande \$16,000. Je demande quelques explications à ce sujet.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'il n'y a eu aucune augmentation.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Explique que ces \$2,000 de plus sont demandées ainsi tous les ans dans le cas où l'on aurait besoin de nouveaux employés, et que l'année dernière, ces \$2,000 n'ont pas été dépensées.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Demande pourquoi le salaire de M. Marsan a été augmenté de \$400?

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que ce salaire a été augmenté d'après un rapport qui a été approuvé par cette Chambre l'année dernière et qui suggérait l'augmentation de ce salaire.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Oui, mais la Chambre n'a pas dit de l'augmenter de \$400.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Je me rappelle que ce rapport avait autorisé le gouvernement à porter ce salaire à \$2000 de \$1000 qu'il était, mais que cependant pour économiser autant que possible, on a augmenté ce salaire de \$400 ce qui le porte à \$1400 au lieu de \$2000 tel que recommandé par la Chambre.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Se plaint que les ministres des Terres de la couronne et des Travaux publics ne sont pas assez assidus à leurs bureaux; ils sont obligés d'aller à Ottawa passer là un temps considérable et de plus le reste de l'année ils le passent dans leurs familles. Pour ces raisons, il trouve leur salaire trop élevé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Explique que le ministre des Travaux publics est obligé de s'absenter souvent, il est vrai, mais il emploie ce temps qu'il passe en dehors du bureau à visiter les travaux publics dans les différentes parties de la province et que c'est là bien employer son temps. Quant au commissaire des Terres de la couronne, les accusations portées contre lui sont injustes. Jamais homme n'est plus assidu; si quelquefois il s'absente, ces absences sont très courtes, car il demeure à Saint-Thomas, qui se trouve peu éloigné de la ville et il est toujours prêt à répondre aux exigences du bureau.

La première résolution est adoptée.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-treize mille deux cent trente-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quarante-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, couvrant l'allocation autorisée par les statuts, et comprenant la force de police provinciale, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

UN DEPUTE DE L'OPPOSITION: S'informe de la position de la corporation de Québec vis-à-vis la police provinciale.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que la corporation n'a encore rien payé.

Adopté.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose qu'une somme n'excédant pas trente-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien de la prison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

M. H.—G. JOLY (Lotbinière): Attire l'attention du gouvernement sur un item de \$94.

dépensé pour opérer l'arrestation de deux jeunes prisonniers échappés de la prison.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que cet item n'est pas considérable si l'on examine ce qu'il faut encourir de frais pour l'envoi de constables à la poursuite des prisonniers.

La 4e résolution est adoptée.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

Le comité des subsides fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions, et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à dix heures du soir.

Séance du 30 novembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, Etats des affaires des institutions suivantes: de l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean Dorchester, de l'hospice Lajemmerais, Varennes, et de l'hôpital de Sorel, tous pour l'année 1871. (Documents de la session, no 6.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Holton, la pétition de Sir Hugh Allan et autres, de la cité de Montréal.

Par M. LaRue, la pétition de Cyrille Anger et autres, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles de Neuville, comté de Portneuf; et la pétition de Joseph Rochette et autres, de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville, comté de Portneuf.

Par M. Dorion, la pétition de l'hôpital général du district de Richelieu.

Par M. Brigham, la pétition de E.H. Eaton et autres.

Par M. Pozer, la pétition du révérend L.A. Martel et autres, de la paroisse de Saint-Joseph; la pétition de J. Achille Fortin et autres, de la paroisse de Saint-Joseph; la pétition du révérend Frs. Ed. Moore et autres, de la paroisse de Saint-Frédéric; et la pétition de F.X. Dulac et autres, de la paroisse de Saint-Georges et du chemin de Kennebec, toutes du comté de Beauce.

Par M. Joly, la pétition du conseil du bureau d'Agriculture de la province de Québec.

Par M. Laberge, deux pétitions de François Céré et autres, de la paroisse de Sainte-Philomène; et deux pétitions de Narcisse Barrette et autres, de la paroisse de Saint-Urbain-Premier, toutes du comté de Châteauguay.

Par M. Molleur, la pétition de F. Bécharde et autres, et deux pétitions de A.-L. Demers et autres, de la paroisse de Saint-George-de-Henriville, toutes du comté d'Iberville.

Par M. Robert, la pétition du révérend P.-L. Paré et autres; et la pétition de Zéphirin Brodeur et autres, toutes de la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Rouville.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De George Benson Hall et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer sur quelque point sur le Grand Tronc dans les paroisses de Saint-Michel ou de Saint-Charles, dans le comté de Bellechasse, en passant par la paroisse de Saint-Joseph-de-Lévis.

De William Fahey, étudiant en droit, de la cité de Montréal; demandant la passation d'un acte l'autorisant à passer un examen devant la

Chambre provinciale des notaires pour être admis à la pratique du notariat.

De Antoine Fafard et autres, du rang de Sainte-Julie, dans la paroisse de Saint-Hugues; demandant à être détachés de la paroisse de Saint-Hugues et annexés à la paroisse de Saint-Marcel pour les fins municipales, scolaires, judiciaires et autres.

De P.-E. Roy et autres, de la paroisse de Saint-Pie; demandant la passation d'un acte pour construire un chemin de fer de la Baie Missisquoi jusqu'aux eaux du Saint-Laurent.

De l'Association de l'asile Sainte-Brigitte, de la cité de Québec; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres; demandant de l'aide pour l'Institution des sourds-muets du Côteau-Saint-Louis.

De D. Thérien et autres, du township de Kilkenny, comté de Montcalm, demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

Rapport de comités:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial formé pour étudier le bill pour amender de nouveau les lois de chasse en cette province. Voici ce rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé son président et recommande à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que des avis suffisants ont été donnés dans chaque cas:

1. De J.W. Eaton et autres, du village de Philipsburg; demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer de la Baie de Missisquoi aux eaux du Saint-Laurent.

2. De E.B. Eddy et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de Chemin de fer d'Ottawa et de la vallée de Gatineau.

3. Du révérendissime évêque de Saint-Hyacinthe; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Collège de Sorel".

4. De la Compagnie du chemin de fer des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska; demandant des amendements à sa charte.

5. De Joseph Beauchêne et autres, du township de Sainte-Marie-de-Blandford demandant que la paroisse de Sainte-Marie soit érigée en municipalité.

6. Des révérends pères Pierre Point, supérieur, et autres prêtres et religieux de la compagnie de Jésus; demandant un acte d'incorporation sous le nom de Missionnaires de Notre-Dame S.J.

Votre comité a aussi examiné la pétition de

F.X. Cadieux et autres, de la paroisse de Saint-Simon; demandant un acte d'incorporation sous le nom de Chemin de fer de la Baie de Missisquoi aux eaux du Saint-Laurent, et trouve que les avis n'ont été publiés que depuis le quatre du courant, cependant, vu que la presque totalité des municipalités que ce chemin devra traverser, ont présenté des pétitions à l'appui de cette entreprise, votre comité recommande respectueusement à votre honorable Chambre la suspension de la 51e règle;

Quant à la pétition de l'Association de la salle Saint-Patrice de Montréal; demandant des amendements à sa charte;

Votre comité trouve que nul avis n'a été donné, mais attendu que les amendements demandés ne regardent que les actionnaires qui y ont donné leur assentiment dans une assemblée convoquée à cet effet, votre comité désire recommander aussi dans ce cas la suspension de la 51e règle.

Quant à la pétition de l'asile des Orphelins protestants de la cité de Montréal; demandant des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger d'avis.

Quant à la pétition du dispensaire d'Yamaska; demandant des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve que nul avis n'a été donné et ne peut recommander la suspension de la 51e règle.

Votre comité a de plus examiné la pétition de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de Montréal et de Saint-Hyacinthe; demandant un amendement à sa charte, et trouve qu'il n'a pas été donné d'avis, mais votre comité est convaincu, d'après un document qui lui a été présenté, que tous les intéressés sont bien informés de la demande et recommande en conséquence à votre honorable Chambre la suspension de la 51e règle de cette Chambre.

Introduction de bills:

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation des dames de l'asile des orphelins protestants de la cité de Montréal.

Accordé.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la charte du chemin à lisses de Québec à Gosford.

Accordé.

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Missisquoi et du Saint-Laurent.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Monta-

gnes): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer le collège de Sorel.

Accordé.

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser le conseil de comté de Nicolet, à ériger la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford en municipalité de paroisse.

Accordé.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la vallée de Gatineau.

Accordé.

Lois de la chasse

Il est ordonné que M. M. Houde soit ajouté au comité sur le bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province.

Transfert de propriétés

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, appuyé par le député de Montréal-Ouest, (M. F. Cassidy), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre toute correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, relativement au transfert de la propriété à Montréal, située rue Notre-Dame entre la rue Claude et la place Jacques-Cartier.

M. l'Orateur, je demanderai la permission de donner quelques mots d'explications sur cette motion. Dans l'espace compris entre les deux rues citées dans ma motion, il y a plusieurs propriétés délabrées, en ruines, qui appartiennent au gouvernement. Ces propriétés en ruines sont cause que la valeur des propriétés avoisnantes a baissé considérablement. Je désirerais savoir si le gouvernement a l'intention de vendre, de louer ou de reconstruire ces propriétés. Je compte bien qu'il ne tardera pas à prendre un de ces trois partis.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Je concours parfaitement dans les vues exprimées par l'honorable député de Montréal-Est. Il est probable que le gouvernement y construira des maisons pour les écoles normales; mais en attendant, il faut que des appropriations soient votées à ce sujet et l'on sait toutes les difficultés que l'on a en Chambre pour faire voter de semblables appropriations. D'un autre côté, le gouvernement pourrait vendre ces terrains et avec le produit de la vente serait en mesure de faire construire des maisons pour les écoles normales.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Est heureux de voir que le député de Montréal ait fait cette motion.

Il y a deux ans une pareille proposition a été faite. On ne sait ce qu'il en est advenu. Il dit que la corporation s'est décidée à construire un magnifique hôtel de ville dans le quartier; cet

hôtel de ville coûtera \$250,000. et rehaussera la valeur du quartier. Lorsque le gouvernement fédéral aura fait remise au gouvernement local des propriétés en question, la vente de ces dernières, comme le disait bien le premier ministre, pourra rapporter une somme suffisante pour la construction tant à Montréal qu'à Québec des maisons pour les écoles normales. On pourra dire alors que la ville de Montréal aura fait un cadeau à la bonne ville de Québec.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Ah! Mon Dieu.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Je compte bien que les honorables députés qui sont favorisés du double mandat n'oublieront pas, sur cette question, de plaider notre cause à Ottawa.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Remercie le gouvernement d'être toujours si bien disposé à aider Montréal à marcher dans la voie de prospérité où cette ville est entrée.

Adopté.

Fonds d'emprunt municipal

M. E. LALONDE (Vaudreuil): Propose, appuyé par le député de Jacques-Cartier (M. N.-M. LeCavalier), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre tous les papiers concernant les avances faites aux municipalités sur le crédit du fonds d'emprunt municipal du Bas-Canada, pour l'achat de grains de semence, en vertu de l'acte de la ci-devant province du Canada, 26 Victoria, chap. 2.

Adopté.

Institut canadien-français de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'Institut canadien-français de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer de Waterloo et Magog

M. P. LOCKE (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Waterloo et Magog.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Société du pont neuf de Saint-Hyacinthe

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour corriger certaines erreurs de traduction dans la version anglaise du chapitre 46 de la 34e

Victoria, concernant la Société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Subsides

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur, au nom du comité des subsides, de faire rapport à la Chambre des résolutions adoptées par le comité hier. Les résolutions, étant lues une deuxième fois, sont adoptées.

Dépôts judiciaires et autres

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les dépôts judiciaires et autres.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Informe la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur a été informé du sujet de cette motion et la recommande à la considération de cette Chambre.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je ne veux pas entrer dans une discussion, mais seulement expliquer les résolutions que j'ai l'honneur de soumettre.

D'après ces résolutions le trésorier provincial est déclaré consignataire public; il recevra les sommes d'argent déposées entre les mains des officiers de justice. Naturellement, le comité devra s'occuper de la question des salaires des greffiers, protonotaires, shérifs, qui touchaient avant un intérêt sur ces sommes d'argent. A vraiment parler, ce système n'enrichissait pas énormément les pronotaires qui, tant à Montréal qu'à Québec, ne recevaient qu'un intérêt bien mince sur ces dépôts. Mais le revenu des shérifs était considérable. Ils avaient un salaire de \$6,000; mais il faut bien considérer qu'ils étaient obligés de donner un cautionnement de \$4,000 vu l'immense responsabilité qui leur était échue. On sait en effet que le shérif est responsable de l'exécution de tous les jugements de la cour, des saisies-mobilières et immobilières, de navires, etc. etc.

Malheureusement, il a été établi que dans plusieurs districts des défalcons ont eu lieu dans le bureau du protonotaire. Pour obvier à pareils malheurs, l'Etat a voulu prendre sous sa responsabilité les dépôts judiciaires et autres. Il y a deux ans, la Législature nomma un comité pour organiser un bureau de consignations; ce comité s'est occupé sérieusement de la question.

Mais la loi pourvoit à ce que non seulement les dépôts des officiers de justice soient placés dans ce bureau, mais aussi à ce que le débiteur y fasse des dépôts d'argent. Le débiteur pourra y effectuer des dépôts qui seront plus en sûreté dans une certaine mesure que dans les banques.

Quant à la suppression des honoraires des shérifs, il a été difficile de calculer le montant des sommes déposées annuellement entre leurs mains, afin de les indemniser proportionnellement à l'intérêt qu'ils touchaient sur ces sommes. Le gouvernement a l'intention de rémunérer les shérifs au moyen du fonds de bâtisses et de jurés.

Un mois après que les dépôts auront été effectués, il y aura sur ces dépôts un intérêt en faveur des créanciers et un autre intérêt de 2 p.c. pour les shérifs. Avec cela, il faut donner à ces officiers un salaire raisonnable. A ce sujet, le gouvernement, tout en tenant compte de la diminution de la grande responsabilité qui revient aux shérifs, pense que le salaire de \$3,000 n'est pas excessif.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Croit qu'il serait préférable de donner aux shérifs un salaire fixe et de voter les 2 p.c. d'intérêts sur les dépôts en faveur des créanciers.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Je crois que le gouvernement, par ce projet de loi, a voulu éviter une perte tant au débiteur qu'au créancier.

Je vois que l'honorable procureur général propose de donner 2 p.c. sur les sommes déposées chez les shérifs de Québec et de Montréal. Je crois qu'il serait infiniment mieux de donner un salaire fixe aux shérifs. On dit que ces 2 p.c. serviront à indemniser les officiers pour l'intérêt qu'ils touchaient auparavant sur les dépôts. De cette façon, il y aura des shérifs qui gagneront plus que d'autres. Un débiteur dont le procès durerait de deux à trois ans paierait donc à lui seul les honoraires du shérif. Je crois que l'une des meilleures améliorations à apporter à la loi serait de décider que l'argent de la vente dans ces cas rapporterait immédiatement intérêt. En terminant, le député d'Iberville déclare qu'il serait préférable que ces 2 p.c. provinssent d'une autre source et qu'ils retournassent aux créanciers.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond qu'il n'y a pas d'injustice faite aux shérifs d'autres districts qui ont accepté leurs commissions sans salaire. Les shérifs de Kamouraska, Montréal, Ottawa, Saint-François ont, lors de la loi de décentralisation, accepté leur charge avec les honoraires. Le gouvernement n'est pas disposé à donner les salaires fixes à tous les shérifs. S'il le voulait, ses moyens ne le lui permettraient pas. Il faut qu'il veuille à ses ressources. L'intention du gouvernement n'est pas de faire tort à ces officiers.

M. L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Ne trouve pas excessif le salaire fixe voté aux shérifs, mais n'est pas d'avis que 2 p.c. d'intérêt sur les dépôts leur soient accordés en sus de leur salaire.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande si

dans le bill il sera pourvu à ce que des sommes provenant d'expropriations soient aussi déposées au bureau de consignation.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond affirmativement.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Veut savoir si dans des cas de défalcons antérieures la loi pourvoit à rembourser les sommes perdues de ces expropriations.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le gouvernement ne peut s'occuper de rembourser de pareilles sommes. Que l'on s'adresse pour cela à ceux qui se sont portés cautionnaires. Mais chaque fois qu'il y aura un dépôt d'argent entre les mains du shérif, du protonotaire ou de tel autre officier de justice, cet officier sera obligé d'aller les déposer dans une banque ou toute autre institution publique indiquée par le trésorier.

M. M. LAFRAMBOISE (Shefford): Déclare que l'on donne ainsi un intérêt au shérif et qu'on le refuse au créancier. Il arrivera que dans un jugement de distribution qui durera longtemps, le créancier aura mis entre les mains du gouvernement son argent qui ne portera aucun intérêt et ne pourra pas le retirer pour le placer ailleurs afin qu'il lui rapporte un intérêt quelconque. Comme on voit, le système offre des désavantages marqués. L'honorable député dit qu'en 1864 une mesure tout à fait identique a été présentée par l'opposition mais que cette mesure est tombée à l'eau depuis. Il est heureux de voir que l'on ait réfléchi depuis et que le gouvernement l'ait repêchée. L'opposition a été très utile au gouvernement en cette circonstance.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): A quoi servirait l'opposition si elle n'était pas utile au gouvernement. Rien ne m'étonne si l'opposition présente une bonne mesure. Ce qui me surprend, c'est qu'elle ne soit pas en état d'en présenter plus souvent.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'à la droite on a bien voulu donner le titre de "fonds de boutique" aux mesures présentées par l'opposition, que c'est justement dans ce fonds de boutique que le gouvernement vient puiser ses bonnes mesures, et qu'entre autres, le code municipal dont le gouvernement se glorifie tant est une mesure dont l'opposition a donné la première idée.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que l'opposition pourrait prétendre avoir gouverné le pays depuis 1864. L'honorable député de Saint-Jean avance que l'opposition a donné la première idée du code municipal. Je nie formellement la chose. Je réclame l'honneur d'avoir présidé en majeure partie à la

codification de nos lois municipales. Je me glorifie d'avoir doté le pays d'un ouvrage travaillé, étudié et rédigé après des labeurs nombreux pendant plusieurs années. J'ai bien le droit de revendiquer un peu l'honneur d'avoir fait une oeuvre qui m'a coûté bien des soucis. En terminant, il accuse le député de Saint-Jean, de déloyauté et d'irréflexion.

L'honorable procureur général revient alors à la question principale et en explique le principe.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Proteste de nouveau contre le fait que les 2 p.c. d'intérêt soient accordés au shérif. Est-il juste que le vendeur qui aura déposé de l'argent depuis trois mois paie juste l'intérêt pour ce laps de temps, tandis que celui qui sera obligé de plaider son affaire pendant un, deux et trois ans, devra payer l'intérêt d'autant.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répond à l'accusation d'irréflexion et de déloyauté portée contre lui par l'honorable procureur général. Je n'ai pas eu le temps de parcourir tous les journaux de la Chambre; mais j'y vois que des requêtes ont été présentées par des résidents des paroisses Saint-Alexandre et Sébastien, dans les comtés de Saint-Jean et d'Iberville, demandant des modifications à la loi municipale, à la loi d'agriculture, etc. J'ai moi-même rédigé ces requêtes. Je maintiendrai que le gouvernement n'avait jamais songé à la codification des lois municipales lorsque, le même jour, je demandai un comité sur la question.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Demande que les salaires des protonotaires soient aussi augmentés proportionnellement. Ces officiers ont une grande responsabilité. Ils sont préposés à la garde de tous les documents judiciaires et autres, qui sont, comme l'on sait, difficiles à garder. Souvent aussi les protonotaires sont appelés à remplir des fonctions judiciaires importantes qui exigent d'eux des connaissances spéciales.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Réplique qu'il ne croirait pas le gouvernement justifiable d'augmenter ainsi le salaire des protonotaires, d'autant plus que ces officiers auront droit aussi à une compensation de 2 p.c. sur les dépôts.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Remarque que le député d'Iberville semble inquiet du sort des créanciers. Il ne faudrait pas surcharger le bureau du trésorier de responsabilités.

Il rappelle les observations du député de Saint-Jean sur l'expression de "fonds de boutique" employée par la droite à l'adresse des mesures de l'opposition. Il croit que c'est lui-même qui a employé cette expression. Il fait apologie, mais il suggère en remplacement de

l'expression "fonds de boutique", le mot "musée".

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Pour vous amuser.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il faudrait un curateur à ce musée.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le premier ministre est naturellement le curateur des lois de la province.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que l'opposition qui prétend gouverner le pays depuis 1864 devrait être heureuse de gouverner ainsi sans responsabilité.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait remarquer que le code municipal tel qu'il est n'est pas une oeuvre à envier à son auteur. Si le code municipal avait été étudié, travaillé avec impartialité, il serait meilleur qu'il n'est.

Il admet le principe du bill, mais trouve que le projet de loi comporte avec lui des inconvénients. Il attire l'attention du promoteur du bill sur les déplacements considérables qu'occasionneront les dépôts mis entre les mains des huissiers. Viendront-ils de grandes distances effectuer ces dépôts entre les mains du trésorier? C'est un inconvénient. Maintenant si l'on veut supprimer cet inconvénient, les agents que l'on nommera offriront-ils autant de sécurité que les shérifs? Il ne croit pas que la nouvelle mesure procure au gouvernement des agents plus sûrs que les shérifs. Il voudrait savoir quel sera le nombre de ces agents.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): On sait que dans plusieurs districts il y a maintenant des banques. Les dépôts y seront effectués. Dans les autres districts qui n'ont pas de banques, des agents seront nommés. Cet officier recevra ordre de transmettre immédiatement au bureau de consignation les sommes qu'il aura reçues, tout comme il le fait aujourd'hui.

M. G. LAROCQUE (Chambly): Demande si le gouvernement sera responsable des dépôts remis aux shérifs.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le gouvernement ne peut être responsable des sommes qu'il n'aura pas reçues.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Fait observer qu'ainsi, s'il arrive des accidents, ce seront les particuliers et non le gouvernement qui en souffriront. C'est injuste si le gouvernement impose un employé à ses administrés et qu'ils soient obligés de s'en servir. Il ne voit pas pourquoi le gouvernement ne serait pas responsable plutôt que le pauvre particulier.

En comité:

Il est résolu que lorsque le trésorier aura constaté les profits qu'il peut tirer en sûreté des dépôts faits entre ses mains, en sus des dépenses qui s'y rapportent, il pourra accorder et payer aux déposants ou aux parties qui ont droit, en vertu d'un jugement de toute cour de retirer tel argent ainsi déposé, suivant le cas, et ayant droit de recevoir les sommes d'argent restées dans ses mains pendant plus d'un mois, tel intérêt qu'il croira juste et équitable.

2. Qu'à la fin de chaque année fiscale, le trésorier de la province pourra accorder et payer à chacun des protonotaires et à chacun des shérifs en office, lors de la clôture de la présente session, (autres que les shérifs de Québec et de Montréal), telle somme qu'il croira convenable, n'excédant pas deux pour cent sur le montant déposé entre ses mains durant telle année, par ledit protonotaire ou shérif.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer le salaire du shérif du district de Québec à une somme n'excédant pas \$3,600, et le salaire du shérif de Montréal, à une somme n'excédant pas \$3,600 par année.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

A six heures l'assemblée interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Message du Conseil législatif:

Conseil législatif,
Jeudi, 30 novembre 1871.

Résolu, qu'il soit permis à l'honorable Alexandre-René Chaussegros de Léry et à l'honorable Thomas McGreevy, de comparaître et rendre témoignage, s'ils le jugent à propos, devant le comité permanent des privilèges et élections, relativement à la pétition de François-Xavier Déry; demandant que J.-B.-C. Hébert, écuyer, notaire, de la cité de Québec, soit sommé de comparaître à la barre de la Chambre, pour alors et là rendre compte de sa conduite comme officier rapporteur lors de la dernière élection du district électoral de Québec-Centre.

Subsides

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

1. Qu'une somme n'excédant pas soixante et

onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, couvrant les allocations autorisées par les statuts pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande de quelle raison a porté le gouvernement à augmenter autant cette allocation.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que \$13,000 avaient été ajoutés pour favoriser l'éducation agricole dans ces écoles. Il ajoute qu'à l'avenir on se montrerait plus sévère dans l'admission des élèves et qu'on ne recevrait que ceux qui auront réellement l'intention de devenir instituteurs.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Les inspecteurs d'école me paraissent rendre peu de service à l'instruction primaire. La plupart du temps, ils s'acquittent de leur tâche par routine et font les mêmes rapports tous les ans. Il n'y a que trois inspecteurs qui paraissent comprendre leur devoir ce sont: MM. Belland, Crépault et Alexander.

Ces messieurs indiquent les vraies causes du mal en signalant le faible salaire que reçoit l'institutrice qui est l'âme de l'instruction primaire, et ne reçoit qu'un très faible salaire; \$80 au plus, ou environ 20 cents par jour, tandis que les femmes de journées gagnent plusieurs chelins par jour. Si on ne veut pas payer mieux les instituteurs, on devrait supprimer les inspecteurs d'écoles et donner la somme affectée à leur paiement aux instituteurs.

La seule existence d'un tel corps d'inspec-

teurs démontre la nécessité d'un système de "Common School" plus complet.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je ne comprends pas la violence avec laquelle l'on attaque les inspecteurs d'écoles et ne m'explique pas l'acharnement qu'on apporte contre eux. Cependant, que l'on examine bien l'ensemble de notre système d'éducation, et l'on verra qu'ils sont nécessaires. Nous dépensons près d'un million de piastres pour les fins de l'instruction publique. Sans les inspecteurs nous n'aurions aucun contrôle sur les écoles auxquelles ces fonds sont distribués, nous ne saurions comment notre argent est appliqué et comment il doit être distribué. Il semble qu'à ce seul point de vue, les \$20,000 que nous consacrons à leur rétribution sont bien placées.

Je ne veux pas parler des services qu'ils rendent en surveillant les instituteurs, en stimulant leur zèle et en encourageant les élèves. Ces services sont trop évidents.

Il y a encore une autre raison qui nous engage à ne pas les supprimer. La charge d'instituteur est très lourde et ceux qui l'ont remplie longtemps ont droit à une rémunération qu'ils ne trouvent pas dans l'enseignement. Les instituteurs aspirent donc à arriver à ce poste qu'on donne comme récompense de longs services, devons-nous leur refuser cet encouragement?

Chose singulière, c'est le parti libéral qui autrefois a demandé la nomination des inspecteurs et qui veut les supprimer aujourd'hui. C'est le parti libéral qui a demandé la création des écoles normales et la fondation du Journal de l'Instruction publique; c'est lui qui veut les faire disparaître et brûler ce qu'il adorait jadis. Si j'ai quitté le poste de l'Instruction publique que j'affectionnais, pour accepter la position que j'occupe aujourd'hui, c'est parce que je prévoyais que pour des misérables motifs de popularité à bon marché on voudrait les attaquer. Si j'ai à tomber, je serai heureux de donner ma démission en défendant le système actuel de l'instruction publique.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Les chiffres cités par le premier ministre démontrent qu'on emploie à Québec plus d'inspecteurs d'écoles par rapport au nombre d'élèves que partout ailleurs.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'on doit tenir compte des distances que doivent parcourir les inspecteurs.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Vous voulez rendre le système d'inspection plus efficace: donc vous reconnaissez par là même qu'il est inutile.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Pardon, j'ai dit que c'était l'inten-

tion du gouvernement de le rendre plus efficace. Ainsi, l'honorable député est adroit, mais il pourrait être plus adroit.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): L'honorable ministre de l'Instruction publique procède comme les maîtres d'écoles.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Et je n'en ai pas honte, M. le député.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Parle de son expérience comme inspecteur d'école. Il maintient que c'est une fonction inutile. On peut relever le niveau des instituteurs, hausser leurs traitements, conclut-il, mais on n'a pas besoin des inspecteurs d'écoles.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Indique à la Chambre comment les inspecteurs qu'il connaît s'acquittent de leur tâche et fait voir leur inutilité. Il dit cependant que par une législation, on devrait fixer à un taux convenable le traitement des instituteurs.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Dit que les députés de l'opposition tentent en attaquant le système d'éducation de se créer un "capital" politique. Son expérience est grande et il peut affirmer que les inspecteurs s'acquittent de leur tâche sans craindre l'effort.

Selon lui les inspecteurs d'écoles occasionnent moins de déboursés que n'importe quelle autre forme d'administration.

Il croit que les gens sont bien satisfaits du système actuel dont il fait l'éloge.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Ne s'oppose pas à la fonction des inspecteurs mais au système qui prévaut actuellement.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): S'efforce de montrer l'utilité de ces fonctionnaires.

M. T. SANDERS (Huntingdon): Would like to see an enlargement of the school districts; an elevation of the standard of inspectors and teachers, and an increase in the remuneration of teachers.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Agreed with the Honorable Member for Huntingdon. Elevation in the standard of inspections and teachers was always desirable, and it was always the endeavour of the Government to have the best men employed. The amount in the aggregate for school inspection appeared large, but the average annual cost of the inspection of each school in the province was but five dollars. In his experience the inspectors had always fulfilled their duties.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Was in

favor of voting double the appropriation for purposes of education. He believed that the Province could not spend money better than in educating the rising generation. He would vote for the elevation of the standard of teachers; for an increased remuneration for efficient men; for a large and better paid staff of inspectors, and for anything which would raise the standard of public education.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'Instruction publique, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des instituteurs en retraite, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux High Schools, Québec et Montréal, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques romaines, pour l'octroi accordé aux High Schools, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la faculté médicale, université McGill, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'histoire naturelle, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents

piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société historique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société numismatique et d'archéologie, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société historique et littéraire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du Naturaliste canadien, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de musique, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Chambre des arts et manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que la question au sujet des propriétés de la Chambre des arts et métiers est très difficile; de fait, la Chambre appartient au gouvernement fédéral et nous ne pouvons pas nous en occuper; mais elle mérite tout notre encouragement.

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Le comité demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que cette Chambre se formera de nouveau en ledit comité.

La Chambre s'ajourne à dix heures et demie.

Séance du 1er décembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. LaRocque, la pétition d'Amable Dellièvre et autres, de la paroisse de Saint-Bruno, et la pétition de L. Normandin et autres, de la paroisse de Boucherville, toutes deux du comté de Chambly.

Par M. Molleur, deux pétitions de F. Béchard et autres, du comté d'Iberville.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres, de la cité de Montréal.

Rapport de comités:

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné le bill pour corriger certaines erreurs de traduction dans la version anglaise du chap. 46 de la 34e Victoria, concernant la Société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe, et y a fait un amendement qu'il soumet à votre honorable Chambre.

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que des avis suffisants ont été donnés dans chaque cas:

1. Du conseil de ville de la ville de Berthier; demandant des amendements à sa charte.

2. Du Synode du diocèse de Montréal; demandant la passation d'un acte lui donnant le pouvoir de diviser certaines paroisses et pour d'autres fins.

3. De George Benson Hall et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer sur un point quelconque sur le Grand Tronc, dans les paroisses de Saint-Michel ou de Saint-Charles, en passant par la paroisse de Saint-Joseph-de-Lévis.

4. De William Fahey, de la cité de Montréal, étudiant en droit; demandant la passation d'un acte l'autorisant à passer un examen devant la Chambre provinciale des notaires pour être admis à la pratique du notariat.

Introduction de bills:

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN, (Québec-Centre): Demande la permission d'introdui-

re un bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et l'Anse-des-Sauvages.

Accordé.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de l'Association de la salle St-Patrice de Montréal.

Accordé.

M. C. GILL (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

Accordé.

M. W.W. LYNCH (Brome): Demande la permission d'introduire un bill pour donner au Synode du diocèse de Montréal, pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques par lettres patentes.

Accordé.

Subsides

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Fait rapport des résolutions adoptées par le comité des subsides.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande quelle était la situation de la Chambre des arts et manufactures et quelles propriétés elle possédait.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Dit qu'il est difficile de répondre quant aux propriétés de la chambre. Celle-ci a fait de l'excellent travail à Montréal, malgré de petites difficultés maintenant résolues. On a réussi à étendre les activités de la chambre et ses dirigeants méritent beaucoup d'éloges. L'honorable député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), a droit à notre reconnaissance pour ses efforts en vue d'établir une école d'art et de dessin à Québec.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Explique pourquoi il est difficile de répondre à la question portant sur les propriétés de la chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait quelques remarques sur son discours d'hier soir.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Je dois dire ici ce que nous nous proposons de faire relativement aux inspecteurs d'écoles. Sans doute, je sais, comme bien d'autres, que ce système n'est pas parfait. J'aurais fait des réformes mais elles entraînent de nouvelles dépenses, et les dispositions de beaucoup de personnes sont dans un autre sens. Il y a sans doute des inspecteurs qui ne font pas

leur devoir, mais le plus grand nombre font des efforts pour promouvoir les intérêts de l'instruction primaire; mais parce qu'il y a des défauts dans le système, ce n'est pas à dire pour cela qu'il faille le renverser. Je me propose de réunir les inspecteurs en une conférence pour obtenir leur opinion sur les moyens de remédier aux quelques inconvénients qui sont signalés, et nous ferons de nouveaux règlements. Je pense que si, pour arriver à un perfectionnement, nous nous trouvons entraînés dans une nouvelle dépense, la Chambre ne nous refusera pas l'argent nécessaire pour les défrayer.

Des règlements sévères seront formulés et je désire être entendu des inspecteurs. Il leur faudra travailler et leur charge ne sera pas une sinécure.

Les résolutions sont lues une deuxième fois et adoptées.

Dépôts judiciaires et autres

Le comité formé pour prendre en considération certaines résolutions, concernant les dépôts judiciaires et autres, fait rapport des résolutions suivantes:

1. Que lorsque le trésorier aura constaté les profits qu'il peut tirer en sûreté des dépôts faits entre ses mains, en sus des dépenses qui s'y rapportent, il pourra accorder et payer aux déposants ou aux parties qui ont droit, en vertu d'un jugement de toute cour, de retirer tel argent ainsi déposé, suivant le cas, et ayant droit de recevoir les sommes d'argent restées dans ses mains pendant plus d'un mois, tel intérêt qu'il croira juste et équitable.

2. Qu'à la fin de chaque année fiscale, le trésorier de la province pourra accorder et payer à chacun des protonotaires et à chacun des shérifs en office, lors de la clôture de la présente session (autres que les shérifs de Québec et de Montréal), telle somme qu'il croira convenable, n'excédant pas deux pour cent sur le montant déposé entre ses mains, durant telle année, par ledit protonotaire ou shérif.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer le salaire du shérif du district de Québec à une somme n'excédant pas \$3,600, et le salaire du shérif de Montréal, à une somme n'excédant pas \$3,600 par année.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que la Chambre prête son concours à l'adoption de ce rapport.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Avant l'adoption de la motion, il appelle l'attention de la Chambre sur la question d'amender les résolutions de manière à permettre au trésorier de payer un intérêt de 4 p.c. sur les dépôts.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que l'intention du gouvernement n'est pas de faire de l'argent avec la mesure;

mais il est juste qu'il en retire quelque chose pour payer les quelques frais qui seront rendus nécessaires par l'établissement du nouveau système. Ainsi il faudra payer un employé de plus dans le bureau du Trésor. En proposant la mesure, le gouvernement a voulu que toute balance d'intérêt d'argent soit payée aux créanciers, tandis que les 2 p.c. prélevés sur les dépôts seront payés aux shérifs et aux protonotaires.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande qu'il y ait plus de certitude dans la loi; si le gouvernement a des dépenses à faire, qu'il alloue 3 p.c. d'intérêt sur les dépôts.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Préférerait que la loi projetée déciderait définitivement que le gouvernement paiera l'intérêt sur les dépôts un mois après que ces dépôts auront été effectués et que cet intérêt soit de 3 p.c.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement ne veut pas faire d'argent avec cette mesure; d'habitude le gouvernement n'a pas l'art de s'enrichir avec les mesures qu'il propose. Mais on doit bien lui laisser au moins les moyens de se prémunir contre les pertes qu'il pourrait éprouver.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que l'intérêt de 2 p.c. ne soit pas donné au shérif mais au créancier.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Ne voit pas pourquoi on retrancherait au shérif une indemnité qui, suivant lui, n'est pas encore assez élevée.

Les résolutions sont lues une deuxième fois et adoptées.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

En comité :

1. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés d'agriculture, etc., et couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agricul-

ture, deux françaises et une anglaise, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu mardi matin.

Le comité demande la permission de siéger de nouveau. Il est résolu qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en ledit comité.

Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la vallée de Gatineau

M. E.B. EDDY (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la vallée de Gatineau.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Absence du représentant d'Ottawa

M. E.B. EDDY (Ottawa): Demande la permission de s'absenter pour huit jours, pour affaires urgentes.

Accordé.

Absence du représentant de Saint-Maurice

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Demande la permission de s'absenter pour huit jours, pour affaires urgentes.

Accordé.

Message du Conseil législatif:

Acte concernant les licences de mariage

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte concernant les licences de mariage" sans amendement.

Collège de Sorel

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer le collège de Sorel.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Subsides

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, selon l'ordre du jour.

En comité:

1. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour

défrayer les dépenses de l'immigration, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Pense qu'avant de voter cette somme la Chambre a droit de savoir ce que le gouvernement a l'intention de décider sur cette question importante et dont les résultats jusqu'à présent ont été si nuls.

Il demande des explications sur ce dernier item. Tous les ans, la Chambre vote des subsides à ce sujet; et l'on ignore partout quel est le plan suivi par le gouvernement pour l'immigration. Il dit qu'il a voulu avoir toutes correspondances relatives à l'immigration et aux appropriations considérables à ce sujet; mais il n'a pas réussi. Il est vrai de convenir que cet item est une perte réelle pour le pays. Les gens les mieux disposés en faveur de l'immigration et du système actuel d'immigration se demandent comment les appropriations sont dépensées et où sont les résultats de la politique du gouvernement à ce sujet. Il est d'opinion que pareil item ne devrait être voté que lorsque le gouvernement aura un système arrêté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Est-ce que l'honorable député de Saint-Hyacinthe fait partie du comité d'agriculture, d'immigration et de colonisation?

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Non.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Non! Eh bien, j'en suis fâché pour l'honorable député. Il aurait entendu là des choses qui l'auraient convaincu que les résultats de la politique du gouvernement au sujet de l'immigration ne sont pas nuls. Il y a quelque temps, il a été dit dans la Chambre qu'un seul Belge cette année était venu dans le pays. Je répondrai à cela que 80 Belges à peu près sont venus s'établir dans le pays. Comme on le voit, le Belge a grossi. Ce n'est pas énorme, mais c'est quelque chose. L'item voté en faveur de l'immigration n'est pas considérable, cependant il faut espérer qu'avec le subside accordé par le gouvernement fédéral, nous pourrions faire quelque chose de plus sérieux. Le gouvernement ne prétend pas que les résultats de sa politique à l'endroit de l'immigration soient gigantesques; mais il soutient qu'ils sont très appréciables. M. Belle, agent d'immigration à Montréal, a établi dans les environs de la ville, dans la ville elle-même où il s'est établi, dans les Cantons de l'Est, 4,000 émigrés étrangers. M. Belle tient à Montréal un asile pour les immigrés, dont les frais sont bien moins élevés qu'ailleurs. Maintenant, les agents que nous avons envoyés à l'étranger ont rempli leur mission aussi parfaitement que possible. Ce sont M. Maguire, en Irlande; M. Jones en Angleterre; M. Barnard en Belgique; par les documents et les informations qu'ils ont répandus, ils ont fait connaître le pays. Moi-même, j'ai contribué à cela tant que

je l'ai pu, par l'échange de documents publics, de livres, de lettres, de correspondances. M. Barnard en Belgique a créé un bon commencement, un excellent noyau d'immigration. Ce qu'il s'agit de faire, c'est de bien traiter les immigrants qui nous arrivent et le courant d'immigration se fera de lui-même. Je n'oublierai pas de mentionner en passant que M. l'abbé Chartier s'est entendu avec M. Vannier, l'abbé Verbist et M. Barnard, pour établir entre l'Europe et le Canada un courant continuuel d'immigration d'industriels et d'agriculteurs. Il faut, chacun de son côté, travailler à faire venir au milieu de nous des gens de cette qualité qui amènent avec eux l'esprit d'entreprise et les connaissances industrielles et agricoles nécessaires à l'amélioration du pays. Est-ce donc trop alors de voter \$20,000 pour cela?

Maintenant, on sait que le gouvernement a fait publier une brochure sur l'émigration qui a été traduite en anglais aux frais de la province, puis en allemand et en flamand sans qu'il en ait coûté un sou au gouvernement. M. Bossange, à Paris, en a fait un résumé qu'il a mis en brochure pour la France spécialement. Cette brochure qui vient de paraître, en est à sa deuxième édition.

Elle est publiée à 100,000 exemplaires aux frais de la compagnie Allan. Il est évident que si la brochure publiée par le gouvernement de Québec n'avait pas paru, toutes ces autres brochures françaises, anglaises, allemandes, qui n'en sont que des analyses, n'auraient pas vu le jour.

La plupart des articles contenus dans la brochure ont été publiés dans les journaux d'Irlande, d'Ecosse et d'Allemagne. On ne connaissait pas notre pays avant; on le confondait avec les Etats-Unis. Maintenant on sait qu'il existe au nord de la grande république une grande puissance qui jouit de conditions d'ordre meilleures qu'aux Etats-Unis. Le pays, j'en suis certain, commence à être connu de l'autre côté de l'océan. Et je le répète, l'item de \$20,000 voté en faveur de l'immigration est appelé à rapporter des bénéfices considérables au pays.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit que les \$20,000 en faveur de l'immigration ont été dépensées en grande partie en impressions, traductions et publications d'annonces dans les journaux. Maintenant que l'on n'a pas de brochure à faire imprimer, il désire savoir comment le gouvernement va employer les \$20,000 qu'il demande. Il répète que le gouvernement n'a aucun système précis d'organisation. Une preuve entre autres c'est que ce fait est exprimé en toute lettre dans un journal des plus ministériels. Il lit un numéro de la Minerve dans lequel il est dit à propos de la conférence sur l'immigration à Ottawa, que le gouvernement n'a aucun plan d'arrêté à ce sujet et qu'il n'y a pas d'organisation. Il aimerait à savoir si le gouvernement a l'intention de traiter sur le même pied et les émigrants étrangers et les habitants du pays.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond au député de Saint-Hyacinthe que les enfants du sol seront traités comme les émigrants étrangers. Quant au numéro de la Minerve cité par l'honorable député, c'est un mauvais numéro; les numéros se suivent et ne se ressemblent pas.

Il n'est pas juste de chercher à déprécier ce que nous avons fait relativement à l'immigration étrangère et les résultats que nous avons obtenus. Sans doute, ces résultats sont peu importants comparés à ceux que l'on a obtenus dans d'autres pays, mais ils sont considérables si l'on tient compte des obstacles contre lesquels nous sommes obligés de lutter et des difficultés qu'il faut vaincre au début d'une entreprise de ce genre. Cependant, les efforts de nos agents commencent à porter leurs fruits: environ 80 Belges se sont fixés au milieu de nous, depuis quelque temps, et ils en attireront beaucoup d'autres. Cette année, la perspective paraît meilleure que l'an dernier, et l'immigration prendra une impulsion nouvelle, surtout si nous recevons un subside pour cette fin du gouvernement fédéral.

Quant à nos compatriotes qui s'en vont aux Etats-Unis, il nous est impossible de les retenir ici. S'ils quittent le pays, c'est souvent par leur faute, à la suite de dépenses extravagantes, ou parce qu'ils sont attirés de ce côté par l'esprit d'aventure. Il nous faut combler ces vides au moyen de l'immigration étrangère, et ne pas cesser non plus de faire des efforts pour rapatrier nos compatriotes qui reviennent en assez grand nombre. Aussi, M. l'abbé Chartier en a ramené près de 400 familles. M. Belle, notre agent à Montréal, a réussi à retenir au milieu de nous 4,000 émigrés; il est allé en chercher jusqu'au milieu de la province d'Ontario.

Il dit qu'en ce moment, le comité se prépare à recevoir un nombre considérable d'immigrants de l'Alsace et de la Lorraine.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Monsieur le président, je regrette sincèrement la position prise par l'Honorable député de Saint-Hyacinthe sur cette question d'immigration. S'il y avait à faire à l'administration un reproche au sujet de cet item des estimés, ce devrait être celui que l'allocation n'est pas assez élevée. Nous sommes tous d'accord sur la nécessité d'augmenter notre population afin de ne pas être débordés par la province d'Ontario, d'améliorer notre agriculture, de perfectionner nos industries et d'en créer de nouvelles. Et quand il s'agit de prendre les moyens d'augmenter cette population, quand il s'agit de faire quelques dépenses pour attirer ici et y fixer une immigration qui sans cela irait enrichir nos voisins, on n'a que des paroles de blâme pour qualifier les efforts faits dans ce sens. Pourquoi, s'écrie-t-on, dépenser pour des étrangers des sommes considérables qui devraient être consacrées à retenir nos compatriotes dans notre pays ou y ramener ceux qui en sont sortis?

J'aime mes compatriotes autant que qui que ce soit; et s'il s'agissait ici d'une question de sentiment, je dirais qu'en effet il faut tout sacrifier pour les enfants du sol. Mais, M. le Président, s'il est d'un intérêt majeur pour la province de Québec d'attirer ici des étrangers, il faut le faire. Or, cet intérêt, je dirai plus, cette nécessité existe et requiert de nous des sacrifices. J'irai même jusqu'à dire qu'il faudrait de préférence appeler ici certains émigrants même de préférence à certain de nos compatriotes, si ces émigrants apportent à notre province des avantages que ces compatriotes ne lui donnent pas. Je vois que cette déclaration étonne les honorables messieurs de l'autre côté. J'explique ma pensée: il est constaté par l'histoire que les transmigrations d'un pays dans un autre et surtout celles des pays du nord vers les pays du sud sont un fait constant qui est le résultat d'une des lois de notre nature. On voit même des transmigrations considérables de pays très riches vers d'autres pays les plus disgraciés sous le rapport des avantages du climat et des richesses du sol. Inutile donc de songer à retenir ici cette portion de notre population que l'esprit d'aventure et l'amour du luxe attirent à l'étranger. Il est un fait que j'ai eu l'occasion d'observer souvent: c'est que ce ne sont pas toujours les plus pauvres qui partent pour les Etats-Unis. Le luxe exagéré qui règne dans notre pays, après avoir accoutumé les enfants de cultivateurs à l'aise à mener un train de vie trop coûteux pour leurs moyens, leur fait souvent dédaigner la terre que leur donnent leurs parents, pour aller à l'étranger, porter des habits plus riches et éviter le travail ardu du défrichement.

On a l'habitude de dire, monsieur le président, que le cultivateur canadien est arriéré, qu'il est rétrograde. On se plaint que nous n'avons pas d'industrie et l'on cite pour montrer notre infériorité l'exemple des Anglais, Ecossais, Irlandais et Allemands dont la culture et les industries prospèrent. Et l'on en tire la conclusion que nous sommes inférieurs.

Monsieur le président, il existe, dans mon opinion, une explication bien facile de ces faits:

Ces agriculteurs et industriels d'une autre nationalité sont en partie nés en Europe où ils ont appris l'agriculture et l'industrie arrivés là au plus haut degré de perfectionnement. Et pour la partie de ceux qui sont nés en Canada, ils ont reçu, par une immigration incessante qui avait leur langue, leurs moeurs, leurs croyances et par conséquent leur était sympathique et se mêlait facilement à eux; qui leur a apporté de l'Europe, année par année, tous les derniers perfectionnements en agriculture et en industrie. Ils ont aussi été continuellement régénérés par l'inoculation d'un sang nouveau que leur mère-patrie a continuellement fait couler dans leurs veines. Tandis que la plus grande portion de la population de notre province à laquelle ces émigrants ne pouvaient se mêler, n'ont rien reçu des progrès industriels et agricoles de l'Europe, depuis 1760, époque de la cession du pays

à l'Angleterre. Et les progrès réalisés ne l'ont été que grâce aux efforts vraiment remarquables de quelques-uns de nos cultivateurs et de nos industriels. Il leur a fallu, pour ainsi dire, créer chez eux ce que les autres recevaient tout fait.

Voilà suivant moi, M. le Président, la principale cause de notre prétendue infériorité. Grâce à Dieu! Notre peuple est aussi intelligent et aussi susceptible de progrès que n'importe quel autre. Ce désavantage, il nous a été impossible de le faire cesser sous l'ancien régime. Impossible, sous l'ancienne union des Canadas de songer à appeler ici une émigration parlant notre langue et partageant nos croyances religieuses. Le Haut-Canada était là, avec son fanatisme et son cri incendiaire: French Domination.

Depuis que le nouveau régime nous a laissé plus de latitude sous ce rapport, nous avons de suite conçu l'espérance qu'il nous serait donné de prendre sous ce rapport une position analogue à celle des autres nationalités. Cependant, quelques obstacles nous préoccupaient encore. Nous redoutions l'antipathie naturelle des députés qui, dans la province de Québec même, n'ont ni notre foi ni notre langue et qui représentent des comtés que l'on pourrait croire antipathiques à une immigration française ou belge. Mais je suis heureux de le dire! Ces prévisions ne se sont pas réalisées. Et c'est pour moi une grande satisfaction que de pouvoir rendre ici un hommage public à ces messieurs qui, dans le comité de l'agriculture et de l'immigration secondent d'une manière aussi intelligente qu'active et libérale, nos efforts pour appeler ici l'immigration dont la province de Québec a besoin.

Chose étonnante! et qu'il est pénible pour nous de constater: tandis que ces messieurs nous secondent, nous voyons des hommes qui, comme l'honorable député qui vient de parler, créent au gouvernement toutes sortes d'entraves dans l'oeuvre patriotique qu'il poursuit. Cette grande question qui plane au-dessus de tous les intérêts de parti, ces intérêts majeurs que nous devrions être unanimes à promouvoir, ils les rapetissent en chicanant sur un maigre item de \$20,000.00

Ces immigrants dont nous avons besoin, de l'aveu de tout le monde, on les jalouse, on a peur qu'ils reçoivent quelques avantages. Mais si vous ne leur offrez aucun de ces avantages, croyez-vous qu'ils seront assez naïfs pour choisir notre pays avec son climat plus rigoureux, avec les désavantages du défrichement, tandis que l'ouest des Etats-Unis leur offre un climat plus doux, de vastes prairies prêtes à recevoir la charrue et qui, si en réalité elles n'offrent pas plus d'avantages, paraissent au premier coup d'oeil en offrir davantage.

Nous avons besoin de cette immigration. Eh bien! prenons des moyens de l'avoir! Offrons aux immigrants des avantages qui puissent les déterminer à se fixer parmi nous. Vous dites qu'il ne faut pas faire pour eux plus que pour

les enfants du sol? Pourquoi pas? Si l'intérêt de la province de Québec l'exige? Si cela est nécessaire pour apporter ici de nouvelles industries, pour inculquer chez notre peuple des habitudes d'économies, de frugalité et développer des sources de richesses que nous ne savons pas exploiter, tandis que plusieurs de nos compatriotes ne nous rapporteraient des Etats-Unis que des habitudes de luxe et le mépris de tout ce qui est canadien.

Je ne crois pas, M. l'Orateur, qu'il y ait un seul de nos compatriotes qui ait assez peu de patriotisme pour se plaindre de ce que nous ferions pour ces émigrés quelque chose que nous ne faisons pas pour les enfants du sol; car après tout, ce seront les enfants du sol qui en retireront les plus grands avantages.

On prétend que les octrois pour l'immigration n'ont rien rapporté. Cependant, d'après les statistiques de l'honorable premier ministre, environ 4,000 émigrants ont été reçus et placés à Montréal et ses environs et 80 et quelques cultivateurs belges nous sont arrivés. Ce résultat laisse encore à désirer. Ces émigrés ne nous coûtent pas \$5.00 par tête. J'ai été étonné moi-même en l'observant de plus près, de voir ce que le bureau d'Agriculture et d'Immigration a réalisé, et l'activité et les efforts et l'intelligence qui y ont été déployés.

Ne voit-on pas souvent que tandis que le fils d'une pauvre famille s'enfoncé hardiment dans la forêt et se crée en une dizaine d'années une position enviable, le fils du cultivateur plus riche va consumer sa santé dans des manufactures, dépenser à voyager son héritage et ne reste plus qu'avec la misère pour partage? Pourquoi cette manie d'émigrer est-elle poussée aussi loin par une portion de notre jeunesse? Il faut bien l'avouer. Cette plaie de notre société, nous la devons surtout aux Canadiens qui nous reviennent des Etats-Unis. Combien de fois n'ai-je pas vu moi-même la propagande désastreuse que faisait dans une localité un seul de ces émigrés à l'étranger? Désireux comme tous les voyageurs de raconter des choses merveilleuses du pays d'où il vient et d'étonner ses auditeurs par le contraste de notre pauvreté avec les richesses américaines, ils exagèrent tous les avantages de ces derniers: chez eux tout est beau, tout est supérieur: sol, climat, salaires; tandis qu'ils méprisent tout ce qui est canadien: pourquoi subir ici les rigueurs de nos hivers, arracher à un sol ingrat une pénible existence et au lieu de gagner de gros salaires dans une manufacture se condamner aux misères du défrichement? Rendus aux Etats-Unis, la plupart reconnaissent leur méprise. J'en ai visité grand nombre qui me l'ont avoué. Mais une mauvaise honte les retient-là à faire un travail qui les enrichirait ici.

Faisons des efforts pour faciliter le rapatriement de ceux qui, après avoir trouvé amer le pain de cet exil volontaire, veulent revenir au pays. Mais que cela ne nous empêche pas de faire tous nos efforts pour attirer ici un élément régénérateur, une population qui partie de si

loin pour venir exploiter les richesses précieuses de la province de Québec, sera là comme un argument invincible qui empêchera nos Canadiens d'aller chercher à l'étranger des avantages qu'eux sont bien aises de venir trouver chez nous. J'ai dit que nous avons besoin de cette immigration étrangère. En effet, M. le Président, on se plaint avec raison que nos industries languissent, que notre agriculture est dans un état déplorable. Eh bien! à mon avis, un des moyens le plus efficaces de remédier à tout cela, c'est d'introduire dans notre pays une population qui y apporte la connaissance pratique des différentes industries qui nous manquent et une agriculture arrivée au plus haut degré de perfectionnement.

Si le gouvernement, à la place de cet estimé de \$20,000 qu'on lui reproche, eût mis \$100,000 pour l'amélioration de notre industrie locale, je connais plusieurs de ces messieurs qui eussent applaudi.

Eh bien! je considère qu'une immigration choisie parmi la portion saine des meilleurs industriels de l'Europe, est un des moyens les plus efficaces, quoique indirects, de perfectionner nos industries existantes et d'implanter ici celles qui n'existent pas. Par exemple, il existe en Suisse des établissements où après avoir tiré des montagnes à grands frais et à grande peine du bois infiniment inférieur au nôtre, on le manufacture en différents objets qui se vendent dans toutes les parties du monde.

Et l'on perd de vue les travaux considérables et réellement étonnants accomplis par l'un de nos agents, M. Barnard. Comment, ce monsieur a trouvé moyen de vaincre la plupart des obstacles que les gouvernements européens mettent à la sortie des émigrants!

Chose remarquable! Il a trouvé moyen de faire faire dans plusieurs pays par une compagnie privée, la compagnie Allan, des dépôts de centaines de mille francs que ces gouvernements exigent pour la protection de leurs sujets émigrants. Il a fait reproduire, dans plusieurs langues, à des milliers d'exemplaires, une brochure publiée par le gouvernement! Il a fait avec un maigre salaire de 1250 à 300 ce qui, sous l'ancien régime, avait coûté peut être 10,000 à la province. Et après tant d'activité, d'énergie et de patriotisme; après avoir organisé avec autant d'intelligence tout un réseau de propagateurs qui ne coûtent rien à la province, le seul remerciement qu'il recevrait à son arrivée serait de s'entendre dire qu'il n'a rien fait, qu'il n'est bon qu'à venir retirer son salaire? En vérité M. le Président, est-ce ainsi que l'on veut encourager les efforts patriotiques faits pour promouvoir nos intérêts?

J'ai parlé de l'industrie domestique que pourrait nous apporter l'immigration. On paraît perdre de vue que cette industrie ne consiste pas à établir de grandes manufactures. Par exemple, il est de fait que les toiles belges, supérieures aux autres, ne sortent pas, pour une grande partie, des manufactures. Elles sont

fabriquées dans chaque famille qui, après avoir cultivé sur son petit champ le lin durant l'été, fabrique en hiver de 400 à 500 verges de cette toile qui se vend de 4 à 5 chs. la verge. On objecte qu'ici nous n'aurions pas de consommateurs pour cette toile.

Quand il n'y aurait que la consommation locale de toute la province, ne serait-ce pas déjà considérable et les Etats-Unis ne pourraient-ils pas les recevoir de nous au lieu de les importer de l'Europe? On demande quelles industries nouvelles sont à créer? Ce n'est pas ma prétention de démontrer tout ce qui nous reste à faire.

L'honorable député de Bagot doit sous peu demander la formation d'un comité à ce sujet. En attendant, je puis signaler qu'avec les mines de fer les plus riches du monde, nous importons toute la coutellerie et une partie des instruments nécessaires à l'agriculture et à tous les usages de la vie.

Je me résume: L'immigration est nécessaire pour améliorer notre agriculture et nos industries et créer celles de ces industries qui n'existent pas.

Le gouvernement a déjà fait beaucoup dans ce sens; et il a droit de recevoir dans cette politique patriotique le support de la Chambre. L'item de \$20,000.00 pour immigration doit être voté.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said that there was a moral pressure on the Government to expend a sum every year upon immigration. With regard to the remarks of the Hon. Mr. Trudel he had said that he opened up a vista of wealth which was perfectly growing. It was well to bring industry into the country, but we want consumers for the products of our industry. He had spoken of the wood industries of Switzerland, which might be carried on here. The white wood industry of Burlington, Vermont, which supplied food to the United States and Canada, obtained its white wood from Canada, could not be carried on here for want of consumers. We could not carry on linen manufactures here, because our people wore cotton, and we were next door to the cotton fields of the South. Farming was not profitable in the Province of Quebec, because we cannot compete with the western states in grain. We had one profitable branch, cattle farming. He believed in keeping our people here, improving our roads so that produce might be easily transported, and doing without these 500 émigrants. Good roads were the highways of progress. Before we brought in émigrants, let us improve our roads and improve our resources. He would not oppose the appropriation, but so he thought. He would oppose the grant of any land privileges for any special class of émigrants,

and in this matter his Countrymen had been hardly treated. Thirty years ago land in Canada was sold at \$1 dollar an acre, and these people paid their two instalments of a quarter

dollar each. Since then, the price had been lowered by the Government, and the last newcomers were taken by the hand and led to the best spots which they obtained at a shilling while the old settlers were called upon to pay their balance with interest for the past thirty years. In his own county this injustice was most acutely felt. The young men were leaving for the United States, and the people should be kept here, before money was spent in attracting new settlers.

Adopté.

A six heures l'Assemblée interrompt ses travaux.

Reprise de la séance
à sept heures et demie.

2. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés de colonisation, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1ère classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas vingt-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2ème classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 3ème classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins à lisses de colonisation, et comprenant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du chemin de Sainte-Anne-des-Monts, au chemin de la Rivière au Renard (Chemin de la Côté du Golfe), pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas trente-deux mille six cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille

piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'achat d'édifices et changements y opérés pour les départements publics pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau d'enregistrement de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas dix mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la prison pour femmes, Montréal, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour augmenter la hauteur des murs et pour une maison de garde de la prison de Montréal imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour compléter le palais de justice et la prison dans le comté de Bonaventure, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour compléter le palais de justice et la prison dans le comté de Gaspé, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour agrandir le palais de justice de Québec, (nouveau vote), imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour piliers en pierre, chaînes, etc., du palais de justice de Québec, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un appartement pour une bibliothèque pour le palais de justice de Sherbrooke, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'une aile pour le palais de justice des Trois-Rivières, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, (nouveau vote), imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pasent quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des aliénés de Beauport, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Trouve trop élevé le montant donné à l'asile de Beauport et croit qu'il augmente d'année en année.

L'HONORABLE J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said that the increased charge was caused by the continual accession to the number of patients. There were now 775 to 780 patients in the Asylum. People complained of

the delay in sending lunatics to the Asylum, but the fact was that they could accomodate no more. As to the cost, less was paid per inmate than in any like institution, but two, on the continent.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond au député de Montréal-Centre (L'honorable L. H. Holton) que le gouvernement dont le contrat avec l'asile devait expirer d'ici deux ans, a renouvelé son contrat pour une durée de dix ans. Il dit que le gouvernement a obtenu en signant ce contrat il y a quelques semaines, de bien meilleures conditions de la part des propriétaires.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that in his opinion the Government should have consulted Parliament before making the contract. In other contracts, this had been the case, and he did not see why it should not be the case here. He considered the present system of farming out lunatics to a company as most disgraceful to a civilized country.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le contrat peut être frappé d'invalidité si le gouvernement décidait de se porter acquéreur de ces édifices de Beauport.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des aliénés, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la Marine et des Emigrés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution des sourds-muets catholiques, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution des sourds-muets, protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Mont-

réel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la maison protestante d'Industrie et de Refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de St. Patrice pour les orphelins de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la Maternité de l'université, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des Orphelins catholiques romains, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Montréal, pour leur hospice des enfants trouvés, (tant qu'il n'y en aura pas à Québec), pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté,

comme une aide à l'asile des Orphelins protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la Maternité sous les soins des soeurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas huit cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des dames pour les veuves et les orphelins (comprenant la ci-devant maison de refuge), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école d'Industrie et maison de Refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la Miséricorde, rue Fullum Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents

piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la maison de Refuge pour les orphelins protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des dames charitables de l'asile des Orphelins catholiques romains, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile du Bon Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la Maternité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des Dames protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des Orphelins, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des Orphelins protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile militaire du Canada, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une

aide au dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Sauveur, Québec pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité (pour l'asile des enfants trouvés), Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital-général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Youville, Saint-Benoît, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Providence, Côteau-du-Lac, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-Joseph, Beauharnois, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

72. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Sainte-Marie, Sainte-Marie-de-Monnoir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

73. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Providence, Mascouche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

74. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Pense que la somme affectée au soutien de l'hôpital

de Saint-Jean n'est pas assez considérable. Saint-Jean est une ville où il arrive beaucoup d'accidents à cause du chemin de fer, le nombre de malades à l'hôpital est fort considérable. Il dit que Saint-Jean devrait être mis sur le même pied que les hôpitaux de Sorel et de Saint-Hyacinthe.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said that these were the old estimates, but he would give the claims of St. John Hospital his early attention.

M. J.-A. DORION (Richelieu): Pense que l'hôpital de Sorel a aussi droit à une augmentation, la somme qu'on lui donne étant bien faible eu égard au nombre des malades qu'il reçoit par année. Il espère que le gouvernement augmentera cet octroi.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Attire l'attention de la Chambre sur le cas des sourds-muets de la province. Des représentants de la Chambre ont eu l'occasion d'observer deux garçons de l'asile "Mile End" et ils ont pu constater le progrès qu'ils ont accompli. Le gouvernement ne leur accorde aucune assistance. Il croit que le gouvernement doit venir en aide au millier de sourds-muets que compte la province.

Adopté.

75. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de Lajemmerais, Varennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

76. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice des soeurs de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

77. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la Providence, Joliette, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

78. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de Laprairie, Laprairie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

79. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Joseph, Chambly, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

80. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Providence, Sainte-Elizabeth, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

81. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une

aide aux soeurs de la Providence de l'hospice de Notre-Dame de L'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

82. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la Providence, Sainte-Elizabeth, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

83. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Providence, Sainte-Ursule, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

84. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Sainte-Anne-Lapocatière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

85. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

86. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

87. Qu'une somme n'excédant pas sept mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la Gazette officielle de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

88. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'arbitrage sous l'autorité de l'acte constitutionnel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

89. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

90. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds des municipalités (statuts refondus, B.C., chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

91. Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille deux cent deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

92. Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour

défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

93. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales pour le département des Terres de la couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du clergé, le domaine de la couronne, la seigneurie de Lauzon, et bois et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

94. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

95. Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille cent cinquante-neuf piastres et trente-deux centins soit accordée à Sa Majesté, pour couvrir les mandats spéciaux, pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1871. (Voir Comptes publics de 1871, p. 86.) pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

Résolutions à rapporter.

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions.

Le comité demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que, mardi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en ledit comité.

Dépôts judiciaires et autres

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les dépôts judiciaires et autres.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour lundi prochain, et les résolutions concernant les dépôts judiciaires et autres, rapportées du comité de toute la Chambre aujourd'hui, sont renvoyées au dit comité.

La Chambre s'ajourne à dix heures.

Séance du 4 décembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, Etat des affaires de l'asile Sainte-Brigitte, Québec, et rapport annuel de l'Académie de musique de Québec, tous deux pour l'année 1871. (Documents de la session, no 6.)

M. l'orateur fait rapport à la Chambre que le cautionnement dans l'affaire de la pétition de Joseph-Marc Boucher et Louis-Marie Caron, se plaignant de l'illégalité de l'élection de Pamphile-G. Verreault, écuyer, pour le district électoral de l'Islet, n'est pas susceptible d'objection.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Pozer, la pétition de F.-Xavier Pépin et autres, des townships de Tring et Adstock, la pétition de Vital Cloutier et autres, de Saint-Victor-de-Tring, la pétition de F.-X. Rodrigue et autres, de Saint-Ephrem-de-Tring, la pétition de Martin Mathieu et autres, des townships de Tring, Watford et Cranbourne, la pétition du révérend J.-R. Desjardins et autres, du township de Linière, et la pétition du révérend Frs. Ed. Moore et autres, de la paroisse de Saint-Frédéric, et du township de Broughton, toutes du comté de Beauce.

Par M. Houde, la pétition du révérend A.-P. Bellemare et autres, de la paroisse de Saint-Didace, comté de Maskinongé, et la pétition de D. Maigret et autres, des paroisses de Saint-Didace et Saint-Joseph, comté de Maskinongé, et de Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier.

Par l'honorable M. Holton, la pétition de Jno. Molson et autres, de la cité de Montréal.

Ordonné, Que la pétition de Jno. Molson et autres, de la cité de Montréal, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant que l'article 497 du code municipal soit étendu à la cité de Montréal et pour d'autres fins, est reçu et lue.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Sir Hugh Allan et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Montreal Credit Company".

De E. H. Eaton et autres; demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer de la Baie Missisquoi jusqu'aux eaux du Saint-Laurent.

De F. Bécharde et autres, du comté d'Iberville; demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer de la Baie Missisquoi à la rive du Saint-Laurent, en passant par Saint-Jean et Chambly, et de cette dernière place à Sorel.

De Cyrille Auger et autres, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles-de-Neuville, comté de Portneuf; se plaignant des pratiques frauduleuses des agents du chemin de fer du nord, au sujet du prétendu règlement des \$100,000 et demandant une enquête. Demandant aussi la modification de la sous-section 2 de la clause 32 du chap. 24 des statuts refondus pour le Bas-Canada, et pour expliquer la clause 17 du chap. 83 des statuts du Canada.

De Joseph Rochette et autres, de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville, comté de Portneuf; se plaignant de pratiques frauduleuses par certaines personnes étrangères dans le comté, lors du vote sur le règlement demandant \$100,000 au comté de Portneuf, en faveur de la Compagnie du chemin de fer du nord, et demandant l'intervention du Parlement et justice.

Du révérend L.-A. Martel et autres, et de J.-Achille Fortin et autres, tous de la paroisse de Saint-Joseph, comté de Beauce; demandant respectivement que le juge de la cour Supérieure, nommé pour ce district, soit tenu d'y résider, et qu'il ne soit pas nommé de magistrat stipendiaire pour ledit district.

De François Céré et autres, de la paroisse de Sainte-Philomène, de Narcisse Barette et autres, de la paroisse de Saint-Urbain-Premier, tous du comté de Châteauguay, de Zéphirin Brodeur et autres, de la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Rouville, de A.-L. Demers et autres, et de F. Bécharde et autres, du comté d'Iberville; demandant respectivement l'abolition du Conseil législatif.

Du révérendissime évêque catholique romain de Montréal, et autres, de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour le collège Masson.

De l'hôpital général du district de Richelieu; demandant de l'aide.

Du conseil du bureau d'Agriculture de la province de Québec; demandant de vouloir bien prendre en considération la question du drainage, et aviser aux moyens à prendre pour l'introduire dans la province de Québec.

De F.-X. Dulac et autres, de la paroisse de Saint-Georges et du chemin de Kennebec, comté de Beauce; demandant l'abolition de la taxe sur les érablières.

Du révérend Frs. Ed. Moore et autres, de la paroisse de Saint-Frédéric, comté de Beauce; demandant de l'aide pour un chemin de colonisation dans le township de Broughton.

De A.-L. Demers et autres, de la paroisse de Saint-Georges-de-Henriville, et de F. Bécharde et autres, tous du comté d'Iberville; demandant de l'aide pour améliorer les chemins publics en cette province.

De François Céré et autres, de la paroisse de Sainte-Philomène, de Narcisse Barette et autres, de la paroisse de Saint-Urbain-Premier, du révérend P.-L. Paré et autres, de la paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Rouville, de Ls. Normandin et autres, de la paroisse de Boucherville, et de Amable Dellièvre et autres, de la

paroisse de Saint-Bruno, tous du comté de Chambly; demandant respectivement de l'aide pour l'empierrement des chemins.

Rapport de comités:

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer "l'Institut canadien-français" à Montréal, et a l'honneur d'en faire le rapport, avec des amendements, qu'il soumet humblement à votre honorable Chambre.

Votre comité a de plus examiné le bill pour amender le bill pour amender l'acte vingt-deux Victoria, chapitre cent vingt-cinq, intitulé: "Acte pour incorporer l'asile des Dames protestantes de Québec", et a l'honneur de le rapporter sans amendements.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport: Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre:

1. Bill pour incorporer le "Dominion Homestead Building Society".

2. Bill pour incorporer le "Collège de Sorel".

Votre comité a, de plus, examiné le bill pour permettre à la Corporation de la ville de Sherbrooke de rendre valable une certaine contribution faite dans le but de venir en aide aux victimes de l'incendie de Chicago, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal et le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel, et a l'honneur d'en faire le rapport avec des amendements, qu'il soumet à votre honorable Chambre.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport :

Votre comité a examiné la pétition du révérend V. Rousselot et autres, le curé et les marguilliers de la fabrique de Notre-Dame de Montréal, demandant la passation d'un acte pour amender la 32e Victoria, chapitre 72, et la 33e Victoria, chapitre 52, ayant rapport au cimetière de Notre-Dame-des-Neiges, et trouve que les avis requis ont été donnés.

Compagnie du chemin de fer
d'Ottawa et la vallée de Gatineau

Il est ordonné que la 60e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et la vallée de Gatineau, de manière à permettre au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières de prendre le bill en considération immédiatement.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmouren): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer les Missionnaires de Notre-Dame S.J.

Accordé.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que le délai pour recevoir des pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'à mercredi, le sixième jour de décembre courant; pour recevoir des bills privés, jusqu'à samedi, le neuvième jour de décembre courant, et pour recevoir des rapports sur des bills privés, jusqu'à jeudi, le quatorzième jour de décembre courant.

Adopté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Annonce à l'Assemblée que la Chambre siégera samedi, vendredi prochain étant jour de fête.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: - Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 14 novembre 1871, demandant copies de toute correspondance entre les gouvernements de la Puissance et de la province de Québec, depuis le premier décembre dernier, relativement à l'immigration; aussi, copies de tous ordres en conseil sur le même sujet, et copies des décisions prises lors de la dernière conférence tenue au sujet de l'immigration, dont parle le discours du trône de la présente session, et aussi, les noms des officiers ou agents d'immigration; ainsi qu'un état des sommes payées à chacun d'eux. (Documents de la session, no 12.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 30 novembre 1871, demandant toute correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, relativement au transfert de la propriété à Montréal, située rue Notre-Dame, entre la rue Claude et la place Jacques-Cartier. (Documents de la session, no 13.)

Introduction de bills :

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer

la Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska.

Accordé.

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte relatif à la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi.

Accordé.

M.M. LAFRAMBOISE (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Accordé.

M. L. SYLVESTRE (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte vingt-neuf Victoria, chap. soixante et un, intitulé: "Acte pour incorporer le village de Berthier, et pour l'ériger en ville".

Accordé.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, William Fahey comme notaire.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges, Montréal.

Accordé.

Pétitions d'élections

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose que toutes les pétitions d'élection présentées à cette Chambre, pendant la présente session, soient renvoyées au comité général des élections pour le choix des comités spéciaux pour décider telles élections.

Adopté.

Société de passage
du pont neuf de St-Hyacinthe

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité pour étudier le bill pour corriger certaines erreurs de traduction dans la version anglaise du chapitre 46 de la 34e Victoria, concernant la Société de passage du pont neuf de St-Hyacinthe.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The American Presbyterian Society
of Montreal

L'HONORABLE L. H. Holton (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député de

Lotbinière (M. H.-G. Joly), la deuxième lecture du bill pour le soulagement de "The American Presbyterian Society of Montreal", et pour d'autres fins.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité des bills privés.

Chemin à lisses de Québec
à Gosford

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (L'honorable L.H. Holton), la deuxième lecture du bill pour amender la charte du chemin à lisses de Québec à Gosford.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, et la 60e règle de cette Chambre est suspendue, en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Compagnie de chemin de fer
de jonction de la Pointe-Lévis
et l'Ansedes-Sauvages

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): Propose, appuyé par le député de Laval (M. J.-H. Bellerose), la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et L'Anse des Sauvages.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Association de la salle St-Patrice
de Montréal

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de l'Association de la salle St-Patrice de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin à lisses
des comtés de Richelieu,
Drummond et Arthabaska

M. C. GILL (Yamaska): Propose, appuyé par le député de Drummond - Arthabaska (M. Laurier), la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Interpellations:

Bureau de cadastre

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Deman-

de si c'est l'intention du gouvernement d'établir un bureau de cadastre, à Saint-Hyacinthe, tel que suggéré par le commissaire des Terres de la couronne de la province de Québec, dans son rapport pour les 18 mois expirés le 30 juin 1870.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement a donné ordre de faire le cadastre à Saint-Hyacinthe.

Colonisation

M. F. DUGAS (Montcalm): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'ordonner, dans le plus court délai, la subdivision en lots des townships Lussier et Archambault, et si c'est aussi son intention de donner, sur le parcours des chemins Prévost et Coutu, des octrois gratuits de terres afin de faciliter le développement de la colonisation dans cette partie de la province?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande à l'honorable député d'ajourner son interpellation, parce qu'il doit voir l'honorable ministre des Terres de la couronne à ce sujet.

Conseil d'Agriculture
de la province de Québec

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande si c'est l'intention du gouvernement de nommer un membre résidant pour représenter les comtés de Témiscouata, Rimouski, Bonaventure et Gaspé, dans le conseil d'Agriculture de la province de Québec.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que c'est l'intention du gouvernement d'en nommer un tout prochainement.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Juge des districts de
Montmagny et de Beauce

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute la correspondance concernant la résidence du juge nommé pour exercer les fonctions judiciaires dans les districts de Montmagny et de Beauce.

Adopté.

Dépenses contingentes

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé par le député de Montréal-Est, (M. F. David), que cette Chambre concoure dans le troisième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

Adopté.

Dépôts judiciaires

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je voulais soumettre à la Chambre le bill qui concerne les dépôts judiciaires. Comme c'est une mesure qui intéresse mon ami, le solliciteur général, retenu chez lui par une triste circonstance, je ne voudrais pas m'occuper de cette mesure pendant son absence. Si la Chambre veut y consentir, nous remettrons à un autre jour la prise en considération de ce bill.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): La Chambre sait quel nouveau malheur vient de frapper le solliciteur général qui, il n'y a pas longtemps, perdait son père. Je suis certain que la Chambre le plaint, comme moi, et partage mes sympathies pour lui, et va s'empresse de donner au solliciteur général une idée de la part qu'elle prend à son affliction.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Offre ses condoléances au solliciteur général (l'honorable G. Irvine).

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Présente aussi ses condoléances.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose qu'en raison de cet événement, la Chambre s'ajourne.

Adopté.

La séance s'ajourne à quatre heures et quart.

Séance du 5 décembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quart.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Langevin, C.B., la pétition de Michel Boyce et autres, de la cité de Québec.

Par M. Pozer, la pétition du révérend S. Dassylva et autres, de Saint-Ephrem-de-Tring et du township d'Adstock, la pétition du révérend J.-P.-A. Chaperon et autres, de la paroisse de Sainte-Marie, la pétition de Pierre Paquet et autres, et la pétition de Réginald A.D. King et autres, ces deux dernières de la paroisse de Saint-Georges, toutes du comté de Beauce.

Par M. Cassidy, la pétition de H. Taylor et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Rhéaume, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch de Québec-Sud.

Par M. LaRue, la pétition de François-X. Mathieu et autres, de la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf.

Rapports de comités:

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill pour le soulagement de "The American Presbyterian Society of Montréal", et pour d'autres fins, et y a fait des amendements qu'il soumet humblement à l'adoption de votre honorable Chambre.

M. P.-G. VERREAULT (l'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de Sir Hugh Allan et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom "The Montréal Credit Company", et trouve que les avis requis ont été donnés.

Votre comité a, de plus, examiné la pétition d'Antoine Fafard et autres, du rang de Sainte-Julie, dans la paroisse de Saint-Hugues, demandant à être détachés de la paroisse de Saint-Hugues, et annexés à la paroisse de Saint-Marcel, pour les fins municipales, scolaires et autres, et trouve que nul avis n'a été publié, et ne peut pas recommander la suspension de la 51^e règle.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent

des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufactures. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la vallée de Gatineau; et a l'honneur d'en faire rapport avec certains amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "La Compagnie de crédit de Montréal."

Accordé.

Message du lieutenant-gouverneur:

Asile de Beauport

Et ce message est lu par M. l'orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit:
N.-F. Belleau.

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie du contrat intervenu entre le gouvernement de la ci-devant province du Canada et les propriétaires de l'asile des aliénés de Beauport, en date du seize mai mil huit cent cinquante-sept; aussi, copie d'un contrat entre les mêmes parties, en date du vingt et un avril mil huit cent soixante-cinq; aussi, copie de la correspondance échangée entre les propriétaires actuels du dit asile et le gouvernement, au sujet du renouvellement dudit contrat; aussi, copie d'un nouveau contrat en date du vingt-cinq octobre mil huit cent soixante et onze. (Documents de la session, no 17.)

Hôtel du gouvernement,
Québec, 5 décembre 1871.

Subsides

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Fait rapport des résolutions adoptées hier par le comité des subsides.

La première résolution, étant lue une seconde fois, comme suit:

1. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Châteauguay (M. E. Laberge), que ladite résolution soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

"Pourvu que cinq mille piastres sur ce subside soient employées à favoriser le rapatriement des Canadiens émigrés aux Etats-Unis."

Il ne veut pas soulever une longue discussion, mais simplement obtenir la garantie que l'on s'occupera autant du rapatriement de nos compatriotes que de l'immigration européenne. On dit que nos compatriotes ne veulent pas revenir au pays. Il est impossible de soutenir une pareille idée quand on se rappelle le grand nombre de requêtes présentées à cette Chambre et signées par des Canadiens expatriés qui demandaient de revenir au Canada. Ces requêtes portaient les noms d'au moins cinq mille Canadiens. Il semble qu'en face d'une pareille demande il n'est que juste que le gouvernement consacre une somme de \$5,000 pour rapatrier les Canadiens, et qu'il dépense les \$15,000 qui restent pour attirer l'immigration européenne.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'espère que M. Marchand ne persistera pas à laisser son amendement devant la Chambre, car il est inutile; autrement je serai forcé de demander le vote de la Chambre. J'ai déjà dit que nous voulions faire tout en notre pouvoir pour rapatrier nos compatriotes, et que si nous obtenons un subside fédéral pour les fins de l'immigration, nous consacrerons peut-être plus de \$5,000 pour les faire revenir, mais nous ne voulons pas être liés de la manière indiquée par M. Marchand. M. l'abbé Chartier, un de nos agents d'immigration, se dévoue à cette oeuvre patriotique avec un zèle que tout le monde se plaît à reconnaître, et qui a déjà produit d'heureux résultats.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que sa proposition exprime bien l'opinion d'une grande partie de la Chambre, qui veut faire de grands efforts pour faire rentrer dans leur pays les "enfants du sol".

Il croit qu'il serait bien pour l'Assemblée d'affirmer par un vote son désir qu'une partie de ces allocations soit dépensée pour rappeler notre peuple de l'Etat voisin.

Il dit que toute personne qui a voyagé a pu se convaincre de la quantité des Canadiens qui sont aux Etats-Unis et qui ne demanderaient pas mieux que de revenir chez nous, mais qu'ils ne peuvent le faire dans les conditions actuelles. Et il soumet la nécessité de faciliter à ces concitoyens les moyens d'existence lorsqu'ils seront revenus.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'après les explications antérieures, le député de Saint-Jean devrait retirer sa proposition, à moins que son but ne soit de se créer du capital politique. Le gouvernement est parfaitement disposé à consacrer \$5,000 ou plus à cette fin, mais il n'est pas juste de le lier à la dépense d'une somme fixe, ni à une dépense fixe pour chaque pays d'Europe, ce qui découragerait de l'adoption de la proposition. La motion est inutile et devrait être retirée.

Il déclare au nom du gouvernement qu'une

plus forte partie de l'octroi de l'immigration sera consacrée à cet objet.

M. P. FORTIN (Gaspé): Il n'a aucun doute que le gouvernement est prêt à faire tout ce qu'il pourra pour nos concitoyens. Il est évident qu'il n'est pas nécessaire de dépenser autant d'argent pour faire connaître le Canada aux Canadiens qu'aux Européens. Nos compatriotes aux Etats savent parfaitement à quoi s'en tenir sur nos ressources.

Il est certain que pour les Canadiens qui n'auraient pas de ressources suffisantes pour revenir, le gouvernement serait tout disposé à les aider.

Il pense cependant que la motion pourrait être modifiée de telle manière que le gouvernement ferait pour les immigrants des Etats-Unis comme pour l'immigration d'Europe et nommerait un agent aux Etats-Unis.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Se dit satisfait de la déclaration du premier ministre.

M. M. LAFRAMBOISE (Shefford): Conseille à M. Marchand de retirer sa motion maintenant qu'il a obtenu son but et il raille le premier ministre de sa conversion, lui qui, l'autre jour, donnait la préférence à l'immigration européenne sur la rentrée des Canadiens.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): J'aime cette proposition qui est nationale et patriotique.

Je représente un district qui a été très ravagé par l'émigration et je serais porté à donner mon appui à l'amendement du député de Saint-Jean, mais en face de la déclaration du premier ministre, je crois que M. Marchand ferait mieux de retirer sa motion.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je ne conteste pas le droit de l'opposition de tenter de faire du capital politique avec cette question. Mais je nie avoir jamais donné la préférence à l'immigration européenne sur l'immigration canadienne. J'ai simplement dit qu'il fallait faire marcher les deux tentatives de front et ne pas dénigrer un projet sous prétexte de promouvoir l'autre.

On prête à un député des paroles qu'il n'a pas prononcées. Jamais M. Trudel n'a dit qu'il ne fallait pas rapatrier nos compatriotes; il a prétendu, ce qui est vrai, qu'il était désirable qu'un certain nombre d'entre eux ne revint pas. En effet, il y en a qui ne reviennent au Canada que pour faire émigrer leurs amis et dire du mal de leur pays, ils aident à l'émigration, à l'instar de certains journaux et de certains députés toujours prêts à dénigrer notre province et notre gouvernement. Ce dénigrement systématique constitue une véritable propagande en faveur des Etats-Unis: il y retient les Canadiens qui s'y trouvent et en fait émigrer d'autres.

L'opposition est illogique en voulant ramener les Canadiens qui, dit-on, sont si heureux aux Etats-Unis dans une province d'où, selon les journaux de l'opposition, la misère les a chassés.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Je n'ai jamais prononcé les paroles qu'on me prête. J'ai dit qu'il fallait faire un choix parmi ceux qu'on désire faire revenir, et non qu'il ne fallait pas rapatrier les Canadiens.

J'ai voulu expliquer les causes de l'émigration et non pas repousser le rapatriement des Canadiens que j'ai fort à coeur.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que chaque fois que l'opposition signale un abus, le premier ministre l'accuse de dénigrer le pays. Il paraît que l'opposition est inutile et que loin de signaler les défauts, de montrer ce qu'il y a à réformer, il nous faut tout trouver bon et déclarer que tout est parfait, c'est au moins ce que paraît croire le premier ministre.

Le député de Lotbinière ajoute que s'il est vrai, comme l'assure le premier ministre, que l'opposition fasse du capital politique, il est bien certain que c'est le gouvernement qui en retire les intérêts.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Dit que c'est toujours le fait de l'opposition d'accuser, de blâmer les mesures du gouvernement sans lui faire quelques suggestions utiles. Il demande au député de St-Jean de suggérer quelques moyens de rapatrier les Canadiens émigrés.

M. A. GAGNON (Charlevoix): Approuve la politique du gouvernement.

M. J.-A. DORION (Richelieu): Il y a quelques jours, j'ai présenté un plan pour le rapatriement de nos compatriotes et j'ai été surpris de voir qu'il n'a pas rencontré l'approbation que j'en attendais, surtout de certaines parties de la Chambre. Il me semble qu'avant de demander des subsides pour faire rapatrier les Canadiens émigrés aux Etats-Unis, on devrait indiquer la manière de les rapatrier et de dépenser l'argent, et c'est ce que j'ai fait. Dans mon plan, je proposais de payer le passage des Canadiens qui désirent revenir et de leur donner gratuitement des concessions de terres où ils pourraient se fixer.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je me risque à ennuyer encore l'honorable premier ministre en...

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je n'ai jamais dit que l'on m'ennuyait.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'avais cru que le sujet ennuyait l'honorable premier ministre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Au contraire, l'honorable député m'amuse beaucoup.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): On aurait tort de dire du mal des Canadiens qui s'en vont aux Etats, car ils quittent le pays la plupart du temps parce qu'ils y sont forcés par la misère. Je ne crois guère, en ce qui nous regarde, aux théories suivant lesquelles les peuples émigrent du nord au sud, et de l'est à l'ouest: elles n'ont pas d'application parmi nous et c'est le manque de travail qui force les Canadiens à s'exiler. Le gouvernement n'a fait publier des brochures d'immigration que pour les Européens.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Pardon, il y a eu une brochure spéciale pour les Canadiens émigrés aux Etats-Unis.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Oui, mais la brochure ne s'est pas rendue à destination.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Au contraire, M. l'abbé Chartier a présidé lui-même à leur expédition et distribution.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Proteste, puis retire finalement sa motion. Ladite motion est, avec la permission de la Chambre, retirée.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Il y a longtemps que l'on émet des théories de toutes sortes sur l'immigration. Il me semble qu'il y a une grande contradiction dans les paroles de M. Marchand. Il demande de dépenser une somme de \$5,000 pour faire revenir nos compatriotes et un instant après, oubliant ce qu'il vient de dire il prétend que nous ne devons pas dénigrer ceux qui émigrent, car c'est la faim et le manque d'ouvrage qui les fait partir. Alors, si c'est le manque d'ouvrage qui produit ce fâcheux résultat, pourquoi demander de les faire revenir à prix d'argent? Si les causes qui les ont fait partir existent encore, ils ne pourront rester parmi nous. Veut-on les faire promener au milieu de nous? Pourquoi veut-on ramener ici les Canadiens émigrés aux Etats-Unis, puisque l'on convient que dans le pays il n'y a rien à faire? Pourquoi l'honorable député veut-il faire voter \$5,000 dans ce but? Est-ce pour les faire crever de faim? Ils sont partis d'ici parce qu'ils n'avaient rien à manger; y reviendront-ils pour subir le même inconvénient? Le meilleur moyen de les faire revenir au pays c'est de faire avancer l'industrie, de créer de grandes entreprises. Ayez des chemins de fer et les Canadiens reviendront.

Je suis d'avis que l'on a déjà trop dépensé d'argent pour cette immigration, car nous ne voyons pas de grands résultats. Quand nous

aurons du travail, de nouvelles entreprises, les Canadiens reviendront d'eux-mêmes. Un grand nombre de ceux qui sont partis ont laissé leurs familles à Québec et sont prêts à revenir quand on pourra leur donner de l'ouvrage.

On parle de payer le voyage des Canadiens qui veulent revenir, payera-t-on aussi leurs frais s'ils veulent ensuite s'en retourner?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je laisserai le premier ministre répondre à ce discours.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Non, non, vous ne me comprenez pas.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Au contraire, je comprends très bien et le discours de l'honorable député n'a qu'un sens, c'est une critique de l'item proposé.

La première résolution est alors adoptée.

La deuxième résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

La troisième résolution, étant lue une seconde fois, comme suit :

3. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, première classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Et la question étant proposée, que cette Chambre concourt avec le comité dans ladite résolution;

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande au gouvernement s'il se dispose à adopter un autre mode de répartition des sommes votées pour les chemins de colonisation.

Je crois que l'on devrait demander des soumissions pour faire construire ces chemins et abandonner le système actuel, en vertu duquel le travail se fait à la journée sous la surveillance de conducteurs: on réaliserait par là une grande économie.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que pareil système serait impraticable. Les annonces qu'il faudrait insérer dans les journaux entraîneraient des frais considérables sans compter que les détails que cela occasionnerait seraient très préjudiciables aux travaux. Il y a des chemins qu'il est plus avantageux de faire faire par contrat qu'à la journée.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Quant à la question des annonces, je crois que le premier ministre exagère. Quand il s'agit de municipalité, on demande des soumissions par la voie du journal ou des journaux de la municipalité; il ne s'agit pas d'annoncer dans tous les journaux de la province.

M. T. ROBITAILLE (Bonaventure): Donne des explications sur la façon dont les travaux sont conduits dans le comté de Bonaventure par le conducteur des travaux.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): M. Riopel?

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Connu.

M. T. ROBITAILLE (Bonaventure): Connu, oui, en effet, M. Riopel est connu, avantageusement connu et un jour vous le verrez siéger dans cette Chambre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): A votre place?

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Je désire faire quelques observations sur la manière dont les deniers consacrés à la colonisation sont distribués. Je pense que certaines localités reçoivent un montant trop considérable comparé à celui que l'on accorde à certains comtés très importants. Ainsi les comtés de la vallée du Saint-Maurice reçoivent \$4,000, somme beaucoup moindre que celles que l'on a données à un seul comté. Ceux de Terrebonne, de Chicoutimi ont reçu beaucoup plus chacun que la partie importante du pays dont je viens de parler.

Cependant la vallée du Saint-Maurice donne d'immenses revenus au gouvernement. La colonisation s'y trouve arrêtée par le manque de chemins, et pourtant elle ne demande qu'à s'y développer, car dès que l'on ouvre une route, les lots de terres sont pris immédiatement. Il me semble que la vallée du Saint-Maurice, qui donne de si grands revenus au gouvernement, est traitée d'une façon bien injuste. J'espère donc qu'à l'avenir le gouvernement donnera à la vallée du Saint-Maurice un octroi en rapport avec son importance.

M.P. FORTIN (Gaspé): Dit qu'il faut se rappeler que ces chemins se font aux extrémités du pays. Dans un cas, il faut que le gouvernement les fasse faire par contrat, ou par achat au rabais. Il y a des endroits où il ne peut faire exécuter les travaux qu'à la journée sous un conducteur. Il a inauguré un système dans le pays qu'il représente pour les chemins qui sont construits à la journée. : A lieu de donner au conducteur \$2 par jour pour 20 hommes, il a demandé à l'inspecteur de colonisation de lui fixer 10 p.c.

M.W. SAWYER (Compton): Said that while reforms were always to be accepted, there were cases where reforms might be proposed hastily and without a proper knowledge of the facts. The Government should be allowed a discretionary power in the matter of road building as well as in any other work. The House in voting the money could rest perfectly satisfied of its judicious expenditure.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): N'est pas prêt à dire que les 20 pour cent payés au conducteur des travaux d'un chemin de colonisation sont trop élevés; mais il sait parfaitement qu'il y a

souvent plus de 10 pour cent dépensés sur ces chemins. Les contrats de ces travaux sont souvent donnés à des marchands qui, eux, emploient des débiteurs. Il n'exigent aucune de ces derniers un ouvrage consciencieux, mais seulement un nombre suffisant de jours de travail pour payer leurs dettes. Finalement, il fait motion, appuyé par le député de Montmagny (M. T. Fournier), sous forme d'amendement à la question, que les mots "à condition que les travaux sur les chemins de colonisation soient donnés par soumission," soient mis à la fin d'icelle;

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai dit que le gouvernement, en autant que cela pouvait se faire, demandait des soumissions pour les travaux; je ne comprends pas pourquoi M. Joly présente son amendement. Nous avons hérité d'un système et nous ne pouvons le changer que par degré. Si nous voulions partout faire faire les chemins par contrat, combien pourrions-nous y réussir dans les localités où l'on ne reçoit pas de journaux sur lesquels nous devrions demander des soumissions? Si les partisans du système des contrats voulaient se donner la peine d'examiner les livres ou documents du département des Travaux publics, ils verraient que si leur système était adopté on ne pourrait faire exécuter les travaux en maints endroits cette année; ils verraient que ce système est impossible, vu que plusieurs municipalités ont payé en partie le coût de la construction des chemins qui s'y construisent. Maintenant, ils s'apercevraient que les frais d'annonces seraient considérables et les délais occasionnés par ce procédé comporteraient avec eux des désavantages marquants.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que le gouvernement appliquera indifféremment le système des travaux soit par contrat, soit à la journée, selon que l'un ou l'autre système sera le plus avantageux pour le pays.

Le conseil des travaux étend de plus en plus le système des contrats. Le gouvernement préfère dépenser les fonds de cette manière lorsque cela est possible.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Ne regrette qu'une chose, c'est que le nombre des surveillants n'est pas suffisant; sous ce rapport le gouvernement est trop économe. Il répond au député de St-Maurice en lui faisant remarquer que par le dernier recensement on peut voir que la population du comté de Saint-Maurice n'a augmenté que de 24 tandis que celle du comté de Chicoutimi a augmenté de 7,400 âmes. Cette légère différence entre les deux populations explique pourquoi l'octroi concernant les chemins de colonisation a été plus considérable en faveur du comté de Chicoutimi que de celui de Saint-Maurice.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Réplique à l'honorable député que dans cette question, il n'est nullement guidé par la jalousie; seulement il se plaint qu'on n'a pas fait pour le comté de Saint-Maurice ce qu'on aurait dû faire. Si notre pays, qui offre des avantages nombreux, ne se colonise pas aussi rapidement qu'on le désirerait, c'est qu'il manque de chemins de colonisation. Il est venu s'établir, en arrière de tous les autres établissements, quelques jeunes colons de Montréal. Ils se sont fixés sur les bords du Lac des Souris, dans l'endroit le plus fertile de la contrée, et où l'agriculture est extrêmement facile; ils y seraient venus en plus grand nombre et la colonie aurait déjà une grande importance s'il y avait eu des débouchés quelque part. L'honorable député prétexte l'augmentation du chiffre de la population du comté de Chicoutimi pour donner raison à l'octroi considérable voté en faveur des chemins de colonisation de ce comté. Ne sait-il pas que la vallée du Saint-Maurice comprend quatre divisions électorales?

Le député de Saint-Maurice trouve que le gouvernement, au lieu de prodiguer ses deniers aux conducteurs et aux ouvriers des chemins de colonisation, s'est toujours montré d'une rigueur extrême sur l'article.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Est d'opinion que les travaux exécutés à la journée coûtent beaucoup plus cher que les travaux donnés par contrat. Lorsqu'il était président du comité des travaux publics de la ville de Montréal, la municipalité a essayé les deux systèmes. Elle a trouvé en fin de compte que le système des contrats lui rapportait une économie de moitié.

Il trouve, lui, que les conducteurs des travaux sont encore trop nombreux. Finalement, il déclare que si l'on ne veut pas décider que les travaux soient donnés moitié par contrats, moitié à la journée, il votera en faveur de la motion du député de Lotbinière.

M. L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Commente favorablement les remarques du député de Montréal-Est dont il ne peut méconnaître l'expérience dans cette question. Puis il appuie la motion du député de Lotbinière qui propose un système économique.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Dit que la motion ne serait pas pressée après les explications données par le gouvernement.

M. W. SAWYER (Compton): Dit que le système de travaux de route par conducteurs avait eu autant de succès dans son comté que le système de contrat.

Les routes faites par contrat ne sont pas comparables avec celles par conducteurs. Très souvent, le premier contracteur cède son marché pour 75 pour cent du montant du contrat original.

Il pense que le gouvernement peut également les confier à l'administration.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): M. l'Orateur, entre le mode des travaux à la journée et celui des travaux par contrats, il y a une différence si ces travaux sont exécutés à la ville ou bien s'ils le sont à la campagne.

L'honorable député parle de l'épreuve des deux systèmes par la ville de Montréal citée comme exemple par le député de Montréal-Est. Il dit qu'à Québec, la municipalité, sous l'administration de l'honorable M. Langevin, a fait l'épreuve des deux systèmes avec résultat identique. Il termine en disant qu'il y a des cas où les travaux doivent être donnés par contrats, d'autres où il est plus avantageux de les faire exécuter à la journée.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Est d'avis qu'il faut toujours une surintendance aux travaux, qu'ils soient donnés par contrat ou à la journée. Ceux qui proposent le système des contrats ou des soumissions n'ont pas réfléchi à cela.

Il faut absolument nommer un agent pour recevoir ces chemins; s'il n'y en a pas, le chemin peut être livré apparemment bien fait; une couche de terre bien unie pourra dissimuler un pareil fond de rochers, cailloux, et l'automne lorsque les pluies font défoncer les chemins il se trouvera que ceux-ci deviendront impraticables; le chemin aura été livré, payé, dit-il, et il n'y aura plus moyen d'y revenir.

Il concourt dans l'opinion du député de Gaspé qui propose un pourcentage en faveur du conducteur des travaux.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe, (M.P. Bachand), sous forme d'amendement audit amendement déjà proposé, que les mots "à condition que les travaux sur les chemins de colonisation soient donnés par soumission", soient effacés, et que les mots suivants: "dans tout chemin à construire, l'estimé excédant \$400.00, l'ouvrage se fera par contrat", soient mis à la place.

Il présente cet amendement pour rencontrer les vues du premier ministre qui a dit que, autant que cela était praticable, le gouvernement avait recours au système des contrats. Il prétend que le travail se fait à meilleur marché par ce système.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Argued infavourof the motion. He had always voted the subsidies asked for colonization purposes in the old Parliament of Canada, and he would never ask the abatement of a single stiver when anything which would develop the resources of the country was asked for. But in this instance he thought that an improvement was foreshadowed, and more economical expenditure of the public money

secured. He combatted Mr. Sawyer's remarks, as to the voting of money, and trusting of Providence for judicious expenditure. If that was what they came to Parliament for, they had better vote a ten year's supply, take their case at home, and come back at the expiration of the period to examine blue-books. He thought the Government should accept the amendment.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il devrait en effet l'accepter. Le système de contrat était de plus en plus adopté, mais ne pouvait l'être universellement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): M. David est sans doute animé des meilleures intentions et je suis certain que ses motifs sont des plus honorables, mais, après avoir écouté les discours de ceux qui ont attaqué le gouvernement, je me suis aperçu qu'aucun d'eux n'a prouvé les vices du système actuel. Nous avons dit de plus que chaque fois que rien ne s'y opposait, on aurait recours au système des contrats. M. David oublie ce que nous avons promis et veut nous lier à un système rigoureux, facile à appliquer dans les villes, mais pas toujours praticable dans une campagne.

Et les débats s'en suivant;

Et étant six heures, M. l'orateur laisse le fauteuil.

Reprise de la séance

~~à sept heures et demie-~~

Institut canadien français de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Institut canadien-français de Montréal.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Collège de Sorel

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer le collège de Sorel.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Asile des Dames protestantes de Québec

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 22 Victoria, chap. 125, intitulé: "Acte pour incorporer l'asile des Dames protestantes de Québec".

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dominion Homestead Building Society

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la

deuxième lecture du bill pour incorporer la "Dominion Homestead Building Society".

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Victimes de l'incendie de Chicago

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour permettre à la Corporation de la ville de Sherbrooke de rendre valable une certaine contribution faite dans le but de venir en aide aux victimes de l'incendie de Chicago.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la Chambre se forme en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de chemin de fer à passagers de la cité de Montréal

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie de chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel

M. C. GILL (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre et adopté sans amendement.

M. C. GILL (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse de Ste-Marie-de-Blandford

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser le conseil de comté de Nicolet à ériger la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford en municipalité de paroisse.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

William Fahey

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose la deuxième lecture du bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, William Fahey comme notaire.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): S'oppose à l'irrégularité de ce bill. Il demande au député de Québec-Est (M. J.-P. Rhéaume) qui a proposé la deuxième lecture en l'absence du député de Québec-Ouest (M. J. Hearn), si la Chambre des notaires a approuvé ce bill. Sinon, l'on crée un précédent injustifié.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Ne connaît pas le mérite de ce bill, mais suppose qu'on s'est conformé aux formalités nécessaires. Il vérifiera; en attendant, on peut retarder cette deuxième lecture.

M. W.W. LYNCH (Brome): Etant donné qu'il existe une Chambre provinciale des notaires, on ne devrait permettre à personne d'éviter les examens nécessaires par l'adoption d'un bill en cette Chambre.

Subsides

La Chambre reprend les débats sur l'amende-

ment proposé aujourd'hui à un amendement déjà proposé à la question que cette Chambre concourt avec le comité des subsides dans ladite résolution: (3) Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, première classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873; lequel amendement était que les mots "à condition que les travaux sur les chemins de colonisation soient donnés par soumission", soient ajoutés à la fin d'icelle; et lequel amendement audit amendement déjà proposé était, que tous les mots "à condition que les travaux sur les chemins de colonisation soient donnés par soumission" soient effacés, et que les mots "dans tout chemin à construire, l'estimé excédant \$400., l'ouvrage se fera par contrat", soient mis à la place.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Termine son discours en expliquant le système utilisé par le gouvernement, lequel, tout en étant très pratique, est un grand bienfait pour le colon.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Soutient que le système actuel est dispendieux et lent. Tout serait bien si les travaux pouvaient être convenablement inspectés. Le système avec inspection officielle est le meilleur.

M. T. SANDERS (Huntingdon): Commended the government system. It had been the means of doing much good work, and benefitting the poor and hardy settlers, who, at a time, when they had no other work on hand — between seed time and harvest — took to road-making under overseers of the government and were materially aided. He should vote against the motion, for while where any large work had to be done, contracts might be given, or in cases where nice mechanical skill was needed, as in bridge-building, the settler should be afforded work whenever practicable.

MM. Fortin, Sanders, Larochelle, Poupore, Beaubien, Tremblay, Malhiot, Joly prennent aussi la parole lors de ce débat.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Résume les débats. L'amendement audit amendement déjà proposé étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, David, De Beaujeu, Esinhart, Fournier, Gill, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, LaRocque, Laurier, Marchand, Mollleur, Robert et Sylvestre, 19

CONTRE: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Cauchon, Chauveau;

Dorion, Dugas, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Gosselin, Houde, Lalonde, Langevin, Larochelle, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Mailloux, Malhiot, Méthot, Ouimet, procureur général, Peltier (L'Assomption), Pelletier (Bellechasse), Picard, Poupore, Pozer, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Roy, Sanders, Sawyer, Tremblay, Trudel et Verreault, 40

Ainsi il est résolu dans la négative.

L'amendement à la question principale étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

La troisième résolution est alors adoptée.

La quatrième résolution et toutes les autres, jusqu'à la vingt-troisième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose que la considération de la 24e résolution soit remise.

Il est décidé de remettre à plus tard l'étude de la 24e résolution.

La vingt-cinquième résolution et toutes les autres, jusqu'à la quatre-vingt-neuvième, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La quatre-vingt-dixième résolution, étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans ladite résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

La quatre-vingt-onzième résolution et les autres, jusqu'à la quatre-vingt-treizième résolution inclusivement, étant lues une seconde fois, il est ordonné que la considération de ces résolutions soit remise.

La quatre-vingt-quatorzième résolution, ainsi que la quatre-vingt-quinzième, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La séance est levée à onze heures.

Séance du 6 décembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, Etat des affaires de la maison de refuge et d'Ecole d'industrie, Montréal, pour l'année mil huit cent soixante et onze. (Documents de la session, no 6.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. David, la pétition de Thomas Wilson et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Hearn, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec.

Par M. Larochelle, la pétition du révérend F.-X. Méthot et autres, du township de Standon, la pétition de Patrick O'Reiley et autres, de la paroisse de Saint-Edouard-de-Frampton, et la pétition de Bellarmin Lapierre et autres, de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, toutes du comté de Dorchester.

Par M. l'honorable M. Holton, la pétition de Andrew Allan et autres, de la cité de Montréal, et la pétition de M. W. Simpson et autres, de la paroisse de Montréal.

Par M. Mailloux, la pétition du révérend Jos-Alf. Perusse et autres, du township de Cabans et de la seigneurie de Madawaska et Témiscouata, dans le comté de Témiscouata.

Par M. Trudel, la pétition de René-Auguste-Richard Hubert, Louis-Joseph-Amédée Papineau et John Sleep Honey, protonotaire conjoint de la cour Supérieure et greffier de la cour de Circuit, pour le district de Montréal.

Par M. Pozer, la pétition du révérend, J. B. Villeneuve et autres, de la paroisse de Saint-Victor de Tring.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De F.-Xavier Pépin et autres, des townships de Tring et Adstock, de Vital Cloutier et autres, de Saint-Victor-de-Tring, de F.-X. Rodrigue et autres, de Saint-Ephrem-de-Tring, de Martin Mathieu et autres, des townships de Tring, Watford et Cranbourne, du révérend J.-R. Desjardins et autres, du township de Linière, et du révérend Frs. Ed. Moore et autres, de la paroisse de Saint-Frédéric et du township de Broughton, toutes du comté de Beauce; demandant respectivement la remise d'une partie des intérêts et rentes dus au gouvernement sur les terres de leur localité et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

De D. Maigret et autres, des paroisses de Saint-Didace et Saint-Joseph, comté de Maskinongé, et de Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier; demandant de l'aide pour construire un canal de la rivière Mastigouche à la rivière Maskinongé.

Du révérend A.-P. Bellemare et autres, de la paroisse de Saint-Didace, comté de Maskinongé, demandant de l'aide pour un chemin dans ladite paroisse.

Ordonné, Que la pétition de Thomas Wilson et autres de la cité de Montréal, présentés aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue;

Et ladite pétition, demandant que la seconde section du bill pour amender la charte de la cité de Montréal, soit amendée de manière à décréter que le mode de votation suivi dans l'élection du maire et des conseillers soit employé dans les cas de règlements des chemins de fer et pour d'autres fins, est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec,

présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue;

Et ladite pétition, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité, est reçue et lue.

Rapport de comités:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial formé pour étudier le bill pour amender de nouveau les lois de chasse en cette province. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les lois de chasse en cette province", et a l'honneur d'en faire rapport avec certains amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender la charte du chemin à lisses de Québec et Gosford, et a l'honneur d'en faire rapport avec certains amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

Documents:

Arrérages sur les terres

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 17 novembre 1871, demandant la requête des francs-tenanciers du comté de Montmagny demandant la remise des arrérages qu'ils doivent au gouvernement sur le prix de leurs terres, et demandant aussi des octrois gratuits de terre pour faciliter le développement de la colonisation dans ce comté. (Documents de la session, no 15)

Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et l'Anse aux Sauvages

Il est ordonné que la 60e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et l'Anse aux Sauvages.

Introduction de bills:

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour rendre saisisable une partie du salaire des officiers publics. Accordé.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi relative aux assurances mutuelles des fabriques en ce qui concerne les diocèses de Montréal et de Saint-Hyacinthe. Accordé.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Demande la permission d'introduire un bill concernant les arrérages dus sur les terres de la couronne et du clergé vendues avant le premier juillet 1867, et pour amender l'acte relatif à la vente et l'administration des terres publiques. Accordé.

Demande la permission d'introduire un bill pour limiter l'application des articles 298 et 299 du code civil et le titre cinquième du code de procédure civile. Accordé.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les articles 2123 et 2124 du code civil du Bas-Canada. Accordé.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette province, trente-deux Victoria, chapitre cinquante-deux concernant la subvention à être accordée à certains chemins de fer de colonisation. Accordé.

Documents:

Rapport du commissaire des Terres de la couronne

L'HONORABLE P. J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire des Terres de la couronne de la province de Québec, pour les 12 mois qui ont fini le 30 juin 1871. (Documents de la session, no 2)

Interpellations:

Colonisation

M. F. DUG AS (Montcalm): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'ordonner, sous le plus court délai, la subdivision en lots des townships Lussier et Archambault, et si c'est aussi son intention de donner, sur le parcours des chemins Provost et Coutu, des octrois gratuits de terres, afin de faciliter le développement de la colonisation dans cette partie de la province?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que c'est l'intention du gouvernement d'ordonner la subdivision en lots des townships susdits, mais qu'il n'est pas disposé à donner des octrois gratuits de terre dans le but indiqué dans l'interpellation de l'honorable député.

Magistrats à Trois-Rivières

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Demande au gouvernement s'il a l'intention de nommer prochainement de nouveaux magistrats de districts pour le district des Trois-Rivières?

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond au député de Saint-Maurice que lorsque le bill concernant les magistrats de district sera adopté, c'est l'intention du gouvernement de nommer de ces magistrats dans le district susdit.

Comité des élections

M. P. FORTIN (Gaspé): J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre que le comité général des élections a fixé vendredi, le quinzième jour de décembre courant, à 11 heures A.M., de la liste B. no. 1, pour choisir le comité spécial chargé de décider du mérite de la pétition se plaignant de l'élection et rapport irréguliers de Pamphile-G. Verreault, écuyer, pour le district électoral de l'Islet.

Développement de l'industrie

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, appuyé par le député de Champlain (M. F.-X.-A. Trudel), qu'un comité spécial soit formé, composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Langevin, C.B., M. David, M. Molleur, M. Laurier, M. Eddy, M. Roy, M. Marchand, M. Larochelle, M. Esinhart, M. Trudel, M. Fortin, M. Cassidy et du moteur, pour prendre en considération les meilleurs moyens de développer et d'encourager l'industrie en cette province, pour en faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. l'Orateur, je ne ferai que quelques remarques, je n'ai pas l'intention de jeter beaucoup de jour sur la question. Mon but est d'attirer l'attention des personnes compétentes sur ce sujet important. Cette question n'intéressant pas plus un parti que l'autre, c'est au point de vue national et patriotique que je veux la traiter.

Par le recensement, M. l'Orateur, nous voyons que la population de la province n'a pas augmenté dans la proportion désirable pendant la dernière décade. C'est bien malheureux, mais il ne faut pas se désespérer; il y a un remède à cela. C'est une maladie qui, comme certaines autres maladies qui ne doivent être traitées qu'à une certaine période, vient d'arriver à ce moment-là.

Notre population n'as pas augmenté surtout dans les districts agricoles. Ce statu quo dans la population des campagnes indique qu'il y a un trop plein de population et que l'excédant est absorbé par les villes. On constate une chose identique dans la population de certains Etats de la grande république, que nos Canadiens même sont allés peupler.

Je crois que c'est le moment de traiter la maladie. Auparavant, c'aurait été chose absolument impossible. En effet, pouvions-nous il y a vingt ans créer, agrandir l'industrie? Je ne le crois pas. Alors le gouvernement offrait tous les remèdes qu'un médecin sage peut offrir à un malade. En 1850-51, le gouvernement inaugurerait l'ère des chemins de fer et l'industrie entrerait dans la voie du progrès. Mais, pour en arriver à un succès notable, considérable, il faut pour cela plusieurs années. Le temps est venu où l'industrie a pris un pas rapide dans la voie de la prospérité. Il y a vingt ans les capitalistes

trouvaient à placer leurs capitaux à 20 p.c. Aujourd'hui ils ne trouvent aucune occasion d'effectuer un placement avantageux. Il s'agit de leur donner cette occasion.

Nous avons fait aujourd'hui assez de progrès pour nous permettre d'espérer la prospérité dans un temps qui n'est pas éloigné. Je le répète, était-il possible il y a vingt ans de créer l'industrie en Canada? Était-il possible alors que les communications, que le capital, que l'instruction étaient rares, de demander à la population, plus spécialement agricole, et surtout, dispersée sur une grande surface, d'entrer dans la voie de l'industrie? Non, M. l'Orateur. Mais aujourd'hui nous avons une population qui a acquis des connaissances; à cette population vient se joindre un contingent d'émigrés ou d'immigrants qui viennent ou reviennent au pays après avoir puisé dans les usines et ateliers des États-Unis les connaissances et les secrets des grandes et nombreuses industries qui s'y pratiquent.

Mais on me dira: Nous n'avons pas de tarif protecteur en faveur de notre industrie. Le comité qui aura à s'occuper de la question étudiera ce point; il verra quel est le nombre de nos industries, quels sont les moyens de les faire réussir et leur accordera alors toute la protection désirable.

M. l'Orateur, la province de Québec est le centre, le cœur de la Puissance, elle embrasse aussi la plus grande superficie, quoiqu'elle soit moins peuplée qu'Ontario. Elle possède le Saint-Laurent, le Saguenay, le Saint-Maurice, le Richelieu, l'Ottawa, des pouvoirs d'eau avantageux et sans nombre, des bois magnifiques; le Saint-Laurent la traverse dans toute sa longueur. Mais si elle a une population plus petite que celle d'Ontario, certes elle ne lui cède pas en intelligence. La population de l'Ontario se compose en grande partie d'émigrants des îles britanniques qui apportent eux toutes les connaissances industrielles, agricoles et manufacturières. Celle de la province de Québec est formée d'une population que l'on pourrait appeler indigène. En effet elle se compose de vieilles familles européennes immigrées longtemps avant l'ère du progrès. J'espère fermement que la population, avant un demi-siècle, dépassera de beaucoup celles des autres provinces, et je termine en formant l'espérance qu'alors la province sera aussi riche et aussi prospère que celle d'Ontario.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Veut préciser un point sur lequel le comité devra baser ses études. Il propose, sous forme d'amendement à la question, et appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), que les mots "et que ledit comité s'enquière spécialement s'il ne serait pas nécessaire, pour assurer le développement de notre industrie, que le Canada ait le droit de régler lui-même ses relations commerciales avec les pays étrangers", soient ajoutés à la fin d'icelle.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): M. le

Président, bien que cette question relève plus de la juridiction du gouvernement fédéral que de la Législature, en y regardant de près on peut toujours convenir qu'elle nous touche d'assez proche. Il est de fait que depuis assez longtemps on ressent dans le pays le besoin de créer de nouvelles industries; mais depuis longtemps aussi on a exprimé des sentiments, des opinions qui ont eu pour effet d'un côté de pousser, de l'autre d'entraver ces industries. Il me semble que l'on a beaucoup trop avancé lorsqu'on a dit que l'on devait faire de la province de Québec un pays manufacturier comme l'Angleterre. Il est un principe élémentaire en économie politique qui dit qu'il ne faut encourager dans un pays que les industries dont ce pays fournit les matières premières. Nous devons nous borner à développer ces industries. Quelques députés, dans un zèle bien louable, ont paru désirer une législation sur le sujet. J'aurais été heureux de secondar leurs efforts, car je crois que lorsque le pays a des besoins, la Législature ne peut différer d'y remédier. Mais je suis d'avis que nous empiéterions dans ce cas ici sur le terrain du gouvernement fédéral. Il faudra toujours que le comité chargé de s'occuper de la question, spécifie quelles sont les industries à encourager et à protéger. Il pourra procéder tout comme le fait le comité de la colonisation.

On a semblé vouloir dire que toutes les industries existaient déjà dans le pays, mais que les consommateurs manquaient. Je crois qu'il faut abandonner cette idée qui est de nature à étouffer plus d'une industrie naissante. On se plaint aussi de la rareté de la main-d'œuvre. Il est vrai de convenir qu'il est injuste de faire pareille affirmation. Je crois qu'il serait excellent de faire nommer par la Chambre un comité qui s'occuperait de donner de l'ouvrage à ceux qui en manquent.

A ce sujet, je ferai quelques remarques concernant l'exploitation des mines de fer. Ces mines sont des plus riches qui existent. A l'exposition de 1867 à Paris, on les a classées comme égales à celles de la Suède. Eh bien, est-ce que l'on exploite ces mines de fer? Pas le moins du monde. Est-ce qu'il y a ici quelque industrie se rattachant à l'exploitation de ces mines? Pas une. La coutellerie n'existe pas dans le pays. Il y a ensuite l'industrie agricole. Nous avons des forêts qui sont d'une richesse extraordinaire en bois qui ne sont pas encore exploitées; il est de fait que, lorsque l'on voit tout le parti que l'on pourrait tirer de l'exploitation entendue et habile de ces bois, l'on sent le besoin de créer des industries nouvelles pour les employer.

Mais on manque peut-être ici des connaissances spéciales. J'ai eu occasion de voir que dans de grandes usines établies à grands frais, les ouvriers ne savaient pas comment extraire le métal du minerai. Pour cette raison on a été obligé d'abandonner quelques-unes de ces usines. L'une d'elles dans le comté de Champlain a failli suspendre ses opérations il n'y a pas longtemps. On a vu avec plaisir l'établissement

d'un cours de métallurgie dans une des institutions de la province. Mais j'ai peur d'une chose; c'est que ceux qui le fréquentent ou l'ont fréquenté ne soient que des amateurs... J'ai bien peur aussi que ce cours ait eu un caractère trop scientifique pour la masse et n'ait pas été mis à la portée de tous, des ouvriers surtout qui en ont le plus besoin. La législature pourrait peut-être s'occuper davantage de cette question.

Maintenant, M. le Président, on a beaucoup parlé et l'on parle encore de l'établissement d'une école de marine dans la province. Ceci, il est vrai, nous regarde peu pour le moment; mais je suis persuadé que le comité qui va s'occuper de l'industrie s'occupera aussi de cette branche.

L'honorable député de Bagot disait il y a quelques instants que, comme dans la province de Québec, dans certains Etats de la république américaine, la population n'avait pas augmenté. J'ai entendu moi-même à ce sujet une personne qui demeure dans l'Etat du Vermont citer le fait qu'en 1840, la population était de 300,000 âmes et qu'aujourd'hui, en 1871, elle n'est que de 315,000 âmes. Je cite cela afin que nous ne soyons pas portés au découragement et que nous travaillions à prendre une position digne dans la Confédération.

On demande souvent à la Législature de faire telles ou telles lois, sauf à savoir si ces lois sont propres à promouvoir telles ou telles entreprises. Je pense que la législation faite à la hâte souvent n'a pas d'effet. Il y a dans nos codes de lois une foule de dispositions statutaires qui sont lettre morte. Ainsi m'est avis que le comité doit se "hâter lentement", recueillir les statistiques les plus précises sur les industries à encourager, indiquer celles qui manquent dans le pays, chercher les causes qui empêchent telle ou telle industrie de se développer et prendre les moyens de faire disparaître ces causes. Avec une pareille méthode, je crois qu'il y aura moyen de légiférer d'une manière juste et précise.

En 1867, il n'y avait en France que trois écoles supérieures industrielles. Quand on voit un pays à la tête de la civilisation et du progrès en être rendu à ce point, il y a pour nous toutes les raisons du monde de prendre courage.

J'appellerai l'attention sur un point important. En général dans le pays on fausse les vocations.

Dans le pays, lorsque l'on rencontre un jeune étudiant qui montre d'excellentes dispositions pour les sciences, les études philosophiques, métaphysiques, etc., de suite on voit en lui l'étoffe d'un médecin, d'un avocat, d'un procureur général ou d'un notaire. C'est une erreur. Ces jeunes gens peuvent souvent se livrer avantageusement au commerce, à l'agriculture ou à l'industrie qui demandent chacune des études aussi profondes, aussi sérieuses que les professions libérales.

Je termine, M. le Président, en exprimant l'espoir que le comité en fait un rapport excellent et favorable sur la question.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne veux rien proposer d'inconstitutionnel, mais je crois que si le Canada veut promouvoir son industrie et en assurer le développement, il faut qu'il ait des marchés à l'étranger. Cette mesure n'empiète nullement sur la juridiction législative du gouvernement fédéral, cependant je voudrais savoir si réellement il y aurait quelque chose d'inconstitutionnel dans ma motion.

Avant que cette motion soit acceptée ou rejetée, je veux dire quelques mots à son appui. Je me fonde sur l'axiome suivant: "Un peuple manufacturier, s'il ne manufacture que pour lui-même, ne peut continuer de l'être". L'Angleterre est un pays manufacturier; son industrie prospère, pour la raison qu'elle a des débouchés partout. Mais si tout à coup ces marchés lui faisaient défaut, son industrie tomberait du jour au lendemain. C'est ce que Napoléon I^{er} avait bien compris; et c'est pour cela qu'il a fait à l'Angleterre une guerre commerciale. On se rappelle aussi que lors de la guerre du Danemark, l'Angleterre voyant son industrie en danger a été obligée de faire des concessions considérables pour la sauver d'embarras redoutables.

De prime abord on serait porté à croire que le peuple américain est un peuple manufacturier; cependant, si on le prend dans son ensemble on verra bien qu'il n'est pas juste de lui donner ce caractère.

Les seuls Etats du nord possèdent une grande industrie et ils trouvent des marchés dans le sud qui sont des pays agricoles. Un pays ne peut donc devenir manufacturier que s'il ne manufacture que pour lui-même. Plusieurs membres de cette Chambre seront d'avis que si nous voulons créer une industrie, il nous faudra trouver des marchés. Le comité arrivera à cette conclusion. L'on a essayé en Haut-Canada à établir une filature, mais, en quelques mois, elle a inondé le pays de son seul produit. Le marché a été engorgé, et elle a été forcée de suspendre ses opérations. Cependant elle ne manufacturerait qu'une seule espèce de toile. Pourquoi ne manufacturerait-elle pas les autres toiles? Parce qu'il aurait fallu 20 autres manufactures pour fabriquer les différentes espèces de toiles que le pays consomme, mais pas en assez grande quantité pour payer une seule manufacture. Il en est de même d'une foule d'autres industries. Il nous faut donc de nouveaux marchés.

Il cite également le cas de l'industrie de l'acide sulphurique; le cas des mines de fer de Moisie, du Saint-Maurice, de Cumberland, qui, toutes, faute de marchés, ont succombé.

Le comité chargé de s'occuper de la question devra s'enquérir des industries qu'il s'agit de développer et des moyens de les développer. Des hommes compétents, des industriels marquants disent qu'il faut à toute industrie un marché.

L'honorable député de Bagot a exprimé l'espoir que le rapport du comité sera bien vu à Québec et à Ottawa. C'est, en effet, avec l'aide du gouvernement fédéral, que nous pouvons

faire quelque chose. Car que pouvons-nous faire seuls?

Maintenant le marché le plus accessible et le plus avantageux pour nous est celui des Etats-Unis. La plus grande difficulté qui a entravé nos efforts jusqu'ici, est un tarif énorme, qui n'est pas protecteur, fixé par le président des Etats-Unis pour éteindre la dette de la guerre. Ce tarif a excité les murmures du peuple américain et le président a été obligé de subir la pression populaire et d'abandonner un système aussi écrasant; il a trouvé injuste de condamner la génération actuelle à donner avec son sang, son énergie et son argent. A l'heure qu'il est, de plus grandes facilités apportées dans l'administration financière et commerciale chez nos voisins nous permettent de lier avec eux des relations commerciales. Il s'agit d'en profiter. Cependant il y a un élément qui suscite aussi des difficultés à ce sujet. Cet élément, cette source de difficultés, est le traité de Washington qui nous prive d'offrir en échange de ces relations commerciales, les avantages de nos magnifiques pêcheries. Nonobstant cela, je suis d'opinion qu'il est temps plus que jamais d'établir entre les Etats-Unis et nous un libre-échange

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Dit qu'après tout la suggestion du député de Lotbinière ne peut être mise à exécution; la province de Québec n'a pas juridiction à cet effet. Si nous laissons passer ce document, il serait dans nos archives comme la preuve que nous ne connaissions pas les limites de juridiction entre la Législature et le Parlement. Il suggère l'amendement suivant qui n'aura pas l'inconvénient d'être inconstitutionnel comme celui proposé par l'honorable député de Lotbinière.

Il propose, appuyé par le député de Laval (M. J.-H. Bellerose), sous forme d'amendement à l'amendement déjà proposé, que tous les mots après "comité", jusqu'à la fin dudit amendement, soient retranchés et que les mots "soit plus spécialement chargé de s'enquérir :

1. Des différentes industries qui sont à créer dans la province de Québec;
2. Celles qui étant créées ont besoin de recevoir des développements;
3. Quelles sont les causes qui empêchent le développement de ces industries, et les moyens de faire disparaître ces causes;
4. Quels sont les meilleurs moyens à prendre pour favoriser la création et le développement desdites industries,"

soient mis à la place.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Prétend que si la motion n'est pas dans l'ordre, le rapport du comité ne pourra pas être non plus dans l'ordre, parce qu'il lui faudra absolument s'occuper de la question suggérée dans son amendement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Croit que la motion principale et celle du député de Champlain sont dans l'ordre.

Le premier ministre trouve la motion du député de Lotbinière trop ambitieuse pour la province. Sans avoir de mauvais vouloir contre l'honorable député, il constate néanmoins une grande différence dans le caractère respectif des trois motions.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): M. l'orateur, je me lève simplement pour dire que je ne sais pas ce que la province de Québec entend faire pour l'industrie, si elle ne sort pas de ses attributions.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Would like to speak on the main motion. Somebody had spoken of a violation of the constitution in proposing an amendment, which inferred reciprocity, and led to the discussion of commercial questions. He saw no violation of the constitution so far. As to the merits of the motion, and Mr. Joly's amendment, he approved of both. We had not as yet seen an adequate remedy provided for the evil of the emigration of our own people. What we wanted was the immigration of the industrial classes of Europe, and the establishment of industries. We could well go before the Ottawa Parliament and ask for that which was necessary to develop our resources and benefit our province. As it was, we were a people whose hay was made when the sun shone; but never at any other time. In the summer we could work, but in winter we were idle, and ate up the savings of the summer, and all because there was little or nothing for our people to do in winter. The work of the Committee was to indicate the best means of attaining national ends, not to legislate. We could petition for what we wanted when once we knew the best way of going about it.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Prétend que l'amendement est inconstitutionnel. Que nous demande la motion? Que le comité ait à s'occuper d'un tarif protecteur. Le comité ne peut envisager la question de ce côté. La motion principale demande qu'un comité soit nommé pour s'enquérir des moyens les plus propres à établir l'industrie. Supposons que le comité trouve que l'un des meilleurs moyens serait un tarif protecteur, le comité devrait alors le dire dans son rapport.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Pour ma part, je ne crois pas que l'amendement de M. Joly viole la constitution, mais il me paraît déplacé. Nous avons le droit de discuter toutes les questions, même celles qui ne nous regardent pas, mais alors, nous nous transformons en société de discussion. Il est loisible d'agir à leur instar et de discuter les hautes questions, ce qui n'empêche pas le monde de marcher son train.

Quant à la question de l'industrie, il en est de cette affaire, comme de l'immigration, on en parle beaucoup et il ne résulte rien de tous ces discours. Avant de demander d'établir des

nouvelles manufactures, il faut nous assurer si nous trouverons des marchés pour y écouler leurs produits.

Toute la question est que si nous avons un marché pour ce que nous pouvons produire, nous vendrons, et alors étant certains de vendre nous sommes certains de produire.

Il ajoute que l'amendement est agressif au gouvernement impérial et non au gouvernement fédéral. Il conseille au député de Lotbinière de retirer sa motion.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Proteste contre l'opinion légale émise par le député de Montmorency.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Fait remarquer au député de Champlain qu'il aurait dû respecter l'expérience parlementaire du député de Montmorency. Il trouve curieux que l'on élève des questions d'ordre de constitutionnalité sur des points parfaitement discutables dans la Chambre. Est-ce que la Chambre ne peut pas émettre des opinions sur le tarif, le commerce, etc., sans légiférer. Ne voit-on pas nombre de petits gouvernements qui s'occupent de grandes questions sur lesquelles, cependant, ils n'ont pas le droit de légiférer? Dernièrement, la Législature du Nouveau-Brunswick a discuté le traité de Washington sur lequel il espère bien mettre sous peu la Législature provinciale à même de se prononcer.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Est d'opinion que discuter des questions qui ne relèvent que du Parlement impérial, serait transformer l'Assemblée législative en chambre de discussion. L'honorable premier ministre termine en disant qu'il votera pour la motion du député de Champlain.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Puisque personne trouve que ma motion est inconstitutionnelle, je ne vois pas pourquoi elle céderait le pas à celle du député de Champlain, qui, moins franchement que la mienne, veut dire la même chose. Appartenant à la minorité de la Chambre, je sais que toutes les mesures qui viennent de la part de cette minorité sont l'objet d'une opposition vive de la droite. Je ne me cache pas que ce pourrait bien être encore le sort de ma motion. Mais je maintiens que le principe sur lequel je me fonde est valable, juste et équitable, et je le maintiens.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Proteste en termes énergiques contre l'accusation de manque de franchise, portée contre lui par le député de Lotbinière.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): S'explique et dit que cela n'a jamais été son intention; et que si l'honorable député n'est pas satisfait de cette explication, il ne tient nullement à lui en donner d'autre.

Et l'amendement à l'amendement déjà proposé étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Cauchon, Chauveau, de Beaujeu, Dugas, Esinhart, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Gosselin, Houde, Irvine, (solliciteur général) Lalonde, Langevin, LaRue, Laurier, Lavallée, LeCavalier, Lynch, Mailoux, Malhiot, Ouimet (procureur général), Peltier (L'Assomption), Picard, Poupore, Robertson, Roy, Sanders et Trudel, 32

Contre: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, Dorion, Fournier, Hearn, Holton, Joly, Lafontaine, Laframboise, LaRocque, Marchand, Méthot, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Robert, Sylvestre, Tremblay, 18

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

L'amendement à la question principale ainsi amendé, étant mis aux voix:

Et les débats s'en suivant:

A six heures l'assemblée interrompt ses travaux.

Reprise de la séance
à sept heures et demie.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

The American Presbyterian
Society of Montreal.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour le soulagement de "The American Presbyterian Society of Montreal", et pour d'autres fins.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement. Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois. Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer
d'Ottawa et de la vallée de Gatineau

M. E.B. EDDY (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la vallée de Gatineau.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit lu la troisième fois demain.

Synode du diocèse de Montréal

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour donner au Synode du diocèse de Montréal pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques par lettres patentes.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Remarked that he believed that there would be opposition to this bill, and advised that the Honourable mover should make himself master of the facts, so as to meet the objections in Committee.

M. W.W. LYNCH (Brome): Said that with regard to this bill, he had every opportunity to know that it met with the approval of the Diocese of Montreal, at whose instance it was presented.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie de chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie de chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Compagnie de chemin de fer de jonction de Missisquoi.

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte relatif à la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Cimetière de Notre-Dame-des-Neiges Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges, Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Développement de l'industrie

La Chambre reprend ses débats sur l'amendement, tel qu'amendé qui a été aujourd'hui

proposé à la question, qu'il soit nommé un comité spécial composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Langevin, C.B., M. David, M. Molleur, M. Laurier, M. Eddy, M. Roy, M. Marchand, M. Larochelle, M. Esinhart, M. Trudel, M. Fortin, M. Cassidy, et M. Gendron, pour prendre en considération les meilleurs moyens pour développer et encourager l'industrie en cette Province, pour en faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records; lequel amendement, tel qu'amendé était que les mots "et que ledit comité soit plus spécialement chargé de s'enquérir:

1. Des différentes industries qui sont à créer dans la province de Québec;
 2. De celles qui, étant créées, ont besoin de recevoir des développements;
 3. Quelles sont les causes qui empêchent le développement de ces industries, et les moyens de faire disparaître ces causes;
 4. Quels sont les meilleurs moyens à prendre pour favoriser la création et les développements desdites industries,"
- soient ajoutés à la fin d'icelui.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Se réserve le droit de faire certaines remarques quand le comité fera rapport. Il a vu le premier ministre Chauveau assumer la grande responsabilité de consentir à la formation de ce comité et à en faire partie lui-même. Quant à lui (M. Holton), il refuse d'en faire partie et laisse à M. Chauveau l'ignominie d'un fiasco, comme celui qu'on doit nécessairement attendre de ce comité.

Et l'amendement, tel qu'amendé est mis aux voix; il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix :

Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Langevin, C.B., M. David, M. Molleur, M. Laurier, M. Eddy, M. Roy, M. Marchand, M. Larochelle, M. Esinhart, M. Trudel, M. Fortin, M. Cassidy et M. Gendron, pour prendre en considération les meilleurs moyens de développer et encourager l'industrie en cette province, pour en faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records, et que ledit comité soit plus spécialement chargé de s'enquérir :

1. Des différentes industries qui sont à créer dans la province de Québec;
2. Celles qui, étant créées, ont besoin de recevoir des développements;
3. Quelles sont les causes qui empêchent le développement de ces industries, et les moyens de faire disparaître ces causes;
4. Quels sont les meilleurs moyens à prendre pour favoriser la création et le développement desdites industries.

La proposition est adoptée.

Rentes et intérêts dus au gouvernement

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Propose, appuyé par le député de Charlevoix (M. A. Gagnon), que toutes les pétitions présentées à cette Chambre, pendant la présente session, demandant la remise d'une partie des rentes et intérêts dus au gouvernement sur les terres dans différents townships du comté de Chicoutimi, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force, soient renvoyées au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Il fait remarquer à la Chambre que le comté de Chicoutimi se trouvait dans une position tout à fait exceptionnelle; que le comté paraissait avoir reçu beaucoup, mais que réellement il avait reçu peu en comparaison des autres comtés où des chemins de fer, des canaux et autres ouvrages avaient été construits à des prix énormes; qu'en plaidant la cause des colons du Saguenay il plaiderait celle de tous les colons qui se trouvaient dans la même position. L'augmentation de la population qui, de 10,000 qu'elle était en 1860, s'est élevée à 17,400 prouve que la colonisation a fait plus de progrès en cet endroit que partout ailleurs.

Si l'on trouve convenable d'affecter \$20,000 pour faire venir des immigrants étrangers, n'est-il pas juste d'accorder à nos compatriotes la protection dont ils ont besoin?

Qu'ont fait pour le pays ces immigrants étrangers pour lesquels on montre tant de sollicitude, par exemple, ces 123 Européens que l'on a fait venir et envoyer aux frais de la province dans les Cantons de l'Est, et parmi lesquels il y a 74 jeunes gens qui y sont allés pour servir comme garçons de ferme?

Le gouvernement fédéral a dépensé l'année dernière \$73,000, celui d'Ontario \$24,000 et celui de Québec \$16,000 pour faire venir des immigrants étrangers. Que l'on montre les progrès réalisés au moyen de ces \$113,000? On a placé un certain nombre d'ouvriers dans les grands centres, à Montréal principalement; d'autres sont allés dans le Haut-Canada mais la plupart dans les Etats-Unis.

Que l'on compare à ces résultats ceux obtenus dans le Saguenay.

Dans l'espace de 20 ans les colons du Saguenay ont défriché 150,000 acres de terre, ouvert 350 milles de chemin et ont payé en moyenne \$40,000 de taxe par année au gouvernement du Canada, sans compter la taxe sur les bois.

20 ans à \$40,000 par année	\$ 800,000
350 milles de chemin à \$400	140,000
150 acres de terre à \$15	2,250,000
mobilier, 3,000 familles à \$600	1,800,000
Total	\$4,990,000.

Voilà ce qu'a pu faire en 20 ans cette population formée de la classe la plus pauvre des paroisses qui bordent le Saint-Laurent,

nonobstant les trois grands incendies qu'elle a éprouvés et dont le dernier a causé une perte d'au moins un million de piastres. Grâce à la libéralité du gouvernement, grâce aux abondantes aumônes de la charité publique ce dernier malheur a été en parti réparé. Pour prouver combien les services obtenus ont été employés avec profit, voici un état des travaux accomplis.

En comptant pour chaque famille ruinée par l'incendie, une maison de dix-huit pieds carrés, une grange de même dimension, ce qui est certainement bien au-dessous de la réalité, on a 43,960 pieds, qui à

\$4 par pied, forment	\$175,840.
Clôtures et autres ouvrages	175,840.
Total	\$351,680.

De plus les 60 familles qui avaient perdu tout ce qu'elles possédaient se sont procuré le vêtement et le pain pour attendre la nouvelle récolte et ont semé 12,000 minots de grain. Cette année un malheur plus grand que celui de l'année dernière afflige la population entière du Saguenay, et le gouvernement sera probablement encore dans la nécessité de venir en aide à ces malheureux colons. Il n'y a pas lieu de douter que la Chambre qui à l'unanimité a approuvé la conduite du gouvernement l'année dernière, l'approuvera encore à la prochaine session, si après avoir constaté l'état de misère des colons du Saguenay, il juge nécessaire de leur faire un prêt pour qu'ils puissent se procurer les grains de semence. Les pluies continuelles pendant les mois de mai et de juin ont retardé les semences d'un mois, et dans la saison d'automne, la même cause a détruit la récolte sur le champ.

Pour démontrer combien il est impossible au colon de s'établir s'il n'a pas une protection convenable, il suffit de lire le rapport de l'agent d'immigration à Dublin, qui dit que le gouvernement doit faire construire pour l'usage de chaque colon une maison de 20 pieds carrés et faire défricher 10 acres de terre, et lui ouvrir un chemin pour y parvenir.

Quelle est la position du colon canadien, et en particulier celle du Saguenay? Le colon qui part de Lévis, de Beauport, de Sainte-Foy, etc., pour aller s'établir dans la vallée du lac Saint-Jean a 300 milles à parcourir, doit payer environ \$100 de frais de transport pour lui et sa famille, ouvrir un chemin de front qui lui coûtera \$20, payer \$4 à l'agent pour le premier versement dû sur son lot. Les conditions imposées au colon sont certainement trop rigoureuses. Au pauvre qui n'a pu payer un versement, on charge une rente de \$2.50 par année pour les premières sept années, et \$5 pour les années subséquentes, tandis que celui qui a pu payer \$4. paye seulement une rente de 96 centins.

En 1860 le gouvernement a passé un règlement imposant la rente ci-devant mentionnée à compter du temps où l'avis serait donné. Cet avis a été publié en 1862. En 1863 on a vendu à

un nommé Job Blackburn un lot pour lequel on a chargé 38 centins au lieu de 21 centins, lui imposant par conséquent une rente de 7 ans.

Cette année, on a chargé à un nommé P. Gagnon 77 centins l'acre, lui faisant payer 19 ans de rente, lorsque d'après le règlement en force, il ne devait en payer que 9 et par conséquent lui faisant payer \$30. de plus que ce qu'il doit en vertu de ce règlement. La Chambre voit donc que l'on donne un effet rétroactif à ce règlement, ce qui certainement ne peut être admis comme équitable. Il arrive bien souvent qu'un colon qui a payé \$100 ou \$200 au premier occupant est celui-là même qui est obligé de payer ces rentes élevées dont on se plaint partout dans le Saguenay. Pour traiter tous les colons sur un pied d'égalité, le gouvernement ne devrait exiger de l'occupant, c'est-à-dire du colon le plus pauvre, que l'intérêt sur \$20, de même qu'il exige l'intérêt sur \$16 de celui qui a eu le moyen de payer \$4. en prenant possession de son lot.

La Chambre doit aussi remarquer que les premiers colons ont ouvert leurs chemins sans aucune aide. Ce travail seul aurait suffi dans le Nouveau-Brunswick pour leur donner droit à la patente de leurs lots sans aucun payement. Dans tous les rangs du canton de Chicoutimi, les chemins ont été ouverts par les colons seuls. Dans la paroisse de Saint-Alphonse, le gouvernement a fait ouvrir 2 milles de chemin à travers une savane. Dans la paroisse de Saint-Alexis une route d'environ 2 milles; dans celle du Grand-Brûlé une route d'environ 80 arpents. Dans les paroisses de Jonquière, de Sainte-Anne, de Saint-Fulgence, les colons ont ouvert seuls leurs chemins. La route de Sainte-Anne ouverte par le gouvernement doit servir à la nouvelle paroisse que va former la Société de colonisation de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix.

La paroisse de Notre-Dame-du-lac-Saint-Jean, située à 25 lieues dans l'intérieur, à compter du port de Chicoutimi, ouvre son chemin pour la seconde fois, la cru excessive des eaux, le printemps dernier, l'ayant détruit en entier. Le gouvernement s'est contenté de donner de l'aide dans ces diverses paroisses pour plusieurs ponts.

Si les colons de Lévis, de Québec, de Montmorency, de Charlevoix préfèrent aller dans le Saint-Maurice ou dans les Cantons de l'Est, que le gouvernement les protège pour s'y établir, mais puisqu'ils vont dans le Saguenay qu'il tienne compte des difficultés qu'ils doivent nécessairement y rencontrer. M. Tremblay approuve le gouvernement de favoriser la construction des chemins de fer; il n'est pas opposé à l'octroi de 3,300 acres de terre où se trouvent les plus riches forêts de la province en faveur du chemin de fer du Nord et de celui des Piles; il espère que le gouvernement secondera les efforts de la compagnie du chemin de Gosford pour donner à Québec un back country et ouvrir aux colons du lac Saint-Jean une communication facile et prompte avec la capitale.

Ce qu'il désire pour le moment c'est que le

comité de colonisation examine les requêtes soumises à la considération de la Chambre et fasse rapport sur la justice des réclamations qu'elles contiennent.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Promet d'examiner ce règlement et de donner une réponse quant à l'interprétation qu'il peut comporter, mais il ne peut consentir à ce que les requêtes soient renvoyées au comité de colonisation.

M. C.H. POZER (Beauce): Propose, sous forme d'amendement, que cette mesure s'étende également aux colons des circonscriptions électORALES de la Beauce et de Montmagny.

Il dit que les affaires du département des Terres de la couronne ont été conduites à la Beauce avec une négligence impardonnable. Il

est à sa connaissance personnelle que des colons qui avaient payé en entier le prix de vente, ont été expatriés pour des bagatelles. Il n'y a rien d'étonnant qu'on ait à déplorer une émigration de l'autre côté des lignes quand on traite aussi sévèrement nos propres colons. On a été jusqu'à vendre des terres après en avoir éloigné les pauvres colons. Il cite aussi le fait que MM. Hames, Skead, Bryan et Bridges et autres personnages riches de Montréal, n'ont pas été troublés.

Il doit y avoir une seule loi affectant le riche comme le pauvre.

Et l'objection étant faite que la motion n'est pas dans l'ordre;

M. L'ORATEUR: Décide qu'elle n'est pas dans l'ordre, en autant qu'elle affecte le revenu public.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député d'Iberville (M. L. Molléur), que la réponse à une adresse concernant la pétition des francs-tenanciers du comté de Montmagny, demandant que les arrérages dûs par eux au gouvernement sur le prix de leurs terres, leur soient remis, et de plus, des octrois gratuits de terre pour faciliter le développement de la colonisation dans ledit comté, soit référée au comité d'agriculture, immigration et colonisation.

M. l'Orateur, l'honorable premier ministre se targue d'avoir fait, avec son gouvernement, preuve d'une très grande libéralité à l'endroit des colons. Il nous cite de plus des chiffres pour établir qu'il est dû à la couronne des arrérages considérables. Le chef de l'administration fait ici erreur. La libéralité dont les colons ont été l'objet, leur vient des gouvernements antérieurs, et aucune administration n'a fait preuve d'une sévérité plus rigoureuse que celle qui nous gouverne en ce moment. On a persécuté les colons du comté de Montmagny d'une manière impardonnable. Il n'en est pas de même du comté de Québec représenté par le premier ministre. On a fait là des remises considérables, et les riches habitants de Charlesbourg, par exemple, ont été exemptés, tandis que nos

pauvres colons placés dans nos townships ont été maltraités et poursuivis.

Et l'objection étant faite que ladite motion n'est pas dans l'ordre;

M. L'ORATEUR: Décide que cette motion n'est pas dans l'ordre, en autant qu'elle affecte le revenu public.

Limites dans Chicoutimi et Saguenay

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nombre de limites accordées à divers individus dans les districts de Chicoutimi et de Saguenay, depuis 1850 jusqu'à ce jour, le nom des localités où sont ces limites, l'étendue de chacune d'elles, la date de l'octroi de chaque licence, les conditions auxquelles elles ont été accordées, les sommes d'argent payées pour chaque limite, la quantité des diverses espèces de bois coupés, les sommes payées pour droits de coupe, les dates des paiements pour rentes de terrain et coupe de bois, et tous autres droits imposés par les règlements en force aux diverses époques où les licences ont été accordées; si quelques sommes d'argent restent dues au gouvernement ou n'ont pas été payées, et pourquoi; si le gouvernement a fait des remises sur telles sommes dues, et à qui ces remises ont été faites, et pour quelles raisons. Adopté.

Administration de la justice

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le chapitre 78 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Le système de la décentralisation judiciaire est incomplet et n'a servi qu'à faire disparaître les abus les plus criants tout en laissant subsister une foule d'inconvénients. Ainsi le pays est divisé en un certain nombre de districts et dans plusieurs ne se trouvent pas de juges résidents. Or, dans notre procédure, l'intervention du juge est nécessaire à tout instant. Lorsqu'il s'agit de faire une enquête, s'il n'y a pas de juges pour présider, les plus grands abus s'en suivent. Une partie fait une preuve souvent illégale et l'autre partie ne peut l'arrêter; pour toute consolation, elle fait prendre note de son objection, et l'autre continue sa preuve illégale sans se gêner. Il faut attendre l'audition de la cause pour résoudre ces objections.

Il y a une foule d'autres cas semblables. En portant le nombre des juges de 18 à 26, on remédierait à une foule d'abus. Je ne vois pas pourquoi le gouvernement n'obtempérerait pas à ma demande et ne ferait pas comme Ontario qui ne se gêne pas pour augmenter le nombre de ses juges.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Did

not see how the House could sanction the bill at present. The Confederation Act had fixed the number of judges in the Province as well as their salaries. Though he sympathized with the tenor of the bill, he really did not see how the Government could interfere in the appointment of an extra judge in Montreal, however necessary it might be. He did not consider the Dominion Government would interpose any obstacle in the appointment of another judge. He would advise the withdrawal of the bill.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le gouvernement ne sait que faire de ce bill. La nomination d'un juge supplémentaire à Montréal est du ressort du gouvernement fédéral.

Il suggère qu'on retire le bill. Le gouvernement soumettra au gouvernement fédéral une mesure préparée à cet effet pour remédier à cette situation.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Donne son appui au bill et parle de la nécessité de nommer un autre juge à Montréal ainsi que dans chaque district judiciaire. La lenteur à régler cette affaire n'a rien d'honorable. Le gouvernement a promis de se mettre aussitôt que possible en communication sur ce sujet avec le gouvernement de la Puissance, afin d'obtenir la nomination des juges demandés. Il ne voit pas pourquoi cette province n'aurait qu'un système judiciaire défectueux, tandis que les autres provinces en auraient un complet.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Suggère le retrait du bill. Il dit que le gouvernement consultera, pendant les vacances, le gouvernement fédéral et préparera une loi pour couvrir ce terrain.

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Refuse de retirer son bill.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Thought that Mr. Laurier, in face of the explanations of the Government, should not press his measure. But he thought that the Government should strengthen their hands by giving the bill a second reading, and expressing by the unanimous vote of the House, that a reform was needed. And so, next session the benefit might be secured.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la subvention à être accordée à certaines compagnies de chemin de fer.

Adopté.

En comité:

1. Que nonobstant ce qui peut être contenu dans l'acte de cette province, trente-deuxième Victoria, chapitre cinquante-deux, à ce contraire, lorsqu'une moitié non interrompue d'aucun des chemins de fer désignés dans ledit acte ou de la partie du chemin de fer International de Saint-François et Mégantic, désigné dans la section treizième de l'acte de cette province, trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, ou qu'une section de pas moins de vingt-cinq milles en longueur, aura été achevée et mise en opération, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la demande de la compagnie, payer pour telle moitié, ou pour telle partie de chemin, le montant entier du subside converti, accordé par ledit acte en proportion du nombre de milles ainsi achevés.

Adopté.

2. Que tel paiement pourra être fait soit en argent, ou en débentures capitalisées du gouvernement, et que les dispositions des sous-sections quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième, de la cinquième section dudit acte, s'appliqueront auxdites débentures en la même manière qu'aux débentures converties et mentionnées dans lesdites sous-sections et assujettira la compagnie et le chemin de fer, et toutes propriétés et dépendances de ladite compagnie, aux mêmes obligations, conditions auxquelles elle eut été obligée, si le subside annuel eut été payé, ou des débentures émises en vertu dudit acte.

Adopté.

Résolutions à rapporter.

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions. Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J. G. Robertson), que demain, les ordres du jour du gouvernement aient préséance sur tous autres ordres.

Que lorsque cette Chambre s'ajournera demain, elle soit ajournée jusqu'à samedi prochain, à 2 heures P.M.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à dix heures et demie.

Séance du 7 décembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre, Etat des affaires de l'asile militaire du Canada, pour l'année 1871, (Documents de la session, no 6.)

Et de plus, Etat des affaires de la Compagnie des chemins à barrières de l'Isle-Jésus, dans le comté de Laval, pour l'année 1871, (Documents de la session, no 16.)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes, sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Dorion, la pétition du conseil de ville de la ville de Sorel.

Par M. Trudel, la pétition de J.-Bte. Garneau et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-de-Lapérade, comté de Champlain.

Par M. Gendron, la pétition de P.-B. Benoit et autres, officiers et directeurs de la Société d'agriculture du comté de Chambly.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition des révérendes soeurs du couvent du Sacré-Coeur de Somerset.

Par M. Larochelle, la pétition de Jean Vallière et autres, des townships de Frampton et Cranbourne, la pétition de John Brennan et autres, des townships de Frampton, Standon, Cranbourne, Ware et Langevin, la pétition de P. Cassidy et autres, du township de Cranbourne, toutes du comté de Dorchester, et la pétition de James McLintack et autres, du township de Cranbourne, comté de Dorchester, et de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce.

Par M. Pozer, la pétition du révérend Frs. Ed. Moore et autres, de la paroisse de Saint-Frédéric, comté de Beauce.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De H. Taylor et autres, de la cité de Montréal; demandant qu'un droit d'appel leur soit accordé dans les affaires d'expropriation pour la construction d'un parc à Montréal.

De Michel Boyce et autres, de la cité de Québec; demandant que la loi qui concerne la vente des boissons par les épiciers, soit amendée.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Roch de Québec-Sud; demandant que le nom de ladite municipalité soit changé en celui de "Municipalité de Saint-Sauveur de Québec", et pour d'autres fins.

De François-X. Mathieu et autres, de la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, se plaignant des fraudes et menées corruptrices de la part des représentants de la Compagnie du chemin de fer de la rive Nord, lors de la

votation sur le règlement accordant \$100,000 à ladite compagnie.

Du révérend S. Dassylva et autres, de la paroisse de Saint-Ephrem-de-Tring et du township d'Adstock; demandant de l'aide pour un chemin de Forsyth à Adstock.

De révérend J.-P.-A. Chaperon et autres, de la paroisse de Sainte-Marie, de Pierre Paquet et autres, et de Reginald A.D. King et autres, de la paroisse de Saint-George, tous du comté de Beauce; demandant que le juge de la cour Supérieure pour les districts de Montmagny et Beauce, soit tenu de résider dans le district de Beauce, et qu'un magistrat stipendiaire ne soit pas nommé pour et dans le district de Beauce.

Rapport de comités:

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la "Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et L'Anse-des-Sauvages", et y a fait certains amendements qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill pour amender l'acte concernant la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 4 décembre 1871, demandant toute correspondance relative à la résidence du juge nommé pour exercer les fonctions judiciaires dans les districts de Montmagny et de Beauce. (Documents de la session, no 18.)

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la Chambre procède à prendre en considération la vingt-quatrième résolution qui a été rapportée mardi, le cinq du courant, du comité des subsides, et elle est de nouveau lue comme suit: 24. Qu'une somme n'excédant pas cent quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'asile des aliénés de Beauport, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je veux protester contre l'action du gouvernement qui a conclu avec les propriétaires de l'asile de Beauport un contrat sans consulter le Parlement. Pour donner plus de force à mes opinions, j'ai préparé un amendement qui affirme le désir de

la Chambre d'accorder une somme raisonnable au soutien des aliénés en renouvelant le contrat, mais regrette qu'elle n'ait pas été consultée par le gouvernement, surtout que cette entente n'est survenue que quinze jours avant l'ouverture de la session. On veut ainsi obliger le pays à payer un million et un quart dans les dix prochaines années. Je propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "cette Chambre est prête à voter toute somme raisonnable pour donner aux aliénés dans cette province les soins que leur triste condition requiert, mais qu'elle regrette que le gouvernement ait passé un contrat qui lie la province pour dix ans pour un montant de près d'un million et un quart de piastres, quinze jours seulement avant le commencement de cette session, et sans vouloir attendre l'ouverture des Chambres pour demander le consentement du Parlement, ce qui aurait pu se faire sans difficulté, puisque le présent contrat n'expire que le premier mai 1873", soient mis à la place.

C'est un principe fondamental du droit constitutionnel que toutes les taxes doivent être consenties par le Parlement: le gouvernement veut, par ce contrat, renverser ce principe et lier la province de Québec à payer \$114,000., sans en avoir la maîtrise. Il n'y a pas de précédent à la situation dans laquelle nous sommes; le gouvernement n'a aucun droit de prendre aussi hardiment l'administration. Tant mieux s'il en découlera de grands bienfaits, mais c'est les payer trop cher que de les obtenir à la faveur d'une invasion des privilèges du Parlement. Deux maux ne font jamais un bien. Nous devons nous occuper des aliénés et des imbéciles, mais il faut aussi éviter de nuire au public. Pour juger du droit du gouvernement à passer un contrat, il faut tenir compte de la manière dont il s'est fait. Le contrat n'expirait pas avant dix-huit mois, et il n'y avait donc pas cause pour l'empressement indécent et des plus suspects qu'on a vu. Nous n'étions pas subitement privés d'asiles pour nos aliénés, et nous avions tout le temps d'étudier le projet, et de l'améliorer; on aurait pu consulter le Parlement qui a plutôt été tenu dans l'ignorance. Pendant les dix prochaines années, un dixième de votre revenu sera consacré à une cause sur laquelle nous n'exerçons aucune autorité. Le gouvernement est inexcusable, et sa conduite est une invasion des privilèges du Parlement et un affront à la dignité de cette Chambre, car elle atteint le fondement même de nos droits constitutionnels. La raison d'un empressement aussi inconvenant reste un mystère, et je doute que le gouvernement puisse nous satisfaire de la pureté et de la justice de ses actions. La Chambre va-t-elle se dépouiller de ses droits et privilèges? Permettrait-elle au gouvernement de contracter une dette d'un million et quart, qui sera payée du prix d'une lourde taxation? Le

gouvernement a-t-il au moins obtenu un contrat avantageux au pays? Le gouvernement s'efforcera de prouver que ce contrat est plus avantageux que l'ancien. Mais il ne l'est que sous un point. Autrefois la province payait \$143 pour chaque patient, le contrat nouveau dit que pour tous les malades au dessous du nombre 650, on continuera à payer \$143 et \$130 pour chaque patient au-dessus de ce nombre. Il n'y en a eu que deux années où le nombre de 650 ait été dépassé et c'est pendant les deux dernières.

En mettant les choses au mieux, on fera onze piastres d'économie par tête sur une cinquantaine de patients. En prenant le dernier rapport qui constate que le nombre des patients est de 715, l'économie serait de \$7,700. Le gouvernement aurait gagné à nous consulter. En définitive, le gouvernement a agi inconstitutionnellement, a envahi le plus cher de nos droits, a tenté de réduire notre liberté et nos droits constitutionnels; pour cela, il doit être censuré. Lors du débat antérieur, sur le double mandat, l'indemnité aux députés, le gouvernement accusait l'opposition de présenter des motions de censure. Si le premier ministre dit que mon amendement implique un vote de non confiance directe, j'ajouterai qu'il a raison.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je remercie M. Joly d'avoir répondu au discours que je dois faire et d'avoir répliqué aussi bien par son faible discours. De sa propre bouche, il justifie notre conduite.

Interruption à gauche: Ecoutez! Ecoutez! (Applaudissements du côté de l'opposition).

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je demanderai aux honorables députés de la gauche de ne pas m'interrompre, et de me traiter comme je la traite. Je sais qu'il y a un système de claquer organisé contre moi...

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je me lève pour une question d'ordre: M. Chauveau se sert d'une expression peu parlementaire.

M. l'Orateur, je proteste contre l'avancé du premier ministre qu'il y a un système organisé de claquer de ce côté ici...

M. l'Orateur: Maintient la question d'ordre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je me rends volontiers à votre avis, M. l'Orateur, mais je dirai que si la claquer n'est pas organisée de l'autre côté de la chambre, les résultats sont tout comme.

Je remercie le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), de sa motion de non-confiance: chez lui, c'est un trait que ses déclarations contiennent leur propre contradiction. Bien des accusations mais peu de raisons pour les appuyer.

Que serait-il arrivé si le gouvernement n'eût pas fait le contrat? Il serait arrivé qu'au bout

de dix-huit mois le gouvernement se serait trouvé dans l'alternative d'accepter les conditions des propriétaires de l'asile, d'encourir les frais considérables ou, ce qui est pis, d'acheter l'asile des aliénés.

L'honorable député a fait trois reproches au gouvernement et cependant il a à peu près convenu lui-même que ces reproches ou objections étaient frivoles et qu'elles seraient victorieusement repoussées par le gouvernement. L'honorable député l'accuse entre autres d'avoir fait le contrat, sans consulter la Chambre, quinze jours avant l'ouverture de la session. Mais il y a eu déjà plusieurs cas de ce genre et l'on n'a pas protesté.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Oui, on a protesté!

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Oui! Eh bien que l'honorable député dise quand?

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said when the country was in the throes of revolutions, when there was a fusion of parties for political purposes at the time of the discussion of the project of Confederation. Then, however, minor matters had been dropped, and the protest with them.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je félicite l'honorable député d'exhiber autant de courage en temps de paix. Je le félicite d'en avoir plus dans ce temps-là que pendant celui où les révolutions sont fomentées. On vient avancer ici devant la Chambre que l'opinion publique s'est prononcée sur la question. Je proteste, M. l'Orateur, et je soutiens que l'opinion publique ne s'est pas prononcée là-dessus. Ceux qui auraient eu un soit-disant droit de protester ont gardé le silence. Y a-t-il de la sincérité de la part des auteurs des présentes démarches, quand on peut mentionner le fait qu'ils ont laissé passer deux autres contrats sans dire mot, sans faire, comme aujourd'hui, de motion de non confiance, et surtout quand le contrat est beaucoup plus avantageux? Le blâme est fait pour le seul plaisir du blâme, et dans cette protestation il n'y a aucune conclusion pratique. Ces ennemis de notre politique n'ont pas même essayé de proposer une bonne mesure à la place de celle qu'ils trouvent si mauvaise, si malheureuse. Toute leur argumentation roule sur le fait que le contrat a été fait quinze jours avant l'ouverture de la Législature.

Les propriétaires de l'asile nous ont dit qu'à raison d'opérations importantes, et de circonstances spéciales, il fallait passer le contrat immédiatement. Ils ont exposé leur demande au commencement de juillet, et si le contrat n'a été signé que le 25 octobre c'est que le gouvernement a voulu en peser les conditions, et c'est aussi parce que l'un des propriétaires

ayant, avant la transaction, exprimé un doute sur une clause qui aurait pu subir une interprétation ruineuse pour lui et les autres co-propriétaires, le gouvernement a dû lui répondre pour le rassurer que la clause ne subirait qu'une interprétation. Ce n'est qu'après une lettre du secrétaire d'Etat à cette personne que le contrat a été signé.

Les avantages de ce contrat son patents. Le minimum des aliénés à être admis dans l'asile est de 650 à raison de \$143 par malade; c'est l'ancien prix de la pension. Pour tous ceux qui seront admis au-dessus de ce nombre dans l'asile, on demandera \$132. Il y a maintenant 750 patients dans la maison, et on ne peut dire que le nombre en diminuera bientôt, vu que le gouvernement a tous les jours nombre de demandes d'admission dans l'hospice; le peuple commence à comprendre les bienfaits de la maison. Maintenant il est loisible au gouvernement d'acheter l'hospice quand il le désirera et d'annuler ainsi le contrat. C'est quelque chose d'important.

On accuse le gouvernement d'avoir fait ce contrat sans consulter la Législature, en lui liant les mains. Le gouvernement n'a fait qu'user d'un privilège à lui donné par la Législature. Et si le gouvernement le voulait, il pourrait bien aussi s'attribuer tous les patronages des contrats. L'honorable député de Lotbinière est parfaitement convaincu que nous ne pouvions pas faire mieux que nous ne l'avons fait. Il n'a pas eu l'idée de faire une objection sérieuse. Il n'a pas touché à la question pratique. Il s'est renfermé dans une objection constitutionnelle dans toute son abstraction. L'administration de l'asile des aliénés à Beauport est de beaucoup plus économique que partout ailleurs sur le continent. Voyons aux Etats-Unis. Le coût moyen de la pension et du traitement d'un aliéné dans un hospice spécial est de \$257. Le coût de la construction des bâtisses pour les aliénés est de \$296; cette somme représente seulement l'intérêt du capital dépensé. Ajoutez ces chiffres ensemble et le résultat de l'addition dépasse de beaucoup le contrat fait par le gouvernement. A Saint-Jean, le coût moyen de l'asile des aliénés est plus élevé qu'à Québec, et le gouvernement en fait tous les frais.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Thought that the Premier had not struck the proper sense of the motion of amendment. If the Government could legitimately make contracts for the annual expenditure of a tenth part of the revenue for ten years it could do so for forty, and all the House would need to do was to sit down now and then and vote money, and let Government work. When the contract was made in 1862 it was understood that when it expired, and a new one made, Parliament should be consulted on the matter. This had not been done, and he considered the neglect of Parliament wrong. The Premier, in his speech, had spoken of lunatics only. Now, it was

notorious, that the inmates of Beauport Asylum were not all of the same condition and were not all of the same class. There were the Amentis, or hopelessly insane, the idiots and the Dementis, or deranged, who might be cured. In other places the Amentis were taught trades, and farmed out to work. They were able to earn something, and we might adopt the system of a separate establishment for them., where their labor might, to any rate, be made to partially pay for their support. The Dementis should be treated as patients, and means sought to effect permanent cures. Let the lunatic go to Beauport, but let the idiot be profitably employed in a separate establishment. It was a great mistake on the part of the Government to summarily deal with questions which were properly in the province of Parliament. If the vote on this amendment was favorable, it could only result in a Ministerial crisis, which was objectionable, as it might augment the unhappy class of lunatics.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe) : Trouve que le contrat de 1865 à raison de \$147 par individu pour 500 aliénés, était plus avantageux que celui de cette année.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Conseille à l'honorable député d'examiner les chiffres et de faire les calculs nécessaires. C'est là toute sa réponse.

L'honorable premier ministre ajoute que d'ailleurs il n'y a jamais eu d'autres chiffres que ceux qu'il donne.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Fait remarquer à l'honorable premier ministre que ces chiffres existent depuis deux ans. Il comprend, lui, par une des stipulations du contrat que le gouvernement aura toujours à payer pour 650 aliénés quand il n'y en aura que 500. Il demande quelle presse il y avait de faire le contrat quand l'on avait devant soi dix-huit mois. Il y avait encore des moyens plus économiques à apporter dans cette partie de l'administration.

Malgré les statistiques, je maintiens que nous pouvons pourvoir au besoin des aliénés à meilleur marché. Des communautés religieuses en prendraient soin pour la moitié du prix fixé. Mais le gouvernement a mieux aimé lier la Chambre pour 10 ans.

Dans les maisons d'éducation, on ne paye pour l'instruction des enfants et leur nourriture que \$80 par année. Il est vrai que l'aliéné est vêtu aux frais de la maison, mais l'aliéné travaille et gagne du moins de quoi payer son habillement.

Il y a dans la ville des institutions de charité qui se chargent volontiers des aliénés à un prix modique; ne pouvait-on pas mettre ce moyen à contribution? N'était-il pas préférable de consulter la Chambre? Nous sommes maintenant liés par un contrat de dix ans à dater du 1er de

mai 1873. Par simple courtoisie on aurait dû attendre encore quinze jours pour signer ce contrat. Il voit que depuis 1867 les appropriations pour l'asile n'ont fait qu'augmenter. En 1867 on votait \$34,000; cette année on a voté \$100,000, et l'on demande \$114,000 pour l'année prochaine.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): La raison de l'augmentation est facile à saisir. L'institution a été mieux connue pendant ces dernières années, et ceux qui gardaient les malades chez eux les y ont envoyés, quand ils ont su qu'ils seraient bien traités. Tous les jours des députés nous font de nouvelles demandes, et nous sommes obligés de nous montrer très exigeants lorsqu'on nous demande d'admettre de nouveaux patients.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Dit que l'on avait promis de revenir devant la Chambre avec la question.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'il ne se rappelle d'aucune promesse de cette nature.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Se dit étonné et affirme qu'il ne peut appuyer un gouvernement qui ne tient pas sa parole.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Explained that while no direct promise had been given, the impression left on his mind was that an understanding had been arrived at that the real contract should be brought before Parliament. It was somewhat remarkable that the great increase in the number of patients had taken place so soon as Dr. Douglas had been juggled out of the management of the affair.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): C'est l'opinion publique qui a causé cette augmentation. La loi oblige le gouvernement à s'occuper des aliénés et des épileptiques; il a essayé d'en réduire le nombre, mais on les entassait dans les prisons, et alors venaient les plaintes. Pour résoudre ce problème, il faut établir un minimum, afin de réduire le coût pour les patients qui sont au-delà de ce minimum.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'une promesse a été faite.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that it was unquestionably the duty of the Government to have consulted the Legislature before entering the contract, which practically tied our hands for ten years to come. We were bound to the maintenance of a monstrous system to one which was a disgrace to civilization and by the unconstitutional act of the Government, they had condemned these people to ten years more of hard usage and

starvation, and they might take alone the responsibility of the crime. Parliament's consent had not been asked, a reservation clause had not been introduced, and we had no voice. In the next place the action was unconstitutional. There was a plea of necessity in the matter. The Government had plenty of time in which to consider improvements, but they now stood charged with having wanted only to prolong an unjust and iniquitous system, which it was in their power to ameliorate. What may have been the reasons for so doing might be better explained by an Honorable gentleman present, whose interests in the institution was considered.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Je pense bien que c'est à moi que l'honorable député veut faire allusion. Je n'ai qu'une chose à dire, c'est que l'honorable député est souvent dans l'erreur. S'il prenait la peine de consulter les documents publics, il ne se tromperait pas si souvent. Tout l'intérêt que je puis avoir dans cette question de l'asile de Beauport, c'est que je suis hypothécaire. Je demanderai à l'honorable député de me permettre au moins de me rembourser. La date de cette hypothèque remonte à 1862. Je n'ai rien à faire avec les modifications apportées dans le contrat en 1865. Qu'il prenne donc les livres officiels et qu'il vienne ici avec des renseignements comme un homme doctus cum libro.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Continued that the very fact of Mr. Cauchon's owing a mortgage left an impression on the public mind that he was a beneficiary. And such being the impression, it would be difficult to rid the public mind of the belief that the extraordinary terms of the bill were framed in his interest, more particularly as the contract was made subsequently to the elections, and prior to the meeting of Parliament.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Répète que son seul intérêt est dans son hypothèque qui, naturellement, souffrirait de l'expiration du contrat.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Déclare que M. Cauchon ayant un intérêt direct dans un contrat du gouvernement, ne peut pas siéger en Chambre, et qu'il va prendre les mesures nécessaires à ce sujet.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): On s'éloigne de la question en attaquant M. Cauchon et je vais y retourner. Je suis prêt à défendre la position que le gouvernement avait parfaitement le droit de faire le contrat, comme il a droit de faire beaucoup d'autres actes qui n'exigent aucunement l'approbation de la Chambre. Il est entendu que le député de Montréal-Centre aurait blâmé le gouvernement, quelque action qu'il ait pris. Seulement, cet

acte peut subir la critique. Il ne se rappelle pas que le gouvernement ait promis de soumettre l'affaire à la Chambre avant de la transiger, et pourtant il a aussi bonne mémoire que n'importe qui, quant à ce qui regarde la législation du pays.

On dit que nous avons violé les droits de la Chambre en concluant un nouveau contrat sans la consulter. C'est au moins une prétention régulière. Il est bien établi par l'usage parlementaire qu'un gouvernement qui possède la confiance du pays, peut et doit souvent sans consulter le Parlement, faire tous les actes nécessaires d'administration et faire les dépenses en conséquence. Où en serions-nous autrement? C'est là un principe élémentaire et je ne comprends pas qu'on vienne l'attaquer aujourd'hui. Ce qu'il y a de plus étrange dans cette affaire c'est que deux fois déjà le contrat a été renouvelé sans avoir soulevé de pareilles objections. L'acte du gouvernement est basé sur deux ou trois précédents. Chaque fois que ces précédents se sont produits, personne n'a protesté.

La meilleure voie à suivre dans ce cas est celle des précédents. En 1862 le contrat a été fait pour dix ans, et en 1865 les termes du contrat ont été modifiés, un mois avant la clôture de la session. Cette année-là, on a voté les estimés en bloc. L'item relatif à l'asile de Beauport s'y trouvait; si on a voté les subsides en détail, on n'eût certes pas fait objection à l'item en question.

La modification des termes et le renouvellement du contrat n'ont pas reçu d'opposition. Et pourtant le gouvernement se trouvait absolument dans la même position qu'aujourd'hui. Est-ce qu'il aurait été plus sage de la part du gouvernement d'attendre l'expiration du contrat? Il se serait trouvé alors à la merci des propriétaires de l'asile.

Dans son discours, M. Chauveau a fait voir qu'en justice pour les propriétaires de l'institution nous étions tenus de les prévenir au moins dix-huit mois d'avance sur ce que nous avions l'intention de faire, mais il est un autre point de la question non moins important pour nous. Il était de la plus grande nécessité pour nous de régler cette affaire. Car si nous avions attendu plus longtemps, nous aurions pu nous trouver dans un grand embarras. Nous nous serions mis à la merci des propriétaires de l'asile, qui auraient pu nous imposer leurs conditions. C'est ce danger que nous avons évité tout en obtenant de meilleures conditions que par l'ancien contrat.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Said that the question was certainly up for discussion, and from that he logically inferred that on the formation of a new contract it would be up for discussion again.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Remembered nothing of the discussion, but the passage of left-handed compliments between

Messrs Bellingham and Cauchon. But, the best way was to go to precedents. In 1862 the first contract was made for 10 years; in 1865 the terms of the contract were changed, a month before prorogation. In that year there were no detailed estimates, the subsidy was voted en bloc, for which the Government was blamed, but even if this item were then on the estimates it would not have been objected. The renewal was within a month of the closing of Parliament. There was then no protest against the contract, though the Government stood exactly in the same position at it does now. There being nothing bad or unconstitutional then, there was none now. As to the opportuneness of the contract, was it not well for the Government with 750 lunatics in their charge, to know, 8 months before hand what they were going to do with them when the contract expired? Was there any man in the House who could show an alternative? Was it possible for the Government to build an Asylum and make arrangements in that time? They would be at the mercy of the proprietors, and then, the censure of the House might justly come down in the day of trouble. He could not see who was to be blamed. Did any one propose a better system?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Mr. Marchand does.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): His system applies only to idiots, who are only one seventh of the number of inmates, and it would not be proper to treat any class but idiots in that manner. Mr. Irvine proceeded to show that the cost of support was smaller than in the United States, Ontario, or St. John, but, of course, the St. John Asylum was a small one. Mr. Holton's attack on the management was unjustifiable, and contrary to the facts. The Board of Commissions and the Medical Supervisors did their work well and thoroughly and there was no complaint heard. He would insist on his propositions: — that the Government had acted constitutionally, had acted wisely and economically, and had done everything that was necessary and possible.

Et étant six heures, M. l'orateur laisse le fauteuil.

Reprise de la séance
à sept heures et demie.

Rapport de comité:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Que la réponse à une adresse, demandant les

pétitions concernant l'acquisition des terres de la Compagnie des pêcheries et des mines de charbon de Gaspé, soit imprimée condensée pour l'usage des membres de cette Chambre.

Votre comité recommande de plus:

Que les départements publics se conforment à une résolution adoptée le 2 décembre 1869.

Que l'imprimeur de la reine soit chargé de faire faire les impressions des différents départements du service public, sujets aux instructions de leur chef respectif.

Adopté.

Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la vallée de Gatineau

M. E. B. EDDY (Ottawa): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la vallée Gatineau.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Chemin à lisses de Québec à Gosford

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la charte du chemin à lisses de Québec à Gosford.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose la troisième lecture du bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Missionnaires Notre-Dame S. J.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer les missionnaires de Notre-Dame S. J.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

William Fahey

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, William Fahey comme notaire.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Subsides

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement, qui a été proposé aujourd'hui à la question, que cette Chambre concourt avec le

comité dans la vingt-quatrième résolution qui a été rapportée du comité des subsides, mardi, le cinq du courant, lequel amendement était que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "cette Chambre est prête à voter toutes sommes raisonnables pour donner aux aliénés dans cette province les soins que leur triste condition requiert, mais qu'elle regrette que le gouvernement ait passé un contrat qui lie la province pour dix ans, pour un montant de près d'un million et un quart de piastres, quinze jours seulement avant le commencement de cette session, et sans vouloir attendre l'ouverture des Chambres pour demander le consentement du Parlement, ce qui aurait pu se faire sans difficulté, puisque le présent contrat n'expire que le premier mai 1873", soient mis à la place.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Je désire dire un mot sur la question constitutionnelle que j'ai eu l'honneur de soulever au commencement de cette séance. L'honorable solliciteur général a contesté les principes sur lesquels je me suis appuyé. Il verra par les auteurs du droit constitutionnel et notamment dans Todd, que la pratique constante, en Angleterre, est conforme à ces principes. Il est de règle qu'aucun contrat affectant les revenus du pays ne peut être passé par le ministère en dehors du concours des Chambres sans qu'une clause expresse y soit insérée réservant la ratification du Parlement. De plus tout contrat de cette nature doit être déposé sur la table du greffier au moins trente jours avant la discussion ou le vote sur sa ratification. Dans le cas présent, le ministère n'a certainement pas agi de la sorte; c'est par un pur hasard, en effet, que la Chambre a eu connaissance du contrat avec l'asile de Beauport.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Prétend que le gouvernement n'a pas agi contre l'esprit de la loi, si, en fait, il paraît en avoir méconnu la lettre.

Les autorités peuvent donner raison à l'opposition, cela n'affaiblit en rien la position du gouvernement.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Le contrat n'a pas été présenté à la Chambre, qui en a appris l'existence par hasard.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Spoke as to the reservation clause, which was not laid down by the authority quoted.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Read again to prove that a clause should have been inserted in the contract, which made its adoption subject to the pleasure of Parliament.

M. M. LAFRAMBOISE (Shefford): C'est pour moi la deuxième fois que j'entends parler

de cette question, et je crois que le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), a démontré la conduite irrégulière du gouvernement. Il est facile à un gouvernement de se sortir de ses ennuis en oubliant ses promesses.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): L'admission du député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham) a déjà réglé cette question.

M. M. LAFRAMBOISE (Shefford): Ce n'est pas là la question principale. La question principale est de savoir si le gouvernement est justifiable d'avoir agi comme il l'a fait. M. Holton a clairement démontré que la conduite du ministère était inconstitutionnelle. Je suis convaincu et personne ne peut être d'un autre avis que le gouvernement a cédé à la pression politique de quelqu'un.

Si nous sanctionnons cette conduite nous permettrions au gouvernement de tout faire comme il l'entend. On a complètement négligé le respect dû à cette Chambre, et il est irraisonnable de demander à la Chambre de se soumettre à une telle injustice. Quant à la valeur du contrat, il est défavorable au pays, et le coût d'entretien des aliénés est trop élevé. Je maintiens de plus que le second contrat est moins favorable à la province que le premier.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Interrompt le député de Shefford (M. M. Laframboise) pour corriger ses déclarations au sujet du coût.

M. M. LAFRAMBOISE (Shefford): Selon lui, le coût d'entretien de l'asile de Beauport est trop élevé, et peut être réduit. Le traitement des aliénés n'est pas à la hauteur de celui donné par les institutions religieuses et charitables.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham) a mal compris les discussions antérieures, dans lesquelles il n'a d'ailleurs pas joué un rôle important.

Je me souviens parfaitement de ces discussions et je puis affirmer que le gouvernement n'a jamais promis de consulter la Chambre avant de passer un nouveau contrat avec les propriétaires de l'asile.

Deux sessions se sont déroulées sans que personne ne blâme la conduite de cette affaire par le gouvernement. La clameur des journaux contre le gouvernement qui garderait des aliénés et des épileptiques en prison est sans fondement, car j'ai souvent visité les prisons. Ces accusations ne procèdent pas des faits. On s'étonne que le nombre des aliénés ait tant augmenté alors que la population n'a pas augmenté autant que prévue. L'augmentation est seulement apparente, et s'explique par le fait que les aliénés et idiots autrefois gardés à la maison sont désormais placés dans de telles institutions.

Le gouvernement a exercé ses devoirs et privilèges, et tenté de le faire aussi économiquement que possible: et jamais on l'a blâmé d'une telle conduite dans le passé. S'il avait attendu dix-huit mois, il eût été à la merci des propriétaires de l'institution, alors que maintenant le gouvernement reste maître de la situation. Si les idiots étaient dispersés dans les institutions religieuses, on imposerait une tâche énorme et coûteuse à l'inspection du gouvernement.

Le gouvernement a agi selon la constitution et dans les meilleurs intérêts du public; la motion de censure est donc inutile et gratuite.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Dit que le but de l'asile est la guérison autant que la détention. Il est bien certain qu'à quelques exceptions près, ces malheureux ne reprendront jamais tous leurs sens. Quant à la discussion du premier contrat, il peut l'éclairer puisqu'il y a participé. Il se souvient qu'une telle promesse avait alors été faite indirectement.

Il désire aussi demander au gouvernement s'il n'y a pas un autre moyen moins lourd et moins coûteux que l'actuel système pour entretenir les idiots.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Ne partage pas l'opinion des députés qui veulent disperser les aliénés dans des institutions religieuses. Ils doivent plutôt recevoir un lieu de retraite à part, sous la surveillance immédiate du gouvernement. Le gouvernement aurait dû consulter la Chambre avant d'engager la somme annuelle de \$114,000 et s'il ne l'a pas fait, c'est que des intérêts personnels ont dû jouer. L'intervalle entre la signature du contrat et l'ouverture de la session est si court, que le gouvernement doit être censuré, ne serait-ce que par respect des députés de cette Chambre. Ce qui est sûr, c'est que la question a été discutée avant d'être présentée à la Chambre; le gouvernement ne peut pas avoir ignoré la gravité de ce qu'il faisait.

Je regrette d'avoir à voter contre le gouvernement; mais je ne puis trouver aucune justification de sa conduite. Il m'est toujours pénible de voter contre le gouvernement.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Est-ce que vous désirez être le shérif de Montréal?

M. F. DAVID (Montréal-Est): N'étant pas des Trois-Rivières, je ne puis avoir ce désir. Je crois que la Chambre abdiquerait si elle votait contre l'amendement de M. Joly.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai remarqué que le grand soin du ministère, dans la présente discussion, a été de changer le terrain sur lequel l'opposition s'est placée. La seule question sur laquelle la Chambre est appelée à voter est de savoir si oui ou non elle a le droit d'être consultée quand il s'agit de contrats entre la province et des particuliers, contrats qui affec-

tent nos revenus. Ce n'est pas là un acte ordinaire d'administration comme l'a prétendu l'honorable solliciteur général. En effet il est absurde de prétendre que la Chambre n'avait pas le droit d'être consultée avant l'adoption d'un contrat dans lequel l'on dispose de la dixième partie de notre revenu. De ce que d'autres contrats ont été faits dans d'autres circonstances semblables, cela ne prouve rien: deux mauvaises actions, en effet, n'en font jamais une bonne. J'espère que la Chambre se montrera jalouse de sa dignité, affirmera énergiquement ses droits les plus importants, et désapprouvera le gouvernement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Est): Le gouvernement n'a jamais cherché à changer le terrain de la discussion comme M. Joly l'en accuse. Au contraire j'ai moi-même suivi M. Joly pas à pas et je crois avoir complètement réfuté tous ses arguments. Le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton) nourrit de bien curieuses illusions quand il parle de monstrosité et de famine dans les asiles. Des faits connus du public contredisent ces allégations. Le gouvernement a reçu tous les arguments, il a triomphalement repoussé toutes les attaques de l'opposition et détruit les arguments construits avec de faux renseignements. Le vote de confiance est un truc politique pour se faire du capital, pas très honorable d'ailleurs.

J'ai déjà dit qu'on pourrait tout changer le système en achetant les édifices, mais nous n'en avons pas pour le moment les moyens; nous avons fait ce qu'il restait de mieux, en obtenant pour dix ans ce qui est manifestement un grand avantage.

Nous verrons par ce vote si le gouvernement possède toujours la confiance du pays.

L'opposition a voulu faire de cette question une question de non confiance: le gouvernement accepte le défi. Je suis convaincu que la Chambre ne tient pas à nous voir remplacés par nos amis de l'opposition; j'ai confiance dans le vote qu'elle va donner.

M. G. LaROCQUE (Chambly): L'honorable premier ministre nous disait au commencement de la session qu'il n'avait convoqué les Chambres que pour le plaisir de rencontrer les députés. Il tient évidemment à prouver son dire. Je ne vois pas, en effet, pourquoi on nous convoque si le ministère se charge de faire d'avance notre besogne. Ce ne peut être que pour satisfaire le désir qu'ont les ministres de nous voir et celui que nous avons de voir les ministres. Avouons que nos plaisirs coûtent cher à la province.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Je ne désire aucunement que les arguments que je vais employer aient pour résultat de faire la place des honorables ministres. Sous ce rapport, l'honorable premier ministre peut être tranquille.

Je désire simplement dire quelques mots sur un sujet qui me paraît très important, et donner les raisons de mon vote.

Il n'est pas nécessaire d'avoir de bien grandes connaissances de droit constitutionnel pour voir que la conduite du ministère a été irrégulière. Sous un gouvernement absolu, les choses se passent comme le désirerait le gouvernement; mais dans un pays libre il en est autrement. Si les Chambres ne sont pas, en effet, inutiles, c'est surtout sur une question comme celle dont il s'agit maintenant qu'elles doivent être consultées. Il s'agit de l'appropriation d'une partie considérable de notre revenu; or depuis quand peut-on faire cela sans le consentement préalable des Chambres? Le vote des subsides est le plus important, le premier des droits de cette Chambre, celui pour lequel le Bas-Canada a le plus longtemps et le plus énergiquement combattu. Il s'agit de savoir en ce moment, si la Chambre est disposée à se laisser enlever ce droit précieux. C'est là toute la question. On a eu tort, du côté de l'opposition comme du côté ministériel, de discuter la valeur du contrat, la bonne ou la mauvaise foi du ministère. Il ne s'agit aucunement de cela. Pour ma part, je crois le contrat avantageux, les intentions des ministres excellentes; mais, dans mon opinion, le ministère a commis, avec les meilleures intentions du monde, une faute déplorable qui consacre un principe contraire à la dignité de cette Chambre et au premier de ses privilèges. Pour cette faute, je ne puis l'absoudre et je voterai en faveur de l'amendement de M. Joly.

Pour ma part, je crois que les aliénés devraient être répartis dans des institutions charitables et religieuses; un tel système bénéficierait aux aliénés et aux institutions mêmes.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Cassidy, Daigle, David, de Beaujeu, Fournier, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, LaRocque, Marchand, Mollé, Sanders et Sylvestre, 16.

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Brigham, Cauchon (solliciteur général), Chauveau (procureur général), Dorion, Dugas, Fortin, Gagnon, Gendron, Gosselin, Hearn, Houde, Irvine, Langevin, Larochelle, LaRue, Laval-lée, LeCavalier, Locke, Lynch, Mail-loux, Malhiot, Méthot, Ouimet, Pelletier (L'Assomption), Pelletier (Bel-lechasse), Picard, Poupore, Pozer, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Sawyer et Verreault, 35.

Ainsi il est résolu dans la négative.

Ladite vingt-quatrième résolution est alors adoptée.

La Chambre procède à prendre en considéra-

tion les 91e, 92e et 93e résolutions, qui ont été rapportées du comité des subsides, mardi le 5 du courant, lesquelles sont lues de nouveau comme suit:

91. Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille deux cent deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

92. Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

93. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer des dépenses générales pour le département des Terres de la couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du clergé, le domaine de la couronne, la seigneurie de Lauzon et bois et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Fait quelques remarques sur la manière défectueuse du gouvernement d'accorder les limites de bois pour une jouissance de 20 ans.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que cette question reçoit la plus grande attention du gouvernement.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Se plaint que le rapport du département des Terres de la couronne a été distribué tard à l'Assemblée. La copie française a été remise seulement hier et la copie anglaise n'est pas encore reçue.

La quatre-vingt-onzième et la quatre-vingt-douzième résolutions sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans la quatre-vingt-treizième résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Aide aux chemins de fer

M. J.-H. BELLEROSE (Laval): Fait rapport à la Chambre que le comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant la subvention à être accordée à certaines compagnies de chemins de fer a passé deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit:

1. Que nonobstant ce qui peut être contenu dans l'acte de cette province, trente-deuxième Victoria, chapitre cinquante-deux, à ce contrai-

re, lorsqu'une moitié non interrompue d'aucun des chemins de fer désignés dans ledit acte ou de la partie du chemin de fer Intercolonial de Saint-François et Mégantic, désigné dans la section treizième de l'acte de cette province, trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, ou qu'aucune section de pas moins de vingt-cinq milles en longueur, aura été achevée et mise en opération, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la demande de la compagnie, payer pour telle moitié, ou pour telle partie de chemin, le montant entier du subside converti, accordé par ledit acte en proportion du nombre de milles ainsi achevés.

2. Que tel paiement pourra être fait soit en argent, ou en débentures capitalisées du gouvernement, et que les dispositions des sous-sections quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième, de la cinquième section dudit acte, s'appliqueront auxdites débentures en la même manière qu'aux débentures converties et mentionnées dans lesdites sous-sections et assujettira la compagnie et le chemin de fer, et toutes propriétés et dépendances de ladite compagnie, aux mêmes obligations et conditions auxquelles elle eut été obligée, si le subside annuel eut été payé, ou des débentures émises en vertu dudit acte.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose l'adoption du rapport. Il dit que le but des résolutions est également de payer les subsides au prorata à la construction de la voie par 25 milles achevés.

Lesdites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Colonisation

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte de cette province, trente-deux Victoria, chapitre cinquante-deux, concernant la subvention à être accordée à certains chemins de fer de colonisation.

Adopté.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre s'ajourne à onze heures.

Séance du 9 décembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à deux heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Bachand, la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Saint-Hyacinthe et autres.

Par M. Tremblay, la pétition de Job Bilodeau et autres, des townships de Métabetchouan et Charlevoix; et la pétition de David Tessier et autres, des townships de Tremblay et Simard, toutes du comté de Chicoutimi.

Par M. Lafontaine, la pétition du révérend J.-B. Champeau et autres, de la paroisse de Saint-Michel-Archange, comté de Napierville.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition des soeurs de l'asile de la Providence, de la cité de Montréal.

Par M. Mailloux, la pétition du révérend J.-B. Gagnon et autres, des paroisses de Trois-Pistoles et Sainte-Françoise.

Par M. Picard, la pétition de R. H.G. Chapman et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De René-Auguste-Richard Hubert, Louis-Joseph-Amédée Papineau et John Sleep Honey, protonotaire conjoint de la cour Supérieure et greffier de la cour de Circuit pour le district de Montréal; demandant qu'il soit ajouté un certain proviso au bill concernant les dépôts judiciaires et autres.

De Andrew Allan et autres, de la cité de Montréal; demandant que le bill concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges ne devienne pas loi, et pour autres fins.

De M. W. Simpson et autres, de la paroisse de Montréal; demandant certaines restrictions, dans le cas où l'acte concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges serait adopté.

Du conseil de ville de la ville de Sorel; demandant que les deniers provenant de l'octroi des licences pour la vente des liqueurs spiritueuses dans les limites de la ville de Sorel, soient imputés comme fonds d'amortissement sur l'emprunt effectué par ladite ville de Sorel du fonds consolidé d'emprunt municipal.

De J.-Bte. Garneau et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pérade, comté de Champlain; demandant de l'aide pour "L'académie de garçons du village de Sainte-Anne-de-la-Pérade."

Des révérendes soeurs du couvent du Sacré-Coeur de Somerset; demandant de l'aide.

Du révérend Frs. Ed. Moore et autres, de la paroisse de Saint-Frédéric, et du révérend J.-B. Villeneuve et autres, de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, tous du comté de Beauce; demandant respectivement que le juge nommé pour

les districts de Beauce et Montmagny, soit tenu de résider dans les limites du district de Beauce, et demandant qu'il ne soit pas nommé de magistrat stipendiaire pour le district de Beauce.

De P.-B. Benoit et autres, les officiers et directeurs de la Société d'agriculture du comté de Chambly; demandant de l'aide pour l'empierrement des chemins.

Du révérend Jos. Alfred Pérusse et autres, du township de Cabans et de la seigneurie de Madawaska et Témiscouata, dans le comté de Témiscouata; demandant de l'aide pour le chemin Mailloux.

De Bellarmin Lapierre et autres, de la paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac Etchemin, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour la continuation du chemin Dorchester entre les townships Langevin, Ware et Metgermette.

De James McLintock et autres, du township de Cranbourne, comté de Dorchester, et de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce; demandant de l'aide pour un chemin dudit township de Cranbourne à la paroisse de Saint-François.

De John Brennan et autres, des townships de Frampton, Standon, Cranbourne, Ware et Langevin, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour un chemin du township de Frampton à l'église de Sainte-Marie.

De Jean Vallière et autres, des townships de Frampton et Cranbourne, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township de Frampton.

De P. Cassidy et autres, du township de Cranbourne, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township de Cranbourne.

De Patrick O'Reiley et autres, de la paroisse de Saint-Edouard-de-Frampton, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour le chemin de la 3^{me} et 4^{me} concessions de Saint-Edouard-de-Frampton.

Du révérend F.-X. Méthot et autres, du township de Standon; demandant l'ouverture d'un chemin entre les 3^{me} et 4^{me} rangs du township de Standon.

Ordonné. Que la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Saint-Hyacinthe et autres, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant des dispositions spéciales pour la construction d'une église paroissiale dans la paroisse de Saint-Hyacinthe-Confesseur, et pour d'autres fins, est reçue et lue.

Rapport de comités:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivant-

tes, et trouve que les avis requis ont été donnés:

La pétition de W. J. Ward et autres, du township d'Ireland, dans le comté de Mégantic, demandant la passation d'un acte pour détacher certains rangs dudit township d'Ireland et d'en former une municipalité distincte.

La pétition de la Corporation de la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte.

Votre comité a, de plus, examiné la pétition du conseil municipal de la paroisse de Saint-Roch de Québec-Sud, demandant que le nom de cette municipalité soit changé et pour d'autres fins, et trouve que les avis n'ont pas été donnés et ne peut recommander la suspension de la 51^e règle.

Il est ordonné que cette partie du rapport ayant trait à cette pétition soit renvoyée de nouveau audit comité pour y être reconsidérée.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant la souscription de parts ou l'aide à donner aux chemins de fer par les municipalités.

Accordé.

Dépôts judiciaires

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant les dépôts judiciaires et autres. Il dit que le comité a favorablement reçu les amendements du député de Drummond-Arthabaska (M. W. Laurier).

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Pense qu'on devrait lire la requête de ceux qui seront touchés par l'adoption de ce bill pour connaître tous les points de vue, car la mesure est importante et apporte des changements majeurs.

Il présente une requête des protonotaires de Montréal, MM. Honey, Hubert et Papineau demandant que la clause du bill de M. Oumet, qui les prive de toucher l'intérêt remis en dépôts dans leurs bureaux, ne soit pas adoptée. Ils représentent que leurs revenus sans cet émolument ne sont pas assez élevés et qu'ils devraient être traités comme les shérifs de Québec et de Montréal qu'on a privés de l'usage des dépôts tout en élevant leurs revenus.

La requête est alors lue.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il regrette d'être forcé par cette même pétition de déclarer à la Chambre que la loi actuelle était proposée uniquement à cause de défalcons qui ont eu lieu dans le greffe de Montréal. Il y a eu là une défalcons au montant de \$40,000. Il est temps que cela finisse.

Cette requête des protonotaires de Montréal me surprend: moins que tous les autres ils devraient se plaindre du bill, car ils savent qu'il

y a eu des détournements de fonds pour des montants considérables dans leurs bureaux et ils devraient comprendre que c'est pour prévenir le retour de semblables fraudes que le bill a été présenté. De quels droits touchent-ils l'intérêt des fonds placés en dépôt entre leurs mains? En vertu de l'usage, dit-on? Eh bien, c'est un mauvais usage qui doit finir au plus tôt. Ils n'avaient aucun droit à ce revenu, et je crois que si les créanciers eussent réclamé cet intérêt, les tribunaux leur auraient donné gain de cause.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Dit que le procureur général aurait dû ajouter que le mal était commun aux bureaux du shérif et à celui des protonotaires. Des malversations avaient eu lieu là aussi.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appelle l'attention du trésorier sur le fait qu'il y a eu dans les bureaux des protonotaires des montants d'argent considérables qui ne sont pas réclamés et que le gouvernement devrait retirer. Dans son témoignage devant la commission du service civil, M. le protonotaire Fiset dit qu'un montant d'argent assez élevé et non réclamé était dans son bureau.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Approuve la mesure qui vise à supprimer des abus qui ont trop longtemps existé. Le bill a besoin de quelques changements, et il donnera son appui à ces amendements.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements. Il est ordonné que le bill ainsi amendé soit réimprimé.

Message du lieutenant-gouverneur:

M. N.-F. BELLEAU: Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative des estimés supplémentaires des sommes requises pour les services de l'année fiscale finissant le trente juin mil huit cent soixante treize, et en conformité des dispositions de la 54^{ème} section de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, il recommande ces estimés supplémentaires à l'Assemblée législative. (Document de la session, no 14.)

Hôtel du gouvernement,
Québec, 9 décembre 1871.

Que ledit message, ainsi que les estimés supplémentaires qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

Actes de courage

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Se lève pour attirer l'attention du gouvernement sur un sujet d'une poignante actualité; il veut parler des désastres dont le Saint-Laurent vient d'être le théâtre et des actes

d'héroïsme qu'ils ont provoqués de la part des habitants de la rive. Il croit qu'il est du devoir du gouvernement provincial d'attirer sur ce sujet l'attention du gouvernement fédéral, qui a seul juridiction dans les questions de navigation, afin que ces actes de dévouement ne passent pas sans récompense. Une médaille pourrait être créée pour honorer le courage, ou même dans certains cas des secours d'argent pourraient être donnés aux braves gens qui ont mis tout ce qu'ils avaient à la disposition des marins en détresse. Le pays entier, tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de notre navigation, doivent avoir à coeur d'encourager et de récompenser la noble conduite qu'il signale à l'admiration du monde.

L'honorable député lit un passage d'une correspondance du *Chronicle* qui raconte l'héroïque conduite de cinq habitants qui ont failli périr en allant au secours d'un équipage.

Il ajoute qu'à ces traits on reconnaît les descendants de cette race généreuse et aventureuse qui a implanté sur ces rivages lointains la civilisation et le christianisme.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Remercie l'honorable député de sa bonne pensée; le cabinet prendra la chose en considération et n'épargnera rien pour adopter quelques mesures dans le but de faire récompenser un héroïsme qu'il honore, sans cependant sortir des bornes de sa juridiction. Il

suggère qu'en attendant les membres de la Législature signent une adresse au gouvernement fédéral attirant son attention sur le sujet.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que si, à la prochaine session, le gouvernement vient demander à la Chambre un vote pour couvrir une somme dépensée pour cet objet, il aura l'appui de tous les députés.

M. P. FORTIN (Gaspé): Dit aussi quelques mots.

Le drainage

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande la permission de parler d'un autre sujet et dont parle le discours du trône d'Ontario: le drainage. L'honorable député dit qu'en Angleterre on dépense énormément pour cette utilité publique. Il attire l'attention du ministère au sujet de l'importance de cette question.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

1. Qu'une somme n'excédant pas neuf cents

piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du palais de justice et de la prison de Bonaventure, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du palais de justice et de la prison de Gaspé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution catholique des sourds-muets, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'ouvroir de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'arpentage d'exploration spéciale pour la continuation du chemin de Gosford, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Belmont (Wakeham), Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, Yamachiche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions.

Magistrats de district de cette province.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau la loi concernant les magistrats de district en cette province. Il ajoute que ces cours de justice fonctionnent très bien jusqu'ici.

M. A. GAGNON (Charlevoix): Dit que les

services du magistrat stipendaire, chez lui, M. Horace Cimon, n'étaient pas utiles dans certaines parties du comté et que le gouvernement devrait fixer sa résidence sur la côte nord où il peut être de quelque utilité; il demande que M. Cimon soit envoyé à la pointe aux Esquimaux.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Espère que le gouvernement jugera à propos de ne pas nommer d'autre magistrat avant de savoir si le gouvernement fédéral nommera un juge résident dans chaque district.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Prend aussi la parole.

Compagnie de chemin de fer
de jonction de la Pointe-Lévis
et de l'Anse-aux-Sauvages

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe de Lévis et de l'Anse-aux-Sauvages.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer
de jonction de Missisquoi

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte relatif à la compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Village de Berthier

M. L. SYLVESTRE (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 29e Victoria, chapitre 61, intitulé: Acte pour incorporer le village de Berthier, et pour l'ériger en ville.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité des bills privés; et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Message du Conseil législatif:

Plans et livres de renvois
des cadastres

Le Conseil législatif a passé un bill, intitulé: Acte pour amender la loi concernant les plans et livres de renvois des cadastres, auquel il demande le concours de cette Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), la première lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: Acte pour amender la loi concernant les plans et livres de renvois des cadastres.

Adopté.

A six heures, la Chambre s'ajourne.

Séance du 11 décembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Bibliothèque

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Attire l'attention de l'orateur sur le fait qu'une foule de personnes étrangères à la Chambre n'ayant pas obtenu le privilège de fréquenter le cabinet de lecture, le remplissent au grand inconvénient des députés.

L'ORATEUR: Dit qu'il est au courant de ce qui se passe. Il a averti le sergent d'armes d'expulser toute personne qui n'est pas autorisée à fréquenter ce lieu.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Trouve qu'il y a un trop grand nombre de fumeurs dans les couloirs du Parlement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Partage l'avis du député de Montréal-Centre. Il faut observer que cette manie de fumer dans les couloirs est non seulement un inconvénient mais un véritable danger.

Il parle aussi des personnes non autorisées qui circulent dans les bureaux de la Chambre et qui retardent ainsi le processus des affaires publiques.

L'ORATEUR: Dit qu'il corrigera aussi cette situation.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Joly, la pétition de F.-X. Déry et autres, de la cité de Québec.

Par M. Gendron, la pétition de Jos. Sabourin et autres, de la paroisse de Saint-Hubert, comté de Chambly.

Par M. Pozer, la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton, la pétition du révérend J.-R. Desjardins et autres, de la paroisse de Saint-Côme, la pétition du révérend Charles Hallé et autres, des townships d'Aylmer et Gayhurst, la pétition du révérend J.-B. Villeneuve et autres, de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, et la pétition de P. Cadieux et autres, des townships de Lambton et Price, toutes du comté de Beauce.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Job Bilodeau et autres, des townships de Métabetchouan et Charlevoix, et de David Tessier et autres, des townships de Tremblay et Simard, toutes du comté de Chicoutimi; demandant la remise d'une partie des rentes et intérêts dus au gouvernement sur les terres de leur

localité, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

Des soeurs de l'asile de la Providence, de la cité de Montréal; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Institution des sourdes-muettes de ladite cité, soit continuée et augmentée.

Du révérend J.-B. Champeaux et autres, de la paroisse de Saint-Michel-Archange, comté de Napierville; demandant de l'aide pour l'empierrement des chemins.

De R. H. G. Chapman et autres; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de Kingsbury.

Du révérend J.-B. Gagnon et autres, des paroisses de Trois-Pistoles et Sainte-Françoise; demandant de l'aide pour l'ouverture d'une route dans la seigneurie de Trois-Pistoles et le township Bégin.

Rapport de comités:

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, compagnies de mines ou manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de Waterloo et Magog, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch de Québec Sud, qui a été référée de nouveau à ce comité pour reconsidération, et trouve, malgré les explications qui lui ont été données par le maire de ladite municipalité, qu'il ne peut recommander la suspension de la 51^e règle de cette Chambre.

Votre comité a, de plus, examiné la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Saint-Hyacinthe, et autres, demandant des dispositions spéciales pour la construction d'une église paroissiale dans la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, et pour autres fins, et trouve qu'il n'y a pas eu d'avis de publiés dans les journaux, mais il a été démontré à votre comité que les intéressés ont été suffisamment informés de la demande, et votre comité, en conséquence, recommande humblement à votre honorable Chambre la suspension de la 51^e règle.

Introduction de bills:

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à un bill pour établir un ordre de choses exceptionnel et

particulier à la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale, qui deviendra la cathédrale de l'évêque de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire ledit bill.

Accordé.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des licences pour la vente d'alcool dans les épiceries.

Accordé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser les directeurs des écoles d'industrie et de réforme, et de certaines institutions de charité, de mettre en apprentissage ou de placer au dehors les enfants qui sont sous leur direction.

Accordé.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette province, 32 Victoria, chapitre 22, concernant les jurés et jurys.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte trente-quatrième Victoria, chapitre 8, concernant les registres de l'état civil dans une certaine partie du district de Saguenay.

Accordé.

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose que la 60^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport au bill pour donner au Synode du diocèse de Montréal pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques par lettres patentes.

Adopté.

Interpellations:

Juge de Montmagny et de Beauce

M. T. FOURNIER (Montmagny): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'obliger le juge nommé pour remplir les fonctions judiciaires dans les districts de Montmagny et de Beauce d'aller résider à Montmagny, comme ses prédécesseurs?

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Le gouvernement a intimé à M. Bossé d'aller résider à Montmagny, nous ne pouvons faire plus. Les juges étant payés par le gouvernement fédéral, c'est peut-être à ce dernier qu'appartient le droit de fixer la résidence du juge.

Gazette officielle

M. V. ROBERT (Rouville): Demande quand

le gouvernement, conformément à la promesse qu'il en a faite en réponse à une interpellation du 1^{er} décembre 1870, se propose d'envoyer la Gazette officielle à toutes les municipalités du Bas-Canada, afin de tenir le public au courant de toutes les ventes de terres annoncées par le shérif, ainsi que de toutes les décisions et de toutes proclamations émises par le gouvernement de la province de Québec?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): A compter du 1^{er} janvier prochain.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Attire l'attention du gouvernement sur le fait que son bill pour prévenir les pots-de-vin et la corruption aux élections, est devant le comité depuis plus de vingt jours sans être encore imprimé.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Attire l'attention du gouvernement sur le nombre d'employés au département des Terres de la couronne et de la mauvaise administration de ce département.

Département de l'Instruction publique

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, toute correspondance entre les départements de l'instruction publique et certaines personnes qui ont offert de se charger de faire une série de livres d'enseignement pour l'usage des écoles communes.

Adopté.

Limites à bois

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), aussi qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état de toutes demandes ou applications actuellement pendantes devant le gouvernement ou le département des Terres de la couronne, dans le but d'obtenir des licences pour l'exploitation de limites à bois; indiquant les noms, résidences, l'occupation, genre d'industrie ou de commerce des personnes faisant telles demandes; l'étendue et la situation des limites mentionnées dans leurs applications; et si le gouvernement a fait faire ou se propose de faire faire l'exploitation qui doit précéder l'octroi desdites limites.

Il est venu à la connaissance du public qu'une foule de coupes de bois ont été accordées à des gens nullement engagés dans le commerce de bois. J'ai acquis la certitude que l'octroi des terres est devenu matière d'agiotage

et de spéculation. Le rapport du commissaire des terres de la couronne le prouve assez. Il avoue que ces terres n'ont pas été accordées pour l'exploitation immédiate, mais pour les protéger. Ces terres n'ont pas été vendues à l'encan, et c'est ce que la Chambre apprendra avec surprise. Il les a cédées à vil prix pour récompenser des partisans. Des marchands de Québec, après avoir obtenu des coupes de bois, ont dit que ces terres valaient un million.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je ne sais pas ce que M. Fournier entend par agiotage mais je le trouve un peu sévère, s'il ne veut pas dire que les acquéreurs des limites ne devraient pas tirer tout le profit qu'ils peuvent. Il est faux que nous cédions les limites à meilleur marché que par le passé, et pour s'en convaincre on n'a qu'à consulter le rapport du commissaire. Les sommes que les acquéreurs doivent déposer en achetant et qu'on appelle bonus sont beaucoup plus considérables qu'autrefois. M. Fournier trouve étrange que nous accordions des limites à des gens qui ne sont pas engagés dans le commerce de bois. Mais si on ne leur permet d'acheter des coupes de bois, comment pourront-ils commencer à se livrer à ce commerce? Il me semble que M. Fournier veut créer en faveur des marchands de bois un monopole en contradiction avec ses idées démocratiques.

L'expérience a prouvé que le système de vendre les limites dans le bureau du commissaire est beaucoup plus avantageux que celui en vertu duquel on les met à l'enchère. Sous l'empire de ce dernier système, les marchands de bois s'entendaient pour ne pas enchérir et des terres d'une grande valeur passaient entre les mains des marchands pour une somme moindre que leur valeur.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Affirme que l'on spéculait sur les terres publiques. Des marchands de bois ont acquis des limites pour les vendre à des prix bien plus élevés que celui qu'ils avaient payés.

Le gouvernement retire sous forme de taxe très peu de revenu de ces ventes qui laissent aux spéculateurs des profits énormes.

Il faudrait que le gouvernement établisse un mode de vente où la concurrence se pratique ouvertement; de la sorte, le gouvernement en retirerait des revenus plus substantiels.

M. T. FOURNIER (Montmagny): M. Chauveau s'efforce de montrer une contradiction entre mes idées démocratiques et mes paroles à l'égard des spéculateurs. Il aime mieux sans doute la liberté qui lui permet de favoriser ceux qui lui ont fait escorte pendant la dernière élection.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): M. Fournier n'a nullement prouvé qu'il n'y a pas de contradiction entre ses idées démocratiques et le monopole qu'il voudrait créer en faveur de marchands de bois. Quant à

ses attaques personnelles, je crois devoir m'abstenir d'y répondre.

Adopté.

Conseil de l'Instruction publique

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état du nombre de livres choisis par le conseil de l'Instruction publique et approuvés conformément à la loi, pour l'usage des écoles communes de cette province.

Adopté.

Lois de la chasse

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Assurances mutuelles des fabriques

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la loi relative aux assurances mutuelles des fabriques en ce qui concerne les diocèses de Montréal et de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

Emmagasinage de la poudre

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), que la Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les poudrières et l'emmagasinage de la poudre.

Adopté.

En comité:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par l'entremise de tel officier ou de telle personne qu'il nommera à cette fin, acquérir du gouvernement de la Puissance du Canada, ou d'aucune autre personne ou personnes, ou ordonner de bâtir un ou plusieurs magasins à poudre, en dedans des limites de cette province.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer, employer ou salarier tels officiers ou telles personnes selon qu'il le jugera nécessaire pour faire le service de la garde, du

maintien et du service d'aucun magasin, à tel montant de salaire ou de gages qu'il jugera convenable.

Adopté.

3. Que de tels magasins peuvent être tenus et gardés, au compte de la province, par les officiers et les personnes mentionnées dans la section précédente, ou peuvent être loués à des personnes privées ou à des compagnies, à tel terme, pour telle rente et en telle manière, qui pourra être fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil; sujet dans chaque cas aux dispositions de l'acte de cette province, trente et unième Victoria, chapitre vingt-sept, excepté la seconde et la sixième sections dudit acte qui ne s'y rapportera point.

Adopté.

4. Que les taux qui peuvent être demandés et reçus pour l'emmagasinage de la poudre dans tels magasins, peuvent être réglés par l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux termes et aux conditions qu'il jugera à propos, autoriser le paiement par le trésorier, d'un subside, à une ou à plusieurs personnes, pour venir en aide à la construction, dans ou près de la cité de Québec ou de la cité de Montréal, d'aucun magasin ou magasins, en vertu des dispositions de ladite 31^e Victoria, chapitre 27, pourvu que nul tel subside n'excède le montant d'un tiers du prix de revient de tel magasin; et que les plans, devis, demande de soumission et le contrat pour telle bâtisse aient été préalablement approuvés par le commissaire d'Agriculture et des Travaux publics.

Adopté.

Résolutions à rapporter.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit maintenant reçu.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Québec-Centre (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides accordés à Sa Majesté.

Adopté.

La Chambre reçoit les résolutions adoptées par le comité des subsides, à la séance du 9 décembre.

Cadastres

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender la loi concernant les plans et livres de renvois des cadastres".

L'objet du bill est d'étendre à six mois le délai à la suite duquel la loi des cadastres sera en vigueur.

Adopté

La Chambre s'ajourne à cinq heures.

Séance du 12 décembre 1871

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Bibliothèque

L'ORATEUR: J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité spécial nommé pour aider M. l'orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme membre du comité conjoint de la bibliothèque.

Voici ce rapport :

Votre comité a examiné les comptes de la bibliothèque, et les a trouvés parfaitement bien tenus et exactement justifiés.

Qu'il a aussi examiné le catalogue que M. le bibliothécaire a préparé pendant la vacance. Ce catalogue est bien complet et d'après une excellente méthode. Votre comité a cru devoir en ordonner l'impression.

Votre comité désire qu'un règlement soit adopté pour faire observer le silence dans la bibliothèque, c'est-à-dire, empêcher qu'on y tienne des conversations à voix haute, et empêcher aussi que les comités, excepté le comité de la bibliothèque, y tiennent leurs séances.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition du révérend F. Brunet et autres, du township de Halifax-Nord comté de Mégantic.

Par M. Méthot, la pétition de Moïse Malhiot et autres, de la paroisse de Sainte-Gertrude et du township de Maddington.

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition de Henry Copping et autres, du township d'Ely, comté de Shefford.

Par M. Molleur, la pétition d'Augustin Choinière et autres, de la paroisse de Saint-Athanase, et la pétition de John Latimer et autres, toutes du comté d'Iberville.

Par M. Chapleau, la pétition du révérend L.-A. Charlebois et autres, de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, la pétition du révérend T.-J. Prud'homme et autres, de la paroisse de Sainte-Sophie, la pétition du révérend T. Dagenais et autres de la paroisse de Saint-Sauveur, la pétition d'Ovide Gauthier et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines, toutes du comté de Terrebonne, la pétition d'Henry Hogar et autres, des cités de Québec, Montréal, et d'autres places.

Rapport de comités:

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour amender les actes ayant rapport à la Corporation de la cité de Montréal, et pour d'autres fins.

Bill pour donner au Synode du diocèse de Montréal pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques, par lettres patentes.

Votre comité a, de plus, examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement:

Bill pour amender l'acte 29 Victoria, chapitre 61, intitulé: Acte pour incorporer le village de Berthier et pour l'ériger en ville".

Bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de l'Association de la salle Saint-Patrice de Montréal.

Votre comité désire recommander humblement à votre honorable Chambre que l'honorable dû sur le bill en dernier lieu mentionné ne soit pas exigé, pour cette raison que l'emprunt demandé dans ce bill est pour rencontrer les dépenses occasionnées par un accident survenu à la bâtisse de l'Association de la salle Saint-Patrice à Montréal.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Que le 22 novembre dernier il s'est réuni pour prendre en considération la pétition de François Gingras et de François-Xavier Déry; demandant que Jean-Baptiste-Célestin Hébert, écuyer, notaire de la cité de Québec, soit sommé de comparaître à la barre de la Chambre, pour là et alors rendre compte de sa conduite comme officier rapporteur à l'occasion de la dernière élection pour la division électorale de Québec-Centre, qui lui a été référée par votre honorable Chambre.

Qu'à des séances subséquentes de votre comité, les témoins suivants ont été entendus: Louis-Honoré Huot, Jérôme Gingras, Jean-Baptiste-Célestin Hébert, Louis Bourget, Jean-Baptiste Martel, Marc-Aurèle Plamondon, Honoré Mailloux, Lawrence A. Cannon, Charles Côté, Hilarion Blanchet, Rodolphe Tanguay, Charles-Joseph-L. Lafrance, François-Régiste Lepage,

Noël Dubord, Joseph Caouette, Louis-Honoré Fréchette, Henri-Thomas Taschereau, Joseph-Octave Fontaine, Mathias Chouinard, Louis Fortier, Georges-Honoré Simard, l'honorable Thomas McGreevy, Thomas Gilchen, Robert George Patton, l'honorable A.R.C. de Léry, Léon-Philippe Vohl et R.-Pamphile Vallée.

Que votre comité, à sa dernière séance, a adopté les résolutions suivantes:

Que Jean-Baptiste-Célestin Hébert, de la cité de Québec, écuyer, notaire, ayant été nommé officier rapporteur, a, conformément au bref d'élection émané le 29 mai dernier, et rapportable le 14e jour de juillet dernier, procédé à une élection pour la division électorale de Québec-Centre.

Que le jour fixé pour la nomination des candidats, c'est-à-dire le 9 juin dernier, ledit Jean-Baptiste-Célestin Hébert, officier rapporteur, s'étant rendu au husting, y reçut des mains de M. Jérôme Gingras, environ une demi-heure avant midi, une proposition faite par Pierre Baillargeon, écuyer, médecin, l'honorable François Evanturel, Olivier Côté, marchand, Charles-Joseph-Louis Lafrance, instituteur, et secondé par Pierre-Célestin Déry, sellier, François-Xavier Déry, ferblantier, Honoré Mailloux menuisier, Jean-Baptiste Martel, pharmacien; demandant la mise en nomination de Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier, de la cité de Québec, écuyer, avocat comme l'un des candidats à ladite élection.

Que ledit M. Jérôme Gingras se retira ensuite, et que ni les signataires de la proposition ci-dessus, ni d'autres électeurs ne mirent M. Pantaléon Pelletier en nomination, lors de l'appel nominal des candidats par l'officier rapporteur.

Que le seul mode reconnu par la loi pour la mise en nomination des candidats à l'Assemblée législative veut que ceux-ci soient proposés nominalement par des électeurs présents au moment de l'appel nominal par l'officier rapporteur, et qu'un poll soit demandé lorsque plusieurs candidats sont mis en nomination.

Que l'honorable Hector-Louis Langevin, ayant été le seul candidat nominalement proposé à la dernière élection de la division de Québec-Centre, ce comité est d'opinion que l'officier rapporteur a fait son devoir en le proclamant élu, et qu'en conséquence la pétition qui se plaint de la conduite de cet officier n'est nullement fondée.

Que votre comité, pour l'information de votre honorable Chambre, produit avec le présent rapport, les documents suivants: Commission nommant un officier rapporteur pour la division électorale de Québec-Centre.

Proclamation.

Rapport.

Serment d'office.

Serment de clerc d'élection.

Proclamation pour l'ouverture de l'élection.

Papier comportant une mise en nomination de M. C.-A. Pantaléon Pelletier.

Témoignages pris devant ledit comité.

Listes électorales pour les quartiers Saint Jean, Saint Louis, du Palais et Montcalm.

Série de résolutions présentées devant ledit comité.

C'est pourquoi votre comité prend la liberté de recommander à votre honorable Chambre de ne prendre aucune action ultérieure sur ladite pétition, qu'il déclare nullement fondée.

Le tout respectueusement soumis.

Gédéon Ouimet,
Président.

M. L. MOLLEUR (Iberville): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des moyens les plus efficaces pour pourvoir à l'amélioration des chemins publics en cette province. Voici ce rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a passé les résolutions suivantes, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

1. Une subvention provinciale jusqu'à concurrence de cent mille piastres, sera payée annuellement pendant cinq années consécutives, de la manière et conditions ci-après mentionnées pour promouvoir le macadam, le gravoyage ou l'empierrement des chemins publics en cette province.

2. Tout chemin pour donner droit à une subvention, en vertu de ces résolutions, devra être macadamisé, gravoyé ou empierré sur une largeur d'au moins neuf pieds et sur une épaisseur d'au moins six pouces, de pierres d'un volume de pas plus de deux pouces.

3. Lorsqu'un conseil municipal aura, d'après les dispositions du code municipal de la province de Québec, fait macadamiser, gravoyer, ou empierrer un chemin qui ne devra pas être chemin de péage, et pour lequel il voudra obtenir une subvention, il devra faire un rapport au lieutenant-gouverneur ce rapport devra constater la largeur de chemin ainsi macadamisé, gravoyé ou empierré, la description et la valeur de tels travaux, et être certifié sous serment par l'officier principal et le secrétaire de tel conseil, et être accompagné d'une copie du règlement ordonnant tels travaux.

4. Tout propriétaire de chemin de péage qui désirera obtenir une subvention, devra convertir tel chemin de péage en chemin libre et en faire rapport au lieutenant-gouverneur; ce rapport devra constater la longueur de tel chemin, la description et la valeur des travaux, et être certifié sous serment par tel propriétaire.

5. Les travaux faits pour macadamiser, gravoyer ou empierrer un chemin, ne pourront être considérés, pour les fins des présentes résolutions, valoir plus que dix-huit cent piastres par mille de chemin, lors même que le coût desdits travaux serait d'une plus haute valeur.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil, dans le mois de décembre de chacune des cinq années à

compter du premier janvier mil huit cent soixante-treize, pourra ordonner que ladite subvention annuelle de cent mille piastres soit payée à même le fonds consolidé du revenu de cette province aux municipalités et aux personnes y ayant droit, proportionnellement à la valeur des travaux faits par chacune d'elles.

7. Cependant la subvention à être accordée aux dites municipalités et aux personnes y ayant droit, ne devra dans aucun cas, excéder le tiers de la valeur des travaux faits par chacune d'elles.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour déterminer le temps où les statuts de cette province deviendront en force.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Accordé.

Comité des voies et moyens

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

E est résolu que pour faire face aux subsides octroyés à Sa Majesté, la somme de un million sept cent cinquante-deux mille quatre cent quarante piastres et trente-deux centins soit accordée à même le fonds du revenu consolidé de cette province.

Résolution à rapporter.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Interpellations:

Cour du Banc de la Reine

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Called the attention of the Government to the matter which he had referred to, at a previous sitting, the disgraceful scene which had taken place at the last Criminal term of the Court of Queen's Bench in Montreal. Then language the most shameful in the highest tribunal of the country had passed between the presiding judge and the gentleman representing the Attorney General. What he desired to know was whether any step had been taken by the Government in relation to the matter. They could not, in any way, plead ignorance, for the public press had been taken by the Government in relation to the matter. They could not, in

any way, plead ignorance for the public press had spread details of the passage far and wide. One of two things must be true; either the presiding judge is unfit for his high position, or the Queen's Counsel, Mr. Piché, by his improper conduct is no longer worthy of being continued in the public employ. It is impossible that two gentlemen, in such high positions shall be allowed to enact a scene alike subversive of the dignity of our courts and public morality without being called to account. It is impossible that a counsel may apply offensive epithets to a Judge on the Bench without censure. In this instance either the Judge or the Queen's Counsel was to blame, and one or other was to be defended. The matter was of sufficient import to warrant a call for an explanation on the floor of the House, and he asked the question as to whether any steps had been taken in the matter by the Government, as he had promised to.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il est chagrin d'avoir à reconnaître que la scène à laquelle on a fait allusion, est en effet déplorable.

On demande si le gouvernement a pris des mesures pour réprimander l'une ou l'autre des parties en cause; il répond qu'il a suivi cette affaire, mais à titre d'observateur seulement.

Il explique comment les choses ont eu lieu. De l'avis de bien des gens, la surdité du juge Badgley le rend incapable de remplir ses devoirs de juge et c'est cette infirmité qui a été cause de l'incident. Trois jours après le procès Crevier, M. le juge Badgley qui n'avait encore rien trouvé dans la conduite de M. Piché de nature à motiver censure, est revenu sur ses pas et a tout à coup accusé le substitut de mépris de cour. Les paroles du juge ont été très sévères. Le procureur général ajoute qu'il était en cour en ce moment-là. Le juge n'a pas accusé l'avocat de manquer à ses devoirs, mais de n'être pas assez respectueux à son égard personnellement. A son avis, il est évident que le juge n'avait rien entendu. Dans sa réponse au juge, M. Piché a fait usage d'un langage sévère mais en somme respectueux.

Le procureur général ajoute que tout ce qu'il a fait au sujet de cet incident regrettable, il l'a fait officieusement et non pas officiellement, — et il a raison de penser que les résultats en seront bons.

Il rappelle que le gouvernement ne peut contrôler les actions des juges. Ceux-ci sont nommés par le gouvernement fédéral et reçoivent de lui leur traitement. Voilà qui explique pourquoi rien à caractère officiel n'a été tenté pour régler cet incident.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that if the language used by Mr. Piché was respectful, he must have been greatly misrepresented in the papers. But the great point was the statement by the Attorney

General of the incapacity of the learned Judge. As he had made that statement he must be prepared to stand by the responsibility which it entailed upon him, the Federal Government could appoint, but could not dismiss a judge. There were proceedings by which a judge could be honourably retired, or superannuated. The Attorney General had made representations, but not officially. He had represented the incapacity of the Judge to the Minister of Justice. Knowing the incapacity, he had failed in his duty if he had not done so, for the responsibility of the impartial administration of justice lay with him. Where a matter of such gravity came before the attention of the Attorney General, his path was clear, he should represent to the Minister of Justice that a change was necessary.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that he greatly regretted the bringing of this matter before the House for discussion. It was an extremely unfortunate thing that the administration of justice was becoming more lightly regarded by the people, and the discussion of such scenes would not tend to elevate the standard of feeling in this regard. The object of the questions was to blame the Government, or induce the Government to make such representations to the Federal authorities as should lead to the removal of Judge Badgley. It was sadly true that the learned Judge, through age and infirmity had contracted a deafness, and that it was difficult for him to follow closely the proceedings of the Court. But the great services, the impartial and able judgments, and the administrative wisdom of the Judge entitled him to the respect and consideration of the public, and his deficiencies should not be brought before the notice of Parliament.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il n'a point déclaré que, d'après son avis, la surdité empêchait M. le juge Badgley d'exercer ses fonctions, mais qu'il a constaté que c'était là l'avis de bon nombre de gens.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Thought that the Judge had not heard the offensive remarks. The responsibility of keeping a deaf judge, who cannot hear evidence or arguments, to decide in cases of life or death, was a very grave one, and the Attorney-General could not free himself from an imputation of a neglect of duty in not endeavouring to effect a change. The Attorney General is aware of public opinion on this matter, and yet he moves not. He had expected a fuller explanation.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Donne des explications complètes sur l'incident. Tout le mal a été causé par l'indiscrétion d'un journaliste. Lors de l'affaire Crevier, M. Piché avait adressé à la cour quelques observations qui ne sortaient pas des bornes du respect; il avait

ajouté quelques mots plus vifs destinés à ses voisins seulement, mots que ni le juge, naturellement, ni les jurés ne pouvaient entendre, et qui malheureusement furent saisis au vol par un rapporteur qui se tenait à deux pas de là et publiés. Ce sont ces paroles qui ont irrité le juge et l'ont porté aux extrémités regrettables que la Chambre connaît. Quand au langage de M. Piché, il n'a pas été répréhensible et la seule chose condamnable en tout ceci, c'est la présence sur le banc d'un juge hors d'état d'entendre.

Il regrette extrêmement que cet incident ait déjà reçu tant de publicité et il espère que tout est arrangé. L'honorable juge s'est retiré avec les honneurs et le respect qui sont dûs à ses bons et loyaux services.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Résume le débat en disant qu'il est évident qu'il y a dans l'administration de la justice un abus auquel le gouvernement devrait porter remède. Le sujet est délicat, mais on a bien fait de l'aborder et il en restera quelque chose.

Si la population vient à perdre confiance en un juge, sa confiance en la cour du Banc de la Reine baissera.

Ce n'est pas une affaire personnelle mais une affaire publique. La population doit en être informée.

Assurances mutuelles des fabriques

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la loi relative aux assurances mutuelles des fabriques en ce qui concerne les diocèses de Montréal et de Saint-Hyacinthe.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement. Il est résolu que le bill soit

maintenant lu pour la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin à lisses de Waterloo et Magog.

M. T. LOCKE (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de Waterloo et Magog.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de crédit de Montréal

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la compagnie de crédit de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité des bills privés et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que le délai pour recevoir des rapports sur des bills privés soit prolongé jusqu'à lundi, le dix-huit du présent mois, inclusivement.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à quatre heures.

Séance du 13 décembre 1871

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Gosselin, la pétition du révérend Luc Rouleau et autres, de la partie est du comté de Rimouski, la pétition de Cyrille Blanchette et autres, la pétition du révérend Joseph Dumas et autres, et la pétition du révérend Luc Rouleau et autres, de la paroisse de Matane, toutes du comté de Rimouski.

Par M. LaRoque, la pétition de P.-B. Benoît et autres, de la paroisse de Chambly et d'autres lieux.

Par M. Dorion, la pétition de Et. Boucher et autres, du comté d'Yamaska.

Par M. Pozer, deux pétitions de Pierre Bégin et autres, du township de Shenley, et la pétition de T.-S.-A. Bélanger et autres, de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton, toutes du comté de Beauce.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition de la municipalité du township de Stoneham, et la pétition de Henry Crawford et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-Ouest, toutes du comté de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De F.-X. Déry et autres, de la cité de Québec; demandant que le siège de l'honorable Joseph Cauchon, représentant le district électoral de Montmorency, soit déclaré vacant.

Du révérend J.-R. Desjardins et autres, de la paroisse de Saint-Côme, comté de Beauce; demandant que le juge nommé pour les districts de Beauce et Montmagny, soit tenu de résider dans les limites du district de Beauce, et demandant de plus qu'il ne soit pas nommé de magistrat stipendiaire pour le district de Beauce.

Du révérend Chs. Hallé et autres, des townships d'Aylmer et Gayhurst, du révérend J.-B. Villeneuve et autres, de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, et de P. Cadieux et autres, des townships de Lambton et Price, toutes du comté de Beauce; demandant respectivement la remise d'une partie des rentes et intérêts dûs au gouvernement sur les terres de leur localité, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

De Jos. Sabourin et autres, de la paroisse de Saint-Hubert, comté de Chambly; demandant de l'aide pour l'empierrement des chemins.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton, comté de Beauce; demandant de l'aide pour des chemins dans ladite paroisse.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (L'hono-

nable L. H. Holton) que la pétition de F.-X. Déry et autres, de la cité de Québec, demandant que le siège de l'honorable Joseph Cauchon, représentant le district électoral de Montmorency, soit déclaré vacant, soit renvoyée au comité permanent des privilèges et élections.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que la requête ne doit pas être reçue, attendu que le délai pour la présentation des requêtes d'élections est expiré.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Prétend que ce n'est pas une requête d'élection ordinaire. Elle ne conteste nullement la validité de l'élection de M. Cauchon mais elle soutient qu'il n'a pas droit d'avoir un siège dans le Parlement, parce qu'il a passé un contrat avec le gouvernement pour l'asile de Beauport.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Could not consider the petition an election petition in the ordinary sense of the term, because it came under the provisions of the act for the Independence of Parliament. We have had several similar cases, notably that of Mr. Pereault in 1863 who was publisher of a journal which did work for the Government, Mr. Geo. Brown, and Hon. Mr. Evanturel. In these cases the ground taken was not the illegality of the election but the fact that the members were contractors or beneficiaries under the Government, and falling under the provisions of the Independence of Parliament Act, which was very different from the contested election act. A question under the former could come before Parliament at any time, and was not restricted by the fifteen days' clause of the Election Law. The only question was, was there any allegation in proper form to bear upon the case in point.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Showed Mr. Holton that he was wrong in his precedents. He had not seen the present petition, and had only argued from hearing it called in the House.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait lecture de la loi relative à cette affaire. Il est ordonné que les débats soient ajournés jusqu'à demain. Il est ordonné que ladite pétition soit traduite en anglais et imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

Rapport de comités:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Votre comité a examiné divers projets qui lui ont été soumis, concernant la colonisation, l'agriculture et l'immigration, et il a entendu l'honorable commissaire des Terres de la cou-

ronne, M. LeSage, assistant-commissaire des Travaux publics et de l'Agriculture, M. Joly, président du comité de l'Agriculture, M. l'abbé Chartier, agent d'immigration à Coaticook, et M. Vannier agent de la Société forestière de France.

Votre comité s'est aussi occupé d'un projet qui lui a été envoyé par la Chambre sur motion de M. le Dr. Larue, représentant du comté de Portneuf, pour une nouvelle organisation agricole; d'un projet d'organisation d'un département spécial de la colonisation, qui lui a été soumis par M. Dorion, représentant du comté de Richelieu, et de plusieurs autres propositions qui lui ont été soumises par d'autres membres.

Au sujet de l'immigration, votre comité constate avec plaisir les résultats que lui ont fait connaître M. Lesage et M. Chartier. Les efforts de M. l'abbé Chartier, ceux de M. Belle, agent d'immigration à Montréal, ont fait établir dans le pays beaucoup d'immigrés d'Europe, et font revenir un certain nombre de familles canadiennes des Etats-Unis; plusieurs directeurs de fermes écossais sont aussi venus dans le pays et s'y sont établis, sur l'invitation de M. Jones, agent d'immigration dans la Grande-Bretagne, tandis que les efforts de M. Barnard ont amené un commencement d'immigration belge.

Votre comité ne peut qu'approuver le projet de concession en faveur des colons qu'amènera ici la Société forestière de France, qui lui a été soumis par l'honorable commissaire des Terres de la couronne, et cela d'autant plus que d'après ce projet le domaine public ne sera aliéné qu'à mesure que les conditions de la colonisation auront été remplies. Ce projet est joint à ce rapport. Votre comité a pu constater d'après les explications et les renseignements qui lui ont été données par M. Vannier que les colons que ce monsieur se propose d'amener de l'Alsace et de la Lorraine contribueront à la prospérité de cette province en y apportant de nouvelles industries, et il recommande que rien ne soit épargné pour les engager à se fixer dans cette province.

En ce qui concerne l'établissement du surplus de la population des anciennes paroisses sur les terres vacantes de la couronne, et le rapatriement de nos concitoyens émigrés aux Etats-Unis, votre comité est d'avis qu'il résulterait un très grand bien de l'emploi d'un ou de plusieurs agents qui, sous la direction de M. Chartier, parcoureraient les anciennes paroisses et visiteraient les groupes de Canadiens établis aux Etats-Unis.

Au sujet du plan d'organisation d'un département de la colonisation, soumis par M. Dorion, votre comité ne saurait en recommander l'adoption immédiate, mais il espère que dès que les finances du pays le permettront, le gouvernement verra à la nomination de plusieurs inspecteurs des chemins de colonisation sous la direction du commissaire des Travaux publics.

M. Labrière, M. Lesage, M. Gauvreau, et M. Rainhart ont inspecté les travaux de colonisation les plus importants, mais l'étendue des territoires à parcourir, et les autres occupations de ces officiers du département, ne permettent pas toujours que cette inspection se passe d'une manière aussi prompte et aussi complète que la chose serait à désirer. Les divers conducteurs et contracteurs ont cependant besoin d'une certaine surveillance, et votre comité verrait avec plaisir arriver le moment où le gouvernement croirait pouvoir diviser les parties éloignées de la province en plusieurs grandes régions de colonisation, et nommer un inspecteur pour chacune d'elles. Dans l'intervalle, votre comité espère que le gouvernement ne manquera point de se prévaloir de la loi qui lui permet d'employer pour cet objet les agents pour la vente des terres de la couronne, et il espère que des instructions particulières seront données à chacun d'eux dans ce sens.

L'attention de votre comité a été aussi appelée sur l'obstacle que présentent encore à la colonisation les étendues considérables possédées par des particuliers, ou des compagnies qui se refusent à en disposer, à quelque prix que ce soit, ou du moins à des prix convenables. On s'est toujours fié sur le fonctionnement du système municipal, pour remédier à cet inconvénient; mais il est en plusieurs cas insuffisant, et en face de tels obstacles, non seulement votre comité espère que la loi et les règlements des terres de la couronne seront strictement mis en force, en ce qui concerne l'annulation des permis d'occupation, mais que de plus, la plus grande vigilance soit employée pour empêcher que des spéculateurs ne s'emparent des terres au préjudice des colons de bonne foi, et il recommande que tout agent des terres de la couronne, qui tromperait le département et abuserait de sa charge pour favoriser l'accaparement des terres par des personnes qui n'ont point l'intention de les mettre en valeur, soit destitué.

Votre comité est informé que les terres de la Compagnie pour l'exploitation des mines de charbons et des pêcheries de Gaspé, tant dans le comté de Bonaventure que dans le comté de Gaspé, seront prochainement mises en vente, et il est d'avis que la colonisation de cette partie du pays serait grandement activée si ces terres pouvaient être acquises par le gouvernement à des conditions qui permettent de les revendre au même taux que les terres de la couronne en général.

En ce qui concerne le projet qui lui a été renvoyé par votre honorable Chambre, au sujet de l'agriculture, votre comité a appris avec plaisir que l'auteur de ce projet doit le soumettre au conseil d'Agriculture, et votre comité ne voyant rien dans la loi actuelle qui empêche le conseil d'Agriculture de modifier ses règlements dans le sens indiqué, s'il le juge convenable, il s'abstient d'exprimer une opinion sur ce projet.

Votre comité croit, cependant, devoir ajouter que, d'après les observations qui lui ont été

remises par le président du conseil d'Agriculture, les plaintes qui lui ont été faites contre le programme adopté par le conseil, pour les concours pour les terres les mieux tenues, provenant surtout de ce que ce document n'a pas été généralement interprété d'après les vues du conseil, et il apprend avec plaisir que le conseil d'Agriculture se propose de faire disparaître les impressions erronées qui peuvent exister à ce sujet. La question du Homestead ou du patrimoine a été aussi discuté dans votre comité, et si votre comité n'est pas prêt à recommander l'extension aux anciens établissements de la loi qui a été passée en faveur des nouveaux colons, il croit cependant devoir exprimer le désir que l'on accorde une exemption plus étendue en faveur des instruments aratoires, ainsi que des chevaux de labour pour tous les cultivateurs, qui, sur ce point, devraient être mis sur le même pied que les artisans pour les outils nécessaires à l'exercice de leurs métiers, d'après le code de procédure civile.

Le tout respectueusement soumis,

P.-J.-O. CHAUEAU.

Il explique à la Chambre le retard du rapport du ministre de l'Instruction publique, rapport qui est chez l'imprimeur et qui contient des renseignements très utiles.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Se plaint du retard de ces rapports qui, restés manuscrits, ne sont d'aucune utilité pendant la présente session.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Dit qu'on ne connaîtrait pas ces délais l'année prochaine. Le rapport est référé au comité conjoint des impressions.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport: Votre comité a examiné le bill pour autoriser le conseil de comté de Nicolet à ériger la paroisse de Sainte-Maire-de-Blandford en municipalité de paroisse, et rapporte ledit bill sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges, Montréal, et a l'honneur de le rapporter avec divers amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Introduction de bills:

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Demande que la 60e règle de cette Chambre soit suspendue quant à ce qui regarde le bill pour amender les dispositions de l'acte 33 Vict., chap. 46, concernant l'incorporation de la cité de Québec.
Accordé.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Demande la permission d'introduire ledit bill.
Accordé.

Code municipal

Interpellations:

M.T.SANDERS (Huntingdon): Demande si c'est l'intention du gouvernement de fournir à chaque conseiller municipal et à chaque secrétaire-trésorier un exemplaire du code municipal?

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Répond que le gouvernement adresse à chaque conseil quatre ou cinq copies et il considère que c'est suffisant.

Département des Terres de la couronne

M. F. DAVID (Montréal-Est): Demande si le gouvernement a l'intention de diminuer le nombre des employés dans le département des Terres de la couronne.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): J'ignore s'ils sont trop nombreux et il n'est pas prouvé qu'il y en ait trop: je m'informerai et le jour où la chose sera bien établie, on fera comme on a fait dans d'autres départements: on retranchera.

Pouvoirs du Synode de Montréal

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour donner au Synode du diocèse de Montréal pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques par lettres patentes.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Village de Berthier

M. L. SYLVESTRE (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 29e Victoria, chapitre 61, intitulé: "Acte pour incorporer le village de Berthier et pour l'ériger en ville".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L. SYLVESTRE (Berthier): Propose, que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Association de la salle
St-Patrice de Montréal

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau "L'acte d'incorporation de l'Association de la salle Saint-Patrice de Montréal."

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F. CASSIDY (Montréal-Ouest): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Compagnie du chemin à lisses
des comtés de Richelieu,
Drummond et Arthabaska

M. C. GILL (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau "l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska."

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

M. C. GILL (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Corporation de la cité de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les "actes ayant rapport à la Corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins."

Adopté.

Cathédrale de l'évêque de St-Hyacinthe

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés, et la 60^e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Propriétés du gouvernement de Québec

L'honorable P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (L'honorable J.G. Robertson), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente de certaines

propriétés appartenant au gouvernement de Québec, dans la cité de Montréal.

Cette propriété est située entre la rue Claude et la place Jacques-Cartier. Le gouvernement désire vendre cette propriété pour obtenir du prix de vente l'argent pour construire un autre édifice plus convenable pour l'école normale Jacques-Cartier. Les édifices actuels tombent en ruine et sont dangereux, ils doivent être remplacés.

Il informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur, ayant été informé du sujet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

La proposition est adoptée.

En comité:

1. Il est résolu qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire vendre, par encan public, les propriétés appartenant au gouvernement de cette province, dans la cité de Montréal, sur la rue Notre-Dame, entre la ruelle Claude et la place Jacques-Cartier et sur ladite place, et toutes propriétés situées au même lieu qui pourront être transportées et cédées au gouvernement de cette province par celui du Canada.

2. Que l'ordre en conseil établira la division par lots desdites propriétés, la mise à prix de chacun des lots, l'époque à laquelle possession en sera donnée à l'acquéreur et les termes de paiement, et il en sera donné avis au moins trois mois avant la vente, dans la Gazette officielle et dans au moins quatre autres journaux, dont deux en langue française et deux en langue anglaise; et s'il est jugé à propos, ladite vente pourra être ajournée et annoncée de nouveau de la même manière, mais un mois d'avis, dans ce cas, suffira.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra employer le produit de ladite vente à l'achat de terrains et à la construction d'édifices convenables en premier lieu pour l'école normale Jacques-Cartier, à, ou près de Montréal, et en second lieu pour l'école normale Laval, à, ou près de Québec, si le montant le permet.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions.

Dépôt judiciaire

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que le rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill concernant les dépôts judiciaires et autres soit maintenant reçu.

M. M. LAFRAMBOISE (Shefford): Propose sous forme d'amendement, appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour en amender la 18^e clause.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Suggère

plusieurs amendements relativement à l'argent déposé des créanciers absents.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que la nouvelle loi ne fait aucun changement sur ce point.

M. LAFRAMBOISE (Shefford): Répond que l'amendement même prévoit au paiement de l'intérêt que la Chambre pourra régler.

M. L'ORATEUR: Décide que cette motion n'est pas dans l'ordre, en autant qu'elle affecte le revenu de la province, et qu'elle n'a pas été recommandée à la Chambre par un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur. Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Shefford (M. M. Laframboise), sous forme d'amendement que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en substituant aux clauses 18, 19 et 20, la clause suivante:

"18. Le trésorier devra placer en banque tous les montants qu'il recevra en consignation, en vertu du présent acte, et il devra payer entre les mains des personnes ayant droit de recevoir les sommes ainsi déposées, aux termes du présent acte, le capital desdites sommes, ainsi que le montant des intérêts qu'elles auront produit, à compter d'un mois après la date de leur dépôt, chez le trésorier, déduction faite d'un montant n'excédant pas ce qui sera nécessaire pour rencontrer les dépenses s'y rapportant" soient mis à la place.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que 1 p.c. ne suffit pas puisque les shérifs et protonotaires reçoivent 2 p.c. de l'intérêt.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande au trésorier combien d'intérêts environ pourraient être payés sur ces dépôts.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que le caractère de la proposition de M. Marchand est dictée par un manque de confiance dans la probité du trésorier du gouvernement et qu'il n'est pas disposé à priver les protonotaires ou shérifs de leur allocation de 2 pour cent.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Prétend que la rétribution de deux pour cent est trop élevée pour les shérifs, leur salaire étant suffisant ou s'il n'en est pas ainsi qu'on les augmente à cet effet.

La Chambre se divise, et l'amendement est résolu dans la négative. La question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propo-

se, appuyé par le député de Montréal-Centre (L'honorable L. H. Holton), sous forme d'amendement, que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots suivants "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant à la douzième section ce qui suit, savoir:

"Le shérif et le protonotaire dans chaque district seront, par le seul fait de leurs charges, agents du trésorier de la province pour les fins du présent acte, et tout paiement fait en vertu du présent acte, excédant cent piastres, entre les mains du trésorier", soient mis à la place.

Il dit, à l'appui de sa motion, que toute personne se trouvant dans la nécessité de faire un dépôt d'argent, doit avoir au moins les garanties que son argent est sûrement placé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit que le gouvernement ne peut se résoudre à accepter un amendement de ce genre. Ainsi s'il y avait quelques défalcations dans le bureau du shérif ou du protonotaire, si l'un de ces officiers prenait la fuite avec les sommes déposées entre ses mains, il faudrait que le gouvernement soit responsable de cette perte. Il est impossible au gouvernement d'accepter cela.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que sa motion n'a pas été comprise et explique qu'elle ne fait que simplifier les rouages de cette mesure.

La Chambre se divise, et l'amendement est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix.

Il est ordonné que le rapport soit maintenant reçu. Le comité fait rapport et les amendements sont lus et adoptés.

Subsides

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Fait rapport d'une résolution du comité des voies et moyens, laquelle est lue comme suit:

Que pour faire face aux subsides octroyés à Sa Majesté, la somme de un million sept cent cinquante-deux mille quatre cent quarante piastres et trente-deux centins soit accordée à même le fonds du revenu consolidé de cette province.

Ladite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin mil huit cent soixante treize, et à certaines autres fins du ressort du service public.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à cinq heures et demie.

Séance du 14 décembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Trudel, la pétition de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Visitation, dans le comté de Champlain.

Par M. Gérin, la pétition d'Antoine Gélinas et autres, des paroisses de Saint-Barnabé, Saint-Sévère et Saint-Elie, dans le comté de Saint-Maurice.

Par M. Sanders, la pétition de la Société bienveillante des ouvriers protestants-unis, Montréal.

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition de E.H. King et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Pozzer, la pétition de Cyrille Vallée et autres, de la paroisse de Saint-Pierre-de-Broughton, comté de Beauce.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Henry Hogan et autres, des cités de Québec et Montréal, et d'autres lieux; demandant des amendements à l'acte des licences de 1870.

De Ovide Gauthier et autres, de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines, et du révérend T.-J. Prud'homme et autres, de la paroisse de Sainte-Sophie, toutes du comté de Terrebonne; demandant que l'on fasse droit à la pétition de la Compagnie des chemins de péage de l'Isle Jésus, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du révérend L.-A. Charlebois et autres, de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, -comté de Terrebonne; demandant que les conclusions de la pétition de la compagnie des chemins de péage de l'Isle-Jésus, ne soient pas accordées.

Du révérend F. Brunet et autres, du township de Halifax-Nord, comté de Mégantic; demandant des amendements au code municipal.

De John Latimer et autres, du comté d'Iberville; demandant l'abolition du Conseil législatif.

De Moïse Malhiot et autres, de la paroisse de Sainte-Gertrude et du township de Maddington; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière Bécancour.

De Augustin Choinière et autres, de la paroisse de Saint-Athanase, comté d'Iberville; demandant de l'aide pour améliorer les chemins publics en cette province.

De Henry Copping et autres, du township d'Ely, comté de Shefford; demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

Du révérend T. Dagenais et autres, de la paroisse de Saint-Sauveur, comté de Terrebonne; demandant de l'aide pour un chemin dans les townships de Howard et Montcalm.

Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre les résolutions suivantes, et demande respectueusement qu'elles soient adoptées:

1. Que l'"Observer" de Cowansville, l'"Opinion du Peuple", et "The Huntingdon Gleaner" soient ajoutés à la liste des journaux, pour la chambre de lecture du Parlement, avec le nombre d'exemplaires ordinaire.

2. Que le comité recommande que les services du journalier surnuméraire, Narcisse Vachon, employé durant la présente session, soient discontinués à sa clôture.

3. Qu'il soit alloué, pour cette session, deux écrivains sessionnels surnuméraires avec salaires, le greffier de cette Chambre ayant fait rapport que leurs services sont nécessaires par rapport aux comités d'élections.

4. Que les règles ci-devant rédigées par le comité des dépenses contingentes, et adoptées par la Chambre pendant le dernier Parlement, soient maintenues pendant le présent Parlement pour la régie des employés de cette Chambre.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Voici ce rapport :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer "La Compagnie de chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska", et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements, qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Commerce du bois

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Présente, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 15 novembre 1871, demandant un état indiquant l'étendue des terres du domaine public aujourd'hui sous licence pour le commerce de bois, une liste des licences en possession de chaque marchand de bois, et les noms de ces marchands ainsi que la prime payée au gouvernement pour chaque licence, cet état devant indiquer l'étendue de terre comprise dans chaque licence. (Documents de la session, no 19).

Interpellations:

Aide aux chemins de fer

M. J. POUPORE (Pontiac): Asked whether the Government, in view of the fact that their Railway policy of last session was approved by the country, are prepared to carry out the

pledge given Pontiac last year, that a further land subsidy would be granted to secure the prolongation of the Northern Colonization Railway from Aylmer to Deep River?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'en réponse à plusieurs questions du même genre le gouvernement fera bientôt connaître sa politique.

Loi électorale

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), la deuxième lecture du bill pour amender la loi concernant les élections parlementaires contestées, et pour pourvoir plus efficacement aux moyens de prévenir les menées corruptrices aux élections des membres de l'Assemblée législative de Québec.

Avant de faire connaître la teneur de la mesure que je présente, je crois qu'il ne sera pas hors de propos de rappeler les différentes vicissitudes qu'a éprouvées la loi des élections contestées, en Angleterre, jusqu'au jour où la Chambre des communes s'est décidée à remettre sa décision des contestations d'élections aux tribunaux. A l'origine, la Chambre des communes décidait ces questions. Mais on finit par sentir l'inconvénient de ce système qui entraînait une lutte des partis sur chaque contestation d'élection qu'il fallait décider et protéger le candidat du parti au pouvoir.

En 1870, la Chambre remit à des comités d'élections le soin de décider les causes d'élections. Or, les comités reproduisirent en petit ce qui se passait dans la Chambre. En 1839, Sir Robert Peel voulut réformer cette loi, mais il ne réussit pas, et ne donna nulle satisfaction à l'opinion publique, et il fallut enfin remettre le jugement de ces questions aux tribunaux.

La loi anglaise introduite dans notre pays n'a pas mieux fonctionné qu'en Angleterre.

En 1859, Lyon Mackenzie essaya de la changer mais en vain. Plus tard, en 1861, M. Sicotte présentait un bill auquel le mien ressemble. Il demandait d'abord à la Chambre de se départir du pouvoir de juger les contestations d'élection, pour le déléguer au juge de la cour Supérieure qui devrait instruire la cause, la juger et faire rapport à la Chambre.

Plus tard, M. Wilson préparait un bill du même genre. Ainsi l'on voit qu'il y a longtemps que l'on songe à opérer une réforme de la loi électorale sur ce point. Il ne serait pas prudent de déléguer ce pouvoir à un tribunal spécial, et la Chambre ne devrait s'en départir qu'en faveur de la plus haute cour du pays.

En 1868, une mesure semblable à celle que je sou mets fut présentée à la Chambre des communes. Les juges des "Commons Pleas" refusèrent d'accepter ce pouvoir comme incompatible avec leurs charges. La Chambre des communes passa outre et chargea les tribunaux de s'occuper des élections contestées.

Quelle est la nature de mon bill? J'en

donnerai brièvement la teneur. La procédure commence par une pétition d'élection adressée au juge. L'instruction de la cause se fait devant un seul juge. La décision du tribunal est ensuite adressée à l'orateur et doit lui faire connaître ce qui s'est passé à l'élection. Il y a des dispositions sévères pour empêcher les pétitionnaires de se désister. On sait que souvent les parties se combattent à coups de requête d'élection.

Ainsi, en 1863, il y eut 26 pétitions présentées. Chaque parti en avait présenté 13 et presque toutes furent retirées à la suite de compromis.

Mon bill, s'il est adopté, rendra de grands services au pays. La loi électorale d'Ontario, semblable à la mienne, a fait disparaître une foule d'abus dont on se plaignait par le passé. Pour ne citer qu'un des bons effets de cette loi, je dirai que six mois après les dernières élections, toutes les contestations ont été décidées.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il est évident que le système actuel ne peut pas être continué longtemps, car les délais que les lois accordent ne cadrent guère avec la brièveté du Parlement local. Nous ne sommes pas prêts à légiférer sur cette matière pour les raisons suivantes: Ontario fait l'expérience d'une loi semblable et saura à quoi s'en tenir après la session sur cette loi. Le Parlement fédéral discutera une loi électorale à la prochaine session et nous pourrions profiter de ses travaux. Il y a encore du temps avant notre prochaine élection et nous ne sommes pas pressés.

Comme je l'ai dit, la loi actuelle devra être changée, mais je ne dis pas que nous abandonnerons les privilèges de la Chambre. Il y en a qui prétendent qu'en déléguant nos pouvoirs en cette matière aux tribunaux, nous mêlerions les juges à la politique et que nos cours perdraient de la considération qui les entoure.

Il paraît que le système que M. Fournier préconise n'est pas moins dispendieux que le système actuel. A Ontario, deux adversaires ont retiré leur cause parce que les frais étaient déjà trop élevés.

Je ne veux pas empêcher la discussion de cette mesure, car nous admettons que la loi doit être changée. Je ne me prononce pas sur les principes du bill, je veux qu'il soit discuté avant que je pose la question préalable.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il ressort des paroles de M. Chauveau que si le bill de M. Fournier avait été présenté par un membre de son parti, il l'aurait appuyé, mais qu'il le déclare inopportun parce qu'il est présenté par un député de l'opposition. C'est pour une raison aussi futile qu'il ne veut pas accepter un bill dont le principe est admis en Angleterre et à Ontario. La veille de la prorogation de la Chambre, l'an dernier, M. LaRue présentait un bill pour changer la loi électorale et le gouvernement l'a accepté, quoique ce bill bouleversât la loi électorale, mais alors le bill était l'oeuvre d'un de ses amis.

La seule objection que M. Chauveau trouve au bill, c'est que dans un cas une contestation d'élection à Ontario devant les tribunaux a entraîné des frais élevés. Mais qui sait s'ils ne l'auraient pas été plus si la contestation avait eu lieu devant la Chambre?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUCHEAU (Québec-Comté): Répond que les deux mesures sont différentes; celle du Dr. LaRue ne soulevait qu'une question de détail et celle de M. Fournier tend à introduire un principe nouveau.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Maintient qu'il n'y a pas de différence essentielle et que la contradiction est évidente. Il est convaincu du reste que la mesure de M. Fournier fera son chemin et qu'à une prochaine session, on la verra annoncée comme mesure ministérielle dans le discours du trône.

Le premier ministre reconnaît la nécessité d'une telle réforme, mais, coupable, il refuse l'occasion de la faire.

Un représentant de l'opposition présente un bill et il l'écarte sous prétexte que le Parlement n'est pas prêt à le recevoir, ou encore que l'Assemblée désire prendre note du travail qu'on a fait ailleurs.

Le député de Lotbinière parle de l'excellent système qui prévaut en Ontario et affirme que le bill du député de Montmagny est une véritable amélioration pour ce qui est des dépenses électorales.

Des bills comme celui-ci qui ont pour effet d'écarter l'esprit de parti qui domine dans les comités d'élection devraient recevoir l'appui du Parlement.

Actuellement, on dépense des sommes énormes à des fins secondaires, car trop de témoins ne sont qu'une bande obstinée de prévaricateurs.

M. P. LaRUE (Portneuf): Dit que la contradiction n'est pas du côté du gouvernement mais du côté de l'opposition, qui l'année dernière repoussait son bill parce que, disait-elle, un membre de la Chambre ne devait pas prendre l'initiative d'une telle réforme, mais en laisser la responsabilité au gouvernement. Et pourtant aujourd'hui elle appuie le bill de M. Fournier.

Il dit que le bill fut présenté à la dernière session non pas le jour avant la prorogation mais bien cinq jours avant.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il ne se rappelle pas avoir pris une telle attitude; néanmoins il n'est pas prêt à nier la chose. Ce sont là en tous cas des paroles dont on se souvient plus ou moins fidèlement; mais le fait qu'il reproche au gouvernement est positif et constaté par les journaux de la Chambre.

M. P. LaRUE (Portneuf): Lit à l'intention du député de Lotbinière la répartition des votes de l'année dernière pour prouver ses avancés.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUCHEAU (Québec-Comté): Dit comment le député de Lotbinière a mal choisi son exemple et affirme que l'initiative de cette mesure devrait être laissée au gouvernement.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Je suis heureux de voir que la Chambre tout entière est d'avis qu'il faut changer la loi électorale. S'il est vrai que ces lois doivent être changées, ne devrait-on pas commencer par la loi électorale?

Il ajoute qu'il a éprouvé une déception en voyant que M. Fournier commençait la besogne par la fin et qu'au lieu de changer d'abord la loi des élections, si défectueuse en bien des points, il voulait seulement modifier le mode de décider les contestations d'élections. Il trouve cela illogique.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmagny): Alors, vous réclamez le droit de vous contredire lorsque les autres se contredisent.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Non, car je sais que l'honorable député n'aime pas qu'on se contredise plus que lui.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): M. Trudel ne veut pas donner son appui à la mesure de M. Fournier parce qu'il désirerait voir auparavant une loi électorale. Qu'à cela ne tienne: nous sommes en mesure de le satisfaire. Dans un jour ou deux, M. Laframboise demandera la seconde lecture de sa loi électorale. Les députés doivent adopter le bill de M. Fournier, car l'opinion publique s'est prononcée en sa faveur. Presque tous les journaux en ont approuvé le principe.

Il est surpris qu'un homme aussi intelligent que le premier ministre n'ait encore aucune opinion formée sur ce sujet, qui a été si souvent discuté.

Il critique l'attitude du gouvernement qui est de nature à lui aliéner ses meilleurs amis. Toute la presse ministérielle s'est prononcée en faveur d'une mesure du genre de celle de M. Fournier. Il citerait un journal ministériel...

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Nommez-le!

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): "La Mi-nerve".

M. P.-J.-O. CHAUCHEAU (Québec-Comté): C'est un deuxième mauvais numéro.

Il maintient que cette mesure n'est qu'une formalité de détail, tandis que le bill en ce moment en discussion exprime un principe.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Répète que les élections contestées devraient être placées sous l'empire d'une loi générale des élections.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Attire l'attention de l'honorable député de Champlain sur le fait que dans l'ordre du jour il y avait un avis pour la proposition d'une loi électorale. Il maintient que l'opposition a été forcée par la négligence du gouvernement de prendre l'initiative des plus importantes mesures sous discussion en ce moment.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): L'opposition a beau argumenter, elle ne se tirera pas de la situation fautive où M. Fournier l'a placée. Le bill soumis à la Chambre l'a été dans un moment inopportun. Est-ce que nous avons le temps d'examiner, à une époque aussi avancée de la session, une mesure aussi importante qui contient soixante clauses? Qui nous presse de l'adopter? Nous avons encore trois sessions à passer avant les élections.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par l'honorable M. le procureur général Ouimet, et la question préalable étant mise, que cette question soit maintenant mise aux voix. La Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Daigle, de Beaujeu, Esinhart, Fournier, Hearn, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, LaRocque, Laurier, Mailloux, Marchand, Molleur, Pelletier (Bellechasse), Pozer, Robert, Sanders, Sylvestre et Tremblay: 22.

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Brigham, Cartier, Cauchon, Chapleau, Chauveau, David, Dorion, Dugas, Eddy, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Gill, Gosselin, Houde, Irvine (solliciteur général), Lalonde, Larochelle, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Malhiot, Méthot, Ouimet (procureur général), Picard, Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Roy, Sawyer, Trudel et Verreault: 38.

Ainsi, elle est résolue dans la négative.

Pouvoirs du Synode de Montréal

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour donner au Synode du diocèse de Montréal pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques par lettres patentes.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation de la cité de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les actes

ayant rapport à la Corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Paroisse de Ste-Marie-de-Blandford

M. F.-X.-O. METHOT (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser le conseil de comté de Nicolet à ériger la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford en une municipalité de paroisse.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Le bill est lu pour la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cimetière de Notre-Dame-des-Neiges

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges, Montréal.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec amendements.

Compagnie du chemin de fer de Missisquoi et du St-Laurent

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Missisquoi et du Saint-Laurent.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Incorporation de la cité de Québec

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les dispositions de l'acte 33 Victoria, chapitre 46, concernant l'incorporation de la cité de Québec.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Explained to Honorable Mr. Holton that, so far from being calculated to injure the interests of the holders of municipal bonds, it was intended to better them. It was simply intended to give the city power to borrow money at a lesser rate than seven per cent.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Se dit pleinement satisfait de cette explication.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Dames de l'asile des Orphelins protestants de Montréal

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-

Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation des dames de l'asile des Orphelins protestants de la cité de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Propriété du gouvernement

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de faire rapport de plusieurs résolutions adoptées par le comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions, concernant la vente de certaines propriétés appartenant au gouvernement de Québec, dans la cité de Montréal.

Les résolutions sont adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour pourvoir à la vente de certaines propriétés dans la cité de Montréal, et à la construction d'édifices pour les écoles normales Jacques-Cartier et Laval.

Accordé.

Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 15 décembre 1871

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Sawyer, la pétition de James Ross et autres, des townships de Lingwick, Hampden et Marston.

Par M. Dugas, la pétition de Michael M. Kelly et autres, du township de Rawdon.

Par M. Picard, la pétition du révérend V. Charest et autres, des townships de Sainte-Camille et Stoke, dans les comités de Wolfe et Richmond.

Par M. Poupore, la pétition de Chs. P. Treadwell, de l'Orignal.

Par M. Pozer, la pétition de Martin Mathieu et autres, de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Et. Boucher et autres, du comté d'Yamaska; demandant que les conclusions de la pétition de la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, pour amendements à l'acte d'incorporation de ladite compagnie, ne soient pas accordées.

Du révérend Joseph Dumas et autres, du comté de Rimouski; demandant que l'agence des terres à Rimouski soit divisée en deux.

Du révérend Luc Rouleau et autres, de la partie est du comté de Rimouski; demandant de l'aide pour l'érection d'une bâtisse pour la cour de Circuit à Matane.

De P.-B. Benoit et autres, de la paroisse de Chambly et autres lieux; demandant de l'aide pour une nouvelle maison d'éducation à Chambly.

De Pierre Bégin et autres, du township de Shenley; demandant la remise d'une partie des intérêts et rentes dûs au gouvernement, sur les terres de leur localité, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

De F.-S.-A. Bélanger et autres, de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton, comté de Beauce; demandant que le juge de la cour Supérieure nommé pour les districts de Montmagny et Beauce, soit tenu de résider dans le district de Beauce, et qu'il ne soit pas nommé de magistrat stipendiaire pour le district de Beauce.

De Henry Crawford et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-Ouest, comté de Québec; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière Jacques-Cartier.

Du révérend Luc Rouleau et autres, de la paroisse de Matane, comté de Rimouski; demandant de l'aide pour un chemin de Saint-Jérôme au chemin de fer Intercolonial.

De Pierre Bégin et autres, du township de Shenley; demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

De Cyrille Blanchette et autres, du comté de Rimouski; demandant de l'aide pour un chemin le long de la rivière Matane.

De la municipalité du township de Stoneham, comté de Québec; demandant de l'aide pour un chemin du village de Saint-Pierre au chemin du Lac Saint-Jean.

Rapport de comités:

M. P. FORTIN (Gaspé): Fait rapport que le comité général des élections a choisi les noms des membres du comité spécial nommé pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant d'une élection et rapport irréguliers pour le district électoral de l'Islet, auquel il a annexé la pétition y relative à lui renvoyée par la Chambre, et les noms des membres du comité ont été lus comme suit: Andrew Esinhart, écuyer, Emery Lalonde, écuyer; Edouard Laberge, écuyer; H.-G. Malhiot, écuyer; président, Charles Gill, écuyer.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait des amendements qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer les "Missionnaires de Notre-Dame S.J."

Bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, William Fahey, comme notaire.

Bill pour incorporer "La Compagnie du crédit de Montréal".

Bill pour amender les dispositions de l'acte 33 Victoria, chapitre 46, concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 66 des statuts refondus du Canada, concernant les chemins de fer. Accordé.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Demande la permission d'introduire un bill pour détacher le comté de Bellechasse, du district judiciaire de Montmagny pour l'annexer à celui de Québec. Accordé.

Licences

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que cette Chambre se forme immédiatement en

comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les licences.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUXEAU (Québec-Comté): Informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur a été informé du sujet de ces résolutions et les recommande à la considération de cette Chambre.

L'HONORABLE L.-H. HOLTON (Montréal-Centre): Enquired of the Honorable Treasurer Robertson the nature of his resolutions and the changes they were calculated to effect, and also his reasons for making the changes in the provisions of the law. It seemed to him that the object of the bill was to enable the grocers of the Province to sell liquor in lesser quantities than the three half-pints prescribed by law, and he would ask the Treasurer whether in the interest of temperance and morality such a change was advisable or desirable. He would like a full explanation.

L'HONORABLE J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said that the resolutions could be explained in a few words. The Corporation of Quebec, at the time of the passing of the bill, objected to the minimum of sale prescribed by law, holding that it would be oppressive to the poorer classes, and that people, really requiring liquor for medicinal and other purposes, would have to purchase much more than they really required. And it had since been found that such was the case. The people who could not afford to go to groceries and purchase the three half-pint bottle were obliged to go to taverns, where the temptation to drink was so great, that the cause of temperance was seriously injured. He had obtained information from various sources, and he was assured of the necessity of the motion. The bill would not be positive. That is there would be much left to the option of issuers of licences under seal. He fully explained the nature of the resolutions. The good effects of the licences bill of the last session had been seen throughout the country, and notably in the city of Montreal, where the receipts of the Recorder's Court had diminished more than one half, during the current year. It was still, in the amendments, contemplated to continue the prohibition against the consumption of liquor in groceries.

En comité :

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Fait quelques remarques.

1. Il est résolu qu'il sera payé aux officiers du revenu, par chaque personne qui, dans aucune des cités de Québec ou de Montréal prendra une licence pour détailler dans aucun magasin, boutique ou place, des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées, en quantité non moindre qu'un demiard à la fois, la somme de vingt piastres, en sus et au-dessus du montant payable

par elle pour une licence de boutique, sous l'autorité de la section cent vingt-cinquième de l'acte des licences de Québec.

2. Que les dispositions de l'acte des licences de Québec, concernant l'émission, la forme, la durée et l'annulation des licences, l'honoraire payable sur icelles, et l'application des droits, s'appliqueront de la même manière aux et envers lesdites licences mentionnées dans la résolution précédente.

3. Que tout conseil municipal, autre que ceux des corporations de Québec et de Montréal, pourront demander et recevoir de l'applicant une somme n'excédant pas vingt piastres pour chaque certificat ratifié par tel conseil en vertu des dispositions des sections septième et vingtième de l'acte des licences de Québec. Résolutions à rapporter.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

Dépôts judiciaires

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), la troisième lecture du bill concernant les dépôts judiciaires et autres.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Montmagny (M. T. Fournier), sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'en retrancher les 20e et 21e clauses" soient mis à la place.

Et l'amendement, étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Daigle, Fournier, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Laurier, Marchand, Molleur, Pozer, Robert et Sylvestre, 14.

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Brigham, Cartier, Cauchon, Chapleau, Chauveau, David, de Beaujeu, Dorion, Dugas, Eddy, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Gill, Gosselin, Houde, Irvine (solliciteur général), Lalonde, LaRoque, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Lynch, Mailloux, Malhiot, Méthot, Ouimet (procureur général), Pelletier (Bellechasse), Picard, Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Roy, Sanders, Sawyer, Tremblay Trudel et Verreault, 43.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député d'Iberville (M. L. Molleur), sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender comme suit:

Clause 24, ligne 2, retrancher les mots "tout tuteur ou administrateur judiciaire."

Après la clause 24, insérer la suivante comme clause 25: "25. Tout curateur à une succession vacante, héritier bénéficiaire ou autre administrateur nommé par autorité de justice, devra déposer immédiatement au bureau du trésorier de la province, les sommes perçues par lui dans l'exécution de ses devoirs comme curateur ou administrateur, toutes les fois que les sommes ainsi perçues s'élèveront collectivement à un montant de cent piastres ou plus," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois;

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau), sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant les mots suivants à la fin de la 22e section:

"Mais le lieutenant-gouverneur en conseil ne pourra ainsi augmenter les salaires desdits shérifs qu'en autant que le salaire de chacun des protonotaires de Montréal ne soit augmenté dans la même proportion," soient mis à la place.

Objection est faite que l'amendement n'est pas dans l'ordre.

M. L'ORATEUR: Décide qu'il n'est pas dans l'ordre.

Et la question, étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Shefford (M. M. Laframboise), sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit", jusqu'à la fin de la question, soient effacés et que les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender comme suit:

Section 5, ligne 1, retrancher les mots "ou huissier".

Section 7, ligne 11, retrancher les mots "ou huissier".

Et l'amendement, étant alors mis aux voix,

la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Daigle, de Beaujeu, Dorion, Fournier, Gill, Holton, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Lalonde, Larochelle, LaRoque, Laurier, Malhiot, Marchand, Méthot, Molleur, Pozer, Robert, Sanders, Sylvestre, Tremblay, Trudel et Verreault, 26.

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Brigham, Cartier, Cauchon, Chapleau, Chauveau, David, Dugas, Eddy, Fortin, Gagnon, Gendron, Gosselin, Houde, Irvine (solliciteur général), LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Mailloux, Ouimet (procureur général), Pelletier (Bellechasse), Picard, Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille et Sawyer, 30.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale, étant alors mise aux voix, il est ordonné que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), des amendements qui sont adoptés. Le bill passe ainsi amendé.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Elections de Québec-Centre

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité permanent des privilèges et élections.

M. l'Orateur, les honorables députés sont déjà au fait de la pétition qui a été présentée il y a quelque temps au sujet de l'officier rapporteur, M. Hébert, dans l'élection de l'honorable M. Langevin dans Québec-Centre. Voici maintenant les faits.

Deux électeurs de la cité de Québec dans la division électorale du centre de la ville ont présenté il y a quelque jours une requête se plaignant de la conduite illégale de l'officier rapporteur, M. Hébert, lors de l'élection de Québec-Centre. Par cette pétition, ils demandaient que M. Hébert fût traduit à la barre de la Chambre pour subir un interrogatoire. Cette pétition a été renvoyée au comité des privilèges et élections qui, après l'avoir mûrement considérée, a définitivement exonéré M. Hébert de tout blâme.

La décision du comité est parfaitement juste. Pour en arriver à cette conclusion, il faut remonter à l'élection elle-même et à la loi qui régit les élections. Dans l'élection de Québec-Centre, l'honorable M. Langevin était parfaitement reconnu comme étant le candidat qui devait être mis en nomination. Il est en preuve que M. Pelletier, député aux Communes, aurait été proposé comme candidat contre M. Lange-

vin, mais qu'il aurait péremptoirement refusé. Malgré ce refus, quelques amis officieux et autres auraient jugé à propos de vouloir le présenter comme candidat. J'ai vu moi-même la preuve, mais je n'y ai jamais vu que M. Pelletier ait consenti à se laisser porter comme candidat dans l'élection de Québec-Centre; il n'y a pas un témoin qui ait fait pareille déposition. Je ne veux pas dire qu'on n'avait pas le droit de proposer un autre candidat; au contraire, notre constitution permet aux électeurs de présenter légalement ceux qu'ils veulent.

Qu'est-il arrivé? Il était bien connu dans la division électorale que l'honorable M. Langevin était le seul candidat sur les rangs et l'on s'attendait à son élection par acclamation. Je parle sur les témoignages donnés, n'ayant pas eu l'occasion d'assister à l'élection.

Dans la preuve on voit que plusieurs messieurs se sont réunis un peu avant le 9 de juin, le jour de l'appel nominal, et qu'ils se sont entendus pour mettre M. Pelletier en nomination. Ils rédigèrent quatre résolutions. L'une d'elles proposait M. Pelletier comme candidat. Le 9 de juin, les amis de l'honorable M. Langevin allèrent le prendre à sa résidence pour l'accompagner jusqu'au husting; ils arrivèrent au husting une demi-heure ou 20 minutes avant midi. Alors, toujours d'après le témoignage, M. Jérôme Gingras, l'un des électeurs de Québec-Centre, arriva, traversa la foule sans être molesté, monta sur l'estrade. M. Gingras aurait cru voir près de l'estrade une bande d'individus qualifiés différemment et singulièrement dans les témoignages. Il dit que lui et les amis de M. Pelletier étaient à la gauche du husting; il arrivait, lui, dans l'intention de passer ou de faire passer sa résolution à l'officier rapporteur. On s'avisait de lui demander: "Que venez-vous faire ici?", M. Gingras aurait répondu: "Cela ne vous regarde pas", ou quelque chose comme cela. Quelqu'un l'aurait repoussé rudement non sans le molester.

Arrivé sur le husting, M. Gingras remit à l'officier rapporteur la proposition susdite, sans l'ouvrir ni dire ce qu'elle contenait. Il ne resta pas sur l'estrade; le fait est qu'il ne le demanda pas et qu'il n'aurait pas voulu y rester.

UN DEPUTE: Oui, il aurait pu lui en cuire.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): D'après le témoignage de M. Gingras, l'officier rapporteur lut le papier, le remit à l'honorable M. Langevin qui le lut aussi, puis le repassa à l'officier rapporteur, M. Hébert, qui le garda! On prétendra peut-être que l'officier rapporteur devait alors mettre M. Pelletier en nomination. Je prétends, M. l'Orateur, que pareille opinion est mal fondée et contraire à la loi. Il y avait un seul procédé à faire avant l'élection. Celui qui veut mettre quelqu'un en nomination, doit avant tout saisir l'officier rapporteur d'un document concernant la qualification du candidat.

Or dans ce cas, le candidat en question n'a pas fourni le document requis par la loi. Je ne

veux pas insinuer qu'il ne le voulait pas, mais la chose n'a pas été faite. L'officier rapporteur devait procéder à faire l'élection à midi. L'honorable M. Langevin était présent, M. Pelletier ne l'était pas. De plus, M. l'Orateur, il est bon de savoir qu'il y a à Québec deux MM. Pelletier qui pratiquent comme avocats. Je reviendrai sur ce point dans quelques instants. Je continue. Il faut que le candidat à être proposé, le soit publiquement après lecture faite des documents d'usage. Vainement on prétendra, M. l'Orateur, que l'officier rapporteur avait le droit de dire qu'il avait reçu la proposition écrite en question; il ne pouvait faire pareille démarche sans enfreindre la loi. En effet ce n'est pas à cet officier qu'est dévolue la charge de mettre un électeur en candidature; c'est à lui au contraire de recevoir la candidature; les candidats doivent être choisis par les électeurs eux-mêmes.

La proposition des candidats doit être faite à haute et intelligible voix. Eh bien, M. l'Orateur, puisque cette proposition doit être faite verbalement, la question est de savoir si la proposition a été faite ainsi. D'aucuns prétendent avoir entendu les cris de: Pelletier! Pelletier! après que l'officier rapporteur eut dit à la foule: "Qui choisissez-vous pour candidat?" D'aucuns disent encore que le mot "poll" a été crié. Je cite à ce sujet le témoignage de M. Jérôme Gingras lui-même, qui a déclaré avoir entendu crier le nom de Pelletier, mais aucunement le mot "poll". Voici que celui qui avait avec plusieurs autres le plus grand intérêt à faire valoir la candidature de M. Pelletier, fait une semblable déclaration. Eh bien, si M. Gingras n'a pas entendu crier le mot "poll", faut-il s'étonner après cela que l'officier rapporteur et les autres personnes qui étaient sur le husting n'aient pas entendu crier le mot "poll", ni le nom de M. Pelletier.

L'honorable M. Langevin a été mis en candidature aussitôt après que l'officier rapporteur eut dit que M. Langevin était proposé, et les cris continuaient toujours. Si le nom de M. Pelletier a été prononcé, certainement, il a fallu que ce fût bien bas. Il y avait sur le husting vingt-cinq personnes qui ont déposé n'avoir rien entendu, ni du nom de M. Pelletier, ni du mot "poll". Si on avait eu l'intention de mettre M. Pelletier en nomination, on devait dire ses nom et prénoms; on sait qu'il y a deux M. Pelletier qui sont avocats à Québec. Le nom de M. Pelletier eût-il été entendu de l'officier rapporteur, qu'il lui aurait fallu avoir ses nom et prénoms.

On a essayé d'établir que certaines gens environnaient le husting, pour intimider les adversaires de M. Langevin; et que ces gens-là étaient soudoyés. Ces gens ont été dépeints bien différemment dans les témoignages. M. Marc-Aurèle Plamondon, avocat, l'un des témoins, a prétendu que ces gens étaient des repris de justice, des habitués des cours de police et du recorder. Au nombre des témoins se trouvaient un ex-membre du conseil de ville présent au

husting à qui on a demandé si tel était le cas; ce personnage nous a dit qu'il n'en était rien. Son Honneur le maire était aussi présent à l'élection et a dit que l'élection s'est passée sans troubles, et de fait, je crois qu'il n'y a eu guère d'élection aussi paisible que celle-là. On avait pris des précautions; c'était bien. La police se trouvait dans le voisinage du husting et, s'il y avait eu des troubles, on s'en serait servi. Dans les grandes assemblées il y a toujours des troubles et même on peut dire que ces troubles y sont indispensables.

Un témoin a dit que M. Jérôme Gingras avait été molesté, maltraité, lors de cette élection. C'est drôle, M. Gingras dans son témoignage ne s'en est pas plaint. M. Marc-Aurèle Plamondon prétend que de vingt à vingt-cinq individus se sont jetés sur M. Gingras, et qu'il a, de loin, admiré la solidité de ce dernier. En effet, il faut être bien solide. M. Fréchette, que vous connaissez peut-être, M. l'Orateur, ayant appris qu'il devait y avoir une opposition à l'honorable M. Langevin, s'est bien vite rendu au husting. Appelé comme témoin, il a vu, dit-il, M. Gingras frappé à coups de pied ou à coups de bâton, il ne peut pas préciser si ce sont des coups de bâton ou de pied. Pourtant il n'y a rien de cela dans le témoignage de M. Gingras, et il me semble que l'on ne perd pas sitôt le souvenir de taloches administrées aussi rudement qu'elles devaient l'être, à en juger par quelques-uns des témoignages.

M. l'Orateur, je termine ici en déclarant que le comité, par la conclusion à laquelle il est venu, a adopté la seule ligne de conduite que le devoir lui commandait de suivre.

M.S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Thought that the investigation of the Committee, which had taken up so much time, and had cost so much of the public money, had been a farce from the beginning to the end. Supposing that the evidence of all the witnesses was perfectly true and reliable, still the proceedings were entirely wrong. The petitioners had no right to bring a petition of such a nature before the House. They should have brought in a petition against the election of Mr. Langevin on grounds of illegality, and then the action of the Returning Officer could have been criticized and examined.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M.H.-G. Joly), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "ledit rapport soit amendé en y retranchant toutes les résolutions après la première qui sont contenues dans ledit rapport, et que les suivantes leur soient substituées:

1. Que le neuf juin dernier, jour fixé pour la nomination des candidats à ladite élection, ledit Jean-Baptiste-Célestin Hébert, officier rapporteur, s'étant rendu au husting, y a, d'après son

propre aveu, reçu des mains de M. Jérôme Gingras, électeur de ladite division, environ une demi-heure avant midi, et après l'arrivée au husting de l'honorable Hector-Louis Langevin, candidat à ladite élection, et maintenant le membre siégeant pour ladite division, une proposition faite par Pierre Baillargeon, écuyer, médecin, l'honorable François Evanturel, Olivier Côté, marchand, Charles-Joseph-Louis Lafrance, instituteur, et secondée par Pierre-Célestin Déry, sellier, François-Xavier Déry, ferblantier, Honoré Mailloux, menuisier, Jean-Baptiste Martel, pharmacien, tous électeurs de ladite division, demandant la mise en nomination de Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier, de la cité de Québec, écuyer, avocat, comme l'un des candidats à ladite élection.

"2. Que ledit Jean-Baptiste-Célestin Hébert, officier rapporteur à ladite élection, admet aussi dans son témoignage, qu'il a cru devoir considérer le document à lui ainsi remis, comme une mise en demeure ou information qui lui était donnée par les électeurs dont les noms étaient signés sur ce document, qu'eux, lesdits électeurs seraient encore au husting en temps opportun pour dire s'ils entendaient mettre M. Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier en nomination; que ledit officier rapporteur déclare aussi qu'après avoir interpellé les électeurs pour savoir qu'elle était la personne qu'ils choisissaient pour les représenter, il a attendu quelques minutes pour donner aux signataires de ladite proposition le temps de venir proposer M. Pelletier, si telle était leur intention.

"3. Qu'en réponse à l'interpellation dudit officier rapporteur, des électeurs crièrent le nom de Pelletier! Poll! dans le but de mettre en nomination, comme candidat à ladite élection, Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier, écuyer, avocat, de la cité de Québec.

"4. Que ces cris de Pelletier! Poll! poussés par des électeurs de la division, et que ledit officier rapporteur admet avoir entendus avant la lecture du writ d'élection et après la proclamation, et qu'il a dû nécessairement entendre en réponse à son interpellation, constituaient une demande de poll suivant la loi, et qu'un poll aurait dû être accordé par ledit officier rapporteur.

"5. Que la mention du nom de M. Pelletier fut pour une bande de fiers-à-bras organisée d'avance, et dirigée par un certain Ignace Fortier, le mot d'ordre de recourir à la violence, et que de fait, cette bande de fiers-à-bras commit alors des actes de violence sur des électeurs, et en repoussa un grand nombre d'autres à une certaine distance du husting.

"6. Que ledit officier rapporteur, quoique revêtu par la loi des pouvoirs les plus étendus pour maintenir la paix et le bon ordre pendant toute la durée des procédés de ladite élection, n'a fait aucune démarche quelconque pour calmer la foule et rétablir l'ordre; qu'au contraire, ledit officier rapporteur, à la suggestion des amis de l'honorable Hector-Louis Langevin, profitant du moment du tumulte causé par les fiers-à-bras, s'est hâté de proclamer élu ledit honorable

Hector-Louis Langevin, malgré la demande d'un poll et les protestations d'un nombre d'électeurs.

"7. Qu'en agissant ainsi, le dit Jean-Baptiste-Célestin Hébert s'est rendu coupable d'une négligence grossière de ses devoirs comme officier rapporteur à ladite élection, et a enfreint les privilèges de la Chambre d'assemblée législative.

"8. Qu'en conséquence, ledit Hébert soit assigné à comparaître à la barre de cette honorable Chambre, pour y répondre de sa conduite comme officier rapporteur à ladite élection", soient mis à la place.

Et étant six heures P.M., M. l'orateur laisse le fauteuil.

Reprise de la séance
à sept heures et demie.

Cimetière de Notre-Dame-des-Neiges

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges, Montréal.

Adopté.

M. M. LAFRAMBOISE (Shefford): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (M. L.H. Holton), un amendement qui est adopté. Le bill passe ainsi amendé.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour incorporer le "Trafalgar Institute" pour instruire et former les filles de moyenne et de haute condition.

Bill intitulé: "Acte pour incorporer "La Société bienveillante des cordonniers de Québec".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer " The Dominion Homestead Building Society".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie de chemin de fer à passagers de la cité de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour permettre à la Corporation de la ville de Sherbrooke, de rendre valable une certaine contribution faite pour venir en aide aux victimes de l'incendie de Chicago".

Bill intitulé: "Acte pour corriger certaines erreurs dans la version anglaise du chap. 46, de la 34e Victoria, concernant la Société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte vingt-deux Victoria, chap. cent vingt-cinq, intitulé: "Acte pour incorporer l'asile des Dames protestantes de Québec".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Institut canadien-français de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer le collège de Sorel".

Bill intitulé: "Acte pour amender "un acte pour le soulagement d'une certaine congrégation religieuse à Montréal, connue sous la dénomination de presbytériens, et pour d'autres fins".

Bill intitulé: "Acte pour amender la charte du chemin à lisses de Québec à Gosford".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de cette province, trente-deux Victoria, chapitre cinquante-deux, concernant la subvention à être accordée à certains chemins de fer de colonisation.

Et aussi, le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour autoriser le barreau du Bas-Canada, province de Québec, à admettre George Gregory Smith comme avocat et procureur," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, un bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics", auquel il demande le concours de cette Chambre.

George Gregory Smith

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour autoriser le barreau du Bas-Canada province de Québec, à admettre George Gregory Smith comme avocat et procureur," soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté.

Ajournement

Il est résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain à 2 heures P.M.

Département de l'Agriculture et des Travaux publics

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics", soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté.

Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska

M. P.S. GENDRON (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation de la cité de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton), la troisième lecture du bill pour amender les actes ayant rapport à la Corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre pour qu'il y soit amendé, comme suit:

Section 2, ligne 33, retrancher les mots "révisées".

Section 2, ligne 34, insérer les mots "pour les élections parlementaires" après le mot "force".

Section 2, ligne 34, retrancher les mots "et qui ne sera pas qualifié à voter à l'élection d'un membre dudit conseil" et insérer à la place les mots "pourvu qu'aucun tel voteur n'ait le droit de voter à plus d'un poll, lors de ladite votation, etc."

Dans une aussi vaste cité que Montréal, la grande majorité des contribuables sont locataires et il serait peut-être dit que c'est le propriétaire qui paie les taxes. On doit cependant se rappeler qu'il y a toujours la représentation du locataire et qu'un locataire en remplace un autre et c'est pourquoi c'est toujours lui qui paie la taxe. En conséquence, il est juste que tous les contribuables aient le droit de vote sur une question d'une importance aussi vitale pour la cité. L'argument selon lequel le locataire n'a pas d'intérêt dans la ville, peut être renversé; le locataire est intéressé par sa présence continue dans la ville.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that the motion was abortive. He (Mr. Chapleau) was not in order, as he sought not to amend a law, but to change it altogether. He was not in order, as he wished to change the nature of a private measure founded on a petition, and discussed lengthily in committee.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Le vote relatif au règlement de chemin de fer est fondé sur une législation nouvelle et spéciale; il s'agit simplement d'y introduire un nouveau mode d'élection.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande au député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau) s'il ne sait pas que ceux à qui on veut donner la franchise en sont déjà exclus?

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Le bill prévoit une loi particulière pour une fin particulière.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Voudrait que l'on réponde sans amage à sa question.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Tout ce que je sais, c'est qu'il n'ont pas de franchise. Je ne cherche pas à modifier le système municipal, mais à fournir une loi particulière pour une fin particulière.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said the honorable gentleman could not bring in such an amendment without giving due notice, as this was a private bill. This proposition of Mr. Chapleau was contemplated to effect a revolution in Montreal, such as the people never asked for. At the end of the session he proposed an amendment which in his (Mr. Holton's) opinion was out of order.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): L'amendement n'a pas besoin d'avis et est tout à fait dans l'ordre.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that the Corporation of Montreal did not ask for any change in the qualification of voters, and therefore, the bill could not be amended in that direction.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): La corporation a demandé un changement dans le mode d'élection, et il appartient à la Chambre d'amender le bill en conséquence.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Thought that the amendment of the bill would cause considerable opposition in Montreal and throughout the province. The City of Montreal would be astonished indeed if it had forced upon it a measure calculated to injure its high standing.

MM. Cartier, Holton, Beaubien et David prennent aussi la parole. Et l'objection étant faite, que la motion n'est pas dans l'ordre, en autant qu'aucun avis n'a été donné de l'intention de proposer le présent amendement au bill, qui est un bill privé, et qui a passé par toutes les phases requises par les règles de cette Chambre :

M. l'Orateur: Décide que le bill devrait être renvoyé au comité permanent des ordres permanents, pour faire rapport si les pouvoirs qui doivent être accordés excèdent les avis qui ont été donnés, ou si ces pouvoirs y sont renfermés en substance.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton), que ledit ordre soit déchar-

gé et que le bill soit renvoyé au comité permanent des ordres permanents.

Election de Québec-Centre

Reprise des débats:

M. T. FOURNIER (Montmagny): M. l'Orateur, je n'ai pas besoin de répéter les résolutions que j'ai présentées quelques minutes avant six heures (mouvement dans les galeries). Seulement, j'appellerai l'attention de la Chambre sur un fait inouï dans les annales parlementaires, c'est que les résolutions que j'ai eu l'honneur de soumettre n'ont pas été traduites en anglais. Les députés qui ne parlent que cette langue devraient être à même de savoir sur quoi ils ont à exprimer leurs opinions. N'ayant pas la copie anglaise de ces résolutions, ils ne peuvent prendre la responsabilité d'un jugement sur ces résolutions, et en ne les faisant pas traduire la Chambre forfait à sa dignité et...

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Pardon, je ferai observer au député de Montmagny que la traduction anglaise n'a pas été demandée ni jugée nécessaire par les députés anglais qui ont déclaré comprendre suffisamment la langue française pour se passer de la traduction anglaise.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Oui, M. l'Orateur, la Chambre a forfait à sa dignité. En n'ordonnant pas la traduction anglaise...

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Si l'honorable député désire avoir la traduction en anglais de ses résolutions, la chose peut lui être accordée facilement. Il est inutile alors qu'il les discute.

M. T. FOURNIER (Montmagny): En n'ordonnant pas...

SIR G.-E. CARTIER (Beauharnois): Est-il drôle...

M. T. FOURNIER (Montmagny): En n'ordonnant pas la traduction anglaise, on met les députés anglais dans la position d'un corps de jury ayant à rendre un verdict sur une affaire qu'il n'aurait pas entendue. Quand l'affaire sera décidée et que les signataires de la pétition quitteront cette enceinte, ils pourront dire qu'il y avait pour juger leur affaire autant de sourds dans la Chambre qu'il y en avait sur le husting.

M. l'Orateur, l'honorable procureur général est venu nous exposer une suite de formalités qui doivent se faire à la nomination d'un candidat, mais il est loin d'avoir posé la question comme elle doit l'être. Il ne s'agit pas de savoir si en remettant un papier à l'officier rapporteur avant la nomination, on posait la candidature de M. Pelletier. Mais il faut savoir si les gens qui entouraient le husting n'ont pas

empêché les partisans de M. Pelletier de s'approcher du husting ou M. Hébert d'entendre le nom de M. Pelletier.

Il n'y a pas de mode particulier de mettre un candidat en nomination et les deux partis n'ont suivi aucune formalité. Il n'y a rien de tout cela; le candidat doit être nommé par les électeurs de la division électorale. Est-ce qu'on a rempli des formalités pour mettre en nomination le candidat qui a été élu? Non, M. l'Orateur.

On dit que M. Pelletier n'était pas sérieux en posant sa candidature et que personne ne le demandait. C'est là une fausseté. Une réquisition signée par 500 électeurs avait été présentée à M. Pelletier et s'il a hésité avant d'accepter, il avait raison. C'est une affaire sérieuse que d'entrer en lutte électorale à Québec contre un candidat du gouvernement, quand l'on sait que notre ville est alors sous l'empire d'une bande d'assommeurs, quand l'on sait que l'on a à vaincre l'influence du gouvernement soutenue par la corruption la plus effrénée...

(Applaudissements dans les galeries).

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande l'évacuation immédiate des galeries.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Laissons faire, la chose ne se renouvellera pas.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Insiste pour que les galeries soient vidées.

M. L'ORATEUR: Donne ordre au sergent d'armes de vider les tribunes.

UN JOURNALISTE: Si nous faisons une motion...

SIR G.-E. CARTIER (Beauharnois): Non, non...

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Pas d'exception. (Les journalistes sont aussi expulsés).

La Chambre siège à huis-clos.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Daigle, Fournier, Holton, Joly, Laberge, Laframboise, Laurier, Marchand, Molleur, Pozer, Robert et Tremblay, 13.

Contre: MM. Beaubien, Bellerose, Cauchon, Cartier, Chapleau, Chauveau, David, de Beaujeu, Dorion, Dugas, Eddy,

Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Gill, Gosselin, Hearn, Houde, Irvine, (solliciteur général), Lafontaine, Lalonde, Larochelle, LaRocque, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Malhiot, Méthot, Ouimet, (procureur général), Pelletier (Bellechasse), Picard Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Roy, Sanders, Sylvestre, Trudel et Verreault, 43.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Alors, la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Beaubien, Bellerose, Cartier, Cauchon, Chapleau, Chauveau, David, de Beaujeu, Dorion, Dugas, Eddy, Fortin, Gagnon, Gendron, Gérin, Gill, Gosselin, Hearn, Houde, Irvine (solliciteur général), Lafontaine, Lalonde, Larochelle, LaRocque, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Locke, Lynch, Malhiot, Méthot, Ouimet (procureur général), Pelletier (Bellechasse), Picard, Poupore, Rhéaume, Robertson, Robitaille, Roy, Sanders, Sylvestre, Trudel et Verreault, 43.

Contre: MM. Bachand, Daigle, Fournier, Holton, Joly, Laberge, Laframboise, Laurier, Marchand, Molleur, Pozer, Robert et Tremblay, 13.

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

Cadastres

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender la loi concernant les plans et livres de renvois des cadastres".

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec plusieurs amendements, auxquels elle demande leur concours.

La Chambre s'ajourne à deux heures du matin.

Séance du 16 décembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à deux heures quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Laurier, la pétition de M. E. Wadleigh et autres, du township de Kingsey, comté de Drummond.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition de Janvier Auger et autres, du township d'Ireland, comté de Mégantic.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De E.H. King et autres, de la cité de Montréal; demandant des amendements aux lois d'éducation, en autant qu'elles ont rapport à ladite cité.

De la Société bienveillante des ouvriers protestants unis, Montréal; demandant que le bill concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges ne devienne pas loi, et pour autres fins.

De Cyrille Vallée et autres, de la paroisse de Saint-Pierre-de-Broughton, comté de Beauce; demandant que le juge de la cour Supérieure pour les districts de Montmagny et Beauce, soit tenu de résider dans les limites du district de Beauce, et qu'un magistrat stipendiaire ne soit pas nommé pour ledit district de Beauce.

De la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Visitation, dans le comté de Champlain, demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière Champlain.

De Antoine Gélinas et autres, des paroisses de Saint-Barnabe, Saint-Sévère et Saint-Elie comté de Saint-Maurice; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de Caxton.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Présente: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 11 décembre 1871, demandant un état du nombre de livres choisis par le conseil de l'Instruction publique et approuvés, conformément à la loi, pour l'usage des écoles communes en cette province. (Documents de la session, no 20.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 6 décembre 1871, demandant un état indiquant le nombre de limites accordées à divers individus dans les districts de Chicoutimi et de Saguenay, depuis 1850 jusqu'à ce jour, le nom des localités où sont ces limites, l'étendue de chacune d'elles, la date de l'octroi de chaque licence, les conditions auxquelles elles ont été accordées, les sommes d'argent payées pour chaque limite, la quantité des diverses espèces de bois coupés, les sommes payées pour droits

de coupe, les dates des paiements pour rentes de terrain et coupe de bois, et tous autres droits imposés par les règlements en force aux diverses époques où les licences ont été accordées; et de plus si quelques sommes d'argent restent dues au gouvernement ou n'ont pas été payées, et pourquoi; si le gouvernement a fait des remises sur telles sommes dues, et à qui ces remises ont été faites, et pour quelles raisons. (Documents de la session, no 19.)

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose qu'à l'avenir la Chambre siège deux fois par jour et que, pour hâter les affaires du gouvernement, chaque jour lui soit réservé.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that the expedient was an old one which had been found not to work as had been expected. It was not the practise of Parliament, and it did not save any time. Bills, however, might, by consent go through the several stages on the same day and thus there might be a facilitation of business.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Accepte la suggestion du député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton).

Magistrats de district

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la loi concernant les magistrats de district en cette province.

Il dit, en réponse à une question qu'on a posé l'autre jour, que le gouvernement a l'intention de nommer des magistrats de district dans les districts inoccupés, seulement quand ce sera absolument indispensable: ailleurs, nous attendons que le gouvernement fédéral nomme des juges résidents.

Le comité étudie le bill.

Il est ordonné que le rapport soit reçu lundi prochain.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte relatif à la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi", sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Oeuvre du patronage de Québec," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Oeuvre du patronage de Québec

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Qué-

bec-Centre): Propose que la Chambre prenne en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Oeuvre du patronage de Québec." Adopté.

Rapport de comités:

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné le bill pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de Saint-Hyacinthe, et y a fait divers amendements, qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Code de procédure civile

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender certains articles du code de procédure civile et pour pourvoir à la nomination d'un juge de district à Montréal.

Adopté.

Jurés et jurys

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte de cette province, 32 Victoria, chapitre 22, concernant les jurés et les jurys.

Adopté.

Ecole d'industrie et de réforme

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser les directeurs des écoles d'industrie et de réforme et de certaines institutions de charité de mettre en apprentissage ou de placer au dehors les enfants qui sont sous leur direction.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Il est ordonné que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): With regard to the last bill, he expressed his thanks to the Honorable Solicitor-General for including in his act such provisions as he (Mr. Holton) had been requested to procure by private legislation. He had expressed his views to the Honorable Solicitor-General, and by him they had been

fully met. He therefore would withdraw the private bill he had before the House, as its object had been accomplished.

Régistres de l'état civil

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 34e Victoria, chapitre 8, concernant les registres de l'état civil dans une certaine partie du district de Saguenay.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre. Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Le bill est lu une troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Statuts de la province

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour déterminer le temps où les statuts de cette province deviendront en force.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement. Le bill est lu pour la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Continuation de certains actes

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des lois expirantes.

Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté, certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin, mil huit cent soixante-treize, et à certaines autres fins du ressort du service public.

Adopté.

Pouvoirs d'eau

M. R.S. DE BEAUJEU (Soulanges): Propose, appuyé par le député de Vaudreuil (M. E. Lalonde), qu'un comité spécial, composé de

l'honorable M. Chauveau, M. Lalonde, M. de Beaujeu, M. Bachand, M. David, M. Joly et M. Bellingham, soit nommé pour étudier le plan qui aurait été adopté par le gouvernement d'Ontario, dans le but de créer de nouveaux pouvoirs d'eau en détournant une partie des eaux du Saint-Laurent, pour les faire couler dans la rivière La Nation et autres rivières, et voir si ce plan peut s'appliquer avec avantage dans les comtés avoisinants, tels que Soulanges, Vaudreuil, et autres, en faisant continuer l'écoulement de ces eaux aux rivières à Delisle et à la Graisse, pour faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Poupore).

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre tous retours ou rapports en possession du département des Terres de la couronne, concernant la valeur des terres et la quantité de pin dans le bloc A, plus particulièrement décrit dans le chap. 21, 34 Vict., intitulé: "Acte pour pourvoir à l'octroi de certaines terres pour venir en aide aux compagnies de chemins à lisses y mentionnées".

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il serait très difficile d'obtenir ces renseignements et cela coûterait cher, mais le gouvernement donnera avec plaisir tout ce qu'il sait.

Adopté.

Asile de Beauport

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose, appuyé par le député d'Iberville (M. L. Molleur), qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nombre d'aliénés actuellement dans l'asile de Beauport, le nombre de ceux qui sont à la charge du trésor de la province, et le nombre de ceux qui ne le sont pas, le montant payé par chacun de ces derniers à qui ce montant a été payé, et au profit de qui. Il parle du nombre de patients de l'asile et du prix de leur entretien. Il croit que plusieurs patients ont les moyens d'assurer leur subsistance ou que leur famille peut payer.

Adopté.

Dépenses contingentes

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé par le député de Hochelaga (M. L. Beaubien), que cette Chambre concoure dans le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

Adopté.

Loi électorale

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. Marchand), que le bill pour amender la loi concernant les élections parlementaires contestées, et pour pourvoir plus efficacement aux moyens d'empêcher les menées corruptrices aux élections des membres de l'Assemblée législative de Québec, soit mis sur les ordres du jour de lundi prochain, pour la seconde lecture dudit bill.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Deux-Montagnes (M. G. Ouimet), que les débats soient ajournés jusqu'à mardi, le 26 du présent mois.

Il dit que la Chambre a déjà, par une grande majorité, rejeté ce bill et qu'il ne faut pas reprendre ce débat à la fin de la session.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): S'oppose à l'amendement du député de Québec-Comté.

Il croit que la proposition du député de Montmagny (M. T. Fournier) est valable. Selon lui, cet amendement est une farce, il équivaut à renvoyer à six mois l'étude de ce bill parce que la Chambre ne siégera pas le vingt-six.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Did not for a moment contest the propriety of the motion. While the Government believed in the principle of the bill, they were not ready to discuss anything of the kind.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Siège de M. Cauchon

La Chambre reprend les débats ajournés, sur la question qui a été proposée, mercredi dernier, que la pétition de F.-X. Déry et autres, de la cité de Québec, demandant que le siège de l'honorable Joseph Cauchon, représentant le district électoral de Montmorency, soit déclaré vacant, soit renvoyée au comité permanent des privilèges et élections.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande à quelle décision en est venu le gouvernement.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said with regard to this motion, while the mover had a perfect right to make it, the mode of presentation was not in form. It would be advisable to know whether the petitioners were electors, who, or what they were. The petition did not state what they were, which was objectional.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il explique que les pétitionnaires sont en même temps électeurs comme la pétition le spécifie d'ailleurs.

Il est heureux de voir que le gouvernement abandonne l'idée absurde de prétendre que c'est

une pétition d'élection. Quant au procédé adopté, il a été suivi à la Chambre des communes de Londres dans un cas analogue.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

Elections de l'Islet

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé par le député de Kamouraska (M. C.-F. Roy), que la 76^e section de l'acte concernant les élections parlementaires contestées soit maintenant lue.

Et ladite section étant lue:

Il est ordonné que la prestation du serment requise des membres du comité spécial nommé pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant d'une élection et rapport irréguliers pour le district électoral de l'Islet, soit ajournée jusqu'à la prochaine séance de la Chambre.

Missionnaires de Notre-Dame, S.J.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer les Missionnaires de Notre-Dame S.J.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement. Le bill est lu pour la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

William Fahey

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, William Fahey comme notaire. Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Le bill est lu pour la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de crédit de Montréal

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie de crédit de Montréal.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement. Le bill est lu pour la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Incorporation de la cité de Québec

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les dispositions de l'acte 33 Victoria, chapitre 46, concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Le bill est lu pour la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

George Gregory Smith

Le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour autoriser le barreau du Bas-Canada, province de Québec, à admettre George Gregory Smith, comme avocat et procureur" est lu pour la seconde fois.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Dames de l'asile des Orphelins protestants de Montréal

L'HONORABLE L.H. Holton (Montréal-Centre): Propose que le bill pour amender l'acte d'incorporation des dames de l'asile des Orphelins protestants de la cité de Montréal, soit retiré.

Le bill est retiré.

Officiers publics

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Champlain (M. F.-X.-A. Trudel), la deuxième lecture du bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics.

Et des débats s'en suivant;

Il est ordonné que les débats soient ajournés jusqu'à lundi prochain.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 18 décembre 1871

Sous la présidence de
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quart.

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Gérin, la pétition de Joseph Desaulniers et autres, de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawenegan, et la pétition du révérend F. Trahan et autres, des paroisses de Saint-Sévère, Saint-Barnabe et Saint-Elie, toutes du comté de Saint-Maurice.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Chas. P. Treadwell, de l'Original; demandant un octroi de terres pour la colonisation et pour autres fins.

De Janvier Auger et autres, du township d'Ireland, comté de Mégantic; demandant que ledit township d'Ireland ne soit pas divisé en deux municipalités séparées.

De Martin Mathieu et autres, de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce demandant que le juge de la cour Supérieure pour les districts de Montmagny et de Beauce soit tenu de résider dans les limites du district de Beauce, et qu'un magistrat stipendiaire ne soit pas nommé pour ledit district.

De M. E. Wadleigh et autres, du township de Kingsey, comté de Drummond demandant un octroi égal à la somme qu'ils sont obligés de payer pour le chemin à lisses de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

De Michaël S. Kelly et autres, du township de Rawdon; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière Lac Ouareau.

Du révérend V. Charest et autres, des townships de Sainte-Camille et Stoke, dans les comtés de Wolfe et Richmond; demandant de l'aide pour un chemin de Sainte-Camille à Brompton Falls.

De James Ross et autres, des townships de Lingwick, Hampden et Marston, comté de Compton; demandant de l'aide pour un chemin dans lesdits townships.

Rapport de comités:

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour autoriser le barreau du Bas-Canada, province de Québec, à admettre George Gregory Smith comme avocat et procureur", et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'hon-

neur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport :

Votre comité a pris en considération la motion faite dans votre honorable Chambre, que l'amendement proposé à la deuxième section du bill pour amender les actes concernant la Corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins, soit renvoyé à ce comité afin de faire rapport si ledit amendement contient des dispositions qui outrepassent les avis donnés; et votre comité est d'opinion que le comité permanent des bills privés, ayant rapporté la deuxième section dudit acte qui, de fait, contient des dispositions qui outrepassent, en certaine manière, lesdits avis, comme suffisamment compris dans cet avis, ledit amendement ainsi référé est en accord avec ladite deuxième section, tel que rapportée par le comité des bills privés.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les lois de l'éducation en cette province.

L'objet de ce bill est de permettre aux commissaires d'école de Québec de régler leurs difficultés avec la corporation et de placer les professeurs dans une meilleure position, en forçant les commissaires à leur donner avis avant de les démettre, afin d'accorder également aux commissaires certains droits d'expropriation.

Accordé.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Demande la permission d'introduire un bill pour diviser le comté de Chicoutimi en deux divisions d'enregistrement.

Accordé.

Elections

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre un rapport du greffier de la Couronne en Chancellerie, préparé d'après les registres des élections, pour la présente Assemblée législative de la province de Québec, indiquant le nombre de votes enregistrés pour chaque candidat, dans chaque division électorale, township, cité, ville ou paroisse où un poll a été tenu; le nombre de votes enregistrés dans chaque division, et le nombre d'électeurs entrés sur les listes électorales et la population de chaque division d'après le dernier recensement tel que demandé par un ordre de l'honorable Assemblée législative, daté le 17 novembre 1871. (Documents de la session, no 21.)

Ecoles d'industrie et de réforme

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième

lecture du bill pour autoriser les directeurs des écoles d'industrie et de réforme, et de certaines institutions de charité, de mettre en apprentissage ou de placer au dehors les enfants qui sont sous leur direction.

Adopté.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, appuyé par le député de Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), des amendements qui sont adoptés. Le bill passe ainsi amendé.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Magistrats de district

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que le rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill pour amender de nouveau la loi concernant les magistrats de districts en cette province, soit maintenant reçu.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), sous forme d'amendement, que tous les mots après "le", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour en retrancher la première clause", soient mis à la place.

Il demande que le bill soit rejeté, parce qu'il n'est pas constitutionnel et que le public ne le demande pas.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Tel n'est pas le cas. Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative. La question principale étant alors mise aux voix, il est ordonné que le rapport soit maintenant reçu.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Rapport de comités:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de présenter comme son deuxième rapport, le rapport de son sous-comité, et le recommande à la considération de Votre Honorable Chambre.

Votre comité ayant pris communication d'une résolution du comité conjoint des impressions du Parlement fédéral, demandant qu'un échange des documents parlementaires ait lieu entre les Législatures fédérale et locale, pour l'usage des membres de leurs Chambres respectives, approuve la suggestion contenue dans ladite résolution, et recommande l'échange des Documents de la session, Journaux et Appendices et Statuts.

Votre comité recommande que le greffier des impressions soit autorisé à transmettre la présente résolution à l'honorable comité conjoint des impressions du Parlement d'Ottawa, lors de la prochaine session, et à le prier de bien vouloir faire les démarches nécessaires pour obtenir du gouvernement fédéral, que les documents échangés soient transmis franc de port.

Conseil législatif, Québec,
Chambre de comité, no. 3,
13 décembre 1871.

Au président du comité conjoint des impressions.

Monsieur le Président,

Votre sous-comité nommé pour examiner les comptes d'impression de l'année écoulée, a l'honneur de faire rapport:

Qu'il est satisfait de l'exactitude des comptes en général, quoiqu'il n'ait pas fait un examen minutieux de toutes les pièces justificatives qui sont au nombre de plus de six cents.

Qu'il a remarqué avec plaisir l'amélioration du système de la tenue des comptes, la manière de les établir, et l'adoption complète des suggestions du sous-comité de la dernière session.

Qu'après avoir pris communication des contrats pour les impressions des statuts et des documents de la Législature, il reste évident que les articles qui ont trait au temps où les impressions doivent être terminées n'ont pas été exécutés, savoir: "Que l'impression des statuts devra être complétée dans l'espace d'un mois après chaque session." Et les documents: "dans les deux mois après la fin des sessions."

Votre sous-comité est d'avis que, dans l'intérêt du public, il est urgent que les officiers en charge de tels devoirs fassent en sorte de livrer à temps l'ouvrage aux imprimeurs pour que les conditions des contrats reçoivent leur pleine exécution.

Votre sous-comité est aussi d'avis: Qu'il ne soit payé aux imprimeurs qui ont des contrats avec le gouvernement, ou avec les Chambres, aucune indemnité ou extra pour travail de nuit, travail du dimanche, etc., etc., sous ces contrats. Votre sous-comité étant convaincu qu'il est de l'intérêt public de s'en tenir strictement à la lettre des contrats, en laissant aux parties contractantes le droit de résilier leurs engagements.

Votre sous-comité croit devoir recommander encore que la Gazette officielle soit envoyée aux municipalités pour y être conservée et servir de record.

Votre sous-comité a aussi examiné les documents suivants, et recommande que l'impression du rapport de l'honorable ministre des Terres de la couronne, par son ordre, pour l'usage de ce département, et pour les documents de la session, de même que l'impression des estimés et états des dépenses de la province

de Québec, pour l'année fiscale devant finir le 30 juin 1873, par ordre de l'honorable trésorier, pour l'usage de son département, soit approuvée.

Que les deux documents suivants soient imprimés comme documents de la session, savoir:

"Etat des affaires de la Compagnie des chemins de péage de l'Isle Jésus".

"Estimés et états des dépenses de la province de Québec, pour l'année fiscale devant finir le 30 juin 1873".

Que les deux suivants soient imprimés en partie comme documents de la session:

"Réponse à une adresse: Correspondance échangée entre le gouvernement de la Puissance et celui de la province de Québec, au sujet de l'immigration".

"Copies des contrats entre le gouvernement de la province de Québec, et les propriétaires de l'asile de Beauport, du 16 mai 1857, du 21 avril 1865 et du 25 octobre 1871, et la correspondance y ayant rapport".

"Que le deuxième rapport du comité des privilèges et élections le soit aussi en partie comme appendice du journal".

Votre sous-comité recommande, en outre, que les documents suivants ne soient pas imprimés:

1o Rapport des municipalités.

2o Etats des affaires des institutions de bienfaisance et de charité,

3o Etats des baptêmes, mariages et sépultures, pour l'année 1869, district de Rimouski.

4o Réponse à une adresse: Correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et celui de la province de Québec au sujet du transfert de la propriété située à Montréal, entre les rues Notre-Dame, Claude et le carré Jacques-Cartier.

5o Réponse à une adresse: Correspondance au sujet de la résidence du juge nommé pour les districts de Montmagny et de Beauce.

Assemblée législative,
Québec, 5 décembre 1871.

Bureau des impressions.

Au président et aux membres du comité conjoint sur les impressions pour les deux Chambres:

Monsieur le Président,

Conformément à l'ordre permanent du comité, j'ai l'honneur de vous soumettre les comptes d'impressions, papier et reliure pour les deux Chambres, pour le temps écoulé depuis la dernière session.

Les comptes sont accompagnés de pièces justificatives numérotées de 1 à 682, en tout; 132 pour l'honorable Conseil législatif, et 550 pour l'Assemblée législative.

Le montant se divise comme suit:

Pour l'honorable Conseil législatif \$ 732.79
Pour l'Assemblée législative . . . 7,304.41

\$8,037.20

D'après les instructions du greffier de l'Assemblée législative, le tirage du Journal et Appendice de la dernière session a été augmenté de 150 exemplaires français, et 50 exemplaires anglais en vue de pouvoir l'expédier aux députés du premier Parlement qui ne font pas partie de la représentation actuelle.

Je dois déclarer à votre comité qu'il n'a pas été en mon pouvoir de faire exécuter les articles des contrats qui ont trait au temps où les impressions doivent être terminées.

Ces retards peuvent être attribués à deux causes: certains documents ne sont pas livrés à temps aux imprimeurs, et certains imprimeurs prennent plus que le temps voulu pour faire l'ouvrage.

Le tout respectueusement soumis.

C.-F. Langlois,
G.C.C.I.

Code de procédure civile

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender certains articles du code de procédure civile, et pour pourvoir à la nomination d'un juge de district à Montréal.

Le comité étudie le bill, rapporte quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que la Chambre se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender certains articles du code de procédure civile, et pour pourvoir à la nomination d'un juge de district à Montréal.

Le comité, après avoir étudié le bill, rapporte qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger à nouveau demain.

Accordé.

Jurés et jurys

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte de cette province, trente-deux Victoria, chapitre vingt-deux, concernant les jurés et jurys.

Le comité étudie le bill.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que le rapport soit maintenant reçu.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Shefford (M. M. Laframboise), sous forme d'amendement, que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots "bill

soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'y amender en ajoutant la clause suivante comme clause 3 :

Clause 3. Le paragraphe 12, de la section 15, du chapitre 109, des statuts refondus pour le Bas-Canada, est abrogé", soient mis à la place.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): S'oppose à l'amendement parce qu'un avis de motion était nécessaire, et parce que l'amendement touche les revenus de la province.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Ecole normale Jacques-Cartier

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour pourvoir à la vente de certaines propriétés dans la cité de Montréal et à la construction d'édifices, pour les écoles normales Jacques-Cartier et Laval.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Note que seule l'école normale Jacques-Cartier doit profiter de ce bill et il en demande l'explication.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que l'école normale McGill est déjà bien pourvue et que ses édifices appartiennent au gouvernement; mais l'école normale Jacques-Cartier a un besoin pressant d'édifices et de toute l'aide qu'on peut lui apporter. Si, après la construction d'un édifice convenable, il reste de l'argent, il devrait être réparti équitablement.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Se dit pleinement satisfait. Adopté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture du bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), la deuxième lecture du bill pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec. Adopté.

Chemins de fer

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le chapitre soixan-

te-six des statuts refondus du Canada, concernant les chemins de fer.

SIR G.-E. CARTIER (Beauharnois): Remarque que le pouvoir accordé aux compagnies de chemins de fer de construire comme elles jugent convenable des sections de 25 milles de longueur est une concession de pouvoirs généraux. Si une compagnie désire construire une ligne de telle longueur, elle devrait en obtenir le pouvoir par un acte spécial.

La proposition est adoptée.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Corporation de la cité de Montréal

M. F. DAVID (Montréal-Est): Propose, secondé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton), la troisième lecture du bill pour amender les actes ayant rapport à la Corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins.

Corporation de la Cité de Montréal

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose sous forme d'amendement, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre afin d'y être amendé.

Après des débats, il retire son amendement avec la permission de la Chambre.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Présente deux amendements, appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton).

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), un amendement pour limiter à \$300.00 l'argent qu'on peut dépenser pour les parcs publics.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Espère que le député de Deux-Montagnes (l'honorable G. Oumet) retirera cette motion dont l'effet sera de ruiner le projet de parc. Si elle le désire, la population devrait pouvoir acquérir un parc et le payer comme elle l'entend. On peut en limiter l'étendue, mais il serait dommageable d'en limiter le coût. Il

espère que le procureur général n'insistera pas.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Parle dans le même sens.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il ne tient pas à ce que la Chambre passe son amendement, mais il veut déclarer publiquement sa désapprobation d'une politique qu'il trouve dangereuse.

L'amendement est rejeté.

Le bill est adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Cathédrale de Saint-Hyacinthe

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propo-

se, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de Saint-Hyacinthe.

Le comité rapporte qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau aujourd'hui. Accordé.

Elections de l'Islet

A 5 heures p.m., les noms des députés composant le comité spécial nommé pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant d'une élection et rapport irréguliers pour le district électoral de l'Islet, étant appelés, et Andrew Esinhart, écuyer, ne comparaissant pas.

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Laval (M. J.-H. Bellerose), que la 77e section de l'acte concernant les élections parlementaires contestées soit maintenant lue.

Adopté.

Et ladite section étant lue;

Il est ordonné que la pétition se plaignant d'une élection et d'un rapport irréguliers pour le district électoral de l'Islet, soit de nouveau renvoyée au comité général des élections.

Cathédrale de Saint-Hyacinthe

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de Saint-Hyacinthe. Adopté.

En comité:

M. M. LAFRAMBOISE (Shefford): Propose que les paroissiens qui ont contribué volontairement à la construction de cette église ne soient pas obligés de payer autant que ceux qui n'ont rien donné.

Il dit que plusieurs paroissiens ont déjà fait volontairement une contribution à la construction de la cathédrale. Le bill aurait pour effet de faire payer ces gens au pro rata de leur évaluation, sans tenir compte de leur contribution antérieure. Cela est injuste, et il a confiance que l'amendement sera adopté. MM. Cartier, Bachand, David, Malhiot, Holton et Ouimet prennent la parole. Le comité rapporte qu'il a fait quelques progrès et demande la permission de siéger à nouveau aujourd'hui. Accordé.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la vallée de Gatineau", sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie

du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et de l'Anse-aux-Sauvages", avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel" avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil législatif a adopté les amendements faits par l'Assemblée législative au bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant les plans et livres de renvois des cadastres", sans amendement.

Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et de l'Anse-aux-Sauvages

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif, au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et de l'Anse-aux-Sauvages".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Cathédrale de Saint-Hyacinthe

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de Saint-Hyacinthe.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement. Le bill est lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Oeuvre du patronage de Québec

Les amendements faits par le Conseil législa-

tif, au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Oeuvre du patronage de Québec", sont, en conformité de l'ordre du jour, lus pour une seconde fois, et adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Salaires des officiers publics

La Chambre, selon l'ordre du jour, reprend les débats ajournés sur la question qui a été proposée samedi dernier, que le bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics, soit maintenant lu pour une seconde fois.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Suggère au député de Montréal-Est (M. F. David) de permettre le renvoi du bill à un comité spécial.

M. F. DAVID (Montréal-Est): Dit qu'il n'a pas d'objection à ce que son bill soit envoyé à un comité spécial; seulement, il désire qu'on ne fasse pas de cette affaire une question de parti, mais que l'on comprenne bien qu'il faut que les fonctionnaires publics soient obligés comme les autres de payer leurs dettes.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Est persuadé que M. David est mû par les meilleures intentions, mais il est d'avis que son bill est d'une application impossible. Il entraînerait une foule d'abus. Sans doute, les employés publics doivent être tenus de payer leurs dettes, mais il ne faut pas rendre leur salaire saisissable pour atteindre ce but. Ceux qui leur vendent des effets savent ce qu'ils font en traitant avec eux et ne peuvent se plaindre s'ils sont forcés de subir des pertes pas plus que ceux qui vendent à des mineurs. Quand un employé s'est rendu responsable, il est juste que ses meubles et propriétés soient exposés à être saisis, mais il ne l'est pas de toucher à son salaire.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Thought that the bill should be read a second time, and then referred to a committee.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that the Honourable Member for Montreal-East, in allowing his bill to be referred to a special committee, need not fear that he was granting any extraordinary concession. It was the general practise of Parliament, to refer public bills introduced by individual members to select committees. The bill which prevented public officers from setting their creditors at defiance was deserving of attention, and that some reform was needed in this direction, he would admit, though in what shape he was not prepared to say at present.

SIR G.-E. CARTIER (Beauharnois): Normalement, la saisie arrêt est une action qui coûte cher au débiteur, et frappe durement celui qui reçoit un salaire fixe. Il propose un système, qu'il croit être meilleur, parce que plus simple, plus équitable et plus juste en principe. Quand un créancier exige la restitution d'une dette d'un fonctionnaire public, après avoir prouvé la dette, il devrait donner un avis de 30 jours, après quoi le gouvernement retiendrait le quart du salaire de ce fonctionnaire jusqu'à restitution complète de la dette.

De plus, il ne faudrait pas que tous les comptes fussent liquidés de cette manière, mais il est nécessaire que les notes de l'épicier, du boucher, du boulanger et du locateur soient soldées.

Il excepterait l'alcool et le vêtement. Le fonctionnaire reste en place pendant le bon plaisir du gouvernement, et sa position serait bien menacée quand une saisie arrêt aurait été faite contre lui.

Il ne s'oppose pas à la deuxième lecture, mais il espère que le bill sera renvoyé à un comité spécial, où ses suggestions seront étudiées avec le même esprit que celui dans lequel elles sont faites.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Ne croit pas que les suggestions du député de Beauharnois (Sir G.-E. Cartier) soient particulièrement pratiques, et il préfère les dispositions prévues dans le bill du député de Montréal-est (M.F. David), lesquelles sont plus simples et plus directes.

M. F. DAVID (Montréal-Est): S'il craignait que le gouvernement ne cherche, en renvoyant le bill à un comité spécial, à y introduire des dispositions contraires à l'esprit même du bill, il le retirerait; mais comme la Chambre semble favorable, je propose la deuxième lecture dudit bill.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Est tout à fait opposé au principe du bill. Il veut bien que les fonctionnaires acquittent leurs dettes, mais il ne sera pas partie à un principe coercitif.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Appuie la proposition et répond au député des Trois-Rivières (M. H.-G. Malhiot), qu'il ridiculise pour avoir sans raison suffisante condamné un projet dont le but est de mettre un terme à certains abus. Il trouve qu'il est temps que l'on fasse disparaître des abus dont tout le monde se plaint.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité spécial, composé de l'honorable M. le procureur-général Ouimet, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Hol-

ton, M. David, M. Rhéaume, M. Bellingham, et M. Trudel, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Code civil

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour limiter l'application des articles 298 et 299 du code civil, et le titre cinquième du code de procédure civile. Il explique longuement la raison d'être de ce bill.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il n'approuve pas ce bill, mais qu'il ne s'opposera pas à sa deuxième lecture.

La proposition est adoptée.

La Chambre s'ajourne à onze heures et dix.

Séance du 19 décembre 1871

Sousja présidence de Phonorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Elections contestées

M. L'ORATEUR: Fait rapport à la Chambre que le cautionnement à la pétition de Simon-Xavier Cimon, écuyer, se plaignant de l'élection et du rapport de Adolphe Gagnon, écuyer, pour le district électoral de Charlevoix, est susceptible d'objection.

Il fait aussi rapport à la Chambre que le cautionnement à la pétition de Télesphore-Eusèbe Normand, écuyer, se plaignant de l'élection et du rapport de François-Xavier-Anselme Trudel, écuyer, pour le district électoral de Champlain, est susceptible d'objection.

Il fait aussi rapport que le cautionnement à la pétition de Louis-Joseph-Elzéar Desjardins, écuyer, se plaignant de l'élection et du rapport de Télesphore Fournier, écuyer, pour le district électoral de Montmagny, est susceptible d'objection.

Il fait aussi rapport à la Chambre, que le cautionnement à la pétition de John Robinson Hamilton, écuyer, Bélonie LeBlanc dit Bourquette et Normand McLeod Carswell, se plaignant de l'élection et du rapport de Théodore Robitaille, écuyer, pour le district électoral de Bonaventure, est susceptible d'objection.

Il fait aussi rapport à la Chambre que le cautionnement à la pétition de François-Benjamin Godin, écuyer, se plaignant de l'élection et rapport de Vincent-Paul Lavallée, écuyer, pour le district électoral de Joliette, n'est pas susceptible d'objection.

Rapport de comités:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre

le deuxième rapport du comité permanent des lois expirantes.

Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre qu'il a examiné le bill pour continuer, pour un temps limité, les divers actes y mentionnés, et en recommande l'adoption sans amendement.

Elections de l'Islet

M. P. FORTIN (Gaspé): Fait rapport au nom du comité général des élections contestées des noms des membres composant le nouveau comité spécial nommé pour juger et décider du mérite de la pétition, se plaignant d'une élection et rapport irréguliers pour le district électoral de l'Islet, auquel il a annexé la pétition y relative à lui renvoyée par la Chambre; et les noms des membres dudit comité sont lus comme suit: Louis-J.-B. Beaubien, écuyer, Victor Robert, écuyer, F. David, écuyer, Elie Mailloux, écuyer; président, Charles Gill, écuyer.

Siège de M. Cauchon

Le Comité des privilèges et élections fait rapport sur la pétition protestant contre le droit de l'honorable M. Cauchon, député de Montmorency, de siéger dans l'Assemblée. Le comité déclare que les pétitionnaires ne peuvent insister sur leurs demandes telles que basées, et que de plus en raison de l'absence d'un des principaux témoins, il est impossible de prendre en considération la pétition pendant la session.

Il recommande en conséquence que la pétition soit mise de côté pour le moment.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): S'oppose à la réception de ce rapport car selon lui on aurait dû entendre d'autres témoins. Il demande que le rapport soit renvoyé au comité pour étude plus approfondie. Les débats sont ajournés à plus tard.

Lois d'éducation

M. M. LAFRAMBOISE (Shefford): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), que la pétition de E.H. King et autres, de la cité de Montréal, demandant des amendements aux lois d'éducation, en ce qui concerne ladite cité, présentée à cette Chambre, le 14 du présent mois, soit retirée.

Impressions

L'HONORABLE J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité conjoint des impressions de la Législature. Adopté.

Elections de Joliette

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, appuyé par

le député de Laval (M. J.-H. Bellerose), que la pétition de François-Benjamin Godin, écuyer, se plaignant de l'élection et du rapport de Vincent-Paul Lavallée, écuyer, pour le district électoral de Joliette, soit renvoyée au comité général des élections. Adopté.

Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin, mil huit cent soixante-treize, et à certaines autres fins du ressort du service public.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said he could now ask a certain question without being out of order, and the more so, as a few days ago, the Honourable Premier had established the precedent, that the House might discuss any question upon which the Provincial Parliament could not legislate. There was no question of more importance to the Province than the ratification of the Treaty of Washington, and he would like to hear the opinions of the Government upon that point. That ratification depended, to a great extent, upon the vote of the Dominion Parliament, and it was but right the Legislatures of interested provinces should hear the voice of their governments upon the matter. He would inquire of the Government if they proposed to lay before the House any considerations of the Treaty, or whether they regarded any of its clauses bearing upon our interests should have ventilation.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que cette question posée ex abrupto ne peut recevoir de réponse immédiate. Le gouvernement n'est pas prêt.

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Asked the question because the reading of the Supply Bill gave him the opportunity. He would be happy to hear the matter treated of another day. Adopté.

Code de procédure civile

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier de nouveau le bill pour amender certains articles du code de procédure civile, et pour pourvoir à la nomination d'un juge de district à Montréal.

Le comité étudie le bill et la question étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose sous forme d'amendements, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots

"le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour l'amender comme suit:

Page 5, clause 24, ligne 14, après le mot "Montréal" insérer les mots "et de Québec."

Page 5, clause 24, ligne 16, substituer les mots "les dites cités" aux mots "ladite cité", soient mis à la place.

Il propose cet amendement dans le but de faire nommer un juge pour le "district" de Québec afin que la cour de Circuit siège quotidiennement, excepté les dimanches et les jours de fête, il va de soi.

Il dit que les intervalles qui séparent les sessions causent beaucoup d'ennuis, surtout pendant la saison de navigation.

Il est convaincu de la nécessité d'un juge à Québec et ne doute pas du bien-fondé de sa proposition; il espère donc qu'elle sera adoptée.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Understood that the adoption of the motion meant a daily sitting of the Circuit Court in Quebec. The best answer to the arguments of Mr. Fournier was that the Circuit Court of Quebec was not in arrears, as was that of Montreal, which was behind some 3,000 cases. There was no comparison between the conditions of the two Courts; the one was fully up with its work, the other was sadly behindhand, notwithstanding the fact that the sessions of the Court in Montreal extended for 80 days, and five judges were employed, against 60 days in Quebec and three judges. The state of affairs in Montreal gave rise to much discontent and inconvenience, which did not exist in Quebec. The bill was intended to cover this difficulty. Honorable Mr. Irvine spoke at considerable length upon the intermediate appeal, which he considered as useless, and tending to lessen the respect of the masses for the administration of justice. With regard to the Circuit Court in Quebec, we were able, without an extra judge, or a longer session, to get through all the work on hand, and there was no necessity of an amendment.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Je ne me fonde pas sur une comparaison entre ce qui se passe à Québec et à Montréal, mais sur le principe que la justice doit être accessible tous les jours.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose sous forme d'amendement, appuyé par le député de Shefford (M. M. Laframboise), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender comme suit:

"Dans toute cause de la cour Supérieure dans les districts de Québec et de Montréal,

après l'enquête close, il sera loisible à l'une ou à l'autre partie de déclarer par écrit qu'elle entend inscrire ladite cause pour audition finale au mérite, devant trois juges de la cour Supérieure; alors telle cause sera inscrite sur le rôle de la cour Supérieure siégeant en revision," soient mis à la place.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Opposed this motion as tending to overthrow an existing system which worked well. He considered the amendment a move in the wrong direction.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, sous forme d'amendement, appuyé par le député de Richmond-Wolfe (M. J. Picard), que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en y ajoutant ce qui suit après la 20e section:

"Nonobstant l'article 1061 dudit code de procédure, la cour de circuit pour tout district, n'aura pas juridiction sur aucun comté dans lequel elle n'est pas tenue, s'il y a une cour de circuit dans et pour ledit comté," soient mis à la place.

He pointed out the objectionable features of the present system, which his amendment was intended to remove.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmourey): Combat l'amendement, attendu que la loi telle qu'elle existe fonctionne très bien pour l'avantage des justiciables.

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose sous forme d'amendement audit amendement, appuyé par le député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham), que les mots:

"Et, il est de plus pourvu, qu'il n'y aura pas de circuit au chef-lieu du district de Bedford, que les cours de circuit des différents comtés compris dans le district auront une juridiction exclusive dans les circuits respectifs de tels comtés", soient ajoutés à la fin d'icelui.

Il dit que sa motion bénéficiera à la population de Missisquoi qui, par l'établissement du chef-lieu à Bedford, subit de graves inconvénients.

Après une longue discussion à laquelle prennent part les députés de Richmond-Wolfe (M. J. Picard) et de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau), l'amendement à l'amendement déjà proposé étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et l'amendement à la question principale étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit;

Pour: MM. Bellerose, Bellingham, Brigham, Chapleau, de Beaujeu, Dugas, Holton, Irvine (solliciteur général), Lafontaine, Laframboise, Laroche, Locke, Lynch, Mailloux, Pelletier (L'Assomption), Picard, Robert, Sanders, Sawyer et Sylvestre,²⁰

Contre: MM. Bachand, Beaubien, Cartier, Chauveau, Daigle, David, Dorion, Eddy, Fortin, Fournier, Gagnon, Gendron, Gill, Gosselin, Houde, Joly, Laberge, Lalonde, LaRue, Laroche, Lavallée, LeCavalier, Malhiot, Marchand, Molleur, Ouimet (procureur général), Pelletier (Bellechasse), Pozer, Rhéaume, Robertson, Roy, Tremblay, Trudel et Verreault.³⁴

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix; il est ordonné que le rapport soit maintenant reçu. Le comité fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable Irvine), que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Propose, appuyé par le député de Montréal-Est (M. F. David), un amendement pour amender l'article 53 du code. Il propose d'amender l'article 556 du code pour qu'un débiteur qui est fermier, ne puisse être privé de ses instruments d'élevage, de charette, de charrue, de boeufs, ou de cheval de travail.

L'amendement est perdu sur division.

Le bill est lu pour la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Licences

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte des licences de Québec. Adopté.

Le bill est lu pour la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de Waterloo et Magog."

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi relative aux assurances mutuelles des fabriques, en ce qui concerne les diocèses de Montréal et de Saint-Hyacinthe."

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 20 décembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures trente.

Dépôt et lecture de pétitions.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Joseph Desaulniers et autres, de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawenegan, comté de Saint-Maurice; demandant de l'aide pour reconstruire le pont Lavergne.

Du révérend F. Trahan et autres, des paroisses de Saint-Sévère, Saint-Barnabe et Saint-Elie, comté de Saint-Maurice, demandant de l'aide pour un chemin dans lesdites paroisses.

Salaire des officiers publics

M. F. DAVID (Montréal-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité spécial nommé pour étudier le bill pour rendre saisissable une partie du salaire des officiers publics. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a pris ledit bill en considération, mais qu'il n'a pu procéder sur ce bill, parce que la présente session tire à sa fin. Cependant, vu l'importance de la mesure, votre comité a l'honneur de suggérer que d'ici à la prochaine session, le gouvernement avise aux moyens qu'il croira les plus convenables, par législation ou autrement, de régler cette question dans la vue de protéger le créancier des officiers publics d'une manière équitable sans nuire à l'efficacité du service public.

Pouvoirs d'eau

M. R. S. De BEAUJEU (Soulanges): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour étudier le système qu'on se propose d'adopter dans le gouvernement d'Ontario, dans le but de créer de nouveaux pouvoirs d'eau en détournant une partie des eaux du Saint-Laurent, pour les faire couler dans la rivière La Nation et autres petites rivières; et voir si ce plan peut s'appliquer avec avantage dans les comtés avoisinants, tels que Soulanges, Vaudreuil et autres, en faisant continuer l'écoulement de ces eaux aux rivières à Delisle et à la Graise. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il s'est assemblé et a nommé M. De Beaujeu son président, et ayant été informé que M. Page a déjà été chargé, en 1857 ou 1858, de faire un examen des lieux dont il est question dans la motion qui a fait former ce comité, et qu'un rapport avait été fait en conséquence, le comité étant de plus informé que ce rapport serait dans les archives du gouvernement, s'il existe, afin de faciliter au comité l'examen de la question.

Le comité recommande, en conséquence, que le greffier de cette Chambre reçoive instruction d'écrire au gouvernement à Ottawa, pour se procurer une copie dudit rapport.

Siège de M. Cauchon

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il s'est réuni ce jour pour prendre en considération la requête de F.-X. Déry et autres, de la cité de Québec, demandant que le siège de l'honorable Joseph Cauchon, représentant de la division électorale de Montmorency, soit déclaré vacant, qui lui a été référée par votre honorable Chambre.

Sur proposition,-

Que des témoins, dont la liste est fournie, reçoivent l'ordre de comparaître demain devant ce comité.

La motion suivante en amendement fut adoptée sur division.

Vu qu'il a été déclaré devant le comité qu'il était de notoriété publique que François-Elzéar Roy était absent de la province et devait être ainsi absent durant cette session, et que les pétitionnaires devaient connaître ces faits lors de la présentation de cette pétition, qu'il a été déclaré que ledit F.-E. Roy était le témoin principal et essentiel sur cette pétition, que ce comité ne procède pas outre sur ladite pétition.

En conséquence, votre comité recommande à votre honorable Chambre qu'il ne soit pas procédé outre sur ladite pétition.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Mégantic (l'honorable G. Irvine), que la Chambre concoure dans le dit rapport.

Adopté sur division.

Documents:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics pour l'année finissant le 31 décembre 1871. (Documents de la session, no 4).

Election de l'Islet

Louis-J.-B. Beaubien, écuyer, Victor Robert, écuyer, F. David, écuyer, Elie Mailloux, écuyer, président, Charles Gill, écuyer, composant le comité spécial nommé pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant d'une élection et rapport irréguliers pour le district électoral de l'Islet, leurs noms appelés, et étant venus à la table, ils sont assermentés par le greffier.

Aide aux chemins à lisses

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.G. Robertson), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant des octrois de terre en faveur de certaines compagnies de chemins à lisses.

Diverses compagnies de chemin de fer ont adressé des demandes au gouvernement, les unes pour des terres, les autres pour des subsides.

En ce qui concerne les terres, le gouvernement, par les résolutions qui sont maintenant soumises à la Chambre, tient la promesse qu'il a faite, l'année dernière, à la Compagnie internationale de Saint-François et de Mégantic.

Le gouvernement accorde à la Compagnie internationale de Saint-François Mégantic, un subside de dix mille acres par mille pour le chemin, depuis l'endroit où il touche au Grand-Tronc, à Lennoxville, jusqu'à l'endroit où il se relie avec les chemins américains à la frontière. Ces terres seront prises dans la vallée du Saint-Maurice.

Les demandes des trois autres compagnies ont été aussi prises en considération.

La compagnie du chemin de Québec au lac Saint-Jean, au point de vue de la colonisation, rencontre parfaitement l'esprit de l'acte des chemins à lisses de colonisation, mais le subside accordé à ces chemins n'est pas jugé suffisant pour mener à bonne fin cette grande entreprise.

Cette compagnie se déclare prête à construire un chemin de fer à partir du terminus du chemin à lisses de bois de Gosford jusqu'au lac Saint-Jean et à substituer des rails de fer aux lisses de bois du chemin de Gosford, moyennant un octroi de dix mille acres par mille de Gosford au lac Saint-Jean.

Le gouvernement a décidé d'accorder à la compagnie l'espace de terre demandé entre le lac Saint-Jean et les seigneuries en arrière de Québec.

En ce qui concerne la demande faite pour la construction d'un chemin de fer sur la rive nord de l'Outaouais, d'Aylmer à la rivière Creuse, et du chemin de fer de la Gatineau, il faut observer que le premier de ces chemins dont l'entreprise a été formellement accueillie par le gouvernement comme continuation de la grande ligne entre Québec, Montréal et Ottawa, vers les régions supérieures de l'Ottawa, a des droits tout particuliers à l'aide de cette province. En même temps, le gouvernement a déjà exprimé l'opinion que ce projet a aussi des droits à l'aide du gouvernement fédéral. Si cette aide est accordée, le gouvernement local se trouvera dans une meilleure position pour faire un octroi de terres ou accorder un subside au chemin de la rivière Gatineau qui sera à la fois un chemin de colonisation d'une très grande importance et un puissant tributaire de l'autre voie.

Le gouvernement apprécie ces deux projets

et est disposé à leur accorder une aide libérale, qu'il ne peut préciser tant qu'il ne sera pas dans une position à connaître ce qui sera requis pour amener la construction de la ligne principale d'Aylmer à Deep River.

Le gouvernement a décidé qu'à l'avenir il ne serait pas accordé de terres à de nouvelles compagnies, à moins que ces chemins ne contribuent directement à la colonisation du territoire où ces terres seront situées.

Quant aux autres chemins qui, d'après ce principe, ne pourront avoir d'octroi de terres, le gouvernement devra les aider autant qu'il pourra au moyen de subsides.

Le gouvernement a reçu des demandes de subsides de la part des compagnies suivantes: celle du chemin de fer de Missisquoi et Black River, celle du Chemin de fer de Philipsburg et Yamaska et celle du chemin de fer de Waterloo et Magog.

Le gouvernement a l'intention de venir en aide à ces trois entreprises dans la prochaine session du Parlement, et de continuer à leur égard la politique qu'il a suivie jusqu'ici.

En comité :

1. Résolu. Qu'il est expédient d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil, d'accorder à la Compagnie de chemin à lisses international de Saint-François et de Mégantic, pour la construction de cette partie de son chemin à lisses dans les limites de cette province depuis l'endroit où ledit chemin à lisses s'éloigne de la ligne du Grand-Tronc de chemin de fer, et de la ligne provinciale, dix mille acres de terre par mille de ladite partie du chemin à lisses, lesdites terres seront choisies dans les limites du territoire désigné sur la carte ci-annexée par la lettre E, et décrites de la manière suivante:

Le territoire s'étendant sur la rive sud-ouest de la rivière Saint-Maurice, et étant situé, partie dans les comtés de Portneuf et de Champlain, et borné et décrit comme suit:

Commençant à l'embouchure de la rivière à la Truite, une des tributaires de l'ouest de la rivière Saint-Maurice susdite, au poteau du 127e mille planté par l'arpenteur Bignell, en 1847, au point marqué e, sur le plan ci-annexé, par une ligne courant astronomique ment sud 45o ouest, jusqu'à une distance de 28 milles au point f; de là, dans la direction astronomique nord 45o ouest, 46 milles jusqu'à g; de ce dernier point à angle droit, jusqu'à cette ligne en dernier lieu mentionné, et dans la direction nord 45o astronomiquement, 19 milles plus ou moins jusqu'à son intersection avec la rive ouest du lac Travers; de là, suivant la rive ouest des lacs Travers et Shamgois, et continuant dans une direction sud-est le long de la rive de ladite rivière Saint-Maurice jusqu'au point de départ comme à e. Ledit block E contenant une superficie de 752,000 acres plus ou moins.

2. Résolu. Qu'il est expédient que ledit octroi de terres soit fait aux conditions suivantes:

- i) Que le gouvernement ne soit pas tenu à faire ledit octroi avant que ladite partie

du chemin à lisses ait été complétée jusqu'à la ligne provinciale, et mise en opération à son entière satisfaction,

- ii) Qu'il sera néanmoins loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il sera démontré que ladite compagnie est activement engagée à la construction de ses travaux, de lui accorder, pour chaque vingt-cinq milles de ladite partie de chemin complétée, un octroi de terres correspondant à la longueur de tel chemin.

3. Résolu. Nul octroi ne sera néanmoins fait sous l'autorité du présent acte, à ladite compagnie, le ou avant le premier jour de janvier mil huit cent soixante-treize, et qu'elle ait signifié au secrétaire de la province son acceptation de tel octroi, au lieu de tout subside auquel elle pouvait avoir droit sous l'autorité de l'acte des chemins à lisses de colonisation de 1869, et de la section treize, de l'acte trente-quatre Victoria, chapitre vingt.

4. Résolu. Qu'il est expédient d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil, d'accorder à la Compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford, dans le but d'aider à la construction de cette partie du chemin en question restant à construire, du terminus actuel de Gosford jusqu'au lac Saint-Jean, à l'embouchure de la rivière Métabetchouan, dix mille acres de terre par chaque mille en longueur de ladite partie dudit chemin à lisses et que cet octroi devra être pris dans cette section des terres vacantes de la couronne, portant la désignation de bloc F, sur la carte ci-annexée.

Le territoire compris sous cette désignation formant partie des terres vacantes de la couronne, gisant dans les comtés de Québec, Montmorency et Chicoutimi, est limité comme suit, savoir: commençant sur la ligne d'exploration de Stoneham au lac Saint-Jean, établie en 1847 par l'arpenteur F-W. Blaiklock, au poteau planté par lui pour désigner le 29e mille de l'angle sud-ouest dudit canton Stoneham, au lieu indiqué par la lettre g, au plan ci-annexé, de là suivant ladite ligne sur le rumb de vent astronomique nord 150 ouest, la distance de 12 milles jusqu'au poteau marquant le 41e mille de cette même exploration.

De cet endroit marqué H, sur le diagramme ci-joint par une ligne courant nord 700 est, la distance de 18 milles jusqu'en I, ce point étant situé à un mille du chemin de colonisation de Québec au lac Saint-Jean, puis longeant parallèlement les diverses sinuosités de ladite voie de communication toujours à la même distance d'un mille dans la direction générale nord 180 ouest jusqu'en 48e degré de latitude nord, lequel forme la limite entre les comtés de Montmorency et Québec, et celui de Chicoutimi au point J, distance de 27 milles: et de là se poursuivant parallèlement au chemin précité sur la course générale nord 360 ouest environ 9 milles jusqu'au point K; de cet endroit suivant une ligne courant nord 730 50 ouest la distance de 45 milles jusqu'à ce qu'elle rencontre la branche principale de la rivière Croche en L.

De là, descendant le cours de ladite rivière vers le sud-ouest environ 14 milles jusqu'en M.

Ledit bloc F étant en cet endroit borné à la ligne nord-est des dernières limites à bois octroyées sur le côté est de la rivière Croche courant sud 750 est de la distance de 10 milles et en prolongation d'icelle un mille et demi jusqu'à son intersection avec la ligne d'exploration tirée en 1854 par l'arpenteur F-W. Blaiklock, de La Tuque, au lac Saint-Jean, au point désigné par la lettre N au plan ci-annexé. De là sur ladite ligne d'exploration sud 22e ouest, astronomiquement, la distance de 4 milles et demi jusqu'en O, au 48ème degré de latitude nord déjà cité, et suivant ce parallèle, vers l'est la distance de 15 milles jusqu'en P, là où il coupe la rivière Waquagamakasis.

Remontant cette dite rivière qui se décharge dans le lac des commissaires et suivant sa rive est, et celle correspondante du lac Najaoualank (une des sources de la grande rivière Bostonnais) et en continuation celle de la rivière Pequouaquouasoui jusqu'à la lettre D, laquelle désigne l'angle nord-ouest du bloc B octroyé aux compagnies de chemin de fer de la rive nord du Saint-Laurent de la colonisation du nord de Montréal, distance d'environ 24 milles. Ensuite, vrai est suivant la limite nord dudit bloc B, sur une longueur de 2 milles jusqu'en E. De cet endroit s'appuyant pendant 23 milles à la ligne est et sud-est dudit bloc B jusqu'au point Q laquelle ligne doit suivre à environ six milles le cours général de la rivière Métabetchouan et le tracé établi par l'arpenteur Eugène Casgrain, marquant la position du chemin de fer projeté de Québec au lac Saint-Jean.

Enfin, de ce dernier point sur la course est astronomique, six milles jusqu'en R, à l'intersection dudit tracé ci-dessus désigné, et en continuation sur le même rumb de vent 10 milles jusqu'en G, au point de départ indiqué en premier lieu.

Ledit bloc F contenant 1,183,000 acres en superficie. Le tout tel que représenté sur la carte ci-annexée de la province de Québec.

5. Résolu. Que le gouvernement ne soit point tenu de faire cet octroi avant que ladite section (de Gosford au Lac Saint-Jean), dudit chemin à lisses ait été complétée et mise en opération à son entière satisfaction.

6. Résolu. Qu'il sera néanmoins loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il sera démontré que ladite compagnie est activement engagée à la construction de ses travaux, de lui accorder, à mesure que vingt-cinq milles de cette voie auront été terminés, une partie des dites terres proportionnée à cette longueur de chemin.

7. Résolu. Que dans le cas où ladite compagnie ci-dessus désignée n'aurait pas bona fide commencé la construction de la partie dudit chemin de Gosford au lac Saint-Jean, dans le cours de deux ans après le premier jour de mai prochain, elle perdra tous droits audit octroi de terre.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Il est admis

que le gouvernement fait des concessions de terres aux chemins pour encourager la colonisation. Mais comment une compagnie qui construit un chemin sur la frontière sud, encouragera-t-elle la colonisation de terres situées dans la vallée du Saint-Maurice? Elle n'aura aucun intérêt à le faire, et le voulût-elle, qu'elle ne le pourrait pas.

Je ne puis approuver la politique du gouvernement en ce qui concerne la compagnie internationale. Pourquoi lui donner des terres dans la vallée du Saint-Maurice, non dans le voisinage du pays que cette ligne traverse?

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Blamed the Government for bringing in what might be termed a supplementary railway policy at the last day, so to speak, of the Session, and asking the House to deliberate thereon. But in so doing the Government was only fulfilling a pledge which they had made last Session, and he would have been a good deal annoyed had they allowed the Session to pass without taking up the question. The Premier had fulfilled his promise. He believed in colonization railways, and in the aiding of such roads, for on them must we depend for our development, and every dollar which we could possibly put into such roads was money well invested. We must not follow the example of Ontario and lock up our capital. The Government showed an inclination to do all in their power toward colonization and though these resolutions came late in the day, they should receive unanimous support. He was glad to see the Premier fulfilling his promise.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): S'oppose à l'ensemble de ces résolutions qu'il trouve empreintes de favoritisme. Il se plaint que le gouvernement soit influencé par le gouvernement fédéral pour allouer des terres à un chemin dans lequel M. Pope est intéressé, cette allocation ayant été refusée l'année dernière.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que l'année dernière ces terres ont été promises et non refusées.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Demande quand cette promesse a été faite.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que cette promesse était publique et avait été rapportée dans tous les journaux.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Did not doubt the fact. But with regard to the present question there was much to be said. The Premier, in fulfilment of a motion given some ten days ago, brought in these resolutions, and, at the same time, asked the House to assent to a railway policy which the House had never had an opportunity of

forming an opinion upon. This grave question came before the House without notice, and this argument of surprise was unanswerable. He had no intention, however, of rising to a point of order, though he protested against such a system of legislation, however good, however sound, the policy involved might be. We had upon us, as representatives of the people, certain obligatory restrictions, and it was not proper to work surprises on the public. Parliamentary usages must not be inconsiderately broken through. He was not then in a position to ask for a consideration of the resolutions which, it was proposed, should shortly have the effect of law.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Admet en partie l'objection de M. Holton, mais la question est certainement publique et le chemin de fer de Gosford a soulevé déjà depuis quelque temps la question d'étendre sa ligne jusqu'au Lac St-Jean, ce qui est généralement connu.

Les terrains que l'on se propose d'accorder seraient longtemps sans emploi et cette mesure est toute dans l'intérêt public. L'an dernier nous avons annoncé que si le pays approuvait notre ligne de conduite à l'égard des chemins de fer, nous continuerions à encourager les entreprises de chemins de fer. Or, aucune de nos mesures n'a été plus unanimement approuvée lors des dernières élections. On n'a donc pas raison de dire que nous donnons ces terres sans avoir donné d'avis suffisant et contre la volonté du pays. Le gouvernement ne fait que tenir ses promesses.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dès 1867 et 1868, je demandais au gouvernement d'adopter la politique qu'il suit aujourd'hui. J'étais presque seul de mon opinion et un ministre, M. Dunkin, me répondait alors en se servant des arguments que M. Gérin vient d'employer, il y a un instant. Je ne puis donc qu'approuver la politique du gouvernement, mais je voudrais qu'en accordant les concessions de terres, il ne donnât pas les terres par blocs, mais par lots alternés. Le gouvernement garderait pour l'avenir une foule de bois qui augmenteraient de valeur, et qu'il pourrait vendre avantageusement plus tard.

Il est opposé à ce que le gouvernement laisse d'immenses étendues des terrains en bloc qui plus tard peuvent tomber entre les mains de spéculateurs. Il devrait faire, comme aux Etats-Unis, alterner des lots de terrains avec ceux donnés aux compagnies. L'esprit d'entreprise des compagnies ne ferait qu'aider le gouvernement dans son oeuvre de colonisation. Il est en faveur de tous les octrois de terre, mais il s'oppose à ce que l'on se serve de ces octrois pour faire du favoritisme. Il est en faveur du projet qui demande de relier le royaume du Saguenay avec la province de Québec; le royaume du Saguenay est appelé à devenir un jour le grenier de la Puissance. Faire des octrois en

faveur de ce projet sera peut-être exciter les jalousies; on se plaindra du favoritisme. Mais qu'importe le favoritisme, si c'est pour le bien général du pays. Il trouve curieux que le député de Saint-Maurice se soit opposé à des octrois de terre en faveur des entreprises projetées. En terminant il espère que le gouvernement suivra une politique prudente et judicieuse en faveur du projet en question.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): M. Chapleau me prête des paroles que je n'ai jamais prononcées. Ou il ne m'a pas compris ou je m'en suis mal exprimé. J'ai été loin de m'opposer à la politique du gouvernement à l'égard des chemins de fer. Mais j'ai soutenu qu'il ne fallait pas donner à un chemin situé près des États-Unis, des terres situées dans la vallée du Saint-Maurice. Il est établi que c'est priver le commerce de bois des Trois-Rivières de ses ressources.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne puis pas laisser passer ce débat sans dire un mot. A l'époque avancée de la session, je crois qu'un retard de deux jours serait préjudiciable au sujet. C'est dans un intérêt désintéressé que je parle. Mais j'ose espérer que les honorables députés de la gauche ne sacrifieront pas à l'amitié personnelle de dire au gouvernement qu'ils auraient dû donner avis du projet. Je suis heureux néanmoins que le gouvernement favorise ce projet d'une importance capitale pour tout le pays.

M. W. SAWYER (Compton): Was glad to see that the Premier had fulfilled his promise. The matter for consideration was of vital importance. We had been preserving our forest too long; they were standing for ages past, and that was all the benefit we derived from them. Railroad making, on the principle advocated by the Premier was the great cure for the evils under which we labored, the clearing of the forests provided homes for émigrants, the making of roads work for émigrants and our own people, whom we must endeavour to keep at home. There was no possibility of the colonization of the country until our forests were intersected by goods, and avenues of labor and commerce opened. He was surprised at the attempt of Mr. Holton to throw cold water on the enterprise, and trusted that his objection was a mere form, and not seriously meant. He trusted that the resolution would be adopted, as should all matters tending toward progress.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose d'ajouter une nouvelle résolution accordant une concession de terre de dix mille acres par mille à la compagnie qui construira un chemin entre La Tuque sur le Saint-Maurice et le lac Saint-Jean.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Parle contre la proposition.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Je regrette de différer d'opinion avec les députés du district des Trois-Rivières sur cette question, et j'engage M. Malhiot à retirer sa résolution.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Cette résolution n'est pas dans l'ordre, vu qu'elle n'est pas recommandée par Son Excellence, le lieutenant-gouverneur.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Parle pour l'amendement.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Fait observer, à l'appui des résolutions relatives au chemin de fer de Québec au lac Saint-Jean, que la Chambre doit plutôt considérer l'intérêt public et se rendre sur ce point aux considérations du député de Lotbinière que de se rendre à son appel pour l'accomplissement d'une simple formalité. Le but de la compagnie du chemin de fer est d'atteindre la vallée du lac Saint-Jean, où se trouvent principalement les terres propres à la colonisation, et d'après les connaissances qu'il a des lieux, il ne voit aucun inconvénient à ce que les terres soient données sans interruption le long de la ligne. La valeur des octrois le long de la ligne dépend surtout des bois qui s'y trouvent, et c'est sur cette ressource que compte la compagnie.

Si les terres devaient être données dans la vallée même du lac et autour du lac, il demanderait comme le député de Terrebonne le système des blocs alternatifs. Le député de Terrebonne a fait mention du territoire du Saguenay comme devant être le grenier du district de Québec. Le malheur arrivé cette année, la destruction de la récolte, pourrait peut-être porter à croire le contraire, mais depuis l'ouverture de ce territoire, c'est la première fois que tel accident arrive, et il faut espérer qu'il ne sera pas renouvelé.

Il espère que la Chambre approuvera à l'unanimité les résolutions qui lui sont soumises.

Lorsque le chemin de fer sera fait, le député qui représentera alors Chicoutimi ne sera pas dans l'obligation de demander une réduction sur le prix des terres, ou même un délai pour le paiement de ces terres. Celles qui valent aujourd'hui un chelin vaudront probablement alors une ou deux piastres l'acre, et les colons trouveront qu'avec une telle amélioration qui les mettra en communication directe avec la capitale, il leur sera plus facile de les payer cinq fois et plus qu'ils ne les payent actuellement.

M. E.B. EDDY (Ottawa): Was surprised that any man could take objection on this question. He stood forward as a railroad man to defend them. In his own county they were moving actively and had worked hard for a railway. If no inducement was held out to capitalists to embark in railway enterprises how could we hope for colonization, development, national

wealth. What induced him to come to the country was the opening up of the Ottawa and Prescott Railway, and his own success was a fair example of what might be done by energetic men. We had magnificent water powers, and great facilities for all kinds of manufactures; then by inducing capitalists to come into our midst, we do our **duty** to the community. But rejecting a liberal policy, we had the country photographed to all eternity as a howling wilderness, which was not at all desirable. He looked for a unanimous vote on this question.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Beauhar-
nois): Complimente M. Eddy, citoyen améri-
cain émigré en Canada, qui, attiré par les
pouvoirs d'eau d'Outaouais, est venu faire
fortune en Canada. Il a parlé de lui beaucoup
trop modestement. Il est propriétaire de grands
moulins et a dix-huit cents hommes à son
service.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Qué-
bec-Comté): Informe alors la Chambre que
Son Excellence le lieutenant-gouverneur ayant
été informé du sujet de cette motion, la
recommande à la considération de cette Cham-
bré.

A six heures, le comité rapporte progrès.

Reprise de la séance à sept heures trente.

George Gregory Smith

La Chambre, suivant l'ordre du jour, se
forme en comité pour étudier le bill du Conseil
législatif intitulé: "Acte pour autoriser le bar-
reau du Bas-Canada, province de Québec, à
admettre George Gregory Smith comme avocat
et procureur".

Le comité étudie le bill et en fait rapport
sans amendement. Le bill est lu pour la troisiè-
me fois. Il est ordonné que le greffier porte le
bill au Conseil législatif et demande son con-
cours.

Aide aux compagnies de chemin à lisses

La Chambre se reforme en comité pour
étudier les résolutions concernant des octrois de
terres en faveur de certaines compagnies de
chemins à lisses.

En comité :

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-
Centre): With reference to concurrence, said
that he trusted the Government in framing the
bill, would claim a right to have a voice in the
location of the line.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Qué-
bec-Comté): Dit que le gouvernement y verra,
comme toujours.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Propose un
amendement aux résolutions que les terres qui
devront être octroyées à la compagnie interna-
tionale de Saint-François et Mégantic, ne
soient pas choisies dans la vallée du Saint-Mau-
rice, mais prises dans l'endroit convenable le
plus rapproché de ce chemin. He contended
that the people of Three-Rivers needed all their
lands for railway enterprises themselves; and it
would seem that the present legislation would
tend to divert the trade of the St. Maurice
Valley from its proper channel. In Compton,
where the road is to run, blocks of good land
were in plenty, and it would not be fair to give
away large tracts of arable as was proposed. A
few years ago, the Treasurer, not then a
member of the Cabinet, opposed the policy
which he now upheld. The question was oppo-
sed by him, on behalf of his constituency,
because he considered that they were not being
fairly treated. The Phillipsburg and Farnham
road had been the subject of a long discussion,
and his district was much interested, but no
such aid was given them.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Qué-
bec-Comté): Dit que la politique du gouverne-
ment a été pleinement définie.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Dit que non seulement le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau) évite de répondre à sa question mais il semble désireux de revenir sur ses promesses de la dernière session. C'est une démarche classique.

M. J. POUPORE (Pontiac): Said that when lands were taken from his county (Pontiac) last year for the North Shore Railway, and partly by the vote and influence of members from Three Rivers, he objected at first, but when the Government promised a measure of justice at the next Session his objection ceased, particularly as the lines were to touch the Ottawa. He thought Three Rivers members might now safely return the compliment. He was satisfied of the justice of the Government.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): S'oppose à l'amendement, bien qu'il n'approuve pas que l'on concède des terres servant à l'agriculture pour la construction de chemins de fer.

M. F.-X.-A. TRUDEL (Champlain): Thought that very exceptional reasons alone could have induced the Government to bestow such great favors on a road running partially through the United States. We have to deplore an indiscriminate granting of lands throughout the country, to the retarding of colonization, but if the Government has bound itself to this policy we must make the best of a bad bargain. He reviewed the arguments of previous speakers, and held that lands were being granted too freely and not in the interest of colonization. Agriculture was a paramount interest with us and we were giving away vast tracts of agricultural lands.

M. W. W. LYNCH (Brome): Opposed the amendment. He upheld the policy of the Government, whose engagements, in the interest of the country, could not be backed out of. He trusted the House would throw-out the amendment and sanction the action of the Government.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said the Premier had very fully explained the policy of the Government. He took up the amendment and showed how the Government had acted with mastery. The North Shore Railway had received a large grant, which the Government, viewing the importance of the enterprise was compelled to give, and the success of the scheme was now assured. Other lines must be treated with equal justice. In viewing the question dispassionately it would be seen that the Government had done the best in the interest of the Province. He believed also

that so long as a Province had a surplus, it should be devoted to the best means of advancing colonization, which meant national progress, and in forwarding the advancement of the Province, and working for the general good, we did what we were sent to do in Parliament.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that while the Government had fulfilled its pledge in bringing forward this measure, it was not the bounden duty of the House to support it on that account. But though this proposition was entirely new, he would support it, because the work and the object were commendable, the directors of the company were able, honest, energetic men, and they would see the enterprise through.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Said the Treasurer was always begging that his lands, his sole source of revenue, should not be taken from him. He was glad to see that the Government had fixed on an equitable policy. The North Shore of the St. Lawrence is yet complaining, after all they have received.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Conseille à M. Gérin de retirer son amendement afin de ne pas rompre l'harmonie qui règne dans la Chambre sur cette question.

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Retire son amendement. Les résolutions, proposées ce jour en comité, sont adoptées. Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions.

Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour pourvoir à l'octroi de certaines terres pour venir en aide à la Compagnie du chemin de fer international de Saint-François et Mégantic, et de la Compagnie du chemin à lisses de Québec et Gosford.

Accordé.

Continuation de certains actes

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Juge du district de Montmagny

Interpellations:

M. T. FOURNIER (Montmagny): Je désire renouveler la question que j'ai déjà posée au ministère relativement à la question de la résidence du juge pour le district de Montmagny. Le gouvernement m'a répondu qu'il avait intimé l'ordre au juge de se rendre à Montmagny et qu'il ne pouvait faire plus. Dans cet ordre, le gouvernement lui commandait de fixer son domicile à Saint-Thomas. C'était en avril 1869. Depuis, le juge n'en a rien fait. Je désire savoir maintenant ce qu'il entend faire. Je crois, pour ma part, que c'est au gouvernement local qu'appartient le contrôle des juges.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je ne partage pas l'opinion de M. Fournier quant au pouvoir que nous avons sur les juges. Il faut se rappeler que les juges sont payés et nommés par le gouvernement fédéral. Je ne nie pas que nous ayons un certain contrôle, aussi nous demanderons au juge pourquoi il n'a pas obéi à l'ordre que nous lui avons donné.

Département de l'Agriculture
et des Travaux publics

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics", étant lu;

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il a déjà donné ses raisons pour introduire ce bill, relativement à la Chambre des arts et manufactures. Mais le gouvernement ne prendra pas le temps de la Chambre avec ce bill. Il sera étudié à la prochaine session.

Le bill est alors retiré.

Education

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau les lois de l'éducation en cette province. Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre immédiatement.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Demande des explications sur la nature du bill, puisqu'il n'a vu que la version française que le premier ministre lui a donnée.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Explique cette mesure dont l'objet est de diminuer la somme que Québec doit affecter aux fins de l'éducation. En vertu de la loi de 1869, la ville est obligée de donner à ses écoles une somme triple de l'allocation du gouvernement. Le projet de loi ne lui demande que de donner une somme égale à l'allocation du gouvernement plus cinquante pour cent.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Attacked the measure. He said it did not meet the wishes of the people of Quebec, and had been brought forward without their knowledge or consent. The original bill of 1869 had been opposed by the Corporation of Quebec, and the representatives of the city had only been gained over to support the bill by the false pretences of its promoters. It had been promised that the bill would never be enforced in Quebec. The effect of the bill was to make the city pay more than ever it did for school purposes. It now paid \$3,800. and it would have to pay over \$7,000. And this sum had been found sufficient, in fact the Catholic School Commissioners had a surplus on hand. In the last session the Solicitor-General had asked him whether it might be possible that the Protestants of Quebec might be allowed to tax themselves for school purposes. He did not see that Catholics could object to that, but they certainly did object to be taxed for Protestant Education, as Protestants would do in the same instance. The Catholic School Commissioners had stated that the present quota was more than sufficient for all school purposes, and in the face of this, why should Government come down and try to impose a new tax on the already overburdened people. He complained of the manner in which the bill had been brought forward. The Mayor and Corporation had not heard a word of the affair until they had seen the bill mentioned in the Morning Chronicle, and then they were thunderstruck. And as yet they had not been favored with a copy. Quebec had been treated as was not the poorest municipality in the land on this matter. It was outrageous. If the will of the Premier was to regulate cities in this manner, it was well we should know it, but let not Parliament act on false representations.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il serait difficile pour la corporation de plaider l'ignorance de nos projets, car j'ai conféré plusieurs fois avec le maire de Québec au sujet de cette mesure. Je trouve au moins singulières les attaques de M. Hearn; je ne comprends pas comment il peut taxer le gouvernement de tyrannie en cette matière et trouver plus lourd un fardeau que nous allégeons. Par l'ancienne loi; Québec devait payer plus de \$13,000 par année; la nouvelle ne lui demande que \$6,000.

Prétendra-t-on que ce dernier montant est trop élevé? Je ne le crois pas. Montréal paie \$40,000 par année et, à coup sûr, cette ville n'est pas six fois plus considérable que Québec. Cependant, Montréal loin de se plaindre demande de doubler cette somme et de la porter à \$80,000., et les commissaires d'écoles catholiques n'ont cessé, depuis le commencement de la session, de nous presser de présenter une mesure dans ce sens.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic):

Said that the bill was a remedial one, and not an imposition as was pretended by the Member of Quebec West. It was not directed against the interests of Quebec, but was rather intended to help the city out of its difficulties. We all knew the operation of the school law. We know that when Government gives aid to a municipality law enjoins that it shall raise by taxation three times that amount, to be distributed between Roman Catholics and Protestant schools in proportion to the amount of the real estate of either communion so taken. The principle of the bill had met with universal approbation. Therefore the effect of the measure was as regards Quebec the same as to the poorest municipality of the land. But Quebec had set itself in defiance of the law, and had not done that which the law stated should be done. It was a nice position for the city to be in, and the leniency with which the Corporation had been treated was remarkable. The special taxation for school purposes had never been levied, and he supposed that the grants heretofore paid the School Commissioners had been derived from the general purposes fund of the city. He hardly thought this state of things would be put up with anywhere else.

The law as it stands compelled the city to pay \$17,289. yearly. According to Mr. Hearn's shewing the city had paid, yearly but \$3,800. The bill provided that in future, instead of the city paying three times the amount of the Government grant, one and a half times the amount should be paid, so that the city would by the bill receive a benefit, and be relieved of a debt. On the first of January next the city would owe the Protestant Commissioners \$13,000. odd dollars, which the Commissioners, if the bill were not passed, could claim and any court in the country would award their claim. But the bill provided that they should receive but half that amount. Of course, if the city stood out, they should be the losers. So it stood that the bill was in the interests of the tax payers. The debt for educational purposes was already large, and inconvenient for the city to pay; and it was proposed to allow the issue of debentures and allow twenty years for the payment of the \$52,000. Surely this ought to be satisfactory.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Replied that the city did not desire to repudiate its just debts. It would pay as it had always done, to the uttermost farthing. What was needed was the necessary machinery for reaching tax payers, which the law did not give. They did not desire to second a wrong which the Government had imposed. He contended that the promise which the Premier had made had been broken through.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Asked about the plethora of money in the hands of the Catholic Commissioners, when the Protestants were in

want of money it looked strange. Were the requirements of Catholic education lower than Protestant?

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Said the question was easily answered. Large contributions were made by pious Catholics for school purposes, and a sort of endowment fund was thus established which kept them fully supplied.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Nie catégoriquement avoir fait la promesse dont parle le député de Québec-Ouest (M. J. Hearn). Les résolutions sont adoptées en comité. Le bill est lu pour la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Comme on a fait allusion à une conférence de deux ministres et deux députés de Québec, je suis content que M. Hearn ait admis qu'il avait été invité à assister à cette conférence. J'aurais été plus heureux qu'il y fût venu, afin de pouvoir avec nous conclure un arrangement plus avantageux à Québec.

Si l'honorable député ne voulait pas demander de faveur au gouvernement, moi non plus ce n'était pas pour cela, mais c'était pour faire remarquer au gouvernement quelle était notre position et soutenir que la loi était exigeante à raison de la situation embarrassée de nos affaires. Car notre ville est pauvre. J'aurais désiré que le gouvernement fût venu avec un amendement en rapport avec les moyens que nous avons.

Lorsqu'un débiteur se trouve en face d'un créancier, chargé d'une obligation qu'il a contractée et qu'il ne peut rencontrer, il est fort heureux, s'il parvient à avoir une remise d'au moins la moitié de sa dette. Mon intime conviction est que si M. Hearn fut venu avec nous nous aurions eu un résultat plus avantageux.

Si la corporation n'a pas eu connaissance de la mesure, je dois le regretter. Mais je sais qu'on a parlé à la corporation et que le représentant du quartier Saint-Pierre a dit: "What business Rheaume has there"? Eh bien, j'avais affaire à prendre les intérêts de mes constituants.

Je ne sais pas trop si j'ai consenti à la somme de \$7,000 votée pour l'éducation. On s'est permis d'écrire dans un journal dont le rédacteur n'est pas loin d'ici, que les gens de Québec veulent avoir tout sans rien payer. Cela n'est pas. J'aurais été content que M. Hearn fut avec nous pour avoir le plaisir d'avoir 1,500,000 acres de terre pour le chemin Gosford; j'étais si heureux de cela que j'ai pu peut-être consentir à la somme de \$7,000. M. l'Orateur, si le chemin Saint-Jean peut s'ouvrir, vous ne nous entendrez plus nous plaindre que nous ne pouvons pas faire face aux dépenses qui nous incombent. Oh! alors, nous serons florissants. Je ne fais pas

de reproche à M. Hearn de n'être pas venu à la conférence; je sais qu'il est toujours chaleureux sur la brèche, mais je préfère un homme qui prend des moyens plus humbles pour arriver à son but.

Bureau du protonotaire de Trois-Rivières

M. E. GERIN (Saint-Maurice): Appuyé du député de Maskinongé (M. M. Houde), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé indiquant les dépenses du bureau du protonotaire des Trois-Rivières, depuis le 1er juillet 1867.

Adopté.

Petits jurés

M. C.H. POZER (Beauce): Appuyé du député de Dorchester (M. L.-N. Larochelle), propose qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état montrant les montants reçus sous l'autorité du chap. 16 de la 31e Victoria, pour le paiement des petits jurés; aussi, les montants payés auxdits jurés, distinguant les montants payés aux jurés de chaque municipalité et les montants reçus de chaque municipalité.

Adopté.

Code de procédure civile

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour limiter l'application des articles 298 et 299 du code civil et le titre cinquième du code de procédure civile. Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement, lequel est lu et adopté.

Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Division d'enregistrement de Chicoutimi

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième

lecture du bill pour diviser le comté de Chicoutimi en deux divisions d'enregistrement.
Adopté.

Code civil du Bas-Canada

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender les articles 2123 et 2124 du code civil du Bas-Canada, étant lu; il est ordonné que ledit ordre soit déchargé et que le bill soit retiré.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de l'Association de la salle de Saint-Patrice de Montréal."

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska".

Bill intitulé: "Acte pour donner au Synode du diocèse de Montréal pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques par lettres patentes royales".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser le conseil du comté de Nicolet, à ériger la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, en une municipalité de paroisse."

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 29 Victoria, chap. 61, intitulé: "Acte pour incorporer le village de Berthier et pour l'ériger en ville", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Village de Berthier

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 29e Victoria, chap. 61, intitulé: "Acte pour incorporer le village de Berthier et pour l'ériger en ville. Lesdits amendements étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné, que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre s'ajourne à minuit et quarante-cinq.

Séance du 21 décembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quart.

Prorogation

M. l'Orateur: Communique à la Chambre la lettre suivante:

L'honorable J.-G. Blanchet,
Orateur de l'Assemblée législative

Monsieur,

Je vous informe que c'est mon intention, si l'état des affaires publiques le permet, de proroger la présente session de la Législature de cette province, samedi, le 23e courant, à une heure P.M.

Je suis, Monsieur l'Orateur,

Votre serviteur,
N.-F. Belleau,

Hôtel du gouvernement,
Québec, 21 décembre 1871

Elections de l'Islet

Il est ordonné que le comité spécial, nommé pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant d'une élection et rapport irréguliers, pour le district électoral de l'Islet, ait la permission de s'ajourner jusqu'au deuxième jour de la prochaine session du présent Parlement, à 10 heures A.M., et ce, avec le consentement des pétitionnaires et du membre siégeant.

Ajournement

Il est résolu que cette Chambre s'ajourne pour l'espace de cinq minutes.

La Chambre s'ajourne en conséquence.

Reprise de la séance
à trois heures et trente-cinq

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Larochelle, la pétition du révérend Jos. Bourassa et autres, de la paroisse de Saint-Bernard, la pétition du révérend P. Kelly et autres, de la paroisse de Saint-Edouard-de-Frampton, la pétition de C.-E. Genest et autres, de la paroisse de Sainte-Marguerite, la pétition de Damase Roy et autres, du township de Cranbourne, deux pétitions du révérend père François-Xavier et autres, de la paroisse de Sainte-Justine et du township Langevin, la pétition de Joseph Fournier et autres, de la paroisse de Sainte-Claire, et la pétition de Jacques Girard et autres, du township de Ware, toutes du comté de Dorchester.

Rapport de comités:

M. P.-S. GENDRON (Bagot): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a examiné les comptes qui ont été soumis à sa considération, autant qu'il a été en son pouvoir de le faire, et prend la liberté de suggérer:

Qu'il soit pris des moyens pour obtenir un état plus satisfaisant, du fonds des bâtisses et de jurés; particulièrement à ce qui a trait aux arrérages dus par les municipalités.

Les réponses à certaines questions, soumises au département de l'Instruction publique, concernant les écoles normales, comprenant le nombre de personnes qui y ont reçu instruction jusqu'à ce jour, et le nombre de celles qui sont maintenant engagées dans l'enseignement.

Aussi, réponse du département des Terres de la couronne aux questions soumises par le comité.

Que plusieurs comptes relatifs à l'administration de la justice ont été examinés, et qu'on devrait pratiquer l'économie dans cette partie importante du service public, en autant que peut le permettre la régie convenable de ce département. Les comptes et les pièces justificatives sont très corrects, et le comité ne croit pas nécessaire de faire aucune suggestion à ce sujet.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération les moyens les plus propres pour favoriser l'industrie en cette province.

Votre comité ayant été nommé à une époque très avancée de la session, et le temps de tous les députés qui en font partie se trouvant absorbé par des travaux urgents accomplis dans d'autres comités, il lui a été impossible de réunir plus de trois fois un quorum de ses membres; d'un autre côté, la nature et l'importance des questions soumises à l'étude de votre comité sont telles qu'il lui faudrait plusieurs mois d'un travail incessant consacré à l'étude d'un grand nombre de documents et à l'examen de spécialistes en matière d'industrie, pour pouvoir donner, sur les matières sur lesquelles il a été chargé de s'enquérir, tous les renseignements que votre honorable Chambre peut attendre de lui.

Cependant, malgré le peu de temps laissé à votre comité, il lui a été facile de se convaincre de suite de l'immense importance, même de l'urgence qu'il y a pour cette honorable Chambre, de bien connaître quelles nouvelles sources de revenu, et quelles richesses l'industrie peut développer dans la province de Québec, et par conséquent, la grandeur des services qu'un comité de la nature du vôtre peut rendre, et l'impulsion considérable que ses études peuvent donner en ce pays à l'industrie.

Tout en reconnaissant que l'éducation industrielle, concernant un grand nombre des principales branches d'industrie, est encore à créer dans cette province, et qu'elle est nécessaire pour apprendre à ses habitants à tirer parti de toutes ses richesses, et que l'industrie peut tirer un parti immense de nos pouvoirs d'eau, de nos mines et de nos riches forêts; votre comité s'est borné, pour le moment, à ne s'occuper que des industries annexes de l'agriculture, considérant quelles sont celles qu'il importe d'avantage de développer au milieu de nous.

Dans une de ses séances, votre comité a entendu, touchant ces dernières industries, M. Bonnemant, cultivateur distingué, propriétaire du domaine de Freulau, dans le Morbihan (France), à qui il a été décerné une des douze médailles d'honneur données par le jury agricole de l'Exposition universelle de 1871, et qui a une grande expérience dans l'exploitation des industries agricoles.

Votre comité soumet à la considération de votre honorable Chambre, le procès-verbal des réponses de M. Bonnemant, qui est annexé au présent rapport.

Pour atteindre avec plus d'efficacité tout le résultat que votre honorable Chambre a eu en vue, en provoquant la solution des questions à lui soumises, votre comité a l'honneur de suggérer:

- 1) La formation, par cette honorable Chambre, au commencement de chaque session, d'un comité permanent chargé de s'occuper spécialement des industries en cette province.
- 2) La tenue, par ce comité, d'une enquête concernant l'industrie, et plus spécialement touchant les industries à créer, et celle qui se trouvent à exister, mais qui ne sont pas développées suffisamment; les causes qui entravent les progrès de ces industries.

Ladite enquête devra être tenue de la même manière que celle qui a été ci-devant tenue, au sujet de l'agriculture et de la colonisation.

Votre comité recommande, surtout, qu'une série de questions concernant ces matières soit proposée par des hommes compétents, sous la direction du département de l'Agriculture, et adressée à tous les principaux industriels et à toutes les personnes en état de donner des renseignements utiles, afin que les réponses à ces questions puissent aider les travaux du comité que votre honorable Chambre pourra juger à propos de nommer à une prochaine session.

Le tout néanmoins respectueusement soumis,

P.-S. Gendron,
Président,

M. P. FORTIN (Gaspé): Fait rapport que le comité général des élections a fixé le deuxième jour de janvier prochain, à 11 a.m. pour choisir sur la liste no 3, les membres devant composer le comité spécial pour juger et décider du

mérite de la pétition se plaignant d'une élection et rapport irréguliers pour le district électoral de Joliette.

Chemin de fer du Nord

Interpellations:

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Il y a quelques mois, le comté de Portneuf a passé un règlement par lequel il accordait une certaine somme à la Compagnie du chemin de fer du nord. Un rapport de ce règlement a été transmis au gouvernement et a été ensuite soumis au lieutenant-gouverneur pour recevoir sa sanction. Il est entre les mains du lieutenant-gouverneur depuis trois semaines et je désire savoir ce qu'est devenu ce rapport.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le rapport en question et les documents qui l'accompagnent ont été examinés par les officiers en loi de la couronne et transmis à Son Excellence, et le rapport sera sanctionné.

Traité de Washington

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Said that as the Honorable Speaker had just given notice of the communication of His Excellency the Lieutenant-Governor, concerning the prorogation, he would not press the question which he had asked the Government a few days ago, as to whether they intended to bring the Washington Treaty up for discussion in the House. He had asked that question because the precedent established by the Premier a few days ago warranted him in so doing. The question was one upon which the House could not legislate, but it could express its opinion. And he saw from the conduct of the Government, that it was not their intention to bring the matter before the House. Mr. Chauveau was not ready the other day to take it up; he was not willing now. He thought that the Government, in allowing the session to pass by without asking the voice of the House on this most important measure, which particularly affects Quebec, had most signally failed in their duty.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement ne se croit nullement coupable de ne pas avoir amené la Chambre à discuter cette question. Le gouvernement ne peut légiférer sur une question qui ne le regarde pas. Il ne peut être tenu constitutionnellement de s'occuper d'une question qui ne relève que du gouvernement fédéral. C'était à un député de provoquer la discussion du traité de Washington si bon lui semblait. Je demanderai à M. Holton, cependant, s'il serait prêt même à Outaouais à discuter cette affaire sans avoir vu les documents, la correspondance

nécessaire pour comprendre cette question et pouvoir la juger avec connaissance de cause?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Chaque fois qu'il s'agit d'une question du domaine du parlement fédéral, le gouvernement de Québec cherche à éteindre cette discussion en disant que cela ne regarde que le gouvernement fédéral. C'est là une tactique dont il abuse. Le gouvernement est coupable, cette fois comme les autres fois où pour plaire à ses maîtres d'Outaouais, il a plié le genou et permis que le Québec soit deuxième servi dans la distribution de privilèges et avantages. Il continuera d'agir ainsi, chaque fois qu'on le lui commandera permettant que le Québec, déjà pauvre et surchargé, soit dépouillé. On a essayé d'introduire des mesures en faveur de toutes les industries dans le pays; ce projet a rencontré un échec dans l'attitude prise par le gouvernement provincial qui a prétendu que c'était là empiéter sur les attributs du gouvernement fédéral. Cependant les intérêts fédéraux, ce semble, sont bien ceux de cette province. Mais le gouvernement provincial a toujours gardé cette attitude.

La province de Québec, seule entre toutes les autres provinces, n'a protesté contre aucun des actes du gouvernement fédéral. Pourtant la province d'Ontario, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick ont protesté en certaines circonstances. La province du Nouveau-Brunswick a protesté tout dernièrement contre le traité de Washington comme extrêmement préjudiciable à ses intérêts et à ceux du pays en général. Voilà un traité qui nuit à nos intérêts et nous n'avons pas eu l'occasion d'exprimer notre opinion à son sujet. Il est malheureux que le Québec soit la seule province que le gouvernement fédéral traite avec injustice. L'Ontario et la Nouvelle-Ecosse profiteront à nos dépens. On imposera le charbon et la farine, et nous ferons les frais de cette taxe parce que notre gouvernement servile n'a pas osé protester. Dans une session à venir, il espère que la Chambre lèvera la voix pour protester contre l'injustice. Lorsque le gouvernement a imposé la taxe sur la farine et le charbon, pourquoi la province de Québec n'a-t-elle pas protesté?

M. P. BACH AND (Saint-Hyacinthe): Déclare que le gouvernement prend une grande responsabilité en laissant passer le traité de réciprocité sans exprimer son opinion. Il est véritablement regrettable de voir que la province de Québec n'agisse pas comme ses provinces soeurs et qu'elle soit la seule à garder le silence. Il est regrettable qu'on laisse la question des pêcheries passer sans mot dire, et que des navires américains s'emparent de notre fleuve sans qu'il y ait protestation. Le traité de Washington doit être bon ou mauvais; s'il est bon, pourquoi le gouvernement ne donne-t-il pas son opinion? S'il est mauvais, pourquoi ne proteste-t-il pas? Il déclare que si le gouvernement ne fait pas connaître devant la Chambre son opinion sur le traité, il forfait à son devoir.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je vois que l'on veut convertir cette Chambre en un debating club. Je n'ai pas d'objection à ce que nous transformions la Chambre en société de discussion pour nous occuper du traité de Washington. Nous avons quelques loisirs et ce serait les employer agréablement en attendant que le Conseil législatif nous renvoie nos bills. C'est bon, je suis prêt à enregistrer mon nom sur la liste des orateurs, n'importe de quel côté.

PLUSIEURS DEPUTES A GAUCHE: Oui, n'importe quel côté, ce sera toujours la même chose.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je puis prendre place comme orateur n'importe de quel côté, vu que les honorables députés de l'autre côté de la Chambre n'ont pas encore dit leur opinion sur la question maintenant débattue. Mais, pour discuter cette question, il faut de toute nécessité avoir copie de tous documents et correspondances à ce sujet. Si l'honorable député de Montréal-Centre exprime son opinion sur le traité de Washington, très bien. Mais qu'il exige que le gouvernement dise aussi la sienne, il sera le premier à déclarer qu'il n'est pas dans son droit.

Le gouvernement a déjà démontré qu'il n'a pas manqué à son devoir, mais nous ne sachions pas que le Parlement de Québec doit devenir la tribune pour discuter de questions diplomatiques et relevant de la Chambre d'Ottawa. Sans doute, il serait intéressant d'entendre les députés de l'opposition dire ce qu'ils pensent du traité de Washington. Et qui les empêche de le faire? Ils n'osent pas, mais pourquoi alors vouloir forcer le gouvernement d'engager la discussion. Il n'a qu'à s'occuper de ce qui le regarde. On a vu des gens s'enrichir en ne se mêlant que de leurs affaires, et le gouvernement, qui n'est pas riche, pourrait s'enrichir en suivant leur exemple.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): L'un des députés de l'opposition a dit que nous avions permis à la Chambre de discuter la question de l'industrie, et que nous pourrions en faire autant relativement au traité de Washington, et un autre que nous cherchions à éteindre toute discussion ayant rapport à des sujets qui sont du ressort du parlement fédéral. C'est là une jolie contradiction.

Il y a des questions, comme celle de l'arbitrage, que nous pouvons discuter quoiqu'elles soient du ressort du gouvernement fédéral parce qu'il s'agit alors directement de nos intérêts comme province.

Au contraire, s'il s'agit de questions administratives, de questions qui regardent tout le Canada, nous n'avons aucune responsabilité et nous ne pouvons nous en occuper.

On nous a dit que le Parlement du Nouveau-Brunswick n'avait pas craint de discuter le traité de Washington et de le condamner. Mais on a oublié de nous dire qu'il a dû bientôt regretter

de s'être prononcé aussi vite. En effet, lorsque le traité a été mieux connu, il s'est opéré un revirement dans l'opinion publique et cette dernière paraît approuver pleinement, ce que les représentants du peuple se sont trop hâtés de condamner.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): Said his position in the discussion was this. Beyond all questions before the Dominion was the question of the Treaty, and before all other Provinces interested, was Quebec. Now he held that it was for the Government to exercise a proper surveillance over the interests of the Province. A precedent had been established by the Premier for the discussion of questions upon which the House could not legislate, and this question was one of the most important of that kind. The precedent had been established for the purpose of giving voice to the opinions of the House on such questions why not in this? In two months the Federal Government would come down and ask the House to pass measures ratifying the Treaty. Then the Local Government would vote, on party principle, for the ratification, while they would leave the merits altogether untouched, because they were accustomed to vote with the Federal Government. He repeated that the Government had failed in its duty and had sacrificed the Province.

M. P. FORTIN (Gaspé): Cette question est assez importante pour remplir toute une session, mais il ne convient pas de demander maintenant à la Chambre de se prononcer sur cette question avant les documents nécessaires. Bien qu'elle soit très importante pour la province, la question relève de toute évidence du gouvernement fédéral qui seul peut ratifier un traité. Nous sommes représentés là-bas comme ici, et si le peuple est contre le traité, leurs représentants sont là pour protester. On a bien voulu nous citer ici les protestations d'une province voisine contre le traité; la chose a été faite sans qu'on ait su en quoi s'en tenir sur l'opinion publique, sans qu'on ait étudié les documents, les protocoles relatifs à la question. En nous hâtant trop de la discuter, nous pourrions nous tromper et nous mettre dans une position ridicule. C'est ce qui est arrivé au Nouveau-Brunswick. La Chambre de cette province a voulu se prononcer sur le traité de Washington, elle l'a condamné. Qu'est-il arrivé? Il paraît qu'aujourd'hui l'opinion publique, dans le Nouveau-Brunswick, est en faveur du traité. C'est ce qu'a gagné cette Chambre en jugeant une cause sans avoir sous les yeux les documents nécessaires pour s'instruire. L'opinion publique est en faveur du traité de Washington. Nous aurions aimé entendre les opinions des honorables députés de l'opposition sur la question; si elles eussent été bonnes, nous

les aurions peut-être acceptées. Oui, je le répète, nous les aurions peut-être acceptées, parce que les journaux qui sont les organes de la gauche se sont prononcés en faveur du traité.

Quelques députés à la gauche: Nommez-les donc!

M. P. FORTIN (Gaspé): Oui, je nommerai entre autres le Herald et le Daily, de Montréal. Mais quoiqu'il arrive, nous pensons pouvoir rencontrer dans la Chambre des communes des députés qui, sur cette question, s'attacheront à défendre chaleureusement les intérêts de Québec; et nous aurons alors pour aides les documents, correspondances, protocoles, etc. Il ne peut se prononcer encore sur cette question, bien qu'il considère les clauses touchant nos pêcheurs comme moins favorables qu'elles devraient l'être. Il connaît cependant les efforts de notre représentant pour obtenir les clauses les plus favorables.

Il semble que le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton) et les députés de l'opposition sont aussi coupables que le gouvernement de ne pas avoir soulevé cette question plus tôt, si elle est si importante. Des exemples comme celui-ci démontrent que les deux partis sont aussi coupables l'un que l'autre. Le gouvernement semble avoir agi avec sagesse.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Je ne puis laisser passer ce débat sans exprimer mes regrets de voir que nous en sommes rendus à la fin de la session, sans avoir eu l'opinion du gouvernement sur le traité de Washington, une question aussi importante. Pour se débarrasser d'une situation embarrassante, on a suivi la tactique ordinaire, on a répondu que c'était l'affaire du gouvernement fédéral. Pourquoi n'a-t-on pas suivi l'exemple de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick. Je regrette que l'on n'ait pas suivi l'exemple des autres provinces et exprimé notre opinion. Mais il n'y a pas d'énergie parmi nous; il n'y a que de l'apathie et la faute en est au gouvernement; c'est lui qui est coupable de cette apathie, de ce manque de souci pour nos intérêts les plus chers. Je suis heureux d'enregistrer mon protêt contre cette conduite du gouvernement et, comme représentant d'un comté intéressé dans les pêcheries, je proteste contre ce traité qui sacrifie nos droits. C'est une abdication que le traité de Washington comporte. Il sacrifie les pêcheries, il sacrifie la navigation du Saint-Laurent, il sacrifie notre intégrité territoriale en principe, en cédant aux Américains le droit de pêcher en dedans de trois milles des côtes. L'an prochain on leur cédera le droit de faire du bois sur nos côtes. Il est bien regrettable, M. l'Orateur, de voir qu'il y ait si peu de vitalité politique dans le Bas-Canada.

Il est désolant de voir que l'on montre tant d'indifférence lorsque des questions nationales, les intérêts du pays, sont en jeu. Par le traité de

Washington, nous avons abandonné une partie de notre intégrité territoriale.

Cette politique a un effet désastreux, pour ne pas dire ruineux sur notre indépendance nationale. Je termine, M. l'Orateur, en déclarant que je suis heureux d'avoir pu enregistrer mon opinion sur la question et d'avoir signalé à tous l'indifférence et l'attitude apathique du gouvernement provincial.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je ne sais comment M. Fortin peut prétendre que nous n'avons pas les documents nécessaires pour nous renseigner sur cette question. Mais elle a été discutée à Washington, en Angleterre, nous avons pu suivre les débats et prendre connaissance des documents qui concernent ce traité.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répète en partie les arguments qu'il a fait valoir contre les attaques de la gauche et dit en terminant, qu'il ne faut pas être surpris si le gouvernement se défend aussi vigoureusement quand on l'attaque.

Cet animal est très dangereux,

Quand on l'attaque il se défend.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Le gouvernement ne peut être accusé de négliger les intérêts de notre province en ne provoquant pas la discussion de ce traité. Cela ne le regarde pas et il n'avait pas le droit, constitutionnellement, de présenter cette question à la Chambre. Pour lui, il est néanmoins satisfait de voir que la question, quoique un peu tard, est cependant venue devant la Législature. Cette discussion bien sûr, aura un excellent résultat. Il est bien d'opinion que cette question étant du ressort du gouvernement fédéral, la discussion à laquelle elle peut être soumise, dans la Législature, ne peut avoir aucun effet sur elle. Mais par la discussion, nombre d'informations très utiles et très avantageuses pourront être mises au jour, placées en relief. Avant le traité de Washington, le Canada n'avait aucun droit sur les pêcheries, la question des pêcheries était discutée entre l'Angleterre et les Etats-Unis. Ces deux puissances ont, de consentement mutuel, donné les pêcheries du Canada moyennant certaines conditions; cependant par le traité nous avons obtenu le droit de propriété sur les pêcheries que l'Angleterre nous a cédées et les Etats-Unis ont accepté le transport. C'est là un point important, car jamais les Américains n'avaient voulu reconnaître que nous avions des droits sur les pêcheries. Il est singulier que ceux qui sont le plus intéressés au traité l'approuvent, tandis qu'un certain parti à Ontario qui n'a aucun intérêt direct dans cette affaire, le condamne. Le Globe pendant quinze jours a hésité à l'approuver ou à le condamner, parce qu'il croyait qu'il n'aurait pas l'appui de tous les ministres, mais plus tard, il l'a foudroyé et aujourd'hui il est dans un grand embarras, ne

sachant comment se tirer de ce mauvais pas. Terre-Neuve qui exporte plus de poisson que tout le Canada, Terre-Neuve est en faveur du traité. La Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, sont favorables au traité.

M. P. FORTIN (Gaspé): Réplique au député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham), au sujet des pêcheries.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Explained the position which the Government took. He denied that the Government, in the case in point, had any responsibility, delegated as it was to the Dominion Legislature, in that House it should be taken up and dealt with. When the precedent spoken of by Mr Holton was established, it was regulated in this manner: measures upon which the House could not legislate, introduced by individual members, might properly be discussed in the House, but these measures must not be sought for or introduced by the Government. Here the fact established the distinction, and on that distinction they took their stand. The question might, or might not be discussed, but as a point of expediency, they held that it should not be. A question of detail for the Dominion Government could not belong to us, and why therefore discuss it? The question was not as yet mature, at any rate, and even in the Dominion Parliament Mr. Holton would be the first man to exclaim against the House being asked to consider that upon which it had not been informed by the necessary documents. Therefore there was no occasion for blame.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau la loi concernant les magistrats de districts en cette province".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser les directeurs des écoles d'industrie et de réforme, et de certaines institutions de charité, de mettre en apprentissage ou de placer au dehors les enfants qui sont sous leur direction".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de cette province 32 Victoria, chap. 22, concernant les jurés et jurys".

Bill intitulé: "Acte pour pourvoir à la vente de certaines propriétés dans la cité de Montréal, et à la construction d'édifices pour les écoles normales Jacques-Cartier et Laval".

Bill intitulé: "Acte pour déterminer le temps où les statuts de cette province deviendront en force".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, William Fahey, comme notaire".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 34 Victoria, chap. 8, concernant les registres de

l'état civil dans une certaine partie du district de Saguenay".

Bill intitulé: "Acte pour amender les actes relatifs à la Corporation de la cité de Montréal, et pour d'autres fins".

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte concernant les dépôts judiciaires et autres", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer les missionnaires de Notre-Dame S. J.", avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer "La Compagnie de crédit de Montréal", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Compagnie de chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska".

Les amendements sont adoptés et il est ordonné que lesdits amendements soient lus une deuxième fois demain.

Dépôts judiciaires

La Chambre procède à prendre en considération les amendements fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte concernant les dépôts judiciaires et autres".

Les amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Missionnaires de Notre-Dame S. J.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer les missionnaires de Notre-Dame S. J.".

Ledit amendement, étant lu une deuxième fois, et la question étant proposée, que cette Chambre concourt dans l'amendement fait par le Conseil législatif.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): S'oppose à l'amendement, et demande à la Chambre de rejeter l'amendement.

L'amendement est rejeté.

Compagnie de crédit de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de crédit de Montréal". Les amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P.-J.-O. Chauveau), la troisième lecture dudit bill.

M. L.-N. LAROCHELLE (Dorchester): Propose, appuyé par le député de Jacques-Cartier (M. N. LeCavalier), sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en y ajoutant la section suivante: "Article 783 dudit code est amendé, en retranchant tous les mots après le mot "répartis" dans la 3^{ème} ligne, et en insérant les mots, "suivant et d'après le rôle d'évaluation alors en force dans la municipalité", soient mis à la place. Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUXEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J.-G. Robertson), la deuxième lecture du bill pour octroyer certaines terres pour venir en aide à la Compagnie du chemin de fer international de Saint-François et Mégantic, et de la Compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford.

M. H.-G. MALHIOT (Trois-Rivières): Propose, appuyé par le député de Maskinongé (M. M. Houde), sous forme d'amendement, que tous les mots après "le", jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots " dudit bill ne soit pas lu une seconde fois, parce qu'il est à propos que les octrois proposés dans ce bill ne soient pas faits, à moins qu'un semblable octroi de dix mille acres de terre par mille ne soit accordé en même temps à toute compagnie qui entreprendra de construire un chemin à lisses depuis le, ou vers l'endroit appelé La Tuque, sur le Saint-Maurice, jusqu'au Lac Saint-Jean, dans le but de relier les eaux navigables de Saint-Maurice, avec le Lac Saint-Jean", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant mise aux voix:

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que les deux séances de chaque jour soient considérées comme des séances séparées pour hâter les affaires de la Chambre.

L'HONORABLE L.H. HOLTON (Montréal-Centre): S'objecte. Il n'y a rien à y gagner. Le travail avance bien sans cette mesure.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): N'insiste pas, bien que sa proposition lui semble nécessaire.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Département des terres de la couronne

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L.H. Holton): qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir

bien faire mettre devant cette Chambre, un état des terres occupées et concédées en vertu de permis d'occupation du département des Terres de la couronne, enlevées aux colons par le département ou les agents, dans les comtés de Montmagny et de Bellechasse, depuis le quinze avril dernier, spécialement les raisons pour lesquelles ces terres ont été reprises; si elles ont été revendues ou concédées, à qui, pour quel prix et à quelle époque; aussi, un état des colons, qui, dans les mêmes comtés, sont en arrérages avec le département pour le prix de leurs terres. Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état détaillé du montant des sommes remises depuis le 15 juillet 1867, aux personnes endettées pour le prix de terres achetées du gouvernement, soit avant soit après le 1er juillet 1867, indiquant à qui et à quelle époque ces remises ont été faites et pour quelles raisons; le montant dû par chaque personne et le montant qui lui a été remis; les numéros des lots et aussi les rangs, townships et comtés où sont situés les lots à raison desquels telles réductions ont été faites.

Adopté.

Divisions d'enregistrement du comté de Chicoutimi

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour diviser le comté de Chicoutimi en deux divisions d'enregistrement.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Statuts refondus

M. W. LAURIER (Drummond-Arthabaska): Demande la permission de retirer son bill pour amender le chapitre 78 des statuts refondus pour le Bas-Canada.

Accordé.

District judiciaire de Montmagny

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny, pour l'annexer à celui de Québec.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à huit heures et demie.

Séance du 22 décembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quart.

Question de privilège :

M. P.-S. Gendron

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): On vient de me signaler une correspondance parlementaire de la Nation, dans laquelle on porte une grave accusation contre M. Gendron, député de Bagot, dont toute la Chambre connaît le caractère honorable. Afin de mieux faire comprendre la portée de ce que je vais dire, je dois lire les passages de la correspondance en question qui contiennent l'accusation:

"Voici la dernière perfidie qu'il a imaginée. Le comité des chemins de fer s'occupait du bill incorporant la Compagnie du chemin de fer de Philipsburg à Yamaska. Le bill, tel qu'envoyé tout préparé par le comité nommé à la grande assemblée que vous avez rapportée, proposait que le chemin de fer passât à Saint-Hyacinthe. Le petit député de Bagot voulut faire changer cette clause; son but était de nuire par là à votre ville. Mais il n'eut pas le courage de l'indiquer franchement. Il se basa sur ce que la pétition demandant la passation du bill ne parlait pas de Saint-Hyacinthe.

"M. Bachand, qui le combattait, soutint que la pétition mentionnait Saint-Hyacinthe; mais, en allant aux preuves, il fut tout surpris de ne pas trouver le nom de votre ville. Il ne pouvait en croire ses yeux, tant il était sûr d'avoir vu Saint-Hyacinthe dans la pétition. Cependant, n'ayant aucune preuve à produire, il ne put empêcher le nom de Saint-Hyacinthe d'être retranché du bill. Car, suivant les règles de la Chambre, un bill privé doit toujours être conforme à la pétition présentée à son appui".

"Les choses en restèrent là quelques jours. M. Bachand ne demeurait cependant pas inactif. Il cherchait à s'expliquer comment le nom de Saint-Hyacinthe avait disparu de la pétition. Il finit par le découvrir. Voici ce qui était arrivé: M. Gendron avait fait signer en secret, par ses amis de Bagot, une pétition omettant le nom de Saint-Hyacinthe, puis l'avait frauduleusement substituée à la pétition présentée avec le bill".

"C'est à cette fraude inqualifiable du député de Bagot, que ses amis de Saint-Hyacinthe devront de ne pas avoir de chemin de fer. Il les a sacrifiés au plaisir de faire du mal aux libéraux qui ont eu le tort impardonnable de rire de lui. Je ne sais si, pour l'en remercier, MM. Perreault, Sarrasin, etc., lui donneront un autre parti de tire à son départ pour Ottawa". J'ignore qui a écrit cet article, mais la rumeur veut que ce soit un correspondant parlementaire, un professeur de haut calibre d'une des meilleures institutions

du pays. Cet article comporte une accusation de faux, c'est une accusation grave qui, si elle était fondée, aurait dû être portée devant cette Chambre, et qui aurait exposé celui qui se serait rendu coupable d'un tel acte à des poursuites. Sans doute, nous devons laisser à la presse une grande liberté, mais dire que le correspondant d'un journal puisse nous attaquer dans notre honneur, c'est autre chose et nous ne pouvons rester indifférents à de pareilles indignités. Les honorables députés savent que le député de Bagot (M. P.-S. Gendron) est bien au-dessus de tout crime pour s'enrichir. La session est trop avancée pour soulever une question de privilège, mais il est probable que si pareille accusation avait été portée au commencement de la session, j'aurais demandé à la Chambre de traduire devant le comité des privilèges et élections l'auteur du libelle. J'espère aussi que le député de Bagot (M. P.-S. Gendron) fera d'autres démarches pour obliger le journal à se rétracter et à présenter ses excuses pour une telle fausseté; à défaut de quoi, il devrait en appeler aux cours de justice.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le premier ministre se montre d'une grande sensibilité lorsque ses amis sont attaqués; si nous étions doués de la même qualité, nous serions souvent obligés de protester contre les journaux patronnés par M. Chauveau; car nous avons souvent droit de nous en plaindre. Les fausses représentations dans les journaux ont parfois été énormes, plus particulièrement en rapportant la discussion du rapport du comité à propos de la pétition de M. Hébert. On se rappelle ce qui a eu lieu la semaine dernière, on se rappelle que dans un accès de faiblesse, M. Chauveau a fait expulser des galeries le public qui s'y trouvait parce que quelques-uns avaient applaudi M. Fournier. Comment les journaux amis du gouvernement ont-ils parlé de cette affaire? Ils l'ont interprétée de la façon la plus fautive pour M. Fournier. Ils sont allés jusqu'à insinuer que ce qui était arrivé, avait été préparé d'avance et était le résultat d'un complot.

Or, les journaux qui ont lancé une telle accusation se sont rendus coupables de mensonge, et nous avons le droit de nous plaindre. La manifestation de la semaine dernière a été toute spontanée et non organisée d'avance. Le premier ministre est bien chatouilleux pour le cas du député de Bagot (M. P.-S. Gendron), tout en laissant les journaux qu'il patronne assaillir féroce l'opposition. Le *Courier du Canada*, qui doit incessamment devenir le porte-parole du premier ministre et qui est au mieux une feuille insignifiante, et le *Courier de Saint-Hyacinthe* se sont montrés particulièrement violents, mais l'opposition n'a rien dit.

Je nie l'accusation que l'opposition aurait été pour quelque chose dans la manifestation. Le gouvernement a grossi cette affaire bien plus qu'il ne le fallait, et l'utilisation de la police provinciale était une farce de mauvais goût.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Que les journaux ne donnent pas toujours un compte-rendu exact des débats, c'est là un fait regrettable, mais ce n'est pas là la question qui nous occupe en ce moment. Qu'un journal se permette de porter une accusation aussi grave que celle portée contre le député de Bagot par ce chiffon qu'on appelle la Nation, c'est une autre affaire beaucoup plus grave et dont nous devons nous occuper. Si nous tenons à nous faire respecter, nous devons nous montrer soucieux des droits de chacun d'entre nous et ne pas permettre au premier venu de l'attaquer injustement et d'une manière aussi lâche que l'a été M. Gendron. Je suis en faveur de la liberté de la presse. Je serais porté à dire à M. Gendron: "Ne vous occupez pas de ce que dit cette feuille", si l'on ne portait contre lui une accusation grossière. Mais l'accusation contre M. Gendron, que toute la Chambre connaît comme un homme honorable, comme un député estimable et estimé, n'a pas ce caractère. Elle s'attaque à son honneur et met son honnêteté en cause, et nous ne pouvons plus avoir de tolérance. Je regrette que l'homme qui n'a pas osé signer son article appartiennne, comme il est de notoriété publique, à une des premières institutions du pays. Je regrette de le voir au nombre des premiers professeurs de cette grande institution, car il est évident que ce professeur ne peut pas agir comme il le fait, porter des accusations calomniatrices contre un député, sans compromettre le caractère de cette institution. Je suis forcé de m'exprimer de cette façon à regret, parce que je n'ai jamais vu un article de ce genre auparavant, je n'ai jamais vu une attaque aussi laide, aussi injuste et aussi peu fondée.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Je remercie M. Chauveau, je remercie également M. Bellerose et ne fais pas de reproche à M. Joly. Je repousse avec indignation l'accusation portée contre moi, je repousse cette attaque comme une infâme calomnie, comme un infâme libelle, et la Chambre verra que justice me sera faite, soit que l'auteur de l'article se rétracte, soit que le propriétaire du journal me donne satisfaction, soit que les tribunaux soient appelés à se prononcer. J'espère qu'il n'y a pas un seul membre de cette Chambre qui ne soit prêt à me déclarer incapable de commettre l'acte dont on m'accuse.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Je ne me serais pas levé pour faire la leçon à quelques journaux, si l'on n'avait pas parlé de la manière dont j'ai été traité par eux. Dans le cas auquel M. Joly a fait allusion, on a attaqué mon caractère personnel. On m'a accusé d'avoir ameuté les galeries, d'avoir préparé la démonstration que l'on connaît. Pourtant cette démonstration est bien facile à expliquer. La population de Québec portait un grand intérêt à cette élection de Québec-Centre, et il n'y a rien d'étonnant qu'elle se soit portée en foule au

Parlement pour l'entendre. Je n'ai invité personne à venir au Parlement. Je n'ai rien organisé. Je profite donc de cette occasion pour repousser les attaques du *Courier du Canada*, et du *Courier de Saint-Hyacinthe* qui ont osé dire que j'avais préparé cette manifestation. J'aime à reconnaître que tous les journaux amis du gouvernement ne m'ont pas traité de cette façon et que plusieurs ont rendu compte impartialement de ce qui s'est passé. Le *Courier du Canada* s'est distingué entre tous et c'est une feuille qui doit revenir l'organe du premier ministre. J'espère qu'il lui donnera des leçons de littérature et de savoir-vivre. Chaque fois qu'un de ses amis est attaqué, M. Chauveau se sent blessé. Tantôt il l'a été tellement qu'il a menacé de soulever, l'an prochain, une question de privilège. S'il a recours à ce moyen, je l'engage à en soulever deux, une pour M. Gendron et l'autre pour moi.

M. M. LAFRAMBOISE (Shefford): M. Chauveau a dit que toute la Chambre regretterait les attaques dont M. Gendron avait été victime. Moi pour un, je proteste contre ses paroles. Que M. Gendron vienne auparavant devant les tribunaux donner des preuves de ce qu'il avance. Il y a une chose bien certaine, c'est qu'une pétition demandant que le chemin de fer passât à Saint-Hyacinthe a disparu et a été introuvable. Par six fois je l'ai demandée, on a fini par m'en donner une toute différente. J'aurais pu amener cette affaire devant la Chambre, mais j'ai mieux aimé n'en rien dire. Je répudie les éloges que M. Chauveau adresse à M. Gendron.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): M. Laframboise se trompe et je dois lui faire remarquer qu'il y a une grande différence entre dire qu'une pétition n'a pas été trouvée et porter une accusation comme celle que nous trouvons dans la Nation. Voici ce qui s'est passé devant le comité. On nous a soumis une douzaine de pétitions semblables, parmi lesquelles se trouvait celle sur laquelle le bill était fondé et qui est endossée par le greffier des bills privés. Il y avait une autre pétition demandant que le chemin passât à Saint-Hyacinthe. C'est celle-là que l'on n'a pu retrouver, et il n'a pas été établi comment elle a disparu. Partir de ce fait pour attaquer un député, c'est une chose odieuse, contre laquelle nous devons protester.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Je crois que les faits sont tels que M. Cauchon le rapporte. Il y a eu un certain nombre de pétitions qui demandaient que le chemin suive le côté sud de la rivière et une autre qui voulait qu'il passât à Saint-Hyacinthe; celle-là a été introuvable au moment où l'on en avait besoin. On a dû retrancher du bill la clause qui faisait cette dernière demande. Mais la pétition a été retrouvée plus tard. Je tiens à dire cela et aussi à ajouter que je ne suis pour rien dans l'accusation portée contre M. Gendron, comme on

paraît l'insinuer. Je suis en dehors de cette affaire, je n'ai aucun soupçon pour M. Gendron et le crois incapable d'avoir soustrait cette pétition.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Je remercie M. Bachand d'avoir dégagé sa responsabilité de cette affaire, et je le crois incapable d'avoir porté cette accusation contre moi.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Pour montrer combien est peu fondée l'accusation si grave contre M. Gendron, je dirai que non seulement les pétitions sur lesquelles le bill est fondé sont venues, devant le comité mais aussi celle qu'on dit avoir été perdue. Non seulement elle a été devant le comité, mais M. Laframboise l'a eue, entre ses mains et s'il ne la pas lue c'est sa faute. Il faut qu'il ait été bien malheureux ce jour-là, car après avoir lu cette pétition qui portait en tête le nom de M. Eaton, je l'ai montrée à M. Dorion et je l'ai ensuite passée à M. Laframboise. Je répète donc qu'il a eu tous les moyens d'en prendre connaissance et qu'elle n'a pu être soustraite par M. Gendron. Je regrette que l'on ait accueilli avec légèreté les remarques de M. Bellerose; elles étaient vives, mais pleinement justifiées. M. Bellerose ne pouvait s'empêcher de sentir vivement l'insulte faite à un ami et son langage s'en est ressenti. Mais qu'aurait fait l'opposition si M. Holton avait été attaqué injustement comme M. Gendron? Elle n'aurait pu trouver de paroles assez solennellement sévères pour repousser l'attaque et aurait foudroyé le député de la droite qui aurait souri de ses colères.

Je concours dans cette partie des observations de M. Fournier qui a rapport à la manière dont il a été traité par certains journaux, et je crois nullement fondées les insinuations malveillantes que l'on a faites à son égard. Je suis persuadé qu'il n'est pas allé jusqu'à organiser une bande de claqueurs et qu'il n'est pas responsable de la manifestation qui a motivé l'expulsion des personnes présentes dans les tribunes. Mais il faut remarquer qu'il y a encore une immense différence entre l'attaque dont il a été victime et l'accusation de faux portée contre M. Gendron, un homme honorable, un homme de mérite, dont on peut dire qu'il est la modestie dans la délicatesse. Les journalistes nous traitent d'imbéciles, ils peuvent parfois en avoir le droit, ce sont des gens d'esprit et ils peuvent faire d'excellents députés. Nous pouvons nous en fâcher un peu, mais ils ne dépassent pas par là les limites de leur droit. Mais quand ils vont jusqu'à accuser un député de faux, comme cela est arrivé dans l'espèce qui nous occupe, c'est une autre affaire. Ils tombent dans un excès déplorable et la liberté de la presse dégénère en licence.

Je suis pour la liberté de la presse, je viens de le dire; je lui permets tout, mais que sa liberté ne franchisse pas les bornes de la critique légitime, et que la presse ne vienne pas comme

la Nation tenter de salir une réputation sans tache, ternir l'honneur d'un honnête homme. J'espère que M. Gendron ne laissera pas là cette accusation, et qu'il verra à ce que justice lui soit rendue, car si on néglige de faire disparaître ces accusations fausses elles finissent par s'attacher comme des souillures qu'on ne peut plus effacer. En ma qualité de député, je proteste contre l'insulte qui a été faite à un de nos collègues et j'espère que nos remarques seront entendues de l'auteur de l'article et qu'il comprendra qu'il ne doit pas employer son talent de cette façon.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je tiens à relever une accusation portée contre l'université Laval qui a rendu de si grands services au pays et qui mérite à tant de titres notre reconnaissance. L'université Laval a été injustement attaquée par M. Bellerose. Cette institution est digne de notre admiration, elle est indépendante du gouvernement et n'a pas à s'humilier pour obtenir une subvention.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Les autres institutions s'humilient donc devant nous pour obtenir de l'argent. C'est très joli cette insinuation.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Ce n'est pas ce que je veux dire.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Vous êtes enfermé. Vous ne pourrez sortir de là.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je veux dire qu'elle n'est pas obligée de subir plus ou moins l'influence du gouvernement.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Je n'ai pas prononcé le nom de l'université Laval, mais puisque son nom a été prononcé, je dois dire que si l'université Laval continue à compter parmi ses professeurs l'auteur d'un article aussi bas, aussi vil, que celui dont il s'agit, elle perdra de sa considération. Je regrette de dire que cette belle institution perdra par la faute de ce professeur l'estime dont elle jouit, si elle le conserve parmi ses professeurs.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je suis heureux de voir M. Bachand rendre hommage à l'honorabilité de M. Gendron, et faire preuve de cette courtoisie avec nous que je me plais à reconnaître. Je n'imiterai pas à l'égard de M. Fournier son silence à l'égard de M. Gendron et je dirai que je ne crois pas que M. Fournier ait organisé la manifestation qui a eu lieu en Chambre la semaine dernière; je serais le dernier à le croire capable d'une pareille chose. On me reproche de me montrer soucieux de ce qui peut blesser mes amis, et de ne pas m'occuper autant des misères que les journaux font subir aux députés de l'opposition.

C'est à tort que l'on me fait ce reproche.

D'ordinaire, mes occupations absorbent tout mon temps et je n'ai pas le temps de lire tous les journaux. Si j'ai parlé de l'article de la Nation, c'est parce que M. Gendron me l'a signalé. Si M. Fournier m'avait prévenu quand il a été injustement attaqué, j'aurais protesté contre cette attaque. On a prononcé le nom de l'université Laval dans ce débat, je ne veux pas à présent faire retomber aucun blâme sur cette grande institution. Une hirondelle ne fait pas le printemps, et un professeur ne constitue pas une université. Je ne la rends donc pas responsable de ce qui est arrivé. Je dois dire en terminant que si l'auteur de l'article incriminé savait lorsqu'il l'a écrit ce qui s'est passé au comité, et attaqué M. Gendron comme il l'a fait malicieusement et sachant que son accusation n'est pas fondée, il serait le dernier des misérables.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de Saint-Hyacinthe," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Cathédrale de Saint-Hyacinthe

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé: "Acte pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de Saint-Hyacinthe".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Dépôt et lecture de pétitions:

Par M. Chapleau, la pétition de E. Simard, greffier-assistant de l'Assemblée législative, demandant le paiement d'arrérages de salaire, est déposée, reçue et lue.

Officiers de la Chambre

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau), que M. l'orateur soit autorisé à prendre en considération les réclamations de plusieurs officiers et employés, pour compensation telle que demandée par la pétition de E. Simard, et qui a déjà été accordée à un certain nombre d'officiers et serviteurs de cette Chambre, et de rendre justice en cette matière.

Adopté.

Missionnaires de Notre-Dame, S.J.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montma-

gny): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton); que l'entrée faite dans les journaux de cette Chambre, exprimant le refus de concourir dans l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer les missionnaires de Notre-Dame S.J., "soit rescindée.

Adopté.

Ledit amendement est alors adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Asile de Beauport

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 16 décembre 1871 demandant un état indiquant le nombre des aliénés actuellement dans l'asile de Beauport, le nombre de ceux qui sont à la charge du trésor de la province et le nombre de ceux qui ne le sont pas, le montant payé par chacun de ces derniers, à qui ce montant a été payé et au profit de qui. (Documents de la session, no 22.)

Et aussi, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le quatrième rapport des inspecteur de prisons, asile, etc., pour l'année 1871. (Documents de la session, no 23.)

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement.

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 32e Victoria, chapitre 72, concernant l'agrandissement du cimetière de Notre-Dame-des-Neiges", ainsi que l'acte 33e Victoria, chapitre 52, intitulé: "Acte pour amender l'acte 32e Victoria, chapitre 72, concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges, et pour autres fins généralement".

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les lois de l'éducation en cette province".

Eill intitulé: "Acte pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés".

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender les dispositions de l'acte trente-trois Victoria, chapitre quarante-six, concernant l'incorporation de la cité de Québec" avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte concernant l'amendement de certains articles du code de procédure civile, la nomination d'un juge additionnel de la cour Supérieure à Montréal, et l'administration de la justice sous d'autres rapports", avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant l'érection civile des paroisses, dans le but de favoriser la confection des cadastres", auquel il demande le concours de cette Chambre, et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé:

"Acte pour amender de nouveau la loi concernant le notariat", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Incorporation de la cité de Québec

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender les dispositions de l'acte trente-trois Victoria, chapitre quarante-six, concernant l'incorporation de la cité de Québec".

L'amendement étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Code de procédure civile

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte concernant l'amendement de certains articles du Code de procédure civile, la nomination d'un juge additionnel de la cour Supérieure à Montréal, et l'administration de la justice sous d'autres rapports". Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Cadastres

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (L'honorable P.-J.-O. Chauveau), que le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour amender la loi concernant l'érection civile des paroisses, dans le but de favoriser la confection des cadastres" soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Propose la deuxième lecture dudit bill.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Profession du notariat

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le député de Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), que le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour amender de nouveau la loi concernant le notariat", soit maintenant lu pour la première fois. Le bill est, en conséquence, lu pour la première fois.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose la deuxième lecture dudit bill.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour aujourd'hui.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend Jos. Bourassa et autres, de la paroisse de Saint-Bernard, du révérend P. Kelly et autres, de la paroisse de Saint-Edouard-de-Frampton, de C.-E. Genest et autres, de la paroisse de Sainte-Marguerite, de Damase Roy et autres, du township de Cranbourne, du révérend père François-Xavier et autres, de la paroisse de Sainte-Justine et du township Langevin, et de Joseph Fournier et autres, de la paroisse de Sainte-Claire, toutes du comté de Dorchester; demandant respectivement que le juge de la cour Supérieure pour les districts de Montmagny et Beauce, soit tenu de résider dans les limites du district de Beauce, et qu'un magistrat stipendiaire ne soit pas nommé pour ledit district.

Du révérend père François-Xavier et autres, de la paroisse de Sainte-Justine et du township Langevin, et de Jacques Girard et autres, du township de Ware, toutes du comté de Dorchester; demandant respectivement de l'aide pour des chemins dans lesdits townships.

District judiciaire de Montmagny

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny, pour l'annexer à celui de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Loi électorale

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député de

Lotbinière (M. H.-G. Joly), la deuxième lecture du bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Il dit que si le gouvernement s'oppose au bill, il ne causera pas un débat.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement s'oppose au bill.

La proposition est résolue dans la négative.

Administration des terres publiques

M. T. FOURNIER (Montmagny): Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (l'honorable L. H. Holton), la deuxième lecture du bill concernant les arrérages dus sur les terres de la couronne et du clergé, vendues avant le 1er juillet 1867, et pour amender l'acte relatif à la vente et à l'administration des terres publiques.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Objecte que ledit bill n'est pas dans l'ordre. On ne peut discuter de ce bill, parce qu'il dispose des terres publiques.

M. T. FOURNIER (Montmagny): Il n'est pas nécessaire de s'objecter, car le bill est tout à fait dans l'ordre.

M. L'ORATEUR: Décide que ce bill n'est pas dans l'ordre, en autant qu'il affecte le revenu de la province, et qu'il n'a pas été recommandé à la considération de la Chambre par Son Excellence le lieutenant-gouverneur.

Comité conjoint de la Bibliothèque

Il est résolu que cette Chambre concoure dans le rapport du comité conjoint de la bibliothèque du Parlement.

Compagnie du Chemin de fer de Philipsburg Farnham et Yamaska

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska," étant lu.

Le premier de ces amendements est, en conséquence, lu une seconde fois et adopté.

Le second de ces amendements, étant lu une seconde fois comme suit:

"2. Après le dernier mot de la section 2, ajoutez les mots suivant:

"Et ladite compagnie aura le pouvoir de construire un ou des embranchements de pas plus de cinquante milles de long, depuis toute station ou gare, ou tout autre point sur ladite

ligne principale, à la discrétion des directeurs, suivant les conditions ci-dessous établies pour la ligne principale dudit chemin, pourvu toujours qu'aucun embranchement ne sera construit avant que la ligne principale ne soit construite et mise en opération.."

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, appuyé par le député de Deux-Montagnes (l'honorable G. Ouimet), que cette Chambre ne concourt pas dans ledit amendement fait par le Conseil législatif, parce que dans l'opinion de cette Chambre, il ne convient pas d'accorder des pouvoirs généraux semblables, de construire des embranchements semblables à ceux qui sont proposés comme devant être construits, par ledit amendement.

Adopté.

Les troisième, quatrième et cinquième amendements étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte ledit bill au Conseil législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements, en y faisant un amendement auquel il demande leur concours.

Ajournement

L'HONORABLE L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose que la Chambre considère qu'il est 6 heures et s'ajourne, et qu'elle se réunisse de nouveau à 8 heures au lieu de 7:30 heures.

Adopté.

La Chambre s'ajourne.

Reprise de la séance à huit heures.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour pourvoir à l'octroi de certaines terres, pour venir en aide à la Compagnie du chemin de fer international de Saint-François et de Mégantic, et de la Compagnie du chemin à lisses de Québec et Gosford," sans amendement.

Ajournement

L'honorable L. H. HOLTON (Montréal-Centre): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (l'honorable J. G. Robertson), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain à onze heures A.M.

Adopté.

La séance est levée à neuf heures.

Séance du 23 décembre 1871

Sous la présidence
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à onze heures du matin.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Pelletier (Bellechasse), la pétition du révérend B. Dufour et autres, de la paroisse de Saint-Lazare, comté de Bellechasse.

Ordonné, que la pétition du révérend E. Dufour et autres, de la paroisse de Saint-Lazare, comté de Bellechasse, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue.

Et ladite pétition, demandant de l'aide pour un chemin, dans ladite paroisse, est reçue et lue.

Message du Conseil législatif :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec."

Bill intitulé: "Acte pour diviser le comté de Chicoutimi en deux divisions d'enregistrement et pour le séparer du comté de Saguenay pour les fins des sociétés d'agriculture."

Bill intitulé: "Acte pour limiter l'application des articles 298 et 299 du code civil, et du titre cinquième de la troisième partie du code de procédure civile."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte des licences de Québec."

Et aussi, le Conseil législatif informe cette Chambre, qu'il n'insiste pas sur son second amendement au bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska."

Message du lieutenant-gouverneur :

M. L'ORATEUR: Son Excellence le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette Chambre que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle, dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Excellence, qui a donné, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent:

Acte concernant les licences de mariage.

Acte pour incorporer "La Société bienveillante des cordonniers de Québec".

Acte pour incorporer "L'Oeuvre du patronage de Québec".

Acte pour incorporer le "Trafalgar Institute", pour instruire et former les jeunes filles de moyenne et de haute condition.

Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie de chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Acte pour incorporer l'Institut canadien-français de Montréal.

Acte pour incorporer le collège de Sorel.

Acte pour permettre à la Corporation de la ville de Sherbrooke de rendre valable une certaine contribution faite pour venir en aide aux victimes de l'incendie de Chicago.

Acte pour amender l'acte vingt-deux Victoria, chapitre cent vingt-cinq, intitulé: "Acte pour incorporer l'asile des Dames protestantes de Québec."

Acte pour corriger certaines erreurs dans la version anglaise du chapitre 46, de la 34^{ième} Victoria, concernant la Société de passage du pont-neuf de Saint-Hyacinthe.

Acte pour amender la loi concernant les plans et livres de renvois des cadastres.

Acte pour incorporer la "Dominion Homestead Building Society".

Acte pour amender l'acte de cette province trente-deux-Victoria, chapitre cinquante-deux, concernant la subvention à être accordée à certains chemins de fer de colonisation.

Acte pour amender un acte pour le soulagement d'une certaine congrégation religieuse à Montréal, connue sous la dénomination de "Presbytériens" et pour d'autres fins.

Acte pour amender la charte du chemin à lisses de Québec à Gosford.

Acte pour amender l'acte relatif à la Compagnie du chemin de fer de jonction de Missisquoi.

Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de la Pointe-Lévis et de l'Anse-des-Sauvages.

Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la vallée de Gatineau.

Acte pour incorporer la Compagnie du chemin à lisses de Waterloo et Magog.

Acte pour amender la loi relative aux assurances mutuelles des fabriques en ce qui concerne les diocèses de Montréal et de Saint-Hyacinthe.

Acte pour incorporer la Compagnie de chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel.

Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

Acte pour donner un Synode du diocèse de Montréal, pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques par lettres patentes royales.

Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de "L'Association de la salle Saint-Patrice de Montréal".

Acte pour autoriser le conseil de Nicolet à ériger la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford en une municipalité de paroisse.

Acte pour amender l'acte trente-quatrième Victoria, chapitre huit, concernant les registres de l'état civil dans une certaine partie du district de Saguenay.

Acte pour déterminer le temps où les statuts de cette province deviendront en force.

Acte concernant les dépôts judiciaires et autres.

Acte pour incorporer les "Missionnaires de

Notre-Dame, S. J."

Acte pour autoriser la Chambre provinciale des notaires à admettre, après examen, William Fahey comme notaire.

Acte pour incorporer la Compagnie de chemin de fer de Philipsburg, Farnham et Yamaska.

Acte pour amender l'acte de cette province, 32 Victoria, chapitre 22, concernant les jurés et jurys.

Acte pour pourvoir à la vente de certaines propriétés dans la cité de Montréal, et à la construction d'édifices pour les écoles normales Jacques-Cartier et Laval.

Acte pour incorporer la Compagnie de crédit de Montréal.

Acte pour amender de nouveau la loi concernant les magistrats de districts en cette province.

Acte pour autoriser les directeurs des écoles d'industrie et de réforme et de certaines institutions de charité, de mettre en apprentissage ou de placer au dehors, les enfants qui sont sous leur direction.

Acte pour amender les actes ayant rapport à la Corporation de la cité de Montréal, et pour d'autres fins.

Acte pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de Saint-Hyacinthe.

Acte pour amender l'acte 32 Victoria, chapitre 72, concernant l'agrandissement du cimetière de Notre-Dame-des-Neiges, ainsi que l'acte 33e Victoria, chapitre 52, intitulé: Acte pour amender l'acte 32e Victoria, chapitre 72, concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges" et pour autres fins généralement.

Acte pour amender les dispositions de l'acte 33 Victoria, chapitre 46, et l'acte trente et un Victoria, chapitre trente-trois, concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Acte concernant l'amendement de certains articles du code de procédure civile, la nomination d'un juge additionnel de la cour Supérieure à Montréal, et l'administration de la justice sous d'autres rapports.

Acte pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés.

Acte pour amender de nouveau les lois de l'éducation en cette province.

Acte pour amender l'acte vingt-neuf Victoria, chapitre soixante et un, intitulé: "Acte pour incorporer le village de Berthier et pour l'ériger en ville".

Acte pour amender l'acte des licences de Québec.

Acte pour autoriser le barreau du Bas-Canada, province de Québec, à admettre George Gregory Smith comme avocat et procureur.

Acte pour amender la loi concernant la confection des cadastres.

Acte pour limiter l'application des articles 298 et 299 du code civil et du titre cinquième

de la troisième partie du code de procédure civile.

Acte pour diviser le comté de Chicoutimi en deux divisions d'enregistrement et le séparer du comté de Saguenay pour les fins des sociétés d'agriculture.

Acte pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec.

Acte pour pourvoir à l'octroi de certaines terres pour venir en aide à la Compagnie du chemin de fer international de Saint-François et Mégantic, et de la Compagnie du chemin à lisses de Québec et Gosford.

L'Orateur de l'Assemblée législative:

Plaise à Votre Excellence,

Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un bill intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires" pour subvenir certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière "expirant le trente de juin mil huit cent soixante-treize, et à certaines autres fins "du ressort du service public", auquel je prie humblement Son Excellence de donner sa sanction.

Le lieutenant-gouverneur:

Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Excellence de prononcer le discours suivant aux deux Chambres:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je suis heureux de vous féliciter sur vos travaux et sur l'importance de vos délibérations. Je vois avec plaisir que vous avez jugé à propos de continuer la politique inaugurée par le dernier Parlement au sujet de la colonisation et des chemins de fer, et que vous n'avez rien négligé pour assurer le développement rapide des ressources de notre province. Les diverses lois que vous avez adoptées dans le but d'améliorer l'administration de la justice et pour divers autres objets d'utilité publique, et les mesures d'intérêt local et privé qui ont été sanctionnées, seront bien vues, je n'en doute pas, du peuple de cette province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie de la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides, et je verrai à ce que le meilleur usage soit fait des sommes que vous avez mises à la disposition du gouvernement.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au moment de vous séparer pour rentrer

dans vos foyers, acceptez les vœux que je forme pour votre bonheur et celui de vos familles.

L'Orateur du Conseil législatif: Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le lieutenant-gouverneur de proroger cette Législature provinciale jusqu'à jeudi, le premier jour de février prochain, pour être alors ici tenue; et cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée jusqu'à jeudi, le premier jour de février prochain.